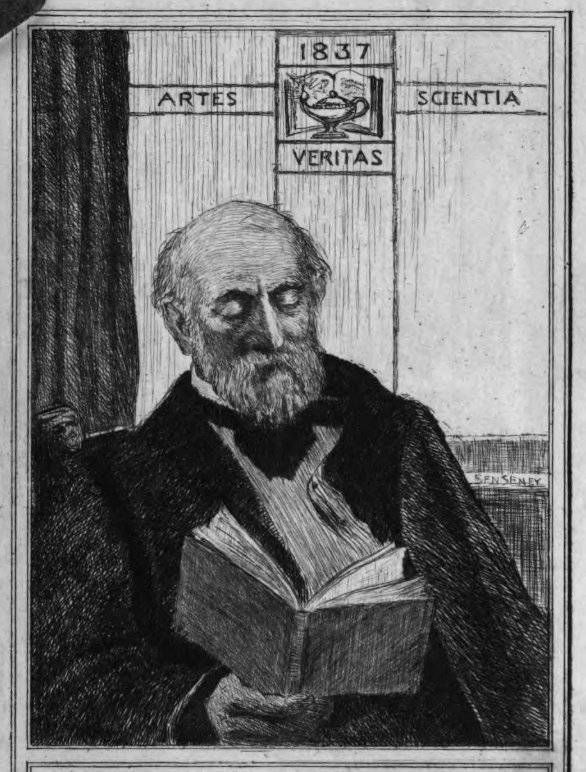

1837
ARTES
SCIENTIA
VERITAS

Vignaud

HUIT MOIS

EN AMÉRIQUE

IMP. POUPART-DAVYL ET COMP., RUE DU BAC, 30.

HUIT MOIS

EN

AMÉRIQUE

LETTRES ET NOTES DE VOYAGE

1864-1865

PAR

ERNEST DUVERGIER DE HAURANNE

TOME SECOND

PARIS

LIBRAIRIE INTERNATIONALE

15, BOULEVARD MONTMARTRE

A. LACROIX, VERBOECKHOVEN & Cᵉ, ÉDITEURS

à Bruxelles, à Leipzig et à Livourne

1866

HUIT MOIS

EN AMÉRIQUE

CHAPITRE PREMIER

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Meetings électoraux. Une pluie d'imprimés; un gouverneur de l'Illinois; un orateur universitaire. M. Chase, le père des greenbacks. — Rixes et processions. — Un complot éventé; procédés électoraux des gens du Sud. — Un convoi de Mormons. — L'élection ; une promenade aux polls; fraude et désordre; contrôle et publicité. — Majorité républicaine; tranquillité des vaincus; bienfaits de l'organisation des partis. — Le camp Douglas; souvenirs français. — Une grande ville future; les populations agricoles de l'ouest. — Columbus : derniers résultats électoraux. La dernière heure de l'esclavage.

Chicago, 5 novembre 1864.

Nous sommes en pleine bataille électorale. Avant-hier une bande de musique passa sous mes fenêtres avec un char tout plein de femmes vêtues d'oripeaux. Je la suivis jusqu'au *Court-House*, où je trouvai sous le péristyle quelques groupes clair-semés que haranguaient divers

orateurs, tandis que deux hommes postés aux fenêtres les inondaient d'une pluie de petits papiers imprimés. On se ruait pour les ramasser, et j'eus quelque peine à en saisir un. C'était un de ces étranges pamphlets électoraux, moitié sermons, moitié affiches, en phrases brèves et rompues, à grand renfort de majuscules, d'exclamations, de mots isolés et interlignés, que les Américains excellent à fabriquer pour le gros public. Il portait ce titre pompeux en grandes lettres : *la Vérité!* Suivait une longue énumération des conséquences funestes de l'élection de Mac-Clellan. — « 20 millions d'hommes soumis à 300,000 maîtres d'esclaves! — Une confédération du nord-ouest! Une insurrection démocratique (voir les menaces du *World* et du *Chicago-Times*)! — Mac-Clellan à la tête de la révolte (voir les discours à la convention de Chicago)! — La guerre portée d'Atlanta et de Richmond à New-York, Philadelphie, Cincinnati et Chicago (voir les journaux de Richmond, complices des *copperheads*)! — Barricades, guerre civile, — nos rues pleines de sang, — nos campagnes dévastées, — le crédit de l'État ruiné, — l'or à 2,000, le prix des denrées en proportion (voir l'*Histoire de la Révolution française* et le règne de la terreur à Paris)! » En doutez-vous? Voici le tableau comparatif des *prix républicains*, des *prix démocratiques*, des *prix de Mac-Clellan*, « tels que les ferait son compromis avec Jeff. Davis, c'est-à-dire la garantie de la dette rebelle et le payement des frais de la guerre aux États du sud, » — des *prix rebelles* enfin, tels qu'on les verra « si Belmont (1) réussit à soulever une insurrection démocratique. » Le thé, qui coûte main-

(1) M. Auguste Belmont est un des chefs du parti démocrate.

tenant 1 dollar la livre, en coûtera 200; le sucre en coûtera 50, et ainsi du café, du tabac, des épices, des toiles, cotons, lainages, du charbon, du fer, du cuivre; — le plomb seul, hélas! « n'abondera que trop ». Si ce tableau vous sourit, « votez la liste rebelle ». Si au contraire vous voulez que le drapeau de l'Union « flotte glorieusement des lacs au golfe, de l'Atlantique au Pacifique, sur cent États libres et pas un despote, sur cinquante et dans peu d'années cent millions d'hommes et pas un esclave, alors nettoyez le pays, une fois pour toutes, de ce parti avide (Floyd), perfide (Buchanan), hypocrite (Seymour), furibond (Vallandigham), traître (les *fils de la liberté!*), infâme (Fernando Wood), vendeur de nègres, auteur de révoltes, de dettes et d'impôts, qui s'intitule le parti *démocrate!*... Votez pour Abraham Lincoln! »

En dépit de ces fusées incendiaires, l'assemblée restait flegmatique et froide, poussant à peine, pour la forme, quelques *hurrahs* de politesse : on allait, on venait, on chuchotait avec un air de désœuvrement et d'ennui. Un passant pénétra dans le groupe et cria *three cheers for Mac-Clellan!* On se mit à rire. Le lendemain, la *Chicago-Tribune* racontait la procession, le *meeting* en termes emphatiques, dignes des récits qu'on fait chez nous des « enthousiasmes indescriptibles » qui suivent partout les princes... « On voyait, disait-elle, les *copperheads* s'enfuir pâles et effrayés, comme frappés d'avance du sort qui les attend le 8 novembre ». Il faut se défier de tous les récits de manifestations triomphales, de « *meetings* monstrueux », dont regorgent en ce moment les journaux des deux partis. On ment en Amérique aussi hardiment qu'en Europe, avec cette différence que, tout le monde ayant le droit de mentir, personne n'a le privilége d'être cru.

Le soir, j'ai assisté à une scène plus sérieuse. Il y a eu *meeting* à Bryan-Hall, dans une de ces grandes salles disposées comme des théâtres et contenant plusieurs milliers d'auditeurs, qui sont une des nécessités de la vie américaine. Le premier et le principal discours fut prononcé par le gouverneur de l'Illinois, Richard Yates, ancien démocrate, ancien membre de la convention de Chicago, et depuis lors transfuge au camp républicain, dans l'espoir, disent les langues médisantes, d'obtenir, à l'expiration prochaine de sa charge, un des deux siéges de l'Illinois dans le sénat des États-Unis. Je vois un homme robuste, en habit bleu à boutons jaunes, dans une tenue un peu dépareillée qui voudrait sembler grave, le front haut, les cheveux longs, la bouche grande et spirituelle, mais le visage un peu raviné, à ce qu'on m'assure, par un usage immodéré des liqueurs fortes : défaut d'ailleurs assez commun parmi les hommes de l'Ouest. Sauf les *hang*, les *damn* et autres grossièretés inévitables, son discours ne manquait ni de force ni d'esprit. Il commença par raconter sa conversion récente, se moquant volontiers de lui-même et habillant de la belle façon ses acolytes de la convention en homme qui sait ce dont il parle, *quorum pars magna fuit*. A mesure qu'il s'échauffait, ses bras et ses jambes se mettaient en danse; il aboyait et martelait les mots avec une énergie singulière; à la fin, il sautait sur place en frappant des talons pour accentuer sa parole : pantomime fort habituelle aux orateurs américains.

Après lui vint un énergumène barbu, l'œil brillant, la voix nerveuse et vibrante, qui secouait sa crinière et courait sur la plate-forme, tout en débitant avec un accent étranger un dithyrambe exotique dont la pompe imagée ravit l'auditoire. Cependant son orateur favori manquait

à la foule. « Coy! Coy! » criait-on de toutes parts. Alors, au milieu des cris de joie, se lève une figure étrange, hérissée, à grosse barbe noire, à longs cheveux épais, triste et maigre, les yeux caves, l'air ténébreux, une sorte de fripier juif d'Allemagne. « Messieurs, dit-il d'une voix tonnante et caverneuse, je ne voulais pas parler ce soir, parce que je n'ai pas vu dans la salle le drapeau des États-Unis. Je ne parle jamais sans avoir devant moi le glorieux emblème de la patrie. » Puis, avec une gravité tragique et superbe, il déclame un chapelet de pantalonnades excentriques qui font pâmer de rire toute la salle. Il pend les *copperheads*, leur coupe le cou, les hache menu, les fait brûler à petit feu, puis, faisant une visite à « monsieur le diable, un *gentleman* de très-bonne compagnie », s'amuse encore à les voir rôtir au fin fond de l'enfer, empalés sur des fourchettes ardentes. L'auditoire trépignait d'enthousiasme. Ce sont les friandises qui allèchent ici le gros public. Quant à l'orateur qui tient ce beau langage, ce n'est point du tout un juif allemand : c'est le professeur Mac-Coy, un homme célèbre dans tout l'Ouest pour son éloquence irrésistible, un des premiers de la phalange d'orateurs enrôlés pour cette campagne dans l'armée républicaine.

Enfin s'est levé le vieux John Wentworth, *Long John*, comme on l'appelle, celui-là grand buveur, mais ancien maire de Chicago, député au congrès depuis quinze ans, maître du corps municipal de la ville et vivant encore sur les restes d'une ancienne popularité. C'est un grand, gros corps, un vrai colosse, une sorte de tonneau perché sur de longues jambes, avec une petite tête chauve et cramoisie, des yeux gris percés en vrille, une mâchoire épaisse et carrée, une voix âpre et avinée, le type achevé du démagogue. On le dit orateur de talent : je n'eus pas

cette fois l'occasion d'admirer sa faconde populaire. Il venait simplement jeter un défi à ceux qui se flattent de l'exclure du congrès, car c'est contre lui que se porte à Chicago tout l'effort des démocrates. Long John, s'il a de chauds partisans, a parmi les républicains eux-mêmes des ennemis implacables : il est, dit-on, brutal, emporté, dominateur. On l'accuse d'être à la fois trop avide et trop avare des deniers publics. La police de Chicago est dans la misère, j'ai vu des *policemen* en habits troués et en bottes percées ; mais Long John refuse obstinément d'augmenter leur paye. Enfin les catholiques, unis partout aux démocrates, sont ses ennemis particuliers : quand les sœurs de la Charité voulurent s'établir dans cette ville, il les persécuta grossièrement. Les démocrates de Chicago ont exploité tous ces griefs : ils ont imprimé à l'usage des républicains des listes, dites *anti-Long John*, d'où son nom seul est effacé. C'est pour eux une affaire d'État : s'ils échouent dans l'élection générale, ils s'en consoleront, pourvu que Long John soit battu.

Le lendemain, nouvelle fête. M. Chase, l'ancien ministre, l'inventeur du papier-monnaie, devait passer par la ville et haranguer les républicains à Sherman-hall. Deux heures auparavant, toute la salle était pleine, la rue même encombrée, et un peuple immense assiégeait les portes. Guidé par un ami officieux, je me faufilai dans les couloirs pleins de monde et montai par un escalier dérobé jusque sur la plate-forme où devait se tenir l'orateur. La foule y était dense, et je m'y trouvais comme noyé. Tout à coup un murmure se répand : « Voilà Chase ! » La foule se déchire, et je vois s'avancer un homme blond et rasé, boutonné dans sa redingote noire, avec une démarche droite et militaire, un air de bonne grâce et de simplicité. Sa grande et robuste taille, sa

tête énorme, mais proportionnée à son corps d'athlète, son œil bleu hardi, ses traits arrêtés et énergiques, toute sa personne a un grand caractère de puissance et de fermeté. On vante beaucoup son éloquence; j'avoue que je n'en fus pas émerveillé. Il est vrai qu'il avait parlé le matin même et passé sa journée en chemin de fer. C'est une rude vie que celle d'orateur populaire en Amérique au temps des élections, si rude que les chefs de parti n'y pourraient suffire, et qu'ils sont obligés d'engager à leur service une légion d'orateurs de métier qui font pour eux le gros ouvrage : eux-mêmes se réservent les grandes villes et les succès retentissants. Cependant le public de Chicago n'est pas difficile, il s'extasie d'admiration à la pensée la plus plate, à l'effort le plus outré et le plus malheureux pour relever une période qui tombe. Il n'y a eu dans toute l'allocution de M. Chase qu'un passage curieux et remarquable, celui où, après avoir gratté la bête populaire en lui parlant de cette armée qui au lendemain de la guerre affranchirait le continent américain du joug des despotes étrangers, de cette marine, la plus belle du monde, qui, si l'Angleterre et la France se liguaient jamais contre les États-Unis, leur donnerait à toutes deux une leçon, — il s'est mis à se glorifier lui-même d'avoir donné au pays le papier-monnaie. On eût dit vraiment, à voir ce naïf orgueil, que l'assignat était une trouvaille nouvelle et inimitable, et qu'il avait fallu du génie pour imaginer en temps de détresse l'expédient d'une émission indéfinie de papier à cours forcé. Quant à la foule ignorante et aveugle, venue seulement pour voir un homme connu, elle acclamait dans la joie de sa curiosité satisfaite la chose même dont elle murmure tous les jours. « Je vous promets, dit M. Chase, que si vous abattez cette rébellion, avant six mois chaque *greenback*

dans vos poches vaudra de l'or. » Là-dessus applaudissements frénétiques, cris de joie et de délire, comme si en effet la parole magique de ce nouveau Law avait changé en or le contenu de toutes les bourses. *Three cheers for the father of greenbacks* (1)! Et les trois *cheers* ébranlèrent la salle. La multitude est partout la même, et quand nous parlons en Europe de ces lumières supérieures qui permettent à l'Amérique de supporter une liberté dont nous sommes incapables, nous nous faisons à nous-mêmes une injure que nous ne méritons pas.

Ces Américains, qui nous regardent du haut de leur grandeur, sont encore au fond de grands enfants. Ils ont, il est vrai, la prétention de dominer d'une coudée tous les peuples du monde. Parvenus aisément à une fortune toute faite, ils ont l'orgueil et l'imprévoyance de tous les aventuriers heureux. Isolés par la nature du monde européen et garantis par deux mille lieues d'océan, ils se figurent devoir à leur force la sécurité qu'ils doivent surtout à leur éloignement. Ils se croient les géants de Brobdingnac et traitent avec dédain les pauvres Lilliputiens d'Europe. Lors de la guerre de Crimée, un sénateur, Reverdy Johnson (2), prenant en pitié ces combats de mouches, disait d'un air de fatuité amusante : « Avec notre petite armée et le général Scott, nous en finirions en une semaine. » On offense les Américains en leur disant que leur pays est soumis aux conditions générales de l'humanité. Cette imperturbable assurance, cette insolente audace, est à certains égards une qualité; elle leur per-

(1) « Trois *cheers* pour le père des *greenbacks!* »

(2) M. Reverdy Johnson, sénateur démocrate de l'État du Maryland, qu'il ne faut pas confondre avec Andrew Johnson, ancien sénateur du Tennessee, aujourd'hui président des États-Unis.

met de fouler d'un pied sûr un sol effondré, et de prospérer encore là où nous ne saurions que fermer portes et fenêtres et nous cacher dans nos caves. Il faut pourtant que leur orgueil ne les pousse point par bravade au précipice. Ils sont aujourd'hui dans l'épreuve de leur virilité. Si le pied leur manque, ils ne remonteront jamais sur leurs échasses; mais, s'ils restent debout, ils sortiront de cette épreuve à la fois plus forts et plus sages.

6 novembre.

Hier soir, c'était le tour des démocrates. Ils ont tenu à Bryan-hall un grand *meeting* auquel j'ai religieusement assisté, où même je me suis laissé décorer pour vingt-cinq cents d'un *Mac-Clellan badge*, avec les deux portraits photographiés de Mac-Clellan et de Pendleton, mais où je me suis endormi profondément. Le premier orateur, un *honorable* quelconque, s'étant élevé d'un ton posé au pathétique des cris continus, mon attention a commencé à se détourner et mon oreille à s'assourdir. Un petit incident m'éveilla : l'orateur, dans une de ses invectives, demandait ce qu'avait fait Lincoln des ressources immenses qui avaient passé par ses mains. « Du bien à son pays! » répondit une voix du fond de la salle. Aussitôt tumulte, agitation, menaces : il fallut que l'orateur lui-même prît sous sa protection l'interrupteur indiscret qui avait enfreint le silence imposé par la coutume aux adversaires qui viennent assister aux assemblées des autres partis. Sur quoi, j'ai refermé les yeux, et je ne puis savoir ce qui s'est passé.

Rien de bien remarquable assurément. Ces *meetings* se ressemblent tous, comme ces clubs dont les processions

aux flambeaux troublent toutes les nuits les rues de la ville. Quand deux clubs ennemis se rencontrent, ils s'arrêtent l'un devant l'autre, se provoquent, luttent de grognements, de sifflets, de cris étranges, et se séparent après quelques coups de bâton. Hier soir, tout dormait, quand un vacarme d'instruments à vent a retenti dans la rue. C'était le *Norwegian-Union-Club* qui venait sérénader *Long John Wentworth* à l'hôtel Tremont, où ce grand citoyen a l'habitude de jouer au billard jusqu'à une heure avancée de la nuit. La longue file de torches et de lanternes a stationné quelque temps sous nos fenêtres, poussant en cadence des *hip ! hip ! hurrah !* en l'honneur de John. Les démocrates, groupés sur les trottoirs et dans les rues voisines, répondaient par des *hisses* et des *cheers* pour Mac-Clellan. Une bande de gamins se rua sur la procession, quelques coups de pied et quelques brûlures de torches allumées les dispersèrent : grave événement comme il s'en passe tous les jours à Chicago.

Quelquefois les rixes sont plus sérieuses. A Clinton, une réunion démocrate a été dispersée à coups de pierres. Ailleurs le général républicain Logan, deux fois assailli par les démocrates, a dû se faire entourer d'une troupe d'amis armés et parler lui-même le pistolet au poing. En somme, le peuple est paisible, et les deux partis font bon ménage dans la vie privée. Les Américains, qui à l'occasion s'entre-tuent comme des chiens, ne sont pas de leur nature turbulents ni querelleurs. Seulement, leur langage est plus énergique que le nôtre, et là où nous nous contentons d'un juron ou d'une insulte, ils donnent un coup de couteau ou de pistolet.

Les faussaires de Baltimore ont tous été condamnés à la détention perpétuelle, nonobstant l'évidente complicité de Ferry avec la police : on trouvera sans doute quelque

moyen de le tirer d'affaire. Cependant on poursuit le procès du colonel North, autre agent électoral de l'État de New-York, dont le crime, dénoncé par Ferry, est loin d'être aussi fortement prouvé que celui de Donohue. Le gouverneur Seymour a fait mainte démarche pour sauver le colonel North et obtenir qu'on suspendit l'affaire; mais le ministre de la guerre Stanton a obstinément refusé de lui faire grâce. Les démocrates voient dans ce procès une infâme machination des républicains; ceux-ci s'efforcent de lui donner, comme à celui des *american knights*, une importance visiblement exagérée. Il y a eu certainement des fraudes commises; mais n'y a-t-il pas aussi de la part du gouvernement espionnage, provocation et préparation calculée d'un scandale? Le *Herald*, qui de son tonneau de Diogène, à l'écart de tous les partis, juge quelquefois avec bon sens et justice, remarque, à propos des manœuvres électorales, que l'usage en est ancien, et qu'il n'y faut chercher qu'un mutuel avertissement de vigilance. Dans un pays libre, la fraude est toujours dénoncée par l'adversaire intéressé qui la surveille. Rappelez-vous les joueurs aigrefins qui se volent l'un l'autre, mais dont les tricheries équilibrées aboutissent à une égalité parfaite.

7 novembre.

Ce matin, à son réveil, la ville apprend avec stupeur qu'elle vient d'échapper à un danger terrible. On a surpris un vaste complot ourdi par les démocrates et les rebelles, et qui devait éclater demain. Il s'agissait, disent les affiches placardées aux bureaux des journaux républicains, de délivrer les dix mille prisonniers du camp

Douglas, de leur donner des armes, de saccager et de brûler la ville. Les *sons of liberty* ont préparé le crime. Les conjurés ont des complices à Chicago. Deux ou trois colonels, un capitaine, un juge (engeance titrée qui foisonne en Amérique : — on y trouve des colonels qui sont cabaretiers et des majors qui sont cochers de fiacre), nombre de dignitaires municipaux et d'officiers de la milice ont été mis en prison. On a pris soixante guérillas venus du Sud, qui attendaient le signal. On a saisi deux chariots pleins d'armes et de munitions de guerre. Voilà du moins ce qu'annoncent les affiches brèves, mystérieuses et comme effrayées, autour desquelles le peuple se presse avec stupeur. Au bureau de l'*Evening Journal* sont exposés à la foule ébahie des échantillons formidables de l'arsenal avec lequel on devait armer les dix mille prisonniers rebelles : un gros pistolet d'arçon, un revolver de combat, un petit pistolet de poche dans son étui, une petite poudrière, et une boîte à capsules grosse comme une montre. L'arsenal des conspirateurs tiendrait tout entier dans une boîte de bonbons. J'oubliais la pièce la plus redoutable et la mieux faite pour répandre la terreur : un grand couteau rouillé, semblable au tronçon d'un vieux sabre, « trouvé (dit avec trois points d'exclamation une pancarte collée à la vitrine) trouvé sous la chemise d'un homme qui a répondu, lorsqu'on lui en a demandé l'usage : C'est pour couper la gorge aux abolitionistes ! » Voilà par quelle mise en scène on émeut le peuple le plus éclairé du monde ! Les républicains s'indignent ; les démocrates, surpris ou feignant de l'être, répondent qu'ils sont victimes d'une odieuse machination. C'est, disent-ils, une ruse grossière, un prétexte pour faire des arrestations intimidantes et de menaçants mouvements de troupes ; les accusés sont des espions, des compères, les

prétendus guérillas des agents de la police. Aussitôt nouvelle affiche, nouveaux articles des journaux républicains pour donner les détails de la conjuration : ils racontent que les guérillas se sont grisés à l'auberge, et que, le *wiskey* leur déliant la langue, la république a été sauvée. Ils ont beau dire, je ne puis voir dans cette affaire qu'un monstrueux canard. Les démocrates voudraient bien, pour y répondre, emprunter quelque tour semblable au sac de Barnum ; mais dans leur rôle d'opposants, ayant contre eux le gouverneur, la municipalité, l'armée, la police, ils en sont réduits à faire les victimes ; ils se plaignent, ils accusent, ils récriminent, rôle triste et ingrat, car la foule est toujours du parti de ceux qui l'amusent le plus.

Fraude, mensonge, violence, ces trois choses jouent un grand rôle dans toute mêlée électorale, en Amérique autant qu'ailleurs ; je dirais même un peu plus, si je ne tenais à honneur de garder pour nous la palme. Nous avons ce grand avantage que chez nous toutes les influences pèsent d'un même côté. Ici les chances s'égalisent, et l'action de la *bonne cause* est neutralisée. Chez nous, on retranche, on rectifie les votes, on surveille paternellement l'électeur, on soumet son libre choix à une salutaire discipline. Ici, au contraire, il n'est que trop libre d'user et d'abuser de son suffrage, de le multiplier même à l'occasion. C'est, me dit-on, une manœuvre accoutumée que de faire mouvoir d'un *poll* à l'autre des bandes d'électeurs ambulants. La fraude est si publique que la presse ose l'encourager et donner en termes transparents ce mot d'ordre étrange : « Votez vite et votez beaucoup. » Ce n'est donc pas toujours le nombre qui fait la majorité, mais l'énergie, l'activité, l'habileté des partis. C'est même quelquefois la force ouverte, quand

une bande armée s'empare des *polls*, les confisque et ne laisse approcher que ses partisans : coutume d'ailleurs plus familière à la *chevalerie* du Sud qu'à la vile *populace* du Nord. Un témoin oculaire de la dernière élection présidentielle à Baltimore me racontait une aventure électorale bien choisie pour m'édifier sur les mœurs politiques du Sud. Dans cette ville alors toute sudiste, et qui ne devait être conservée à l'Union que par l'énergie du général Mac-Clellan et du colonel, depuis général Butler, les républicains avaient beaucoup à faire de tenir tête aux démocrates. Les meneurs du parti se tenaient auprès d'un *poll*, encourageant et ralliant leurs hommes. Les démocrates résolurent de les en déloger. Ils s'armèrent de petits poignards fins comme des aiguilles, qu'ils glissèrent dans leurs manches, et, sitôt qu'un adversaire avait le dos tourné, il était frappé à droite, à gauche, harcelé de coups d'épingle. Il fallut s'en aller de guerre lasse. Ailleurs, un démocrate, pour intimider le peuple, tira son pistolet et menaça un électeur paisible qui s'était permis de n'être pas de son avis. Celui-ci prit la fuite : il le poursuivit et le tua à bout portant. Personne ne s'émut ; la police, qui était présente, ne bougea point, et le meurtrier continua à distribuer de ses mains sanglantes les bulletins de Breckenridge. Vous vous récriez, vous vous demandez si c'est possible. N'oubliez pas que cet homme appartenait au parti régnant dans le Maryland, au parti qui était maître de tous les pouvoirs. On a vu à Baltimore des canons braqués sur les *polls* menacer les votants de la mitraille comme des prisonniers ou des galériens. Il y a des gens qui appellent cela *les excès de la liberté*.

Les hommes du Nord sont plus paisibles ; en général ils préfèrent les spectacles aux batailles. Tantôt les dé-

mocrates tirent des feux d'artifice, tantôt les républicains annoncent une grande parade avec *Union car and Monitor* et combat naval aux flambeaux sur le lac. L'enthousiasme se mesure à la longueur des processions ; on en cite qui ont mis trois heures à défiler. Les *minstrels* dans les théâtres, les prédicateurs dans les églises prennent part à la mêlée. Les spirites font parler les âmes des morts : il n'y a pas de petits moyens. On raconte l'histoire d'un candidat malheureux à qui un montreur d'ours faisait une concurrence redoutable. Il eut une idée de génie : il acheta le saltimbanque, l'attacha à sa suite, le montra pour rien à son auditoire. Dès lors la foule se pressa pour l'entendre, et il fut nommé haut la main.....

J'ai vu ce matin défiler dans les rues des gens qui ne s'inquiètent guère de savoir qui sera élu. Ce sont neuf cents émigrants européens, hommes et femmes, Allemands pour la plupart et menés en troupeau par des agents recruteurs du gouvernement des mormons. Il en passe tous les mois quelques centaines ; ce ne sont, vous pouvez le croire, ni des fanatiques ni des prosélytes : ce sont de pauvres gens qui fuient la misère du pays natal, attirés par la promesse d'un gros salaire et d'une vie facile. Les mormons, depuis quelques années, s'occupent activement de développer leur population. Ils sont déjà cent mille, et ils comprennent que les États-Unis leur passeront bientôt sur le corps, s'ils ne se hâtent de former un grand peuple. Ce qu'on dit de leur luxe, de leur prospérité, du mouvement d'affaires qui se fait dans leur ville, est véritablement merveilleux. Peuple agricole et manufacturier, ils sont de beaucoup en avant des rudes populations d'aventuriers et de mineurs que les États-Unis envoient au delà des montagnes. Ils sont devenus les fournisseurs de tous leurs voisins, et les tiennent

pour ainsi dire tributaires de leur industrie. Ce sont les convois de mules partis du Lac-Salé qui nourrissent les territoires de Montana, d'Arizona, d'Idaho, une partie même du Colorado et du Nouveau-Mexique. Les mormons n'aspirent plus guère qu'à former à eux tout seuls un État indépendant au sein de l'Union fédérale. On les dit tout prêts à abandonner les voies de Dieu pour entrer dans les voies du siècle. La façon dont ils se recrutent ne tend pas à augmenter le nombre des croyants. Il n'y a pas jusqu'à la polygamie, ce dogme sacré, qui ne soit en décadence (1). Enfin on peut espérer qu'avant peu d'années cette étrange société rentrera sous la loi commune sans qu'il soit besoin de l'exterminer.

8 novembre.

Voici enfin l'élection commencée. Je viens de me promener cinq heures de *ward* en *ward* sans voir nulle part aucun désordre. Je m'attendais au moins à trouver autour des *polls* des foules bruyantes, passionnées, toujours

(1) Au mois de mai 1865, M. Schuyler Colfax, ancien *speaker* de la Chambre des représentants, et quelques autres hommes politiques distingués, firent au pays des mormons une visite qui ressemblait bien à une ambassade. On les reçut à bras ouverts, et M. Colfax put, à un grand *meeting* tenu en son honneur dans la ville du Lac-Salé, parler de la pluralité des femmes comme d'une coutume barbare que ne pourraient longtemps tolérer des voisins civilisés; il exhorta ses auditeurs à y renoncer, en les assurant de la bienveillance des États-Unis, qui seraient heureux de voir en eux des amis et des frères. Autrefois les mormons l'auraient lapidé pour avoir tenu ce langage; il faut que les temps soient bien changés.

prêtes à tirer le couteau. Quel n'a pas été mon étonnement, au premier *ward* que j'ai rencontré sur mon chemin, de voir un groupe calme et silencieux de trois à quatre cents personnes qui flânaient autour du *poll* en causant à demi-voix ! L'appareil du vote n'est pas somptueux. Une fenêtre d'où l'on a enlevé le carreau et où se tient le scrutateur qui reçoit les votes; une balustrade de planches formant un étroit passage le long du mur, de manière à forcer les citoyens à ne défiler qu'un à un devant le guichet, une longue queue d'hommes patients et paisibles qui attendent deux heures, trois heures, que leur tour vienne, des distributeurs de bulletins qui offrent silencieusement et sans importunité leur marchandise, qui souvent, quoique de partis opposés, causent entre eux familièrement et disputent sans violence des mérites respectifs de leurs candidats, çà et là un ou deux Allemands imbéciles qu'on pousse au vote comme des moutons de Panurge, des épigrammes, des jurons, tout le gracieux cortége d'épithètes et d'exclamations dont l'Américain orne sa pensée, quelquefois une poussée ou un regard provocateur entre deux adversaires bientôt pacifiés par une poignée de main, voilà ce que sont ces terribles élections américaines.

Il est vrai que la pluie s'était mise à l'œuvre et refroidissait les têtes; il est vrai que la municipalité faisait rigoureusement observer la loi qui tient les cabarets fermés les jours d'élection; il est vrai enfin que la crainte des troupes du camp Douglas, l'effet des arrestations de la veille tenaient en bride la minorité démocrate. Les Américains d'ailleurs n'ont pas l'habitude de donner vent à toutes leurs pensées et de se provoquer bruyamment par plaisir. Les *God damm you* et autres politesses s'échangent d'un ton froid et goguenard, avec le sourire

aux lèvres. Autre pays, autres mœurs ; chez nous, on aime et on recherche la contradiction, on fait grand vacarme de paroles sans un grain de haine au fond du cœur. Ici, quand on se querelle, on passe directement et sans transition de la conversation calme et ironique aux coups de pistolet à bout portant.

C'est pourquoi on évite la dispute : on aime mieux parier que se battre. De même que le *meeting* est le spectacle et l'amusement préféré du peuple, l'élection est le grand jeu de hasard, le jeu national américain. On parie sur l'élection comme sur une course de chevaux ou un combat de coqs, et ce n'est pas un des traits les moins caractéristiques des mœurs politiques du pays. Cette manie n'est pas limitée aux riches capitalistes, comme M. Belmont, qui risquent de grosses sommes pour donner confiance : elle est populaire, et il se forme autour de chaque *poll* une petite bourse où l'on offre et vend les paris. « Six shillings pour une majorité de 600, — dix dollars pour une majorité de 500, — un contre vingt, deux contre dix ! » — Toutes les chances sont évaluées, tous les candidats cotés sur le tapis vert. Je suis sûr qu'il y a des spéculateurs, des courtiers qui font métier du jeu, comme aux courses d'Ascott ou de Chantilly. — Cependant de grands chariots ornés, attelés à quatre chevaux et remplis de musiciens payés, parcourent la ville sous la pluie, s'arrêtant dans chaque *ward* en face des *polls* et encourageant les hommes du parti par un air patriotique : les uns ont l'uniforme gris, les autres l'uniforme bleu. Des soldats blessés sont postés en permanence à côté du *poll* pour faire effet. C'est, du reste, une innocente comédie ; mais ne croyez pas qu'ils y soient venus par hasard. Sur cette terre classique du charlatanisme moderne, on prépare, on calcule tout d'avance, et il ne faut pas prendre

pour véritables tous les décors dont les partis entourent le théâtre de l'élection.

J'ai partout joué l'électeur, prenant ici un bulletin aux uns et le refusant aux autres, faisant là-bas le contraire, me faufilant dans les groupes, et écoutant les tournois de paroles des meneurs des deux partis. Partout j'ai trouvé la passion contenue mêlée à la bonne humeur goguenarde. Lorsque, m'approchant d'un *poll*, je voyais les deux meneurs de la circonscription s'entretenir amicalement tout en distribuant les billets des candidats opposés, je sentais bien que leur mutuelle courtoisie n'était pas très-sincère et qu'ils se recherchaient pour mieux s'observer. Quand j'acceptais de l'un d'eux un billet de vote, la réserve de l'adversaire, qui, voyant la place prise, me laissait passer sans mot dire, avait bien quelque chose de hautain et de désappointé. Errant de *poll* en *poll* et feignant de voter partout, on dut me prendre pour un de ces électeurs nomades dont c'est le métier de courir tout le jour aux quatre coins de la ville et de se mêler à la foule de manière à déposer plusieurs votes à des bureaux différents. Je crus voir plusieurs fois qu'on me regardait de travers. Au *poll* du dixième *ward*, un jeune homme portant l'uniforme gris-bleu des soldats invalides marmotta entre ses dents à un camarade, mais assez haut pour que je pusse l'entendre : « Celui-là ne se gêne pas, Dieu le confonde ! Je l'ai rencontré à tous les *polls;* il a déjà voté quatre fois. » J'étais tenté d'en faire l'épreuve : j'aurais mis ici un bulletin pour Mac-Clellan, là un bulletin pour Lincoln, et fait taire ma conscience en neutralisant mon vote. Tel est, paraît-il, le désordre de ces élections, qu'un étranger, un inconnu, peut se présenter aux *polls*, jeter un faux nom au scrutateur qui le demande et voter comme un citoyen : l'expérience en a été faite.

On ne sait trop d'ailleurs, chez ces populations nouvelles et nomades, quels sont les étrangers et quels sont les citoyens. S'il fallait observer rigoureusement la loi fédérale, la moitié peut-être des habitants de Chicago et de l'État même d'Illinois seraient privés du vote. De tous ces Allemands et Irlandais qui viennent chaque année s'abattre dans l'Ouest, il n'en est pas un peut-être qui songe à remplir les formalités sévères et à attendre le terme du long stage légal après lequel on peut devenir citoyen des États-Unis. Ils ne connaissent que la législation de l'Illinois, qui, comme celle de la plupart des États de l'Ouest, concède aux étrangers le droit de suffrage après une résidence de six mois seulement. La loi fédérale ajoute d'ailleurs, par une assez étrange contradiction, que tout citoyen d'un des États de l'Union sera en même temps citoyen des États-Unis. A vrai dire, la capacité politique n'est régie par aucune loi certaine; elle appartient à qui la demande, parfois même à qui veut la prendre. Et s'il me plaisait de renoncer à mon pays, je ne désespérerais pas de me faire admettre aujourd'hui même parmi les électeurs de M. Lincoln.

Les élections américaines ont conservé beaucoup du hasard et de l'irrégularité des élections anglaises. L'autre jour, une feuille démocrate dénonçait un complot des républicains pour amener dans je ne sais quelle ville de l'Ohio toute une armée de faux électeurs, qui seraient ensuite retournés par le chemin de fer voter chez eux. La loi ordonne le secret du vote sans l'entourer de garanties sérieuses. Les mœurs d'ailleurs y répugnent, de sorte que l'élection est à peu près publique. Tous les citoyens sont appelés au contrôle; ils peuvent stationner derrière la cloison de planches où les votants défilent, prêtant l'oreille aux questions du scrutateur et

aux réponses de l'électeur. On les voit attentifs, penchés sur la balustrade, observant les visages, comptant les votes, les interrompant quelquefois par la formule consacrée : *I challenge that vote*. Rien de plus hardi que le coupable pris en faute : il sait le grand risque auquel il s'expose, les peines sévères dont la loi le menace; il parlemente, retire son vote, et tout est dit. C'est la meilleure des polices; mais quand il faut qu'en une journée quinze ou dix-huit cents personnes votent une à une à la même place, on ne peut accorder beaucoup d'attention à chacune. Le scrutateur d'ailleurs est lui-même l'agent d'un parti, et s'il ne profite pas de son pouvoir pour altérer les votes, au moins n'en usera-t-il jamais pour discuter ceux de ses amis. Le droit de le désigner appartient aux administrateurs du *ward*, formant ce qu'on appelle le *ward committee*, élus eux-mêmes directement par le suffrage universel. On peut craindre qu'il agisse non pas en magistrat équitable, obligé d'être impartial, même contre son parti, mais en démocrate ou en républicain jaloux de le servir.

Il y a une chose qui rachète tous ces vices : c'est l'esprit d'ordre et de légalité qui se manifeste après la lutte. Voilà le grand mérite de la démocratie américaine et l'utilité de cette insouciance même du juste qui étonne des esprits accoutumés à voir partout la valeur absolue des choses. Les Américains sont des hommes pratiques qui savent accepter sagement les faits accomplis et irrévocables. Sitôt l'élection faite, toutes les plaintes se taisent : on ne s'inquiète plus de savoir s'il s'y est mêlé quelques fraudes, noyées d'ailleurs dans le flot du vote populaire, mais s'il y aura sagesse et avantage à reconnaître l'autorité ou à la combattre. Chacun, en cherchant à ravir à son adversaire le prix de cette lutte un peu

tumultueuse, est résigné d'avance à lui en abandonner la possession quand le terme du tournoi sera expiré. Aussi, à l'heure même où devrait éclater l'incendie, le feu s'éteint comme par miracle, et toutes les menaces des partis s'apaisent dans l'accomplissement d'un grand devoir national.

9 novembre.

Le président Lincoln est élu avec une grande majorité. Dès hier, il était évident que les républicains l'emporteraient dans la ville. Ce matin, on apprend qu'ils ont réussi dans tous les États, sauf celui de New-York et quelques autres dont les votes, encore inconnus, seront plutôt favorables aux démocrates. Toute la nuit, la foule s'est pressée aux bureaux des journaux et dans le vestibule même de l'hôtel, lisant avec avidité d'heure en heure les dépêches apportées du télégraphe et affichées en gros caractères aux murailles. Les journaux démocrates, qui hier encore jetaient feu et flammes, ont ce matin l'oreille basse et cherchent à se consoler de leur défaite par des succès partiels.

Ce qui est merveilleux, c'est le calme profond avec lequel ce grand événement s'est accompli. Les journaux ne nous apportent aucun bruit d'émeute, aucun récit de violence ou de désordre. Sur toute la surface de l'Union, de Boston à Saint-Louis et de Washington à Chicago, le jour de l'élection a été un jour de trêve, et tous les partis ont jeté leurs armes avec une étonnante unanimité. Jamais, depuis que la république existe, on n'avait vu d'élection si paisible ; jamais pourtant élection ne s'était faite sous de plus sombres présages. Les plus optimistes

comptaient sur du sang versé. On allait jusqu'à prédire que la réélection du président Lincoln serait le signal d'une insurrection et d'une anarchie générales. Et voilà qu'après le carnaval burlesque de la lutte électorale, quand toutes les passions sont déchaînées et que l'heure du danger paraît venue, le peuple se recueille et vote en silence; cette démocratie tumultueuse, qui semblait prête à se déchirer, éprouve elle-même le besoin de s'imposer la discipline et d'imprimer un caractère de stabilité solennelle à la constitution des pouvoirs nouveaux. Il faut l'avouer bien haut, c'est un spectacle qui fait le plus grand honneur au bon sens et au patriotisme de l'Amérique.

Quel est donc ce génie tutélaire qui protége la démocratie? A qui doit-elle cet esprit d'ordre, de persévérance, de sagesse, que ses amis eux-mêmes n'ont jamais compté parmi ses vertus? Elle le doit à l'*organisation des partis*. Ce mot tant redouté contient tout le secret de la liberté américaine. Ces *conventions* improvisées qui s'organisent au nom du peuple pour désigner les candidats et fixer la politique des partis sont obéies avec un ensemble qui prouve l'intelligence politique du pays. Il n'y a pas en Amérique affaire si locale, si privée, qui ne se rattache à la grande affaire qui divise la nation; la question de la guerre ou de la paix, de Lincoln ou de Mac-Clellan, est impliquée dans le choix d'un *policeman* ou d'un balayeur. On n'y connaît pas, il est vrai, cette admirable centralisation administrative que, suivant une phrase consacrée, « le monde entier nous envie ». On n'y connaît pas non plus cette parfaite centralisation politique qui met sous une seule direction les opinions de tout un peuple; mais la centralisation politique s'y établit toute seule, à la faveur même de la liberté, au sein des deux

ou trois grands partis qui se partagent l'opinion. Ces puissantes associations, qui, tour à tour gouvernantes et gouvernées, victorieuses et vaincues, se combattent à la fois sur tous les points du territoire, ont toujours pour signe de ralliement une grande question d'intérêt national, et établissent entre les citoyens qui les composent une solidarité plus étroite que le despotisme le plus absolu. En ce jour de l'élection présidentielle, qui est pour ainsi dire le point culminant de la politique, les partis ne se battent pas seulement pour le choix d'un président, mais encore pour l'organisation de tous les pouvoirs locaux, qu'une commune origine rend solidaires du pouvoir central. Chaque parti compose alors ce qu'il appelle son *ticket;* les bulletins de vote ne portent pas seulement le nom du président ou des électeurs présidentiels, mais encore ceux du gouverneur, du lieutenant-gouverneur, de ses ministres, des députés au congrès, des députés aux deux branches de la législature de l'État, des magistrats même dans les États où la justice est élective. Ainsi l'élection qui nomme Abraham Lincoln et André Johnson président et vice-président des États-Unis nomme en même temps Richard Oglesby gouverneur de l'Illinois, William Bross lieutenant-gouverneur, S. Moulton député pour l'état *at large*, John Wentworth représentant du premier district, etc. Une fois les candidats désignés, on les adopte ou on les repousse tous ensemble, et le *ticket* du parti vainqueur est toujours élu en entier.

Chaque parti a donc, à vrai dire, son gouvernement organisé, et jusqu'à une armée de subalternes prête à envahir les petits emplois. Tous les quatre ans, l'administration entière est menacée. Si le président change, elle change aussi de la cave au grenier, partout du moins

où le nouveau pouvoir a obtenu la majorité. Cette vaste organisation des partis a sans doute bien des vices : elle met tout en question à la fois et fait tout dépendre à chaque instant des passions du jour, sans compter qu'en faisant des emplois un lieu de passage où l'on ne séjourne pas, elle y élève souvent des vainqueurs avides au lieu d'administrateurs consciencieux. Le pouvoir est pour ces maîtres éphémères une proie dont ils veulent au moins emporter un morceau; mais elle donne aux partis la solidité qui fait les votes prompts et péremptoires. Tout citoyen enrôlé d'avance dans l'une ou l'autre armée se présente au combat à son rang et à son poste. Sauf peut-être à New-York et dans les villes où afflue la population irlandaise, on ne voit guère en Amérique de ces électeurs imbéciles qui viennent aux *polls* sans savoir pourquoi, votent sans savoir pour qui, et sont la proie facile du premier qui leur offre un billet de vote et un verre d'eau-de-vie. Tous ont reçu d'avance un mot d'ordre, et s'ils n'ont pour la plupart que des notions assez confuses sur les conséquences de leur vote, ils n'en disent pas moins avec ensemble, suivant leur parti, que Mac-Clellan est un *coward* ou Lincoln un *s. of a b.*

Vous savez que la constitution des États-Unis a établi l'élection présidentielle à deux degrés. Cet usage est devenu une pure fiction légale. L'électeur du premier dégré impose toujours un mandat impératif à celui qu'il nomme, et celui-ci n'est qu'un instrument. La souveraineté du vote populaire est si publiquement reconnue, que les bulletins portent les noms des candidats à la présidence avant ceux des électeurs qui doivent les nommer. A quoi sert donc cette complication d'une formalité vaine, ce maintien apparent d'une théorie dont l'ombre à peine est conservée? Les Américains se garderaient bien

de la modifier. Ils pensent que ce système a pour avantage de forcer les partis à la discipline, de les grouper étroitement, de les obliger à un choix unanime. Plus les institutions sont démocratiques, plus l'élection à deux dégrés leur paraît indispensable. Ce n'est pas, comme l'imaginent volontiers nos démocrates, une façon détournée de confisquer le vote populaire; c'est le seul moyen, au contraire, de le sauver de l'impuissance et de la confusion.

C'est enfin l'organisation des partis qui, dans la démocratie américaine, forme et conserve le lien national. Il ne suffit pas d'un article de loi pour fonder un peuple. Malgré l'autorité suprême de la constitution des États-Unis, l'union fédérale ne pourrait tenir tête à des gouvernements séparés et souverains, si les dissidences locales y régnaient sans partage. Pour que les Américains soient un peuple, il faut que toutes les passions, tous les intérêts des factions locales se rattachent à une pensée commune, et c'est là justement le service que rendent les partis. Peu importe que la constitution des États-Unis laisse à l'État d'Illinois ou du Missouri une grande part de son indépendance souveraine, qu'elle lui concède même, si l'on veut, le droit absurde de la sécession, si les mêmes idées, les mêmes passions animent les républicains de l'Iowa et ceux du Maine, si les démocrates de l'Ohio obéissent à la même direction politique que les démocrates de New-York. Rien ne donne au peuple l'esprit conservateur comme l'habitude de voir souvent le gouvernement descendre sur la place publique.

La démocratie porte en elle-même son remède. Tandis qu'un ordre matériel rigoureux n'engendre souvent qu'une sécurité trompeuse en cachant à une société endormie l'incendie qui la dévore, ce régime de grand air

et de lutte publique, qui semble une menace perpétuelle, est la plus puissante cause d'union et la plus sûre garantie d'ordre politique. Si le repos de la vie quotidienne est moins profond, du moins n'est-on pas exposé à ces commotions soudaines qui surprennent et foudroient un peuple et le laissent à demi stupide aux mains du premier venu. Le danger n'est pas d'avoir une opposition ni des partis, mais un gouvernement qui ne se soutienne que sur la docilité machinale du peuple. Voilà le mal dont se préserve la démocratie américaine. Elle peut parfois se trouver faible et désarmée devant un danger imprévu, elle peut prodiguer et perdre des ressources matérielles qu'un pouvoir absolu aurait su mieux conduire ; mais le ressort moral ne peut lui manquer, car elle puise sa force ailleurs que dans son administration et son armée : elle la puise au cœur même de la nation par les racines des grands partis qui la gouvernent.

10 novembre.

J'ai été ce matin au camp Douglas. C'est, dans une plaine nue et sablonneuse, une grande enceinte de palissades autour d'une espèce de ville bâtie en planches. Pas un arbre, pas un brin d'herbe, toute la terre est foulée. Les prisonniers habitent trois par trois dans des maisons de bois alignées régulièrement le long des rues. Depuis l'alerte du 7 novembre et pour quelques jours encore, toute passe était refusée rigoureusement aux étrangers, et je n'ai pu voir les prisonniers eux-mêmes dans leurs quartiers d'hiver ; mais j'ai acquis de mes yeux la preuve de ce complot fantastique dont je vous parlais l'autre jour avec tant d'incrédulité. Le major W..., qui commande

le camp, m'a montré les fusils chargés, les caisses pleines de revolvers amorcés, les provisions de cartouches, de poudre, de capsules, qui ont été saisies dans une auberge, à la porte du camp. Les armes sont de nature à ne laisser aucun doute sur l'usage qu'on en comptait faire, et l'abondance des munitions, la hâte avec laquelle elles semblent préparées, l'air inoffensif des porte-manteaux qui les contiennent, tout m'a convaincu que les républicains n'avaient inventé que la mise en scène et les détails ridicules qui précisément discréditent la vérité. On est souvent exposé à ces méprises dans ce bon pays d'Amérique, où les mensonges pleuvent si dru que la vérité même ne peut rester toute nue.

Le camp Douglas sert de prison à dix mille confédérés gardés par un seul régiment de soldats blessés ou malades : il n'y en a pas un dans le nombre qui soit tout à fait valide. Le major lui-même, un jeune homme de vingt-cinq ans, estropié pour la vie, court sur sa béquille avec une activité qui fait peine à voir. La seule défense matérielle est une frêle cloison de planches surmontée d'un balcon où montent de place en place des sentinelles, mais qu'un ou deux coups de hache auraient bientôt abattue. On comprend que soixante hommes résolus aient eu l'idée de pénétrer la nuit jusqu'au camp des prisonniers, de les armer et de saccager la ville...

J'ai trouvé ici le plus gracieux accueil chez M. Ravin d'Elpeux, consul de France, un homme excellent et de grand mérite, qui me donne une foule de renseignements précieux. La première fois que j'entrai dans sa maison, on y jouait la comédie en français. J'y ai vu réunie tout entière la petite colonie française de Chicago. Elle se compose en général d'émigrants d'assez fraîche date, dont quelques-uns n'ont pas renoncé à retourner dans

leur pays. Il y a d'ailleurs dans l'Ouest et tout le long du Mississipi des populations entièrement françaises qui sont restées là depuis l'abandon de nos colonies, et qui n'ont rien perdu de leur caractère national. A Détroit, ville dont le nom même indique l'origine, le français est encore parlé dans quelques familles. M. d'Elpeux a visité dans l'Illinois des villages qui sont demeurés à l'écart de la civilisation américaine, et où l'on ne parle encore que le patois picard et normand. Les Américains y sont tellement détestés qu'ils n'y peuvent vivre, et que dans l'un de ces villages, peuplé de plusieurs centaines d'habitants, l'unique personne qui comprît bien l'anglais était un marchand *yankee* qui venait tous les ans y faire commerce et qui avait fini par s'y fixer. En voyant ces lieux où le temps n'a pas marqué, il semble qu'on soit transporté d'un siècle en arrière. On montre dans une des bibliothèques de Chicago une ancienne carte, héritage des premiers colons, toute couverte de noms français dont la plupart ont disparu, et où l'Amérique du Nord tout entière est représentée comme un empire français. Ce muet témoin et quelques pauvres hameaux sont tout ce qui subsiste, au milieu de l'inondation américaine, de ces temps pour ainsi dire antédiluviens. Mais il y a quelque chose de touchant dans la persistance singulière de notre vieil esprit national. Tandis que les Allemands, par exemple, font peau neuve en quelques années, partout où nous allons nous restons nous-mêmes, et nous aimons mieux nous laisser étouffer par la race conquérante que de nous plier à son langage et à ses mœurs.

Richmond (Indiana), 11 novembre.

Me voilà encore victime de l'incurie des chemins de fer. Cette fois je n'ai pas perdu mon bagage : c'est ma personne même qui reste en route avec un train tout entier. Je partais hier au soir de Chicago, espérant arriver ce matin même à Cincinnati : ce matin nous n'étions pas à mi-route. Enfin l'on nous dépose ici, au bord de la voie, avec douze heures de retard, en nous priant d'attendre le train suivant. La ligne est, paraît-il, encombrée par les transports militaires, et la compagnie se dédommage de cette dépense extraordinaire en faisant passer à ses heures les voyageurs qui ont payé.

Rien de plus ennuyeux que le pays où nous sommes : la Sologne, la Beauce, ne sont pas plus uniformes. Depuis Chicago jusqu'à Cincinnati, plaine sans limites, sans accidents, sans variété, où l'on ne s'aperçoit pas du chemin parcouru ; d'immenses et éternelles forêts, des cultures tristes et de pauvre apparence en bande étroite au bord de la voie, des villages tous semblables, avec leurs baraques de planches et leurs champs de maïs desséchés, puis de nouveau la forêt. Ce pays a été bien surfait par l'imagination ou le charlatanisme de ses visiteurs.

Richmond, où je me promène pour tuer le temps, est une jolie petite ville, sur les confins de l'Ohio et de l'Indiana, et à laquelle je donne, à vue d'œil, six à sept mille âmes. On n'a pas tout vu en Amérique quand on s'est rassasié tour à tour de la majesté des forêts et de la saleté des grandes villes. Il faut voir aussi ces petites *cités* récentes, encore à moitié villages, qui présentent la transition de la vie agricole à la vie industrielle. A deux pas

des rues principales, au milieu même des maisons, s'étendent les champs labourés et les prairies; derrière, à quelque cent mètres, se dresse encore la ceinture sauvage de la forêt. Cependant les chalets, les cottages en bois ou en brique, tous propres et bien clos, quelques-uns même élégamment ornés, les églises flambant neuves, la maison d'école d'où sort le chœur des voix enfantines récitant leur leçon comme un psaume, les longues avenues bordées de lanternes éclairées au gaz, et même, dans la rue centrale, quelques grands édifices, à la façon des capitales, s'élèvent comme par enchantement au milieu d'un bouquet de petits jardins verts et fleuris. Tout respire ici l'aisance et le bien-être. L'Ohio est relativement un pays de colonisation ancienne, où la richesse a eu le temps de se répandre et de se fonder.

Il n'en est pas de même de tous les États de l'Ouest, de ceux mêmes qui donnent les plus merveilleuses espérances : on y trouve, à côté des grandes fortunes récemment acquises et risquées incessamment dans l'industrie et le commerce, des populations qui luttent encore contre la misère qu'elles y ont apportée. Il y a dans le Wisconsin des colonies entières d'Allemands et de Suédois qui meurent presque de faim, et que tue la concurrence des cultures de l'Illinois. Dans la prairie même, où la terre végétale a quatorze pieds d'épaisseur, et où il suffit d'une allumette chimique, d'une charrue et de deux chevaux pour la défricher, les populations agricoles récemment émigrées d'Europe ne subsistent que par une lutte âpre et quotidienne avec la pauvreté. Cela tient, me dit-on, à diverses causes : d'abord au prix trop élevé auquel la compagnie de l'Illinois central met les terres dont elle a obtenu la concession pour les revendre en détail aux émigrants, ensuite au manque de communications faciles et à l'em-

barras toujours nouveau d'écouler les produits de l'année. La compagnie, n'ayant pas de concurrence à craindre, est maîtresse du prix de ses transports et les tient à un taux exorbitant. Souvent les malheurenx fermiers ne peuvent exporter leurs récoltes, faute d'avoir un peu d'argent comptant. Ce n'est pas tout; ils n'ont pas de chemins praticables, et cinq milles pour gagner la station voisine à travers les forêts et les fondrières valent au moins vingt lieues sur nos routes. Quand la saison est pluvieuse, il est impossible de faire aucun charroi. Si par bonheur, pendant l'hiver, la neige est profonde et dure, chacun se hâte d'atteler son traîneau et de porter sa récolte au chemin de fer; mais alors les marchés s'encombrent, et la marchandise n'obtient pas son prix. Enfin cette existence est si rude, si précaire, que beaucoup de colons endettés se décident à assurer au moins leur subsistance et celle de leurs familles en traitant avec des entrepreneurs qui se chargent de les défrayer de toutes les choses nécessaires à la vie en retour de l'abandon absolu qu'ils font de tous les produits de leur terre. Ils vivent ainsi, mais dans quelle pénurie, dans quelle sujétion! faites-vous-en l'idée. Cependant il faut payer l'impôt, payer l'intérêt de leurs terres, rembourser le capital à la compagnie qui les leur a vendues, et qui ne leur fait qu'un crédit limité, — quand le blé qu'ils moissonnent est aliéné d'avance et qu'ils attendent la nourriture quotidienne d'une main étrangère qui jamais ne les paye en argent. C'est la misère qui les a chassés d'Europe; mais ils la retrouvent ici presque aussi dure et presque aussi humiliée.

La faute en est aux compagnies de chemins de fer. Si, au lieu de tenir leurs débiteurs sur l'extrême limite de la ruine et de pousser leurs prétentions jusqu'au dernier

dégré du possible, elles modéraient un peu leurs exigences, peut-être ces populations pauvres leur rendraient-elles leur sacrifice au centuple. C'est assurément leur droit, le droit absolu de chacun, de mettre ses conditions à ses services. Le monopole est toujours mauvais; mais la libre concurrence n'est pas non plus une panacée souveraine. Il y a des monopoles naturels qu'on ne peut détruire, et dont il est au moins nécessaire de limiter les conséquences. Ces compagnies ont dû, pour se fonder, obtenir des chartes et des concessions du gouvernement : je ne vois pas pourquoi en échange il ne leur imposerait pas des tarifs modérés et des règlements sérieux.

Columbus, 13 septembre.

Je ne me suis pas arrêté à Cincinnati. Toutes les personnes que j'y cherchais étaient absentes. Je me suis hâté de gagner Columbus, où m'enferme le repos du dimanche. Columbus est la capitale de l'Ohio, située juste au centre du grand quadrilatère formé par la *belle rivière*, l'Indiana, la Pensylvanie et le lac Érié. Tout à l'entour s'étend l'immense et monotone plateau du nord-ouest. Pas un pli de terrain à vingt lieues à la ronde. La ville d'ailleurs est jolie et taillée en grand. En face de l'auberge, sur une vaste place occupée par un *square* planté d'arbres, s'élève la célèbre et gigantesque *state house* de l'Ohio, la rivale du Capitole de Washington. Ce monument disgracieux, avec ses longues colonnades, ses péristyles de temple grec et sa tour tronquée, sorte de donjon épais et écrasé qui semble inachevé, n'a rien de remarquable que son énormité.

Dimanche, c'est tout dire : silence, immobilité, soli-

tude. L'hôtel est comme endormi. Je n'ai pour compagnie qu'un journal de province, d'assez pauvre entretien. Les républicains l'ont décidément emporté dans tous les États, sauf New-Jersey, Kentucky et Delaware. Les démocrates contestent encore le vote de l'État de New-York, et le *World* affirme que le gouverneur Seymour y est réélu. La ville même, malgré la présence du général Butler, envoyé pour y maintenir l'ordre, a donné 37,000 voix de majorité à Mac-Clellan. Quelques plaintes timides s'élèvent parmi les vaincus : ils attribuent leur défaite au vote de l'armée. Quand cela serait, je ne suis pas disposé à m'apitoyer sur le sort d'un parti qui a donné l'exemple de l'improbité. Je veux bien croire à l'influence de la force sur les élections des *border states*; j'admets que celles de la Louisiane par exemple et celles du Tennessee, où Nashville, une ville rebelle, n'a donné que vingt-cinq voix à Mac-Clellan, sont des comédies jouées sous la menace du canon et du sabre. Le général Payne, « le bourreau du Kentucky », destitué récemment avec éclat, est investi maintenant d'un commandement dans le Tennessee, et il y a mis en pratique la théorie de gouvernement qu'il exposait jadis à Paducah aux notables réunis et emprisonnés par son ordre : « Tas de coquins, je vous prendrai vos biens et je vous laisserai nus; je vous fusillerai, je vous pendrai, s'il le faut, mais je ferai en sorte que tout homme et toute femme de votre pays disent : « J'appartiens aux États-Unis ». C'est avec cette aménité et avec la loi du *test oath*, renforcée de temps à autre par une exécution militaire, qu'on tient les esprits dans une crainte salutaire et les votes sous une exacte discipline; mais retranchez le Tennessee, la Louisiane, la Virginie occidentale, le Missouri même, où cependant le parti républicain a tant d'influence, et le Maryland, où la

nouvelle constitution qui abolit l'esclavage sur le territoire de l'État n'a été votée qu'à une majorité minime, quelques centaines de voix tout au plus; laissez même de côté le vote du Nevada, érigé en État pour la circonstance, à la veille même de l'élection, — et le président Lincoln garde encore une imposante majorité. En 1860, il obtenait 168 suffrages contre 49 au deuxième dégré, bien que le vote populaire pris en masse donnât 139,000 voix de plus aux démocrates. Cette fois les électeurs nommés lui assurent, dit-on, 213 suffrages contre 21, et sur l'ensemble du vote populaire il dépasse de 400,000 voix son concurrent.

La presse de Richmond affecte de se réjouir. « Les républicains, dit-elle, ne peuvent se flatter de nous ramener à l'Union, et comme ils ne peuvent pas nous y contraindre, ils seront bientôt forcés de sanctionner notre indépendance. » Cet optimisme systématique est-il bien sincère? J'en doute fort, ou plutôt je n'en doute pas du tout. Les confédérés font contre mauvaise fortune bon cœur, et s'efforcent de montrer vaillante figure à l'ennemi. Ils savent très-bien que les républicains ne les reconnaîtront jamais, et que le seul moyen de les frustrer de leur victoire est de se faire exterminer jusqu'au dernier homme. Ils tiennent entre leurs mains les destinées de l'Union; mais les gens du Nord, en revanche, tiennent leur vie. Seront-ils assez fous pour refuser de vivre?

Dans tous les cas, la dernière heure de l'esclavage a sonné. Il est vrai que l'affranchissement de la race noire est accompagné d'une immense hécatombe d'esclaves émancipés. Les deux partis font tomber leurs chaînes pour s'en faire des machines de guerre et des gladiateurs dociles dans la boucherie des batailles. Ce n'est pas là précisément l'émancipation des philanthropes : c'est du

moins celle des Américains. Du moment qu'ils ont cessé de posséder le bétail humain, ils n'en souffrent qu'avec ennui la concurrence. Dans l'Illinois, qui vient de donner 20,000 voix de majorité à la politique du manifeste abolitioniste *to whom it may concern*, il y a une loi qui interdit aux noirs de pénétrer dans l'État. Ceux qui y sont établis de longue date n'ont pas encore obtenu le droit de posséder, et les plus hardis novateurs, ceux qu'on accuse de sacrifier les blancs aux nègres, d'affamer les familles des soldats citoyens au profit des mercenaires échappés de la servitude, ne demandent encore pour leurs protégés ni droits politiques, ni égalité civile; ils ne réclament que la liberté de produire et de vendre, inhérente à tout être humain. D'après l'ancien code noir de l'Illinois, aboli en 1853 seulement, tout nègre qui se hasardait sur le territoire était considéré comme esclave et fugitif d'un État voisin. Il était vendu par autorité de justice et adjugé pour un an au plus haut et dernier enchérisseur, en attendant que son maître eût le temps de le réclamer. Tout blanc rencontrant un nègre dans ses domaines avait le droit de chasser le vagabond à coup d'étrivières ou de s'approprier son travail. La législation actuelle est plus clémente : avant de sévir contre le noir, elle lui accorde généreusement un sursis de dix jours; mais, s'il réside plus longtemps sur le territoire, il est mis en prison, frappé d'une amende, vendu pour la payer à un maître temporaire, et, quand il recouvre sa liberté, vendu et revendu sans cesse, tant qu'il reste dans le pays (1).

(1) Cette odieuse législation, tombée d'ailleurs en désuétude et battue en brèche par le parti abolitioniste, a depuis lors été réformée; mais on n'a rien changé à la partie relative au mariage : l'union des deux races reste sévèrement prohibée.

L'Illinois est pourtant un *free state!* Il y a dans le même État une loi qui interdit rigoureusement tout mariage entre les blancs et les gens de couleur. Les coupables sont punis d'amende, de trente-six coups de fouet et d'un an de prison au minimum; le ministre, le juge ou le *clerk* qui a célébré le mariage est passible lui-même d'une lourde peine pécuniaire; le prétendu mariage est nul et non avenu. Voilà la sollicitude des philanthropes de l'Ouest pour leurs bons frères à peau noire!

L'antipathie des gens du Nord pour l'esclavage n'a rien au fond de très-désintéressé. La bannière n'en est pas moins déployée, il faut la suivre, et le principe va triompher en dépit des hommes. Vous vous rappelez que la constitution des États-Unis ne peut être modifiée que par une majorité des deux tiers dans chacune des chambres du congrès. Un amendement constitutionnel abolissant l'esclavage a déjà été voté dans le sénat; mais il a échoué à la chambre des représentants avec une majorité insuffisante. Aujourd'hui la grande majorité des républicains dans l'élection présidentielle met hors de doute le vote unanime de l'amendement par le nouveau congrès. L'abolition, décrétée d'abord comme une mesure de guerre, recevra bientôt la sanction légale. Que le Sud y consente ou y résiste, l'esclavage a fait son temps.

On parle de démarches pacifiques, on nomme déjà les négociateurs. Jamais en effet le Nord n'a pu parler au Sud avec plus de force et d'autorité. S'il n'était fou, le Sud y prêterait l'oreille, et puisqu'il se résigne, pour continuer la guerre, à frapper de ses propres mains l'esclavage, il consentirait à l'abandonner pour obtenir la paix. C'est, dit-on, la seule condition qu'on lui impose, et le sacrifice étant à demi consommé, que lui en coûterait-il pour rentrer dans l'Union? Rien qu'un abaissement de son or-

gueil; mais c'est là justement ce qui lui coûte le plus. Cette guerre de quatre années a fait d'une discorde civile une sorte d'antipathie nationale. La rivalité d'ailleurs est ancienne entre le Sud et le Nord; il y a longtemps qu'ils se considèrent en frères ennemis. Quand les républicains abolitionistes parlent du temps des majorités démocratiques, ils disent : « Le temps où le Sud nous opprimait », sans songer que c'est justifier presque sa révolte criminelle. On se rappelle encore les anciennes résistances des abolitionistes au parti gouvernant, leurs velléités même d'indépendance et de séparation, du temps où Horace Greeley s'écriait en parlant du drapeau national : *Tear down the flaunting lie* (1)! Ils combattent à présent pour ce drapeau qu'ils insultaient, comme alors le Sud aurait combattu pour défendre la bannière fédérale, si le Nord l'avait attaquée. Leur cause est la bonne au nom de la morale, au nom du patriotisme, au nom de la liberté. Ils y mêlent cependant une hostilité qui se ressent d'une longue humiliation.

Ne croyez pas que j'excuse les rebelles; mais la guerre civile, ainsi prolongée, est de toutes la plus féroce et la plus irrémissible. Si l'on pardonne aisément à des étrangers, on voue une exécration obstinée à l'ennemi sorti de la famille et de la maison. Songez aux pratiques de cette guerre, aux meurtres et aux brigandages mutuels, à la coutume horrible de mettre les prisonniers sous le feu, à la coutume plus horrible encore de tuer par représailles, à chaque nouvel outrage de l'ennemi, quelques douzaines de prisonniers innocents, et, tout en faisant dans ces cruautés la part de la brutalité américaine, vous comprendrez à quel degré de colère en sont venus les deux

(1) « Déchirez le brillant mensonge. »

peuples. Je doute qu'on puisse combler avec des cadavres le fleuve de sang qui les sépare. Le salut de l'Amérique est dans la soumission volontaire du Sud, et la guerre n'est qu'un moyen de le contraindre à la soumission.

CHAPITRE II

UNE VISITE AU PAYS DE L'HUILE

Un chemin de fer délabré; l'Ohio ou la Belle-Rivière; Pittsburg; usines et arsenaux. — Arrivée dans le pays de l'huile. — Une Californie nouvelle; une procession dans la boue; un campement difficile. — L'Oil-Creek; les sources d'huile; Oil-City; aventures nocturnes. — Le roi Pétrole; la spéculation, un peuple à la curée. — Buffalo; un sermon *savoureux*. — Une conversation de soldats; insolences et brutalités militaires; dangers de la démocratie.

Pittsburg, 15 novembre.

J'arrive de Columbus, et j'ai mis dix-sept heures à faire environ quatre-vingts lieues. On avançait à pas de tortue, on s'arrêtait dans la campagne de deux en deux milles. A chaque station, on faisait des manœuvres, on reculait, on avançait, on attendait je ne sais quoi. Il y a des passages où les rails sont si écrasés, si fendillés, si rongés par la rouille, que les roues n'y doivent mordre qu'à peine. Pour s'être trop hâté à un tournant un peu brusque, un train venait de rouler dans l'Ohio à cent pieds plus bas, et nous en vîmes les débris. Plus loin, c'est un pont de bois qui traverse à une grande hauteur un des affluents de la rivière, pont si fragile, si instable,

qu'on n'ose s'y traîner qu'avec la lenteur d'une chenille, insensiblement et ligne à ligne. Nous y sommes restés dix minutes, les mécaniciens craignant, chaque fois qu'ils ouvraient la vapeur, d'imprimer une secousse trop forte à l'assemblage. On y passe d'ailleurs vingt fois tous les jours, on y passera tant qu'il voudra durer. Pure habitude d'économie : on risque des vies humaines comme on use des habits troués.

Ces chemins de fer sont un peu l'image du gouvernement. Tout se tient chez un peuple ; les institutions privées, comme les institutions publiques, dérivent du caractère et des coutumes nationales ; chez nous, la prudence poussée jusqu'au formalisme, la ponctualité jusqu'à la minutie, la multiplicité des emplois, la parfaite régularité des services, avec les gros profits, les sinécures et l'indolence à la tête ; ici les petits traitements, l'activité, l'intelligence à la tête, mais le désordre et la négligence en bas. Allez à New-York, à Boston ou à Chicago, entrez dans les bureaux de quelque grande compagnie de chemins de fer : vous montez un escalier noir dans une maison encombrée qui contient les bureaux de quinze ou vingt négociants ou banquiers ; vous frappez à une porte basse, vous traversez deux ou trois petites pièces enfumées. Un homme affairé, le directeur ou le *surintendant*, est assis devant une table de bois blanc, sur une chaise de paille, feuilletant de gros registres rangés sur une étagère ; quatre ou cinq scribes laborieux, penchés sur leurs pupitres, écrivent assidûment derrière une sorte de palissade où le public vient comparaître comme à la barre d'un tribunal. Voilà toute l'administration centrale d'une grande entreprise industrielle. En revanche, on ne s'occupe guère des détails; les employés subalternes se dirigent par le principe du *self-government*. Il y a des

règles, mais on ne les observe jamais. Il est entendu qu'elles doivent céder au caprice ou à la commodité du moment. Chez nous, on est bien assis, bien chauffé, et le reste; un pouvoir fort nous protége, et auprès de son tribunal paternel la plainte légitime d'un seul individu doit, en théorie du moins, obtenir justice. Ici l'on vous jette dans une cohue démocratique où vous ne pouvez remuer ni bras ni jambes sans jouer brutalement des coudes ou même des poings. Si vous essayez de murmurer, la clameur vous ferme la bouche : une voix qui s'élève seule n'est point écoutée. Ayez le droit pour vous : vous ne pouvez rien sans la force, car, malgré toutes nos idées préconçues sur les bienfaits du laisser faire, l'individu dans les petites choses n'est pas moins écrasé sous ce régime que sous notre excès de gouvernement. On ne peut nier l'immense avantage du système démocratique pour le bien du plus grand nombre et le progrès plus rapide de cet être impersonnel qu'on appelle un peuple; mais que nos philosophes politiques n'en fassent pas trop l'éloge au nom de la rigueur abstraite des principes et de la sévère justice! La démocratie en pratique, — et nous n'en connaissons en Europe que le nom et la théorie, — est une perpétuelle mêlée où l'individu isolé ne peut lever la tête sans devenir le point de mire de tous les coups. Il faut qu'il suive le troupeau, ou bien les masses populaires lui passeront sur le corps.

Me voilà bien loin du chemin de fer de Columbus à Pittsburg. Le pays d'Ohio est riant encore malgré la tristesse de l'hiver. Ces cultures, ces villages, ces fermes en grand nombre, ces jolies vallées normandes, plaisent au sortir des grandes plaines de l'Ouest. A mesure qu'on avance, le sol s'élève et s'accidente : on se rapproche des Alleghanys. Voici déjà des ravins, un aspect de mon-

tagnes, voici enfin l'Ohio, grand et large encore, qui semble n'avoir pas diminué depuis Louisville, et dont la nappe huileuse coule entre deux rangs de hautes collines ; mais la terre est couverte de neige. Les forêts, qui étaient si belles il y a un mois, n'ont plus aujourd'hui une feuille ; les arbres ressemblent à des balais. Ici le fleuve se recourbe brusquement vers le nord et nous barre le passage. On construit un chemin de fer qui gagnera Pittsburg en droite ligne à travers la Virginie occidentale, et les piles du pont immense qui franchira la rivière sont déjà debout. En attendant, on suit la vallée ; la voie passe en corniche, tantôt dominée par des côtes abruptes, tantôt rencontrant des collines plus douces où sont accroupis de jolis villages. L'un d'eux, Steubenville, peuplé presque uniquement de colons germaniques, est situé au premier plan de la colline en face d'un escarpement, à un étroit défilé de la rivière, dans un lieu à la fois riant et agreste. Le ciel était pur, les côtes dépouillées prenaient dans le lointain des teintes violettes et veloutées, la surface dorée de la rivière se moirait encore d'un bleu tendre. Enfin j'étais enchanté de tous les coups d'œil que les dos et les chapeaux de mes voisins me permettaient de jeter au dehors à travers le *car* encombré. — La nuit vint, et mon voisin, un jeune paysan en chemise rouge, s'endormit en m'emprisonnant dans ses longues jambes et en appuyant tendrement sa tête sur mon épaule.

Le temps est noir, pluvieux, brumeux, digne de Londres. Las cependant des toits et des fumées que je vois de ma fenêtre, je me suis risqué dans la boue. Pittsburg est une des villes les plus originales, non-seulement d'Amérique, mais du monde. Elle a déjà 111,000 habitants, plus de 200,000 avec les faubourgs. Située sur l'emplacement où les Français avaient élevé le fort Du-

quesne, au confluent des deux grandes rivières Alleghany et Monongahela, dont la réunion forme l'Ohio, elle occupe la langue de terre comprise entre la fourche des deux rivières et une colline couverte de maisons de plaisance. A l'ouest, l'Alleghany, large de 500 mètres, arrive entre deux lignes de coteaux qui s'élargissent un peu vers son embouchure. Au sud, le Monongahela coule entre deux bords escarpés qui se continuent au loin le long de l'Ohio. Cette situation est des plus pittoresques. Ajoutez que Pittsburg est au milieu de la région houillère de la Pensylvanie, qu'il y a des mines, des forges partout, que la rive étroite opposée à la ville est encombrée d'usines dont les feux peuplent la vallée, que la grande navigation de l'Ohio s'y arrête, que la petite navigation des rivières y commence, que les quais sont encombrés de bateaux à vapeur, et les rivières vivantes de navires. J'ai suivi le rivage jusqu'au grand pont suspendu de l'Alleghany, un de ces travaux hardis et solides comme on les fait si bien en Amérique. Il n'a que deux piles sur une longueur de 450 mètres; toutes deux sont en fer et à jour. Des cordes y convergent de tous côtés, comme les rayons d'une circonférence, ou, si vous voulez, comme les palmes d'un éventail : elles servent à donner de l'aplomb au tablier massif que portent les deux gros câbles. Les balustrades, les traverses, tout est en fer massif. Les gros omnibus y passent par bandes sur leurs voies ferrées. Il n'y a point de piles sur les deux bords; mais le câble s'arrête au niveau du sol, où le tablier prend son appui sur la jetée. C'est un de ces édifices fragiles qui, comme le pont de Niagara, donnent l'idée d'une inaltérable durée; mais on calcule déjà le jour où le pont de Niagara engloutira dans le Whirlpool un train un peu trop lourd : il est probable que celui-ci a de même son

3.

jour fatal écrit sur le livre des destinées. La nuit tombait, je suis rentré dans la ville. Elle est enfumée comme New-castle ou Saint-Étienne ; les maisons y sont noires comme à Londres. C'est du reste un composé de New-York, de Cincinnati et de Philadelphie, avec les mêmes vastes chaussées, la même boue, — pour seul trait distinctif, de belles églises de style gothique dont les hauts clochers ont de loin un faux air d'antiquité européenne.

Rien de nouveau depuis l'élection. L'horizon politique, sans s'être beaucoup illuminé, est d'un calme profond. La guerre va toujours son train, jusqu'au jour où le froid la gèlera comme les rivières. Le général Sherman marche sur Charleston, on l'annonce avec une file de points d'exclamation. Depuis un an, il ne fait pas autre chose, et rien ne dit qu'il ne rencontrera pas sur son chemin quelque étape un peu longue comme celle d'Atlanta.

Je pars demain : pour New-York ? non pas, mais pour *Oil-City* et le royaume du pétrole. On me dit seulement que la neige et la pluie des derniers jours ont rendu presque impraticables les sauvages régions de l'huile infernale.

Ravenna, 16 novembre.

Ce matin, gelée radieuse qui me réjouit le cœur. J'avais fait hier un ami, négociant en huiles de pétrole, qui avait eu l'obligeance de s'offrir à moi pour cicérone. Il m'a montré les principales manufactures de la ville, qui ne m'ont donné qu'une médiocre opinion de l'industrie américaine. Les verreries de Pittsburg ne fabriquent que des pauvretés. J'ai vu en revanche deux ou trois beaux établissements, une fabrique d'acier où l'on emploie d'an-

ciennes méthodes, mais qui me semble montée avec luxe, une fabrique de clous qui emploie d'immenses machines, une fabrique de fers à cheval taillés à la vapeur, à l'emporte-pièce, dont la grande roue motrice a peut-être dix mètres de diamètre. Enfin j'ai visité la fonderie de canons, d'où sortent les plus gros monstres destructeurs du monde. J'en ai vu un, le plus terrible de tous, dont le frère jumeau a déjà servi sur terre au siége d'Atlanta, et qu'on destine à être placé tout seul sur un des gros vaisseaux de guerre de la marine fédérale. Mis en travers du pont d'un navire, il l'occuperait tout entier. Cette prodigieuse machine lance des boulets de quarante pouces, et l'on a calculé que chaque coup, tout compte fait, coûtera environ 1,000 dollars. Quelles extravagances les hommes inventent pour s'entre-tuer!

J'ai quitté Pittsburg par le chemin de Cleveland, longeant encore pour quelques lieues la ravissante vallée de l'Ohio. Je ne connais rien de plus riant, de plus vivant et de plus riche. A chaque pas, des villages, des îles, des bateaux à vapeur écumants, et la voie en corniche le long de la sinueuse rivière. Il était nuit quand je descendis à Ravenna, petit village de l'Ohio, situé à la jonction de l'*Atlantic and Great Western*, qui doit me conduire au pays de l'huile. Pas de train ce soir; il fallait donc y passer la nuit. Je ne retrouve point mon bagage à la station; il sera sans doute à la jonction des deux lignes. « Allez-y, me dit-on, c'est à un quart de mille. » Me voilà en campagne à travers la neige et la boue. Je fais un, deux milles, le village était déjà loin derrière moi, et point de jonction. Je reviens trempé de boue au village : plus d'auberge ouverte; il faut frapper aux portes, crier pour me faire ouvrir. Quant au souper, je n'y dois pas songer : messieurs les aubergistes ont leurs lois, et celui-

ci m'informe qu'après neuf heures on ne mange plus dans sa maison.

Titusville (Pensylvanie), 17 novembre.

Me voilà dans le pays de l'huile. Ce n'est pas précisément le pays qu'on choisirait pour un voyage de noces. Je me félicite pourtant de voir ce nouvel et curieux aspect de la société américaine. Les pluies, les neiges, la boue et toutes les laideurs de la saison donnent encore plus d'étrangeté à cette espèce de Californie. Figurez-vous une mer de fange où errent quelques trottoirs brisés et raboteux de planches branlantes, des maisons de bois étroites où s'entasse une population débordante pour laquelle on n'a pas le temps de bâtir des abris, une ou deux rues à prétentions, bordées d'hôtels et de boutiques, mais non moins envahies que les autres par l'universel cloaque : là des cafés, des vitrines brillantes, des salles de bal et de concert où mugissent des instruments de cuivre et grincent des voix éraillées, et partout des tonneaux de pétrole, partout une atmosphère empestée des émanations de l'huile : voilà l'Eldorado où je viens d'arriver en compagnie de trois ou quatre cents personnes, sur un train aussi encombré que s'il menait à une fête ou à un lieu de plaisir. Cette cité d'huile et de fange a nom Titusville. Elle n'existait pas il y a sept ans : aujourd'hui c'est une capitale et la tête d'un chemin de fer qui sera continué prochainement jusqu'à Oil-City (la Cité-de-l'Huile), au cœur même de la *Petrolia*.

On ne peut, à moins de l'avoir vue, s'imaginer l'ardeur avec laquelle cette foule rapace se précipite à la curée. Le pétrole a détrôné l'or. Ouvriers qui cherchent

un travail lucratif, financiers ruinés qui viennent tenter la fortune, aventuriers de tout genre, de tout pays et de tout costume, font une course au clocher à qui se jettera le premier dans le cloaque et bouchera la route aux derniers venus. — Il pleuvait, la nuit était noire : le train s'arrête; on se rue pêle-mêle sur l'auberge voisine, dont l'antichambre pleine de monde repousse le flot bigarré. On se met alors en campagne, en procession, plusieurs portant des lanternes, à travers des terrains vagues, le long d'un trottoir étroit et semé de chausse-trappes invisibles dans l'obscurité. A chacune des rues transversales, la colonne hésite, on tâte le terrain, les plus hardis s'aventurent, traversent à gué les fondrières; quelques-uns des plus pressés s'y enfoncent jusqu'aux genoux. N'importe, on avance toujours, falots à la main, sacs sur les épaules, hommes et femmes, au pas de course. Aux premiers envahisseurs les logements, les lits, les canapés, les chaises; aux retardataires la pluie et la boue des rues. Je cours comme un forcené, laissant mon bagage à la station et frémissant d'avance à la perspective d'une nuit sans abri dans ce bain de fange; mais je trébuche dans les bas-fonds, je m'égare, je m'attarde, et j'arrive, les jambes chaussées de deux bottes de boue, pour trouver visage de bois. Pas un matelas, pas une couverture; on n'était pas sûr de pouvoir me promettre une chaise. Heureusement j'avais des compagnons d'infortune qui furent plus éloquents : le maître de l'hôtel, nous disant de le suivre, s'est mis à faire la ronde à travers la ville, à la tête d'un bataillon dégouttant de pluie, casant celui-ci dans une maison, celui-là dans une autre, me déposant enfin au fond d'une ruelle obscure et écartée, dans une *boarding-house* dont l'étroite salle d'entrée était si encombrée de monde que je désespérai encore une

fois d'avoir cette nuit un toit sur ma tête. Je fus admis cependant à inscrire mon nom sur le registre. Alors je me rappelai mon bagage laissé au chemin de fer : expédition nouvelle où je faillis me perdre, échouer dans les fondrières ou me briser les jambes dans les piéges des trottoirs. Tout en revenant trempé de boue, j'enviais les grandes bottes qui permettent aux indigènes de naviguer dans ce marécage.

Je demande à dîner : on me montre une chambrette où l'on se succède à la file, mangeant à la hâte pour faire place aux autres. Rien de plus bigarré que le petit monde qui s'agite dans cette ruche trop pleine. On y voit pêle-mêle, très-différents en apparence et au fond très-semblables, des échantillons de toutes les variétés de la société américaine; je ne dis pas toutes les classes, car les Américains se vantent de n'en pas avoir, et le fait est que si les désirs et les pensées distinguent les hommes plus que les costumes, cette égalité n'est pas un leurre. Ici se confondent toutes les espèces de la famille américaine, depuis le fermier rustique et nasillard jusqu'au spéculateur élégant des villes, assez semblable par son mauvais ton et son attirail voyant au *calicot* de notre Paris, depuis l'aventurier barbu, à la mine sauvage, au regard faux et louche, dont la main semble toujours voisine du *bowie-knife* caché sous le collet de sa veste, jusqu'au commerçant calme et rassis qui vient camper ici pour une saison avec femme, enfants et bagages. Les anciens soldats abondent dans cette foule : on n'y voit que pantalons et gilets d'uniforme dépareillés. Voici encore ce type si commun et si parfaitement national du *gentleman* récent, portant redingote neuve, grosses breloques, et épaisse barbe de bouc, et dont le contentement jovial perce à travers ses traits gros et vulgaires.

On voit bien à sa mine que l'*Oil-Creek* a été pour lui un Pactole et a rempli d'or ses poches en même temps que d'huile ses tonneaux. D'ailleurs sa bonne humeur sied bien à sa face rouge et rebondie; mais sa femme, espèce de pimbêche hautaine, dont la figure porte l'empreinte de cette grossièreté inexprimable qui se contracte dans les occupations basses de la vie, se tient raide et fière dans ses atours extravagants et burlesques qu'elle semble avoir empruntés à la châsse d'une relique. On dirait une femme de la halle devenue, par un coup de fortune, propriétaire du lingot d'or et passant la tête haute au milieu des poissardes, ses sœurs, pour leur étaler ses robes de soie. C'est là encore un type national, et vous savez que je n'ai pas de goût pour ces *ladies* au regard viril, à la parole hardie, qui savent aller seules au bout du monde, mais qu'on s'attend toujours à voir jurer comme des maîtres d'armes et boire du *wiskey* comme des charretiers.

J'ai obtenu sur ma bonne mine un lit dans le salon, où je vous écris les coudes serrés, tandis que les dames bavardent auprès de la table et qu'un nègre dresse en rangs serrés nos couchettes surnuméraires. Le maître de la maison, qui, me voyant étranger, m'accable de politesses, m'a dit d'un ton de triomphe que j'aurais un *single bed*, c'est-à-dire qu'on me réservera pour m'y prélasser tout seul une couchette de six pieds de long sur deux de large. Vous voyez qu'on me traite en grand seigneur.

19 novembre.

Hier matin, à six heures, je m'acheminais vers la station, mon sac à la main, dans les rues de Titusville, où le jour cette fois me permettait d'éviter les fondrières. Le chemin de fer me transportait jusqu'à *Schæfer's-Farm* dans un wagon si chargé de monde qu'il semblait ployer sous le faix, et qu'il s'en allait branlant et gémissant, comme près de rompre par le milieu. Voici encore un bouquet choisi de laideurs américaines dans cette boîte étouffée où l'on fume, où l'on crache, et dont les carreaux restent fermés. Jeunes, vieux, gros et petits spéculateurs, tout le monde s'y bouscule dans la plus grande égalité, sauf quatre ou cinq New-Yorkais à la mode parisienne qui semblent garder un certain air de réserve et de supériorité. Quelques figures distinguées, intelligentes, sympathiques, tranchent et semblent égarées dans cette foule, poussées sans doute dans le torrent des affaires par l'usage universel et par ces mœurs mercantiles qui n'offrent pas d'autre carrière à l'homme de loisir. On cause, on discute, on vend et on achète : le dollar et l'huile sont les seuls mots qu'on entende. Abstraction faite des mœurs démocratiques du pays, n'y a-t-il pas entre les joueurs une fraternité naturelle qui efface toute distinction ? En entrant dans la confrérie, n'ont-ils pas voué au gain le même culte et renoncé à toute autre estime que celle qui s'attache au hasard ou à l'habileté heureuse ? Un joueur laisse sa personne morale à la porte du tripôt. Il ne vaut plus que ce que vaut sa fortune, et si l'on considère qu'elle peut s'enfler aujourd'hui pour crever demain, que ce soir elle semble une montagne

et ne laissera demain qu'un abîme de dettes, que le riche et le pauvre enfin peuvent changer de rôles en un jour, on comprend l'égalité qui règne entre le *rowdy* qui fait fortune et l'aventurier en gants jaunes qui peut tomber à son niveau.

Mais voici Schæfer's-Farm, un misérable hameau noyé dans un marécage : course au clocher pour déjeuner, course au clocher pour louer un cheval. Je voulais gagner Oil-City le jour même et repartir le soir pour Buffalo ; mais la rivière a débordé, le gué est impraticable, et tous ceux qui ont tenté le passage en sont revenus l'oreille basse. Il y a, me dit-on, un bateau à vapeur qui va partir et descendre rapidement l'Oil-Creek à la faveur du courant gonflé par les pluies. Fort bien ; mais quand remontera-t-il ? Il y a aussi un chemin par la montagne, mais où un étranger court risque de s'égarer. Peut-on me donner un guide ? Quelle idée ! Il faut partir seul, à l'aventure, ou bien renoncer à l'excursion ; mon parti fut vite pris : on me montra de loin la direction qu'il fallait suivre, et je piquai des deux.

Je gravis d'abord la colline par un sentier presque invisible, puis je m'engageai dans un dédale de chemins boueux et inondés qui cachaient traîtreusement de grosses pierres sous la boue liquide ; les chevaux du pays y sont accoutumés. Je traversai dix vallées, dix torrents ou ruisseaux, demandai mon chemin à toutes les cabanes éparses dans la campagne. Un vieux fermier irlandais faillit me sauter au cou en apprenant que j'étais Français et, comme tel, ennemi né de la perfide Angleterre. Un Français dégénéré, qui ne parlait plus sa langue, me demanda si je voulais acheter de l'huile. Tous ces petits propriétaires me parurent aisés, presque riches : depuis cinq ans, leurs terres ont pris une valeur énorme. Ceux

des fermiers qui n'osent courir eux-mêmes les risques de l'entreprise les vendent par morceaux à des compagnies de spéculateurs qui creusent les puits, achètent les machines, et tantôt se ruinent, tantôt font des profits fabuleux : c'est un vrai jeu de hasard. On aperçoit de place en place, au fond des vallons déserts, les échafaudages vermoulus des puits abandonnés, ailleurs une faible fumée qui indique l'emplacement d'une machine à vapeur en action, plus loin un troupeau errant dans les prairies : l'homme seul est absent ou invisible. Le pays est boisé, verdoyant, fertile, quoique un peu sévère dans cette saison de grisailles monotones. D'abondants cours d'eau arrosent les fonds de vallée, des sources semblent jaillir de tous les fossés. Des plateaux élevés où l'on chemine, on a, par les vallons tributaires, des échappées tout à fait grandioses sur les coteaux de l'Oil-Creek. De grandes forêts de pins en revêtent les parties montagneuses, et mêlent leur noire verdure à la pourpre éclatante des chênes, dont le feuillage résiste à la gelée. Toutes ces lueurs se confondent dans une masse de violet sombre, adoucie par la fine vapeur bleue qui baigne les horizons lointains. Les grands arbres, au premier plan, sont dépouillés jusqu'à la dernière feuille; mais les taillis, plus robustes, ont gardé une couleur sanguine, à la fois brillante et sombre, qui sert comme de repoussoir et de cadre au tableau. Le ciel est gris, mais animé par des nuances bleues, avec des échappées sur un fond pâle et pur qui semble pénétré du froid de l'hiver. Voilà l'aspect de cette campagne en cette saison tardive. De rares maisons y sont parsemées, des chemins incivilisés la parcourent, qui semblent avoir été tracés par l'usage et n'avoir jamais connu la pelle, la pioche ni le rouleau. Un grand sentiment de solitude y règne et s'empare

surtout du voyageur, inquiet de s'y égarer. Ce vaste pays, clair-semé d'habitants sans être désert, mal dégrossi sans être inculte, figure assez bien ce qu'étaient nos campagnes il y a quelques siècles, du temps où les romans nous représentent leurs héros voyageant à pied ou à cheval; mais le sifflet aigu de la locomotive, le timbre rauque du bateau à vapeur, qui de temps en temps s'élèvent dans le silence, me rappellent que les temps ont changé. Enfin, après trois grandes heures de cavalcade, je redescendis par un étroit ravin au fond de la vallée, où je trouvai la rivière et l'étrange petite ville qui porte le nom caractéristique d'Oil-City.

Ce lieu est un exemple frappant de la brutalité singulière avec laquelle l'industrie dévaste la nature. Voilà une vallée sauvage, gracieuse et agreste, que quelques années ont transformée en un cloaque immonde et hérissée de baraques odieuses d'où sortent déjà le tumulte et la fumée des grandes villes. C'est bien ici la capitale du pays de la boue. Je n'avais rien vu de comparable à la rue en corniche qui longe la rivière et dessert les innombrables puits dispersés dans la vallée. Las d'une continuelle immersion, j'avise une prairie mêlée de broussailles où le terrain paraît solide; j'y pousse mon cheval malgré la répugnance singulière qu'il témoigne à y descendre, et tout à coup le voilà enlizé jusqu'au ventre, roulant avec moi dans la vase. J'arrêtai là mon voyage de découverte; j'en avais assez vu pour me faire une idée du mouvement prodigieux de ce petit coin perdu. Sur une étendue de quinze ou vingt milles, la vallée est pleine de huttes fumantes et d'échafaudages en forme de chèvre où se meuvent une roue et une pompe, une pompe foulante apparemment et d'une grande force, car la profondeur moyenne des puits est de cinq cents pieds environ. L'ex-

ploitation est si active qu'en certains lieux la couche d'huile est épuisée, et qu'il y a déjà entre Oil-City et Titusville un millier de pompes hors d'usage. Autrefois l'huile jaillissait à une grande hauteur, comme l'eau des puits artésiens. On n'avait alors qu'à la recueillir, et certaines sources donnaient par jour jusqu'à deux et trois mille barriques : on était forcé d'en modérer l'abondance suivant les besoins du marché. Le pétrole avait alors un grand prix, et quelques puits pouvaient produire jusqu'à 10,000 dollars en vingt-quatre heures. C'était une trop immense richesse pour qu'elle fût durable, et la moyenne du rapport des puits est à présent de 20 dollars par jour. Il y a des huiles plus épaisses qui n'ont besoin d'aucune préparation pour être brûlées; il y en a de plus légères qu'on distille et qu'on concentre. Tous ces établissements, moulins et raffineries, s'encombrent dans un étroit bas-fond ; quelques-uns même empiètent sur le lit de la rivière. A chaque instant, de lourds bateaux passent, affaissés sous des piles de tonneaux et entraînés par le courant rapide. Les forêts de pins et la sauvagerie sont à côté. Sauf la route naturelle qu'offre la rivière, et en attendant le chemin de fer, dont les deux bouts commencés doivent bientôt se rejoindre ici même, rien n'est disposé pour ce grand commerce. Cette manière d'improviser l'industrie et de courir au gain à travers tous les obstacles appartient bien au caractère américain. Dans l'ardeur de la concurrence, les conditions mêmes d'une bonne exploitation sont négligées. Là se fait sentir le besoin d'un pouvoir prévoyant et régulateur qui exécute de lui-même les œuvres d'utilité publique que n'entreprendra point la cupidité jalouse et hâtive de l'individu. Témoins de l'excessive intervention de notre administration dans nos affaires, prenons garde de juger

ab irato et de tomber dans l'excès contraire en affirmant qu'il suffit de laisser faire pour que tout se fasse. Rien de meilleur que les entreprises particulières et spontanées, lorsqu'elles s'exécutent. Il faut pourtant qu'il y ait un pouvoir chargé d'y pourvoir d'office, quand l'initiative individuelle est en défaut. Ce qui me semble mauvais dans notre centralisation française, ce n'est pas tant le devoir que l'État s'impose de faire et le droit qu'il s'arroge d'en exiger les moyens, que le monopole qu'il se réserve et la défense faite à tout autre de marcher sur ses brisées. Ne vous mêlez pas des affaires d'autrui, n'imposez pas aux localités vos plans, vos ingénieurs et vos convenances; mais, lorsqu'elles ne feront pas ce qui est nécessaire au bien public, ayez le droit de vous en occuper vous-même.

A mon retour, la nuit, cette nuit brusque, sans crépuscule, qui est particulière au ciel d'Amérique, m'a surpris à mi-chemin. L'obscurité devint bientôt si profonde qu'il fallait deviner plutôt que se conduire. C'est une chose assez mélancolique qu'une telle promenade dans un pays inconnu, à la nuit noire, quand on risque de s'égarer, et que tous les chiens du voisinage à une lieue à la ronde saluent votre approche d'aboiements furieux. Çà et là, une lumière brillait à l'horizon, elle s'éteignait vite. Mon cheval fatigué chancelait dans les fondrières, trébuchait sur les pierres roulantes; il semblait inquiet et étonné. Une fois, au détour d'un chemin, nous ne fûmes pas d'accord : je poussai à gauche, il tourna à droite. Je l'arrêtai au tournant même et le livrai à sa sagacité : il flaira, flaira encore, et ne se décida point. Grande anxiété : j'écarquillais mes yeux pour percer les ténèbres. J'aperçus vaguement une forme noire en face de moi; je crus reconnaître un arbre isolé qui m'avait

guidé le matin. J'approchais; j'étais déjà sur la colline, et je voyais à mes pieds le village étinceler de lumières. Encore quelques pas, et je touchais au but; mais comment retrouver le sentier de la forêt? Tous les chemins semblaient disparaître et s'effacer parmi les broussailles. Trois fois mon cheval désorienté s'égara dans les fourrés; trois fois il fallut le ramener à tâtons. Guidé par des aboiements, je gagnai à travers bois une maisonnette où tremblotait une faible lueur. Je frappai. Une voix de femme me dit de passer mon chemin. Je m'éloignai avec une meute de chiens de garde à mes trousses. Je marchai longtemps, tirant derrière moi mon cheval qui trébuchait. Je revins encore à la chaumière, frappai bruyamment, réveillai le paysan, terrifiai sa famille. Enfin il prit sa lanterne et me remit dans le bon chemin. Je compte pour rien un bain de pieds que je pris dans le marais en débouchant au fond de la vallée. Si étoilée que fût cette nuit sans lune, la perspective de coucher dans la forêt jusqu'au point du jour, exposé à la gelée des nuits de novembre et au vent du nord, déjà aigre, n'avait rien d'assez romantique pour me séduire, et je me trouvai heureux dans un bon lit.

Ce matin, en me réveillant, il faut moi-même gratter mes souliers, faire sécher mes habits, laver une partie de mon linge. A Titusville, on avait refusé absolument de cirer mes bottes; cette fois, l'hôtelier, plein de prévenance, m'a confié la brosse et le cirage. Étrange pays et monde plus étrange encore! Rien ne fait mieux toucher du doigt le ressort moteur de cette société, mieux comprendre à quel point l'amour du gain domine toutes ses passions, tous ses goûts, tous ses plaisirs, et lui fait sacrifier la chose même qui doit lui être la plus chère, ce bien-être matériel qui est pourtant le but de ses peines.

Partout ailleurs un pareil cloaque serait le refuge des désespérés ou de ces aventuriers hardis, endurcis, prêts à tous les métiers, bande pillarde que toute industrie nouvelle, comme toute armée en campagne, traîne à sa suite. Ici, au contraire, c'est la maison de jeu où les capitalistes viennent risquer leurs fortunes, le Baden-Baden où les enrichis d'hier viennent chercher les émotions du tapis vert. Ce qui les attire, c'est le risque même, l'incertitude d'un jeu qui peut les ruiner demain, c'est en un mot la bourse de l'huile, qui est venue s'établir au lieu même du marché. Je monte en chemin de fer : on y joue. J'entre dans une auberge : l'antichambre et la salle à manger sont de petites bourses où les transactions se poursuivent entre le grog et le café. Je rencontre deux cavaliers clapotant dans un marais : soyez certain qu'il y a entre eux quelque opération aléatoire sur l'achat d'un terrain, le percement d'un puits, les prix de la semaine prochaine ou de la fin du mois. Le jeu, toujours le jeu, voilà la vie de ces sauvages bottés et boueux qui se privent, pour voir de plus près les cartes, de toutes les aises et de toutes les jouissances de la vie.

Chez nous, la satisfaction de ce vice est entourée de toute sorte de séductions. Ici la passion en est si puissante, si impérieuse, qu'elle se suffit à elle-même. L'avidité de l'Américain est héroïque et intrépide. Il va, comme le plongeur de Schiller, ramasser la coupe d'or au fond du gouffre de Charybde; mais il va aussi (passez-moi la métaphore) déterrer le sou de cuivre au fond des égouts.

Érié, 19 novembre.

A présent que j'ai fait ma visite à la cour du ***roi Pétrole***, laissez-moi vous dire en peu de mots son histoire. Le roi Pétrole est d'origine récente, bien que déjà le rival du ***roi Coton***. Ses premiers serviteurs furent les Indiens, qui employaient cette huile minérale dans leurs cérémonies religieuses et l'appliquaient en onguent aux blessures. Il se cachait alors dans les entrailles de la terre, et ne se manifestait au dehors que par des sources clair-semées qui se mêlaient aux rivières, et dont le produit flottait sur les eaux. Les Français furent les premiers qui tentèrent de le délivrer de sa prison. On montre encore les excavations qu'ils pratiquèrent pour découvrir sa demeure souterraine. En 1845, des mineurs firent jaillir une source à Tarente, près de Pittsburg. C'est douze ans après seulement que les grands travaux commencèrent à Titusville. En 1860, il y avait déjà 2,000 puits en activité. En 1862, ils produisaient 300,000 barriques par semaine. En 1863 enfin, la valeur des exportations faites en Europe s'élevait à 6 millions de dollars. Cependant on découvrait d'autres sources dans l'Ohio, en Virginie, au Canada, dans les États de l'Ouest et dans l'Utah, sur la grande route du Pacifique. Celles de la Virginie occidentale et de Marietta, dans l'Ohio, sont déjà en plein produit. On estime à 62,000 milles carrés dans huit États seulement l'étendue du gisement de houille bitumineuse qui produit le pétrole. Il y a là une richesse incommensurable. Malgré l'épuisement d'un grand nombre des sources les plus abondantes, l'industrie du pétrole se développe avec une merveilleuse rapidité :

elle occupe des milliers de bras, elle fait tourner toutes les têtes, et vous avez vu avec quelle fureur la spéculation s'y précipite.

Il y a deux classes en Amérique : ceux qui travaillent de leurs mains, et ceux qui spéculent sur le travail des autres. Tandis que la classe des travailleurs est toujours trop restreinte pour les besoins du pays et que l'émigration y fournit à peine, celle des spéculateurs pullule et excède toujours les besoins vrais du commerce. Voyez ce type ordinaire du commerçant nomade, homme sec, maigre, osseux, ridé, maladif, dont l'œil semble toujours absorbé dans des calculs financiers. C'est là le vrai *Yankee*. Ne lui imposez pas d'autre métier : il est actif plutôt que laborieux. Il sait courir le monde, songer à vingt affaires à la fois, débrouiller l'écheveau d'un négoce multiple et embarrassé ; mais il laisse aux étrangers, aux Allemands, aux Irlandais, aux Canadiens, les travaux rudes et manuels. Lui-même se vante de ne travailler que de la tête et de faire mouvoir ces machines grossières sans même lever le bout du doigt. J'avais déjà observé au Canada l'inégale répartition du travail entre les deux races. Le *Yankee*, revenu de ses promenades commerciales, s'assied dans son bureau ou dans sa boutique, la chique à la bouche, un journal à la main et les jambes en l'air, attendant le chaland avec une nonchalance royale et causant politique avec les hommes d'État du voisinage. Le soir, il va au café jouer sa partie de billard et prendre son punch. Pour quelques commerçants sérieux, combien de ces trafiquants parasites qui donnent aux affaires l'allure incertaine du jeu, et qui sont les dignes pendants de notre bourgeoisie rentière, comme elle consommateurs qui ne rendent pas ce qu'ils ont dépensé ! Ils ne sont pourtant pas inutiles : ils donnent de l'activité

aux transactions, du mouvement aux capitaux. Enfin la nature n'est pas encore lasse de fournir chaque jour un aliment nouveau à ces foyers dévorants : c'est la véritable cause de leur succès. On attribue au bienfait de la démocratie la grande facilité de s'enrichir que trouvent ici les hommes entreprenants. Il est vrai qu'en distribuant également l'éducation sur tout le peuple, elle met sur la même ligne les concurrents qui se disputent la fortune, elle abaisse ces barrières morales qui ferment encore, ou du moins rendent difficile chez nous l'entrée de la carrière; mais la grande raison de cette aisance générale, c'est l'abondance naturelle qui convie tout le monde à la curée. Supposez en Amérique toutes les terres occupées, toutes les mines exploitées, toutes les campagnes peuplées comme les nôtres; prévoyez un instant l'Amérique de l'an 2000, et dites-moi si vous la voyez encore aussi riche et aussi active qu'à présent.

En somme, le caractère des peuples dépend des circonstances où la nature et leur passé les placent. Je ne fais pas reproche au peuple américain d'être spéculateur, pas plus qu'au peuple français de s'endormir volontiers sur les revenus tranquilles d'un capital inamovible. Comment les Américains ne seraient-ils pas avides? Comment l'amour du gain ne serait-il pas l'âme de leur société? C'est la raison même de leur existence. L'Amérique n'est plus, comme autrefois, le refuge des persécutés et des proscrits, la terre promise de ceux qui cherchent la liberté aux quatre coins de l'horizon. Il y a longtemps que la Nouvelle-Angleterre ne reçoit plus ces fortunes acquises, ces éléments d'une société toute faite qui n'ont eu qu'à s'implanter au sol nouveau. Le temps des pèlerins et des quakers est passé : ils n'ont laissé leur trace qu'à la forme générale de la société américaine et aux institutions po-

litiques qu'ils lui ont léguées : les matériaux de l'Amérique sont à présent les rebuts de l'Europe. Ce qui lui imprime son mouvement infatigable, son prodigieux développement, c'est justement l'amour du gain, poussé souvent par le besoin. La société américaine est, en un mot, une société de nécessiteux enrichis, en voie de s'enrichir, ou venus pour s'enrichir. Ils se jettent sur leur proie comme des affamés : ils n'en seront pas rassasiés de sitôt.

Lors même qu'ils auront assouvi leur voracité première, il faudra mainte génération pour que la soif de l'or soit étanchée ; il faudra même quelques déboires, et l'expérience que le métier profite moins que par le passé. Voit-on souvent chez nous les rois de la finance se retirer dans leurs vieux jours et renoncer à l'appât des gains immodérés ? Et pourtant nous sommes un peuple à préjugés aristocratiques, dédaigneux de la richesse ainsi gagnée, ami de la stabilité et de la durée, qui encensons souvent les fortunes récentes, mais qui sommes impitoyables pour celles qui tombent, montrant alors le mépris caché sous nos adulations. Rien de pareil en Amérique, rien qui puisse décourager le spéculateur et lui faire même entrevoir un autre genre de vie. Les lois, qui chez nous favorisent le loisir, se joignent ici aux mœurs pour stimuler l'esprit d'aventure. Le père n'est point tenu de léguer son héritage à ses enfants ; souvent il le distribue de droite et de gauche, soit par ostentation, soit par bienfaisance, et les pousse dans le monde, livrés de bonne heure à eux-mêmes, obligés de se bâtir un foyer. Les fortunes se font et se défont à chaque génération, sinon plusieurs fois dans la vie de chacun : il faut revenir au tourbillon des affaires alors même qu'on aurait le désir de mener sa barque au port. Point de ces fortunes toutes faites ni

de ces brillantes sinécures que les aristocraties réservent à leurs déshérités, point de ces occupations libérales dont le goût public peut faire une carrière et un gagne-pain; mais en face et à la portée de tous le rêve californien, le monceau d'or illimité de la spéculation. Faut-il s'étonner si tout le monde s'y précipite, et si, dans cette démocratie, la politique même est méprisée des spéculateurs? Ils la considèrent comme un pis aller pour les incapables, ou comme un moyen détourné de parvenir à la fortune. On est d'abord besoigneux, et l'on devient avide. Traditions, mœurs, exemples, origine ou même nécessité, tout concourt à faire la spéculation reine de la société américaine. Son empire y est absolu, incontesté, inévitable. On vous demande si vous spéculez, comme on demande si vous mangez, — deux choses également inséparables de la nature humaine. Mettez de côté vos rigueurs, vos aversions, vos délicatesses exagérées; sinon, vous passez pour un dédaigneux aristocrate.

Je vous écris debout, dans un *bar-room* plein de bruit et de monde, où un retard de chemin de fer me condamne à passer la moitié de la nuit. La chose est si fréquente qu'elle lasserait la patience d'un saint. Je suis parti de Schœfer's-Farm à midi, comptant arriver à Buffalo vers dix heures : ainsi le voulaient les règlements; mais à Corry nous reçûmes l'avis que nous ne serions à Buffalo que le lendemain matin. Pendant quatre heures, nous avons piétiné au bord de la chaussée, dans le brouillard et sous le vent frais du soir. Corry est un point important, où se réunissent trois ou quatre chemins de fer; mais la munificence des compagnies n'a pas trouvé de quoi bâtir autre chose que deux guérites de planches où se tiennent les vendeurs de billets, et où la foule se bat pour les prendre. Je suis en ce moment à Érié, au bord

du lac de ce nom, prêt à monter dans le train de Buffalo, qui passera dans une heure ou deux.

Buffalo, 20 novembre.

Je suis arrivé ici au point du jour; je n'ai pu fermer l'œil. Toutes ces fatigues m'ont un peu éprouvé. Je me décide à retourner droit à New-York, où je passerai quelques jours à graisser les roues de ma machine avant de continuer mes pérégrinations.

Je viens de me promener dans Buffalo. C'est une immense ville avec d'immenses rues, bordées d'immenses maisons, avec un immense lac devant elle, d'ailleurs d'une nudité, d'une platitude et d'une monotonie désolantes. Les rues centrales, bâties en brique et cuirassées d'enseignes de tout genre, portent le signe d'une activité commerciale endormie aujourd'hui de ce glacial sommeil des dimanches qui ressemble à un deuil public. Les omnibus, qui roulent toujours, sont les seules choses vivantes qu'on y rencontre. Je n'appelle pas vivantes ces automates qui marchent les bras ballants, d'un pas raide et compassé, en regardant droit devant elles. J'ai été jusqu'au port, qui se ramifie dans la ville par plusieurs canaux : il y règne, même le dimanche, une assez grande activité. Tout le long des quais, et sur une langue de terre ou îlot de sable qui abrite les bassins du port, se dressent, comme à Chicago, trente ou quarante de ces gigantesques greniers à blé ou *élévateurs* qui sont hauts comme des clochers, et dont le nombre, les proportions colossales disent assez quel est le grand commerce de la ville. Buffalo, qui n'était rien il y a trente ans et qui maintenant compte plus de cent mille âmes, est de ce côté la

tête de la navigation des lacs et tient dans l'Est la même place que Chicago dans l'Ouest. Tous les produits de l'Ouest viennent y aboutir et séjourner dans ses entrepôts, d'où ils se répartissent dans l'intérieur ou gagnent par les canaux le marché de New-York. De quelque côté qu'on regarde l'horizon du lac Érié, on le voit toujours parsemé de voiles grises et de colonnes de fumée noire.

Buffalo est une des villes les plus rigides des États-Unis. L'ardeur religieuse de ses habitants est proverbiale, ainsi que l'âpreté des sectes nombreuses qui s'y disputent les âmes. Méthodistes, baptistes, indépendants, épiscopaliens, unitairiens, presbytériens, catholiques, etc., luttent de sermons, de pamphlets, de vociférations et d'austérités. Le dimanche, les congrégations sont en permanence, la moitié de la population vit à l'église : c'est pourquoi la ville est déserte. En revanche, quel sabbat dans les *temples !* Toute la journée j'ai entendu des hurlements, des exclamations, des cliquetis de voix, puis des chants, puis des cris incohérents, sortir du toit d'un édifice que mes fenêtres dominent. Qu'est-ce donc? Un combat de coqs, une boxe, un *meeting*, une salle d'armes? Le dimanche rendait toutes ces suppositions impossibles.

Enfin, à la faveur du silence du soir et d'une inspiration plus bruyante de l'orateur, le sens de ce vacarme a pénétré jusqu'à mes oreilles à travers mes fenêtres et mes volets fermés. Cet édifice est la salle de prières d'une congrégation pieuse, et cette voix aigre, gutturale, glapissante, semblable à celle d'un fou furieux, est celle d'un saint ministre ou de tout autre inspiré de l'esprit divin qui adresse avec « enthousiasme » une apostrophe suppliante au Seigneur. J'entends ce mot : *ô Lord*, revenir sur toutes les notes du glapissement pleurard ou du hurlement frénétique. Cet homme a sans doute les pieds

sur des charbons ardents. On entend aussi des frémissements, des murmures, des cris étouffés dans l'auditoire. Evidemment ce père de l'église est fort goûté de ses fidèles, et l'on se répétera demain combien la veille sa parole était *savoureuse*. Puis on chante un hymne sur toutes les notes fausses connues et possibles. Enfin une autre voix s'élève, une voix de femme cette fois, que les murs de l'édifice étouffent, mais que j'entends assez pour comprendre qu'elle imite avec succès les lamentations et les frénésies du prophète. Celui-ci ébranle encore une fois la voûte des cieux, et un hymne nouveau clôt la séance, qui s'achève en ce moment même. Anabaptistes, mormons ou trembleurs, je ne sais pas à quelle secte appartiennent ces possédés. Ce sont à coup sûr de grands insensés ou de grands imposteurs, peut-être l'un et l'autre à la fois, tant la nature humaine est complexe! Les Américains aiment les crises de nerfs : en religion comme en politique, le délire est pour eux la suprême éloquence. Vous rappelez-vous les prédicateurs napolitains de San-Gaëtano? Ils ont des poumons et une furie à faire tomber les murailles de Jéricho : leurs rages de dents sont pourtant à ces convulsions surhumaines comme une canzonette légère à quelque grand morceau de Verdi.

New-York, 22 novembre.

J'ai assisté hier en chemin de fer à une petite représentation de politique intime. Six ou huit soldats démocrates montèrent dans le wagon et mirent leurs langues à leur aise. Ces scènes grossières ne peuvent être rares dans un pays où l'observation des convenances est livrée,

comme celle des lois, à la bonne volonté individuelle. Je suis même étonné de rencontrer tant de soldats décents et paisibles, quand aucune discipline ne les force à se bien tenir, et qu'ils peuvent si aisément prendre le haut du pavé. Mes aimables compagnons se mirent donc à causer et à blasphémer politique, se damnant l'un l'autre à chaque parole, et damnant surtout les nègres, auteurs de la guerre civile. Un brave homme qui voyageait avec sa fille s'impatiente et s'approche d'eux poliment. « *Gentlemen*, je vous rappelle qu'il y a des règlements contre la grossièreté de langage. » Là-dessus, *tolle* général : ces *gentlemen* ne souffrent pas qu'on leur enseigne les bonnes manières, ni qu'on fasse avec eux l'aristocrate. « *He is a damned black republican* (1) ! — Dieu me damne si nous avons dit un damné mot qui puisse blesser l'oreille des dames ! — Es-tu ministre, *old man?* » et tout ce qu'un soldat peut vomir d'injures sans en avoir honte. Cependant, intimidés malgré eux, ils se levèrent au bout de quelques minutes et passèrent, tout en jurant, dans le *car* voisin. Un seul resta, un tout jeune homme, un peu ivre, qui se mit à attaquer successivement chacun de nous en répétant : « Je tue l'homme qui ne dira pas : Hurrah pour Mac-Clellan ! » Le premier qu'il entreprit était un vieux fermier en cheveux blancs, qui le remit à sa place avec bonté en se penchant vers moi pour maugréer contre « ces diables de soldats ». Je fus le second à soutenir l'attaque : notre homme s'assit brusquement près de moi, et, me mettant le poing sous le nez, me demanda si j'étais républicain ; mon silence obstiné le découragea. Il alla gesticuler plus loin, jusqu'à ce que le conducteur,

(1) *Black republican*, républicain nègre; c'est l'injure habituelle adressée par les démocrates aux abolitionistes.

d'une mine souriante et gracieuse, vint lui faire quelques remontrances. Personne n'osa le jeter dehors.

C'est que l'uniforme commence à être redouté en Amérique. Ici, dans l'État de New-York, les soldats se contentent de faire du bruit; mais ailleurs, dans le Tennessee, dans la Louisiane, en général dans tous les États où ils règnent du droit de la guerre, ils tuent, et ce sont des offenses vénielles. Le vice-président et gouverneur militaire du Tennessee, André Johnson, harangua dernièrement à Nashville un *meeting* de gens de couleur. « Deux personnes, raconte paisiblement le journal, y perdirent la vie. » L'un d'eux, un soldat, venait de crier assez sottement : *Hurrah for Mac-Clellan* ! Il fut aussitôt entouré et *shot*, comme le dit la langue anglaise avec son énergique concision. L'autre jeta des pierres aux orateurs, et la garde l'abattit à coup de fusil comme il essayait de s'enfuir. On ajoute qu'un mulâtre fut tué en manière de vengeance par les camarades du soldat qui avait crié *hurrah for Mac-Clellan* ! Cependant les orateurs continuaient leurs harangues. De tels actes, encouragés par l'impunité, ont une signification terrible. Ne se plaignait-on pas l'autre jour que le président eût fait grâce à un officier confédéré qui devait périr en rétaliation des crimes commis par les rebelles? La *justice*, disait-on, veut que ce prisonnier périsse. Étrange idée de la justice chez une nation chrétienne!

On parle aussi de l'arrestation arbitraire du lieutenant-gouverneur du Kentucky Jacobs, et de son bannissement au pays des rebelles. Je le crois depuis longtemps engagé dans une complicité coupable avec l'ennemi. Les démocrates se plaignent de ce châtiment sommaire qu'aucun jugement n'a prononcé, et que ne suffit pas à justifier la suspension extraordinaire du droit d'*habeas corpus* ;

ils y voient un attentat criminel à la constitution et aux libertés publiques. Ces mesures pourtant sont inévitables dans un pays où les lois laissent le gouvernement désarmé.

C'est là justement le défaut, quelques-uns disent l'avantage de la démocratie américaine. L'autorité du gouvernement y est pour ainsi dire élastique, et pourvu que l'opinion générale la soutienne, l'arbitraire peut s'y établir à la faveur même de la liberté. La loi n'a rien prévu. La licence et l'arbitraire se donnent la main contre elle et s'entr'aident à empiéter sur un domaine qu'elle ne sait pas défendre. L'imprévoyance, il faut le dire, est le vice naturel d'une législation de hasard, improvisée pour subvenir aux premiers besoins d'une société nouvelle, comme ces maisons de bois grossières qui servent d'abri provisoire aux pionniers. Il est aussi dans la nature du règne populaire d'imprimer à la législation une allure violente, capricieuse, une instabilité qui la discrédite. Enfin la diversité, les contradictions flagrantes des lois locales, le conflit perpétuel qui s'élève entre la loi de l'État et la loi de l'Union, rendent illusoire l'emploi de la répression légale, et impossible, aux époques troublées, l'usage de cet instrument compliqué. Tout se fait alors par exception. Ni principes, ni mesures générales, ni régularité dans l'emploi de la force : la société vit d'expédients, au jour le jour.

Est-ce là notre idéal ? Ne faisons-nous pas une confusion entre la théorie du gouvernement démocratique à l'américaine et la théorie dite constitutionnelle des gouvernements libres de l'Europe ? Celle-ci veut que les représentants de la nation gouvernent par l'entremise de la loi qu'ils ont faite, et dont l'autorité suprême fait plier un pouvoir exécutif qui n'est qu'un instrument. Que

voyons-nous ici? En face de ces corps électifs qui font les lois se dresse un autre pouvoir, non moins émané du suffrage populaire, non moins autorisé à s'en dire le représentant, dont les fonctions peuvent s'élever jusqu'à l'exercice de la dictature. La république française s'est donné un président élu directement par le peuple, et nous savons comment elle a péri. Malgré la fiction des deux degrés, le président des États-Unis est lui-même l'élu immédiat du suffrage populaire. Dans chacun des États, il y a un gouverneur directement élu par le peuple. La constitution des États-Unis donne bien au congrès le pouvoir de déposer le président; mais quand donc a-t-on usé de ce droit terrible? Ce n'est pas devant le congrès qu'il est responsable, mais devant le peuple, et au jour de l'élection seulement. Les ministres sont de purs agents, responsables envers lui seul, et qui ne peuvent être remplacés que par lui. Il y a même des États où le suffrage populaire les désigne en même temps et les investit du même prestige que le magistrat suprême. La démocratie veut avoir dans le pouvoir exécutif un serviteur immédiat, dépendant d'elle seule, un agent révolutionnaire qui puisse au besoin braver les lois. Ce serviteur peut devenir un maître, quand aux instincts de la démocratie ne se joint pas, comme en Amérique, l'usage ancien de la liberté.

CHAPITRE III

BOSTON, LES ÉCOLES, LE MONDE LETTRÉ

Situation politique; le général Grant; le capitaine Winslow. — Un bateau monstre; le jour d'actions de grâces. Embarras et discussions des rebelles. — L'Atlantic Club; un dîner littéraire; le paysage bostonien. — Promenade historique; l'arsenal, les bibliothèques, les écoles; M. Wendell Phillips. — La maison d'un poëte; M. Longfellow. — La guerre en Géorgie; complots sudistes; les incendies de New-York. — M. Winthrop; M. Ticknor; l'Athenæum; l'Université de Cambridge.

New-York, 23 novembre 1864.

Tout va bien depuis l'élection, et chaque jour voit s'évanouir de plus en plus la menace ridicule d'une insurrection démocratique. La bonne grâce des vaincus égale, au contraire, la modération des vainqueurs. Au fond, les démocrates honnêtes se félicitent de voir l'Union si chaudement soutenue par le peuple. Ceux qui se consolent moins vite ne respectent pas moins sa décision suprême : ils baissent le ton pour lui plaire et se bornent à donner au gouvernement des conseils pacifiques. Quelques-uns même (tant la force des choses a courbé leurs préjugés!) proposent des moyens pratiques de

trancher la question de l'esclavage par un système d'émancipation progressive. Je ne sais ce que fera M. Lincoln : le voilà bien à son apogée, à ce sommet où le soleil politique des hommes d'État américains ne remonte jamais quand il y a passé. Tout le monde déjà songe à l'élection de 1868, comme les écoliers dès le jour de la rentrée songent au jour lointain de la délivrance. On se demande quel sera le prochain président des États-Unis? Butler, Banks, Seward, Grant, Sherman? Spéculation purement gratuite, car on calcule sur un problème dont on n'a pas les données. Qui sait où en seront dans quatre ans les deux Amériques!

Le *Herald*, le journal nomade qui a fini par tourner à Lincoln et ranger Mac-Clellan dans la classe des morts irrévocables que ne ressuscitera même pas la trompette du jugement électoral, propose une solution imprévue et s'offre lui-même aux suffrages. Il suppose la guerre achevée ; lui seul, comme il le démontre dans un article burlesque, lui seul ou le général Grant peut apaiser les rivalités civiles. Son raisonnement équivaut à ceci : les soldats savent manier la force et font de bons présidents, les *lawyers* ne savent que criailler et susciter des disputes pour avoir le plaisir d'avocasser devant le tribunal de la nation ; mais un journal comme le mien sait danser sur la corde entre tous les partis, et de même qu'il pêche des abonnés partout, il saura pêcher les électeurs et gouverner le peuple.

Le général Grant, malgré tout ce qu'on raconte de sa modestie, de sa droiture, de son respect à l'autorité civile, prend déjà des façons de prince. Depuis longtemps, il fermait très-carrément la porte au nez des ministres qui voulaient jeter un coup d'œil indiscret dans son armée. Aujourd'hui il envoie au président un *satis-*

fecit et des félicitations sur le ton que prendrait l'empereur de Russie écrivant à son cher cousin d'Autriche. « Faites, dit-il au ministre de la guerre, faites mes compliments au président. » Ces airs protecteurs sont un peu singuliers chez un général d'armée devant le magistrat suprême qui lui donne et lui retire son commandement; mais la fortune du *tanneur de l'Illinois* est encore plus haut montée que celle du *rail-splitter* Lincoln. Il y a toujours eu un président des États-Unis; mais la charge de lieutenant général est vacante depuis la guerre de l'indépendance : Grant est le successeur immédiat de Washington. C'est une de ces fortunes immenses, comme la démocratie en élève pour les abaisser le lendemain.

L'Amérique en ce moment célèbre un de ces héros éphémères dont elle change toutes les semaines. Grant a un rival dans l'admiration publique, c'est le capitaine Winslow; le vainqueur de l'*Alabama* est littéralement porté en triomphe d'un bout à l'autre des États-Unis. Boston vient de le recevoir en prince. New-York le réclame, et l'esprit d'imitation de ces moutons de Panurge lui promet bien d'autres ovations. Des hommes graves comme M. Everett ne dédaignent pas de s'atteler au char du triomphateur. On dirait que le combat de l'*Alabama* et du *Kearsarge* est le grand fait d'armes du siècle. Le héros, enflé par cette gloire inattendue, s'en va de banquet en banquet, racontant ses hauts faits; à l'entendre, on croirait qu'à lui seul, sur son petit bâtiment, il a tenu en échec et en terreur les nations envieuses de l'Europe, qu'il a insulté la marine française, souffleté un amiral anglais, bravé lord Russell jusque dans la Tamise et fait briller le nom américain comme un glaive de feu aux yeux de l'Europe effrayée. Cependant il s'étonne un peu de sa gloire. « La défaite de l'*Alabama*, dit-il, n'est

que peu de chose dans mes services. Si je mérite tous ces témoignages d'honneur pour ce seul fait d'armes, j'en mérite bien plus encore pour les services que j'ai rendus sur le Mississipi et devant les ports du Sud. » Qui se les rappelle aujourd'hui? qui se rappellera l'année prochaine la glorieuse croisière du *Kearsarge?* Le public américain est vite rassasié de ses idoles. Les gens habiles ne se laissent jamais exploiter ainsi; ils préfèrent le métier de *cornac* à celui de bête curieuse et ne gonflent pas pour eux-mêmes ce dangereux ballon de la popularité qui monte si haut et si vite, mais précipite si tôt ceux qu'il élève.

Boston, 25 novembre.

Je suis venu par mer de New-York à Boston. Avant-hier, je descendais à la hâte l'immense rue de Broadway, maudissant les embarras de voitures qui m'arrêtaient à chaque pas. Je ne vous parle ni du prodigieux encombrement des quais, ni de la peine que j'ai eue pour arriver à bord, à travers l'enchevêtrement des chevaux et des charrettes, laissant ma voiture engagée dans la cohue, mon sac à la main, suivi d'un porteur chargé de ma malle, — ni de la foule entassée sur l'immense et magnifique bateau qui sert d'omnibus entre New-York et Boston. Il faut venir en Amérique pour concevoir un pareil mouvement. Le transit de Paris à Londres n'est pas comparable à celui qui se fait quotidiennement entre les deux *métropoles* rivales des États-Unis : trois chemins de fer, trois lignes de bateaux monstres qui engloutissent chacun 800 à 900 passagers, suffisent à peine à cette inondation. Il est vrai que c'était la veille du *thanksgiving day*, jour

de prière et d'actions de grâces décrété par le président, et que la moitié du peuple était sur les routes. Il est d'usage immémorial de passer en famille ce jour de fête patriotique. Comme en Angleterre le jour de Noël et chez nous le jour de l'an, on mange l'oie ou la dinde classique au foyer paternel. Nulle part cette coutume n'est plus religieusement observée que dans la Nouvelle-Angleterre, le pays des traditions et des vieux usages. Les églises sonnent les cloches des dimanches, les habitants ont revêtu leurs costumes graves; on va au prêche écouter un sermon politique, car, si les affaires humaines envahissent la chaire aux jours que la religion consacre, elles en sont maîtresses en ce jour de jubilé national. Dans chaque paroisse, dans chaque temple s'élève une tribune politique, où l'on discute ici la guerre, là l'esclavage, là-bas la constitution, mais où tout roule sur la grande question du jour. Les prédicateurs républicains s'inspirent de la proclamation du président; les démocrates prennent pour texte celle du gouverneur Seymour, qui s'unit aux prières publiques avec des paroles à double sens. On prie pour la confusion des méchants, pour le retour de la justice, pour le salut de la patrie, et chacun est libre d'entendre à sa façon la justice et le patriotisme. Cependant la vie et le mouvement continuent; on ne se croit pas obligé, comme le dimanche, de prendre un air de deuil. Les jardins publics, les rues populeuses offrent un spectacle à la fois tranquille et animé. C'est un vrai jour de fête, où l'on ose lever la tête et parler tout haut, où l'on se repose de l'activité affairée de la semaine sans s'imposer le recueillement sépulcral du septième jour.

Rien de nouveau d'ailleurs, et absence de journaux ce matin. Ce soir, le bruit court que les trois États de

Géorgie, d'Alabama et de Mississipi sont prêts à traiter pour la conservation de l'esclavage, menacé plus dangereusement aujourd'hui par Jefferson Davis que par Lincoln. Pris entre deux feux, les pauvres esclavagistes ne savent à quel diable se vouer. Si la nouvelle est vraie, c'en est fait de la rébellion.

Cette question de l'enrôlement des noirs met la confédération sens dessus dessous. Il y a dans le Sud un parti raisonnable qui recule devant les mesures héroïques; ce parti, accusé bien des fois de pencher vers la trahison, renouvelait récemment ses promesses de fidélité à une cause perdue, mais avec une arrière-pensée d'abandon. Son chef est, vous le savez, le gouverneur Brown, de la Géorgie, l'adversaire et presque l'ennemi personnel de Jefferson Davis, le même qu'on disait avoir engagé avec le général Sherman ces négociations que le bruit public l'a obligé à démentir. Bien qu'il tienne en face du Nord un langage haut et ferme, bien qu'il ait lui-même signé la résolution qui livre au président tout pouvoir sur les esclaves des États de Virginie, des Carolines, de Géorgie, d'Alabama et de Mississipi, on le sait secrètement opposé à une mesure qui serait sa propre ruine. A la question même de l'esclavage se mêle l'antagonisme ancien de la Géorgie et de sa rivale. A l'origine de la rébellion, quand les conventions de la Caroline du Sud et de la Géorgie prononcèrent les fameuses ordonnances de sécession, la Virginie hésitait encore à les suivre. Bientôt elle a pris la conduite de la guerre, et la Géorgie au contraire est retombée au second rang. Aussi, quand le président Davis a annoncé au congrès confédéré le projet inouï dans cette enceinte d'affranchir et d'armer les noirs, il s'est élevé entre les députés de la Virginie et ceux des *cotton states* des discussions violentes, qui semblaient présager

une scission prochaine. La Virginie, qui n'a plus rien à perdre, soutient avec ardeur cet expédient désespéré ; mais la Géorgie, l'Alabama, le Mississipi, riches encore de leurs troupeaux de nègres, riches surtout en espérance de la vente anticipée de leur coton, sont tentés fortement de demander abri à l'Union contre le radicalisme impitoyable de l'esclavagisme aux abois.

Pauvres sécessionistes ! ils ont suscité une guerre civile, armé un gouvernement pour défendre et propager l'esclavage, et voilà ce gouvernement qui les prend à la gorge et leur dit à son tour : Rends tes esclaves ! Ils se tournent alors vers l'ancien ennemi ; le gouvernement fédéral devient l'espoir des conservateurs de l'esclavage, la ressource dernière de ceux qui voudraient au moins le laisser mourir de sa belle mort. En attendant, on se dispute au congrès de Richmond, et les députés en viennent quelquefois, dit-on, aux *fisticuffs*. Les plus décidés dénoncent la mesure comme une confiscation ! le Sud se déshonorerait, disent-ils, en abaissant le drapeau de l'esclavage ; il renierait son dogme et sa foi. Enrôler le nègre en lui offrant la liberté, c'est reconnaître qu'il n'est pas impropre à la liberté et que l'esclavage n'est pas la plus haute condition sociale que le Créateur lui destine ; c'est abandonner, comme une imposture usée, le principe même de la société du Sud. Ajoutez enfin que ces champions de l'esclavage sont encore maîtres d'esclaves, que leurs adversaires ne le sont plus, et vous aurez le secret des nobles passions qui enflamment de part et d'autre leur zèle chevaleresque.

Le parti du gouvernement répond que ce n'est pas l'heure des scrupules de conscience ni des théories humanitaires, que la guerre a dévoré les blancs, qu'il faut lui donner à manger du nègre ou s'avouer vaincu. Les

Géorgiens ne se tiennent pas pour battus; ils répliquent que l'armée n'est pas épuisée, que les noirs ne peuvent être de bons soldats, qu'il faut résister aux artifices d'un gouvernement spoliateur. On leur cite l'exemple des armées du Nord. Alors ils se retranchent dans leur dernier et inexpugnable argument : « Vous avez dépeuplé les campagnes, il n'y reste plus que des nègres; c'est leur travail qui nous nourrit. Mettez-leur le fusil à la main au lieu de la pioche et de la faucille, et nous serons affamés demain. L'institution de l'esclavage a été jusqu'à présent la grande force du Sud; elle lui a permis de soutenir quatre ans une guerre qui occupait les bras de tous les citoyens. En la décapitant, vous vous coupez les vivres et vous tuez du même coup la résistance. » Mais que faire? Où trouver des ressources? Il faut des hommes sur le champ de bataille, il faut des hommes sur le *cornfield*. Lee n'a plus, au dire des Anglais eux-mêmes, qu'une ombre d'armée. Il faut opter entre la paix et la famine. Jefferson Davis assure qu'il suffit d'un effort vigoureux pour achever la guerre, et qu'on pourra ensuite à loisir réparer les pertes : c'est le langage officiel. Tout en affichant cette assurance, les confédérés ont la terreur et le désespoir dans l'âme. Ils se voient, après la campagne prochaine, si même ils trouvent dans l'émancipation la force éphémère d'y résister, livrés par la famine à la discrétion du Nord, réduits à mendier au Nord l'aumône d'un peu de pain. Alors, et alors seulement, la clémence, la modération, le pardon fraternel, trouveront leur place. Jusque-là, devant ces hommes obstinés à leur propre ruine, le mot de paix me semble une duperie.

28 novembre.

Je vous ai déjà montré la ville de Boston ; il me reste à vous montrer les hommes. Chacun ici m'accueille à bras ouverts. Dîners, soirées, invitations pleuvent déjà sur moi, sans compter un flot de visites, car c'est la coutume hospitalière du pays d'aller chercher l'étranger chez lui et de prévenir sa politesse.

Pour mon début, j'ai dîné hier à l'*Atlantic club* avec la fleur de la société littéraire et politique de Boston. Il y avait là bon nombre de réputations transatlantiques : le fameux naturaliste Agassiz, le philosophe et poëte Emerson, M. Sumner, qui m'y avait amené, le sénateur Wilson du Massachusetts, M. Richard Dana, jurisconsulte et écrivain distingué, M. Wendell Holmes, poëte renommé, auteur d'une ode presque nationale, et beaucoup d'autres plus ou moins célèbres. J'ai dîné entre M. Emerson et M. Agassiz : ce dernier, massif, robuste, avec de grosses mains, une grosse voix, mais un tour d'esprit simple et solide qui rend agréable une élocution un peu lourde et un peu lente ; c'est un homme qui frappe par un air singulier de puissance intellectuelle ; — l'autre, mince, maigre, figure souriante et satirique, un peu poëte, très-philosophe, très-homme d'originalité et d'*humour*, une sorte d'Ampère plus abstrait, plus profond et moins brillant. En face était assis le sénateur Wilson, homme de grand mérite, sorti, à ce qu'il paraît, des rangs du peuple, et qui a gardé dans son langage un je ne sais quoi de rustique, — bon, modeste, figure qui respire l'honnêteté, timide enfin, comme j'imagine que devait l'être Ballanche ou tout

autre de ces hommes naturellement supérieurs qui ont eu peine à trouver leur niveau. L'*Atlantic club* est une petite académie fermée aux profanes, où l'on n'est admis qu'au double titre du mérite littéraire et de l'amitié. Il y règne, avec un air de distinction extrême, un ton de cordialité simple et de douce camaraderie. On y est à cent lieues du tumulte mercantile de New-York...

Je suis allé passer mon dimanche à la campagne, dans un de ces villages du Massachusetts où l'on ne rencontre pas un seul paysan. Rien de plus propre, de plus paisible, de plus champêtre que ces grosses bourgades de la banlieue qu'on pourrait presque appeler des villes. L'aisance qui y règne fait plaisir à voir. Cependant le sol est pauvre, et se compose de collines granitiques inégales, couvertes de pins maigres et de genévriers grisonnants. Entre ces petites éminences, il y a des prairies entourées de murailles en pierres sèches et de petits chalets servant d'étables. Partout la pierre nue perce la terre osseuse. Dans le lointain, la mer s'étend en longues bandes argentées parmi de brumeux promontoires, et se contourne en mille replis, formant comme un archipel d'îles et de lacs intérieurs. La rade de Boston, sa presqu'île, ses navires, ferment si bien la vue, qu'on ne croit pas être au bord de l'Océan. Ce paysage a une grâce maigre et fluette, avec une grande douceur et une tranquille mélancolie. Il rappelle par le contraste ces grasses vallées de l'Ouest avec leurs fleuves limoneux et féconds, leurs bords enrichis des dépouilles de mille générations végétales, leurs dômes de feuillages obscurs élevés sur les hautes colonnes des forêts. Quelle différence entre ces deux natures! Et cependant la richesse est partout sur ces côtes malingres, et les exubérantes forêts de l'Indiana n'abritent que de pauvres cabanes de troncs

d'arbres cimentés avec la boue des rivières. Quel magicien est-ce donc que l'homme, qui crée tant avec si peu!

29 novembre.

J'ai fait deux connaissances nouvelles : celle de M. Wendell Phillips, le célèbre orateur abolitioniste, et celle de M. Quincy, petit-fils d'un homme célèbre dans l'histoire d'Amérique, lui-même un des chefs du parti de l'abolition. Tous deux ont voulu me faire les honneurs de leur ville natale. M. Quincy, homme distingué, d'une expression fine, un peu dédaigneuse, causeur agréable, est connu à Boston pour sa *scholarship* et sa science des antiquités. Il m'a montré tous les petits souvenirs historiques de la colonie, depuis l'habit que portait Franklin lorsqu'il signa l'alliance française et les épaulettes de Washington, jusqu'à l'emplacement de la vieille maison, aujourd'hui détruite, où naquit Franklin, jusqu'au champ de bataille de Bunker-Hill et à l'obélisque de granit élevé à la place où le célèbre Warren a péri. Je ne vous parle que pour mémoire des canons de l'arsenal, des *monitors*, des batteries flottantes, des *blockade-runners* en acier pris aux confédérés, et des gros vaisseaux de ligne abandonnés qu'on laisse périr sur les chantiers comme inutiles. Les navires nouveaux qui les remplacent ont des formes tout à fait singulières et très-disgracieuses, les uns dépassant à peine de quelques pouces le niveau de flottaison, les autres longs et effilés, presque sans mâture, renflés au milieu et aplatis sous l'eau. Autant les anciens vaisseaux étaient pittoresques, spacieux et agréables, autant ces casemates blindées sont hideuses et semblables à des prisons. Ce qui est remar-

quable à l'arsenal, c'est l'ouvrier lui-même. Quand on voit passer ces trois cents hommes qui retournent au travail après leur dîner, tous graves et bien vêtus, quelques-uns tout à fait bourgeois, on ne peut se figurer que ce soient là des manœuvres. L'ouvrier de nos villes, dont nous vantons l'intelligence et l'éducation tout en déplorant ses vices, n'est qu'un pauvre diable auprès de ces messieurs. Ce que nous appelons le *peuple*, c'est-à-dire une classe ignorante et sans avenir, n'existe pas au Massachusetts, et le secret de ce prodige, la baguette de fée qui élève tout le peuple au rang des classes moyennes, c'est l'éducation.

Voulez-vous vous en convaincre? venez voir les trois dégrés d'écoles où la ville de Boston instruit gratuitement tous ses enfants, les conduisant de l'instruction élémentaire, s'ils veulent la poursuivre, à l'étude de l'histoire, de la littérature, des langues mortes et vivantes, — latin, français, espagnol, — des sciences mathématiques, physiques, chimiques, naturelles, — les menant en vérité aussi loin qu'il leur plaît d'aller, jusqu'au grec et jusqu'à l'astronomie. Venez voir ces grandes bibliothèques ouvertes à tous venants, fondations pour la plupart individuelles, où tout habitant a le droit d'emprunter des livres sur la seule garantie de sa signature, et dont la principale fait circuler deux cent mille volumes par an dans la seule ville de Boston. Vous croyez peut-être que cette libre circulation des livres donne lieu à des soustractions continuelles? Eh bien! les bibliothécaires me disent qu'il arrive très-rarement qu'un livre ne soit pas rendu. Rien de plus décent d'ailleurs et de mieux fait pour inspirer confiance que la physionomie des lecteurs. Je les regardais passer presque avec respect, tant il était nouveau pour moi de voir des hommes du commun lire et

étudier non-seulement les romans de Wilkie Collins ou d'Alexandre Dumas, mais de gros bouquins qui auraient effrayé ma patience. Le même esprit studieux, sage, honnête, s'observe dans les écoles où M. Phillips me conduisit ce matin. Je n'y ai pas aperçu la moindre trace de punition. Quand les maîtres s'absentent, ils laissent les enfants seuls, avec une tâche préparée, et s'en vont en fermant à clef la porte de leur classe : pas un enfant ne bouge de son siége et de sa petite table. A l'heure de la leçon orale, ils sont si attentifs, si dociles, si désireux de s'instruire, qu'on en est émerveillé. Il y a vraiment chez ce peuple un fonds de gravité et d'honnêteté sérieuse qui vaut bien la légèreté spirituelle dont nous aimons trop à nous vanter.

Les écoles de Boston sont placées sous la direction d'un comité immédiatement élu par le peuple, mais présidé par le maire et après lui par le président du *conseil de la commune*, qui en sont membres de droit. Chaque *ward* ou quartier nomme six députés et en renouvelle un tiers chaque année. Ce comité a le gouvernement absolu de tout ce qui se rapporte aux écoles municipales, fondation des maisons d'école, séparation des classes, choix et traitements des professeurs, rédaction des programmes de l'enseignement. Un *surintendant* qu'il nomme chaque année remplit les fonctions d'inspecteur et d'agent exécutif de la petite assemblée. Le comité se subdivise en commissions électives, chargées des branches spéciales de l'enseignement; elles font chaque année leurs rapports détaillés au comité central, qui lui-même publie à son tour un rapport général adressé au peuple. Il y a trois ordres d'écoles superposées suivant les degrés de l'enseignement, et les élèves subissent des examens pour passer d'un dégré à l'autre. Dans les écoles *primaires*,

qui sont au nombre de deux cent cinquante environ, on apprend à lire, à écrire, à calculer. Dans les écoles de *grammaire*, on apprend la grammaire, la géographie, la tenue des livres, les sciences élémentaires et l'histoire des États-Unis; enfin, dans les écoles supérieures ou *high schools*, les langues vivantes, le dessin, les hautes mathématiques, l'histoire et la littérature générales. Il y a encore une classe d'humanités, *latin school*, toujours gratuite, où les enfants des *gentlemen* de la ville se préparent souvent aux études universitaires à côté des fils d'ouvriers. Quant à l'école normale supérieure des filles (*high and normal school*), elles y entrent par ordre de mérite, et en sortent avec des diplômes de capacité pour l'enseignement; elles y apprennent le français, le latin, le dessin, la musique et les sciences, tout ce qu'il faut pour professer : c'est la pépinière où se forment chaque année les institutrices dont on a besoin.

J'ai vu à l'école supérieure de grandes jeunes filles vêtues en demoiselles prendre une leçon de français que leur donnait le professeur de l'école, — un pauvre réfugié politique. C'étaient les filles des artisans et des petits boutiquiers de la ville. La plupart sont plus savantes que beaucoup de nos jeunes filles riches, l'éducation des femmes n'étant pas moins solide ici que celle des hommes. Elles ressemblent d'ailleurs pour les manières, pour la tournure, pour le langage même, à de véritables dames, et l'on raconte plaisamment que la fondation de cette école fut combattue, dans le conseil de ville, par tous les pères, qui craignaient de voir leurs fils se choisir là des femmes. J'ai vu à l'école des garçons des jeunes gens de quinze ans résoudre des problèmes trigonométriques, ou expliquer couramment du Virgile. Peut-on s'étonner qu'après cela ils gardent toute leur vie cet immense intérêt qu'on re-

marque ici dans toutes les classes pour les choses littéraires ou scientifiques, que le soir, pour se reposer de leurs affaires, des boutiquiers aillent entendre M. Agassiz parler sur les glaciers, ou M. Emerson faire, avec beaucoup d'esprit sans doute, et même quelque profondeur, mais sur un ton monotone et hésitant, une *lecture* sur l'éternel sujet de l'éducation? J'étais au nombre de ses auditeurs, et je dois avouer que j'ai trouvé la séance un peu longue. Le public pourtant semblait charmé, et se pressa après le discours autour du *lecturer* en manière de félicitation muette. Les femmes étaient venues en grande foule à ce spectacle, qui n'avait rien de frivole. C'est qu'elles ont ici un rôle bien supérieur à celui que nous leur attribuons. L'enseignement est leur domaine, les travaux de cabinet leur sont réservés. Sur six cents maîtres environ qu'emploient les écoles de la ville, il y a plus de cinq cents femmes. Dans les bibliothèques publiques, sauf les chefs, qui ont barbe au menton, le service est fait par des jeunes filles. Dans les administrations publiques, au greffe du palais de justice, aux archives générales, elles sont employées comme expéditionnaires et copistes. Rien de plus étrange pour un Européen que de voir ces petites figures souriantes dans ces lieux austères. A la porte du cabinet de l'*attorney* de district attaché à la cour fédérale qui siége à Boston, j'ai trouvé assise à un bureau, non pas un huissier, non pas un commis, mais une toute jeune fille qui m'a introduit dans le cabinet du magistrat. Franchement ces choses ne seraient pas possibles chez nous, elles nous paraîtraient scandaleuses, à tout le moins elles nous prêteraient à rire. Tant pis pour nous : personne ici n'y entend malice.

Mais revenons aux écoles publiques. La ville de Boston en est justement fière, et il n'y a, dit-on, que celles

de Philadelphie qui puissent soutenir la comparaison. La ville y dépense chaque année 800,000 dollars; la moyenne des frais par an et par tête d'élève n'était, il y a dix ans, que de 12 dollars environ : elle est à présent de 15 dollars et 76 cents. Cette grande institution n'est d'ailleurs pas la seule que la ville ait fondée; il faut y ajouter toutes ces écoles spéciales, qui sont en même temps des établissements de bienfaisance,— écoles de *réforme*, maisons de correction pour les enfants insubordonnés ou vagabonds, asiles d'aveugles et de sourds-muets, enfin prisons où les filles perdues sont moralisées et instruites. Quand on voit ces résultats, on comprend la puissance de l'initiative locale et le bienfait de la liberté.

Il y a longtemps que les Américains ont résolu les problèmes que nous agitons encore en Europe. La gratuité de l'instruction, cette nouveauté révolutionnaire, cet épouvantail de tant d'esprits timides, existe ici depuis deux siècles. Dès l'origine de la colonie, les puritains ordonnaient, sous peine d'amende, l'établissement d'une école dans chaque *township* ou commune : c'est de là qu'est sorti tout ce vaste et admirable système d'éducation populaire. Je me trompe : ce n'est pas système qu'il faut dire, car les États-Unis n'ont pas de loi systématique et uniforme sur l'organisation de l'instruction publique. Chaque localité a ses lois particulières, chaque institution ses règlements privés. Il y a des écoles de toute espèce; les unes dépendent du gouvernement de l'État, les autres de l'administration municipale, d'autres enfin sont des fondations individuelles : il n'y a de général que l'esprit qui les dirige toutes. La même instruction ne peut être donnée partout : les grandes villes ont seules établi ces *high schools* qui donnent, pour ainsi dire, un enseigne-

ment de luxe. Parfois, dans les petites localités, des particuliers généreux établissent des *académies* pour y suppléer. Les finances de l'État contribuent souvent à ces fondations : ainsi l'État de Massachusetts distribue annuellement 10 millions de dollars, moitié aux écoles, moitié aux institutions charitables, médicales ou morales. Son rôle est d'encourager, de stimuler, de soutenir, et non pas de régenter lui-même.

Les Américains disent avec raison que leur système d'instruction publique est la clef de voûte de leurs institutions républicaines. Ils ne s'imaginent pas que le peuple perde en obéissance et en sagesse ce qu'il gagne en indépendance et en savoir. Ils pensent, au contraire, qu'il serait insensé de jeter le pouvoir politique aux mains d'une multitude ignorante, et qu'on ne saurait trop s'appliquer dans une démocratie à former des citoyens. Nous pouvons faire de belles théories sur les limites raisonnables de l'éducation populaire et sur la dose infinitésimale de science qui suffit à un ouvrier; nous pouvons dire qu'une goutte de plus l'empoisonnerait en lui inspirant une ambition démesurée, qu'il dédaignerait son humble condition, son travail manuel, et se laisserait orgueilleusement mourir de faim. Nous pouvons aussi repousser l'instruction gratuite comme contraire aux principes de l'économie politique égoïste, de celle qui dit : « donnant, donnant, » et fait consister la vie sociale dans un échange intéressé de services rigoureusement égaux. J'admets la rigueur abstraite de cette doctrine, et je consens à voir dans le droit de l'éducation gratuite une charge imposée par le pauvre au riche, un véritable impôt divitiaire. Je veux même appeler cela du nom redoutable dont on fait un épouvantail, de ce terrible nom de socialisme qui suffit chez nous pour discréditer les

réformes les plus utiles. Qu'est-ce à dire? Faut-il regarder en politique aux doctrines ou bien aux résultats? Que m'importe un calcul abstrait d'idées, quand le bien-être général, quand la moralité, quand la liberté de tout un peuple sont au prix de ce sacrifice d'un syllogisme ou d'une équation? Il ne s'agit pas ici de systèmes forgés par des rêveurs, aux quels on réponde par l'irrésistible argument de l'impossibilité pratique : c'est au contraire sur la pratique, sur une expérience déjà féconde, que les Américains s'appuient pour nous dire que l'éducation gratuite est non pas seulement un bienfait pour le peuple, mais encore une nécessité première de toute vraie démocratie.

Je suis humilié quand je songe à la misère intellectuelle de mon pays. Je ne m'étonne plus alors de notre étrange manière de pratiquer le suffrage universel. De deux choses l'une : ou bien limitez les droits politiques aux classes riches et éclairées, ce qui est impossible aujourd'hui, ou bien prenez bravement votre parti de l'égalité, et donnez une éducation royale au souverain nouveau de la société. On a dit souvent que les classes moyennes étaient la France, et cela pouvait se dire tant qu'elles participaient seules au gouvernement du pays; mais, puisque l'écluse est ouverte à la souveraineté populaire, les classes moyennes, pour ne pas tomber au niveau du peuple, n'ont plus qu'à élever le peuple à leur niveau. On demande quel emploi des ouvriers feront de la science : ils s'occuperont des affaires de leur pays; comment ils se résigneront à leur condition : elle ne leur paraîtra plus si humble quand l'éducation l'aura relevée, et que l'esprit d'un charpentier sera l'égal de celui d'un *bourgeois*. Assurément l'éducation devient inutile, dangereuse même, si vous retranchez les droits politiques,

ou si vous en voulez faire une comédie; mais elle est indispensable pour que la démocratie ne s'égare pas dans le désordre, ou ne s'endorme pas dans l'arbitraire.

Je ne me dissimule pas les obstacles qui s'opposent chez nous à ces réformes : d'abord notre centralisation, machine trop lourde et trop compliquée pour être active, — ensuite la charge immense qu'une telle œuvre imposerait à l'État, — enfin la nécessité d'ajouter le devoir au droit et l'obligation à la gratuité. Quant aux communes, ce n'est pas au sortir de la tutelle administrative qu'on peut leur demander de grands efforts. Ce sont des éponges qu'une main toute-puissante presse et remplit tour à tour. Elles ont besoin d'être émancipées, et cependant elles ont besoin de guides. Nous tournons, je le sais bien, dans un cercle vicieux, car il nous manque l'impulsion morale du progrès. Les Irlandais émigrés, qui arrivent à Boston dans la rudesse inculte de leur pays natal, sont tous pressés d'envoyer leurs enfants à l'école : ils suivent le courant qui les entraîne, ils sont bien forcés de se mettre au commun niveau. Pour nous, il faut que la loi nous y contraigne.

Les procédés du despotisme sont, je l'avoue, bien plus commodes : un petit nombre d'hommes éclairés suffisent à gouverner le troupeau populaire, à l'aide de quelques chiens de garde qui obéissent sans savoir ce qu'ils font; mais dans une démocratie le troupeau doit se conduire lui-même et conduire aussi le berger. Les fondateurs de la colonie le comprirent il y a deux siècles, quand ils posèrent en principe la publicité et la gratuité de l'instruction. Le jour où chez nous toute ville de deux cent mille âmes trouvera, comme celle de Boston, quatre millions par an à mettre à ses écoles, nous aurons réalisé à la fois

le plus grand progrès politique et le plus grand bienfait moral.

En finissant ma visite aux écoles, je veux vous montrer un peu mon aimable et excellent cicérone, M. Wendell Phillips. La première chose qui frappe en lui, c'est la douceur et la bonté : on a peine à se figurer que cet homme si simple, si affable, soit le fougueux orateur et homme de parti que tout le monde s'accorde à placer au premier rang de l'éloquence américaine. C'est un grand homme au nez cassé, au menton en avant, au front découvert, aux cheveux roux qui grisonnent, à l'œil brun pâle et plein de tranquillité souriante. Il porte toujours un grand chapeau gris à larges bords, qui lui donne l'air d'un vieux botaniste. On le dit possesseur d'une grande fortune qu'il consacre tout entière à la cause de l'abolition. On se demande, en le voyant, où est cachée l'énergie dont il a fait preuve en mainte rencontre périlleuse et la passion convaincue qui le désigne à la haine des esclavagistes.

Voilà les hommes que je vois à Boston, aussi simples qu'ils sont supérieurs. Promenez-vous dans les bibliothèques, dans les musées, vous trouverez partout ce type du lettré vêtu de noir, d'une physionomie ouverte et douce, courtois de manières, et plein de ce calme aimable que donnent les études élevées. Une pépinière de pareils hommes peut être le salut d'un peuple. Quand je me souviens qu'il y a peu d'années ils étaient injuriés, outragés, frappés même, que s'enrôler dans cette phalange de l'abolitionisme et de la réforme unitaire, c'était se condamner à une proscription certaine de l'opinion publique, — qu'ils ont persévéré cependant, et qu'aujourd'hui ils sont les maîtres, — je prends confiance dans l'avenir de l'Amérique. Il n'y a pas longtemps qu'à Boston, dans ce foyer de l'abolitionisme égalitaire, M. Phillips était menacé

jusque dans sa maison par la populace; ses amis y venaient armés pour le défendre. Une fois, parlant dans l'Ouest à un *meeting* de démocrates, il resta pendant une heure exposé à une grêle de pierres, d'œufs et de pommes, qui pleuvaient de tous les côtés de la salle : il parla pourtant avec un sang-froid intrépide, jusqu'au moment où le président du *meeting* vint le prier de se retirer pour ne pas exaspérer la foule. Quand j'allai le voir dans sa petite et modeste maison, il me montra une image de marbre aux traits nobles et mâles, et pleine d'une surprenante grandeur : c'était le buste de ce rude fermier du Connecticut, cet héroïque John Brown, missionnaire armé de la liberté humaine, qui déclara à lui tout seul la guerre à l'esclavage, et qui expia sur le gibet son glorieux apostolat. Je vis aussi la pique grossière avec laquelle ce guerrier des temps bibliques combattait, à la tête d'une bande à peine armée d'esclaves fugitifs, dans ces montagnes de la Virginie où venaient les traquer leurs persécuteurs. Le sang de John Brown a été fécond comme celui de tous les martyrs. Sa grande figure est déjà pour l'Amérique un souvenir légendaire : quand les régiments noirs vont à la bataille, c'est au chant de l'hymne guerrier du « vieux John Brown ».

30 novembre.

Je suis allé hier chez le poëte Longfellow, dont vous devez connaître au moins le nom. M. Longfellow demeure à Cambridge, un des faubourgs champêtres de Boston, dans une grande maison de bois, tout unie, qui a pourtant un je ne sais quoi d'antique et de solennel. Les grands toits en mansardes, les paratonnerres historiés,

les lourds pilastres de la façade, les restes de charmilles et de quinconces taillés qui l'environnent, enfin le style rigide de son parterre à la française, tout la distingue des maisonnettes d'opéra qui bordent l'avenue et lui donne, comme on dit en architecture, une époque. Cette maison est, en vérité, une sorte de monument historique, ayant servi de quartier général à Washington durant la guerre de l'indépendance. La première fois que j'y pénétrai, il y a deux mois, j'y étais conduit par M. Sumner. Nous ne perdîmes pas notre temps à faire retentir le marteau de fer sur la porte de chêne; nous entrâmes, nous parcourûmes les appartements vides, nous déposâmes nos cartes dans un salon simple et de bon goût, puis nous repartîmes comme des voleurs, sans avoir vu ni domestique, ni chien, ni maître. Cependant ces livres, ces tableaux, ces objets d'art, l'air aimable et studieux de cette bibliothèque ornée de fleurs, le goût qui semblait avoir présidé à tous ces arrangements modestes, — puis ce choix d'une existence retirée à la campagne, dans le voisinage pourtant de la société lettrée de Boston, cette tranquillité du foyer domestique, cette porte ouverte et hospitalière que nous poussions sans cérémonie pour pénétrer jusqu'au sanctuaire de la famille, tout me prévenait en faveur des habitants inconnus de cette maison.

J'y retournais hier, conduit par un proche parent du poëte. Depuis trois ans, M. Longfellow, dont une grande, une irréparable douleur a attristé la vie, n'est guère sorti de sa maison et n'a plus voulu voir qu'un petit nombre de vieux amis. Ceux-ci me disaient : « Vous verrez comme il est bon, aimable, gracieux ! » Quelques-uns même ajoutaient : « C'est un ange ! » Et assurément, si jamais la bonté et la beauté morales se sont peintes en traits visibles sur une figure humaine,

elles résident dans le visage noble et doux, dans le regard franc et gracieux de l'homme qui s'est levé pour me tendre la main. Ce n'est plus sans doute l'élégant poëte dont j'ai vu le portrait chez les marchands d'estampes. Il a terriblement vieilli et changé depuis trois ans. Ses longs cheveux gris, sa grande et épaisse barbe grise lui donnent à présent l'air du vieil Homère, son sourire fin reste noyé d'une tristesse indicible; mais sur son grave et mâle visage règne encore une sorte de charme féminin. Quelle différence d'ailleurs entre ce père de famille tranquille qui veille à l'éducation de ses enfants et à la clef de sa cave et nos poëtes fiers-à-bras toujours élevés sur le prétentieux piédestal de leur immense fatuité! Cela seul me prévient en sa faveur, autant que me dégoûtent d'avance de certains génies le charlatanisme théâtral et l'orgueilleuse bassesse qui les accompagne.

Je ne connais pas encore beaucoup ses ouvrages; mais à côté de choses peut-être un peu tièdes et de courte haleine, j'en ai trouvé, en les feuilletant, de charmantes et toujours marquées à ce coin de discrétion et de délicatesse exquises dont toute sa manière a l'empreinte. Il excelle surtout dans le choix des mots et des images, dans la fraîcheur et la pureté matinale du coloris. La forme, toujours riche et parée, a cependant cette allure naïve et pour ainsi dire homérique, qui est la marque du vrai poëte. Il trouve à chaque pas des comparaisons délicieuses, presque enfantines, mais pleines d'une simple et sereine grandeur. Quoi de plus beau, par exemple, que ce tableau sobre et rapide de « la bénédiction qui tombe des mains du prêtre comme la semence tombe des mains du semeur? » Quoi de plus ravissant que ces deux vers : « Ces discours tombèrent sur le cœur d'Évangéline comme

en hiver la neige tombe dans un nid désert d'où les oiseaux se sont envolés? » Tout son poëme d'*Évangéline*, essai peut-être risqué d'un système de versification malheureux, n'en est pas moins un bijou comparable à l'*Hermann et Dorothée* de Gœthe. Dans *Hiawatha*, son inspiration, d'ordinaire mélancolique et tendre, s'élève sans effort à la grandeur épique. Dans *la Légende Dorée*, il s'est inspiré du symbolisme philosophique de la poésie allemande. Ses odes enfin volent de bouche en bouche, et disputent au larmoyant Tennyson les intimes faveurs des lectrices anglaises. J'ai vu des Américains qui reprochent à sa muse trop de rêverie sentimentale, et préfèrent au tendre Longfellow le lyrique et fougueux Bryant. Génie de seconde ligne, je le veux bien, demi-dieu des régions fleuries de l'Olympe poétique, inférieur peut-être aux grands dieux qui trônent sur les sommets parmi les nuées et les tempêtes, mais homme excellent et plein de charme. Sa conversation est simple, sans bruit, sans apprêts, revenant de préférence aux sujets littéraires, mais toujours prête à toucher à tout. Il interroge plus qu'il ne tranche, et paraît prendre au mouvement intellectuel de l'Europe, à celui de Paris surtout, un intérêt admiratif et passionné. C'est le sentiment que je rencontre chez la plupart des Américains distingués qui ont goûté de l'Europe. Ceux-là ne nous dédaignent pas, n'ont pas pour eux-mêmes cette naïve et arrogante adoration dont je me plains quelquefois : bien au contraire, ils ont pour l'Européen, pour ses idées, pour ses manières, pour ses traditions, un culte respectueux et exagéré. Ils regardent Paris surtout comme le foyer de toute intelligence, l'école de toute délicatesse, le séjour d'un monde cultivé et supérieur que les peuples parvenus doivent prendre pour modèle. Hélas! nous ne sommes plus trop dignes de cette espèce de fascination

que nous exerçons encore sur tout ce qui pense et qui écrit...

On annonce aujourd'hui une victoire du général Thomas dans le Tennessee : hier c'était une défaite partielle de Sherman, puis des mesures violentes prises en Géorgie par le gouverneur Brown pour l'enrôlement forcé. Le gouverneur répond à l'invasion par une vraie proclamation de salut public : il appelle aux armes sans exception tous les hommes de quinze à soixante ans; ceux qui ont des motifs d'excuse en perdent le bénéfice, s'ils ne les déclarent pas sur-le-champ ; quiconque essaiera d'échapper au service sera envoyé immédiatement *to the front;* si un chemin de fer refuse de transporter un soldat, ses directeurs seront saisis et expédiés à l'armée. Cependant le ***World***, peu suspect de calomnier les rebelles, fait un tableau détaillé et lamentable des souffrances hideuses, de la vie de pourceaux dans un cloaque, des cruautés gratuites qu'ils infligent à leurs prisonniers. Enfin les bons patriotes qu'afflige l'élection du président Lincoln ont essayé de s'en consoler en brûlant les grandes villes de l'Union. Le ministre de la guerre apprit l'autre jour par ses espions qu'il se tramait un complot incendiaire contre New-York, Washington et Baltimore; le jour même, le feu était mis à tous les hôtels, à tous les monuments publics et à plusieurs vaisseaux du port de New-York. La veille, une bande de rebelles déguisés s'étaient répandus dans la ville, portant des sacs de nuit (*carpet bags*) pleins de phosphore, de pétrole et d'autres matières inflammables. On en saisit quelques-uns, les autres s'échappèrent, et la ville en fut quitte pour une vive alerte. Seuls, le ***World*** et le ***Daily-News***, journaux du parti *copperhead*, essaient de tourner la chose en ridicule et d'y voir un tour grossier des abolitionistes; mais

on sait bien à quoi s'en tenir, et je vous laisse à penser l'indignation qui s'amasse contre un ennemi qui ne rougit pas d'employer de tels moyens.

2 décembre.

Je fus invité à dîner avant-hier chez M. Loring, avocat et jurisconsulte distingué, homme excellent, respectable et respecté de tous, Américain de la vieille roche, qui vide son premier verre de vin à la santé du président des États-Unis, et raconte des histoires du temps mythologique et héroïque de la frégate *la Constitution*, dont la proue, élevée sur une colonne, décore aujourd'hui l'arsenal. Je fus ensuite présenté par M. Quincy à une soirée hebdomadaire donnée à un certain nombre d'hommes distingués de la ville par le *chief-justice* Bigelow. J'y ai vu le chef du parti démocratique de Boston, M. Winthrop, ancien *speaker* de la chambre des représentants, qui porte avec honneur le nom d'une des plus anciennes familles de la colonie. C'est un homme lettré, bienveillant, de manières douces et faciles, dont ses ennemis eux-mêmes reconnaissent le caractère loyal et généreux. Le lendemain, j'allai le voir dans sa maison, pleine de souvenirs de famille, tant de l'époque de la vieille colonie puritaine dont ses ancêtres ont été gouverneurs que du temps plus reculé encore où ils n'avaient pas quitté l'Angleterre. Il me les montra non sans fierté, puis me conduisit à l'Athenæum, dans une galerie de tableaux qui ne m'a nullement fait mépriser l'art américain. Quelques vieilles œuvres anglaises ou italiennes, quelques toiles françaises, un robuste Spagnoletto, un pâle Ary Scheffer, un superbe Rembrandt, lui donnent, pour ainsi dire, le

ton et le style. Boston, sans le paraître, est riche en objets d'art : si elle n'a pas de grand musée, il n'y a guère de maison riche où l'on n'aime à s'entourer de belles choses. Ceux qui n'ont point de chefs-d'œuvre ont des croûtes ; mais ils les révèrent avec un culte qui montre l'estime qu'ils font de ces choses. Parmi leurs peintres indigènes, ils comptent un certain Stewart, portraituriste brillant et coloré du dernier siècle, et un certain Copley, sérieux, correct, un peu maigre, mais assez puissant organisateur de scènes et de costumes, qui appartiennent légitimement à cette bonne et solide lignée de l'école anglaise qui n'a laissé aucun descendant dans la foule des vernisseurs qu'on admire aujourd'hui à Londres.

Enfin M. Winthrop m'a présenté à M. Ticknor, une des gloires de Boston, gloire littéraire plus que politique. Tout chez lui rappelle ces intérieurs de maisons anglaises, spacieux, confortables, arrangés avec un luxe simple et sévère. Lui-même est un vieillard encore vigoureux, soigné dans sa mise, teignant sa barbe à la mode anglaise, et semblable trait pour trait à un homme politique anglais : figure intéressante et extrêmement distinguée, quoique peut-être moins sympathique que celle de M. Winthrop. Ils appartiennent l'un et l'autre, M. Ticknor surtout, au parti qu'on appelle ici *copperhead*. Partisans de l'esclavage dans le pays de l'abolition, un peu aristocrates l'un et l'autre dans le pays le plus égalitaire qu'il y ait au monde, prédisant, lorsqu'ils s'abandonnent, la ruine des institutions libérales et le démembrement de la république, ce sont des noyés politiques mal résignés à leur sort. M. Ticknor surtout, avec une obstination d'ailleurs bien permise à ses soixante-treize ans, a résisté toujours au mouvement qui régénère aujourd'hui l'Amérique. Je vois en lui l'homme du passé, que rien

n'a pu plier ni adoucir, et qui, pour imposer à son langage la contrainte qu'exige l'aveuglement du siècle, n'en demeure pas moins au fond du cœur l'ami convaincu de l'esclavage. Réservé par nature, dédaigneux par instinct et contenu par nécessité, il ne parle pas volontiers des affaires de son pays. Un mot méprisant à l'adresse des puissants du jour, un aveu que les institutions américaines avaient dégénéré, un silence découragé plus expressif que beaucoup de paroles, sont tout ce que j'ai pu tirer de lui sur l'Amérique. Son salon, où se rassemble d'ailleurs une société très-littéraire, est un foyer d'esclavagisme où l'étranger désireux de ne blesser personne ne respire pas très-librement. J'y ai fait la connaissance d'un certain M. H... que tout le monde me désigne comme un des coryphées du parti, et qui, tout en se disant plus opposé que personne à l'esclavage, en fait la théorie entière, à laquelle il ne manque que la conclusion. Il est remarquable de voir combien ceux qui professent ces tristes opinions rougissent, malgré eux, de les avouer. Quand une idée exerce un tel empire, c'est qu'on sent qu'elle a la force pour elle, et qu'il serait aussi inutile de la combattre que de faire voile contre le vent.

Ce matin, M. E..., vieillard aimable et instruit, m'a conduit à Cambridge, en pays universitaire. Cambridge est surtout une ville d'étudiants et de professeurs : c'est là qu'est établi le fameux collége de Harvard, une de ces vastes et florissantes institutions privées que l'Amérique oppose avec orgueil aux établissements officiels de l'Europe. Toutes les familles riches y envoient étudier leurs fils, comme en Angleterre aux universités d'Oxford ou de Cambridge. Harvard-College dans le Nord, comme l'université de Virginie dans le Sud, a longtemps été la pépinière des hommes les plus distingués de l'Amérique.

Soutenu par de riches dotations, il compte parmi ses anciens *présidents* ou recteurs les hommes les plus considérables de Boston. Les bâtiments de l'université occupent de vastes enclos champêtres, dispersés parmi les prairies qu'ombragent encore des groupes d'ormes et de chênes. Les professeurs vivent dans de jolies maisonnettes, placées à deux pas de leurs laboratoires ou de leurs amphithéâtres, comme le presbytère à côté de l'église. J'y ai vu une spacieuse bibliothèque, réservée aux étudiants, admirablement rangée dans un grand édifice de brique et de fer élevé tout exprès, et fort au courant de toutes les nouveautés de l'Europe. Mon guide me mena chez le professeur Asa Gray, nom bien connu de tous les botanistes et porté par un homme doux, sérieux, aimable, enjoué, qui soigne ses herbiers et ses serres avec une affection toute paternelle, jeune encore du reste et n'ayant point du tout les dehors du vieux savant. Enfin nous allâmes voir dans son musée M. Agassiz, à qui par occasion j'ai entendu faire une *lecture*. Il avait tout au plus une trentaine d'auditeurs venus du dehors, car ce n'était pas une des leçons régulières de l'université ; c'était simplement un cours d'amateurs où l'illustre savant essaie de donner un intérêt positif et pratique à l'enseignement de la zoologie élémentaire. A la fin de la leçon, il mit en délibération et fit voter l'heure des leçons prochaines. L'attention de son petit auditoire de jardiniers et d'artisans de Cambridge n'était pas certainement moins remarquable que la complaisance du professeur lui-même, qui, désireux avant tout d'instruire, se mettait de si bonne grâce aux ordres du public.

CHAPITRE IV

BOSTON, LA JUSTICE, LE MONDE POLITIQUE

Le Court-house; les esclaves fugitifs; les *slave-catchers*. — Organisation judiciaire; les cours de l'État; une audience du tribunal. — Les cours fédérales; empire de la constitution; la justice, pouvoir politique et administratif; responsabilité des fonctionnaires. — Le *school-ship*; une leçon de morale; prisons et asiles. — Deux grands orateurs : M. Everett; M. Wendell Phillips. — Un salon politique et littéraire; un club de dames. — Le collége électoral du Massachusetts; le vote à deux degrés; corruption et dangers de l'institution.

4 décembre.

J'ai fait hier une visite au *Court-house* pour y voir le cours de justice. J'entrai par la porte dérobée d'où sortirent il y a dix ans, entre deux haies de soldats, les esclaves fugitifs Sims et Burns, restitués à leurs maîtres en obéissance à la loi qui régnait alors et malgré la colère du peuple de Boston, qui menaçait de faire résistance ouverte à cet acte de violence légale. Une population immense assiégeait le *Court-house*, et remplissait les rues par où devait s'acheminer le triste cortége. Les troupes étaient sur pied, les canons chargés au détour des rues.

Les prisonniers traversèrent lentement la ville au milieu d'une foule sourdement irritée, et s'embarquèrent à bord du vaisseau qui les ramenait à la servitude. Cette journée est fraîche encore dans la mémoire des Bostoniens. Cette odieuse loi des esclaves fugitifs, qui a eu tant de part dans la guerre civile, sera toujours pour eux un souvenir humiliant et détesté.

Le Sud, en ce temps-là, était maître du gouvernement. Il trônait à la Maison-Blanche avec les présidents Polk, Pierce, Buchanan, régnait dans le sénat avec Calhoun, dans la chambre des représentants par une majorité factice due à l'esclavage, siégeait enfin à la cour suprême dans la personne de ce *chief-justice* Taney, l'auteur de cet infâme arrêt *Dredd-Scott*, qui étendait l'esclavage dans les États qu'en avaient garantis les lois mêmes du congrès. Alors, si les gens du Nord osaient médire de l'esclavage, s'ils protestaient contre l'inique privilége qui en faisait un pouvoir politique (1), s'ils essayaient

(1) La représentation des États du Sud dans le Congrès était fondée, non sur le nombre des électeurs, ni sur le chiffre de la population blanche, mais sur le chiffre total des habitants blancs ou noirs, les esclaves étant comptés pour trois cinquièmes seulement de leur nombre véritable. De cette manière, la population blanche, seule admise aux droits de citoyen, trouvait dans l'esclavage un surcroît de pouvoir politique. — Cette inégalité choquante est mise en question aujourd'hui dans la reconstruction des États du Sud. Les démocrates et un certain nombre de républicains sont d'avis, avec le président Johnson lui-même, qu'il faut laisser subsister, au moins temporairement, la coutume établie. Les radicaux, au contraire pensent, non sans raison, que ce privilége faisait partie du système de l'esclavage, et que les noirs ne doivent plus être comptés dans la représentation des États du Sud jusqu'au jour où ils auront obtenu le droit de suffrage aux mêmes conditions que les blancs.

d'en préserver les *territoires*, si enfin ils voulaient protéger contre les chasseurs d'hommes les noirs devenus leurs concitoyens (1), le Sud n'avait pas pour eux assez de reproches et d'insultes : c'étaient des factieux, des fanatiques, des ennemis de l'Union. Plus il sentait l'opinion lui échapper, plus il aggravait la législation barbare qui protégeait l'esclavage. Quand une fois les fugitifs s'étaient établis dans le Nord, leur poursuite, leur extradition devenaient difficiles. Les juges, souvent incertains de leur identité, aimaient mieux, dans le doute, absoudre un coupable que de s'exposer à condamner un innocent. Les gens du Sud, irrités de ce qu'ils appelaient un déni de justice, firent enfin voter par le congrès une loi qui retirait aux tribunaux ordinaires le jugement des esclaves fugitifs, et le donnait à des commissions spéciales composées tout exprès : alors, en effet, les acquittements devinrent rares; la chasse aux esclaves devint un commerce. On vit de vrais négriers, les *slave-catchers*, parcourir en conquérants les États libres, emmenant des troupeaux d'hommes. On vit des artisans, des laboureurs, citoyens paisibles, anciens habitants du pays, saisis dans leurs maisons, traînés dans les ports du Sud, vendus à l'enchère comme des bêtes. Le Sud avait, sous une autre

(1) Dans l'État de New-York, les hommes de couleur ont le droit de suffrage lorsqu'ils ont un revenu de 250 dollars en biens immobiliers. Dans l'État du Massachusetts, ils jouissent du droit commun, c'est-à-dire que le cens électoral ne s'élève pour eux, comme pour les autres citoyens, qu'à 1 dollar 1/2 d'impôts annuels. Il faut, en outre, qu'ils sachent lire en anglais la constitution de l'État, car le suffrage universel ne règne pas, comme on se le figure aisément, dans tous les États-Unis. La plupart veulent encore que l'exercice des droits politiques soit subordonné à certaines conditions de capacité.

forme, ressuscité la traite, et il la faisait au nom de la loi dans un pays civilisé. Voilà pourtant les indignités que les États du Nord ont patiemment supportées! Et l'on ose dire qu'ils oppriment les États du Sud!

Mais revenons au *Court-house*. Vous savez comment la justice est élue dans la plupart des États de l'Ouest : le peuple, en renouvelant chaque année son gouvernement, renouvelle en même temps la magistrature, soit directement et par un vote explicite, soit indirectement, par l'élection d'un gouverneur qui y loge ses créatures. De toutes façons, la justice n'échappe pas plus que l'administration ou la législature élective à l'influence souveraine des partis politiques, et il n'y a que l'universel usage du jury qui puisse rendre tolérable une aussi mauvaise institution. Il n'en est pas de même dans le Massachusetts; la justice n'y est pas livrée au hasard des passions populaires et mise comme une conquête à la remorque des partis. On n'y voit point ce scandale ni cette absurdité de juges réélus tous les cinq ou tous les deux ans, quelques-uns même chaque année, par ceux mêmes qu'ils doivent juger. Les magistrats sont nommés par le gouverneur, qui ne peut plus les dépouiller de leur rang. Ils ne sont pas cependant inamovibles, et le principe démocratique a aussi sa part dans ce système ingénieux : c'est d'abord l'approbation nécessaire de la législature qui confirme le choix du gouverneur, ensuite le droit qu'ont les deux chambres de prononcer, après discussion, la déchéance du juge pour cause d'indignité. Sans avoir la symétrie et l'uniformité françaises, le système judiciaire de l'État se compose de quatre degrés hiérarchiques : les justices de paix, les tribunaux correctionnels ou de police, qui se confondent souvent avec les tribunaux pour dettes, et jugent sans jury, séance

tenante, les affaires insignifiantes où la somme en litige ne dépasse pas 20 dollars; la cour supérieure de comté, qui est assistée d'un jury, siége au moins deux fois par an dans chaque comté, juge toutes les affaires importantes, et joue le rôle de nos cours d'appel; enfin la cour suprême de l'État dont le juge unique siége tour à tour dans les divers comtés, avec l'assistance d'un juge adjoint du comté, qui lui prépare et lui expose les affaires. La cour suprême joue à peu près le même rôle que notre cour de cassation, prononçant sur les questions de droit seulement, sans toutefois que ses décisions soient générales ni qu'elles obligent l'avenir. Les accusations de crime vont droit à la cour suprême, qui s'adjoint alors un jury (1).

J'entrai d'abord au tribunal de police : on y jugeait une pauvre servante irlandaise, qui avait les yeux rouges, la tête basse et un air de terreur. Sa maîtresse, une *lady* portant châle et chapeau, l'accusait d'avoir dérobé le prix d'une pièce d'étoffe. Le juge, toujours unique (la cour *supérieure* est la seule dont les sessions soient tenues par deux juges), siégeait sur son tribunal, à peine élevé d'un pied au-dessus de la salle, simplement vêtu d'un frac noir, comme le premier venu. Nulle affectation de gravité, nulle majesté théâtrale dans son maintien ni dans son langage. Il n'avait pas le mauvais goût de triompher de sa victoire facile sur la pauvre pécheresse humiliée. Il lui parlait familièrement, avec bonté, faisant de

(1) Elle a aussi juridiction *concurrente* avec la cour supérieure dans les affaires civiles, où l'intérêt en litige dépasse la somme de 4,000 dollars dans le comté de Suffolk, de 1,000 dollars dans les autres comtés. On peut juger par là de la diversité singulière qui règne encore dans les institutions locales, administratives ou judiciaires.

son mieux pour contenir la crise de larmes et de sanglots qui allait éclater à chaque instant; puis il se tourna vers l'accusatrice, recueillit brièvement son témoignage et celui d'un marchand qui venait déposer à l'appui; car, dans le Massachusetts, le seul témoignage de l'accusateur n'est point, comme dans l'Illinois, une preuve suffisante. —Ensuite vint un commerçant qui réclamait le payement d'une grosse dette, plusieurs milliers de dollars. Le juge l'interrogea, recueillit sa plainte, puis, comme l'affaire dépassait le maximum de sa compétence, il la renvoya devant le jury, qui siége à la cour supérieure du comté. En une demi-heure, le juge avait expédié quatre ou cinq affaires; à chaque minute, les constables amenaient de nouveaux accusés, introduisaient de nouveaux témoins. Il n'y a pas d'instruction secrète. Ce qu'on appelle l'instruction se fait à l'audience devant le juge de ce tribunal qui interroge, non pas l'accusé, mais les témoins et les plaignants. L'avocat réplique par un contre-interrogatoire (*cross-examination*), présente ses conclusions; le juge alors prononce verbalement son arrêt. Si l'affaire est réservée au jury, il la renvoie à la cour supérieure; si l'accusation est évidemment erronée, il renvoie le prévenu sans appel et sans autre forme de procès. Tout cela doit se passer dans les vingt-quatre heures avant que le prévenu n'ait offert *bail* et obtenu sa mise en liberté provisoire.

Quand une affaire a traversé ces trois degrés de juridiction, la loi de l'État est satisfaite, mais la justice n'a pas dit son dernier mot. A côté des cours de l'État ou plutôt en face d'elles, siége la *cour fédérale*, qui juge en appel, suivant la loi des États-Unis. Enfin, au-dessus des cours fédérales qui siégent dans chaque district s'élève l'autorité judiciaire souveraine, la cour suprême de l'U-

nion. Ici nous passons de l'ordre judiciaire dans l'ordre politique : la cour des États-Unis, pas plus que la cour suprême de l'État, n'a le droit de rendre des décisions générales et législatives ; mais, comme elle est souveraine et sans appel, elle a en réalité un pouvoir immense dans l'interprétation des lois. La constance de ses décisions dans un certain sens équivaut à un véritable arrêt de règlement. Vous savez d'ailleurs ses attributions : non-seulement elle applique souverainement et en dernier ressort la loi des États-Unis, malgré toutes les décisions des lois locales, mais elle évoque directement devant elle certaines affaires qui ne pourraient être soumises à la justice locale ; elle juge tous les procès qui s'élèvent entre des particuliers d'États différents. Enfin elle juge les États entre eux (1). Elle interprète non seulement les lois du congrès, mais encore la constitution, dont elle est gardienne : pouvoir énorme et qui amène à son tribunal tous ces graves débats de souveraineté, de suprématie, d'attributions réciproques, qui ne peuvent manquer de troubler une république fédérative. La cour suprême de Washington se trouve par là mêlée à la politique active et obligée de prendre parti sur toutes les grandes questions du jour ; elle est, en un mot, l'arbitre officiel de cette grande querelle des *states rights* qui se vide aujourd'hui par la guerre civile.

Nous comprenons difficilement le rôle immense du pouvoir judiciaire dans le jeu des institutions américaines, ce rôle à la fois conservateur et libéral, qui, tout en

(1) Elle jugeait, à l'origine, les procès intentés à un État par les particuliers des autres États ; mais le onzième amendement à la constitution, voté sous l'influence des démocrates, stipule que les États ne peuvent plus être nominalement poursuivis devant la cour suprême.

maintenant l'équilibre et la hiérarchie des pouvoirs, offre aux libertés individuelles des garanties si puissantes qu'il n'en existe nulle part de semblables. Il fallait la forme du gouvernement fédératif pour que l'autorité judiciaire prît cette importance, dont on ne se fait aucune idée dans nos sociétés unitaires et nos gouvernements centralisés. Chez nous, toutes les lois émanent d'un seul et même pouvoir, déguisé sous des noms divers : elles forment un ensemble unique, homogène, et ne veulent jamais se démentir. Il y a bien dans la constitution certains principes généraux qui ne semblent pas toujours d'accord avec la pratique; mais ce sont là des ornements purement extérieurs, et les principes de 89 décorent les constitutions de l'empire comme ces bas-reliefs antiques qu'on met au fronton de la Bourse ou de l'Opéra. L'écriteau demeure sur la porte, nul ne songe à l'en détacher, mais nul ne songe à prendre au sérieux ses promesses trompeuses. Allez donc invoquer devant un juge de paix les principes de 89, inscrits dans la constitution; allez protester au nom de la constitution contre l'arrêté d'un préfet; allez, si vous êtes habitant de Paris ou de Lyon, refuser au nom des principes de 89 l'impôt que n'ont pas voté vos mandataires; allez enfin nier la validité d'un article du code civil ou criminel, parce qu'il est contraire à la constitution! Les juges vous riront au nez. Dans l'application, la loi de détail prend le pas sur la loi générale, et il n'est pas jusqu'aux juridictions suprêmes, celles qui doivent interpréter la loi dans son sens le plus large, qui ne préfèrent le moindre règlement d'un commissaire de police ou d'un maire aux principes abstraits de la constitution.

Il n'en est pas de même en Amérique. La constitution des États-Unis est véritablement la loi suprême, celle qui

domine toutes les autres lois. Elle ne s'enveloppe pas dans les nuages d'une majesté immobile et inaccessible aux affaires humaines. Mise au sommet de la pyramide, au-dessus de toutes les législations locales, qui correspondent aux divers dégrés de la justice, ce n'est pas une idole impuissante à qui l'on rend de vains hommages, mais une autorité souveraine qui exige qu'on lui obéisse. Elle s'élève au-dessus des autres lois par son caractère d'universalité, par le rôle de médiatrice qu'elle joue entre toutes; elle a son instrument dans la cour suprême des États-Unis. Ce n'est pas tout : la constitution n'est pas seulement le recours suprême, la ressource lointaine qu'on invoque en dernier ressort; c'est un principe établi dans le droit américain qu'elle est toujours présente et qu'elle peut être invoquée même par les tribunaux inférieurs. Il ne faut pas croire, par exemple, que le juge de l'État de Massachusetts n'obéisse qu'à la loi du Massachusetts : il est tenu d'obéir tout d'abord à la loi et à la constitution des États-Unis. La constitution, en un mot, est une loi pratique, une loi active, au lieu d'être un recueil de préceptes stériles. Les principes généraux qu'elle énonce sont au service et à la portée de tous.

Ainsi le pouvoir judiciaire intervient chaque jour dans les affaires publiques. Quand un citoyen croit avoir à se plaindre d'un abus de pouvoir, il dénonce, non pas le gouvernement lui-même, mais le fonctionnaire qui le représente, et que la loi a rendu personnellement responsable de tous ses actes. Nous croyons avoir fait merveille en faisant de la machine administrative un être impersonnel et indivisible, en revêtant d'une sorte d'inviolabilité le fonctionnaire qui en fait partie. Les Américains, au contraire, n'ont pas voulu que le pouvoir fût dans la main d'agents insaisissables et certains de l'im-

punité; ils ont pensé qu'il serait dangereux de laisser remonter jusqu'au gouvernement lui-même la responsabilité des abus commis en son nom. Tout fonctionnaire, lorsqu'il entre en charge, sait qu'il répond devant la justice ordinaire de la bonne exécution des lois : on l'oblige même à verser dans la caisse de l'État un cautionnement qui garantit le payement des dommages auxquels il peut être condamné. Partout nous retrouvons ce pouvoir judiciaire, qui est le vrai contrôle, le vrai contrepoids, le rouage indispensable de la démocratie.

C'est là surtout la différence des institutions américaines et des nôtres. Chez nous, le pouvoir judiciaire est une grande machine administrative, disciplinée comme un régiment; on aurait beau autoriser la poursuite du fonctionnaire coupable devant la justice du pays : que pourrait la voix d'un citoyen isolé, revendiquant l'application d'une loi qui est une lettre morte? Quand nous voulons être libres, nous mettons la main sur les chefs du pouvoir exécutif; nous les assujettissons à nos volontés par une responsabilité sévère. En un mot, nous mettons la liberté au centre pour qu'on la sente aux extrémités. Les Américains, qui la répandent également dans tout le corps politique, n'ont pas besoin d'exercer sur la tête une surveillance aussi jalouse. Leur congrès n'est point, comme en Angleterre, un *imperial parliament*, un corps qui tienne lui-même les rênes du gouvernement; mais le pouvoir du président, déjà tenu en bride par l'élection populaire, se heurte encore aux décisions de la cour suprême. Les ministres ne sont que les agents dociles du président; mais la responsabilité de tous les fonctionnaires, grands et petits, devant la justice commune, remplace avantageusement la responsabilité des chefs du ministère devant l'assemblée. La liberté améri-

caine a un caractère original qui exige que nous mettions de côté pour la comprendre toutes les idées reçues dans notre pays. Il n'est pas plus sage d'appliquer notre expérience à l'Amérique que de vouloir nous-mêmes nous modeler sur elle.

5 décembre.

Hier dimanche, le juge Russel m'a conduit au *school-ship*, qui est tout à la fois une école navale, une maison de correction pour les enfants rétifs et un asile pour les enfants vagabonds. Les visiteurs, après un court service religieux dit par le capitaine dans la grande salle du bord, ont adressé aux enfants des allocutions moitié religieuses, moitié plaisantes, qui n'auraient pas été d'un goût exquis pour un auditoire raffiné, mais dont la vivacité, la sympathique franchise et l'amicale exhortation valaient mieux que toutes les grandes phrases qu'un Français se serait cru obligé de faire. La faculté de s'adapter à tous les esprits, de parler pour tous les auditoires, de s'abaisser jusqu'à eux sans s'avilir, ne s'acquiert pas moins dans la pratique des mœurs démocratiques que ce grossier charlatanisme dont je vous ai souvent entretenu. Ce n'est pas l'école qui est mauvaise, ce sont bien souvent les hommes qui en reçoivent les leçons. Il y a en Amérique des orateurs populaciers qui ne savent parler que pour un troupeau d'Irlandais ivres; mais il y en a d'autres qui savent se faire entendre des intelligences les plus bornées sans salir en rien leur caractère, ni diminuer leur dignité.

Ce matin, à son tour, M. Hale, un des magistrats municipaux, m'a mené en nombreuse compagnie à la

prison, maison de correction, asile pour les pauvres et école disciplinaire de Deer Island. J'y ai vu sur une moindre échelle la même chose à peu près que dans les grands établissements de la ville de New-York. Toutefois, les règlements diffèrent : la ville de New-York ouvre ses asiles au monde entier ; Boston n'y admet les pauvres qu'après dix ans de résidence dans la ville. Comme à New-York, c'est un pénible spectacle que la prison des filles perdues, tristement enveloppées dans leurs robes de bure et leurs sarraux de grosse toile grise. On les traite à la fois avec une extrême sollicitude et une rigoureuse sévérité. Dans le Massachusetts, on classe parmi les délits graves, non-seulement le vagabondage, mais encore la fornication et l'ivrognerie. La vieille austérité puritaine a laissé sa trace dans les lois. — On me parle aussi d'une maison de correction ou *reform school* pour les très-jeunes filles, où elles sont hébergées et moralisées dans des familles privées ; mais cette école est située à vingt milles de Boston, et je n'ai pas le temps d'aller si loin pour la visiter.

7 décembre.

Je ne vous ai pas encore parlé de M. Everett. L'autre jour, je me présente chez lui : un vieillard vêtu de noir, de taille moyenne, les reins un peu courbés, se lève de son fauteuil et vient au-devant de moi avec les manières simples et courtoises d'un parfait *gentleman*. L'appartement où il me reçoit est une de ces grandes *libraries* anglaises qui servent à la fois de salon et de cabinet d'étude. Il y a quarante ans que M. Everett n'a été en France, et pourtant il parle le français avec une correc-

tion parfaite. J'étais désireux naturellement de sortir des banalités d'usage, de percer jusqu'à son esprit, de lui parler de son pays et du mien, de sonder un peu ses opinions, de me découvrir avec lui des sympathies et des idées communes; mais à une politesse pleine de bienveillance et de cordialité M. Everett joint une réserve diplomatique dont il n'est pas facile de venir à bout. Au lieu de me répondre, il m'a exhibé des livres qu'on lui avait envoyés pour la vente de la *Sailor's fair*, entreprise à la fois charitable et patriotique dont il s'est beaucoup occupé dans ces derniers temps. Il m'a montré des photographies, des eaux-fortes récemment arrivées de Paris. Ce n'est pas là précisément ce que j'attendais; mais il semble saturé de politique et désireux d'y songer le moins possible en dehors de la vie publique. Ce n'est point non plus un de ces esprits actifs et curieux qui expriment le suc de tous les esprits qu'ils rencontrent et se font étaler avidement la pacotille d'idées et de renseignements nouveaux qu'apporte toujours un voyageur étranger. Il me disait qu'il avait presque oublié et perdu de vue les affaires d'Europe. Il avait un peu l'air d'un homme qui se promène à loisir dans un beau jardin et qui n'aime pas qu'on jette des pierres inconnues dans ses avenues sablées. Telle est souvent la disposition des littérateurs de profession, et l'on s'aperçoit bientôt que, par nature et par éducation, M. Everett est avant tout un *scholar*, un lettré. Il appartient à ce genre académique qui ne trouve pas sa place en Amérique et qui est forcé de s'y déguiser sous l'habit du politique ou la cravate du *clergyman*. Du temps où le costume ecclésiastique était à la mode, et où tant d'hommes, qui depuis l'ont abandonné, embrassaient par *fashion* la sainte profession, M. Everett a été un prédicateur renommé dans l'Église unitai-

rienne, un prédicateur fleuri et goûté des femmes. Plus tard, toute la pléiade littéraire de Boston a quitté le service de Dieu pour celui des hommes, et d'orateur sacré M. Everett est devenu *lecturer* et orateur politique. Cette carrière nouvelle et le remarquable talent qu'il déployait partout l'ont conduit au sénat, à l'ambassade de Londres, au ministère enfin après la mort de Daniel Webster, dont il était le disciple et l'ami. Lors de l'avant-dernière élection présidentielle, il n'était pas un des chefs du parti républicain, ni un partisan du sudiste Breckenridge; il était *ancien whig*, allié aux démocrates modérés, candidat lui-même à la vice-présidence sur le *ticket* intermédiaire et conciliateur de Bell et d'Everett. L'événement a montré quelle était la valeur de ces essais malheureux de conciliation : tandis que M. Bell passait au Sud le lendemain de l'élection de Lincoln, et prenait une part active à la rébellion, M. Everett, fidèle à toute une vie d'honneur et de patriotisme, prenait place parmi les plus chauds défenseurs du drapeau national. Depuis ce jour, il a sans arrière-pensée accepté l'abolition de l'esclavage et interprété constamment les *states rights* dans un sens aussi étroit qu'un républicain peut le désirer. Dans l'élection du mois de novembre, il a été un des plus fermes soutiens du président Lincoln. Il a su se distinguer résolûment de ceux avec lesquels il avait contracté de longue date une fraternité publique, et parmi lesquels il comptait ses meilleures amitiés. Il l'a fait sans aigreur comme sans indulgence, disant aux partis leurs verités pleines, mais s'abstenant toujours de ces attaques blessantes aux personnes, qu'ici la politique semble croire de bonne guerre. Aussi dénué d'ambition que de rancune, il ne songe plus, dans son grand âge, qu'à exercer l'influence de sa parole au profit de la cause

nationale et à pousser à la roue dans le mauvais pas. Cependant, comme tous les honnêtes gens, il a excité des haines et des colères implacables chez les anciens alliés qu'il s'est décidé à combattre, sans peut-être rencontrer chez ceux dont il a embrassé la cause la reconnaissance et la sympathie qu'il en devait attendre. De tous ses anciens amis, M. Winthrop est le seul qui lui rende justice et lui soit resté fidèle : tous les autres ne peuvent lui pardonner ce qu'ils appellent sa trahison. Je sais des républicains qui médisent de lui encore plus que les démocrates. Ce n'en est pas moins un des meilleurs citoyens et un des hommes les plus respectés de l'Amérique.

A vrai dire, M. Everett n'est pas populaire. La démocratie américaine préfère à ces raffinés de l'intelligence des hommes de son espèce et plus voisins de son niveau. Parcourez la liste des présidents des États-Unis depuis trente ans, entre Jackson et Lincoln : vous n'y verrez que des noms médiocres. Vous n'y trouverez ni Clay, ni Webster, ni ce Douglas tant surfait, qui a pourtant laissé dans le monde politique une impression profonde, ni M. Everett lui-même, dont c'était pourtant l'ambition. Son éloquence, qui est grande, n'est pas du genre qui convient à la multitude. Ses belles harangues, composées d'avance et toujours écrites, sont limées, polies, ornées de longue main. Il me semble le voir (bien que je ne lui aie jamais entendu dire que quelques paroles banales) déroulant ses périodes avec un plaisir d'artiste applaudi, tantôt avec un débit pressé, rapide, entraînant, quoique harmonieux et mesuré, tantôt s'arrêtant sur les pensées graves, — enfin avec un geste de courtoisie gracieuse et un demi-salut distribuant ses remercîments à ses auditeurs charmés. Pas un mot, pas une intonation, pas un

geste qui ne soit étudié. Il reste de M. Everett la même impression que des prédicateurs célèbres : quel admirable parleur ! mais il ne m'a point converti.

Combien différente est l'éloquence de M. Wendell Phillips ! Je viens de l'entendre dans un grand *meeting* que, suivant la coutume du pays, il avait convoqué à Music-Hall pour dire son avis « sur la situation. » Celui-là n'est pas un littérateur raffiné; il ne parle pas pour imprimer. Il parle à tout le monde et partout : quand on l'appelle, il est toujours prêt. Il dit lui-même de ses discours : « Ce ne sont que des entretiens. » Il vise au but, non pas à l'effet. Il me disait l'autre jour, comme il revenait d'une tournée oratoire qu'il avait faite dans le Maine : « Nous autres, hommes d'action et de propagande, notre métier n'est pas de faire de beaux morceaux, mais de convaincre et d'émouvoir ceux qui nous écoutent. » Il a l'éloquence effective, élevée quand sa pensée s'élève, simple quand il rencontre des idées communes, et toujours au niveau de l'auditoire auquel il s'adresse. Sa manière calme, mais énergique et passionnée, des traits d'esprit fins et mordants décochés de place en place, ici de la causerie familière, là des mouvements de grande éloquence, et surtout cette parfaite sérénité qui se joint en lui à la conviction du bien, en font un des parleurs les plus attachants et les plus extraordinaires que j'aie jamais entendus. Voilà le grand orateur de l'Amérique. Je sais que M. Phillips est un révolutionnaire, un fanatique, un agitateur, un radical, l'incarnation même du radicalisme. C'est un de ces penseurs qui se tiennent en dehors de la pratique des affaires, qui peut-être seraient incapables de gouverner eux-mêmes leur pays, et à qui du reste leur nature en interdit l'ambition; c'est, comme disent les Anglais, un *excentrique*, un de ces hommes absolus et passionnés

dont le rôle est de stimuler sans cesse la conscience endormie des peuples. « Une idée! s'écriait-il tout à l'heure, une seule idée! voilà ce qui fait la puissance d'un homme et la grandeur d'une nation. » Vous pouvez médire, si vous voulez, de ces esprits entiers et opiniâtres, à qui manque la dose modérée de scepticisme et d'indifférence qu'on est convenu d'appeler la sagesse pratique. Ce sont pourtant ces esprits aveugles qui ont racheté l'Amérique du crime de l'esclavage. La foi, l'énergie virile, le dévouement d'une vie entière à une noble cause, ne sont peut-être plus des vertus françaises, mais elles sont encore faites pour plaire à un Français.

8 décembre.

Voilà l'hiver américain qui commence. Après un été indien (*indian summer*) prolongé bien au-delà de la durée ordinaire, et doux, calme, suave comme nos beaux jours de novembre, voilà que tout à coup s'est élevé le vent du nord. Il est temps de quitter cette Sibérie et de descendre un peu vers le sud. N'était la guerre, ce serait la saison de me promener dans l'Alabama et dans la Floride, à Saint-Augustin, cette Nice des États-Unis, dont la rébellion a dépossédé les poitrinaires du nord.

Me voilà d'ailleurs naturalisé à Boston. Du club où j'ai été présenté, je regarde tous les matins les gais reflets du soleil sur la blanche façade du *State-house* et la verte prairie du parc en lisant mon journal comme un habitué. Le soir, je vais dans le monde, surtout dans le monde littéraire et politique. J'y rencontre la meilleure société de Boston, société distinguée, sinon élégante, qui va parfois au bal en redingote et en robe montante, mais qui a

tout le fond si elle n'a toujours l'extérieur de la bonne compagnie. Une des maisons où je suis le mieux accueilli et où je vais avec le plus de plaisir est celle du docteur Howe, ancien philhellène, ami et compagnon d'armes de lord Byron, et qui semble un homme de caractère énergique et chevaleresque. Madame Howe, qui est une des muses de Boston, et qui, pour emprunter les paroles d'un juge compétent, « a presque du génie, » est en outre une personne d'un esprit aimable et pénétrant. Elle m'a mené une fois à son club, où j'ai assisté à une scène fort curieuse, car les femmes ont ici leurs clubs tout comme les hommes. Rassurez-vous cependant : ce n'était pas une assemblée de bloomeristes ou de vésuviennes, c'était simplement une société littéraire de femmes du monde, qui se réunit toutes les semaines chez une des dames sociétaires, et d'où les hommes sont en principe rigoureusement exclus. Chaque dame a pourtant le droit d'amener avec elle un cavalier, un seul, et elle doit le choisir parmi les plus dignes d'être introduits dans la docte corporation : c'était pour moi un grand honneur que d'y être admis d'emblée. La séance avait un parfum tout académique. On s'assit en cercle autour des virtuoses : celle-ci, couchée mollement sur une ottomane, lut et laissa pour ainsi dire tomber à demi-voix de ses lèvres un long entretien physiologico-mystique sur les effets moraux de l'opium et du haschisch, dans un style tout pénétré de leurs languissantes vertus ; cette autre vint lire une ode et des poésies légères. Le public garda jusqu'au bout son décorum imperturbable : il ne témoignait sa satisfaction que par ces fins sourires et ces applaudissements discrets que mesure une politesse exercée à l'observation des convenances. On ne s'émancipa qu'après la séance, en passant dans la salle où le souper était

servi : alors les libres causeries, le cliquetis des verres, les éclats de voix joyeuses, tout ce tumulte inattendu ressemblait à l'explosion bruyante d'une bande d'écoliers échappés. Tout d'un coup on fit silence : un des invités prit un air tragique et débita une parade, *inter pocula*, cette fois parmi les rires sonores et les applaudissements prolongés. La scène se passait dans une cour de justice, et l'acteur imitait, me dit-on, un célèbre avocat de la ville avec tous les hurlements, trépignements, convulsions et cabrioles que j'ai moi-même admirés souvent chez les orateurs populaires. C'était le dessert de la fête, et le menu de ce festin littéraire me rappelait un peu ces dîners chinois où l'on commence par les sucreries, les bonbons parfumés, pour finir par la grosse viande et les ragoûts poivrés...

C'est aujourd'hui, 8 décembre, que les colléges électoraux des divers États se réunissent dans leurs capitales pour nommer le président des États-Unis, et que l'élection d'Abraham Lincoln va devenir un fait officiel. En même temps le président adressera son message au congrès. Malgré les bruits qui ont couru d'un changement de politique, le peuple américain ne témoigne rien de l'anxiété fébrile avec laquelle nous avons coutume d'attendre le discours de la couronne à l'ouverture des chambres. Les institutions vraiment démocratiques ont ce résultat, que le peuple ne choisit pas seulement un homme, mais une politique et une doctrine. C'est sur la *plate-forme* républicaine que M. Lincoln est élu président des États-Unis, c'est sur la *plate-forme* républicaine qu'il doit faire la paix ou la guerre. Quant aux paroles qu'il va prononcer, elles ne doivent pas tomber comme un coup de tonnerre sortant du nuage obscur de la majesté exécutive, elles doivent simplement formuler la

politique qui une fois de plus a reçu l'assentiment national.

9 décembre.

Hier encore il m'a fallu prendre ma pitance quotidienne d'établissements charitables ou philanthropiques, jurant bien cette fois qu'on ne m'y reprendrait plus. Enfin, après une journée de flânerie parmi les prisonniers, les enfants, les vieux pauvres, j'ai dîné, en compagnie des membres du collége électoral de Massachusetts, chez leur président, M. Everett. C'était une réunion officielle des plus graves et des plus cérémonieuses, bien que tous les convives n'eussent pas d'habit noir. On prononça des discours, on porta des toasts peut-être un peu gourmés; un révérend *clergyman* improvisa avant et après le repas, sous forme de bénédiction et de grâces, deux prières patriotiques, les yeux au ciel, tandis que les convives avaient les yeux baissés. Enfin on se dispersa de bonne heure, et j'allai finir ma soirée au club avec le fils du président Lincoln.

Les opérations du collége électoral ne sont d'ailleurs qu'une pure formalité. Les électeurs ne sont plus, comme autrefois, nommés par district; ils sont nommés en masse et par liste, dans l'État tout entier. Tandis qu'ils s'appellent encore les uns électeurs *at large*, représentants de l'État, les autres électeurs de telle ou telle circonscription locale, ils sont tous nommés de la même façon. Cette réforme ou plutôt cette révolution s'est opérée insensiblement par l'usage. Certains États qui n'ont jamais voulu nommer autrement leurs électeurs exerçaient une influence disproportionnée avec leur importance véritable.

Tandis que les autres, en se divisant, neutralisaient souvent leur propre vote, ceux-ci jetaient tout leur poids d'un seul côté et restaient maîtres de l'élection. L'équité voulait un régime uniforme. Tous les États se mirent donc à voter en bloc, avec l'unité démocratique des républiques anciennes, ou du peuple français nommant un empereur. La conséquence est d'annuler dans chaque État l'influence des minorités.

Vous comprenez combien ce système a été utile à la sécession. Dans les États rebelles, la loi de la majorité était devenue si puissante qu'on put ne tenir aucun compte de la minorité unioniste qui voulait rester soumise au gouvernement des États-Unis. On n'était plus citoyen des États-Unis, on était citoyen du Massachusetts ou de la Virginie. Le gouvernement de l'Union était une proie dont les États s'emparaient à tour de rôle, un instrument de domination pour les plus forts, ligués entre eux pour opprimer les faibles. Sans rien perdre nominalement de ses attributions souveraines, l'autorité fédérale était réduite à l'impuissance par le pouvoir excessif des majorités locales. C'est ce dont on commence à voir l'inconvénient; mais peut-on remonter la pente naturelle de la démocratie? Il serait plus aisé de renverser d'un coup toutes les barrières pour confondre dix millions d'électeurs dans un vote unique et universel. Cette solution radicale aurait pour elle l'esprit des temps, et il n'est pas impossible qu'elle s'offre un jour ou l'autre au congrès. L'unité administrative en serait, il faut le dire, la conséquence naturelle. L'Amérique verrait s'ouvrir une ère nouvelle de centralisation progressive qui pourrait être fatale à sa liberté. Elle compte sur le pouvoir judiciaire pour s'en défendre, et le fait est que ce pouvoir joue aux États-Unis un rôle modérateur, qui semble à

peine compatible avec l'esprit de la démocratie. Il faut remonter à nos anciens parlements et supposer incontestées leurs prérogatives, pour comprendre la puissance de ce *veto* de la cour suprême et de ces interprétations souveraines (sans être pourtant législatives), qui dictent au président les ordres de la loi. Mais si pendant plusieurs présidences le courant politique porte le pays uniformément du même côté, la cour suprême elle-même sera envahie et entraînée. M. Chase ne vient-il pas d'être nommé *chief-justice* en remplacement du juge Taney, de sudiste mémoire, à cause de ses opinions radicales, et les journaux républicains n'ont-ils pas dit que ce choix était nécessaire pour obtenir de la cour des mesures sévères contre les rebelles? Il est à craindre que le pouvoir judiciaire ne devienne un jour l'appendice docile du pouvoir politique.

Le remède, à mon avis, n'est pas dans l'unité : il est au contraire dans une plus grande division locale. Ce n'est pas l'Union qui est trop faible, ce sont les États qui sont trop puissants.

CHAPITRE V

BOSTON, LA RELIGION, L'ESPRIT PUBLIC

Un temple presbytérien ; mœurs ecclésiastiques ; la liberté religieuse en Amérique. — Un philosophe, M. Emerson. — Ouverture du Congrès ; M. Stevens ; la multiplication des dollars. — La tragédie du Sud ; expédients et bravades ; capture de *la Floride* ; le Brésil, l'Angleterre et les États-Unis. — La commission sanitaire, un meeting manqué. — Nouvelles de Sherman ; siége de Nashville ; les raiders de Saint-Albans ; le Canada devant l'Amérique. — La Nouvelle-Angleterre ; une démocratie modèle.

11 décembre.

C'est aujourd'hui dimanche, jour lugubre dans la vieille colonie puritaine. On raconte qu'un étranger, abordant un dimanche à Boston et voyant l'air désolé de la ville, demanda si l'on ne pleurait pas quelque grande calamité publique. Les rues sont désertes, les maisons silencieuses, les portes fermées. Toute la ville semble gelée avec ses habitants. A l'heure du prêche les familles défilent en silence, la tête basse, habillées de noir, comme une procession d'enterrement. Cependant les églises sonnent les offices en volées lentes et tristes comme un glas funèbre. — Ce matin, obéissant à leur appel, j'allai à l'église pres-

bytérienne entendre un prédicateur en renom. J'entrai dans une grande salle carrée avec des tribunes, de larges bancs où se prélassait à l'aise un public clair-semé. On chantait des hymnes. Bientôt le ministre, un monsieur à grandes moustaches et vêtu comme vous et moi, ouvre devant lui un gros cahier, et, moitié lisant, moitié déclamant de mémoire, nous débite un sermon fleuri. J'ai rarement vu chez nos prédicateurs parisiens si affectés plus de vaine rhétorique et de préciosité. Le tonnerre, les vagues, les tempêtes, tout le fatras des métaphores banales retentissait à chaque phrase, et pour ainsi dire battait la mesure de chaque période. Rien n'était moins édifiant ni moins solennel. La manière du parleur, qui peut-être aurait pris quelque gravité sous la robe et sous les ornements sacerdotaux, n'était que ridicule dans son habit étriqué. La pompe extérieure peut quelquefois servir de masque; mais rien n'est plus dangereux que la simplicité. Il faut au moins être vrai quand on monte sans costume sur la scène.

Une grande ville est toujours un lieu mal choisi pour mesurer la profondeur du sentiment religieux d'un peuple. Ces inspirés qui donnent des séances à tant le billet et mettent dans les journaux des affiches ainsi conçues : « Le révérend docteur X... parlera demain à Tremont-Temple à deux heures; on connaît sa science et son talent; il traitera des moyens d'être heureux ; — 50 cents d'entrée ; » — ces illuminés, qui vendent la grâce divine ne sauraient être de grands apôtres. Combien embrassent le saint ministère comme toute autre profession lucrative et honorée ! Tel avocat est devenu *clergyman*, tel *clergyman* est devenu négociant. Une congrégation est comme une maison de commerce, une charge d'avoué, de notaire ou d'agent de change, dont le revenu varie suivant le

talent du titulaire. Elle se forme ou se disperse comme la clientèle d'un avocat ou d'un médecin. Quelquefois le pasteur lui-même est propriétaire de l'église; il l'exploite alors comme un théâtre, en louant ou vendant les places aux fidèles. D'habitude il vit d'une rente annuelle que lui font ses paroissiens, et qu'il sait à l'occasion réclamer lui-même, sans fausses prétentions à un désintéressement chimérique. Lorsqu'il veut établir son fils, doter sa fille, se construire une maison, voyager même en Europe, il l'annonce en chaire à ses fidèles et se recommande à leur amitié. Si les souscriptions n'arrivent pas assez vite, il sait leur mettre le marché à la main. M. X..., célèbre prédicateur de Brooklyn, avait obtenu de ses ouailles dix mille dollars pour voyager en Europe. Le dimanche suivant, il daigna les remercier. « Depuis quinze ans, dit-il, je dévoue ma vie au bien de vos âmes; il est trop juste que vous pourvoyiez à mes besoins temporels, » et il conclut en leur demandant dix mille dollars de plus pour sa famille, qui en son absence allait rester sans ressources. La somme fut souscrite séance tenante.

Je vous entends pousser les hauts cris. Ne vous indignez pas trop. Êtes-vous bien sûr que sous d'autres prétextes, et avec moins de franchise peut-être, la même chose ne se fasse pas chez nous? Qu'y a-t-il au fond d'extraordinaire à recevoir le prix de ses peines! — Direz-vous que c'est trafiquer des choses saintes? — Le prêtre salarié commet donc une simonie? Le révérend M. X... et ses pareils ne vendent ni amulettes, ni indulgences, ni élixirs de vie, ni faveurs devant le trône céleste : ils vendent leurs conseils, leurs sermons, l'emploi de leur temps, le travail de leur esprit, marchandise spirituelle qu'ils ne peuvent vous donner pour rien. Les Américains sont des hommes positifs qui voient les nécessités de la

vie, et qui aiment mieux les avouer hautement que de chercher à les déguiser. Ils ne prennent pas à la lettre la parole de l'Écriture où il est dit que Dieu nourrit ses saints comme les oiseaux du ciel et les habille comme les lis des champs. S'il y a dans la forme du marché une certaine brutalité mercantile, au moins n'y entre-t-il pas d'hypocrisie, ni de supercherie sacrilége. Ce qui nous choque si fort paraît tout simple aux Américains. Ils ne croient pas la dignité du pasteur humiliée devant ses fidèles pour recevoir immédiatement de leurs mains ls salaire qu'il a mérité ; mais ils la croiraient gravement compromise, s'il avait à mendier les faveurs d'un ministre ou d'un chef de bureau : affaire d'usage et de convention !

Vous vous demandez peut-être pourquoi je vous parle si rarement de la religion ? Pour une raison bien simple : c'est que, malgré la multitude des églises, il est fort peu question de religion en Amérique. On ne s'y occupe ni des concordats, ni du pouvoir temporel, ni de la sempiternelle controverse des rapports de l'Église et de l'État. La question n'est pas, comme chez nous, pendante ; elle est résolue depuis longtemps, à la grande commodité de tous, dans le sens d'une absolue liberté. Chez nous les partisans mêmes de cette solution radicale n'entendent rien à la pratique de la liberté qu'ils préconisent. Ils font de la liberté religieuse un droit à part, un privilége de la conscience humaine, autour duquel il s'agit d'élever une barrière immobile. Ils refusent à la politique toute influence sur la religion, à la religion toute influence sur la politique ; c'est la condition de son indépendance. On veut bien que ses ministres soient libres dans l'enceinte de leurs églises et de leurs sacristies ; mais, s'ils tentent jamais d'en sortir, nos libéraux sont les premiers à crier à l'usurpation. La religion et la

politique doivent vivre côte à côte sans se rencontrer jamais.

Ce n'est pas ainsi que les Américains entendent la liberté religieuse. Ils pensent qu'on ne peut séparer la religion des choses humaines sans la condamner, pour ainsi dire, à s'éteindre dans le vide. Leur idéal religieux n'est pas un cloître, une nécropole où les âmes aillent mourir d'avance ; c'est une école de morale agissante associée à tous les intérêts de la vie. Leur liberté religieuse a pour abri, non pas un privilége particulier, mais l'ensemble des libertés publiques. Ils ouvrent une église comme ils publient un journal, ils fondent une religion comme une association politique, toutes choses également permises au nom d'un même principe. Aussi, écoutez le prédicateur dans sa chaire, il ne se borne pas à développer un lieu commun de morale ni à tourner sur place dans le labyrinthe de la doctrine ; il entre de plain-pied dans la vie pratique. Il prêche sur les devoirs du citoyen, sur l'esclavage, sur l'élection présidentielle ; il fait de la chaire une vraie tribune, et parfois même du soin des âmes un vrai gouvernement. Les populations catholiques surtout, pour la plupart ignorantes et crédules, sont dirigées absolument par les prêtres jusque dans leurs intérêts matériels, et il arrive souvent que le gouvernement invoque l'autorité de leurs évêques. L'an dernier, la population allemande et irlandaise de Boston fut prise d'une panique financière et voulut retirer ses économies des caisses d'épargne, parce qu'elles avaient placé leurs fonds sur l'emprunt national. Les directeurs des caisses d'épargne s'adressèrent alors à l'évêque, et le dimanche suivant, dans toutes les églises de la ville, les catholiques reçurent du haut de la chaire, entre l'Évangile et le *Credo*, le conseil de ne pas retirer leur

argent. Voilà une influence temporelle que peuvent envier tous les clergés du monde : elle n'est due pourtant qu'à la liberté (1).

Pour bien concevoir toute l'étendue de cette liberté, il faut d'abord comprendre la tournure positive et pour ainsi dire *protestante* de l'esprit religieux en Amérique. Les Américains ne font pas de la religion un sanctuaire impénétrable : ils ne la séparent jamais de la morale et de la raison. Le *credo quia absurdum* ne serait pour eux qu'une absurdité. Leur foi n'est pas une abdication de la pensée, mais un assentiment raisonné de l'esprit. L'homme accoutumé en toute chose à se conduire lui-même n'aime pas à se laisser guider aveuglément : il ne veut pas d'intermédiaire entre Dieu et sa conscience. Le pasteur qu'il écoute volontiers n'est pas à ses yeux un

(1) Voici un fait qui montre encore combien est intime aux États-Unis l'alliance de la liberté religieuse et de la liberté politique. Quand la guerre civile éclata, toutes les communions se divisèrent sur la question de l'esclavage et de la sécession. L'Église anglicane, ou (comme on dit en Amérique) l'Église *épiscopale* du Sud, se sépara absolument de celle du Nord, et forma une organisation nouvelle. Elle a persisté quelque temps à maintenir sa hiérarchie séparée et à rester comme un vivant souvenir de la guerre civile; elle refusait surtout obstinément de rétablir dans sa liturgie les prières d'usage pour le président des États-Unis. Dans le cabinet de Washington, deux ministres, MM. Harlan et Stanton, voulaient user des droits de la victoire pour l'y contraindre; mais le président Johnson frappa du pied avec violence : « Cette guerre, dit-il tout en colère, cette guerre a-t-elle été faite pour sauver l'Union ou pour opprimer les églises? » On sait d'ailleurs qu'en novembre dernier, les délégués de l'Église épiscopale du Sud, assemblés en convention nationale à Augusta, dans la Géorgie, ont renoué leur ancienne alliance avec les diocèses du Nord.

être merveilleux, divin, initié à de secrets mystères, un favori de la cour céleste, mais simplement un conseiller sage et pieux qu'il a choisi lui-même et qu'il abandonne pour un autre quand il croit devoir en changer. Aussi le premier venu peut-il prêcher la parole de Dieu; il n'est besoin ni de titre ni de diplôme pour avoir le droit de l'enseigner. Non-seulement les lois ne s'y opposent pas, mais l'opinion publique elle-même n'en est pas offensée. La religion en Amérique est la chose de tous, et non le livre ouvert au petit nombre; elle est, si j'ose ainsi parler, démocratique comme les institutions et les mœurs. Seul, le catholicisme, quoique profondément modifié par ce climat politique et social, conserve une forte unité, une hiérarchie puissante et un gouvernement pour ainsi dire aristocratique; mais les catholiques américains sont les premiers à bénir ce régime de liberté protestante auquel ils font la guerre : ils vous diront qu'ici seulement, et à la faveur de la liberté américaine, ils ont pu fonder ces associations puissantes et exercer ces influences politiques qui ailleurs seraient regardées comme un danger public. Entre catholiques et protestants, il y a des antipathies; il n'y a point de haines profondes, parce que personne n'a de priviléges et que tout le monde respire également le grand air de la liberté. Quant aux presbytériens, épiscopaliens, unitairiens et autres, malgré leurs profondes diversités de doctrines, ils se ressemblent tous. Si parfois une dispute s'élève entre deux des communions protestantes, c'est bien plus une rivalité d'influences locales qu'une querelle de religions. Les sectes s'injurient, se déchirent, s'accusent mutuellement d'hérésie damnable et d'erreur diabolique. Qu'importe au grand public? Il les laisse se dévorer entre elles pour ne s'attacher qu'au christianisme général qui ressort de leurs

enseignements. Plus elles se divisent et plus la foule se lasse de leurs rivalités stériles, plus le sentiment d'une large unité religieuse grandit dans le cœur de la nation. Rien de plus fréquent en Amérique que de voir des laïques prendre la place du ministre du culte et réciter les prières consacrées, commenter eux-mêmes l'Écriture à leurs voisins et à leurs amis. J'ai vu dans les grandes villes ce qui, je crois, ne se voit nulle part, des assemblées religieuses ouvertes à toutes les communions chrétiennes, où « tous sont invités » à venir prier en commun. La moitié des Américains ne tiennent sérieusement à aucune secte, ils ne croient pas qu'on doive embrasser une communion plutôt qu'une autre; on peut même à la rigueur ne faire partie d'aucune église. Il suffit qu'on soit chrétien; mais n'allez pas plus loin, ou vous n'êtes plus qu'un fou, un être immoral et dangereux. Voilà, ce me semble, la mesure générale de la foi religieuse aux États-Unis : le christianisme est une loi, le choix d'une église n'est qu'une affaire de préférence individuelle. Demandez à un Américain quelle est sa religion, il ne vous dira pas : « Je suis méthodiste, baptiste, anglican; » il vous dira : « J'entends le réverend M. un tel. » Si le révérend l'exploite ou l'ennuie, s'il est mécontent du dernier sermon, il cherche un autre pasteur ou lit lui-même les livres saints à sa manière.

Comment peut-il s'arrêter en chemin? Comment du libre examen ne passe-t-il pas à la négation? C'est le secret des Américains. Les hommes de cette race ont l'esprit aussi conservateur qu'indépendant. Ils admettent volontiers sans les discuter certaines autorités établies et certains faits enracinés. Sans doute ils sont raisonneurs, mais ils ne sont pas spéculatifs : ils ont peur des vastes espaces et des horizons vides. Il leur faut un point

d'appui ferme et ils le bâtissent à chaux et à sable, de façon que rien ne l'ébranle. En politique, c'est la constitution qu'ils considèrent comme le fondement de tous les droits; en matière de foi, ils reconnaissent et vénèrent l'Écriture : c'est leur charte religieuse. Leur religion d'ailleurs (il ne faut jamais l'oublier) ne s'impose pas à eux en souveraine, avec ces airs impérieux et menaçants qui révoltent l'esprit indocile. Au contraire elle sollicite leur conscience en amie et leur laisse encore dans la soumission l'illusion de l'indépendance. A quoi bon douter? Les Américains n'en ont pas le temps.

Ils subissent enfin le joug de l'opinion publique. L'opinion est une puissance invisible et toujours présente, à laquelle on obéit bien plus volontiers qu'à une autorité qui s'impose; elle nous plie, nous façonne, nous persuade à notre iusu. Combien n'a-t-on point parlé de la tyrannie religieuse que l'opinion publique fait régner aux États-Unis! L'opinion est assurément la grande puissance des démocraties, et elle passe sur le corps à quiconque essaye de lui barrer la voie. Aussi, bien qu'en Amérique il y ait déjà des incrédules, personne n'ose-t-il être ouvertement irréligieux. Voilà maintenant à quoi se borne cette redoutable tyrannie de l'opinion : tout ce qu'elle exige, c'est qu'on la respecte et qu'on ne l'attaque pas ouvertement. Elle permet du reste aux esprits forts beaucoup d'écarts et de caprices. Parmi ces chrétiens excentriques, il en est qui visiblement s'échappent par la tangente. L'un d'eux, me parlant de la *Vie de Jésus*, de M. Renan, me disait qu'il était singulier que le meilleur exposé qu'il y eût de la doctrine unitairienne eût été écrit en France. Ce livre, que chez nous tant de gens voudraient brûler, est ici fort lu et fort estimé. Cela prouve qu'il règne encore en Amérique une certaine liberté

d'opinion. Les idées de la philosophie moderne s'y mêlent au mouvement religieux, réprouvées des uns, adoptées des autres, discutées tranquillement partout. C'est peut-être, aux yeux des fermes croyants, la plus dangereuse forme de l'erreur, un piége caché, *insidiæ diaboli ;* mais aux yeux du moraliste c'est la plus innocente des philosophies, la plus bienfaisante même, si elle satisfait les doutes de quelques raisons inquiètes sans détruire en elles le sentiment religieux, si elle leur sert d'étape sur la pente de l'incrédulité sans les jeter dans la négation violente et hostile. Ils ne sont plus chrétiens, c'est possible ; mais ils se disent chrétiens, ils croient l'être, et c'est encore l'être à demi.

Vous me demandez ma conclusion : je vais vous la dire en deux mots. Il ne faut pas avoir d'horreur pour ce qu'on a trop souvent appelé l'anarchie religieuse de l'Amérique. Il n'est pas vrai que l'opinion y fasse régner en matière de foi une tyrannie insupportable ; il n'est pas vrai qu'il n'y ait pas en Amérique de religion sérieuse. Le peuple qui mêle la prière à tous les actes de sa vie publique et privée est certainement un peuple religieux. Enfin il ne faut pas, si on l'admire, se figurer que la liberté religieuse à l'américaine puisse être improvisée chez nous par un article de loi. Nous ne pouvons avoir un pied dans la liberté, un pied dans l'arbitraire administratif. Nous n'imiterons pas la liberté religieuse de l'Amérique avant d'imiter aussi toutes ses autres libertés.

12 décembre.

J'ai entendu hier soir, entendu cette fois et compris, car j'étais assis à deux pas de lui, le philosophe Emerson, et je veux enfin lui rendre justice. La gaucherie de sa manière, la monotonie de sa voix disparaissent quand on peut suivre le fil capricieux et fin de sa pensée. Je serais embarrassé de me rappeler ce qu'il a dit : il me semble que sa lecture n'avait ni commencement, ni milieu, ni conclusion; mais le tout est parsemé d'aperçus si originaux, exprimé dans un langage si plein de saveur personnelle, avec des traits d'imagination si inattendus et si charmants, que je comprends la grande renommée de ce penseur fantasque et profond. C'est un esprit curieux et inquisiteur, plus voisin de Montaigne que de tout autre, comme lui sceptique et souriant, destructeur et optimiste, rassasiant son esprit des doutes qui affament les autres, ne connaissant ni le découragement, ni l'illusion, et heureux dans le seul exercice de sa pensée. Est-il bien vrai pourtant que M. Emerson soit un sceptique? C'est une accusation bien vite portée contre les esprits libres qui ne s'enchaînent à aucun système et à aucun préjugé. M. Emerson au contraire est un croyant, il a foi dans la recherche de la vérité, dans le progrès moral et matériel du monde, foi surtout dans l'infinie fécondité de la nature humaine. Ce qu'il repousse, ce sont les conventions, les règles surannées, tout ce bagage inutile, tout ce fardeau du passé qui rend l'esprit immobile. Dans son livre de *Nature*, il insiste particulièrement sur cette idée que rien n'est épuisé, que la nature est aussi neuve qu'au premier jour. « Soyez vous-même, » voilà son précepte favori; — sa-

chez marcher sans lisières, et vous sentirez en vous la force des âges héroïques. Parlez à la nature sans interprète, exercez-vous tout seul à bégayer son langage, et elle vous répondra comme à vos pères : — doctrine qui convient à un peuple jeune, hardi, vivace, où les traditions du monde ancien sont dédaignées, où l'avenir est encore sans limites. L'Amérique a déjà de ces chercheurs indépendants pour qui le doute est la raison de l'espérance, l'obscurité le chemin de la lumière ; mais elle ne connaît encore ni le scepticisme épicurien, qui se complaît dans la nonchalance, ni le scepticisme découragé, qui engendre le désespoir.

13 décembre.

La constitution des États-Unis, qui livre tous les quatre ans la présidence à la compétition des partis, n'a pas voulu que tous les pouvoirs fussent renouvelés à la fois. Elle a prolongé la durée de l'ancienne présidence et celle de l'ancien congrès pour les six mois qui suivent l'élection. Ainsi l'ancienne administration est soutenue, durant sa demi-année de grâce, par une représentation nationale élue sous son règne. Cette disposition conservatrice peut quelquefois être un retard et un embarras. Lorsque l'élection a confirmé les pouvoirs du président, tout en se prononçant pour une politique plus décidée que celle des années dernières, il peut être embarrassé d'avoir affaire à un corps imbu des préjugés de la veille, et qui, malgré la leçon des événements, peut encore opposer une longue résistance à des réformes devenues inévitables.

Telle est, en ce moment, la position du président Lin-

coln devant le congrès. Depuis deux ans, le congrès lui a donné raison sur tous les points, sauf un seul, et cette docilité, devenue proverbiale, exaspérait les démocrates; mais la question indécise est la question fondamentale de la politique actuelle, celle de l'abolition de l'esclavage. Le congrès a sanctionné toutes les mesures de guerre à la majorité simple; mais la majorité des deux tiers a toujours manqué pour que la proclamation du président qui émancipait les esclaves des rebelles devînt un amendement constitutionnel abolissant l'esclavage. Il est certain d'avance que le prochain congrès le votera tout d'une voix. Le congrès actuel le devancera-t-il? se laissera-t-il entraîner par le courant de l'opinion? C'est la question que le président pose dans son message, et dont la session qui s'ouvre va méditer la réponse.

Jamais d'ailleurs congrès ne s'est assemblé dans une paix plus profonde. Les vaincus du 8 novembre s'y font remarquer par leur bonne grâce et leur résignation. M. Pendleton, l'ex-candidat à la vice-présidence, qui a vu sa propre circonscription se retourner contre lui, a fait, dit-on, le plus chaleureux accueil à Thaddeus Stevens, le *leader* du parti républicain dans la chambre. Le président, tout le premier, donne l'exemple d'une modération généreuse. « Je n'accuse pas, dit-il, ceux qui m'ont combattu, je suis convaincu qu'ils ont agi selon leur conscience. » Il conseille le respect aux vainqueurs comme la soumission aux vaincus. Rien ne troublera bientôt le calme des assemblées que les harangues ordinaires de l'incorrigible sénateur Davis, du Kentucky, demandant avec une héroïque persévérance la paix et la sécession.

Une proposition financière a pourtant failli mettre en feu la chambre des représentants. M. Thaddeus Stevens, de Pensylvanie, a découvert un moyen de donner au pa-

pier-monnaie la valeur de l'or. Ce secret, bien simple et peu nouveau, consiste tout uniment à déclarer par une loi que le dollar de papier vaut exactement le dollar d'or, et à donner à ce coup de baguette magique la sanction d'un emprisonnement et d'une amende contre les hommes de peu de foi qui douteraient de son pouvoir. L'ingénieux économiste pense que la valeur du papier-monnaie dépend uniquement de l'opinion des hommes, et que pour la maintenir à son taux officiel il suffit de contraindre cette opinion rebelle. Je m'étonne que, profitant de sa découverte et poussant jusqu'au bout sa doctrine, il n'ait pas jugé à propos d'élever le cours du papier au-dessus du cours de l'or. D'autres suggèrent un remède bien plus simple et plus radical encore. Que le congrès fasse une loi pour ordonner que quiconque aura de l'or sera obligé de le vendre au pair contre du papier au premier acquéreur. Voilà les théories financières qui circulent de ce côté de l'Atlantique. Dans ce pays des lumières, il ne manque pas de gens assez fous pour vous dire : « Ce serait une excellente mesure en vérité! » M. Stevens, qui est un homme considérable, président du comité des *voies et moyens* (travaux publics), a coutume de dicter ses volontés à la chambre. Cette fois pourtant l'absurdité était trop forte, et sa proposition a été sans cérémonie *mise sur la table* par une presque unanimité.

Au reste, l'invention n'est pas neuve, et elle ressemble beaucoup aux doctrines financières du gouvernement confédéré. Il y a un mois (novembre 1864), un journal de Richmond, très-proche voisin du gouvernement, indiquait, lui aussi, un remède infaillible et péremptoire au délabrement des finances. « Notre peuple, disait-il, est infatué des espèces sonnantes (*hard cash*). Puisque rien ne peut le guérir de son ridicule aveuglement, faisons une

concession au préjugé public. Que le gouvernement s'en procure en vendant aux Anglais quelques balles du coton qui nous encombre, et qu'il fixe une fois pour toutes le rapport de l'or et de papier. Qu'il offre par exemple un dollar en or contre trois en papier, et que ce soit le taux immuable et obligatoire de toutes les transactions. Quiconque résistera sera expédié aux avant-postes. Le parti est héroïque; mais aux grands maux les grands remèdes! » — Ici la folie n'est que ridicule; là-bas, vous le voyez, elle est tragique et sanguinaire. Depuis l'élection de M. Lincoln, l'or a monté, à Richmond, de 1,000 p. 100; il s'est élevé un moment jusqu'à 6,000 p. 100. Encore ce cours fabuleux est-il factice, entretenu par la spéculation seule, et ne trouve-t-on pas, dans le peuple même, à échanger du papier contre de l'or à aucun prix. Tout le numéraire qui a échappé aux extorsions du gouvernement est recélé on ne sait où. La monnaie légale est si décriée que malgré les lois sévères qui en ordonnent la circulation forcée, les objets de consommation les plus nécessaires manquent aux acheteurs. On les cache plutôt que de les livrer contre du papier. J'ai vu un réfugié du Sud, ancien négociant à Mobile, qui s'est enfui pour échapper à la conscription, qui allait le frapper malgré ses soixante ans sonnés. On s'est réuni un soir à l'*Union club* pour l'entendre. Il racontait qu'il lui avait été impossible de se procurer, à aucun prix, du porc salé pour sa famille. Les populations du Sud vivent en anachorètes sur les produits immédiats de la terre, et bien qu'on dise le pays si fertile qu'avec la moindre culture il est impossible qu'on y manque jamais de maïs et de patates douces, je ne peux pas croire à l'éternité d'un courage aussi mal nourri.

Il y a dans le congrès de Richmond un parti de la paix

qui grossit tous les jours. M. Foote, du Tennessee, ayant, avec force réserves et protestations de fidélité à la cause du Sud, proposé qu'on accueillît favorablement, qu'on sollicitât presque les propositions pacifiques, a pu réunir une vingtaine de voix. Sa motion, il est vrai, a été *mise sur la table* à une grande majorité; mais rappelez-vous les récentes imprécations du président Davis contre quiconque prononcerait le mot, le seul mot de paix! Il y a dans l'obstination des rebelles quelque chose de forcé et de violent qui trahit la faiblesse cachée sous leurs déclamations stoïciennes. Ils sont sous l'empire d'une terreur et d'une mauvaise honte mutuelles qui poussent le troupeau sans murmure à la boucherie. Ils se font un tyran du faux patriotisme qu'ils ont inventé. Là aussi la *loyauté* est la vertu indispensable, et l'accusation de tiède inimitié contre les Yankees est la pire qui puisse conduire un homme à la potence, c'est-à-dire (car le Sud utilise les supplices) aux avant-postes et aux tranchées. C'est un curieux et triste spectacle que celui de ce peuple poussé malgré lui, par la fatale conséquence de ses fautes, à une ruine volontaire et indigne de pitié. On dirait un homme qui s'est jeté dans un précipice, et qui, en tombant, se cramponne vainement aux pierres et aux broussailles. La longueur et le caractère désespéré de la résistance ont livré les rebelles à une dictature militaire qui aujourd'hui les traîne et les broie jusqu'au dernier sous sa meule. C'est la puissance et le danger du despotisme militaire : il enfonce si profondément ses griffes dans le corps du peuple que rien ne peut lui faire lâcher prise et l'empêcher de boire jusqu'à la dernière goutte de son sang. Vainement tous les citoyens seraient-ils ligués mentalement pour l'abattre; chacun est enchaîné dans les liens de fer de la discipline, et opprimé lui-même pour servir

d'instrument à l'oppression du voisin. Tout un peuple alors marche à sa ruine avec l'énergie désespérée d'une armée que l'on fait combattre sous la menace de la mitraille.

Les gens du Sud se sont vantés de leur désintéressement dans la question présidentielle. — Peu nous importe, disaient-ils, que Lincoln ou Mac-Clellan soit élu. Mieux vaut même Lincoln, avec qui nous pouvons compter sur la guerre à outrance et n'avons pas à craindre la honte d'une paix servile. — En revanche le vice-président Stephens écrivait la veille de l'élection une lettre singulière, où il exposait avec une franchise inaccoutumée les raisons qu'il avait de souhaiter que Mac-Clellan fût élu. La neutralité des nations européennes était, disait-il, due à leur infatuation ridicule sur la question de l'esclavage. Que Mac-Clellan fût élu président des États-Unis et leur offrît l'union avec l'esclavage, aussitôt les puissances de l'Europe, dégagées de leur respect humain incommode, s'empresseraient de les reconnaître et de leur prêter appui.

Quel patriote sincère peut reculer maintenant? Quel Américain dévoué à son pays peut renoncer à l'abolition de l'esclavage, quand, de l'aveu même de l'ennemi, c'est la puissance de cette idée qui fait la force du Nord et lui vaut le respect de l'Europe? Veut-on savoir le secret des progrès rapides de l'opinion abolitioniste, on n'a qu'à écouter les gens du Sud. Depuis quatre ans, tous leurs actes, toutes leurs paroles tendent au succès de la doctrine même qu'ils combattent. Je comprends M. Wendell Phillips et ces hommes d'une idée, lorsqu'ils souhaitent que le parti Davis l'emporte à Richmond sur le parti Brown, et que la confédération reste aux mains des plus implacables : les extrêmes de l'esclavage donnent la

main, sans le savoir, aux extrêmes de l'abolition.....

Les nouvelles d'Europe nous apportent les échos de la colère suscitée dans la presse anglaise par la capture, déjà ancienne, du corsaire confédéré la *Floride*, le même qui vient d'être coulé par un transport fédéral au moment où il mouillait dans la rade de Hampton-Roads. Le 6 octobre 1864, le capitaine Collins, commandant le vaisseau *Wachusetts*, se concerta avec M. Wilson, consul des États-Unis, pour saisir la *Floride* à main armée dans les eaux neutres du port brésilien de Bahia. Le peuple furieux aurait, dit-on, tué le consul sans la protection du gouvernement brésilien, qui n'en a pas moins demandé réparation de l'outrage. Le gouvernement fédéral l'aurait bien accordée; mais l'arrogance nationale, comme jadis dans l'affaire du *Trent*, se révoltait contre toute raison. La presse flétrissait d'avance les humbles démarches qu'on n'avait pas faites; les *copperheads* insinuaient, non sans une joie secrète, que la perte de la *Floride* pouvait bien tourner en définitive à l'avantage des confédérés. Il était bien difficile à M. Seward d'offrir autre chose au Brésil que des excuses verbales : au point où en étaient les choses, la restitution de la prise aux confédérés était devenue humiliante et impossible. C'est alors qu'une merveilleuse intervention de la Providence coupa court au différend par la destruction opportune du corps même du délit : la *Floride* fut coulée dans son mouillage, et le cabinet de Washington put sans embarras envoyer au cabinet de Rio-Janeiro ses excuses et ses regrets.

Il y a dans cette affaire deux questions distinctes : celle de la légalité et celle de la justice. Les Américains éclairés avouent eux-mêmes qu'il n'était pas plus légal de s'emparer de la *Floride* dans le port de Bahia que de saisir à bord du *Trent* les envoyés des rebelles. J'admets

encore que les procédés de l'agression, la complicité du consul, enfin cette façon peu fière de sortir d'embarras en invoquant le *deus ex machinâ* d'un naufrage, ne font pas grand honneur aux États-Unis; mais ici doivent s'arrêter les reproches.

Il a plû aux gouvernements d'Europe, et à quelques gouvernements d'Amérique à leur exemple, de reconnaître l'autonomie des rebelles comme belligérants : ils avaient leurs raisons; mais, aux yeux du gouvernement des États-Unis, les confédérés ne peuvent pas être un peuple à qui l'on fait la guerre suivant les règles du droit des gens : ce sont des rebelles et des traîtres poursuivis par la loi. La saisie d'un de leurs navires n'est point un acte de piraterie, c'est au contraire un acte de justice. Le Brésil, dont on a violé la neutralité, a certainement le droit de se plaindre; mais quand l'Angleterre feint de vouloir relever le défi au nom de la justice outragée, elle devrait avoir devant les yeux sa propre conduite. Ce qu'elle reproche aux États-Unis, elle l'a fait cent fois peut-être dans le cours des cent dernières années. Un homme d'État versé dans l'histoire maritime et diplomatique, mêlé lui-même à la direction des affaires étrangères, a fait le recueil des nombreux actes de violence que la force de l'Angleterre a revêtus de l'apparence du droit. Et aujourd'hui encore, sous le couvert de sa neutralité, n'est-ce pas elle qui fournit des vaisseaux et des armes aux pirates rebelles? La *Floride* a été construite, armée, équipée dans un port anglais : elle n'a jamais jeté l'ancre dans un port confédéré. Il y a deux mois, cinq cent mille Anglais insultaient les Américains par une adresse publique, sous prétexte de leur prêcher la concorde; un peu plus tard, ils organisaient des souscriptions, des ventes au profit des confédérés, et cette foire

de Liverpool qui avait pour objet déclaré le soutien de la rébellion. Aujourd'hui ils demandent qu'on leur permette d'envoyer leurs agents porter des consolations et des aumônes, et qui sait? fomenter peut-être la révolte parmi les prisonniers rebelles. En vérité, la mesure est comble, et ces Anglais, que révolte si fort l'orgueil des Américains, devraient se souvenir qu'en fait d'arrogance ils sont leurs aînés et leurs maîtres.

14 décembre.

L'autre jour je rencontrai le juge R..., qui me dit : « Partez-vous avant mardi? Il y aura ce jour-là un grand *meeting* de la *commission sanitaire* auquel assisteront tous les hommes distingués de Boston, M. Everett en tête. Le gouverneur Andrew présidera. » Alléché par cette promesse, je cours hier soir au Tremont-Temple, incertain d'y trouver place. D'abord la grande *hall* était à peu près vide : j'y trouvai tout au plus huit ou neuf cents personnes. L'organiste nous servait l'introduction obligée de tous les *meetings*, le chœur de *Judas Machabée*, car Boston est une ville artiste, où la musique est en honneur. Bientôt les dignitaires débouchent sur la plate-forme déserte, — une vingtaine de figures ennuyées et frileuses, enveloppées dans leurs manteaux, qui viennent occuper le dernier rang des gradins. Point d'Everett, point d'Andrew. M. Quincy présente au public comme président M. Charles Loring, qui ouvre la séance par un discours correct, sympathique, facile. Après lui, M. Dana se lève et avec plus de froideur encore entonne à peu à près la même antienne. Pour varier un peu le thème, il entreprend de prouver doctement

comme quoi l'institution fait plus de bien que le gouvernement n'en pourrait faire, et passe une demi-heure à terrasser l'objection que personne ne lui faisait. Puis un petit jeune homme monte à la tribune, un cahier à la main, pour expliquer les détails de l'administration dont il est l'agent. Je me suis tenu pour satisfait, et j'ai gagné la porte, ayant appris que la commission sanitaire fournissait des soins, des vivres, un abri aux soldats malades ou blessés, qu'elle leur envoyait des provisions au camp, et tenait régulièrement de gros livres de comptes rendus statistiques où la médecine et l'administration pouvaient puiser des renseignements précieux. J'avais entendu dire aussi que c'était le génie des institutions américaines qui voulait que ces œuvres de bienfaisance fussent librement entreprises en dehors du gouvernement, et que c'était la gloire du peuple américain que cette spontanéité à concevoir et à organiser les choses utiles : leçon que je savais d'avance et que j'aurais pu réciter tout seul.....

Il y a longtemps que je ne vous ai parlé de la guerre. Sherman était dernièrement près de Savannah, après avoir fait tomber Augusta, Macon, Milledgeville, et achevé une campagne hardie qui rompt avec les lenteurs accoutumées de la stratégie américaine. Les journaux de Richmond annoncent qu'il est près de la mer (ils ne veulent pas dire où), en face d'une armée confédérée et sur le point de combattre. Voilà donc la confédération coupée en deux. Malgré l'incertitude des bruits qui courent, j'augure bien de cette campagne, et voici pourquoi : l'armée de Sherman est une armée de vétérans aguerris, et celle qu'on lui oppose est composée de milices levées à la hâte et volées, suivant l'expression mélodramatique du général Grant, « au berceau et à la tombe. »

Nashville, en revanche, est assiégée, mais personne ne

s'en émeut dans ce pays, où la guerre est devenue une maladie chronique. Les journaux font de curieuses descriptions de la capitale du Tennessee : jamais, paraît-il, ne s'y est pressée plus grande foule d'étrangers et de spéculateurs. Les rues sont vivantes, le commerce régulier et tranquille, les hôtels bourrés de monde; les logeurs recueillent la pluie d'or et souhaitent l'éternité de la guerre civile, tandis qu'à trois milles de là les deux armées échangent des coups de canon. Curieux exemple à notre époque de cette existence incertaine des républiques de l'antiquité et des cités du moyen âge, toujours menacées, toujours à la veille du pillage et de la ruine, mais faites au danger et étrangères à ces terreurs pusillanimes qui font plus de mal encore que la guerre !

Le congrès est d'un calme profond. Au sénat, M. Wilson propose d'affranchir, dans les États demeurés fidèles à l'Union, les femmes et les enfants des soldats noirs. M. Sherman fait voter la construction de cinq *revenue-cutters*, en réalité cinq petits vaisseaux de guerre, pour protéger la frontière des lacs autant contre le brigandage que contre la contrebande. Enfin, chose plus importante, la chambre des représentants vote à vingt voix de majorité une loi générale sur les faillites, qui va venir à l'étude au sénat.

L'événement grave du jour est l'acquittement des *raiders* de Saint-Albans par la cour criminelle de Montréal. Vous vous rappelez les étranges hésitations des autorités canadiennes à mettre en jugement les coupables. Cette question judiciaire était en même temps une affaire d'État. M. Cartier, ministre de la justice, était venu lui-même à Montréal pour s'entendre avec la cour et lui donner les instructions du cabinet. Les débats s'ouvrent après un mois d'attente : dès la première audience, sans même

entendre les parties plaignantes, le juge Coursol donne raison à l'avocat des prévenus. Sous prétexte que l'affaire implique une question internationale et qu'en matière d'extradition le mandat d'arrêt doit porter, pour être valable, la signature du gouverneur général, il se déclare incompétent et ordonne la mise en liberté des prisonniers. En vain les avocats protestent, en vain l'avocat de la reine fait observer lui-même que sans doute on a mal compris la décision du juge, et qu'il ne peut sous ce prétexte prononcer un acquittement général sur les six chefs de l'accusation, lorsque la cour n'a présentement à décider que sur un seul : le juge s'emporte, se plaint que sa décision soit contestée, en ordonne l'immédiate exécution, et les brigands prennent la clef des champs aux applaudissements de la foule.

Alors les plaignants s'adressent à un autre juge, obtiennent un nouveau *warrant*. Ils cherchent le *high constable*, ils ne le trouvent point. Le chef de la police, deux fois sommé de leur prêter main-forte, demande du temps pour réfléchir. L'argent même, l'argent volé dans la banque est rendu aux brigands sur l'ordre du juge, et quand le *high constable* reparut enfin, on avait perdu la trace des fugitifs. Voilà ce qui s'appelle escamoter la justice. C'est là une folie dont les Canadiens pourraient bien, avant peu, porter la peine. En vérité, le gouvernement de Washington est bien doux, s'il ne met pas la main sur la poignée du sabre. Le sentiment national se soulève avec une puissance menaçante et inattendue. C'est l'Angleterre qu'on accuse de faire de ses colonies le quartier-général des brigands rebelles. Les pirateries de l'Océan et celles du lac Érié, l'armement des corsaires confédérés dans les eaux britanniques et celui des *raiders* sur le sol britannique, ont un air de famille singulier. On

se répète que le moment est venu de donner une leçon exemplaire à ce petit Canada qui vient donner le coup de pied de l'âne à l'aigle malade, et que ce gros lion anglais hypocrite qui l'encourage dans son insolence, demande aussi quelques boulets des *ironsides* américains. Si lord Monck et son patron Palmerston ne réparent pas l'outrage, c'est une déclaration de guerre à l'Amérique. Ils comptent peut-être sur ses embarras intérieurs; mais qu'on y prenne garde, le taureau pris par les cornes peut encore lancer par derrière une ruade qui mette en pièces l'union canadienne et son fragile édifice à claire-voie.

15 décembre.

Nous vivons sous la neige. Boston, avec son manteau de frimas, ses innombrables traîneaux et ses bruits de clochettes, ne s'attriste pas avec l'hiver. Le froid pur et mordant de ce climat pique les oreilles, le nez, les lèvres, rougit et bleuit le visage ; mais il n'a rien de cette saleté lugubre, brumeuse et boueuse de nos hivers européens. Je comprends qu'on préfère cette uniformité de froidure aux continuels changements de notre ciel. Je vais d'ailleurs descendre vers le Sud, et je n'ai plus qu'une journée à demeurer ici. Je pars samedi pour le pays des *shaking-quakers*, ces derviches dansants, qui sont en même temps, de par la loi religieuse, communistes, buveurs d'eau et célibataires. Je sanctifierai le dimanche en leur compagnie, et je serai lundi à New-York.

On m'avait beaucoup parlé de la tristesse puritaine de Boston, et les New-Yorkais, qui détestent jusqu'à l'ombre de la ville rivale, m'y avaient prédit un rapide ennui. Jusqu'à présent je ne m'y suis pas trouvé un seul instant

inoccupé. Sauf l'opéra, qui lui manque, l'*Athènes américain* offre de bien autres ressources que cette cohue d'émigrants et d'agioteurs qui s'intitule orgueilleusement la métropole. Ici est le véritable centre de la civilisation américaine : c'est d'ici que l'intelligence rayonne et se répand sur ce peuple inachevé. Je comprends que les Bostoniens tiennent à honneur le nom de *Yankees*, et je suis très-sincère quand je leur dis que je divise l'Amérique en couches dont l'intelligence et la moralité décroissent en raison inverse de la distance où elles sont de la Nouvelle-Angleterre. Un regard plus long et plus attentif sur leur société ne modifie en rien la première impression qu'elle m'a faite. Ce petit coin du globe est un modèle pour le monde entier, et si les mœurs, les institutions, les lumières du Massachusetts doivent, avec le temps, pénétrer jusqu'aux couches récentes de la formation humaine du nouveau monde, il faut bien augurer et de la démocratie et de l'Amérique.

Il y a deux choses qui manquent en général aux institutions américaines, parce qu'elles sont ennemies du pouvoir populaire : la stabilité et l'autorité. Le suffrage populaire, avec ses hasards et ses caprices, est l'unique puissance devant laquelle toutes les autres sont abaissées. La loi même qu'il a faite plie à son gré, et si dans certaines grandes manifestations nationales il montre une discipline vraiment imposante, c'est qu'il s'organise lui-même et renonce pour un temps à l'anarchie, qui est sa loi ; mais il faut que ses masses pesantes soient soulevées par quelque grand sentiment patriotique. Dans le détail des affaires et dans le gouvernement de tous les jours, il revient au désordre, qui est sa condition naturelle. On peut attendre de lui ces mouvements irrésistibles qui impriment une direction générale à la politique du pays ; il

n'en faut attendre aucun ordre pratique, à moins que d'anciennes traditions et une longue habitude n'aient mis dans les lois un principe salutaire d'autorité.

Voilà la supériorité de la Nouvelle-Angleterre. Les générations s'y transmettent l'une à l'autre un héritage de principes respectés qui ont pris corps et pouvoir dans les lois. Le droit public, si vague et si indécis dans les sociétés mouvantes et mal jointes de l'Ouest, est fixé ici par deux siècles de traditions. Le gouvernement, tour à tour si hardi et si faible, toujours si mal réglé dans ces républiques improvisées, où sa dépendance absolue du vote populaire est son unique frein, a ici ses attributions établies et ses limites certaines. Il règne dans son plan général une unité qu'aucune fantaisie locale n'ose braver ni rompre. Les pratiques administratives y sont régulières et irréprochables. Dans chaque *township*, les *aldermen* dressent et publient leurs budgets imprimés; les comptes rendus des séances des corps municipaux sont exacts, détaillés, soigneusement tenus. La ville de Boston imprime autant de papier qu'un ministère. Les registres de l'état civil, ailleurs si négligés, sont ici tenus en double, comme en France, et chaque ministre ou chaque magistrat envoie au chef-lieu du comté la copie des actes qu'il a dressés. Il n'y a pas jusqu'aux mutations, aux testaments, aux donations, aux contrats de vente, qui ne soient collationnés avec un soin merveilleux et copiés tous sur un registre monstre qu'on garde à Boston dans un édifice de granit et de fer, bâti tout exprès par l'État. — Le gouvernement n'est pas élu de toutes pièces, comme dans l'Ouest; il est confié annuellement à un seul dépositaire qui choisit lui-même ses ministres et partage avec eux la responsabilité exécutive. Le gouverneur n'est pas inéligible après une ou deux années de pouvoir; il peut

être réélu jusqu'à sept et dix fois. Je vous ai dit comment la justice était organisée dans l'État de Massachusetts, et quelle autorité singulière lui donnait le double caractère, si rare dans une démocratie, de l'indépendance et de la durée. En un mot, cette démocratie est aussi conservatrice que libérale, et c'est ici que doivent venir ceux des admirateurs des institutions républicaines qui ont besoin de réchauffer leur enthousiasme.

Voyez combien l'origine des sociétés, comme celle des gouvernements, pèse sur leur avenir. Que de jeunes branches sont venues se greffer depuis deux siècles sur le tronc vermoulu de la vieille colonie puritaine! Que d'éléments nouveaux et corrompus sont venus s'y mêler! Mais il y a dans sa constitution primitive quelque chose d'indélébile qui survit aux hommes, et comme une semence morale qui continue à croître dans la terre étrangère des générations nouvelles. C'est un foyer où l'on jette toute sorte d'aliments étrangers, mais d'où s'élève toujours la même flamme. Les barbares ont passé sur le monde romain sans le détruire : l'invasion des peuples modernes n'a pas étouffé le germe déposé sur cette côte déserte par les cent pèlerins de Plymouth.

Voulez-vous comprendre la société qui en est sortie, rappelez-vous seulement son origine. Ce n'est pas la soif du gain, ni la misère qui l'a formée; c'est le besoin de cette indépendance morale qu'on y respire encore aujourd'hui. Les premiers citoyens de la vieille république n'étaient point des affamés ni des émancipés de la veille, venant faire au hasard, avec leurs passions plus qu'avec leur raison, l'épreuve orageuse de la démocratie ; c'étaient des hommes riches, éclairés, sévères, qui s'expatriaient pour être libres, et dont le premier soin, avant même de toucher la terre où leurs espérances bâtissaient l'Amé-

rique future, était de proclamer ces principes qui sont encore la loi de leurs descendants. Ils arrivaient égaux, eux aussi, mais égaux d'aisance et de lumières, et non pas d'ignorance et de pauvreté. Rien ne pouvait les attirer sur cette plage sablonneuse, si ce n'est le besoin d'une solitude écartée du monde où rien ne troublât leur liberté. Tandis qu'aujourd'hui le flot des races s'épand à travers les plaines fécondes de l'Ouest sur d'immenses étendues qu'un jour civilise, les colons de la Nouvelle-Angleterre ont eu à lutter longtemps contre un sol aride, et le long effort de cet établissement laborieux n'a pas été inutile à la solidité de leur œuvre. Leurs descendants, au milieu du peuple nouveau qui les inonde, conservent encore la double suprématie de l'intelligence et de la richesse. L'Ouest n'est pas pour eux un rival; c'est un chantier dont ils exploitent les produits en même temps qu'un débouché facile au trop-plein de leur peuple. Les Allemands, les Irlandais, y modifient sans doute profondément le caractère de la société; le gros cependant des populations de l'Ouest, ou du moins la race qui domine dans cette mêlée confuse, appartient encore à la Nouvelle-Angleterre par son origine et par ses idées. Cette province est comme une pépinière dont les rejetons peuplent l'Amérique.

A vrai dire, les États de l'Ouest n'en sont que les colonies : c'est la Nouvelle-Angleterre qui les a fondés. Eux-mêmes à leur tour font sa richesse; ce large écoulement toujours ouvert aux générations nouvelles est la raison principale de sa merveilleuse prospérité. Il empêche cette division des fortunes qui est chez nous une cause d'appauvrissement. Les terres ne se morcellent pas en autant de parts qu'il y a d'héritiers : il est d'usage de les laisser toutes à l'aîné. Les cadets vont, comme en

Angleterre, chercher fortune aux contrées lointaines, le plus souvent planter leur tente dans les forêts du Nebraska ou les prairies du Kansas. Au lieu de s'encombrer, comme en Europe, jusqu'au jour où l'espace manque et où le trop-plein déborde, ils vont en avant, laissant le fruit de leur travail à ceux qui demeurent et ne permettant jamais aux ressources d'être devancées par les besoins. Ces hardis aventuriers deviennent bientôt des hommes de l'Ouest : une fois sortis du pays natal, une fois en dehors du réseau de coutumes et de souvenirs qui les y environne, ils perdent l'esprit d'ordre et de légalité qui semble s'attacher au sol ancien. Le jour doit venir assurément où les peuples de l'Ouest, établis plus à demeure sur leur terre enfin conquise, perfectionneront ce qu'il y a d'incomplet dans leur civilisation morale et d'improvisé dans leurs institutions politiques. En attendant, et pour longtemps encore, le nord-est conservera sur eux l'ascendant de sa supériorité. Dans ce grand corps agité de la civilisation américaine, les États de l'Ouest sont comme les bras robustes qui le nourrissent de leur travail; New-York ressemble à l'estomac qui rejette ou digère les aliments des deux mondes. Quant à la Nouvelle-Angleterre, elle est la tête, le siége de l'intelligence et de la pensée.

CHAPITRE VI.

UN MONASTÈRE PROTESTANT

Lebanon; les *shaking-quakers*; un peuple communiste et célibataire. — Leur hospitalité; le service divin; derviches danseurs; conversions forcées; un moine en robe courte. — Paysages d'hiver; un coup d'œil à ma garde-robe. — Un fou raisonnable; un ordre religieux.

Pittsfield (Massachusetts), 18 décembre 1864.

Je n'ai pas vu les *shaking-quakers*. C'est un trait nouveau du guignon qui semble poursuivre et châtier toutes mes curiosités superflues. Arrivé hier soir de Boston, j'ai pris ce matin un traîneau pour me conduire à Lebanon avant l'heure du *meeting :* c'est le nom que les *shakers* donnent à leur service religieux. Tout le pays leur appartient à trois lieues à la ronde. On rencontre leurs villages le long du chemin, de place en place, reconnaissables à leurs grandes maisons de trois ou quatre étages, à leur triste silence et à leur étrange immobilité. Lebanon est le plus grand de tous et leur chef-lieu. On descend d'une montagne boisée au fond d'une vallée riante encore, même sous la froide blancheur d'une neige sibérienne. Un village neuf et propre, plein des traces

d'une activité récente, borde des deux côtés la route : ce sont de grands édifices en brique ou en bois, avec des fondations de pierre de taille, des granges monumentales, de vastes bâtiments de ferme; mais pas un, cottage, pas un enclos coquet, pas un jardinet pour en égayer un peu la monotonie sévère. Aux fenêtres alignées sont tendues des rangées de rideaux blancs. Rien de moins séduisant que cet air d'aisance uniforme et d'irréprochable propreté. Une nouvelle maison s'élève, haute de cinq étages, plus semblable à une auberge qu'à une habitation rurale. Il n'y a place ici ni pour l'ornement ni pour le plaisir, ni pour aucun des caprices aimables de la fantaisie individuelle : le communisme a mis partout son empreinte banale et désolée. L'église même n'est qu'une grande baraque tout unie, surmontée d'une sorte de dôme bas et écrasé, comme une cloche à melons. Ce matin, la porte en était fermée. Vu le grand froid de la saison, chacune des sections de la communauté accomplissait à huis clos ces rites étranges qui m'avaient attiré. Je frappai d'abord à une porte où l'écriteau *office* indiquait la demeure de l'un des *headmen* ou chefs à la fois temporels et spirituels de la congrégation, préposés en même temps à l'administration des intérêts et à la garde des âmes. Un personnage grave et simple, vêtu d'une sorte d'habit à la française et entièrement boutonné, avec une cravate blanche à bouts pendants et à plis réguliers, un visage pâle et rasé, des cheveux plats et arrondis autour de la tête, vint m'ouvrir la porte et me souhaiter la bienvenue. « Il fait froid, me dit-il, je regrette que nous n'ayons pas de feu. Vous venez sans doute pour assister au *meeting?* — Précisément. — J'en suis fâché : nous ne nous réunissons pas à l'église aujourd'hui. Nous venons justement de finir le service dans cette maison. Allez un peu plus

loin, à la maison blanche que vous voyez de la fenêtre. Peut-être vous admettra-t-on. » Je le remerciai et remontai en voiture, frappé de son air doux, respectable, de son accueil simple et cordial. J'étais un étranger, un intrus, évidemment un curieux et un sceptique qui venait s'amuser d'eux et rire à leurs dépens; mais toute créature humaine a titre à leur bienveillance et à leur hospitalité. — Vous venez le sourire aux lèvres, la moquerie au fond du cœur; vous venez nous voir comme des bêtes curieuses ou comme un hôpital de fous. Asseyez-vous là, mon frère, et chauffez-vous à notre feu, nourrissez-vous à notre table. — C'est ainsi du moins, me disait mon guide, qu'ils pratiquent l'hospitalité dans la semaine. Le dimanche, portes et maisons sont fermées, et les âmes, absorbées dans l'extase des saints exercices, ne s'abaissent pas aux soins de ce monde. L'église néanmoins reste ouverte à tout venant, et sans doute le sublime spectacle des élans chorégraphiques de toute cette pieuse communauté vers le ciel aura converti plus d'une âme dégoûtée de la terre.

De temps en temps, quand l'esprit saint les inspire, ces pauvres gens interrompent leurs hurlements et leurs danses pour improviser des sermons, des prières ou même des exhortations au public infidèle. Ce doit être une curieuse chose que de les voir sauter, les mains en l'air, comme des chiens savants, les yeux au ciel, poussant en cadence je ne sais quel cri inarticulé de supplication larmoyante et craintive, hommes d'un côté, femmes de l'autre, dans leur triste uniforme de bure grise, jusqu'au moment où leurs jarrets se fatiguent, où la sueur les inonde et où la pesanteur de leur enveloppe charnelle rabat au niveau terrestre leurs âmes prêtes à s'envoler dans le monde céleste. Détruire cette chair funeste, la

mortifier par le célibat, la ployer par l'obéissance, secouer le fardeau de la vie corporelle, en délivrer les générations à venir en les empêchant de naître, voilà leur doctrine morale, qui, vous le voyez, a plus d'une ressemblance avec celle du monachisme catholique, on peut dire aussi avec celle des fakirs de l'Inde. Convaincus que l'existence est un mal, ils rêvent l'extinction de la race humaine et font dater du jour où elle aura accompli la loi divine de l'anéantissement ce règne éternel des *saints* qu'attendent tous les visionnaires. En attendant, ils ont des champs, des fermes, des manufactures; ils font le commerce, ils achètent des terres, ils placent des capitaux, ils font pour se recruter une propagande active et pas toujours innocente. Ils s'emparent de tous les enfants laissés sans ressources et sans famille; souvent même ils les achètent ou les dérobent. Je me trompe fort, ou parmi ces petites figures moroses qui me regardent curieusement aux fenêtres de ces prisons, il y a plus d'un *petit Mortara* élevé par force à l'ombre de la foi.

Arrivé à la porte de la maison blanche, je frappai discrètement et je prêtai l'oreille. Des sons vagues, semblables à des cris plutôt qu'à des chants, semblaient s'en échapper par intervalles. Une autre figure grise, à face pâle et rasée, vint m'ouvrir et me demander ce que je désirais. Son allure aussi était grave, simple et sacerdotale, son extérieur celui d'un prêtre catholique plus que d'un ministre protestant, et d'un moine encore plus que d'un prêtre. Malgré son aménité parfaite, il était clair que ce personnage serait moins affable et moins accueillant que le premier. Il voulut savoir de quel pays j'étais, et rentra dans la maison; puis il en ressortit pour me dire que le *meeting* touchait à sa fin, et qu'il était bien fâché

de ne pouvoir m'admettre. « Est-ce, ajouta-t-il, la curiosité qui vous amène? ou bien... » Il n'osait achever sa pensée. « Oh! répondis-je, je ne crois pas que je sois touché de la grâce. » Et là-dessus, impatient déjà de cette inquisition, dégoûté de la comédie qu'il aurait fallu jouer pour m'introduire, désireux enfin de ne pas offenser ces braves gens, je l'ai remercié et je m'en suis allé. J'éprouvais la sensation d'un homme qui regarde par la serrure ou qui s'introduit en fraude dans un couvent de chartreux.

Au retour, j'ai essayé de questionner mon guide; mais il savait peu de chose de ses voisins de Lebanon. Il n'a pas pu me dire si les *shakers* avaient voté dans l'élection présidentielle et pour qui, ni s'ils avaient payé de bonne grâce leur tribut à la conscription. J'en reste donc à mes impressions personnelles, qui sont en vérité toutes différentes de celles que j'attendais. A part les extravagances qu'ils ont renouvelées des premiers quakers, les *trembleurs* ne sont pas les fous burlesques dont on m'avait parlé : leur communauté n'est qu'un grand monastère, eux-mêmes ne sont que les moines de la société américaine. On arrive avec l'intention de rire de leurs folies; mais quand on a parlé à ces hommes doux et graves, quand on voit ces femmes pâles et abattues, quand on songe à ce qu'il faut d'obéissance et de vertus pour qu'une société puisse vivre et prospérer sous de pareilles lois, on respecte presque ces pieux insensés; on voit qu'il s'agit d'une chose sérieuse, d'un besoin, ou, si l'on veut, d'une maladie, et non d'une difformité grotesque de la nature humaine, et qu'à tout le moins le rire est déplacé. Peut-être cependant, si je leurs avais vu faire leur gymnastique, ma gravité aurait-elle perdu l'équilibre.

Vous demandez sans doute le lieu précis où je me

trouve? Pittsfield est dans l'ouest du Massachusetts, près de la frontière de l'État de New-York. C'est une petite ville rurale, gaie, industrieuse, qui compte environ dix mille habitants. La contrée qui l'environne, comme tout le Massachusetts en général, est un pays montueux, boisé, parsemé de lacs et de rivières, tout à fait pittoresque et alpestre sur un petit pied. J'ai traversé hier en chemin de fer de grandes étendues de forêts qui me rappelaient la Pensylvanie et l'Ohio. Le pays le plus peuplé est ici très clair-semé d'habitants, et les cantons sauvages du Massachusetts abondent en délicieuses retraites d'été. L'une d'elles, Lebanon-Springs, où jaillit une fontaine d'eau minérale, située sur la colline à deux milles du village *shaker*, dominant la vallée, en face des chaînes de montagnettes boisées des environs, reste riante même en hiver et sous le funèbre linceul blanc taché de noir qui ne quittera pas la terre jusqu'au printemps. Pour le moment, les bises du nord y sont glaciales, et quand un homme s'occupe à maintenir la vie dans son nez, ses mains et ses oreilles, il n'a guère souci d'admirer les étincelles qu'allume sur la neige le soleil d'hiver, ni le sombre contraste des *evergreens* sur le paysage décoloré.

Je vous avouerai en confidence que la déroute commence dans ma garde-robe. Cela m'avertit que la saison d'hiver avance et que la même armée ne peut pas faire deux campagnes sans renfort. Il faudra que je me résigne à encourager l'industrie des fabricants indigènes en leur payant double des objets de demi-valeur. Je ne connais pas de pays où la vie matérielle soit à meilleur marché; mais je n'en connais pas non plus où les accessoires de la vie soient plus coûteux. Dans les meilleurs hôtels des grandes villes, on est encore logé, nourri, défrayé de tout pour 4 dollars par jour en papier-monnaie. En re-

vanche, le prix moyen d'un pardessus à la mode est de 125 dollars. Toutes les choses de demi-luxe sont à un tel prix que je me demande comment vivent ces *lions* de New-York qui n'ont parfois que d'assez maigres revenus. Dans les quartiers populaires que dédaigne le monde élégant, une tranche de maison de vingt-cinq pieds sur cent, de quoi loger seule une famille, se loue 5,000 ou 6,000 dollars. La cherté n'a pas encore atteint les subsistances, quoique les gens du pays se plaignent que les dépenses indispensables aient triplé depuis trois ans. On voit cependant les mêmes équipages rouler tous les jours à Central-Park, la même foule mangeante et buvante se presser toutes les nuits chez Delmonico ou à la Maison-Dorée. Les Américains disent que le superflu est devenu pour eux le nécessaire.

New-York, 19 décembre.

Me voilà de retour à New-York, la grand'ville; voici le son perpétuel du tocsin annonçant ses perpétuels incendies; voici la pluie qui nettoie les rues et commence par les inonder d'une bouillie neigeuse sans écoulement. J'éprouve, en rentrant dans la Babylone américaine, ce sentiment de dégoût familier que m'inspire, après une nuit de voyage, le Paris sordide et boueux du matin. On s'accoutume si vite aux lieux et aux choses, qu'il me semble rentrer chez moi.

Je vous parlais hier des *shakers*, et je regrettais de n'avoir pu assister à leurs prières. J'ai fait aujourd'hui une rencontre qui vaut tous les *meetings* et toutes les danses du monde, parce qu'elle me donne une idée plus juste de cette singulière société. J'étais dans le train de

Pittsfield à Chatham, lorsque je vis un vieux paysan étrangement vêtu, auquel je ne fis d'abord aucune attention. Je le retrouvai à Chatham dans la salle étroite de la station, où il se chauffait devant le poêle. Je m'aperçus alors qu'il portait le costume des *shaking-quakers*, redingote grise, col blanc, culotte et guêtres brunes. Joignez-y un grand chapeau gris à larges bords tout plats, un vrai chapeau de *quaker*, et vous avez tout l'homme.

Je l'examinais, tout en lisant un roman de Hawthorne, quand ce singulier personnage m'adressa la parole en français. « Comment, lui dis-je, avez-vous reconnu que j'étais Français? — J'ai vu tout de suite à votre mise que vous n'étiez ni Américain ni Anglais. » J'appris alors que ce paysan grossièrement vêtu avait longtemps vécu à Paris, qu'il avait été riche, qu'il connaissait la société parisienne, qu'il était au fait, sinon de nos affaires actuelles, dont il n'avait qu'une vague idée, au moins de celles du temps passé. Ses manières d'homme du monde, son sens raffiné des nuances sociales, la variété de sa conversation m'eurent vite gagné. Il me conta qu'il avait des enfants établis à New-York, qu'il allait en ce moment leur faire visite, que quant à lui il ne regrettait point sa fortune perdue, et que l'existence la plus simple, la plus retirée, était ce qui lui convenait le mieux pour le peu d'années qu'il avait à vivre. Je croyais qu'il allait me parler de son étrange religion et du parti qu'il avait pris de renoncer au monde; mais il me laissa deviner tout cela sans vouloir y toucher, et moi-même je n'osai lui faire de questions indiscrètes. Nous nous assîmes ensemble en chemin de fer. Son vêtement plus que simple, sa paysannerie et son quakérisme semblaient avoir disparu. Nous parlâmes de toutes choses, politique présente et passée, américaine et française, littérature même, et je m'éton-

nais de plus en plus du bon sens de cet homme. Je m'étais figuré les shakers comme de sombres enthousiastes courbés sous une règle de fer, comme de pieux insensés toujours perdus dans les idées apocalyptiques et lugubrement acharnés à la destruction de l'espèce humaine; je croyais qu'ils faisaient de leurs folies non-seulement un moyen de sanctification personnelle, mais encore une loi universelle à laquelle ils espéraient convertir l'humanité. Ce père de famille allant voir ses enfants, ne réprouvant pas les profanes, s'intéressant au bien terrestre de cette race humaine à qui sa doctrine propose l'extinction pour but suprême, passionné encore sur toutes les questions temporelles qui devraient le trouver dédaigneux ou indifférent, patriote enfin et vivement ému des dangers et des souffrances de son pays adoptif, répondait si peu à l'idée que j'avais de la secte que je me demandais parfois si je ne m'étais pas mépris. Il n'y avait pas à douter, le costume trahissait l'homme aussi sûrement que s'il eût porté un écriteau sur la poitrine. Je m'aperçus qu'il était républicain radical et (comme de raison sous le chapeau du quaker) ardent abolitioniste. Bien loin de prédire la vanité du progrès humain et de prêcher la fin du monde, il comptait sur l'avenir pour réparer et les injustices et les désastres du passé. J'ai vu peu d'hommes qui eussent une foi plus active que ce serviteur volontaire d'une loi d'immobilité et d'anéantissement. On dirait un moine qui, une fois sorti de sa cellule, reprend vie au contact des hommes et oublie l'œuvre de destruction personnelle à laquelle il s'est condamné pour partager, lui aussi, les pensées et les espérances humaines.

Voyez-vous maintenant le vrai caractère de cette congrégation bizarre? Ce n'est ni une aberration sans exemple, ni un produit particulier de l'Amérique; c'est tout

simplement un ordre monastique, le refuge de tous ceux qui se sentent dépaysés dans le monde et veulent une retraite pour y commencer à mourir. On embrasse la religion des *shakers* comme chez nous on entre dans les ordres. Les hommes malheureux, désappointés, dégoûtés de la vie, y vont chercher le repos, et la cérémonie fatigante des cabrioles du dimanche ne les empêche pas d'y trouver le calme profond, la mort anticipée qu'ils désirent. Ils peuvent d'ailleurs en sortir librement, si par hasard ils reprennent goût à la vie. On m'a parlé d'une jeune fille d'Albany qui, dans un désespoir d'amour, a pris la robe de bure et le bonnet plat des *shakeresses*, apportant une dot de plusieurs millions à l'époux divin. La communauté des biens, la vie en troupeau, le célibat, l'obéissance sont des règles communes à tous les ordres religieux, et, pour compléter la ressemblance, de même qu'il y a dans les couvents des dupeurs et des dupes, les uns guettant les conversions lucratives et les autres abandonnant leurs biens terrestres aux mains qui dirigent la congrégation, la générosité des néophytes passe également pour profiter aux convertisseurs.

CHAPITRE VII

LA CAMPAGNE DE GÉORGIE

Victoires dans le Sud ; siége de Savannah ; nouveaux impôts, nouvelle levée de 300,000 hommes. — Les banques nationales ; système de M. Chase ; centralisation, unité financière. Les caisses d'épargne ; avenir de la dette publique. — Responsabilité ministérielle. L'État nouveau de la Louisiane ; la politique de *reconstruction* et la politique des *territoires*. Le Canada et les *fenians*. — Un *club* de danse ; l'étiquette américaine. — L'amendement constitutionnel ; agilité des partis politiques. — M. Seward et le Congrès ; conservateurs et radicaux. — Prise de Savannah ; marche de Sherman en Géorgie ; dissensions à Richmond ; fanatisme et découragement. — L'échec de Wilmington ; querelles des chefs ; retraite de Butler : M. Bancroft ; l'amiral Farragut. — M. Seward et les passe-ports.

20 décembre.

Hier, la *Tribune* paraissait avec ce mot en tête de ses colonnes : *thunder !* Suivait une nouvelle étourdissante, la prise de Savannah, avec 11,000 prisonniers. La dépêche, plus ou moins authentique, qu'avait reçue le ministre de la guerre ne disait que 1,100 ; mais la *Tribune* se croyait autorisée, sur la foi d'un journal de Baltimore, à ajouter un zéro inoffensif au bilan de la victoire. Aujourd'hui les deuxièmes nouvelles refroidissent le coup de

tonnerre. Sherman n'a point pris, il a investi seulement Savannah, dont la garnison forte de 12,000 hommes, *ne peut manquer* de se rendre. En même temps le général confédéré Hood a été repoussé de Nashville, et, tout en revendiquant l'honneur de la victoire, il a battu en retraite avec cinq ou six généraux tués ou blessés. On dit encore que Forrest a été tué par Rousseau à Murfreesborough. Enfin de tous côtés pleuvent les nouvelles heureuses, et Grant seul, le sphinx de Richmond, reste immobile et silencieux.

Cependant le président vient de faire un nouvel appel de 300,000 hommes. La plupart des États avait échappé au dernier *draft* de 500,000 hommes en faisant valoir le contingent volontaire déjà fourni par eux sans réquisition. Ainsi la ville de New-York, ayant prouvé qu'elle avait librement donné aux armées et à la marine des États-Unis 30,000 hommes de plus qu'il n'en avait été jusque-là exigé d'elle, se trouvait avoir rempli d'avance les trois quarts de son contingent. Ce monstrueux appel de 500,000 hommes avait donc été une régularisation du passé plus encore que la création d'une ressource nouvelle. C'est pour suppléer à l'insuffisance de ce premier appel que le président lève les 300,000 hommes qui devront à présent être fournis jusqu'au dernier. L'exonération, cet expédient fiscal d'une législation improvisée, qui laissait les cadres vides ou ne les remplissait qu'aux dépens des pauvres, est maintenant abolie (1); tout citoyen désigné par le sort doit partir lui-même ou donner un remplaçant. En même temps tous les soldats en congé et bons au service reçoivent l'ordre de rejoindre leurs régiments. Vous voyez qu'on pousse énergiquement la guerre, et

(1) Voyez le 1er volume, chap. IV.

qu'on n'est pas près de se laisser dépasser par cette supériorité du nombre dont les confédérés menacent les *Yankees* après l'enrôlement des nègres et la conscription des 150,000 jeunes gens qui, d'après leurs statistiques, doivent atteindre, l'an prochain, l'âge du service militaire.

Les mesures financières ne sont pas moins énergiques. Le congrès s'occupe d'un nouvel impôt de 25 p. 100, qui s'ajoutera aux tarifs de tous les chemins de fer, omnibus, bateaux à vapeur et voitures publiques des États-Unis. En même temps on propose une taxe additionnelle d'un *cent* sur tous les marchés sans exception. Non-seulement tout *check*, tout *draft* chez un banquier, toute facture, tout effet de commerce doit porter le timbre national, mais tous les petits objets de menu commerce sont frappés d'un droit de timbre presque égal à leur valeur. Vous ne pouvez acheter une feuille de papier, une boîte de pastilles, un flacon d'eau de Cologne, une carte photographique sans qu'elle porte le passe-port du *revenue-stamp*. Dans ce pays, qui se fait gloire d'avoir enseigné au monde la doctrine du *free trade*, les plus petites transactions, les moindres transports sont aujourd'hui frappés par l'État comme s'il avait à cœur de suspendre le mouvement et la vie. Je ne blâme pas ces mesures de nécessité, pas plus que je ne blâme la ressource extrême de l'impôt sur le revenu. Quelle autre manière de faire face à une guerre dont les dépenses moyennes s'élèvent, au bas mot, à 2 millions de dollars par jour? Je veux seulement vous montrer combien les cordes sont tendues, et quelle profonde transformation s'est accomplie en quelques années dans le régime économique de ce peuple, autrefois libre d'entraves, aujourd'hui bridé, garrotté dans tous les sens.

La dette cependant grossit toujours, et la planche aux assignats n'est pas oisive. On a imaginé, pour relever la valeur du papier-monnaie, d'émettre des billets remboursables à terme fixe, avec un intérêt de 5 à 6 p. 100; mais bien loin de relever la masse pesante des émissions anciennes, ces nouveaux billets sont eux-mêmes entraînés et ramenés au taux commun. Ils circulent au même prix que les simples *greenbacks*. Que valent-ils en effet de plus que les autres? Ils seront, à l'expiration du terme, remboursés en *greenbacks* des émissions précédentes, et l'intérêt qu'ils promettent n'en augmentera la valeur qu'à la veille du remboursement. — Les *banques nationales* sont aussi un moyen mal déguisé d'augmenter l'émission du papier-monnaie. Jusqu'à présent, bien que le congrès se fût réservé le droit virtuel de régler le système monétaire, l'anarchie la plus grande avait régné. Les banques se fondaient par milliers et émettaient un papier presque sans valeur, dont rien ne garantissait le remboursement qu'une réserve métallique ou foncière, ou de toute autre nature, ridiculement petite et souvent même illusoire par rapport à l'émission. On voyait des banques offrir pour garantie du blé, du coton ou des pommes de terre. Presque pas de village qui n'eût plusieurs banques, et elles inondaient le pays d'un numéraire qui n'aurait pas eu cours dans une société moins active, moins entreprenante, moins besoigneuse de moyens d'échange et moins confiante dans les ressources naturelles qui devaient, avec le temps, donner corps à toutes ces fictions. Pourtant l'habitude donnait à ces billets innombrables toute leur valeur nominale. Rien n'en rendait la circulation obligatoire : on était libre de les refuser, de ne les prendre qu'à décompte, et dans ce chaos financier il s'était vu plus d'un naufrage. M. Chase,

à la faveur de la guerre civile et de l'émission du papier-monnaie, conçut une révolution hardie, et se servit des dangers mêmes qui menaçaient les finances pour y établir l'ordre et l'unité. Profitant du crédit passager des doctrines républicaines et du mouvement centralisateur imprimé à l'opinion par la nécessité de défendre les pouvoirs nationaux, il entreprit de faire rentrer les banques sous le contrôle du gouvernement fédéral. Il n'essaya pas de rétablir violemment cette banque des États-Unis, violemment supprimée jadis par le président Jackson aux applaudissements de l'école démocratique. Il voulut seulement, dans la perturbation générale apportée à l'ancien régime monétaire par le règne nouveau des assignats, amener les banques à rentrer d'elles-mêmes sous le joug de l'autorité fédérale et sous les lois uniformes du congrès. Du jour où le papier du trésor fut devenu monnaie légale, le papier des banques se trouva réduit à la valeur mobile des assignats et attaché à leur fortune. Cependant, comme elles conservaient leurs anciens capitaux, leurs réserves métalliques, et que la suspension des payements en or diminuait la valeur réelle de leur circulation, le rapport de leur émission à leur garantie monétaire était rentré dans des proportions plus sages, et leurs opérations gagnaient en sûreté ce qu'elles perdaient en étendue. Elles faisaient donc encore une concurrence dangereuse au trésor, dont la promesse pure et simple ne pouvait valoir la sécurité matérielle offerte par les banques locales.

C'est alors que M. Chase organisa les banques nationales, et fit voter au congrès l'acte du 25 février 1863, intitulé « acte pourvoyant à la création, à la circulation et au rachat d'une monnaie nationale garantie par des fonds des États-Unis. » On offrit aux banques privées de trans-

former leur réserve métallique en une réserve de papier, bénéficiant ainsi de toute la différence entre l'or et le *greenback*. La garantie nouvelle devait être déposée au trésor fédéral en bons d'emprunt des États-Unis d'une valeur égale au moins à celle du tiers du capital des banques, en retour de quoi le trésor fédéral leur livrait des billets imprimés par lui pour une valeur égale aux neuf dixièmes des valeurs déposées. Ces billets portent la signature du trésor, qui répond lui-même des engagements de la banque. Pour décider les anciennes banques à prendre le nouvel uniforme, on les accabla d'impôts ruineux; on leur imposa une taxe d'un demi p. 100 sur tous les dépôts faits chez elles, de 1 p. 100 sur l'ensemble de leur circulation émise au delà des neuf dixièmes de leur capital; on les détermina enfin à placer leurs capitaux en bons des États-Unis par une taxe d'un demi p. 100 sur tous les capitaux placés autrement. En revanche, les banques nationales qui acceptaient le régime de la loi nouvelle étaient, par faveur spéciale et par acte d'autorité, exemptées de payer les impôts particuliers des États. C'étaient là de grandes tentations, surtout pour les banques obérées, qui, sans retirer un sou de leur émission, sans déprécier en rien la valeur courante de leurs billets, en la plaçant même sous la garantie du gouvernement et sous la protection du cours forcé, acquittaient leurs dettes, sortaient de leurs embarras et réalisaient en outre un bénéfice. L'exemple fut donné par les plus pauvres, bientôt suivi, répandu partout, et aujourd'hui plus de 300 banques sont devenues des banbanques nationales (1). Le nombre ne cessera de s'en

(1) Une des banques de Philadelphie a pu distribuer ainsi à ses actionnaires un dividende de 110 pour 100.

accroître jusqu'à ce que leur émission totale s'élève à 300 millions de dollars, limite fixée par la loi. Tels sont les traits principaux de cette grande réforme financière de M. Chase, vantée aujourd'hui comme une des conquêtes et un des bienfaits de la guerre (1).

Les meilleures banques résistent encore, et préfèrent leur solidité modeste au brillant patronage de l'État. Elles ne veulent pas devenir des machines à battre monnaie et des succursales du trésor de Washington. Les autres, après avoir distribué à leurs actionnaires un dividende en or, reliquat de leur ancienne réserve, peuvent encore élever nominalement la réserve du papier qui la remplace et développer d'autant leur émission. Elles aident le trésor à écouler ses emprunts en lui achetant des titres qu'elles transforment en monnaie courante. Ce sont de nouvelles planches aux assignats pour épargner la planche un peu usée de Washington.

Voilà une mesure centralisatrice au premier chef. Elle tend à substituer au crédit des entreprises privées un crédit unique, celui de l'État. J'avoue que la régularité est un mérite; mais il faut savoir ce qu'elle déguise et à quel prix on l'achète. Nul n'en peut contester sincèrement l'utilité présente : en face du danger, tous les moyens sont bons pour trouver de l'argent. Toujours est-il que cette immense émission d'un nouveau papier-monnaie, cette augmentation de la responsabilité publique, cette unité financière qui attache si étroitement la fortune nationale à la gestion du trésor public, qui fait

(1) Le nombre des banques nationales s'est énormément accru depuis deux ans. On n'en comptait pas moins de 1,600 à la fin de deux ans, et la réforme de M. Chase est désormais un fait accompli.

qu'avec l'État tout s'écroule et que l'Amérique perd cette vitalité privée qui était sa force et sa gloire, tout cela, dis-je, paraît dangereux et révolutionnaire aux démocrates, et inquiète même beaucoup de républicains. La prospérité des États-Unis a pu être, elle est encore aujourd'hui indépendante du gouvernement. Avant peu d'années, elle en sera devenue inséparable, et les embarras du trésor public deviendront la souffrance du pays.

On répond que les intérêts sont le nœud du patriotisme, et que l'unité nationale, le sentiment de l'honneur public, l'autorité des engagements pris au nom de l'État, grandiront à mesure qu'une part plus grande de chaque existence sera enveloppée dans ses destinées. Sans voir autre chose qu'un vain charlatanisme dans l'assertion fréquemment répétée que le peuple américain, s'empruntant à lui-même les milliards qu'il dépense, ne peut ni s'endetter ni s'appauvrir, il faut reconnaître que l'honnêteté publique s'assure en devenant un intérêt universel. Si les emprunts des États-Unis avaient été faits à l'étranger, je craindrais que le lendemain da la guerre le peuple ne fût tenté de répudier la dette. C'est parce que l'emprunt est national que la banqueroute devient plus difficile à mesure que la dette s'enracine davantage. Dans les grandes villes, il est peu d'ouvriers, d'hommes du peuple, qui ne soient intéressés personnellement à l'exécution des engagements de l'État. Les plus petits capitaux sont justement ceux qui souffriraient le plus de la banqueroute. Il y a dans toutes les villes des caisses d'épargne (*savings banks*) qui reçoivent les petites sommes et les font fructifier, payant chaque année des intérêts fixes de 5 p. 100 et des dividendes de profits tous les cinq ans. Toutes sans exception, pour obtenir de grosses rentes, ont placé leurs fonds sur l'État. Les tuteurs et curateurs,

pour s'épargner le souci d'une administration difficile et sujette à contestation perpétuelle, ont pris l'habitude commode de mettre la fortune de leurs pupilles en bons des États-Unis, et la justice, qui remplace ici dans son contrôle le conseil de famille, autorise toujours des deux mains un placement aussi patriotique. Voilà comment il se fait que les petites fortunes sont précisément les plus intéressées à la probité publique, et que la banqueroute devient chaque jour plus improbable. Seuls, les propriétaires du sol, les agriculteurs sans capital, ou qui emploient tout leur capital sur leur terre, défendent cette façon sommaire de jeter à l'eau la dette et les taxes. Grâce à la différence de l'or et du papier, le capital reconnu des dettes contractées pendant la guerre dépasse énormément la somme versée par les acheteurs; plusieurs des emprunts ont été contractés à 150 p. 100 de prime. Ils se sont pourtant maintenus au-dessus du pair : c'est que, l'industrie en souffrance, les banques paralysées par l'impôt, ne donnant pas d'aussi gros intérêts que l'emprunt, le capital national s'est dès lors porté en masse dans les coffres de l'État; mais quelle sera la durée d'un avantage momentané que le crédit public doit au mauvais état même des finances du pays? Le trésor remboursera-t-il en or ce qu'il n'a reçu qu'en papier? Il ne manquera pas de voix pour en démontrer l'injustice. On dit que pour échapper au remboursement on consolidera une partie de la dette en réduisant à 5 p. 100 l'intérêt de 6 et de 7 1/2. A supposer même qu'on rembourse successivement à leur échéance tous les emprunts faits pendant la guerre, comment se débarrassera-t-on du papier-monnaie? Vous savez que les *greenbacks* ne sont ni des billets à ordre ni des bons à terme; c'est une anticipation sans intérêts des emprunts futurs : le gouvernement,

après avoir épuisé son crédit présent, escompte son crédit à venir. La garantie de la valeur des *greenbacks* est contenue dans ces mots imprimés sur le revers : « bon pour le payement de tout emprunt fait par les États-Unis. » A moins que le trésor ne soit assez riche pour reprendre les payements en espèces et détruire tous les *greenbacks* qui rentreront dans ses caisses, il faudra, pour les racheter, faire des emprunts nouveaux (1). Il ne

(1) On sait qu'aujourd'hui la reprise des payements en espèces est devenue certaine, bien qu'elle ne puisse être immédiate. C'est l'honneur de l'administration républicaine et de son ministre des finances, M. Mac-Culloch, de vouloir acquitter jusqu'au bout les promesses du trésor. Les démocrates voudraient qu'on instituât simplement un fonds de réserve pour garantir la valeur du papier et une dotation annuelle pour l'amortissement de la dette ; ils espèrent par là éviter les lourdes taxes qu'il faudrait lever pour effectuer le remboursement rapide que souhaitent les républicains. C'est le parti des *expansionistes*, dirigé aujourd'hui par M. John Van Buren. Au contraire, les *contractionistes*, avec M. Mac-Culloch, sont d'avis qu'il faut retirer le papier-monnaie de la circulation, maintenir de gros impôts, et racheter chaque année ce qu'on pourra de la dette nationale. Dans son dernier rapport au Congrès, M. Mac-Culloch se déclare pour la révocation ultérieure du *legal tender act*, qui a institué le papier-monnaie. Il recommande au Congrès de démonétiser d'abord à leur échéance les *compound interest notes*, espèces d'obligations portant intérêt qui ne sont qu'une forme déguisée du papier-monnaie. Il lui demande en revanche la faculté d'émettre à discrétion de l'emprunt 6 p. 100, dont le produit sera affecté au rachat des *compound interest notes*, et conseille en général le remboursement graduel de la dette à son échéance. En même temps les Chambres ont passé une résolution pour condamner à l'avance toute proposition tendant à répudier la dette, qui dépasse aujourd'hui 2 milliards 700 millions de dollars. Quant aux revenus, on les évalue à 396 millions de dollars, plus de 2 milliards de francs. Le peuple américain, qui paye en outre des

manque pas d'hommes pour dire qu'une dette permanente est la condition nécessaire d'une ferme union nationale, et qu'il faut sentir le joug incessamment pour y rester accoutumé. L'Amérique se trouverait donc convertie en quelques mois au régime financier des grands États de l'Europe. Elle aurait sa dette comme la France, et, comme la France, son système bientôt centralisé de banques nationales. Que lui manquerait-il? Une administration comme la nôtre. Et bien que tant d'indices précurseurs annoncent que pour une longue période le vent va souffler de ce côté, je doute qu'on puisse jamais transformer la constitution intime et élémentaire du pays. Je ne redoute en Amérique qu'un seul genre de centralisation, celui auquel la démocratie est toujours encline, parce qu'elle abat les influences individuelles, traditionnelles et locales, et qu'elle les noie dans le flot sans nom des partis. Cette centralisation politique serait à craindre le jour où le courant aurait coulé longtemps d'un même côté et creusé son lit à travers les résistances des institutions libres. Quant à l'administration proprement dite, l'impulsion de l'opinion publique peut à l'occasion mouvoir à la fois tous ses rouages épars et lui donner l'apparence, la force même de l'unité; mais cette force ne lui vient pas d'elle-même, et bien vaine est la menace de ceux qui prédisent à l'Amérique un gouvernement centralisé.

taxes locales au moins aussi lourdes, ne se sent pourtant pas écrasé : il tient à faire mentir les prédictions de banqueroute. S'il persiste dans sa résolution courageuse, il aura donné l'exemple d'une probité bien rare et d'un sentiment d'honneur qu'on n'a pas coutume d'attribuer aux nations démocratiques.

21 décembre.

Le congrès vient de faire un pas signalé vers la responsabilité ministérielle. Un membre a proposé que désormais les ministres pussent être appelés à la barre de l'assemblée pour donner des explications. Le rapport du comité, rédigé par M. Stevens, sera favorable à la proposition, et il est probable que l'active résistance de M. Seward n'empêchera pas qu'elle ne soit votée. Ainsi, même dans une république où le pouvoir exécutif se retrempe dans l'élection populaire, où son action est limitée par un pouvoir judiciaire, interprète unique et sans appel d'une constitution souveraine, on éprouve encore le besoin de lier plus étroitement le faisceau des pouvoirs publics, et de mettre les agents de l'autorité exécutive sous le contrôle plus direct de la représentation nationale. Qu'en diraient ceux de nos philosophes politiques qui ne croient pas l'irresponsabilité exécutive incompatible avec la liberté ?

M. Seward parait en ce moment très-impopulaire dans le Congrès. On reproche de la faiblesse à sa politique extérieure tant à l'égard du Mexique et de l'Angleterre qu'à l'égard du Brésil. La fameuse doctrine de Monroë, ce drapeau de l'orgueil national et de l'esprit envahisseur de la race américaine, est déployée contre lui. On dit même que ses dissentiments avec le congrès le forceront à donner sa démission.

On s'attend à une escarmouche assez vive sur l'admission de MM. Cutler et Smith, prétendus sénateurs de la Louisiane. Vous savez que le sénat des États-Unis est élu, non pas directement par le peuple, mais par les législa-

tures des États, qui envoient chacun deux sénateurs au congrès, quelle que soit d'ailleurs leur population. Or la Louisiane est depuis le mois de juillet dernier sous l'empire d'une constitution nouvelle, œuvre semi-militaire du général Banks et d'une sorte de junte à la mexicaine nommée seulement par les amis connus du gouvernement fédéral. Les libertés de la Louisiane sont rétablies sur le papier, l'État réorganisé dans la plénitude de ses droits souverains; seulement les pouvoirs sont élus, sous la protection de l'autorité militaire, par un vingtième à peine des citoyens. Cela s'appelle « *reconstruire* l'État de la Louisiane; » ce n'est au fond que donner à l'état de siége une apparence de légalité. On pouvait faire provisoirement de la Louisiane un *territoire*, c'est-à-dire lui imposer la direction politique du gouvernement de Washington sans lui donner voix délibérative au sein du congrès; on pouvait la laisser quelque temps encore sous la domination avouée de son commandant militaire, et l'arbitraire avait ainsi le mérite de la franchise : on a préféré lui restituer le rang fictif d'État souverain, afin d'exercer en son nom dans les conseils de la nation l'influence dont elle restait dépouillée.

Le congrès se demande s'il prendra au sérieux cette comédie. Les deux partis sont divisés d'opinions, républicains contre républicains et démocrates contre démocrates. Parmi les républicains, les uns tiennent pour la politique radicale et pour le plan Sumner-Wade de la réorganisation en *territoires* des États conquis (1); les

(1) C'est la même politique que les radicaux soutiennent encore aujourd'hui contre la politique plus douce de *reconstruction* adoptée par le président Johnson. Les radicaux voudraient imposer *manu militari* aux États du Sud toutes les

autres veulent donner une approbation sans réserve à toutes les mesures dictatoriales du général Banks. Quant aux démocrates, les uns obéissent à leur hostilité très-légitime contre le général lui-même et la domination militaire qu'il personnifie; les autres s'attachent à une idée mal entendue des droits impérissables des États, qui ne peuvent être légalement exclus de l'Union et dont les affaires locales doivent rester closes à l'intervention du congrès. Enfin le dictateur de la Louisiane est venu lui-même à Washington soutenir ses créatures, et nul ne doute aujourd'hui que les deux nouveaux sénateurs ne soient admis dans le congrès.

On parle plus que jamais de l'abolition de l'esclavage. M. Sumner a demandé hier qu'on prît en considération une pétition du révérend Ward Beecher (1) et de 3,000 citoyens de New-York qui réclament l'émancipation radicale et immédiate. Une fraction considérable du parti démocrate se rallie à la grande réforme pour cette bonne raison qu'elle en voit l'opinion publique possédée, et qu'elle veut au moins en partager l'honneur. De son côté, Jefferson Davis n'a pas renoncé à son projet d'émancipation armée. Un de ses journaux s'indigne contre cet obstacle suranné de l'esclavage qu'on oppose à l'indépen-

réformes qu'ils jugent nécessaires à l'honneur national et à la sécurité publique, et au premier rang desquelles ils mettent le suffrage des noirs. Le président, sans réprouver toutes leurs idées, pense qu'il faut laisser les États du Sud accomplir eux-mêmes les réformes qu'on leur demande. Les radicaux voudraient agir : M. Johnson se contente de parler en maître et de dicter aux États du Sud les conditions indispensables de leur retour à l'Union.

(1) M. Henri Ward Beecher, prédicateur et orateur abolitioniste, frère de madame Beecher Stowe, l'auteur du roman célèbre *la Case de l'Oncle Tom*.

-dance du Sud. « Privons, dit-il, nos ennemis du prétexte de l'abolition. Nous ne faisons plus la guerre pour l'esclavage, mais pour la liberté des blancs. » Vous le voyez, il s'agit maintenant de savoir si la société du Sud rentrera dans la famille américaine; quant à l'esclavage, il est blessé à mort, et la guerre ne sert plus qu'à ensanglanter ses funérailles.

L'esprit abolitioniste a pénétré jusqu'à la Havane. Blancs et noirs, mais surtout les blancs, convaincus que le système du travail esclave est funeste à leur prospérité publique et privée, se sont unis, dit-on, pour obtenir de l'Espagne un acte d'émancipation. La résistance de la métropole ne les décourage pas. On cite un propriétaire de 2,000 esclaves au premier rang de l'agitation abolitioniste. Ainsi cette guerre civile des États-Unis, où, disait-on, l'esclavage n'était pas intéressé, aura été le signal de son écroulement dans le monde entier. Cette petite église abolitioniste, si longtemps honnie et persécutée, aura été l'étincelle qui met le feu à la mine cachée de la conscience et de la raison humaines.

Le congrès s'occupe toujours de la question canadienne. On soupçonne le ministère de connivence avec le juge qui a si galamment acquitté les *raiders* de Saint-Albans. Les jurisconsultes disent que le motif allégué est trop misérable pour avoir arrêté un esprit sincère. Cette question d'extradition, réservée, disait-on, au gouvernement anglais, a été positivement réglée dans un amendement aux statuts voté par la législature canadienne et approuvé, il y a trois ans, par la reine. Les raisons du juge ne sont même pas des prétextes spécieux, et plusieurs journaux américains et canadiens se demandent si l'argent de Saint-Albans, en passant dans ses mains, les a laissées vides. Les Canadiens s'effrayent des consé-

quences possibles de leur faute, et sauf quelques acharnés mangeurs de *Yankee* qui glorifient la décision du juge comme un acte de fierté nationale, la voix publique demande à grands cris sa démission. Le chef de la police a pris les devants en donnant la sienne. Les chemins de fer internationaux se préparent à interrompre leur service et mettent déjà leur matériel en lieu sûr. Il n'est bruit au Canada que des nouvelles entreprises machinées par les pirates confédérés. On raconte qu'ils ont acheté des vaisseaux, des armes, qu'ils vont brûler Buffalo, Cleveland, Detroit. On enrôle trois régiments de volontaires; on annonce qu'on va mettre sur pied 200,000 hommes.

Il y a aux États-Unis une institution singulière, la confrérie des *fenians*, vaste association irlandaise, moitié publique, moitié secrète, comme chez nous la franc-maçonnerie, formée en haine de l'Angleterre et pour la délivrance de l'Irlande. Les fenians se bornent pour le moment à tenir des *meetings*, à proférer des vociférations patriotiques, à accomplir des cérémonies burlesques en manière de rites religieux, à encourager enfin l'émigration de leurs compatriotes; mais la confrérie, qui n'est pas opulente, prétend compter par centaines de mille les mains prêtes à combattre. Son espoir est de pousser les États-Unis dans une guerre européenne et d'écraser cette odieuse Grande-Bretagne, dont la haine semble impérissable chez les fils des *paddies* irlandais (1). A tout le

(1) Depuis les derniers troubles d'Irlande, les fénians ont achevé de déchirer le voile qui couvrait leurs secrètes menées. Ils se sont constitués en république élective, sur le modèle de la République des États-Unis. Ils ont nommé un *Congrès*, qu'on a vu siéger dernièrement à Philadelphie, et un président, qui est le colonel O'Mahoney; ils ont émis un emprunt remboursable après l'établissement de la République d'Irlande, orga-

moins, elle est un cauchemar pour le Canada, qui ne rêve en ce moment que fénians envahisseurs et voit déjà dans la nombreuse population irlandaise à laquelle il a lui-même donné asile un monstre prêt à le dévorer. Encore un brigandage des confédérés, et voilà la guerre entamée, voilà les *hordes celtiques* précipitées sur les colons de l'Amérique anglaise! Dans la colère du premier mouvement, le général Dix, commandant le département mili-

nisé une armée, acheté même à New-York un *capitole*, où ils ont installé leur gouvernement au milieu de tout l'appareil d'une souveraineté de théâtre. Ils parlent tous les jours de faire une descente en Irlande, où ils ont de nombreux affiliés, et d'en balayer « les myrmidons de la tyrannie anglaise. » Le *Herald*, qui se fait leur journal officiel, prophétise qu'avant un an d'ici, l'Angleterre sera devenue une république. Les choses en restent là, et tandis que le produit de l'emprunt se gaspille d'avance en préparatifs extravagants, les pauvres gens à qui l'on a fait un devoir patriotique d'y engager leurs économies risquent fort de ne les recouvrer jamais. On accuse le gouvernement américain de complicité secrète avec les fénians. Ce reproche est injuste. C'est bien sur leur requête que le président Johnson a mis en liberté le fameux John Mitchell, un des chefs de l'insurrection irlandaise de 1848, compromis depuis dans la rébellion des États du Sud; mais le gouvernement n'a cessé de les décourager par ses conseils et de démentir les bruits d'alliance complaisamment répandus par leurs chefs. Il n'a aucun désir d'entrer en lutte avec l'Angleterre; et peut-être aurait-il déjà mis à la raison ces énergumènes, s'il n'était forcé de ménager l'opinion publique. Il faut se rappeler enfin que l'on jouit en Amérique d'une liberté de réunion et d'association illimitée. Dans ce pays où tout le monde porte un revolver chargé dans sa poche, ce n'est pas un crime de revêtir un uniforme et de parader dans les rues, le fusil sur l'épaule. Le président n'a pas le droit de gêner des citoyens dans l'exercice de leur liberté naturelle, à moins qu'ils ne compromettent sérieusement la paix publique, et ce serait faire trop d'honneur aux fénians que de les supposer dangereux.

taire du Nord, avait lancé une proclamation belliqueuse qui autorisait les populations attaquées à des représailles sur leurs voisins. Le congrès discutait l'armement d'une marine sur les lacs et la rupture immédiate de ce *traité de réciprocité* qui, étendant aux sujets britanniques toutes les immunités commerciales des États-Unis, désarme et désintéresse au Canada le parti de l'annexion américaine. Tout penchait donc à la guerre; mais le gouvernement, plus sage, est venu mettre le holà. Le président, guidé par son propre bon sens ou cédant à l'influence toujours prudente de son ministre d'État, a désavoué le manifeste du général Dix en le contraignant lui-même à se rétracter. Enfin M. Sumner, avec une sagesse et une modération qui l'honorent, a combattu énergiquement dans le sénat les mesures de guerre, insistant pour que le traité de commerce ne fût pas rompu sans qu'on donnât au Canada l'avertissement préalable précédant de six mois la rupture, et que la question de l'armement de la frontière fût envoyée au comité des affaires étrangères avant de passer au comité de la guerre. « Les rebelles, dit-il (c'est du moins la substance de sa pensée), ont un autre dessein dans ces pirateries que de voler quelques banques et de tuer quelques citoyens. Ils veulent nous mettre en guerre avec la Grande-Bretagne en faisant déborder la coupe déjà pleine de nos griefs et de ses injustices. Ne tombez pas dans ce piége, ne compromettez pas le succès de l'autre guerre, mais abattez l'insurrection, et du même coup vous aurez tout vaincu. »

On a trop souvent accusé l'Amérique de provoquer tous les peuples et de fouler aux pieds toutes les lois. Si nous consultions l'histoire de ces dernières années, nous verrions qu'elle sait tout aussi bien que ses aînées d'Eu-

rope se modérer devant la force ou s'incliner devant le droit. Quand on se rappelle que pendant la guerre de Crimée aucun pirate américain n'arbora le pavillon russe, on se sent moins disposé à donner à la neutralité anglaise la palme de la bonne foi. — Sans doute on ne verra jamais un journal autrichien, français ou russe, faire la vaine et ridicule menace d'une descente en Irlande et d'un démembrement de la puissance britannique; mais cette écume superficielle n'altère pas le solide bon sens du peuple, et il serait peut-être à désirer que quelques-unes de nos savantes monarchies empruntassent à la démocratie américaine la sage politique de son fondateur: ne pas rechercher d'influences lointaines ni d'aventures ruineuses au delà des mers.

23 décembre.

Voilà Noël et le jour de l'an qui arrivent avec leurs fêtes. Étant venu à New-York pour voir le monde, je devrais me jeter dans le tourbillon de cette société futile que l'hiver y rassemble, et où ma qualité d'*étranger de distinction* m'ouvrirait toutes les portes. Il me manque cette épreuve personnelle pour porter mon jugement sur le sujet infiniment délicat et fugitif des mœurs privées. Ces choses-là ne se lisent pas dans les livres, ne s'écrivent pas dans les constitutions, et je devrais profiter de l'occasion pour y jeter un coup d'œil; mais j'ai une grande antipathie pour les relations de politesse pure. Je n'aime pas à solliciter la bienveillance des indifférents, je n'aime pas à payer de ma personne l'obligeance des gens que j'ennuie. Aussi ne suis-je allé encore qu'une seule fois en soirée.

C'était un de ces bals qu'on appelle ici classes de danse (*dancing class*), — véritables *clubs* de jeunes filles qui y viennent sans leurs mères, amenant qui leur plaît. On compte à New-York un grand nombre de ces petites coteries joyeuses qui se réunissent toutes les semaines chez une des sociétaires. Chacune arrive d'ordinaire flanquée de deux cavaliers : l'un d'eux, le plus intime et le plus familier sans doute, la reconduit chez elle après le bal. Pour moi, je n'y connaissais personne et j'étais dans un désert. J'ai pourtant remarqué jusque-là, même sous la cravate blanche et l'habit noir, un reste de ces mœurs démocratiques qui semblent avoir passé dans le sang. Un inconnu vous interpelle et vous parle familièrement, vous demande un renseignement, vous prie de le présenter à miss une telle. Ceux qui me faisaient cette requête, il faut l'avouer, s'adressaient mal.

L'Amérique est le pays du sans-façon. Vous avez lu dans les récits de M. Ampère l'amusante anecdote du cocher qui demande où est *l'homme* qui a loué sa voiture, en s'intitulant lui-même le *gentleman* qui doit le conduire. Chaque jour passé en Amérique m'en fait admirer la justesse. Je débarque à New-York, dans le lieu civilisé par excellence, je monte en *stage*, je paye le conducteur ; il se retourne et crie : « Où est le bagage de cet homme ? » — A Pittsfield, je monte dans le traîneau de l'auberge, il gèle à pierre fendre, et je me blottis au fond du berlingot ; le cocher met le nez à la portière : « Où est donc cet homme ? » Je demande mes souliers à un petit ramoneur chargé du département des bottes cirées : celui-ci par amitié me passe son bras autour du cou et me tape familièrement sur l'épaule. Un autre, à bord du *steamer*, jure après moi parce que je gêne son coup de balai. Même ici, dans les *cars*, vous voyez le conducteur causer

sur un pied d'égalité parfaite avec ses pratiques. Une dame entre, le conducteur lui met la main sur l'épaule et la pousse en lui donnant dans le dos comme de grands coups de poing; nous l'appelons « sir, » tandis que lui se dispense habituellement de cette formalité. Une fois, à Boston, un Français paisiblement assis dans l'omnibus sent une badine lui chatouiller les jambes et lui dire avec de petits coups : « Faites-moi place. » Le personnage qui se servait de cette langue peu cérémonieuse était là, debout devant lui, un homme bien vêtu, de bonne tournure, qui semblait n'avoir pas le sentiment de son insolence. — Le chapeau d'un Américain est cloué sur sa tête : un bonjour banal, un universel *shake-hands*, quelquefois un signe de tête imperceptible, une brusque manière de prendre congé sans dire adieu, voilà les formes usuelles entre gens bien élevés, façons d'hommes qui n'ont pas de temps à perdre ni d'imagination à dépenser en compliments inutiles. Cette simplicité est vraiment bien commode, et ceux même qu'elle choque le plus en ont bientôt mis l'uniforme. J'ai peur que je n'aie un jour à rapprendre ma politesse française oubliée, ce dont d'ailleurs personne ne songe à s'offenser ici. Au contraire les Américains semblent gênés lorsqu'on use avec eux de formes trop recherchées. « Oh! » disait un habitant de New-York d'un Anglais de bonne compagnie qui avait longtemps vécu dans les colonies espagnoles et qui en avait rapporté peut-être une fleur de politesse un peu trop raffinée, « *he is a very fine gentleman, but painfully polite* (1). »

Dieu me garde pourtant de calomnier l'Amérique et de vous rendre ses habitants odieux ou ridicules! Ils ne mé-

(1) « C'est un parfait *gentleman*, mais d'une politesse pénible. »

ritent ni l'un ni l'autre, et ils rachètent presque toujours cette absence d'ornements par une cordialité et une obligeance sincères. Si je reviens sur cet éternel sujet des façons américaines, c'est seulement pour vous montrer à quel point l'égalité démocratique pénètre dans les manières d'un peuple. Peut-être aussi n'y insisté-je autant que par vanité nationale, la politesse étant, à vrai dire, le seul point du caractère français où nous gardions encore une incontestable supériorité. Les Américains bien élevés qui vont en France sont charmés de l'universelle courtoisie qui y règne. En Angleterre, la société se divise en deux classes, les insolents et les humbles : nous seuls avons le privilége d'être à la fois un peuple démocratique et un peuple poli. Tandis qu'en Angleterre l'homme riche ou titré répond *man* ou *fellow* à l'homme du peuple qui lui parle chapeau bas et courbé, tandis qu'en Amérique le dernier goujat vous traite comme un camarade, nous savons, nous autres, grands et petits, trouver dans nos manières la mesure de la convenance. Nous sommes, rendons-nous cet hommage à nous-mêmes, un des peuples les plus polis du monde; nous n'avons pas assez de vertus pour en diminuer aucune.

Je vous parlais hier du succès probable de l'amendement constitutionnel : il me semble assuré aujourd'hui. Le parti démocrate obéit enfin aux événements, et pour faire face au vent contraire, pour le ramener dans ses voiles, change décidément de position. Le *World*, organe des *copperheads*, contenait l'autre jour un grand manifeste abolitioniste, où sans doute l'émancipation n'était pas glorifiée, mais où, ce qui revient au même, elle était acceptée comme une nécessité, presque comme un fait accompli. Les raisons qu'il en donne sont bien simples, et quelque peu impudentes dans leur gros bon

sens. « Il est clair, dit-il, que jamais le parti démocrate ne pourra rallier le pays sur cette *plate-forme* et devenir une majorité. Il faut donc l'abandonner et nous en faire une nouvelle, où nous ferons entrer la planche de l'abolition. Libre à chacun de garder ses pensées intimes ; mais l'esclavage doit être rayé des opinions officielles du parti. »

Chez nous, on crierait à la palinodie et à la trahison ; on poserait en principe que les opinions doivent être sacrées comme une foi religieuse, et que les partis ne doivent jamais changer une pierre à l'édifice immuable de leurs dogmes, sauf à donner librement l'exemple des trahisons individuelles et à déserter soi-même le camp des vaincus. Ici les partis savent au contraire virer de bord, quand ils se voient jetés à la côte, et c'est grâce à ces évolutions opportunes qu'ils conservent tout leur équipage. Cette politique de concession effarouche-t-elle votre sévérité ? C'est pourtant le seul moyen de ne pas devenir un corps mort, un tronc inerte sans bras ni jambes, sourd, muet et aveugle, et conservant seulement dans son impuissance la vaine consolation de sa libre et secrète pensée. Il n'y a rien de honteux à faire ainsi la part du feu, à jeter à la mer une partie de la cargaison pour sauver le reste. L'avenir n'est pas aux partis qui se laissent silencieusement et stoïquement couler à fond, ni à ceux qui, pour sauver leur vie, cherchent un refuge dans une reddition déshonorante ; il est à ceux qui savent se maintenir à flot. Bons ou mauvais, il y a des faits accomplis qu'il faut subir, car on perd son temps à les combattre : telle est ici l'abolition de l'esclavage, tel est chez nous le suffrage universel. La force des choses qui contraint les esclavagistes à voter pour l'abolition, condamne nos conservateurs à devenir démocrates, s'ils veulent ressusciter la liberté...

24 décembre.

La querelle canadienne s'apaise, et le vote qui doit rompre le traité de réciprocité est renvoyé après les vacances de Noël pour être soumis à considération plus mûre. Le gouverneur général, lord Monck, a compris et fait son devoir : il a ordonné la poursuite des fugitifs ; l'un d'eux a été ressaisi, on espère s'emparer bientôt des autres. En même temps il a fait une proclamation pour recommander au peuple une neutralité sans reproche. De son côté, le congrès s'adoucit ; sa grande affaire est en ce moment la croisade des radicaux contre le *réactionnaire* Seward.

On a dit que le président Lincoln n'était qu'un homme de paille, une marionnette dont Seward agitait les fils. Il paraît au contraire que, sous sa rude écorce et avec sa bonhomie naïve, M. Lincoln est un véritable homme d'État, plus souple et plus délié dans les intrigues politiques que beaucoup de praticiens rompus dans les cabinets. Il a su, sans dévier jamais, se tenir assis en équilibre entre les deux factions hostiles du parti républicain. Tant que l'opinion publique a demandé des temporisations et des demi-partis, M. Seward est demeuré maître absolu dans le cabinet. Aujourd'hui que les eaux de l'opinion l'abandonnent, il risque de rester à sec sur la plage déserte de son ministère d'État. La responsabilité ministérielle, pour n'être pas constitutionnelle en Amérique, n'en est pas moins une loi naturelle à laquelle le gouvernement ne peut échapper. Le jeu de ce rouage caché est sans doute plus lent et plus difficile que dans les monarchies : un ministre, au lieu de se retirer comme en An-

gleterre devant la première rafale, reçoit plusieurs bordées en pleine poitrine avant de s'avouer vaincu. Un jour pourtant arrive où sous les coups répétés des votes contraires il faut obéir ou battre en retraite; c'est ce que ferait M. Seward le jour où ses ennemis auraient résolu d'en finir avec lui et où le président leur dirait sous le rideau d'ouvrir leurs batteries. Il n'est pas dit que l'*honnête Abe* doive être maladroit parce qu'il est honnête. Sa politique est une girouette intelligente et prévoyante des vents futurs, qui, sans les suivre ni les devancer, se trouve toujours d'accord avec eux.

La chambre des représentants vient en apparence de lui infliger un blâme en votant avec bruit la confirmation de la doctrine Monroë; mais en réalité le blâme n'atteint que M. Seward. Quand M. Winter Davis donna lecture de la *résolution* qu'il soumettait à la chambre, et qui portait qu'en règle générale la politique extérieure du président devait être rigoureusement subordonnée aux vœux émis par le congrès, on a pu remarquer le changement significatif du mot *président* en celui de *département exécutif*. Enfin la politique des chambres entraîne de plus en plus le président au radicalisme. Elle ne peut en revanche que déplaire, je ne dis pas au tiède libéralisme, mais à la modération naturelle du secrétaire d'État. Quand le sénateur Wilson fait ajouter à la résolution d'enquête sur l'arrestation et la disparition arbitraires du lieutenant gouverneur du Kentucky Jacobs cette restriction qui l'annule implicitement, « pourvu que l'enquête soit compatible avec l'intérêt public, » M. Seward applaudit sans doute à un tour de sa façon; mais quand l'attention du sénat est appelée sur la *loyauté* douteuse d'un grand nombre des employés du gouvernement de Washington, et qu'un vote de cette assemblée, imposant le

serment de fidélité (*oath of allegiance*) à tous les habitants du district de Colombie sans exception, interdit de faire le commerce à quiconque ne l'aura pas prêté, le débonnaire ministre d'État, qui, tout en se permettant, dit-on, l'arbitraire à petites doses et à huis-clos, n'aime pas ces mesures générales et éclatantes d'autorité révolutionnaire, doit mordre ses lèvres avec un sourire de pitié. M. Seward n'aime en fait d'arbitraire que le pouvoir à petit bruit, le gouvernement discret des cabinets et des bureaux de police, où les paroles compromettantes se chuchotent sous le manteau de la cheminée, tandis que la protestation des victimes s'éteint derrière la porte murée. Les radicaux, au contraire, sont des bûcherons et des bouchers politiques qui hachent l'arbre à sa racine et frappent l'ennemi à la tête sans se soucier du fracas de sa chute.

27 décembre.

J'ai fait hier un second pèlerinage dans le New-Jersey, chez le général Mac-Clellan, car, si je suis en Amérique du parti du vainqueur, ce n'est pas une raison pour oublier les vaincus. Cette fois encore le général était absent, et je n'ai pu le voir ; mais le premier mot que j'ai entendu dans sa maison m'a vivement frappé : « Bonnes nouvelles ce matin ! » Or ces bonnes nouvelles, c'est la prise de Savannah. Je sais des familles où ce succès des armes fédérales fait pousser des cris mal contenus. Chez le général, qui pourrait songer à sa carrière brisée, à la gloire dont les autres l'ont dépouillé, on dit : « Bonnes nouvelles ! ».

C'est une grande nouvelle en vérité : non pas que le

succès soit aussi complet qu'on aurait pu l'attendre; une dépêche reçue la veille parlait de 13,000 prisonniers que le rapport officiel réduit à 800; le général Hardee a échappé avec la garnison. Cependant, quelque effort que fassent les journaux rebelles pour le déguiser, cette campagne peu bruyante et peu coûteuse a des résultats incalculables. La Géorgie, ce riche pays d'où le gouvernement de Richmond tirait tant de ressources, a été ruinée de fond en comble par le passage de l'armée de Sherman, armée composée de vétérans, habituée aux maux et aux représailles de la guerre, et peu pitoyable aux souffrances de l'ennemi. Depuis longtemps, le Sud épuisé faisait illusion par son audace. Il y a six mois à peine, quand les rebelles menaçaient Philadelphie, Baltimore, assiégeaient pour la seconde fois la capitale, qui eût deviné combien était usée au dedans cette puissance qui paraissait invincible?

Quand le général Sherman conçut, il y a deux mois le projet hardi, téméraire en apparence, mais en réalité facile, de percer le cœur de la confédération et de s'y ouvrir un chemin jusqu'à la mer, il s'éleva beaucoup de prophètes qui prédirent que ce serait son tombeau : Hood devait lui couper la retraite; son armée devait périr en détail dans les montagnes de la Géorgie; il allait se mettre dans la gueule du lion. Les sceptiques hochaient la tête et souriaient de pitié. Plusieurs ne voulaient pas croire qu'il avouât son dessein véritable, et les journaux de Richmond mesuraient avec ironie les 300 milles qui séparent Atlanta des côtes de l'Océan. Il partit cependant, coupant ses communications, ses vivres, détruisant tout sur ses derrières, laissant à l'armée de Hood le pays libre et dévasté, et pendant six semaines on ne sut que par de vagues rumeurs, par des rapports venus de l'ennemi, le

hasardeux progrès de l'expédition. Tout à coup la nouvelle éclate : Sherman est sur la côte ; il donne la main à la flotte, il prend le fort Mac-Allister, il assiége Savannah. Dans cette longue et triomphante *anabase*, comparable ou du moins comparée à celle des Dix Mille, le nouveau Xénophon n'avait pas rencontré de résistance sérieuse, ni perdu plus de quelques centaines de ses 60,000 vétérans. Il est vrai que la Géorgie, fort différente de l'Asie Mineure, offrait aux conquérants une abondante hospitalité. Au lieu des sentiers impraticables, des montagnes neigeuses, des déserts glacés, où les Dix Mille se frayèrent passage, Sherman avait devant lui un pays agricole riche encore, des chemins de fer, des routes de planches, et un beau ciel sur des champs de riz et de maïs. Au lieu des peuplades barbares et inhospitalières qui harcelèrent la phalange affamée et réduite, il avait à soumettre des populations sans défense, d'où la conscription avait enlevé tous les hommes valides, des milices exténuées à qui le gouvernement de Richmond ne pouvait envoyer pour tout secours que le nom et l'épée de Beauregard. Il y avait bien l'armée de Hood qui avait cru le ramener à sa poursuite en menaçant le Tennessee. Sherman, en effet, feignit de le suivre pour le laisser engagé avec Thomas dans une lutte qui absorbait toutes ses forces. A demi victorieux à Franklin, mais écrasé à Charleville par Thomas, Hood perd soixante canons, 8,000 prisonniers, et la moitié de son effectif. Les chemins de fer sont coupés, les rivières débordées sur ses derrières, et, tandis que sa cavalerie se fait battre au Kentucky, celle de l'ennemi harasse ses troupes dispersées et fugitives. Hood a essuyé un vrai désastre.

Cependant Sherman continuait sa marche triomphale et ses dévastations. On n'épargna pas une plantation, pas

un village, pas un troupeau de bœufs ni de moutons. Le coton fut brûlé, les chevaux saisis, les étables et les basses-cours massacrées pour subvenir à la profusion inséparable du pillage. Ainsi l'armée de Sherman vécut, comme on dit en langue américaine, *splendidement*, laissant sur sa trace l'incendie et la famine. A peine quelques milices mal organisées, quelques bandes de cavalerie l'attaquèrent. Une seule place, Savannah, ceinte de rizières inondées qui formaient une sorte de lac à l'entour, une seule armée, celle de Hardee, forte d'environ 13,000 hommes, pouvaient lui opposer quelque résistance. On échangea des boulets et des bombes; mais après trois jours de siége, quand les *Yankees* eurent poussé jusqu'aux murailles quelques ouvrages grossiers, Hardee mit le feu à l'arsenal, aux poudrières, détruisit la petite marine ancrée dans le port, et traversa la rivière avec 12,000 hommes sous la protection d'une batterie flottante qu'il fit sauter ensuite. Huit cents hommes dispersés dans les avant-postes furent faits prisonniers. Douze locomotives, trois bateaux à vapeur, trente-deux mille balles de coton furent pris et sauvés de l'incendie. Enfin la municipalité de la ville alla elle-même se rendre au général Sherman, se confiant à la générosité de « l'ennemi magnanime » qu'on appelait hier le vil Yankee. En même temps, Gillem, avec un corps de cavalerie légère, envahit le Mississipi, l'Alabama, coupe le chemin de fer d'*Ohio and Mobile*, et culbute tout ce qui résiste. Enfin une *expédition monstre*, de longue main préparée, s'avance contre Wilmington, le dernier port de la confédération et l'entrepôt de son commerce clandestin avec l'île anglaise de Nassau.

Les journaux de Richmond se consolent par de vaines bravades : « Savannah est prise; la grande perte! Sa-

vannah n'est pas la confédération ni même la Géorgie, ce n'est rien que Savannah, un repaire de Juifs et de *Yankees* qu'on aurait dû brûler en le quittant, mais dont il faut presque s'applaudir d'être débarrassé. » — La confédération, disent-ils, n'a rien perdu de ses ressources inépuisables : plus elle se resserre, plus elle devient invincible! — Mais Charleston tombera bientôt devant Sherman, Wilmington aussi va tomber, et bien que la presse rebelle essaye de se consoler d'avance de la chute prévue de Richmond en disant qu'après tout Richmond n'est que Richmond, une ville dont la perte n'enveloppe en rien les destinées du pays, qu'au contraire les armées seront plus fortes lorsqu'elles n'auront plus cette charge et cet embarras des villes à défendre, — je me demande ce qui restera de la confédération du Sud quand la Virginie, la Géorgie, les Carolines, l'Alabama, auront fait leur soumission, si ce n'est les déserts et les forêts marécageuses de la Floride. Les rebelles, en effet, y seront inexpugnables; ils pourront y éterniser la résistance jusqu'à ce que la fièvre jaune les moissonne et les donne en pâture aux alligators de ces marais. Mieux vaut faire comme le sénateur Foote, du Tennessee, et prendre les devants de la déroute.

Aussi voyez la belle discorde qui se met à Richmond dans le congrès et le gouvernement! D'abord M. Foote, jadis le partisan acharné de la sécession et le virulent adversaire de M. Seward dans le congrès des États-Unis, donne sa démission après un discours audacieux pour les temps, où il accuse hardiment et appelle par son nom le despotisme du président confédéré. Il se plaint de la suspension des lois, de l'impuissance du congrès, de l'universelle servilité qui encourage la dictature. « Je ne veux pas, dit-il, être un législateur enchaîné, » et il s'en va, pro-

phétisant un prochain coup d'État militaire qui détruira jusqu'à l'ombre des anciennes libertés publiques. De son côté, le gouverneur Brown se retranche dans les droits de la Géorgie, se plaint qu'on emploie à défendre Richmond les hommes qui auraient chassé Sherman de son pays. De toutes parts les propositions de paix s'élèvent dans les législatures d'État, et, quoique mises partout *sur la table* par une majorité plus craintive et plus docile que confiante, elles montrent le progrès rapide de l'opposition pacifique. Après s'être révoltés au nom des *states rights*, nous verrons les hommes du Sud briser au nom des mêmes droits leur nationalité prétendue impérissable.

Comme toujours dans les maux sans remède, on rejette sur le gouvernement tout le poids des désastres. Le président Davis est si menacé que la presse même de Richmond, cette servante dévouée dont il a si souvent expurgé les rangs et choisi les guides, se divise et se retourne en partie contre lui. Le pauvre dictateur est obligé de faire augmenter son traitement : 25,000 dollars en papier confédéré ne suffisent pas à la vie matérielle dans un pays où un dindon coûte 100 dollars. Là-dessus l'*Examiner* et le *Whig* le dénoncent avec une colère et une liberté de langage qui pourraient bien leur être fatales. La presse devient plus factieuse à mesure qu'il fait plus d'efforts pour la bâillonner. L'absolutisme de l'ancien régime étouffait la pensée, et se croyait d'autant plus fort qu'il était plus silencieux. La civilisation moderne a changé tout cela : le journalisme est devenu la cheville ouvrière des gouvernements paternels. Le président confédéré, homme de progrès et de science, voudrait bien nous emprunter ce régime que le monde nous envie et faire de tous les journaux des officines administratives. Il

n'a pas tenu à lui que le congrès ne votât l'institution d'une presse militante et patriotique, chargée de faire la police des opinions, et que les rédacteurs de journaux, gens privilégiés, exemptés de la conscription comme les juges ou les prêtres, ne tinssent officiellement de sa main l'écritoire, la plume et le papier; mais il y a sans doute dans la race américaine je ne sais quelle barbarie native qui repousse la discipline. M. Davis a beau saisir les presses, expédier à l'armée les écrivains indociles : toujours l'opposition se relève, toujours cette mauvaise herbe étouffe le bon grain qu'il a semé, si bien qu'aujourd'hui on le dit près de jeter la pelle et la pioche, et de livrer son champ, pour une dernière moisson, à la faux guerrière du général Lee.

Telle paraît être la seule issue de ce chaos, la dernière crise de cette lugubre agonie. Quand la guerre pousse un peuple dans la dictature, il faut qu'il en descende jusqu'au bout la pente. Les plus timides deviennent alors les plus violents : faute de savoir reculer à temps, ils se jettent dans un fanatisme aveugle et désespéré. Ceux mêmes qui maudissent le mal dans ses conséquences n'osent pas en voir la cause et le remède. Si leur territoire est déchiré, leurs armées détruites, leurs finances vingt fois ruinées, ce n'est point parce qu'ils ont persisté dans une guerre insensée, c'est parce que « Hood a remplacé Johnston au Tennessee, » parce que Davis a voulu diriger la campagne, parce « qu'il affame les troupes » en arrachant au congrès quelques tonneaux de viande pour sa table et quelques bottes de foin pour ses chevaux. Lui-même, le prudent sénateur Foote, qui sort de la maison avant qu'elle ne tombe, ne dénonce dans son discours d'adieu que le mauvais gouvernement de Davis. Il invoque le despotisme en le maudissant.

Cependant le congrès de Richmond, assailli de motions pacifiques, les repousse avec indignation. A sa licence effrénée contre les personnes, la presse mêle encore des protestations de loyalisme rebelle. « La confédération, Dieu merci, n'est pas vaincue! Deux fois elle a semblé mourante, et deux fois elle s'est relevée par un secours merveilleux de la Providence. Qu'elle y compte encore, la fortune lui réserve quelque miraculeuse occasion de salut. — Que seulement on en finisse avec Davis et sa tyrannie imbécile, et l'indépendance du Sud est assurée. Plutôt périr d'ailleurs, plutôt accepter le patronage d'une nation européenne et s'abaisser au rang de colonie que de devenir les esclaves des nègres et les vassaux des *Yankees !*

28 décembre.

L'affaire canadienne vient de valoir aux États-Unis l'inauguration du système jusqu'alors inconnu des passeports. M. Seward, dans son ordonnance, indique bien que la mesure doit être temporaire et mise particulièrement en vigueur sur la frontière du Nord ; il n'en est pas moins curieux de voir ce pays d'indépendance, de franchise illimitée, adopter une à une toutes les vieilles entraves discréditées de l'Europe, — douanes, passes militaires, passe-ports civils, police secrète, — et s'y soumettre avec une docilité dont nous n'avons pas nous-mêmes l'idée.

L'astre de M. Seward pâlit toujours, et en revanche celui des radicaux culmine. Quand l'auront-ils détrôné, et que gagnera-t-on à passer entre leurs mains? Je pense qu'il vaudrait mieux garder M. Seward jusqu'à la fin de

la guerre, et que la politique des Wendell Phillips ne serait bonne aujourd'hui qu'à prolonger et à ranimer la rébellion. Ces hommes qui proclament d'avance ce que l'avenir accomplira sont bons pour imprimer aux événements le souffle de leurs idées, mais non pour tenir de leur main raide et brutale le gouvernail fragile de la politique exécutive. Quant au président, il joue toujours le même jeu. On s'en aperçoit au langage plus doux que tient sur son compte l'abolitionisme militant et extrême dont M. Wendell Phillips est l'organe, et qui reste par système à l'écart du gouvernement. Il y a un mois, M. Phillips ne parlait encore de M. Lincoln que comme d'un adversaire subjugué et réduit contre son vouloir à servir la bonne cause. Aujourd'hui, dans un grand discours prononcé à *Cooper's Institute* contre le projet d'émancipation du général Banks (système ingénieux qui n'ôte de l'esclavage que le mot, en faisant de tous les hommes noirs, de ceux mêmes qui étaient déjà libres avant l'acte d'émancipation du président, les serfs et les bêtes de somme du gouvernement des États-Unis), le même orateur commence par rendre un hommage éclatant à Abraham Lincoln, « le premier des honnêtes gens du pays, » sauf ensuite à le traiter avec un sans-façon mêlé d'ironie qui montre que la politique ne peut obtenir de cet esprit dédaigneux et absolu que de maigres et hautaines concessions; mais Wendell Phillips n'est dans le parti que la vigie placée au haut du mât pour crier terre, et ceux qui mettent la main à la manœuvre ont de bien autres ménagements. L'accord est si parfait entre eux et la présidence qu'on a pu parler du général Fremont comme du successeur probable de M. Dayton à Paris. Le général dit à qui veut l'entendre qu'on lui a deux fois offert l'ambassade, et que deux fois il l'a refusée, ce

qui donnerait à croire qu'après l'avoir désirée il s'est aperçu qu'on ne la lui donnera pas. Du reste, il n'est pas le seul qui se voie condamné à être désintéressé malgré lui et à se retrancher fièrement dans la grandeur d'âme. J'en sais un autre qui grille d'envie d'obtenir cette place, mais qui se console en disant qu'il est trop bon démocrate pour se laisser séduire aux faveurs d'un gouvernement corrompu.

Toujours est-il que les radicaux disposent déjà des ambassades ; si, comme on le pense, ils gratifient de cette vacance M. Fessenden ou M. Everett, c'est que leurs chefs n'ont pas voulu du gâteau pour eux-mêmes. Sans croire beaucoup peut-être à leur parfaite sagesse, je pense qu'ils peuvent rendre un grand service au pays en votant des lois au lieu de chercher des expédients. Leur influence révolutionnaire ne peut manquer d'augmenter l'importance et l'autorité de la législature. Du jour où le congrès aura pris la suprématie incontestée à laquelle il aspire, la direction des partis parlementaires deviendra l'échelon du gouvernement, et le ministère ne sera plus qu'une délégation des assemblées. On dit beaucoup que l'ancien mécanisme du gouvernement est incompatible avec ce nouveau pouvoir, et que ni indépendance locale, ni constitution souveraine, ni système judiciaire régulateur ne peuvent subsister en face de cette souveraineté des chambres. Je n'en comprends pas, quant à moi, la raison ; il me semble logique que le pouvoir exécutif, agrandi dans ses attributions, soit diminué dans son indépendance, et qu'on lui mette un double mors en déliant ses entraves.

31 décembre.

La grande expédition de Wilmington a complétement échoué. Porter commandait la flotte, Butler l'armée de débarquement; ni l'un ni l'autre n'avait le commandement suprême : ils se querellèrent aussitôt partis. Arrivés devant le fort Fisher, ils l'ont bombardé pendant vingt-quatre heures : on a tiré, je crois, vingt mille coups de canon; puis le général Weitzel, descendu à terre avec 3,000 hommes, s'avança en reconnaissance jusqu'au pied de la forteresse, qu'une grêle de bombes fédérales tenait silencieuse et enfermée hermétiquement comme une tortue dans sa cuirasse. Quelques soldats sont montés sur le parapet : l'un d'eux est entré dans le fort et y a tué un aide de camp, dont il a ramené le cheval. C'était le moment d'un coup de main, ou bien l'entreprise même était insensée. Le général Weitzel voulait donner l'assaut; mais les deux chefs étaient jaloux l'un de l'autre. Butler enfin manqua d'audace; sans même quitter son navire, il envoya l'ordre à ses troupes de se rembarquer, puis il s'en retourna sans vergogne à son camp de la rivière James. Cependant Porter, resté seul, exhalait sa rage par un bombardement furieux et inutile, il écrivait à Butler une lettre presque outrageante; mais à quoi bon? A qui Butler avait-il désobéi? La flotte persiste à brûler sa poudre : que de millions envolés en fumée! On croirait que l'expérience des dernières années a dû instruire les Américains et leur apprendre qu'à la guerre au moins il faut une discipline et un maître. Le général Grant semble dans cette affaire n'avoir pas eu

plus de prévoyance et d'initiative qu'un soliveau. On l'a appelé le *boucher* Grant; on pourrait, après cette expédition plus ruineuse en poudre qu'en hommes, l'appeler l'*artificier*.

J'ai vu hier soir l'amiral Farragut chez M. Bancroft, le célèbre historien de la révolution des États-Unis. M. Bancroft est un vieillard raide, jaune, sec, maigre, avec des cheveux blancs, et dont l'apparence générale ne peut se traduire que par le mot anglais *tough*. Ce n'est peut-être pas un esprit très-brillant; mais ceux qui le connaissent me disent que rarement ils ont vu d'intelligence aussi active, aussi laborieuse, de mémoire aussi solide et de compréhension aussi universelle. Avec ses soixante-dix et tant d'années, on le voit tous les soirs dans le monde, gai, causant, d'humeur encore jeune; il dicte tous les jours de longues improvisations et lit tout ce qui peut paraître dans l'ancien monde et dans le nouveau. Science, littérature, histoire, philologie, ethnologie, on peut lui parler de tout; on le trouve toujours au courant et informé des idées nouvelles.

Quant à l'amiral Farragut, il parle peu : c'est un homme simple, dont la figure plaît par un front large et carré, un regard franc et énergique, une expression modeste et bienveillante. Il dit que Wilmington est à peu près imprenable par mer à cause des bas-fonds, qui ne permettent pas l'entrée de la rivière du cap Fear aux vaisseaux de guerre lourdement armés; les coureurs de blocus, ces bâtiments minces et légers, peuvent seuls y passer à l'aise. On ne peut même pas bloquer toutes les embouchures. Au plus fort du feu, quatre *blockade-runners* pénétraient dans l'estuaire par des chenaux détournés. L'amiral croit pourtant que Wilmington tombera,

mais à son tour, quand Sherman, remontant vers le Nord et balayant l'ennemi du littoral, aura pris Charleston, et viendra fermer avec Grant le cercle de fer où Richmond est prise. Là sera écrasée la dernière armée de la rébellion. Quant aux États de l'extrême Sud, branches déjà séparées du tronc, ils tomberont comme des membres sans tête.

Les journaux de Richmond annoncent que l'armée de Lee est grosse d'un grand événement, et qu'elle va frapper un coup qui étonnera le monde. Elle semble en vérité s'étirer les membres et se secouer les épaules, comme un lutteur qui se prépare à quelque grand exercice musculaire. Les malheureux journalistes du Sud sont depuis quelque temps si prodigues de charlatanisme, que je crois bien que cette montagne accouchera d'une souris. On soupçonne que ce grand mouvement stratégique pourrait bien être l'évacuation de Richmond, où l'on ne trouve plus à vivre, et le déménagement du quartier général de la rébellion, armée, président, gouvernement et gazettes officielles, à Danville, contrée plus riche et plus épargnée par la guerre. C'est le lièvre blessé qui se retire de gîte en gîte jusqu'à ce que les chiens le dévorent.

Encore un mot : le système des passe-ports exaspère les deux frontières. Les Américains le pratiquent avec la dureté impitoyable de tous les gens qui sortent du régime de la liberté. Les passants quotidiens, les fermiers du pays, les conducteurs de chemins de fer, jusqu'à un enfant surpris sur la rive canadienne par la législation nouvelle, ont dû acheter des passe-ports. Les consuls américains, contre toute justice, les font payer en or et profitent du change. L'homme habitué à la liberté est le plus terrible

de tous les instruments de despotisme. Je suppose l'Amérique sous les lois françaises, et je frémis de l'oppression qu'elle en saurait tirer. Il faut un long usage du despotisme pour apprendre à en allonger la chaîne.

CHAPITRE VIII

LE JOUR DE L'AN A NEW-YORK

Statistiques de fin d'année. — Les visites du jour de l'an; libations américaines; le monde et les soirées; la pêche au mari. — L'aristocratie; le monde financier; un prince du journalisme; une maison de fraîche date; un prince de la finance. — La famille américaine; libre éducation des enfants, leur maturité précoce. — Liberté testamentaire; la bourgeoisie française; une vraie démocratie. — Soumission de Savannah; fatigue de la Géorgie; la nationalité du Sud.

31 décembre.

La fin de l'année ramène invariablement le déluge des statistiques. Les journaux constatent que l'année 1864 a été plus fertile que toute autre en accidents de chemins de fer. Les comptes tenus par le ***Herald*** donnent environ 500 tués sur place et au moins 2,000 blessés. Le total en paraît énorme, et je ne prétends pas dire que les chemins de fer américains soient sans reproche. Cependant, si vous considérez la multitude des voyageurs et l'immensité des distances, vous trouverez que la proportion des déchets n'est pas encore trop effrayante.

Vous voulez savoir la population des États-Unis en général et en détail celle des grandes villes? Vous en

demandez plus que les Américains n'en peuvent apprendre. Croyez-vous que la statistique soit régulière et scientifique aux États-Unis comme chez nous? Où prenez-vous ces agents présents partout d'une administration centralisée? Où prenez-vous ces recensements exacts, consciencieux? Où prenez-vous même, en Amérique, les registres de l'état civil (1)? Songez un peu au désordre des administrations locales, à leur négligence, à leur manque d'unité; songez aussi aux étonnantes fluctuations de la marée humaine qui envahit le sol du nouveau monde. Parmi les bienfaits du *self-government*, il ne faut pas compter la statistique, science éminemment administrative et qui ne peut fleurir que sous la cloche d'une centralisation hermétique. Allez en Chine ou en France si vous voulez de belles additions symétriques et de beaux chiffres ronds. En Amérique, on fait de temps en temps (2), pour constater le progrès accompli, un recensement par à peu près, comme on jette la sonde sur un sable mouvant, ou comme on mesure, dans une mer troublée, la vitesse d'un vaisseau poussé à pleines voiles; mais les additions ne sont pas encore faites, ni les résultats rendus publics, que déjà l'inondation a dépassé le niveau. Pour aujourd'hui et pour quelques années encore, on vit sur le recensement de 1860; mais quatre ou cinq ans pour l'Amérique, c'est un demi-siècle pour la France. C'est plus même qu'un demi-siècle, car, si l'en-

(1) Les registres des décès et des naissances doivent être tenus par les *clergymen* des diverses communions et régularisés par le juge de paix. Ce dernier délivre aussi des actes de notoriété fondés sur la déclaration des témoins. Ce système imparfait donne lieu souvent à de grands désordres.

(2) Les recensements généraux ont lieu aux États-Unis tous les dix ans.

semble de la population n'a pas beaucoup augmenté peut-être, de grandes masses du moins s'y sont déplacées, et des villes, des contrées entières peuvent être sorties des solitudes.

Dimanche 1er janvier 1865.

C'est demain le jour du grand coup de feu, le dimanche étant toujours consacré à l'immobilité et à l'ennui. Demain toutes les femmes restent chez elles, parées de leurs plus beaux atours, et les hommes courent, comme des chevaux de fiacre, apportant, selon le degré de leur intimité, bonbons, bouquets, bijoux, ou leur seule présence et ce salut consacré : *A happy new year!* pendant du salut de Noël : *Merry Christmas!* Partout des goûters ou *luncheons* attendent les visiteurs affairés, qui de dix heures du matin à sept heures du soir n'ont pas de repos avant d'avoir fait leurs trois cents compliments de bonne année. Les femmes trônent en reines, couvertes comme des reliques de tous les joyaux de leur écrin. Et nul n'est dispensé de venir plier le genou devant elles : le grand-père infirme se fait traîner jusque chez sa petite-fille ; le père de famille va boire à la ronde les innombrables verres de vin de la bonne année, tandis qu'un millier d'étrangers viennent s'asseoir en procession à son foyer. Vous voyez que le jour de l'an n'est pas, comme chez nous, et comme en Angleterre le jour de Noël, une fête de famille ; c'est le *thanksgiving day* qui occupe cette place dans la vie américaine. Le jour de l'an est au contraire celui où l'on entasse toutes les politesses qu'on n'aura pas le temps ni la patience de faire durant l'année. Il appartenait bien à ces Américains

utilitaires de dévouer ainsi une journée aux obligations du monde, et d'en faire une tâche sérieuse, un devoir impérieux et formel, afin de pouvoir vaquer le reste du temps à leurs affaires et à leurs plaisirs.

Pour moi, nouveau dans la société de New-York, j'en serai quitte pour environ vingt-cinq visites et vingt-cinq verres de sherry, que je trouverai moyen, bien entendu, d'escamoter adroitement. Celui qui a dit des Américains qu'ils étaient sobres ne les a vus qu'à la surface. S'ils boivent tant d'eau glacée dans les chemins de fer, c'est faute de mieux, et parce que le *whiskey*, les *bitters*, les *punchs*, les *cocktails* et *drinks* de toute nature ont allumé en eux un feu insatiable et inextinguible. Tous leurs grands et petits hommes, depuis Webster jusqu'à Douglas, ont besoin de cet ingrédient pour entretenir en eux la combustion vitale. Le général Grant, avant sa fortune, était connu dans l'Illinois pour un buveur émérite. Douglas, le *petit géant* de l'Ouest, ne débuvait jamais. Les hommes de l'Ouest en sont venus à ce point de solidité virile que les liqueurs, comme à Mithridate les poisons, ne leur font plus aucun mal, et que leur intelligence n'emprunte à l'élément alcoolique que sa violence, sans se laisser d'ailleurs ni ébranler ni obscurcir. Cette faculté, comme toutes nos facultés morales ou physiques, grandit avec l'usage, si bien que tel homme qui buvait modestement dans sa jeunesse se distingue dans son âge mûr, et peut espérer atteindre dans sa vieillesse au plus glorieux point de l'ivrognerie. M. Webster, qui d'ailleurs paraît avoir eu toutes sortes de vices, a eu deux périodes dans son existence, marquées l'une par l'usage du vin, l'autre par celui de l'eau-de-vie. On dit : M. Webster avant qu'il eût perdu le goût du vin, comme on dit : Raphaël avant la Fornarine; et ceux même qui vénèrent sa

mémoire ne croient pas la souiller en avouant ces petites faiblesses.

On dit aussi, — ce n'est pas moi qui parle, — que beaucoup de femmes ont un goût décidé pour la boisson économique de l'avenir, et qu'en liberté elles délaissent les vins fins de France ou d'Espagne pour ce fameux *Bourbon-wiskey* dont un brave Yankee demandait à un prince français de lui envoyer quelques bouteilles, pensant sans doute que les Bourbons étaient une famille enrichie par la fabrication de ce breuvage. J'ai bien vu l'autre jour en chemin de fer, première classe, un *gentleman* irlandais tirer de sa poche une bouteille d'eau-de-vie et en servir de grandes rasades à sa voisine, après quoi l'un et l'autre se sont mis à chiquer amicalement; mais, Dieu merci, ce ne sont pas là les manières des salons. Les traces de rusticité que j'y relève encore s'y voilent et s'y déguisent sous les modes européennes, dont une foule d'Américains francisés, anglicisés ou cosmopolites donnent le ton à ceux qui ont grandi et vécu à l'ombre du City-Exchange ou de leur bureau enfumé de *Wall*, *Beaver* ou *Pearl-street*.

Ce n'en est pas moins une société d'attrait médiocre pour un homme d'habitudes paisibles, ami des petits comités et des causeries du coin du feu. C'est un tourbillon plutôt qu'un monde, et le ralentissement que la guerre civile, les deuils privés des familles, la diminution aussi des fortunes, ont mis à ces amusements ne les a rendus ni moins futiles ni plus intellectuels. La foule y est légère, bruyante, pleine de *snobbisme* et de vanité, prête à saluer humblement les gens qui se font valoir, mais très-dédaigneuse de ceux qui n'affichent pas de prétentions ridicules. Le mot d'ordre est que New-York est le lieu le plus agréable du monde, et il faut se confondre

en admirations pour ne pas être vu de mauvais œil. Voyons un peu quels sont les éléments de ce monde si content de lui.

Les hommes, pour la plupart, vivent dans les affaires depuis leur enfance; à peine âgés de quatorze ans, la finance les a dévorés, et l'on cite avec admiration, comme une rareté, ceux qui ont reçu ce qu'on appelle une *collegiate education*. Les femmes, livrées à elles-mêmes dès leur enfance, commencent de bonne heure cette recherche d'un mari qui les absorbe tout entières, et qui, surtout dans un pareil monde, exige plus de futilité, de falbalas et de charlatanisme extérieur que de culture et de valeur sérieuse. Ce ne sont point des sensitives, de poétiques rêveuses, de sentimentales moralistes, ni d'insouciantes chercheuses d'aventures; ce sont des gens d'affaires calculateurs qui empruntent à la société où elles vivent un esprit positif et mercantile. Ces petites folles raisonnables, dont l'appareil extravagant rappelle celui de nos lionnes, jettent l'hameçon non pas pour le plaisir même de la pêche, mais pour le bénéfice. Êtes-vous à marier, un essaim tourbillonnera de lui-même autour de vous. Semblez-vous au contraire de prise improbable et difficile, vous marchez dans un désert. Toutes ces demoiselles (et vous ne rencontrez nulle part que des demoiselles : le reste du monde féminin semble enterré d'avance dans le tombeau de la vie domestique), toutes ces demoiselles ont deux ou trois cavaliers à leurs trousses et n'ont pas envie d'abandonner un *tiens* pour deux *tu l'auras*. On n'est pas admis dans le cercle intime à moins qu'on ne veuille prendre soi-même une part active au jeu. Il faut, pour se plaire dans le monde de New-York, pour ne pas s'y promener comme dans une foule étrangère, s'attacher volontairement à un char ou, pour

employer une métaphore plus réaliste, à un cotillon quelconque. Alors vous ne le quittez plus; vous le menez au parc, vous le conduisez dans le monde et l'en reconduisez, vous passez partout à sa suite comme un meuble indispensable, — jeu glissant et d'où vous pouvez sortir, suivant votre habileté et vos scrupules, voleur ou volé.

Ajoutez la fatigue, l'incommodité de ne pouvoir s'asseoir, puisque les femmes elles-mêmes restent debout, le vacarme enfin d'une conversation soutenue, non pas à demi-voix et discrètement comme chez nous, mais à pleins poumons et avec des éclats de voix plus dignes d'un *meeting* populaire que d'une soirée élégante, et vous concevrez pourquoi les bals américains me déplaisent. Les efforts qu'il faut faire, les cris qu'il faut y pousser pour être entendu, le retentissement dans un petit espace de deux cents voix déployées ébranleraient des nerfs accoutumés au feu de la mousqueterie ou au grondement continu des cent soixante-quinze bombes par minute lancées l'autre jour inutilement sur Fort-Fisher.

Ce monde tumultueux ne me trouve guère à son goût. J'aime mieux ne fréquenter qu'un petit nombre de maisons amies et de personnes distinguées, mais un peu sérieuses, qui me témoignent une bienveillance dont je voudrais pouvoir profiter plus souvent. Miss ***, une des *belles* de New-York, du reste une intelligente et gentille personne, m'a dit que le bruit courait que j'étais *very wise*, et que j'avais une vieille tête sur de jeunes épaules. Un *sage* de mon espèce ne saurait avoir part aux amusements de ces joyeux écervelés, dont le grand plaisir, la grande affaire est *sleigh-riding*, c'est-à-dire d'aller en traîneau en gaie compagnie et de s'en retourner le soir à fond de train, dans Fifth-Avenue, en faisant retentir les échos de leurs cris. Je n'en suis pas moins en ce

moment le plus dissipé des hommes : c'est à peine si j'ai pu garder une soirée pour aller entendre, dans *Hamlet*, ce fameux acteur Booth dont on fait tant de bruit.

3 janvier.

J'ai fait hier près de quarante visites. Le juge R..., un homme d'autrefois, qui appartient à la vieille aristocratie hollandaise de la colonie, a voulu me présenter lui-même dans une foule de maisons nouvelles. Le soir, je marchais encore, et je commençais à trouver fastidieuse cette course au clocher de douze heures. J'ai cependant pu distinguer les deux sociétés très-diverses qui se partagent le monde de New-York. L'une, assez restreinte et parfois un peu fière, a des allures dignes, sérieuses et légèrement surannées : c'est celle des anciens *knickerbockers*, descendants de la vieille bourgeoisie hollandaise, accrue des vieilles familles anglaises établies dans le pays avant la révolution de l'indépendance et d'un certain nombre de familles récentes, mais à qui de vastes possessions ou de grandes richesses solidement assises tiennent lieu d'ancienneté. Cette espèce d'aristocratie territoriale possède encore, surtout dans la contrée qui avoisine les rives de l'Hudson, de vieux manoirs, de grandes habitations de campagne et des terres presque princières, dont le nombre va diminuant tous les jours. Elle vit à New-York dans de vastes hôtels à la mode anglaise, ornés avec un luxe sévère et garnis presque tous d'une galerie de tableaux, bons ou mauvais, comme dans les palais italiens. Elle a gardé un certain orgueil de race. Un jour, chez une dame de mes amies, un Anglais de bonne compagnie s'étant avisé de me dire, non

sans quelque dédain : « Vous savez qu'en Amérique on n'a pas d'ancêtres, » tout le monde cria haro sur l'impertinent. « Pas d'ancêtres! dites-vous; nous en avons autant que vous-mêmes. » Et ce n'était pas, je vous assure, fierté plébéienne offensée. Les mêmes gens faisaient la moue en me parlant d'un parvenu célèbre, que pourtant ils recevaient chez eux.

L'autre société, bien plus nombreuse et souvent mêlée à l'autre, est celle des financiers et des gens d'affaires. On voit souvent chez eux un luxe de mauvais aloi. Tout en aimant les choses solides, ils ont du goût pour tout ce qui brille. Une dame *** s'obstine à m'appeler *le comte* malgré l'exhibition de ma carte très-bourgeoise. Dans une maison historiée de Fifth-Avenue, madame X..., une Écossaise d'assez basse extraction, femme d'un certain propriétaire et rédacteur en chef d'un des grands journaux de New-York, qui est aussi une des puissances politiques et financières du pays, trônait chamarrée au fond d'un appartement somptueux, avec de brillantes corbeilles de fleurs à sa droite, un buffet surchargé de cristaux, de vermeil et de plats truffés à sa gauche. La profusion des vins et des viandes, l'accumulation des dorures et des corniches, les peinturlures criardes, toute la décoration lourde, gauche et *parvenue* de ses salons était d'accord avec l'extérieur fastueux de cette personne étrange, aux yeux hardis, à la parole intarissable et vulgaire, aux bras et au cou enchaînés de pierreries. Cependant il y défilait une procession d'hommes politiques et de chefs militaires qui venaient rendre leurs hommages intéressés au démon directeur du journal, et payer leur tribut de flatterie au Moloch infatué de la presse américaine. La dame du logis faisait retentir bien haut le nom de ses amis, le général D..., l'amiral F..., et tant d'autres qui

ne dédaignaient pas d'y placer leurs égards à fonds perdus, mais à gros intérêts d'éloges imprimés. Il y a des divinités que le monde encense de peur d'en pâtir. X..., qui, pour être un homme sans principes, n'est pas un homme sans génie, a imaginé de publier une sorte de *Figaro-programme*, petit journal des théâtres où sont racontés tous les cancans de la ville, et qui lui sert de clef pour ouvrir à sa femme les portes de la bonne société; mais, comme toujours, on murmure, on lève les épaules dès qu'ils ont le dos tourné.

Une autre maison de fraîche date est celle de M. Z..., ancien aubergiste, ancien directeur d'un grand hôtel de New-York qui porte encore son nom. Un soir j'entre dans une maison riche et sévère, dont le luxe exagéré ne gâtait pas l'harmonie. Je trouve là deux dames fort élégantes, de manières gracieuses et d'entretien charmant. L'une d'elles se mit à chanter avec une voix peu puissante, peu passionnée, mais avec tout l'art qu'ont pu lui donner les leçons des meilleurs maîtres. Ces dames parlent français, ont longtemps vécu en Europe. La porte s'ouvre, et un vieillard un peu chancelant sur ses jambes goutteuses entre en s'appuyant sur une canne : habit noir, perruque du dernier bon ton, favoris teints à la Palmerston; dans l'ensemble, l'air grave, courtois et un peu nul d'un vieux *nobleman* anglais alourdi par les années. En sortant, j'apprends que ce nabab a commencé par tenir une pension bourgeoise. On est allé à l'étranger laver dans les eaux du *grand monde* la tache originelle, et il est probable qu'on y retournera pour fuir les souvenirs importuns de ces humbles commencements. Telle autre dame, qui brille aujourd'hui dans les salons aristocratiques de la société parisienne, a commencé par faire la cuisine elle-même et laver les langes de ses enfants

Ces fortunes et ces métamorphoses sont plus fréquentes en Amérique que partout ailleurs. Grâce à l'éducation universelle et au sentiment général d'égalité qui y règne, on s'élève sans peine, sans combat; on passe sans effort d'un milieu dans un autre. Il n'y a pas entre les nés et les parvenus cette ligne infranchissable, cet obstacle qu'oppose l'éducation première. Les femmes (comme c'est d'ailleurs par tout pays leur privilége) ont une flexibilité prodigieuse. Prenez une fille de ferme, et poussez-la dans un monde élevé; vous en faites une dame en quelques mois.

En revanche, il y a parmi les hommes des exemples de rusticité obstinée, qui sont d'autant plus haïssables que nul ne s'en offense, et qu'ils traversent le monde comme une écurie, le chapeau sur la tête, les mains dans les poches et en gros souliers. On dit que l'or le plus neuf est le plus brillant. En général il a beau faire, il ne ressemble jamais qu'à du clinquant mis sur du plomb vil et pesant. Cet homme qui fait bonne figure, aperçu de loin dans sa loge à l'opéra ou dans sa voiture au parc, tenant en main le fouet de sa profession primitive et les rênes de quatre chevaux fringants, ne sera, quand vous le verrez de près, qu'un rustre indécrottable, à peine descendu du siége de l'omnibus où il a commencé sa fortune. Vous le rencontrez, vous le saluez poliment, et bientôt vous vous détournez, las de dépenser la politesse même la plus économe sur cette terre brute et ingrate. Regardez un peu ses vêtements, et vous le jugerez tout de suite : il est habillé grossièrement et se tient lourdement, comme un manœuvre, car le costume est une partie des manières, et la tournure, le langage se conforment toujours à la nature. Cet homme est M. Y.... qui a fait sa fortune dans les spéculations les plus véreuses, et qui semble lié de grande amitié avec de par-

faits *gentlemen* aux façons prévenantes et gracieuses. Y... semble infatué de lui-même, et bien que des scrupuleux, qu'on regarde ici comme des dédaigneux surannés, refusent de le connaître, sa prétention est acceptée du grand nombre. Et voyez le préjugé (car la société américaine n'en est pas plus exempte qu'une autre), M. Z..., qui est un galant homme et un homme du monde, se voit opposer tous les jours son ancienne profession d'aubergiste. Celui-ci, s'étant enrichi dans les tripôts, a conquis ses titres de noblesse, et, tout manant qu'il est demeuré, entre de plain-pied dans l'aristocratie des spéculateurs. Quel dommage qu'on ne fasse pas de barons en Amérique!

4 janvier.

Hier soir, à un bal somptueux où nous nous sentions un peu étrangers l'un et l'autre, mon ami M. *** m'entretenait de son prochain départ pour la Chine aussi froidement que s'il se fût agi d'aller de New-York à Philadelphie ou à Boston. Il y a dix ans, M. ***, qui appartient à une famille opulente et distinguée de la ville, fut envoyé, tout jeune encore, représenter à Hong-Kong une maison de commerce importante; il venait l'année dernière, en congé de six mois, renouer connaissance avec son pays oublié et revoir les visages nouveaux de sa famille et de ses amis. Il retourne maintenant à son poste et ne sait pas trop s'il en reviendra jamais. Il y a peu de familles à New-York qui n'aient quelqu'un de leurs membres, je ne dis pas errant en voyageur dans quelque lointaine partie du monde, mais transplanté à demeure aux antipodes et devenu presque étranger à son pays.

Ces épreuves s'acceptent avec une sagesse et un sang-froid incroyables. Vous savez l'histoire de ce père américain dont le fils, arrivant d'Australie, frappa inopinément à sa porte : il le reçut poliment, s'informa de sa santé, lui offrit un siége, et finit par l'inviter à dîner. — La famille américaine ressemble un peu à une couvée de moineaux : les petits s'en échappent dès qu'ils ont des plumes pour s'envoler et des ongles pour se défendre ; ils oublient le nid maternel, et souvent les parents eux-mêmes ne les reconnaissent plus. Ils ont eu la peine de les protéger dans leur faiblesse première ; mais, une fois cette tâche accomplie, leurs droits et leurs devoirs finissent en même temps. C'est la loi de la nature dans toute sa crudité naïve : l'association de la famille ne dure que tout juste autant qu'elle est indispensable à ses membres.

En revanche, si les parents donnent peu, ils exigent moins encore. La puissance paternelle n'a jamais été une loi bien rigoureuse dans la famille américaine, ni la docilité filiale une de ses plus grandes vertus. Les parents ne font rien non plus pour retenir l'autorité qui leur échappe, ni pour garder dans sa coquille l'oiseau emprisonné. Au contraire, ils prennent plaisir à développer en lui l'instinct précoce de la liberté ; ils ont hâte de l'émanciper, soit qu'ils aiment à être débarrassés de bonne heure d'une charge importune, soit qu'il leur répugne d'exercer longtemps une espèce de royauté domestique, et qu'ils respectent outre mesure l'esprit d'indépendance dont ils sont possédés eux-mêmes. Le fait est que nulle part les enfants ne sont aussi libres, aussi hardis, aussi *enfants terribles* qu'en Amérique. Dans les lieux publics, en chemin de fer, vous lez voyez courir, crier à tue-tête, grimper sur vos genoux, jouer avec vos breloques, épeler dans le livre que vous tenez à la main, vous parler fami-

lièrement sans que personne les rabroue. On ne les accable pas de ces discours, de ces préceptes, de ces belles leçons morales dont nous sommes si prodigues, et qui glissent à peu près comme de l'eau sur du verre. Ce n'est pas à dire pourtant qu'on emploie contre eux les moyens de conviction énergiques qui s'appellent la raison du plus fort : les Américains ont de tout temps réservé cela pour leurs nègres, race incorrigible et bestiale à qui l'on ne parle qu'à coups de bâton. Quant à leurs enfants et à leurs chevaux, ils les ont toujours traités avec douceur, comme des êtres intelligents et raisonnables en qui il fallait bien se garder d'éveiller l'instinct de la révolte. Ils comptent, pour former leur raison, sur l'expérience plutôt que sur les châtiments ; au lieu de les tenir pieds et poings liés jusqu'à l'âge d'homme, ils les laissent de bonne heure se heurter eux-mêmes aux choses. C'est cette éducation libre qui mûrit les Américains et développe en eux la raison pratique à un âge où chez nous elle sommeille encore sous les rêves et les illusions de l'adolescence. Chez nous, l'éducation intellectuelle précède l'éducation morale; c'est le contraire ici. A douze ans, l'éducation morale des jeunes filles américaines est considérée comme faite : elles vont et viennent librement, souvent seules; leurs idées pratiques semblent toutes formées, et l'usage veut même qu'elles soient déjà initiées à toutes les réalités de la vie. On ne les conduit pas par la main comme des aveugles, en leur ordonnant d'avoir toujours les yeux baissés, pour leur découvrir un jour brusquement l'horizon de la vie. On ne leur déguise rien de ce qu'il faut bien qu'elles apprennent, puisqu'elles doivent être seules maîtresses de leur destinée. Aussi la choisissent-elles sans illusion et sans ivresse, et quand viennent les dégoûts ou les épreuves, il faut bien qu'elles

les supportent sans murmure, puisqu'elles ne peuvent accuser qu'elles-mêmes de leurs erreurs et de leurs déceptions.

Quant aux hommes, elle ne leur est pas moins salutaire, cette rude école de l'expérience et de la liberté. Sitôt qu'ils commencent à penser, les voilà aux prises avec les nécessités positives de la vie; les affaires, les intérêts, les travaux assidus de la profession qu'ils ont prise les absorbent, les façonnent, les marquent d'une empreinte un peu grossière peut-être, mais les sauvent en même temps de ces agitations maladives des âmes inoccupées qui énervent le caractère et rendent l'esprit stérile. Ils n'ont pas encore vingt ans, et à l'âge où, chez nous, les jeunes hommes cherchent leur voie, tourmentent la muse indocile, ou bien nagent dans les vagues rêveries d'une philosophie apocalyptique, ils songent à s'établir, à prendre femme, à fonder pour leur compte une maison de banque ou de commerce et à quitter l'hospitalité provisoire du toit paternel.

Que devient pourtant la famille? Elle dure tant que le même foyer la tient réunie; mais elle se relâche dès qu'elle se disperse, car elle n'a point pour se maintenir le lien des héritages et des intérêts communs. Vous savez qu'en Amérique la liberté des testaments est illimitée; la seule restriction que les lois y mettent est en faveur, non des enfants, mais des femmes. Dans l'État de New-York, où, sauf stipulation contraire du contrat de mariage, tous leurs biens meubles tombent dans le domaine commun, elles succèdent de droit à un tiers des biens immeubles du mari. Ailleurs, dans l'Illinois si je ne me trompe, elles gardent tous leurs biens et leur administration indépendante. Toujours est-il que le droit de la femme prime celui des enfants; sauf la réserve

accordée à la femme, le père fait de sa fortune tel emploi qu'il lui plaît : il peut déshériter ses enfants sans qu'ils aient le droit de se plaindre, et souvent il ne leur laisse qu'une moindre part de son héritage. Plus souvent il en avantage un seul au détriment des autres; il laisse par exemple le gros de sa fortune, soit à l'aîné, soit à l'un quelconque de ses fils, et vous savez qu'au Massachusetts les propriétés foncières ne se divisent presque jamais : l'aîné prend la terre, les cadets entrent dans le commerce, dans l'industrie, dans les affaires, ou bien vont dans l'ouest se faire un patrimoine à eux. Le père de famille peut même établir une véritable substitution en faveur de l'aîné de sa race, limitée, il est vrai, à la seconde génération seulement et n'obligeant légalement que son héritier immédiat. Ainsi la loi américaine est aux antipodes de la loi française : liberté des testaments, inégalité permise des partages, substitution même dans une certaine mesure, tout ce que la démocratie française condamne comme d'odieux vestiges de l'oppression féodale, la démocratie américaine l'autorise et le couvre du nom de la liberté. Ici encore, en matière de testaments et d'héritages, c'est toujours la même question qui se présente : laquelle des deux est la vraie démocratie, de celle que le goût de la liberté domine, ou de celle qui sacrifie la liberté même à un amour insatiable de l'égalité?

Nous nous vantons volontiers en France d'être un des peuples les plus démocratiques du monde, si ce n'est le modèle même de la parfaite démocratie. Et pourtant, à y regarder de près, malgré le code civil, les principes de 89, l'admissibilité de tous aux emplois, voire même le suffrage universel, nous n'avons guère répudié que de nom la tradition morale de l'ancienne monarchie. A la caste nobiliaire, déjà fortement battue en brèche au

siècle dernier par les classes moyennes s'est substituée la classe administrative et bourgeoise. Elle croit, par l'égalité des partages, avoir à jamais aboli l'esprit d'aristocratie de l'ancien régime, et elle n'a fait en réalité que le rendre populaire, le répandre, pour ainsi dire, dans tout le corps du peuple. Quel est le vice que nous reprochons, par exemple, à l'aristocratie anglaise? C'est d'élever des prédestinés de la fortune qui n'ont rien à demander à leur travail, c'est d'entretenir en eux l'esprit d'oisiveté, l'égoïsme et l'orgueil. — Franchement est-ce que tous nos fils de familles bourgeoises, héritiers de trois mille livres de rente, ne sont pas de petits aristocrates manqués? Est-ce que l'oisiveté des bourgeois de province, qui moisissent dans les petites villes et ne connaissent d'autre emploi de leur vie que de tondre leurs métayers ou d'aller au café risquer le pain de leurs familles, est-ce que cette oisiveté misérable n'est pas un vice aristocratique? Et quand nos jeunes gens, qu'on envoie dans les villes apprendre une profession libérale, se croient permis de ne rien faire sous prétexte qu'ils ont le droit de dissiper d'avance leur part de l'héritage paternel, ne trouvez-vous pas qu'ils se donnent, à leur façon, des airs d'aristocrates et de marquis?

Dira-t-on qu'il y a une union plus tendre entre le fils et le père quand la loi leur impose des droits et des devoirs mutuels? Cela même est encore douteux : je les vois bien devant la loi marcher unis et inséparables, mais comme deux prisonniers liés à la même chaîne, non pas comme des amis qui se donnent la main. A supposer même que l'intérêt soit au fond le vrai mobile des affections humaines, croyez-vous qu'un fils respecte mieux son père, s'il le regarde comme un débiteur forcé, que s'il n'en doit rien attendre, et s'il lui est tout au plus

permis d'espérer de la tendresse paternelle ce que la loi ne lui a point donné? Dans la famille française, le père n'est trop souvent aux yeux du fils que le dépositaire provisoire de son bien, l'homme d'affaires qui pour le moment règle ses comptes et qui bientôt devra les lui rendre. J'aime encore mieux la famille américaine, où le fils n'attend rien du père, à moins qu'il ne l'ait mérité.

En Angleterre, pour un aristocrate, le droit d'aînesse fait vingt hommes de labeur et d'entreprise qui enrichissent leur pays. Les aînés eux-mêmes sont les protecteurs nés de la famille; dans le rang élevé qu'ils occupent, l'opinion les oblige à faire un noble emploi de leur fortune et de leurs loisirs, et l'on ne peut certes pas dire qu'ils soient inutiles à leur pays. En France, nous avons à leur place vingt aristocrates râpés, qui vivent maigrement de leurs rentes et croiraient déroger en gagnant leur vie. Ils encombrent les antichambres du pouvoir et mendient l'aumône d'une petite place. On a raison de dire que l'administration est l'aristocratie de la France. A tout le moins, on y contracte tout le formalisme mesquin et tous les préjugés vaniteux des aristocraties. Il y a longtemps d'ailleurs que l'orgueil de ce qu'on appelait chez nous l'aristocratie était fondé non plus sur le sentiment de la force et de l'indépendance individuelle, mais sur l'esprit de cour, c'est-à-dire sur l'esprit d'antichambre; la noblesse française n'était plus, révérence parler, qu'une domesticité élégante et privilégiée. La faveur en était la reine : elle l'est encore aujourd'hui. Elle était fière de sa livrée et de sa vie oisive : voyez de quel air un fonctionnaire toise un simple mortel, avec quel mépris superbe le chien de garde de la fable, l'*honnête homme* du dix-septième siècle, toujours vivant parmi nous, apostrophe le pauvre loup sauvage et affamé!

De même qu'autrefois on ne concevait pas de félicité plus grande que de servir la personne du roi, nous ne connaissons pas de plus grand honneur que d'être les instruments de l'autorité. Nous aimons à nous appuyer sur elle, à en obtenir des priviléges, à nous distinguer des taillables pour faire partie des taillants, à prendre des airs de gouvernement, à entrer en un mot dans le nombre des élus. Et comme ce nombre est immense aujourd'hui, comme tout le monde a l'ambition d'y être, comme aussi la division et la modicité des fortunes en font une nécessité, il arrive que l'administration, ses candidats et ses invalides composent à peu près tout le peuple. Bien des gens qui ont le nécessaire et pour ainsi dire le matériel de la vie, juste assez pour s'accoutumer à brouter leur pré sans travail, ont pourtant grand besoin d'un traitement qui les mette à l'aise. Ceux qui ont une fois participé aux grandeurs craignent de s'humilier en travaillant. Qu'y a-t-il donc de changé dans nos mœurs? Rien, sinon le théâtre où nous déployons nos petitesses. Nous avons renversé l'appareil extérieur de l'aristocratie; mais nous n'avons fait que multiplier ses ridicules et disséminer ses vices.

Prenons exemple de l'Amérique. Là du moins les hommes se font eux-mêmes, s'en honorent et ne sont estimés qu'à cette condition. Sans appui, sans privilége, sans espoir de sinécure ni de fortune acquise, ils ont appris à envisager sans crainte les luttes de la vie. Ils honorent le travail comme nous honorons l'oisiveté. Les jeunes gens les plus riches doivent prendre un métier : ils entrent dans le commerce, dans l'industrie ou dans le barreau, sans nécessité, sans vocation, seulement pour obéir à l'opinion publique. Tout Américain se fait gloire de savoir gagner tout seul avec sa propre vie celle de sa

femme et de ses enfants : vous lui feriez injure si vous en doutiez. Tour à tour avocat ou charpentier, journaliste ou négociant, maître d'école ou ministre, garçon tailleur ou président des États-Unis, il est partout à sa place et ne se plaindra jamais de sa condition. Voilà la vraie démocratie, celle qui fait des hommes libres et des citoyens : la nôtre fait des hommes qui aiment l'égalité par jalousie, mais dont la faiblesse envieuse a peur de la liberté.

5 janvier.

On a ce matin des nouvelles curieuses de Savannah. Le gouvernement des États-Unis y est revenu comme dans son domaine ; l'agent des postes, l'agent du trésor y ont immédiatement repris leurs fonctions. Les messageries Adams sont rentrées dans le bureau qu'elles occupaient avant la guerre et ont enregistré en quatre jours 300,000 dollars de marchandises. On dirait, tant le retour du passé paraît facile, que le temps écoulé n'a pas marqué sa trace. Les habitants acceptent sans arrière-pensée la suprématie de l'Union. La fortune de la guerre, en les faisant tomber aux mains de l'ennemi, les dispense de continuer plus longtemps l'hypocrisie du patriotisme confédéré. Ils demandent à reprendre leur ancien commerce, à soulager leurs pauvres, à conserver leur gouvernement municipal, et le général Sherman, respectant tous leurs droits, ne leur enlevant que la liberté momentanée de la presse (pourquoi? je n'en sais rien, car quel mal peut-elle lui faire?), leur offre même, s'ils trouvent son joug insupportable, de les faire transporter aux lignes ennemies. Un *meeting* général des citoyens, convoqué

par le maire Arnold, affirme unanimement leur volonté de demeurer fidèles. Leurs résolutions, comparées aux diatribes insensées que publiaient peu de jours auparavant les journaux de la ville, montrent bien tout ce qu'il y a de faux courage et de bravade officielle dans l'arrogante attitude des confédérés :

« Considérant que, par la fortune de la guerre et la reddition de la ville, Savannah rentre sous l'autorité des États-Unis..., nous, peuple de Savannah, en assemblée générale, avons résolu :

« Que nous acceptons notre position, et, suivant les termes du président des États-Unis, voulons obtenir la paix en déposant les armes et en nous soumettant au gouvernement national sous l'empire de la constitution, laissant d'ailleurs toute question indécise au pacifique jugement des lois, des négociations et des votes....

« Que d'ailleurs *nous ne prenons point le rôle d'une ville conquise qui demande merci à son vainqueur*, mais que nous réclamons les immunités et les priviléges énoncés dans la proclamation et le message du président des États-Unis, et dans la législation du Congrès relative à notre situation présente, — et qu'en retour d'*une stricte observance des lois des États-Unis* nous demandons pour nos personnes et nos biens la protection que ces lois nous accordent...

« Que nous requérons avec respect Son Excellence le gouverneur de convoquer *une convention du peuple de la Géorgie*, pour décider s'il entend que la guerre continue *entre les deux sections de notre pays*. »

Tels sont les hommes que l'on représente comme prêts à mourir plutôt que de céder à l'abomination d'une union nouvelle avec les *Yankees!* De son côté, le peuple du Nord leur tend une main secourable : il veut les soumettre, et non les humilier. Le général Sherman nourrit les habitants affamés de Savannah. La municipalité envoie à New-York le colonel Allen acheter des vivres et

des vêtements payables en riz, sous la garantie de la ville de Savannah. La chambre de commerce de New-York refuse tout payement et ouvre d'elle-même une souscription; Boston déjà organise des *meetings;* partout on veut contribuer à cette charité fraternelle. Ce pardon généreux est en même temps une politique habile : la cité reconquise, à mesure qu'elle reprendra vie, deviendra comme un foyer d'unionisme. La vieille rivalité de Charleston et de Savannah pourra être utilement exploitée. Quand son port sera rouvert, quand son commerce refleurira, quand de toutes parts les produits agricoles du Sud afflueront sur ses marchés, Savannah s'applaudira d'avoir changé de maîtres et verra avec joie la jalousie de sa rivale ruinée. La Géorgie suivra l'exemple de sa métropole commerciale, et le gouverneur Brown se décidera enfin à mériter les accusations qu'on ne lui épargne pas à Richmond.

On lui reprochait récemment, dans le congrès rebelle, d'avoir exempté du service militaire 15,000 hommes qui seraient d'un bon service à Richmond. Brown répond très-fièrement que, s'il a un reproche à se faire, c'est d'avoir trop cédé aux exigences du despotisme militaire et trop laissé fouler aux pieds les lois de son État. Si la Géorgie, au lieu d'envoyer le ban et l'arrière-ban de sa population mâle au secours de la Virginie, avait fermé l'oreille aux appels du président, Sherman ne l'aurait pas envahie, dévastée et à demi conquise. Il convient mal aux législateurs de Richmond de se plaindre de la Géorgie après l'avoir dépouillée de son dernier homme et livrée sans défense à l'ennemi. Elle a envoyé cinquante régiments périr sur de lointains champs de bataille, et ces 15,000 hommes qu'on lui reproche d'avoir gardés pour elle, qui à présent sont toute sa milice, se composent de

vieillards et d'enfants. La loi n'enrôle que les hommes valides de seize à cinquante ans. Il en reste 800 à peine qui aient l'âge du service, et ceux-là sont des prêtres, des juges, des fonctionnaires de l'État, indispensables au gouvernement de leur pays et légalement exemptés. La Géorgie ne souffrira pas qu'on détruise son gouvernement, qu'on enrôle ses législateurs, qu'on ferme ses cours de justice; elle s'est armée pour le maintien de ses libertés, et elle saura bien les défendre.

Telles sont les deux factions qui se disputent les restes mutilés de la confédération rebelle. On peut, en l'étreignant d'une main puissante, brider le pays pour une dernière bataille, et prolonger une lutte inutile au prix d'un effort gigantesque. La Virginie n'a pas, à la vérité, 600 hommes blancs désarmés; mais il lui reste ses nègres à immoler. Le gouvernement ne paye qu'un cinquième des réquisitions qu'il extorque : il lui reste à ne rien payer du tout. Le commerce hasardeux du blocus a enrichi quelques négociants : on songe à confisquer leurs navires, à monopoliser leur commerce, à en accaparer les profits. Alors, avec les noirs saisis et enrôlés malgré leurs maîtres, on frapperait un grand coup sur le Maryland, sur la Pensylvanie, peut-être sur Washington, après quoi, si l'on échouait, il faudrait se rendre, se faire tuer ou mourir de faim. Voilà ce qu'on attend du général Lee; d'autres aiment mieux voir en lui le pacificateur réservé par la Providence. On sait « que le vieux Virginien » n'a été entraîné dans l'insurrection que par un sentiment de fidélité chevaleresque et de patriotisme égaré. Aura-t-il à présent le courage de s'avouer vaincu? En tout cas, la ruine des rebelles est proche. « Jamais, dit Burke, une nationalité n'a été soumise, » et les sudistes s'encouragent en invoquant cette parole; mais il s'agit de savoir

s'ils ont eu le temps de fonder une nation. Je sais bien qu'aujourd'hui les nationalités sont à la mode et qu'avec ce mot sonore on a réponse à tout. L'esclavage est sans doute une institution bien odieuse; mais que voulez-vous? l'esclavage est une cause nationale! Il n'en faut pas davantage pour embarrasser la grande multitude des esprits qui se nourrissent de mots sans idées.

Admettons, je le veux bien, qu'une nationalité soit une chose inviolable lorsqu'elle a ses racines lointaines dans l'histoire; au moins lui faut-il le temps de se former : elle ne s'improvise pas en quatre ans. On dit, non sans raison, que celle des États-Unis se forme encore, et Davis, qui prétend en avoir fait une, en sent déjà le faisceau se briser dans ses mains. La *reconstruction* est loin d'être aussi difficile qu'on se l'est figuré. Il y a sans doute entre les deux sociétés des différences profondes d'intérêts et de coutumes : il y en a moins, à tout prendre, qu'entre le Gascon et le Flamand, l'Alsacien et le Breton, ou les peuples de la haute et de la basse Italie. Ce sont des intérêts matériels et des passions sociales qui les ont désunies : l'esclavage, en un mot, était le seul obstacle à l'Union. Cet obstacle une fois levé, le même intérêt qui les a désunies les rapproche; leur antagonisme doit finir avec la matière même de leur dispute. Pour le peuple américain provoqué, la guerre était le seul parti possible, le seul qui convînt à sa dignité et lui donnât le droit de se dire une nation; mais c'est une question de savoir si, même sans la guerre, l'unité nationale n'aurait pas triomphé. La politique des amis du Sud, qui conseillaient hypocritement la tolérance du fait accompli, aurait bien pu à la fin tourner contre eux. C'est ce que prédisait M. Pendleton le jour où il adjurait l'assemblée de dire tendrement adieu aux États rebelles et

d'attendre que, comme l'enfant prodigue, ils revinssent au bercail. Sa prophétie était moins fausse qu'il ne le croyait lui-même, car si une confédération maîtresse de l'Ouest, maîtresse du Maryland, de Washington, du Kentucky, resserrant les anciens États-Unis entre le Mississipi, les grands lacs et la *ligne de Mason et Dixon*, eût bientôt absorbé les États du Nord, une rébellion bloquée entre l'Océan, le Mississipi et la ligne indécise du Potomac eût bientôt dépéri. Supposez une paix durable, les relations rétablies, le mélange inévitable de ces populations de même race, et leur parenté naturelle aurait promptement repris ses droits.

Les violences mêmes de cette guerre n'ont pu creuser entre les combattants l'abîme d'une haine nationale; au contraire, elles en détruisent la cause matérielle, sans inspirer, quoi qu'on en dise, aux révoltés cette force morale incalculable qui relève les peuples terrassés. Il se découvre parmi les rebelles beaucoup d'unionistes cachés, pour qui la conquête est une délivrance. Combien de prisonniers se sont échappés du Sud par la secrète assistance de ces amis inconnus! Le général Sherman a trouvé dans Savannah nombre d'officiers fédéraux hébergés et recélés par les familles. Les montagnes de la Caroline du nord abritent tout un peuple de déserteurs et de conscrits réfractaires. C'est en vain que les fanatiques débitent des fables puériles : — les Yankees brûlent les enfants, outragent les femmes. Sherman, comme Pharaon, a donné l'ordre exprès d'égorger tous les mâles. — Ces folies ont le crédit qu'elles méritent, et la rébellion s'éteint partout où l'armée victorieuse a passé.

Comme toutes les guerres civiles où la passion plutôt que l'obéissance a poussé les hommes, cette lutte a été implacable et féroce. Le caractère américain et sa bruta-

lité proverbiale m'en expliquent suffisamment les excès. Nous-mêmes, il n'y a pas cent ans encore, nous avons éprouvé à quelles extrémités criminelles une guerre civile et sociale peut pousser un peuple dont on vante l'humanité. Nos massacres de la Vendée, nos noyades de la Bretagne, nos mitraillades et nos échafauds n'ont pas empêché pourtant qu'au fond nous ne fussions un même peuple, exaspéré un jour contre lui-même par les convulsions d'une grande métamorphose, et que, sauf une poignée d'émigrés morts en exil, la France au lendemain de la révolution ne se soit retrouvée tout entière et aussi unie que par le passé. Les guerres civiles ensanglantent, démembrent, mais ne détruisent jamais : plus cruelles, elles sont aussi plus vite oubliées. La nationalité anglaise n'a-t-elle pas résisté à des siècles de guerre civile? L'Italie, si longtemps disparue du nombre des nations, ne recouvre-t-elle pas aujourd'hui, comme par miracle, l'unité et la vie? Je crois plus que jamais à l'unité naturelle des Etats-Unis; je les crois géographiquement, moralement et politiquement indivisibles. Comme les nouveaux territoires, les États du Sud se repeupleront après la guerre d'habitants venus de toutes les parties de l'Union; les hommes libres du Nord apporteront leurs bras et leurs capitaux sur la terre conquise à l'esclavage, et « l'éternelle antipathie » de ces deux races prétendues hostiles se dissipera avec la fumée des incendies et des canonnades.

On raconte qu'en entrant à Milledgeville 300 soldats se sont assemblés au *State-house* pour *reconstruire* à leur façon l'État de Géorgie. Ils nommèrent une législature, un gouverneur, un ministère, et jusqu'à des députés au congrès. Des résolutions furent votées : on proclama unanimement que la sécession était *a damned piece of*

nonsense, après quoi l'assemblée se dispersa, ayant rendu un État à l'Union. Le gouverneur était de l'Ohio, le ministre d'État du New-Hampshire; les sénateurs, l'un d'Illinois, l'autre de New-York : tous les États étaient réprésentés dans cet abrégé de gouvernement. Cette mascarade est l'image vraie de la restauration qui suivra la conquête.

CHAPITRE IX

WASHINGTON ET LE CONGRÈS

Une promenade nocturne; les bas quartiers de New-York. — Discussion financière; M. Fessenden et M. Stevens. — L'abolition de l'esclavage; l'amendement constitutionnel; conversion des démocrates; l'hôtel Willard. — Avenir de la capitale; disgrâce du général Butler; dissolution du Sud; mission de M. Blair. — L'éloquence du Congrès; le traité de commerce canadien; la question constitutionnelle; l'abolition dans le Missouri. — Une séance de la Chambre; un démocrate abolitioniste; M. Thaddeus Stevens; un homme d'État précoce.

Washington, 11 janvier 1865.

Hier soir, à New-York, en arrivant au *ferry* de Cortland-street, j'appris qu'on avait changé l'heure des départs, et qu'il fallait attendre le train de minuit. J'allai passer ma soirée chez des amis, et à l'heure dite je me mis en route vers la sixième avenue, où je comptais prendre les *cars;* mais je n'en vis pas un seul, et, bientôt égaré par les détours des rues dans cette partie très-irrégulière de la ville, je résolus de gagner West-street, au bord de la rivière de l'Ouest, où roulent des *cars* qui desservent tout le port. Peu à peu l'obscurité s'épaissit,

les lanternes devinrent rares, les maisons se transformèrent en baraques projetant des ombres suspectes, les trottoirs enfin disparurent, et les passants aussi. Je marchais dans des terrains boueux, couverts de démolitions, de chantiers, d'amas de planches; çà et là une forme noire rôdait silencieusement dans les coins sombres, ou bien quelque masure de mauvaise apparence laissait échapper par les fissures de ses volets fermés un rayon de lumière rouge et un bruit de voix avinées. Enfin voici le quai et sa longue rangée de trottoirs défoncés, ombragés de grands auvents de bois. Rue après rue et *pier* après *pier*, j'atteignis le marché à la viande, où le chemin s'engage dans des catacombes sanglantes, entre deux rangées épaisses et compactes de cadavres écorchés. Cette excursion nocturne dans les bouges mal peuplés du quartier de l'Ouest était sans doute pittoresque et digne du pinceau de Victor Hugo ou de Dickens. Le marché surtout avec sa galerie souterraine entre deux murailles de chair sanglante, le demi-jour indécis qu'y jetaient quelques lampes fumeuses, le bruit étouffé du pied du passant solitaire, avaient quelque chose de fantastique et d'horrible comme le charnier du cyclope Polyphème; mais pour un étranger sans guide, pressé par l'heure, qui ne peut plus revenir sur ses pas, n'ayant pour toute arme que son parapluie, porteur d'ailleurs d'un sac plein d'or, cette promenade avait une autre et non moins vive source d'intérêt, et c'est avec plaisir que j'apercevais de temps en temps, au coin des rues, la haute stature, les grandes mains gantées de buffle, les grandes bottes noires et l'uniforme carré du *policeman*.

Dans ces capitales qui s'appellent Paris, Londres et New-York, on découvre chaque jour des aspects nouveaux du hideux et du terrible. Sous le masque brillant

de la ville officielle, voilà ce qui s'agite au fond de l'égout. New-York a son quartier des *Five-Points*, qui est l'analogue de notre ancienne Cité : comme dans certains quartiers de Londres, on ne s'y aventure que suivi de deux *policemen*. Boston aussi a son quartier dantesque, à l'entrée duquel on peut dire : *Lasciate ogni speranza*, si l'on n'est pas prêt à se défendre et guidé par le bon ange de la police. Il en est de même dans tous ces lieux où le commerce, en apportant les richesses du monde, en dépose aussi l'écume et l'ordure. La charité aventureuse des dames de New-York n'a pas craint de pénétrer dans ces horreurs et de bâtir une école au milieu des bouges fangeux et pourris dont elles entreprenaient de régénérer les habitants. L'école des *Five-Points* prospère à souhait, et il ne lui faudra pas beaucoup d'années pour relever le niveau moral de cette population de hasard jetée là par la débauche et instruite par la misère à tous les vices. Tant l'école, ou, comme il est de mode aujourd'hui de le dire en style figuré, tant la lumière est le moyen d'assainir et de féconder l'âme humaine...

On parle ici de la démission prochaine de M. Fessenden. Il annonce, dit-on, l'intention de reprendre son siége au sénat en quittant ce ministère des finances si ingrat et si pénible, rocher de Sisyphe à soulever sans cesse pour le voir retomber chaque fois sous le poids d'un nouvel emprunt. — Qui sera maintenant assez hardi pour poser le pied sur la corde fragile d'où sont tombés tant d'acrobates politiques? Je ne sache qu'un seul homme qui se montre prêt à tenter l'aventure : c'est le député Stevens, si du moins il en faut croire la témérité inouïe de ses propositions. L'échec de son bill du taux forcé a infligé une blessure cruelle à son amour-propre. L'autre jour encore, et sans aucun autre intérêt

que de récriminer, il a relevé la question malgré la chambre, et dans un discours vif, nerveux, spirituel, arrogant, il a renvoyé à ses adversaires l'accusation d'absurdité et d'ineptie dont on lui avait été prodigue. Il a invoqué des précédents historiques, l'exemple de l'Angleterre, pour prouver que ces mesures-là n'étaient pas insensées, et qu'on pouvait régler la température par le degré du thermomètre; mais on lui a fort bien répondu que si en Angleterre, en 1815, le taux forcé des billets de la Banque, malgré la suspension des payements, n'avait pas amené de catastrophe, c'était grâce aux circonstances spéciales dont l'Angleterre n'était redevable qu'à sa bonne fortune. Au moment même où la mesure était prise, Waterloo mettait fin à la guerre : que la paix se fasse, et le bill de M. Stevens n'aura plus ni utilité, ni danger. L'Angleterre, en outre, avait mis une limite à l'émission du papier-monnaie; mais imposer une valeur à des billets dont on se réserve la faculté d'émettre une masse indéfinie, c'est vouloir remplir un tonneau percé.

Rassurez-vous : M. Stevens ne sera point ministre, et les créanciers des États-Unis peuvent encore dormir tranquilles. Lui-même trouve peut-être le rôle indépendant et irresponsable du législateur préférable à la charge toujours pesante, mais en Amérique écrasante, du ministère. Un homme peut se relever d'une chûte ministérielle, comme l'a fait M. Chase, mais il en reste toujours affaissé pendant quelque temps. Plus la position est haute, et moins la démocratie pardonne à ceux qui s'en sont laissé précipiter. La plupart des présidents déchus vont vivre et mourir dans l'obscurité. Qui connaît maintenant le nom des Fillmore, des Pierce, des Buchanan? On ne les mentionne que pour leur donner le coup

de pied de l'âne. Aujourd'hui l'homme embourbé, que l'oubli dévore, est celui qu'on appelait hier le héros d'Antietam. La démocratie est un sable mouvant qui engloutit les renommées échouées sur la côte; on peut dire avec Victor Hugo : « Sinistre effacement d'un homme! »

Puisque nous sommes au congrès, voyons où en est la grande discussion sur l'esclavage et l'amendement de la constitution. Dans la chambre, la majorité des deux tiers est toujours récalcitrante à l'amendement. De son côté, le sénat vient, sur la proposition du sénateur Wilson, du Massachusetts, de voter l'émancipation des femmes et enfants des soldats de couleur, de façon que sous des noms divers la même question est sur le tapis dans les deux assemblées. Au sénat, l'opposition à la mesure est de dix contre vingt-sept ; un amendement du sénateur Davis contre la rétroactivité de la loi n'a obtenu que sept voix. Le sénateur Johnson, du Maryland, a prononcé contre la loi un discours dont la modération extrême montre les progrès de l'abolitionisme : il faut bien que le parti de l'esclavage s'évanouisse à mesure que la chose expire. Le changement est si grand que les anciens démocrates sudistes, autrefois si intraitables, défendent aujourd'hui la cause de la modération et du bon sens contre la violence inapaisée des radicaux. Tandis que ceux-ci, et à leur tête le sénateur Wade, de l'Ohio, conservent dans leur triomphe toute l'animosité d'une minorité opprimée et mettent souvent leurs rancunes à la place de l'intérêt public, les esclavagistes, devenus humbles et doux parce qu'ils sont faibles, n'offrent plus qu'une molle résistance à ce qui est devenu inévitable. Ils cherchent à temporiser, à ralentir plutôt qu'à empêcher l'abolition, et je dois dire qu'ils ont souvent l'avan-

tâge de la prudence et de la saine raison. « Plutôt trente ans de guerre, s'écrie le sénateur Wade, que la paix sans l'abolition absolue! » Les radicaux se rappellent qu'ils étaient, il y a peu d'années, courbés sous la réprobation publique, et je les excuse volontiers de prendre aujourd'hui leur revanche des mépris dont on les abreuvait. Un tel langage pourtant ferait croire que le but de leur parti, ce but déclaré dans les manifestes, dans les résolutions de la convention de Baltimore, n'est pas tant l'union que l'abolition. Les démocrates leur ont souvent fait ce reproche, et toujours les républicains l'ont repoussé comme une calomnie. Qu'ils y prennent garde ; le courant les porte au pouvoir, l'opinion publique est à eux, et la sagesse même de leurs adversaires prouve leur victoire incontestée; mais, s'ils ne se modèrent pas eux-mêmes, l'opinion pourra bien s'arrêter à mi-côte, et les démocrates reprendre l'avantage avec une politique renouvelée.

Dans la chambre, la discussion est encore plus significative. Plusieurs démocrates, MM. Yeaman, du Kentucky, Oddell, de New-York, pensent qu'il faut en finir avec cette question maudite de l'esclavage et la balayer impitoyablement de leur chemin. Quand Jefferson Davis lui-même l'abandonne et menace de devenir le plus radical des abolitionistes, comment veut-on que les démocrates du Nord s'obstinent à défendre une cause délaissée? Une fois l'obstacle abattu, les partis se retrouveront à armes égales, et ce n'est probablement pas le moindre motif de ce changement de front imprévu. Lorsqu'on veut gagner la course, ils ne faut pas prendre son cheval mort sur ses épaules, mais abandonner sa carcasse inutile et voler, si l'on peut, celui de l'ennemi. Enfin l'abolition a bien ses mérites, l'esclavage est après tout une grande injustice.

La partie est perdue : changeons de jeu et prenons notre revanche !

Ceux mêmes qui combattent l'amendement n'attachent pas grand intérêt à leur résistance et se résignent aisément à le voir passer. M. Voorhees, le fameux *copperhead* de l'Indiana, tout en repoussant la motion comme inconstitutionnelle, ajoute qu'elle est inutile et que la question de l'esclavage est morte. Le vrai débat se poursuit sur les champs de bataille : si le Sud est conquis, quoi que le congrès décide, l'esclavage est matériellement aboli ; si le Sud triomphe, à quoi bon l'amendement? Seulement, fidèle à la cause du Sud, tandis que ses collègues patriotes concluent pour la loi, en bon *copperhead* il conclut contre elle, précisément pour les mêmes motifs....

Ce *Willard's hotel* est toujours le même, le pire et le plus cher des États-Unis. Il a profité de l'encombrement de l'hiver pour élever ses prix au-dessus du *Tremont* de Boston et du *Fifth-avenue* de New-York. Le service y est détestable ; le menu somptueux couvre un dîner sale et avare ; les parts y sont rognées par des mains économes, et l'on voit trop bien qu'elles sont composées des restes laissés dans les assiettes. Le public a cependant meilleure tournure que l'été dernier ; membres du congrès, gouverneurs d'États et officiers généraux en forment la couche principale. Ce n'en est pas moins un assez vilain spectacle que la foule bruyante et bigarrée qui se presse dans les corridors et les *salons* du rez-de-chaussée : c'est une ruche toujours pleine d'abeilles bourdonnantes qui vont et viennent sans repos.

12 janvier.

Washington a bien changé avec la saison, non pas que l'aspect de la ville soit matériellement altéré : toujours, à l'extérieur, ces vastes plaines dévastées par les campements militaires, dénudées à ras de terre, sans un arbre, sans une herbe, sans rien que des tentes et des baraques; à l'intérieur, cette pauvreté boueuse et ce misérable essai de grandeur manquée; mais au lieu de ce sommeil et de cette mort qui y régnaient sous le ciel d'été, j'y trouve la vie la plus active et la plus étourdissante. Avec le bruit des voitures, le grondement des *cars* sur leurs voies ferrées et le murmure des passants qui encombrent les trottoirs, on se croirait presque dans une ville commerçante et populeuse. Ce mouvement n'est pourtant qu'à la surface, cet encombrement n'est que momentané, et si l'on retirait de la capitale tout ce qui ne lui appartient pas, il ne resterait plus guère qu'un désert. Jamais le gouvernement n'a employé tant d'hommes, jamais son influence souveraine n'a attiré tant d'intérêts autour de lui; enfin la guerre augmente la population d'un nombreux corps de troupes. Si le gouvernement fédéral continue à s'étendre et à grossir, sa capitale grossira avec lui; s'il retombe dans l'ancienne insignifiance, elle dépérira. Ville de carton comme Berlin, qui ne se tient que par la présence du gouvernement, son avenir est attaché à celui de l'unité américaine : plus le lien national se resserre, et plus nous voyons acquérir d'importance au lieu où la tradition d'un siècle réunit tous les fils du gouvernement politique. On peut prévoir cependant le jour où l'extension des États-Unis vers l'ouest et la rencontre

des deux armées civilisatrices qui assiégent des deux côtés les montagnes Rocheuses déplaceront, par nécessité d'équilibre, le centre mal placé de l'Union américaine : Saint-Louis ou toute autre ville peut-être encore inconnue deviendrait la capitale, et la grandeur de Washington dépendrait alors d'une scission de la république. C'est d'ailleurs un événement inévitable, quoique dans un avenir lointain. La séparation du Nord et du Sud, qu'on a représentée comme nécessaire, n'a certainement rien de naturel; je conçois même comme inséparables les États du Sud, ceux du Nord jusqu'au Maine, et ceux de l'Ouest en deçà des montagnes Rocheuses : c'est la grande unité géographique du bassin du Mississipi, dont les États atlantiques ne sont que la bordure et le revers. Une fois l'esclavage détruit, aucun antagonisme de races, d'intérêts, d'institutions, ne me paraît pouvoir compromettre cette unité. Il n'en est pas de même des immenses pays qui se forment, sur l'autre versant, au delà des montagnes. On va les relier par un chemin de fer à cette partie du continent, ils communiquent déjà par un télégraphe; mais, ou je me trompe fort, ou bien cette douzaine d'États qui se construisent là-bas formeront un faisceau séparé. Lorsque les deux sociétés grandissantes se rencontreront au sommet des montagnes Rocheuses, écrasant entre elles les dernières tribus des Indiens dispersés, ce jour-là commenceront des luttes acharnées pour la possession des terres, comme on en a déjà vu dans le Michigan et dans le Kansas. Les colons envoyés par la Nouvelle-Angleterre feront le coup de fusil avec les pionniers de la Californie et de l'Orégon. Les Mormons, ce peuple étrange qui grandit entre les deux versants, sur un bassin intérieur des montagnes, respectés aujourd'hui par le gouvernement fédéral, qui admet leurs délé-

14

gués au congrès, mais qui n'ont pour avenir que l'extermination ou la conquête, si l'Union se complète et se fonde, prendront sans doute parti pour les hommes de l'Ouest... Mais vous riez peut-être de mes témérités prophétiques, et je passe aux nouvelles du jour.

La principale et la plus saisissante est la destitution du général Butler, tombée comme un coup de foudre du nuage mystérieux qui enveloppe la tête auguste du gouvernement. Butler a reçu l'ordre de se retirer à Lowell, dans son pays, de remettre au général Ord, choisi par Grant pour remplir les fonctions de commandant temporaire de l'armée du James, tous les papiers, documents et fonds publics trouvés entre ses mains : on prédit qu'avant huit jours il sera enfermé au fort Warren. Cette disgrâce subite est l'explosion d'une patience longtemps éprouvée par des abus de pouvoirs, des fraudes, des exactions et des cruautés de toute sorte. Le général Grant, tout-puissant sur son armée, y avait opposé jusqu'ici l'obstacle de sa volonté suprême; il voulait conserver Butler. Depuis la retraite peu glorieuse de l'expédition de Wilmington (dont il paraît que Butler a pris le commandement sans en avoir reçu l'ordre) et le *fiasco* de Dutch-Gap, immense canal inutile qu'il a construit entre deux coudes de la rivières James à la manière des Xerxès et des Marius, Grant semble lui avoir retiré sa protection : en voilà la prompte conséquence. Je ne puis m'apitoyer sur sa chute bruyante. Puisse-t-elle servir de leçon à tous les soldats ambitieux et indisciplinés qui seraient tentés de suivre son exemple ! Puissent les abolitionistes de la Nouvelle-Angleterre, qui le célèbrent parce qu'il est de leur pays, se dégoûter enfin de leur triste héros ! J'ai entendu dire à ses amis, pour excuser son avidité : « Ce n'est pas lui, c'est son frère. Son seul tort est d'être trop

faible envers les siens. » Touchante faiblesse, en vérité ! Sa vie politique elle-même prouve qu'il n'est qu'un aventurier sans scrupule et sans conviction. D'ardent démocrate il est devenu un fougueux abolitioniste, du jour où il a flairé dans l'air un vent nouveau. Sa brutalité égale, dit-on, son indélicatesse. A la Nouvelle-Orléans, pour vaincre l'opposition des femmes dont les frères et les fils combattaient dans l'armée du Sud, et qui, dans leur fureur d'être soumises, faisaient pleuvoir sur leurs vainqueurs tout autre chose que des guirlandes et des bouquets de fleurs, — il les menaça de les envoyer à la prison des filles perdues, au Saint-Lazare du pays, — et il exécuta sa menace : plusieurs disent que ce fut bien fait. Dernièrement encore, en Virginie, il faisait chasser hors des lignes une femme, un vieillard et trois enfants, qui, sommés de prêter le serment de fidélité au gouvernement des États-Unis, avaient répondu qu'ils promettaient d'être sujets dociles, mais que la formule même du serment répugnait à leur conscience, quand leurs familles étaient de l'autre côté. Il les faisait chasser avec une lettre ignominieuse et insultante, où il comparait leur scrupule à celui des femmes hindoues qui se brûlent sur le bûcher de leurs maris. Une autre fois il cite Shakspeare à l'appui d'un acte de cruauté qu'il ordonne. Mais le voilà maintenant terrassé, et à quoi bon frapper un homme à terre? — Si fait, car il peut s'en relever en victime, avec la couronne d'un faux martyre, car il peut devenir un jour... devinez quoi ? président des États-Unis.

Au Sud, la dissolution continue. La querelle du gouvernement et des États va s'irritant tous les jours. Il s'agit de savoir si les milices seront retirées aux États et mises à la disposition de Lee, ou si, conformément aux lois, le gouverneur de chaque État restera commandant

des milices. Le gouverneur et la législature du Mississipi ont positivement refusé leurs milices au président confédéré. Le gouverneur de l'Alabama déclare qu'il entend exempter du service les hommes d'Église, les droguistes, les fonctionnaires et les journalistes. Vous savez déjà ce qui se passe en Géorgie. Maintenant la Caroline du Sud et son gouverneur Vance embrassent le même parti ; la législature repousse la suspension de l'*habeas corpus* et se pose la question de savoir *whether it be treasonable to secede* (1), tandis que la Caroline du Nord, s'abstenant encore d'une action séparée, vote pourtant des résolutions, *to initiate negotiations for an honorable peace* (2), où le président est sommé de prendre l'initiative de la démarche. Cependant Richmond même est en discorde et en émoi. Le congrès rebelle discute, sous une forme détournée, le grand projet de dictature dont je vous ai parlé : il s'agit de savoir si le général Lee aura seul le pouvoir de nommer sans contrôle tous les officiers de l'armée, ou si son choix restera subordonné à la ratification du gouvernement et du congrès. — Vous le voyez, dictature d'un côté, dissolution de l'autre, partout l'esprit de résistance et de liberté est aux prises avec le despotisme de Richmond. La rébellion périra par les causes mêmes qui menaçaient de mort la nationalité américaine ; les coupables seront punis par là même où ils ont péché.

On parle beaucoup de la mission secrète d'un intime ami du président Lincoln, M. Blair, qui va, suivant le dire officiel, réclamer à Richmond certains papiers de

(1) « Si c'est une trahison que de sécéder une seconde fois. »
(2) « A l'effet d'obtenir des négociations pour une paix honorable. »

famille perdus l'été dernier dans le pillage de sa maison de campagne lors du *raid* confédéré dans le Maryland. Tout le monde pense que ce prétexte déguise une intention pacifique. Le gouvernement est vivement blâmé par quelques hommes du parti républicain, qui, prévoyant bien l'inutilité de ces démarches, craignent que le Sud n'y voie un signe de lassitude ou de faiblesse; il est vivement approuvé, au contraire, par une autre fraction du parti à la tête de laquelle se signale le directeur de la *Tribune*, Horace Greeley. Je leur souhaite, quant à moi, plein succès; je pense qu'en faisant des tentatives réitérées, quoique infructueuses, en ne se laissant pas rebuter par les réponses insultantes des confédérés, ils ne font que remplir un devoir et agir avec cette indulgence qui convient au plus fort en même temps qu'elle lui gagne des partisans. La mission de M. Blair n'a pourtant rien d'officiel, puisqu'on la désavoue, et pour qui considère l'obstination aveugle du gouvernement de Richmond, il est évident que ce nouveau météore pacifique s'évanouira comme les autres. . . . .

Il fait un temps radieux et doux qui me réconcilie avec le climat de Washington. De ma fenêtre ouverte au levant, et perchée au sixième étage, je vois se dresser sur l'horizon la majestueuse coupole du Capitole, élevée sur ce piédestal naturel qui ajoute encore à sa grandeur et noyée dans la brume comme quelque montagne lointaine. Ce matin, son aspect solitaire et dominateur était superbe dans la pourpre violette de l'aurore. J'y vais tout à l'heure entendre discuter au sénat la rupture du traité de réciprocité canadien et à la chambre l'amendement constitutionnel.

13 janvier.

J'ai perdu mon temps au congrès. D'abord j'entendais mal les orateurs dans les tribunes publiques, ensuite le congrès n'est pas tous les jours le royaume de l'éloquence. On dit que l'éloquence américaine a dégénéré et que jadis elle comptait de vrais génies; son plus grand mérite aujourd'hui est une intarissable et fatigante facilité. Elle a deux manières et pour ainsi dire deux genres divers : l'un, celui du sénat, ressemble à une conversation entremêlée de querelles aigre-douces; les bancs vides, les tribunes clair-semées, le président à moitié endormi sur son siége, tout y invite au calme et à la paisible expédition des affaires. La chambre, au contraire, est une mer tumultueuse, entourée de tribunes immenses et pleines de monde. Le nombre des membres est petit en comparaison du parlement anglais ou même de nos propres assemblées; mais chacun d'entre eux est bruyant comme quatre. Le murmure des voix, le bruit des pas, les groupes rassemblés dans les coins, les mains claquées à chaque instant l'une contre l'autre pour appeler les *waiters* (je n'ose dire les huissiers, car ils n'ont ni chaînes ni baguettes), tout y respire l'indiscipline, l'insubordination et l'irrévérence. Peu d'orateurs obtiennent plus de cinq minutes d'attention silencieuse; les discussions se poursuivent tumultueusement à un bout de la salle, tandis que l'autre ne les écoute plus : d'où la nécessité de parler, comme Démosthène, au bruit des vagues, de parler toujours, sans égard à l'auditoire, de parler fort pour se faire entendre des sténographes. Aussi l'éloquence de la chambre est-elle tapageuse, intarissable, gesticulée, la

copie, en un mot, de celle des *meetings*. Chez nous, l'orateur cherche à conduire son auditoire, et l'auditoire lui-même est sous sa main comme un cheval docile ou rétif, qui se cabre, qui le désarçonne, mais qui ne cesse de sentir la bride et d'être en communication intime avec lui; de là ces ménagements, ces délicatesses, ces mots de circonstance qui donnent à nos discussions l'apparence et l'intérêt d'une scène dramatique. Au congrès des États-Unis, l'auditoire est comme un troupeau de chevaux échappés; l'orateur les fouaille brutalement et à tour de bras, s'efforçant d'enlever la peau et d'en obtenir une ruade ou un temps de galop. Les marques d'approbation ou d'improbation y sont également rares; on y parle et l'on s'y rassied au milieu du murmure continuel de la cohue inattentive. Que voulez-vous que devienne la parole mise à pareille épreuve? L'orateur hurlera ou bien il se taira. Ceux-là seuls vaincront le désordre qui sauront tirer à boulets rouges sur cette foule compacte. Bonne école peut-être pour les gens timides et délicats qui craignent le feu et l'assaut des multitudes; mais ce n'est point le défaut des Américains, et je souhaiterais pour leur éloquence que leurs nerfs fussent un peu moins aguerris.

Dans le sénat, l'émancipation des femmes et des enfants des soldats de couleur a été votée à une grande majorité; après quoi M. Sumner est venu apporter son bill pour la rupture du traité de commerce canadien, amendé par le comité des affaires étrangères. Vous vous rappelez qu'il y a quelques semaines le sénat, dans un accès d'humeur, avait failli voter la rupture immédiate du traité. Aujourd'hui, refroidi par le temps et par les satisfactions qu'a données le gouverneur général du Canada, il hésite même à voter la rupture pacifique et légale que M. Sumner propose. — Ce n'est plus seulement la forme, c'est

l'essence même de la mesure qu'on attaque. On dit qu'elle nuirait plus aux États-Unis qu'à leurs voisins, que la balle rebondirait contre le tireur. Rompre maintenant le traité après réparation de l'insulte, ce n'est plus user de justes représailles, c'est faire un acte de mauvais voisinage ; c'est le faire gratuitement, puisqu'on n'a plus rien à venger, aveuglément, puisqu'on doit y perdre plus que le voisin. Le commerce international a décuplé depuis l'ouverture du traité : le rapport des exportations aux importations est à l'immense avantage des États-Unis ; l'élévation des tarifs fera perdre ce profit. Le revenu que le trésor tirera des exportations frappées de droits sera donc acquis au prix de grands sacrifices. Si l'on a besoin de quelques millions, mieux vaut les prendre directement dans la bourse des contribuables : les tarifs sont la façon la plus ruineuse de faire de l'argent. Tout se réduit donc à une rancune, à une colère qu'on veut contenter à tout prix : petit et méprisable motif, aussi impolitique qu'indigne d'un grand peuple, qui, justement jaloux de son honneur, ne doit jamais faire une offense inutile ni un tort systématique à ses voisins. La rupture du traité de commerce pouvait être excusée comme une représaille, presque comme une mesure de guerre, à l'époque où le Canada semblait provoquer les États-Unis. Elle n'a plus de raison d'être aujourd'hui, et ne peut être considérée que comme un acte de politique rancuneuse qui fera peu d'honneur au pays (1).

(1) La rupture fut votée peu de temps après par une forte majorité des deux chambres. M. Sumner et les auteurs de la mesure n'y voyaient qu'un expédient financier pour grossir le revenu ; ils se défendaient de tout dessein hostile et de toute arrière-pensée d'annexion. Au printemps de 1865, la convention internationale de Détroit, en émettant des vœux pour la

A la chambre des représentants, c'est toujours l'esclavage qu'on discute. L'amendement semble enrayé, et depuis plusieurs jours n'a pas avancé d'une ligne, malgré les énergiques efforts de ses partisans. Il est probable, à la tournure que la discussion semble prendre, que la querelle se prolongera jusqu'à ce qu'on en soit fatigué et qu'un vote quelconque l'envoie dormir jusqu'à la session prochaine. Il s'en faut de cinq voix à peine que la mesure n'obtienne les deux tiers exigés; mais sur ces limites extrêmes le terrain est difficile à conquérir, et l'on n'avance que pas à pas. Cependant la lutte s'envenime entre les deux débris du parti démocrate. Les uns, MM. Yeaman, Oddell, Smithers et autres, acceptent l'abolition comme un fait, et l'amendement comme une nécessité; quelques-uns y voient même un acte de justice et de réparation. Les autres, les coryphées ordinaires du parti, Wood, Voorhees et Pendleton, suivis du gros bataillon, repoussent avec indignation ou avec un demi-sourire de scepticisme découragé ce qu'ils appellent la violation des droits constitutionnels des États. Je ne comprends pas, je l'avoue, leur raisonnement, car si la constitution a pourvu elle-même à la forme de ses modifications futures, on ne

reprise des anciennes relations commerciales, a témoigné une fois de plus de la solidarité d'intérêts qui règne entre les deux peuples. Tout donne à croire que les hauts tarifs ne seront maintenus qu'autant que durera la nécessité financière qui les a fait adopter, et que les États-Unis n'en veulent pas faire une arme de guerre contre la nationalité canadienne. Malgré les menaces et les rassemblements armés des Irlandais fénians sur la frontière, le Canada peut dormir tranquille : son autonomie n'est pas encore sérieusement menacée. Elle le serait le jour où les États-Unis voudraient faire de leur puissance commerciale un moyen de conquête et bloquer systématiquement leurs voisins derrière la frontière des lacs.

peut pas dire qu'il soit inconstitutionnel de l'amender suivant les règles qu'elle a prescrites. Ils peuvent regarder comme funeste le droit même d'amendement, parce qu'il menace l'esclavage, et qu'ils voudraient perpétuer à jamais dans la constitution le silence équivoque qu'elle garde sur l'esclavage, et le prétexte qu'elle offre encore à la rébellion. Ils ne peuvent cependant l'en faire disparaître ni en interdire l'usage à leurs adversaires, à moins de l'avoir fait abroger eux-mêmes, suivant les formes légales, par une majorité qu'ils ne peuvent pas réunir. Il est trop commode de se faire aujourd'hui un rempart de la constitution contre la volonté nationale, et de rejeter la constitution même le jour où elle est d'accord avec le vœu du pays.

Le Sud, dit-on encore, n'est pas là pour défendre ses intérêts; on ne l'admet point comme partie au contrat, et l'on décide de lui sans l'entendre. — Si les représentants du Sud ne sont pas aujourd'hui dans le congrès pour empêcher l'amendement, à qui la faute? Et qui donc les en a chassés? — On reproduit enfin la grande, l'éternelle banalité, l'excellence de l'esclavage. Fernando Wood, dans un discours terminé, comme toujours, par des yeux levés au ciel et une pieuse prière pour la paix, déclare que la servitude est un bien pour la race noire, que la Providence la lui a envoyée pour la tirer de sa barbarie primitive, et que le nègre atteint dans l'esclavage son plus haut degré de progrès. Quelques-uns, moins éhontés, se contentent, sans chanter les louanges de l'institution, d'invoquer pour elle le respect des propriétés. D'autres affichent un grand zèle pour le maintien de l'union nationale, et dénoncent l'amendement comme une mesure de sécession. Plusieurs ne semblent s'y opposer que pour mémoire et par fidélité à d'anciennes opinions;

il en est même qui s'excusent en alléguant des scrupules de conscience. Mais Fernando Wood n'a pas de ces craintes pusillanimes; il s'avoue franchement sécessioniste, et nie que le salut de l'Union soit possible sur toute autre base que celle de l'esclavage régénéré. — Son institution chérie, Nord et Sud, s'écroule néanmoins partout. Un député du Missouri, ancien État à esclaves, propriétaire d'esclaves lui-même, vient en termes hardis et convaincus prêcher une émancipation radicale et prompte. Le lendemain, on apprend que l'assemblée constituante ou *convention constitutionnelle* extraordinaire du Missouri vient de balayer sommairement les dernières traces de la servitude, avant même de commencer les travaux de la constitution nouvelle et de nommer les commissions qui doivent en élaborer les détails. Ainsi le sol manque sous les pieds des esclavagistes, et si le Sud ou plutôt le gouvernement de Richmond, imposant sa loi aux États du Sud, se décide enfin à l'émancipation armée qu'il médite, il ne leur restera plus aucun prétexte, aucune arme entre les mains. Ils auront à choisir entre la ruine totale de leur influence et le rôle nouveau qui leur est dicté par les événements.

Les républicains ne figurent pas beaucoup dans la querelle : ils laissent leurs adversaires s'entre-détruire, bien sûrs de rester à la fin maîtres du champ de bataille. En général, les adversaires de l'amendement ont un ton de résignation découragée ou cette violence convenue et irritante qui met des injures à la place des raisons. Ils font l'effet de jouer un rôle et de savoir que la partie est désespérée. Les abolitionistes, au contraire, recrutés aujourd'hui dans tous les partis, ont l'accent de la sincérité et de la passion. Ce n'est point ici la minorité qui a le beau rôle; ses cris de colère et ses plaintes d'oppression ne

sont écoutés de personne. Le lendemain du vote, vous verriez leur indignation s'éteindre et leur politique virer de bord pour se mettre en face du vent.

L'abolition a bien aussi ses petits ridicules. Ainsi la dépêche qui annonce à la *Tribune* le vote unanime de la convention du Missouri est conçue en ces termes : « A trois heures, aujourd'hui mercredi, le 11 janvier de l'an de grâce 1865, tout esclave dans le Missouri est devenu libre instantanément et sans condition par vote de la convention de l'État. Amen! » Plus loin, un article sur cet important événement se termine par un verset de la Bible : « Le Seigneur règne, que la terrre se réjouisse! » — Non, le Seigneur ne règne pas encore en Amérique, et malgré l'abolition le millénium est encore loin dans l'avenir idéal. Cette abolition même, qui se dit la réparatrice du grand crime de l'esclavage, a bien son revers et son mauvais côté. Que deviennent les pauvres diables jetés d'un jour à l'autre sur le pavé sans un morceau de pain? Les rôles de l'armée, les tombeaux sans nom creusés sur les champs de bataille, les potences élevées par le Sud aux prisonniers noirs, les ateliers de travail forcé du général Banks, les hôpitaux et les *work-houses* peuvent vous le dire. L'abolition n'est pas plus un remède aux maux de l'esclavage que l'amputation d'une jambe gangrenée. Sous toutes les formes, elle aboutit maintenant à l'extermination de la race : il y a de ces réformes héroïques qui sont justes et nécessaires, bien qu'elles doivent coûter du sang aux innocents comme aux coupables. Sans doute il eût mieux valu que le Sud en comprît lui-même l'impérieuse nécessité : c'est par une éducation graduelle et par une lente émancipation qu'il eût fallu faire passer la race noire de la servitude à la liberté. Mais faut-il donc à présent, sous prétexte d'humanité,

perpétuer l'esclavage, éterniser l'injustice à cause même de ses dangers ? — Si l'émancipation coûte des millions de vies humaines, que le crime en retombe sur les auteurs aveugles et sur les défenseurs obstinés de l'esclavage; mais qu'ils ne viennent pas, après cette guerre impie, nous parler au nom de la philanthropie et de l'humanité !

On a de nouveaux détails sur le renvoi du général Butler. C'est après une conférence entre le lieutenant-général Grant et le ministre de la guerre Stanton que la destitution a été signée. Butler, en quittant son armée, lui a adressé un ordre du jour napoléonien, où il se vante d'avoir épargné le sang de ses soldats, après quoi ce grand citoyen est parti pour le lieu de son exil. Les radicaux, comme je le prévoyais, veulent en faire une victime des machinations politiques, et le malheur est en vérité que les motifs personnels semblent entrer pour beaucoup dans la décision du général Grant. Butler, par sa popularité, commençait, dit-on, à lui porter ombrage. On opposait Butler le radical à Grant le démocrate, on parlait de lui sérieusement comme du secrétaire de la guerre du futur ministère *anti-Seward* et *anti-Stanton*. Cela déplaisait au lieutenant-général et au ministre, qui se seraient, assure la *Tribune*, coalisés pour le frapper d'avance et ruiner son avenir; mais, quels que soient les motifs intéressés des vengeurs, justice n'en est pas moins faite, et le public attend de curieuses révélations.

14 janvier.

Je suis retourné au congrès, cette fois en me faisant introduire par M. Sumner sur le *floor* de la chambre

des représentants, où M. Elliot, du Massachusetts, m'a procuré un siége auprès des orateurs, et où M. Winter Davis, le président du comité des affaires étrangères, m'a cédé sa place pendant que M. Stevens parlait. Ce seul détail vous montre leur obligeance.

La séance a été intéressante et animée, les orateurs en général écoutés. Le premier qui ait parlé est M. Rollins, du Missouri, ancien *war democrat*, ancien grand propriétaire d'esclaves, et qui à une certaine rudesse inévitable chez les hommes de l'Ouest joint quelque chose de franc et de courtois qui le tire du commun. Longtemps opposé à l'amendement abolitioniste, il se levait aujourd'hui pour le soutenir. Frappé lui-même par la mesure émancipatrice de la convention de son État, il en faisait pourtant l'apologie et la glorification. Il aurait, dit-il, consenti au maintien, même à l'extension de l'esclavage pour sauver l'Union : il consentait maintenant à l'abolition, puisque l'abolition était devenue nécessaire au succès de la guerre et à la paix publique. Il était curieux d'entendre ce maître d'esclaves dépouillé d'hier par les doctrines nouvelles défier les démocrates d'appuyer l'esclavage sur aucun argument religieux, moral, politique, ou même sur un intérêt de l'ordre économique, — puis réclamer avec énergie un affranchissement général, sans condition, sans compensation pécuniaire, au nom de la justice et du bien public. Pourquoi le Missouri, fondé longtemps avant l'Illinois, son voisin, est-il resté un État pauvre et à moitié désert, tandis que l'Illinois s'est peuplé, en quelques années, de deux millions d'hommes? Parce que l'esclavage, dominant au Missouri, y tuait l'activité commerciale, industrielle, agricole même des habitants, parce que l'esclavage est un germe de mort, qu'il repousse l'émigration européenne, et que le travail

libre ne peut exister à côté du travail esclave ; mais, Dieu merci, l'irrésistible courant de la civilisation moderne balaye devant lui ce reste de la barbarie, et déjà le Missouri se régénère, comme feront bientôt, de leur propre aveu, les États les plus endurcis de la confédération rebelle. Cette conquête naturelle et pacifique du Sud à la liberté est inévitable, et le serait encore, quand même le Sud aurait conquis son indépendance et s'isolerait dans sa nationalité prétendue. Pourquoi donc alors cette opposition vaine à la force des choses? Pourquoi ne pas devancer les événements et proclamer le code auquel tous les États viendront un jour se ranger d'eux-mêmes? Voilà le Maryland, le Missouri qui ont d'avance accepté l'amendement. La législature du Kentucky, de la même voix qui nomme au sénat le démocrate James Guthrie, se prononce pour une émancipation immédiate dans l'intérêt de l'ordre public. — On parle d'oppression militaire et d'opinions imposées. C'est la voix libre et sincère du peuple qui a parlé dans les élections; c'est la volonté populaire qui, dans la convention du Missouri, a décidé par 60 voix contre 4 qu'on trancherait d'un seul coup l'existence déjà condamnée de l'esclavage. Quant au droit constitutionnel, il faut être de mauvaise foi pour le nier. Certainement il y a des limites au droit d'amendement dont on réclame l'usage : d'abord la majorité des deux tiers dans le congrès, sanctionnée par les trois quarts des législatures des États, — et qui songe à violer ces formes protectrices? — ensuite le préambule de la constitution, qui en énonce les motifs et les principes. Il y est dit que la constitution est fondée pour assurer au peuple américain les bienfaits de l'union, de la justice, de la paix et de la liberté. Qui oserait dire à présent que l'esclavage est juste, qu'il n'est pas un ennemi public,

une semence de guerre, une audacieuse négation de la liberté humaine? — On objecte que l'amendement est contraire à l'esprit de la constitution. Qui donc en est l'interprète, sinon la conscience de chacun? En quoi d'ailleurs les auteurs de la constitution ont-ils consacré l'esclavage? Ils l'ont toléré comme un mal inévitable, dont la guérison eût été dangereuse; mais ils ont eu soin d'interdire solennellement l'extension de ce grand crime et de mettre un terme à la traite des nègres, en attendant l'occasion future de l'émancipation radicale, qui seule est compatible avec les principes de liberté et de justice avoués par la déclaration de l'indépendance et par le préambule de la constitution.

Je vous ai dit souvent qu'au fond le parti démocrate était le parti de l'esclavage et de la désunion. J'y reconnaissais bien la présence d'un grand nombre d'hommes honnêtes et déçus, à commencer par son chef. Je n'y voyais pas cette foule d'hommes gagnés d'avance à la cause abolitioniste, dévoués profondément à leur pays et qui ne différaient des républicains que sur la manière et l'occasion. Je méconnaissais trop le grand sentiment national, qui, malgré les trahisons individuelles et les allures suspectes du parti, animait encore le gros des démocrates. Le respect de l'Union et la volonté de la maintenir sont les grands mobiles qui poussent l'opinion publique et qui finiront par la rendre unanime quand les événements auront mûri. Quel meilleur exemple de patriotisme que celui de ces hommes qui, mettant de côté les griefs et les rancunes du passé, ne demandent en retour de leurs sacrifices que la réciprocité du pardon et de l'oubli! Ils ont le droit de réclamer leur part d'honneur dans la révolution qu'ils servent de leurs efforts autant et plus peut-être que ceux qui, l'ayant toujours

voulue, triomphent de son succès. Comme chez nous en 89, ce sont les privilégiés eux-mêmes qui détruisent l'ancien régime, — et les plus acharnés défenseurs de l'esclavage viennent des États qui l'ont dès longtemps aboli. L'Amérique, après son 93 militaire, marche à grands pas vers un 89 pacifique. Mieux vaut assurément conquérir les droits de l'homme par la guerre civile que de les perdre comme nous dans une anarchie sanguinaire. Le canon vaut encore mieux que la guillotine : il abaisse moins le caractère des peuples. La France est sortie du premier empire avec un grand besoin de liberté; elle était sortie du règne de la Convention avec un servile et impérieux besoin de despotisme. Chez nous, d'ailleurs, les idées ont marché avant les choses et ont éclaté comme une mine, ne laissant plus que des débris. Ici, elles ont suivi les événements et surviennent à temps pour cimenter l'édifice des choses nouvelles. L'avenir nous dira ce qui vaut le mieux.

Je ne vous parle pas d'un orateur braillard, un de ces hommes qui ne croient pas être éloquents tant qu'ils n'ont pas le visage bleu et les yeux injectés, — qui vint ensuite débiter contre l'esclavage un certain nombre de déclamations banales. — Le dernier incident de la séance a été une courte allocution de M. Stevens, l'auteur fameux du bill de l'or, qui cette fois se levait pour répondre à une allusion personnelle de M. Pendleton. Du premier mot j'ai pu reconnaître un orateur. M. Stevens est un vieillard énergique et vigoureux, mais dont la figure expressive, hautaine, aux yeux enfoncés, est sillonnée de rides profondes. Une perruque assez maladroite, qui répand des boucles brunes sur son front chauve, ne peut cependant lui donner l'air grotesque de ceux qui cherchent à se rajeunir. Et lorsque, rappelant son passé, sa

constance dans ses opinions, il parle de sa « vieillesse affaiblie », sa voix chevrotante et plaintive justifie cet appel au respect de tous. Sa phrase est pleine, aisée, nerveuse, toujours sûre d'une fin. Droit et immobile quand il parle, sobre de gestes, tout l'accent de son éloquence est dans le ton et dans le regard. Il est un des derniers de cette vieille génération d'orateurs qui comptait les Clay, les Webster et les Calhoun, et dont la manière digne et fière ressemble si peu aux gesticulations et aux vociférations d'aujourd'hui. Tout passionné qu'il est dans ses volontés, tout rude et impitoyable qu'il se montre à ses adversaires, M. Stevens a été élevé, comme M. Bright, dans la religion de l'*amour fraternel*. Il fait songer en effet aux vieux quakers pensylvaniens du temps passé, devenus militants dans les luttes politiques, mais gardant toujours leur gravité austère et leur ton presque religieux. — Il y a une puissance indéfinissable qui s'attache à certains hommes et qui se fait sentir partout. Cette chambre des représentants si désordonnée, qui ne prête qu'une oreille inattentive aux bruyants du parti, fait tout à coup silence quand M. Stevens se lève, rendant un hommage involontaire à l'éloquence et à la dignité dont elle a perdu le secret.

On parle beaucoup d'un autre orateur de la bonne école, celui-là parmi les jeunes : c'est M. Winter Davis, l'abolitioniste, — homme aimable, simple, d'air modeste, intelligent, mais dont la puissance, comme il arrive souvent, ne se révèle qu'à la tribune. Je ne l'ai pas entendu parler.

En somme, la chambre des représentants n'est point, comme j'ai pu quelquefois vous le faire croire, composée uniquement d'aventuriers et de *politicians* de cabaret. Sans doute cette espèce y occupe une place trop grande,

et pour un Davis ou un Stevens, il y a beaucoup de C..., de l'Ohio, et de W..., de l'Illinois. Les vilaines figures et les têtes rustiques y abondent; mais, quand une fois on s'est accoutumé au type et au costume américain, si étrangement mêlé de formalisme austère et de négligence débraillée, on s'aperçoit que la majeure partie de la chambre est composée de *gentlemen*. Çà et là, parmi les têtes blanches, se signale la face rude et vulgaire d'un jeune *politician* de l'Ouest, fermier ou garçon de charrue, élevé pour la politique par son père enrichi. Son costume d'apprenti endimanché, ses longs cheveux, son attitude mêlée de hardiesse et de gaucherie, éveillent en moi un vague souvenir. J'ai entendu ce petit monsieur à Saint-Louis crier du haut de sa voix de fausset le plus insignifiant et le plus froid des mauvais discours dans un *meeting* où il était annoncé comme l'honorable M. ***, représentant du Kansas. Il y a donc ici, comme en Angleterre, une classe de *politicians*, — et ces précoces favoris de la démocratie, portant sur les bancs du congrès leur air d'écolier léger et impertinent, me rappellent ces petits messieurs de la chambre des communes qui n'ont pas un poil de barbe au menton et viennent le soir y étaler leurs bottes vernies et leurs cravates blanches. La démocratie a donc aussi ses passe-droits et ses fortunes ridiculement prématurées.

CHAPITRE X

LE MONDE OFFICIEL

La commission sanitaire ; ses magasins et ses asiles. — M. Seward au coin du feu. — L'amiral Farragut ; les réfugiés du Sud ; mort de M. Everett. — Prise du fort Fisher ; humiliation de Butler ; un duel de paroles ; l'antichambre de l'hôtel Willard. — Butler en grand uniforme ; le monde diplomatique. — La vie d'auberge ; les modes du beau monde ; les géants de l'Ouest. — La Maison-Blanche ; soirées de la présidente ; simplicité républicaine. — Le président Lincoln. — Abus de l'arbitraire ; enquête des chambres.

15 janvier.

Je viens de visiter les magasins et les bureaux de direction de la commission sanitaire, cette belle institution qui s'est formée et qui marche seule, faisant les trois quarts de la besogne que le gouvernement néglige. Son administration forme une hiérarchie régulière, à la tête de laquelle siége un comité central dont les pouvoirs sont absolus. Elle se distribue en départements, en armées et en services comme un ministère : elle emploie une légion de médecins, d'infirmiers, d'intendants, d'inspecteurs, qui la plupart s'adonnent gratuitement à ces fonc-

tions pénibles, sans autre récompense que l'austère plaisir de faire le bien et de servir utilement leur pays. J'ai vu le tableau synoptique de cette organisation ingénieuse et compliquée, due tout entière à cette initiative individuelle dont les Américains ont le droit d'être fiers. Toutes les branches s'y entre-croisent et tous les pouvoirs s'y équilibrent avec l'unité savante et rationnelle d'une constitution de l'abbé Sieyès. Le directeur du département de l'Est, comprenant trois armées, est un jeune homme de Boston, riche de plusieurs millions, qui a interrompu de brillantes études pour dévouer deux ans de sa vie à cette œuvre laborieuse et obscure. « La commission, me disait-il, s'est donné pour devoir de prendre soin du soldat et de pourvoir à tous ses besoins. Elle va le ramasser sanglant sur le champ de bataille ou fiévreux sur la terre humide, le soigne dans ses hôpitaux, l'accueille voyageur ou convalescent dans ces établissements appelés *soldier's homes*, où il trouve toujours un repas et un gîte préparés ; elle l'assiste dans les démarches souvent difficiles qu'il doit faire auprès du gouvernement pour obtenir un congé, pour faire valoir ses titres à la retraite, pour se faire payer sa solde ; elle le défend enfin contre ces soupçons de désertion qui, dans le désordre extrême de l'administration militaire, poursuivent souvent le soldat licencié. » Grâce à cette association libre, fondée on ne sait comment, soutenue par des contributions volontaires, le soldat américain ne s'aperçoit pas qu'il a affaire à un gouvernement irrégulier et malhabile. En même temps, les livres de la commission fournissent une statistique exacte et minutieuse de tous les faits que le gouvernement ignore. Chaque soldat est inscrit sur un triple registre, et c'est souvent par l'entremise de la commission qu'on découvre ceux que l'état civil avait oubliés et dont toute

trace semblait avoir disparu. J'ai vu sur les tableaux d'ensemble un fait curieux et qui mérite d'être signalé : les trois quarts des pertes des armées n'ont pas eu lieu sur les champs de bataille, mais par maladie. En été et en hiver, la proportion des pertes est effrayante, au point que dans l'armée de Mac-Clellan, en 1862, le seul mois de juillet enleva 262 hommes sur 1,000, c'est-à-dire un grand quart de l'effectif; mais cette guerre d'Amérique, si meurtrière qu'elle soit, n'a pas approché, dans ses plus mauvais moments, de la guerre de Crimée, où, durant l'hiver passé devant Sébastopol, le mois de janvier a enlevé dans certains régiments plus de 1,100 hommes sur 2,000. Je suis venu apprendre cela en Amérique.

La commission sanitaire a enregistré depuis trois ans un *million* de soldats qui ont passé dans ses hôpitaux. Elle les a fournis de vivres, de remèdes, de vêtements, de souliers. Dans la seule ville de Washington, le *soldier's home*, où les vétérans licenciés ou en congé s'arrêtent pendant la longue formalité du règlement de leurs papiers, coûte 12,000 dollars par semaine. Et ce qui est plus merveilleux encore que ces dons immenses, c'est l'ordre, la régularité, la discipline parfaite de cette administration improvisée; c'est enfin le dévouement des hommes qui donnent plusieurs années de leur vie à cette grande œuvre de charité patriotique. C'est là que l'on apprend à admirer l'Amérique et que les philanthropes de l'autre monde peuvent venir prendre des leçons. . .

J'ai revu plusieurs fois M. Seward dans sa petite maison de Lafayette-square, à deux pas de la Maison-Blanche et du ministère d'État, modeste demeure pour un tel personnage. Je l'ai trouvé tantôt seul, tantôt avec sa famille, quelquefois entouré de solliciteurs. Il faut l'entendre le soir, quand, fatigué des tracas de la jour-

née, il s'étend dans son fauteuil en balançant son pied et raconte de sa voix gutturale et étouffée les anecdotes de sa vie politique. Sa vive physionomie s'anime d'un sourire ; avec l'apparence d'un laisser-aller extrême, il sait toujours garder la mesure de la convenance et de la courtoisie. Il parle de ses adversaires amicalement, sans rancune, avec un heureux mélange d'adresse diplomatique et de bonhomie sincère. Enfin il voit juste et clair, au-dessus des événements actuels, au-dessus des idées et des passions de coterie : il a surtout le bon goût bien rare de ne point faire étalage de ses convictions. C'est ce qui lui vaut apparemment son injuste renommée de scepticisme et d'hypocrisie. Son indifférence présumée n'est au fond qu'un mélange de modération, d'impartialité et de bienveillance. Croyez-moi, ce n'est pas le tigre à pattes de velours, le Machiavel en action qu'on nous représente : il n'a ni cette puissance, ni cette férocité, et ses méfaits se bornent peut-être au meurtre accidentel de quelque souris, croquée en tapinois sous le fauteuil présidentiel.

16 janvier.

Le rapport de Butler a paru. M. Seward, discret par position, semble ignorer les motifs de sa destitution et l'attribuer uniquement au mécontentement que le général Grant a éprouvé de l'échec de Wilmington. « Je ne blâme personne, dit-il avec sa finesse accoutumée; il se peut très-bien que le général Butler, quoique patriote éprouvé, ne soit pas meilleur soldat que je ne l'aurais été moi-même, si j'avais eu, comme tant d'autres, la fantaisie de m'improviser général il y a quatre ans. » Il me semble

clair qu'il y a sous ce prétexte un monceau de linge sale qu'on aime mieux laver en famille. Le rapport de Butler, à ne considérer que les faits qu'il allègue et que les autres généraux confirment, est concluant en sa faveur. Le général Grant n'en réitère pas moins au général Ord, son successeur, l'ordre de prendre Wilmington. Une nouvelle expédition secrète, dont on a prié les journaux de ne rien dire de peur d'alarmer l'ennemi, est partie pour bombarder Fort-Fisher ou l'emporter d'assaut. Grant est un homme têtu, qui se brise d'abord contre l'impossible, mais finit par passer toujours à force de donner des coups de bélier dans la muraille. L'amiral Farragut dit qu'il arrivera de deux choses l'une : ou bien les rebelles seront surpris et tomberont avant L'arrivée de leurs renforts, — ou bien, si la prise de Wilmington n'est pas un coup de main, elle ne peut s'obtenir que par de longs et sanglants combats. Tout donne à croire que l'ennemi était sur ses gardes et qu'il a fallu verser du sang. Point de nouvelles d'ailleurs, bien qu'on les attende au ministère d'une heure à l'autre.

Je retrouve ici l'amiral Farragut, qui est établi dans l'hôtel depuis quelques jours. J'ai eu peu de peine à faire la connaissance de cet homme excellent et cordial, et je veux vous dessiner sa silhouette : sa figure est si franche, si peu ornée, si parfaitement sympathique, qu'on la saisit du premier coup d'œil. C'est un vrai marin, de cette espèce droite et bonne, héroïque sans le savoir et aimable sans y songer, par la bienveillance primitive de sa nature inculte. Mousse à huit ans, il a fait son chemin tout seul et recueille aujourd'hui la récompense de sa rude vie. Intrépide et simple, il raconte les beaux passages de sa carrière sans vanité, sans ostentation, dans un intérêt purement professionnel, n'y cherchant que des exemples

et des leçons. Il est si accoutumé au courage qu'il ne songe pas à se faire valoir, et qu'il lui semble évidemment que tout le monde en ferait autant. On s'imagine presque, à l'entendre, qu'on n'aurait pas peur à côté de lui. — Je sens bien qu'à la longue ses récits de manœuvres, d'expériences d'artillerie, ses jugements sur les opérations navales auxquelles je n'entends rien, me lasseraient comme une langue étrangère; mais il n'est pas besoin d'être expert pour voir son intelligence calme et prompte percer sous la simple nudité de ses entretiens.

L'amiral Farragut est né dans le Tennessee : c'est un de ces héroïques défenseurs que l'Union doit aux énergiques populations du Sud, et qui ont quitté leurs familles, leurs foyers, sacrifié leur vie tout entière pour suivre leur drapeau. Envers lui du moins, la patrie n'a pas été ingrate; on a ressuscité en son honneur le titre abandonné de vice-amiral. Dernièrement les notables de New-York se réunissaient pour lui offrir 50,000 dollars en témoignage d'admiration et de gratitude. Chez nous, ce cadeau serait regardé comme une aumône. Ici on l'accepte comme une récompense nationale et une marque d'honneur. Quelle différence au fond entre ce don individuel et notre usage reçu de mendier les pensions et les dotations de l'État? Lequel est le plus digne? Chaque pays a ses mœurs : autrefois on n'avait pas honte d'être le valet et le parasite du roi. En Amérique, le peuple est roi : on se fait donc le courtisan et le commensal du peuple.

En fait de réfugiés du Sud, madame Foote, la femme du sénateur Foote, du Tennessee, est ici prisonnière de guerre à Willard's-hotel. L'un et l'autre avaient tenté de fuir; mais une patrouille confédérée les reprit aux avant-postes. Madame Foote, après un combat, tomba entre les mains des fédéraux avec les bagages de l'ennemi; le

malheureux M. Foote est à présent dans les prisons de Richmond. M. Seward, longtemps son adversaire dans le sénat des États-Unis, a lui-même installé madame Foote dans cette maison et défraye pour le moment sa dépense. Tout le monde lui fait bon visage et essaye de la consoler. Si M. Foote parvient à s'échapper du Sud, il sera sans doute jugé pour la forme, puis gracié par le président.

Les journaux de Richmond s'indignent des propositions de M. Blair, de celles du moins qu'il est supposé apporter du Nord, car aux dernières nouvelles il n'avait pas encore paru à Richmond. C'est un outrage à leur avis que d'offrir au Sud un retour à l'Union. A leur gré! mais alors ils n'auront pas à se plaindre le jour où l'homme du Nord régnera sur leur terre en conquérant. Le nombre des Foote grossit d'ailleurs chaque jour. Des patriotes qu'on est forcé de mettre en prison pour s'assurer de leurs bons et loyaux services ne sont pas d'un grand secours dans une pareille extrémité. On dit que les élections municipales qui ont lieu en ce moment dans divers cantons de la Géorgie donnent les plus beaux résultats unionistes; mais Savannah me paraît plus humiliée et plus servile que profondément soumise. A côté des adulateurs, des solliciteurs et des spéculateurs, il y a des têtes hautaines qui ne veulent pas se courber, mais que le citoyen Sherman, commissaire de la république, ne fera pas, à la manière française, saluer sous la guillotine. Ceux qui avaient horreur des *Yankees* ont pu passer aux lignes rebelles. Les enfants de Savannah peuvent donc chanter des couplets outrageants pour Lincoln. En demeurant dans la ville, les habitants n'en ont pas moins fait acte de soumission et trahi à leur façon le gouvernement confédéré.

Les drapeaux des monuments publics sont aujourd'hui abaissés en signe de deuil pour la mort de M. Everett.

Il est tombé malade au sortir d'un *meeting* où il avait parlé pour les habitants pauvres de Savannah. Il est mort en orateur, comme le soldat sous les armes; ses dernières paroles ont été des conseils de patriotisme, de concorde et de charité. C'était un noble esprit et un homme de bien. Rien n'est plus légitime que les honneurs rendus par le président à sa mémoire.

17 janvier.

Le fort Fisher est tombé après un combat de sept heures, opiniâtre et sanglant. Le canon de victoire annonce à la fois l'expédition et le succès. Rien pourtant d'inusité dans les rues ni dans le vestibule de l'hôtel : pas de conversations animées, pas d'affiches, mais seulement le *news-boy* vendant un supplément du journal du matin et criant à gorge déployée la nouvelle. Les Américains ont si bien pris l'habitude de la guerre que ses vicissitudes ne les émeuvent plus. Avec leur confiance imperturbable et presque impertinente, ils verraient sans s'alarmer le canon battre leurs murailles; en revanche, ils accueillent les plus grandes nouvelles sans beaucoup de démonstrations de joie, comme des gens accoutumés à les recevoir.

Il y a dans l'hôtel un homme à qui ce bruit de victoire a dû écorcher les oreilles, c'est le général Butler. Le sénat a voté l'autre jour une enquête sur la première expédition de Wilmington, et Butler a comparu ce matin même devant le comité de la guerre. Il était justement occupé à démontrer, pièces en main, que la forteresse était imprenable, quand le *clerk* du ministère de la guerre est entré apportant la dépêche, qu'on a lue avec acclamation. Accablé par ce terrible argument, Butler a payé d'audace, et sans se déconcerter s'est écrié à haute voix :

« Dieu soit loué! Puissé-je toujours me tromper de même! » La défense devient difficile aujourd'hui que l'événement a prononcé. Il continue pourtant à faire bonne figure, et même à prendre l'offensive contre ses ennemis. Il y a parmi les *boarders* ou hôtes permanents de la maison une certaine madame X..., dont le fils est à l'armée, et qui a pris depuis la guerre l'habitude de vivre l'hiver à Washington. Femme active et intrigante, elle s'est mise jusqu'aux yeux dans la politique, et le même esprit remuant qui fait qu'elle s'empare le soir du salon de l'hôtel pour y tenir ses assises, mettre en rapport les hôtes de hasard qui s'y trouvent rassemblés, usurper le rôle de maîtresse de cette maison publique, se dissipe encore en lettres écrites à droite, à gauche, aux ministres, aux généraux, au président, pour recommander, conseiller, accuser tel ou tel. Cette mouche du coche a pourtant parfois la dent mauvaise, et dans le nombre il arrive que quelques-uns de ses coups ont porté. Elle a pour ami un certain chapelain protestant que le général Butler accuse d'avoir déserté son poste et prolongé indûment de deux mois un bref congé qu'on lui avait accordé. Le chapelain, de son côté, se plaint amèrement du général, qui, dit-il, l'aurait laissé plusieurs jours sans vivres, enfermé dans une poudrière, sous le feu de l'ennemi, quand il n'avait allongé son absence que de deux jours à peine à cause de la mort d'un oncle; sur quoi madame X... écrivit tout droit au général Grant pour obtenir vengeance. — Et, si peu d'influence qu'ait dû avoir cette goutte d'eau sur la coupe déjà pleine de ses griefs, la destitution de Butler, survenant par hasard à ce moment même, a pu paraître à un esprit vaniteux et prévenu le très-grand effet de cette très-petite cause. Quant à Butler, il n'est pas fâché non plus, pour déguiser

les motifs vrais ou supposés de sa disgrâce, d'en rejeter la faute sur madame X... et sur son piteux protégé. Hier donc, comme madame X... remplissait dans le salon de l'hôtel ses fonctions volontaires de maîtresse des cérémonies, Butler, se promenant dans la galerie, prit soin de dire tout haut, en passant auprès d'elle : *So, I am relieved of my command on the charge of a runaway parson* (1). Le mot fut entendu, relevé, et il s'ensuivit une scène des plus curieuses et des plus comiques. Butler, qui a la langue rude, qui se glorifie d'être un *avocat*, est resté maître du champ de bataille et a pris sur madame X... sa revanche de Wilmington. En général, je dois le dire, le public de l'hôtel lui paraît favorable. Une députation des habitants unionistes du Kentucky est venue le trouver pour exprimer le vœu que le président lui donnât le commandement de leur État. Lui-même est si gai, si rond, si cordial, que je ne doute pas qu'il n'augmente de beaucoup d'amis personnels le nombre de ses partisans politiques. C'était un spectacle amusant que de le voir ce soir, dans le vestibule, avec sa forte carrure, sa redingote militairement boutonnée, son chapeau tapageur planté en biais sur la nuque, sa moustache épaisse et provocante, et un perpétuel sourire sur sa grosse lèvre ironique, distribuer les énergiques poignées de main et les brusques amitiés à la ronde, tandis que la foule stationnaire faisait autour de lui un cercle de têtes curieuses. Il y a dans sa démarche une certaine rudesse étudiée, dans ses yeux louches et son regard sardonique une certaine expression dédaigneuse, dans toute sa personne enfin un mélange de hauteur et de vulgarité, de

(1) « Ainsi me voilà destitué sur l'accusation d'un chapelain déserteur ! »

bouffissure et de finesse, qui dénoncent l'aventurier habile et populaire, le faux soldat, le comédien politique doublé d'un flibustier aventureux, aussi arrogant d'esprit que souple de caractère, aussi hardi sur la place publique que prudent sur le champ de bataille. L'ensemble a quelque chose qui tout à la fois séduit et repousse, comme si c'était en vérité la « *beast* Butler » dont parlent avec horreur les populations qu'il a gouvernées, et qu'il allât tirer de sa poche une patte velue et armée de griffes. On se dit, en le voyant, que ce serait un homme dangereux, s'il avait autant de courage et d'énergie morale que d'orgueil et d'audace.

18 janvier.

J'ai retrouvé le général Butler à la réception de M. Seward avec une nombreuse société diplomatique, visiblement peu charmée de sa compagnie. Il m'a paru tout différent de l'homme que je venais de voir pérorant, fêté, presque acclamé par la foule. Il semblait moins fier et moins dégagé sur cet étroit théâtre qu'au milieu des scènes tumultueuses et populaires. Il faisait au contraire assez triste figure, errait gauchement de groupe en groupe, et gardait un silence plein d'embarras, comme un homme dépaysé, qui n'est pas dans son élément naturel. Son grand uniforme de gala semblait le gêner aux entournures : avec son épée pendante, ses éperons d'or, et le fourreau de son pistolet attaché au ceinturon, il avait à peu près l'air martial d'un notaire de campagne en habit de garde national.

Le monde diplomatique est à la vérité un monde ganté, cravaté de blanc, dédaigneux, superstitieux même en

fait de convenances, et moins disposé que tout autre à être indulgent pour les aventuriers et les démagogues. Si bien qu'ils y soient accoutumés, les diplomates de profession ont toujours une antipathie invincible pour les hommes et les choses de la démocratie. J'en ai rencontré bien peu de ce côté de l'Océan qui crussent à la durée de la liberté américaine ou même en général à l'avenir de la liberté. Habitués à regarder la politique étrangère comme la grande, l'unique chose qui intéresse un peuple, agents d'un pouvoir exécutif avec lequel seul ils ont à compter, enfin amis naturels de la politique sécrète, qui est leur élément favori, ils ne peuvent considérer le gouvernement que comme une affaire à débattre en conseil privé, sans bruit, sans fracas inutile, entre gens polis et bien élevés, sous la présidence d'un ministre suprême. La diplomatie n'est pas chose facile dans un gouvernement démocratique, sans cesse à la merci de l'opinion publique, obligé de rendre compte de ses démarches, de cajoler la majorité, de la payer de belles paroles, de la suivre pour la retenir dans ses violences imprudentes, et de lutter chaque jour contre les bâtons mis dans les roues par les assemblées. Le rôle d'un ministre sage, placé comme M. Seward entre le marteau et l'enclume, est un rôle difficile et sacrifié. Il n'est donc pas étonnant que les diplomates comprennent mal le plus grand bien qui résulte de tous ces contre-temps fâcheux. A chacun son métier : le ramoneur ne connaît que le prix de la suie, le maçon que celui du plâtre, et le prix du pain est le thermomètre politique des paysans de nos campagnes. Les hommes sont ainsi faits qu'ils ne voient pas plus loin que le bout de leur nez. Marionnettes suspendues à des fils différents, ils s'imaginent marcher sur la scène du monde dans l'indépendance et la force de leur pensée, quand toutes

leurs opinions dépendent de la main qui les soutient et les agite.

19 janvier.

Je mène une vie à la vapeur. Les six étages que j'escalade à toute heure du jour, le corridor long de cent mètres qui conduit à mon gîte, le terrible brouhaha de cette grande baraque, où les nerfs sont entretenus dans un continuel état d'agitation et de malaise, enfin et surtout le dîner, dont le vacarme indescriptible pousse l'agacement du mangeur à tel point qu'il prend aussi le galop convulsif de tout ce qui l'entoure, et s'en retourne à demi affamé, avec un mal de tête et une courbature, après avoir tordu et dévoré imparfaitement quelques bouchées, tout me fait songer par contraste à la douceur du *home*, à son atmosphère intime et tranquille qui retrempe et rassérène l'esprit fatigué. J'admire les Américains, qui peuvent vivre ainsi pendant des mois entiers sans en être obsédés, sans songer à ce foyer de famille qui souvent reste désert, tandis que les oiseaux du pigeonnier disputent leur pâture, parmi les cris et le tumulte, aux volées de corbeaux et de vautours qui s'abattent dans les lieux publics. J'ai fait ici la connaissance de diverses personnes de New-York et de Boston qu'une maison calme et commode attend à leur retour, et qui s'attardent par plaisir dans ce sabbat de l'hôtel Willard. Il en est qui passent régulièrement à Washington la moitié de l'année, et qui ne songent même pas à chercher un peu de paix dans une *boarding-house* plus silencieuse. Ce tourbillon leur plaît et les entraîne.

Washington a cela d'intéressant qu'en cette saison la

politique y rassemble une foule d'hommes dispersés le reste de l'année aux quatre coins de l'horizon. Ce monde bariolé et disparate a un peu l'air d'une cohue, et ressemble beaucoup à celui que j'ai déjà vu aux eaux de Saratoga. On y rencontre cependant plus d'individus remarquables, et à chaque instant un nom connu frappant mon oreille, appelle mon attention. Sans doute je ne tire pas grand'chose de ce coup d'œil jeté à la hâte sur chacun des personnages qui défilent dans cette lanterne magique; mais l'esprit s'amuse de voir des hommes nouveaux et de mettre sur des figures des noms déjà familiers. C'est ainsi que j'ai vu hier soir les sénateurs Sprague, Trumbull, Sherman, le général Burnside, le général Banks, le juge Holt du Kentucky, et tant d'autres, sans compter un portrait saisissant du général Sherman, dont le front haut et carré, la bouche ferme, le visage musculeux, plein d'une énergie fière et un peu sauvage, contrastent singulièrement avec le sourire louche et la fausse franchise de Butler. J'ai enfin jugé par mes propres yeux, non plus la société de New-York ou de Boston ou toute autre coterie locale, mais la société américaine en général, celle dont les éléments encore confus forment ce qu'on peut appeler l'aristocratie politique du pays. Un jour doit venir où le monde de Washington prendra le pas sur celui des autres grandes villes de l'Union, comme en Angleterre le monde de Londres éclipse celui de la province. Je ne parle pas de Paris, la ville universelle, qui contient vingt sociétés diverses, et qui absorbe à elle seule tout le pays. Jamais l'Amérique n'aura, comme la France, une vraie capitale, une sorte de tête couronnée et souveraine, imposant jusque dans les moindres détails la loi de ses fantaisies au corps inerte qu'elle traîne après elle. Londres est un meilleur terme de comparaison pour

la future capitale des États-Unis, car on ne voit à Londres qu'une seule société, réunie pour un seul but : la politique. En dehors de ce cercle restreint, Londres n'est qu'une ville de province, le mélange colossal d'un gros Manchester et d'un gros Liverpool. Si les réunions du *beau monde* de Washington peuvent être comparées à quelque chose, c'est aux *routs* anglais, dont elles ont la monotonie, l'encombrement dans des maisons trop étroites, et qui ne sont que des pied-à-terre pour la saison, tout enfin, sauf l'élégance irréprochable et la raideur flegmatique. En Angleterre, l'hérédité, la permanence des influences politiques, la constitution séculaire d'une classe aristocratique et gouvernante, ont donné à cette réunion temporaire qui s'appelle la société de Londres de la cohésion et de l'unité. En Amérique, au contraire, même après une série de siècles, même en supposant d'avance établie l'uniformité future des mœurs et des coutumes, je ne puis me figurer qu'un monde nomade, plein de contrastes choquants, où règne la plus grande anarchie de costumes et de manières, image fidèle de la société démocratique où il s'est formé. Le monde politique y sera toujours un ramassis de toutes les classes et de toutes les conditions, réuni hier pour se disperser demain, trop mouvant pour que des habitudes puissent jamais s'y fixer ni des traditions s'y transmettre, — un monde de pacotille, rassemblé des quatre coins de l'horizon par le hasard de l'élection populaire. Il n'y faudra jamais chercher aucun trait général ni aucun air d'ensemble, si ce n'est celui d'une salle d'auberge où se rencontrent toutes sortes d'hommes, les uns avec leurs bottes boueuses et leurs habits de voyage poudreux, les autres en tenue mondaine et sévère, — ceux-ci graves et réservés comme dans un salon de ministre, ceux-là débraillés et sans fa-

çons comme des gens qui descendent en pantoufles et en robe de chambre prendre leur déjeuner intime dans la salle à manger publique, — sans parler de la foule prétentieuse et vulgaire qui affecte l'élégance sans y parvenir, le bon ton sans le connaître, semblable à ces figurants de théâtre qui représentent les réunions du *grand monde* sur les scènes des boulevards. Aux yeux d'un Européen, si distingués d'ailleurs que soient les individus isolés qu'on y rencontre, la société de Washington ne peut être en gros qu'une mascarade bigarrée et disgracieuse, une galerie de types originaux où l'on se promène un peu comme dans une ménagerie de bêtes curieuses.

J'ai la superstition de l'habit : je l'avoue et je n'en rougis point, car, à tout prendre, l'habit fait partie des manières, et M. Emerson a bien raison de dire qu'il faut, pour savoir s'en passer, une rare distinction naturelle. J'en fais donc une règle impérieuse, que des hommes supérieurs peuvent seuls transgresser impunément. De grandes manières peuvent donner du bon ton à une veste de paysan; mais quand je vois une figure déjà commune affublée de gros souliers cirés, d'un gros pantalon de couleur et d'un paletot-sac fait d'une couverture d'écurie, — quand je vois ces dames de l'Ouest vêtues des couleurs les plus voyantes et les plus écarlates, cachant mal un reste de la friperie souillée qu'elles ont traînée le matin dans les rues, — leurs robes décolletées en carré, leurs poitrines gauchement rembourrées de coton, leurs corsages montants sans manches, avec des bouffettes aux épaules et les bras nus, leurs *waterfalls* ou cascades de fausses boucles, surmontées d'un panier de coquelicots ou de pivoines, — quand je vois les élégants eux-mêmes avec leurs gilets boutonnés jusqu'au menton, leurs cravates bleues ou brunes, leurs gants de toutes les nuances

de l'arc-en-ciel, au milieu de cette anarchie des couleurs et des formes, je regrette l'uniforme insignifiant des modes européennes, et je leur souhaiterais à tous un peu plus de vernis sur leur rude écorce. Je vous entends dire que me voilà devenu perruquier et couturière, et qu'il ne faut pas juger d'une société par l'extérieur. Je conviens volontiers que la gaucherie des modes américaines n'est pas une condamnation de la démocratie; mais soyez sûr que dans ces menus détails il se traduit quelque chose de la nature intime et de l'esprit des sociétés. Le *Herald* remarquait hier, dans une notice sur M. Everett, que son sens d'artiste, son goût pour le beau, s'apercevaient jusque dans ses vêtements. Je ne l'ai pourtant jamais vu que mis très-simplement, à l'européenne, comme vous et moi. Si les délicats nous imitent naturellement dans ces petites choses, n'est-ce pas qu'elles sont le signe d'une supériorité intellectuelle et d'un sens esthétique plus fin et plus juste? Je mets en fait qu'il n'y a pas un gamin de Paris qui n'en remontrât, en fait d'art, aux neuf dixièmes de ces Américains, si admirables à leur manière et si dignes d'envie.

Il y a, d'ailleurs, deux types distincts parmi les habitants de Washington : les hommes de l'Est, qui ressemblent beaucoup aux hommes d'Europe, et dont les plus distingués sont à leur insu des copies de l'Angleterre, et les hommes de l'Ouest, presque tous géants d'au moins six pieds, à grands traits, à robustes figures, à chevelures épaisses comme des crinières. Ceux-là sont plus rustiques, moins rabotés, mais ils ont pour eux l'originalité et un certain air de puissance massive qui ne me déplaît pas. Les échantillons qu'on en voit chez M. Chase et chez M. Sherman sont naturellement des plus choisis. Je n'y ai vu ni le crâne aplati et le museau carnassier de

W..., ni l'habit bleu à boutons d'or du futur sénateur Y... Au contraire, ces vigoureuses organisations de l'Ouest ont presque toutes quelque chose d'attrayant et d'aimable. Il ne faut leur demander ni raffinements de langage ni vaines exagérations de politesse ; mais pour la franchise, la rondeur, la bonhomie mêlée de finesse, ils n'ont pas leurs pareils. Je ne parle pas de M. Chase, qui n'appartient pas plus à l'Ouest qu'à la Nouvelle-Angleterre, où il est né. Je prends pour type accompli de l'homme de l'Ouest un certain M. Ashley, de l'Ohio, membre de la chambre et des plus influents, ennemi infatigable de l'esclavage, figure large et joviale en même temps que vive et héroïque, cordial, obligeant, aisé sans rudesse, gracieux avec les dames, plaisant dans ses discours, et évidemment un des hommes les plus contents de vivre qu'il y ait au monde. Ces puissantes natures m'étonnent toujours, moi petit fruit rabougri d'une civilisation potagère. Quand je me trouve à la porte du sénat à la fin de la séance, et que je vois passer près de moi tous ces grands corps énergiques, j'éprouve le même sentiment de respect que si un peloton de ***horse-guards*** défilait à mes côtés. Le malheur est que beaucoup de ces colosses ne sont des Mirabeaux que par l'apparence, et que souvent il y a plus de puissance réelle dans la tête sèche et nerveuse d'un Guizot ou dans la main ronde et potelée d'un Thiers que dans ces grandes machines imposantes de chair et d'os...

Je n'ai pas encore vu le président Lincoln, car je n'ai fait que jeter un coup d'œil dans l'antichambre de la Maison-Blanche sur un géant à longues jambes qui sortait emmaillotté dans un immense cache-nez. Il est de mode, chez les voyageurs européens, d'aller voir le président comme une bête curieuse, pour faire ensuite des gorges

chaudes à ses dépens. Je sais un journaliste anglais qui, après avoir sollicité l'honneur de lui être présenté, écrivait le lendemain un récit injurieux et burlesque de son entrevue avec *Abe* Lincoln. Quant à moi, je suis entré plusieurs fois à la Maison-Blanche, et je n'y ai rien vu, jusqu'à présent, qui justifiât ces bruyantes gaietés. Encore si la calomnie se bornait à des épigrammes de mauvais goût! si même elle ne s'attaquait qu'à l'homme public, et s'arrêtait décemment au seuil de la vie intime! Mais non; la famille même du président n'est pas épargnée. On insinue que madame Lincoln met à profit toutes les petites libertés que sa position lui donne, qu'elle vend les fleurs des serres présidentielles, qu'elle fait payer par l'État les dîners modestes qu'elle est parfois obligée de donner, qu'elle a conservé l'esprit des ménagères économes qui marchandent un chou pour un liard. En même temps on lui reproche de ne pas payer ses fournisseurs assez vite; on imprime dans les journaux leurs lettres et ses réponses. N'osait-on pas dernièrement raconter que madame Mac-Clellan avait employé à acheter un châle une somme qui lui avait été confiée par une société charitable pour le soulagement des soldats blessés? Malgré toutes les déprédations dont on les accuse, je vous assure que ces potentats américains ne sont pas bien riches. M. Lincoln a refusé de recevoir en or au lieu de papier-monnaie le maigre traitement de 25,000 dollars que la loi lui alloue. Je demandais à son fils aîné s'il ne comptait pas bientôt faire le voyage d'Europe. « J'attends, me dit-il, la fin de la guerre. Au cours actuel de l'or, ce voyage coûterait trop cher. » Que de modestie dans cette réponse et que de noble simplicité! — Je sais bien qu'autrefois le dictateur Cincinnatus maniait la charrue et dînait avec un oignon sur du pain noir; mais ce désinté-

ressement n'est pas très-moderne, et je ne sache pas un autre pays du monde où le chef de l'État soit trop pauvre pour faire voyager son fils.

On reproche pourtant aux habitants de la Maison-Blanche un luxe de mauvais aloi et un faste de parvenus. On parle surtout des toilettes extravagantes de madame Lincoln. J'ai lu les descriptions ridicules qu'elle laisse publier par les journaux courtisans qui croient sans doute avoir le secret de lui plaire. « Le président portait un simple habit noir avec des gants blancs; madame Lincoln, une délicieuse robe de soie blanche, une coiffure charmante de rubans d'or et un *lovely* collier de perles. » — Laissez dire, et venez vous-même aux réceptions de la présidente. Vous arrivez à pied; vous entrez dans le grand vestibule désert de la Maison-Blanche. Point de gardes cuirassés d'or, point d'armée de laquais chamarrés, pas même un factionnaire sur le seuil. Un seul domestique en habit noir vous demande votre carte et vous ouvre la porte des appartements : c'est un salon simple et sévère, tendu en damas rouge. La maîtresse du logis se lève et s'avance; on dirait, tant son accueil est franc et simple, qu'elle va déjà vous donner la main. C'est la raideur empesée de votre salut cérémonieux qui la rappelle aux froides conventions de l'étiquette officielle. L'ancienne fermière ne porte pas plus mal sa somptueuse robe de velours que toute autre vieille dame un peu replète et un peu bourgeoise. Sa manière est digne, bienveillante, réservée, presque timide; sa conversation, je le veux bien, n'est pas très-brillante, et il semble qu'elle éprouve devant les étrangers européens, qu'elle croit des juges sévères, un embarras bien naturel après toutes les plaisanteries indécentes qu'on a fait pleuvoir sur elle. Tant pis pour les moqueurs, car rien n'est risible dans

cet intérieur honnête, et j'ai pauvre opinion de ceux qui raillent cette simplicité modeste comme une rustique grossièreté (1).

Quant au président lui-même, je réserve encore mon jugement; mais comment croire à la réputation d'ineptie qu'on lui a faite en Europe? L'homme qui d'un *log-house* perdu dans les forêts de l'Indiana s'est élevé tout seul à la présidence des États-Unis ne peut pas être le premier venu. Il lui a fallu mieux que l'intelligence, don moins rare qu'on ne l'imagine et qui ne sert à rien sans le caractère; il lui a fallu cette puissance morale, cette vertu de persévérance et de volonté qui est d'ailleurs la première des vertus américaines. Son histoire est instructive pour nous autres raffinés, mandarins de l'intelligence, qui regardons l'esprit comme le monopole des lettrés, comme une fleur délicate éclose à force de soins dans l'air artificiel et étouffé d'une serre chaude : elle montre comment dans la démocratie américaine les grandes intelligences mûrissent naturellement au soleil de la liberté. Six mois d'instruction élémentaire dans une misérable école de campagne, voilà toute la culture étrangère qu'a reçue celui qui devait un jour marcher de pair avec tous les souverains du monde. Tour à tour laboureur, bûche-

(1) Qu'on me pardonne l'indiscrétion de ces détails intimes. Je n'ai pas voulu modifier mes impressions premières, afin qu'on ne m'accusât point de faire des habitants de la Maison-Blanche un portrait de fantaisie ou de convention. La familiarité, le sans-gêne de ce récit prouvent mieux que ne pourrait le faire un tableau d'apparat la profonde sincérité de mon respect. D'ailleurs le nom d'Abraham Lincoln n'a plus besoin aujourd'hui d'être défendu contre le ridicule. Les traits d'une raillerie envieuse et impuissante n'atteignent pas un front couronné de l'auréole du martyre.

ron, manouvrier vivant du travail de ses bras, puis charpentier, batelier sur le Mississipi, meunier, soldat, négociant, élu enfin à la législature de l'Illinois par la ville de New-Salem, où il avait gagné l'estime et l'affection de tous, — son esprit, développé par des études solitaires et par cette éducation pratique que le *self-government* donne à tous les citoyens, avait acquis cette trempe vigoureuse, cette élévation simple et naïve, cette saveur originale, qui de bonne heure le firent distinguer dans la foule vulgaire des orateurs politiques. Ce fut alors qu'il étudia la loi et qu'il embrassa la profession d'avocat. Il devint bientôt dans l'Illinois l'homme nécessaire du parti whig. Dès l'année 1837, il présentait à la législature de l'État une protestation contre l'esclavage; plus tard, nommé au congrès, membre influent de la convention de 1848, candidat au sénat des États-Unis, adversaire redoutable du fameux orateur Douglas durant cette campagne électorale dont le bruit remplit l'Amérique et où l'on vit les deux candidats voyager ensemble de ville en ville et faire assaut d'éloquence sur la même estrade devant le peuple assemblé, — nommé enfin président des États-Unis, — ses talents d'orateur et d'homme d'État n'ont pas cessé de grandir avec sa fortune. Un jour, parlant de l'esclavage, il disait avec une ironie fine et grave: « J'ai entendu dans ma vie bien des arguments destinés à prouver que les nègres sont faits pour la servitude; mais s'ils consentent à se battre pour que leurs maîtres les retiennent dans l'esclavage, ce sera le meilleur des arguments. Celui qui se battra pour cela méritera certainement de rester esclave. Quant à moi, je crois que tout homme a le droit d'être libre; cependant je permettrais volontiers aux noirs qui aimeraient à être esclaves de le rester, j'irais même jusqu'à permettre aux blancs

qui vantent et envient la condition des esclaves, de le devenir. »

Je ne crois pas que l'éloquence moderne ait jamais rien produit de plus élévé que le discours prononcé par lui sur la tombe des soldats morts à Gettysburg : il atteint la simplicité grandiose, le souffle austère et patriotique de l'antiquité; mais on y sent en même temps l'émotion d'une âme humaine et chrétienne en face des horreurs de la guerre civile (1). On me raconte que ce *bouffon illettré*, ou, comme dit en se moquant le *New-York Herald*,

(1) Je ne puis mieux faire que de citer tout entière cette brève allocution dans sa mâle et concise beauté : « Il y a quatre-vingt-sept ans, nos pères ont enfanté sur ce continent une nation nouvelle, conçue dans la liberté et mise sous l'invocation du principe de l'égalité humaine. A présent nous sommes engagés dans une grande guerre civile pour éprouver si cette nation, si toute autre nation ainsi conçue, ainsi consacrée, peut durer longtemps. Nous sommes réunis sur un grand champ de bataille de cette guerre. Nous sommes réunis pour en dédier une part au dernier repos de ceux qui ont donné leur vie pour que la nation pût vivre. Cela est juste, cela est bien; mais dans un sens plus élevé nous ne pouvons dédier, nous ne pouvons consacrer, nous ne pouvons sanctifier cette terre. Les braves gens, vivants ou morts, qui ont combattu ici, l'ont consacrée bien au delà de notre pouvoir, bien au-dessus de notre louange ou de notre blâme. Le monde tiendra peu de compte et se souviendra peu de temps de ce que nous disons ici; mais il ne pourra jamais oublier ce qu'ils ont fait ici. C'est plutôt à nous, les vivants, de nous consacrer à la grande tâche qu'ils nous ont laissée, — afin que ces morts honorés nous inspirent un dévouement nouveau pour la cause à laquelle ils ont donné la dernière, la pleine mesure du dévouement, — afin que nous résolvions ici hautement que les morts ne seront pas morts en vain, et que le gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple ne périra pas sur la terre. »

« notre très-classique président, » sait par cœur tout Shakspeare, et que, lorsqu'il va l'entendre au théâtre, nul n'est plus prompt à signaler les coupures faites au texte original ou à relever les inexactitudes commises à la scène par les acteurs. Je commence à croire que son seul défaut est d'avoir été bûcheron, fendeur de bois et homme de peine. Pour ma part, je ne l'en honore que plus.

20 janvier.

Cette fois j'ai vu le président; je lui ai été présenté dans son cabinet par M. Sumner à l'heure où il est, comme saint Louis, sous son chêne, accueillant les réclamations de ses sujets. La Maison-Blanche, qui pour les étrangers conserve une sorte de prestige, et où la discrétion que commandent nos usages m'interdit de pénétrer sans un guide ou sans l'appel même du grand personnage qui l'habite, ouvre librement ses portes à tout le peuple américain : comme les églises, c'est la maison de tout le monde. A toute heure du jour, on trouvera des curieux ou des flâneurs dans la grande salle de réception où le président tient ses levers populaires; quelques-uns, dit-on, sans doute des gens de province, coupent en souvenir de leur pèlerinage un morceau des rideaux de soie. Vous croyez peut-être qu'on a posté en ce lieu un agent de police ou un factionnaire? Nullement, l'office de garde est rempli par une affiche qui réclame le respect des visiteurs pour le mobilier de l'État. — Nous montons un escalier, nous ouvrons une porte, et voici la majesté présidentielle. Au bout de la salle, le dos à la fenêtre, à côté d'un immense bureau chargé de papiers et formant

comme la cloison d'un confessionnal, le *père Abraham*, assis sur une chaise basse, écrivait sur ses genoux, avec ses longues jambes repliées; devant lui, une solliciteuse dans tous ses atours se tenait debout respectueusement et se penchait pour murmurer à son oreille des choses dont il prenait note sur son calepin. Tour à tour familière et humble, elle déployait ses plus beaux sourires et lançait ses plus pénétrantes œillades; mais le juge, grave et affairé, la pressait d'aller au fait, la questionnait avec une raideur brève, et griffonnait diligemment ses notes, lui disant par son maintien qu'elle perdait son temps et qu'il n'était ni assez sot ni assez bonhomme pour prendre garde à ses séductions. Plus loin, cinq ou six personnes, soldats, femmes du peuple, étaient silencieusement assis le long de la muraille en attendant leur tour. La robe de velours fut bientôt dépêchée, et le président se leva pour nous recevoir; alors son immense taille se révéla. Je levai la tête, et je vis un visage osseux, des cheveux abondants et mal peignés, un nez camard, une bouche large et serrée, des traits sillonnés et anguleux, un regard étrange, pénétrant, sardonique, mais un front triste, préoccupé, comme ployé sous le faix d'un grand souci. Sa tournure est gauche, singulière, à la fois raide et dégingandée; il ne sait pas porter sa grande taille. Nous ouvrîmes les lèvres après le *shake-hands* d'usage, moi pour lui faire un compliment, — M. Sumner pour lui expliquer qui j'étais, lui-même enfin pour répondre à ma politesse et faire semblant de connaître déjà mon nom. Sa voix n'est pas harmonieuse, son langage n'est pas fleuri : il a un peu les façons de parler de l'homme du peuple et de l'homme de l'Ouest, et l'argot semble à chaque instant au bout de sa langue.

Du reste il est simple, sérieux, sensé : il a fait sur M. Everett et sur l'étrange espoir qu'avait le parti démocratique, il y a quatre ans, d'imposer sa politique aux républicains victorieux, quelques remarques prosaïquement exprimées peut-être, mais finement et spirituellement pensées. Pas un éclat de rire vulgaire, pas une plaisanterie de mauvais ton, pas un de ces *jokes* pour lesquels il est célèbre; puis un nouveau *shake-hands*, et nous le laissions à ses affaires. J'emportais de lui, après cette entrevue de dix minutes, l'idée d'un homme peu brillant sans doute, peu aristocratique, peu princier, mais digne, honnête, capable et laborieux. Je pense que les Européens qui ont parlé de lui se sont amusés de parti pris à exagérer ses ridicules, — ou bien ils sont allés à la Maison-Blanche avec l'idée qu'ils y verraient un beau personnage *décoré*, en cravate blanche, aux façons à la fois courtoises et supérieures, une sorte de représentation républicaine de la royauté : grande et sotte erreur que de demander à Abraham Lincoln, l'ancien batelier du Mississipi, des manières de roi ou de prince! Pour bien juger les hommes, il faut d'abord comprendre les choses et se rappeler que dans une démocratie on n'a que faire des pompes et des prétentions du beau monde. Quand on est si sensible aux objets extérieurs, et qu'on a besoin des dehors de la monarchie, gardes, chambellans et majesté lointaine enveloppée de broderies d'or, il vaut autant garder le nom avec la chose. Dans une république, on est plus positif et plus terre à terre; le président est nommé pour jouer son rôle politique et non pour danser des quadrilles royaux, ni cavalcader avec un plumet dans les revues. On ne lui demande pas d'être un lettré ni un académicien, d'écrire des traités de philosophie ni de publier dix volumes d'œuvres com-

plètes. On ne lui demande même pas d'être ce qu'on appelle en Amérique *a fine gentleman*. Il ne faut pas des mains trop blanches ni trop parfumées pour manier la rudesse américaine. Pourvu qu'il fasse bien et honnêtement son métier, on ne s'inquiète pas de savoir s'il écrit dans un style « classique, » ni s'il est vêtu à la mode du jour. Le despotisme élève de petits fétiches pour l'adoration du monde; les républiques élèvent à l'estime générale et au pouvoir, qui en est le signe, des charpentiers comme Abraham Lincoln....

Il n'est bruit que de l'enquête réclamée par le sénateur Powell, du Kentucky, contre le général Payne. M. Wilson et quelques autres soutiennent par esprit de parti ce violent patriote, que du reste le sénateur Powell attaque avec une véhémence et une crudité d'expressions incroyables. M. Conness, de la Californie, lui ayant répondu quelques paroles blessantes, il a riposté avec fureur par un débordement d'injures personnelles dont chez nous la péroraison n'aurait pu être qu'un échange de soufflets; mais l'équanimité des Américains égale leur intempérance, et je ne serais pas étonné, après cette scène brutale, de voir les deux champions se serrer la main.

Dans la chambre une enquête déjà ouverte contre le général Payne et le député Anderson, du Kentucky, tous les deux accusés de corruption et d'abus de pouvoir, a éveillé l'attention publique sur les nombreuses iniquités que les autorités militaires se permettent au nom du président depuis la suspension de l'*habeas corpus* (1). Un

(1) On sait que la suspension du *writ* d'*habeas corpus*, autorisée par la constitution des États-Unis « en cas de rébellion

démocrate, M. Ganson, de New-York, a mis le feu aux poudres, et l'abus est si criant, les emprisonnements arbitraires sont si souvent suivis de détentions indéfinies, le nombre des victimes enfermées au fort Lafayette et au vieux Capitole est, dit-on, si effrayant, que tout le parti républicain, sauf une phalange obstinée de cinq voix, qui reste groupée autour de l'impitoyable Thaddeus Stevens, a souscrit à la réparation proposée. M. Winter Davis, du Maryland, et M. Dawes, du Massachusetts, ont eux-mêmes dénoncé, comme un déni de justice, l'ordre du jour que demandait le vieux mulet pensylvanien. La discussion sera curieuse lorsque les mystères des cachots seront mis au jour, et que le peuple américain apprendra par le congrès que sous l'édifice extérieur de sa liberté il a insensiblement livré à des fonctionnaires, à des subalternes, à des gens armés de la force, mais à peine revêtus du caractère officiel, le droit de plonger en prison des citoyens innocents ou coupables, mais qui n'ont pas été légalement jugés. Le désordre de l'arbitraire est, dit-on, si grand, qu'il est souvent difficile de remonter à l'auteur premier de l'injustice. On va donc passer le balai dans les coulisses du gouvernement, car les représentants du peuple américain n'ont pas peur de la vérité. Ils ne

ou d'invasion, quand la sûreté publique l'exige, » et proclamée par le président Lincoln le 15 septembre 1863, a été révoquée par le président Johnson à la fin du mois de novembre de l'année dernière pour tout le territoire de l'Union, sauf le district de Colombie, les États de Virginie, de la Caroline du Sud, de la Caroline du Nord, du Kentucky, du Tennessee, de la Géorgie, de la Floride, de l'Alabama, du Mississipi, de la Louisiane, du Texas et de l'Arkansas, les territoires de l'Arizona et du Nouveau-Mexique, c'est-à-dire tous les États et territoires engagés dans la rébellion où l'ordre légal n'a pu être encore entièrement rétabli.

croient pas que, pour réparer un abus, il suffise de fermer l'oreille au bruit de l'opinion qui le leur dénonce, comme ces autruches qui croient se rendre invisibles en se bouchant les yeux.

CHAPITRE XI

LES PRISONS DU SUD

Une réception à la Maison-Blanche ; les grands levers du président. — Un gentilhomme virginien; le général Burnside. — La question des représailles dans le sénat ; les États-Unis et la République mexicaine. — Résistance de M. Sumner aux représailles ; l'enquête de la commission sanitaire; tortures des prisonniers fédéraux ; la prison de Libby ; le major Turner. — Belle-Isle, Andersonville, le général Winder, le capitaine Wirz. — Hôpitaux et prisons du Nord; l'échange des prisonniers ; abandon des représailles.

21 janvier.

Il y avait ce matin réception ou plutôt défilé officiel à la Maison-Blanche. Il n'était besoin, pour y pénétrer, ni d'une invitation spéciale, ni d'un costume de cour. On ne prenait même pas la peine d'ôter son paletot dégouttant de givre. Tout homme respectable, c'est-à-dire de mise à peu près décente, était admis sur sa bonne mine. Je ne sais même pas si les hommes de service postés dans l'antichambre auraient eu le droit de repousser, à cause de ses bottes ou de ses habits, un citoyen patriote qui aurait voulu voir son président. Les visiteurs défilaient un à un.

Debout près de la porte, serré dans une redingote noire, entre deux aides de camp en uniforme qu'il dominait de sa taille gigantesque, se tenait le président et commandant en chef des forces militaires des États-Unis, distribuant sans cesse des poignées de main à la ronde avec un mouvement raide et régulier comme une horloge. Plus loin et un peu en arrière, madame Lincoln, flanquée de deux graves personnages en habit noir, saluait assidûment la file de visiteurs qui passait devant elle; le tout au bruit d'une musique militaire qui assourdissait les oreilles de ses roulements tumultueux. Et ce n'était là, remarquez-le bien, qu'une des réceptions ordinaires et presque intimes qui ont lieu tous les mois. Les jours de *grand lever* du président, le peuple entier de la ville assiége les antichambres; les chemins de fer apportent des flots de visiteurs étrangers. L'enthousiasme est tel qu'au bout de quelques heures, quand le corps diplomatique en habit brodé, les membres du congrès et leurs femmes, quand tout le beau monde et toutes les toilettes ont passé, on ouvre à deux battants les portes, la présidente se retire, les dames prennent la fuite, et le malheureux élu de la nation reste seul à soutenir l'assaut de la mêlée. Bien lui prend d'avoir été laboureur et bûcheron, et d'avoir des mains robustes qui ne craignent pas ce terrible exercice (1).

(1) En novembre dernier, un comité de notables de New-York offrit au général Grant une immense réception ou *lever* pour lui présenter le peuple de New-York. J'emprunte au *New-York Times* la scène suivante, qui donne bien l'idée de la politique démocratique et de ses fêtes officielles : « En face d'une corbeille de fleurs se tenait le général Grant, avec tout le comité autour de lui, comme des abeilles autour d'un morceau de sucre; à côté et à sa droite se tenaient madame Grant

J'ajoute quelques figures nouvelles à ma galerie. L'une est celle de M. ***, curieuse surtout comme échantillon de cette race de grands planteurs qu'on appelle les « gentilhommes virginiens ». C'est une sorte de demi-paysan, demi-procureur, le type parfait du gentillâtre campagnard finaud, intéressé, dans la peau d'un homme d'État encore plus intrigant qu'influent. L'autre est celle d'un homme de guerre déchu, le général Burnside. Vous n'avez peut-être pas oublié qu'il y a deux ans (fin 1862),

et d'autres dames...; en face, la multitude, criant, se démenant, s'étouffant, ennuyée, grognant, rendue de chaleur et de fatigue, — la cohue bousculée, rudoyée, tirée et poussée de droite et de gauche par les infortunés membres du comité. A chaque couple qui s'approchait, un petit homme demandait son nom : presque toujours il l'entendait de travers et annonçait au général toute sorte de noms bizarres aussi amusants pour les personnes présentées qu'inintelligibles pour le général... Tout homme et toute femme voulaient absolument serrer la main du général, de telle façon qu'avant la fin de la cérémonie elle était tout enflée et déformée. Des gens pieux et respectueux faisaient en passant de petites prières pour lui, et d'autres jugeaient l'occasion bonne pour lui adresser de jolis petits discours : « Je suis bien heureux de vous voir, général. Dieu vous bénisse et vous conserve ! — Général, c'est mon fils aîné, William Mason. — Willie, dis au général la petite prière que tu fais pour lui tous les soirs (Willie va obéir, mais les membres du comité l'entraînent brusquement). — Je savais bien que vous seriez vainqueur, général... Puis-je vous embrasser, général? (Le général s'excuse.) — Vous vous souvenez bien de moi, général? L'an dernier, à West-Point! — Beaucoup de monde, n'est-ce pas, général? C'est bien juste, général, c'est bien juste! — Bonjour, mon vieux camarade! Causons un peu de Chattanooga. — J'avais un frère dans le 29e; est-ce que vous le connaissiez? » Ces propos et bien d'autres encore furent tenus au général, qui laissa gravement et patiemment *pomper* sa main de haut et de bas (*pump his hand up and down*), à la merci de l'impitoyable populace. »

dans cette effroyable mêlée où généraux et armées fondaient comme la neige, parmi ces chefs malheureux qui se succédaient et se culbutaient sans relâche à la tête de l'armée du Potomac, Burnside parut un moment se maintenir au sommet de la roue. C'était après la sanglante bataille d'Antietam. Mac Clellan, qui venait de repousser à grand'peine Jackson et Lee du Maryland, restait immobile depuis sa victoire. Burnside prit le commandement, passa le Rappahannock, puis vint se briser sur Fredericksburg contre les retranchements de Lee et de Longstreet. Il garde encore dans sa retraite, avec un dernier rayon de sa gloire éclipsée, la seule réputation qu'on ne puisse lui ravir, celle d'être un des plus beaux hommes d'Amérique. C'est un bel homme en effet, bien en chair, élégant, quoique de massive encolure, avec de larges épaules, des joues pleines, de beaux yeux noirs caressants, bien cravaté, bien boutonné, mis avec recherche, et semblable de tout point à un beau colonel de *horse-guards* anglais. Ses allures sont étudiées, gracieuses, presque féminines : à dîner, où je le rencontre, il a une manière coquette de manier la cuillère et le couteau, qui fait valoir sa main potelée. Ce n'est pas là un général d'armée démocratique. Il figurerait mieux, ce me semble, sur le champ de manœuvre et de parade que dans la rude et sauvage mêlée de la guerre américaine. — Je pourrais aussi vous montrer la moustache hérissée, la mine suffisante, l'air coupant et cassant du général Banks, ancien avocat, ancien *speaker* de la chambre des représentants et homme de guerre improvisé; mais je veux d'abord vous parler du congrès et d'une curieuse discussion qui montre assez bien le caractère américain sous son double aspect de brutalité impitoyable et de généreuse équanimité.

Vous savez sans doute avec quelle cruauté systématique ont été traités les prisonniers fédéraux chez les rebelles : famine, nudité, froidure, intempéries et mauvais traitements de tout genre, fusillades au moindre prétexte, outrages enfin pires que les souffrances, on ne leur a rien épargné. On les a laissés croupir comme des pourceaux, sans vêtements et sans abri, dans d'immondes cloaques où on les cantonnait à coups de fusil comme un troupeau de bêtes. Je crois que nul peuple moderne n'a montré jamais pareille barbarie. Ces atrocités ont donné lieu dans le Nord à un sentiment bien naturel de colère et de vengeance. On a commencé l'an dernier à réduire aussi les rations des prisonniers rebelles, à leur refuser des couvertures, ou à ne leur en fournir qu'en échange de coton livré par le gouvernement confédéré, enfin à faire peser sur eux une inexorable discipline et à marquer parfois des victimes pour ces sacrifices humains qui s'appellent les représailles. Aujourd'hui le sénat lui-même s'apprête à voter des lois de vengeance et à prescrire le mode des supplices à infliger à ces coupables des crimes d'autrui. M. Lane, de l'Indiana, présente une pétition des citoyens de Fort-Wayne demandant que les prisonniers rebelles soient confiés à la garde des prisonniers fédéraux libérés, afin qu'ils soient traités de même. « On craint, dit-il, que les représailles ne rendent la guerre plus sanglante. Peu m'importe le sang versé ! Je voudrais rougir toutes les rivières du sang des traîtres. » — M. Wade vient ensuite exprimer son regret de la sympathie témoignée par le peuple du Nord aux rebelles de Savannah. Le président a cru devoir étendre sa main protectrice sur un rebelle fugitif, M. Foote, et menacer le gouvernement confédéré de représailles, si l'on touchait un cheveu de sa tête. « Je ne voudrais pas, dit

M. Wade, frapper un chien en représaille du supplice d'un traître. » Enfin, malgré la généreuse résistance de M. Sumner, le comité de la guerre a résolu que la mesure serait adoptée, et le président requis de rendre dent pour dent, œil pour œil aux rebelles. Je ne m'étonne pas d'une exaspération si légitime. Il n'y en a pas moins dans ces cruautés héroïques quelque chose d'horrible que les Américains ne sentent pas assez. Ils sont moins intempérants dans leurs actes que dans leurs discours, et dans leurs intentions que dans leurs actes. Au lendemain de ces résolutions implacables, ils se serrent la main comme des duellistes courtois, ou s'embrassent même comme de vieux amis réconciliés. A l'armée du James, les soldats des deux camps se rencontrent pacifiquement entre les lignes, causent, échangent leurs provisions, jouent aux cartes. Francis P. Blair, le père, *of Lincolndom*, comme disent les journaux rebelles, s'étant montré l'autre jour dans les rues de Richmond, fut reconnu et fêté par une foule d'anciens amis, lui devenu leur ennemi acharné et insulté chaque matin par leurs journaux. C'est sans doute un mérite que d'être, comme on dit, sans rancune; mais je trouve que l'indulgence, poussée à ce point extrême, ressemble trop à l'indifférence et à l'insensibilité.

Un autre vote important du congrès, quoique déguisé sous l'enveloppe inoffensive d'un simple amendement au budget, est celui qui reconnaît la république du Mexique comme le seul gouvernement en rapport avec celui des États-Unis, et refuse au nouvel empire jusqu'à la satisfaction incomplète d'une neutralité avouée entre belligérants. Cette mesure s'est introduite sans bruit et avec l'allure modeste d'un changement de texte innocent. L'allocation de la légation des États-Unis au Mexique venait paisiblement, à son tour de rôle, parmi plusieurs autres

semblables, solliciter l'approbation du sénat. Le texte portait simplement : « légation du Mexique. » Un sénateur se leva et demanda que le mot *république du Mexique* fût substitué à celui de *gouvernement mexicain*, ce qui fut voté sans discussion, sans éclat, par une entente tacite et unanime qui est un indice significatif du sentiment public. Cette résolution, disent les journaux américains, est l'arrêt de mort de l'empereur Maximilien, *seals the doom of the so called empire of Mexico ;* elle condamne toute intervention des puissances monarchiques de l'Europe sur ce continent républicain. Déjà les écrivains populaires conseillent à Jefferson Davis de se faire pardonner son crime en allant défendre au Mexique les principes menacés de la démocratie, et ces plaisanteries à demi sérieuses n'attendent que le jour favorable pour devenir la volonté nationale. La politique d'envahissement et d'annexion n'est pas le privilége des gouvernements despotiques. Les républiques se vantent même d'avoir sur les monarchies cet avantage que, la masse entière du peuple étant souveraine, elles se trouvent de fait irresponsables et libres de rompre sans scandale une foi qui oblige trop de consciences pour en lier solidement aucune. Dans les empires absolus, il y a toujours une minorité mal soumise qui accuse la mauvaise foi du maître ; dans une démocratie, le bien et le mal sont affaire de majorité, et c'est bien là qu'on peut dire avec vérité que l'idée du juste dérive du consentement général des hommes. Je conçois donc, à la rigueur, que certains États d'Europe voient d'un œil soupçonneux ce rétablissement énergique de la nationalité américaine à l'heure même où elle menace de devenir guerrière et conquérante. L'intérêt est malheureusement le seul mobile constant de la conduite des peuples, et il en sera de même jusqu'au jour problématique où

l'humanité entière ne formera plus qu'une vaste confédération à la façon des États-Unis. Jusque-là et tant que le monde marchera clopin-clopant parmi les révolutions civiles et nationales, chacun sera dans son rôle en jalousant son prochain, — l'Europe en se défiant de la puissance américaine, les États-Unis en annexant les territoires voisins au nom de la liberté et en repoussant l'Europe sur le vieux monde pour rester pleins possesseurs du nouveau. Je réserve toute ma colère pour ceux-là seuls qui cachent leurs desseins hostiles sous un air de neutralité et de bienveillance hypocrite, et qui frappent par derrière l'ennemi qu'ils n'osent pas attaquer en face...

22 janvier.

M. Sumner a fait un éloquent discours contre les représailles. Il s'obstine, avec une modération généreuse, à repousser la vengeance pour s'attacher à la stricte justice. Il dit qu'un crime commis n'en excuse pas un autre, et qu'il ne faut répondre à l'ennemi qu'en restant fidèle aux principes de l'humanité et de la charité chrétienne ; mais le congrès ne se rend qu'à moitié, et je commence à croire que, si j'étais Américain, je serais moi-même de l'avis du congrès. Je viens de lire le rapport de l'enquête détaillée faite aux frais de la commission sanitaire sur la condition véritable des prisonniers. Ce n'est pas un recueil d'accusations vagues, c'est un tableau de faits authentiques, attestés sous la foi du serment par mille témoins oculaires. Les hommes qui les ont recueillis sont des médecins, des magistrats, des *clergymen*, d'une intégrité et d'une véracité connues. Les dépositions des témoins ont été soigneusement comparées, contrôlées l'une

par l'autre. Ce ne sont que des faits ; mais quelle lumière épouvantable ils jettent sur la rébellion et sur ses défenseurs ! Vous allez en juger vous-mêmes.

Quand les rebelles font un prisonnier, ils commencent par le dépouiller de son argent, de son manteau, de sa couverture, de ses vêtements les plus indispensables ; ils le laissent à peu près nu, ou bien ne lui donnent en échange que des haillons immondes. On le conduit alors à la prison. A Richmond, dans celle de Libby, il y a environ quatre mille hommes. Ces *chiens de Yankees* y sont trop heureux, puisqu'on leur fait la grâce de leur donner un abri. L'un d'eux, Joseph Grider, raconte qu'ils étaient deux cent quatorze prisonniers dans une seule chambre, sans vitres aux fenêtres, si pressés qu'ils pouvaient à peine se mouvoir, et qu'ils sautaient sur place la nuit pour se réchauffer. Durant tout l'hiver dernier, douze cents officiers de tout grade vécurent enfermés dans six salles basses et humides ; chacun avait environ pour se mouvoir un espace de dix pieds de long sur deux de large. Il fallait se tenir à distance des fenêtres : ceux qui s'en approchaient par mégarde, qui seulement montraient leur bras ou leur tête, étaient fusillés sans pitié par les sentinelles qui veillaient au dehors, l'arme au bras et l'œil au guet, comme des chasseurs à l'affût. Cela devint un jeu fort amusant, fort goûté des soldats rebelles. On se défiait comme au tir aux pigeons ; on faisait le pari d'abattre un *damned Yankee* dans sa journée, et les vainqueurs tiraient gloire de leur adresse. Il ne se passait pas de jour qu'on n'emportât des morts ou des blessés. Quelquefois, dans l'ardeur du jeu, les gardes quittaient leur poste au pied de la muraille pour mieux voir et tirer plus juste. On se plaignit au major Turner, commandant de la prison, qui fit cette réponse plaisante : « Il

faut bien que nos garçons s'exerçent. » Dick Turner, son digne acolyte, ajoutait avec des blasphèmes : « Damnés *Yankees*, on vous traite mieux que vous ne le méritez! »

Mais ce n'était là qu'une peccadille : les prisonniers n'y songeaient guère, car ils étaient affamés. La ration quotidienne au quartier des officiers, à Libby, se composait d'un morceau de pain de maïs gros comme le poing, plein de paille et de vers, une demi-livre environ, avec deux onces de bœuf. Le pain était si dur qu'on l'appelait l'*iron clad* (le vaisseau cuirassé), et qu'on ne pouvait le manger qu'en le râpant. Au commencement, grâce à la convention d'échange signée entre les deux armées, ils recevaient quelquefois des vêtements, des vivres, du tabac, qu'ils mâchaient pour tromper la faim, secours envoyés du Nord par leurs femmes, leurs mères ou par la commission sanitaire, — cette grande institution qui leur sert de famille à tous. Soudain, au mois de janvier 1864, on cessa les distributions ; leurs gardes s'approprièrent les vivres. Un jour le lieutenant Mac Ginnis reconnut ses habits sur le dos d'un employé de la prison. Alors la famine fut affreuse. Ceux des officiers supérieurs à qui on avait laissé leurs couvertures en considération de leur rang les donnaient à leurs gardes pour une poignée de riz ; ceux-ci s'en saisissaient et riaient du bon tour. Les prisonniers cherchaient des os pour les ronger (1).

(1) Tous ces détails m'ont été confirmés de vive voix par un soldat français de l'armée fédérale fait prisonnier au mois de janvier 1865, à l'époque même où j'écrivais ces lignes, et qui parvint à s'échapper miraculeusement. « Quand je fus pris, me disait-il, les confédérés me dépouillèrent de tout ce que j'avais sur moi, me laissant à peine ce qu'il fallait pour me dire vêtu. Je fus conduit dans une salle basse, encombrée, fétide, où le sol était couvert de boue et d'ordures. Je n'ou-

Une fois, en levant une des poutres du plancher, ils pénétrèrent dans un caveau, où ils trouvèrent abondance de provisions, farine, navets et pommes de terre; ils s'en gorgèrent, mais on les prit en faute. Pour les punir on les mettait dans des cachots au niveau de la rivière, si entassés qu'il fallait se tenir debout. Quant aux morts, on les jetait dans un caveau ouvert aux animaux errants dans les rues, et où les cochons, les chiens et les rats venaient les dévorer.

Enfin, pour comble d'horreur, on assure que la prison était minée. Au moins ses gardiens ne faisaient-ils pas mystère de leur projet délibéré de l'envoyer « en enfer » avec tous ses habitants, si Richmond était prise. Quand le général Kilpatrick fit son audacieuse incursion en Virginie, le major Turner dit à ses victimes que, « si Kilpatrick venait les délivrer, ils n'y gagneraient rien, car il les ferait sauter d'avance. » Voilà pourtant les abominations qui se commettent à deux pas de la demeure du président Davis, presque sous les yeux du général Lee !

A Belle-Isle, dans la prison des simples soldats, c'est bien pis encore. Belle-Isle est un îlot bas, sablonneux et stérile de la rivière James, situé tout près de Richmond. On y a bâti une enceinte de terre et creusé des fossés autour d'un petit camp de trois ou quatre arpents

blierai jamais ce que je vis en y entrant : des fantômes blêmes, décharnés, à demi nus, hérissés, aux yeux hagards, étaient accroupis ou vautrés dans l'ordure; plusieurs se disputaient, comme des chiens, de vieux os pour les ronger. Ces scènes-là n'étaient plus humaines. La ration se composait d'une demi-écuelle de soupe au riz, où il n'y avait guère que de l'eau, de deux bouchées de pain de maïs moisi et dur comme de la pierre, d'une bouchée de viande enfin grosse comme le pouce. Je n'y restai que quinze jours. Je suis sûr que, si j'y étais resté un mois, j'y serais mort de faim. »

où sont entassés 10,000 à 12,000 hommes. Ils ont chacun pour se mouvoir environ huit pieds de long sur trois de large, à peine assez de place pour un tombeau. Ici les malheureux n'ont pas même un toit sur leur tête. On ne leur a construit ni cabanes de planches, ni huttes de branchages. On ne leur a donné qu'un petit nombre de vieilles toiles usées, déchirées, pourries, qui restent aux plus forts et aux plus heureux. Dans ce pays couvert des plus belles forêts du monde, on ne trouve pas un morceau de bois à leur fournir pour qu'ils s'en fasseut un abri. La plupart vivent nu-tête, exposés tour à tour au soleil brûlant de l'été, aux bises glacées de l'hiver, sans manteaux, ni souliers, ni couvertures, vêtus seulement de loques pourries qui voilent à peine leur nudité. Figurez-vous l'horreur d'une telle existence dans cette saison cruelle, sur cet îlot dénudé, sous le givre et la neige, la rivière aux eaux grises qui tourbillonne en charriant des glaçons mêlés de cadavres, l'eau gelant toutes les nuits de deux pouces, les rafales du vent du nord, ces malheureux frisonnants, blêmes et bleuis, s'entassant les uns sur les autres dans les fossés pour ranimer la chaleur de la vie, se couchant la nuit en rangs serrés « comme les pourceaux en hiver », et chaque matin, aux deux bouts de la rangée, plusieurs corps raides et glacés qui ne se relevaient plus ! Quelques-uns creusaient des trous dans le sable, d'autres couraient toute la nuit pour ne pas geler. Quelle désolation ! Ce n'est pourtant qu'une partie de leurs misères, car eux aussi ils meurent de faim. Leur nourriture est dérisoire : douze onces de pain de maïs à peine cuit, plein de sable, de paille et de moisissure, quelquefois une espèce de soupe saumâtre pleine de chenilles et d'araignées, plus rarement un peu de viande gâtée, une bouchée à peine. Comme dit l'un d'eux à son

lit de mort, « il n'y a pas de nom pour nos souffrances. » — « Je me réveillai une nuit, dit Hiram Neal, et je me trouvai rongeant ma manche. » Ils étaient heureux de ramasser le pain de rebut que parfois leur jetaient les gardes. Un chien qui s'aventura dans le camp fut déchiré et dévoré en un clin d'œil. Le froid, la faim, la vermine, engendraient mille maladies affreuses; les fièvres, la dyssenterie, le scorbut, la phthisie, faisaient chaque jour des vides remplis chaque jour par les nouveaux venus. Il y avait dans la prison un hôpital, une tente sur la terre nue : les malades gisaient sur de la paille avec une bûche pour oreiller. « Si vous voyiez un cheval mourant, dit l'un de ces malheureux aux commissaires chargés de l'enquête, ne lui mettriez-vous pas un peu de paille sous la tête? Lui laisseriez-vous, dans son agonie, battre la tête sur un morceau de bois? »

Parfois, quand les prisons de Libby, de Belle-Isle, de Danville, étaient trop pleines, on entassait leurs habitants, malades, mourants, pêle-mêle, dans le sang et dans l'ordure, sur des fourgons à bœufs, et on les expédiait par le chemin de fer en Géorgie, à la prison d'Andersonville, illustrée par les exploits glorieux du général Winder et du capitaine Wirz. C'est un grand parallélogramme de vingt-cinq acres, dans un bas-fond marécageux où passe un ruisseau qui le submerge à moitié. Pendant un an, vingt-huit, trente et jusqu'à trente-cinq mille hommes ont croupi dans ce cloaque sous la menace de cinq batteries de canons chargés à mitraille; là, pas le moindre abri; peu de prisonniers étaient vêtus, beaucoup absolument nus; on leur donnait huit onces du même pain moisi, deux onces de porc gâté, parfois une cuillérée de riz; n'ayant pas d'ustensiles et ne pouvant les cuire, ils mangeaient souvent leurs rations toutes crues,

L'eau du ruisseau était fétide, et le marais devint vite un égoût immonde. Il fallait pourtant boire cette eau ; aussi mourait-on par milliers : on ramassait chaque jour plus de cent cadavres. Comme ceux qui sortaient pour les enterrer avaient au moins la permission de rapporter un peu de bois, on se disputait les cadavres comme une proie. D'ailleurs quiconque faisait un pas hors de l'enceinte, se penchât-il seulement pour cueillir une herbe ou ramasser un brin de bois mort, était instantanément fusillé. On a vu des hommes pris de désespoir sortir exprès de la ligne pour se faire tuer par les gardes ; d'autres tombaient dans l'insensibilité et l'idiotie. Je ne finirais pas si je vous disais tous ces détails hideux et terribles. Les bourreaux sont en même temps des brigands infâmes qui pillent et rançonnent leurs victimes. Voilà pourtant les mœurs généreuses des preux « chevaliers » de l'esclavage !

On vous a dit que le Nord lui-même était responsable des souffrances de ses soldats prisonniers, qu'en refusant si longtemps l'échange il les avait livrés volontairement aux tortures des prisons du Sud. Rappelez-vous à quelle occasion a été rompue la convention d'échange, par quelle insultante prétention le Sud avait refusé de traiter en prisonniers de guerre les soldats et les officiers des régiments noirs. A ses yeux, les soldats de couleur de l'armée des États-Unis n'étaient que des esclaves fugitifs : il prétendait avoir le droit, soit de les passer par les armes comme rebelles, soit de les vendre ou de les employer comme esclaves. Quant aux officiers, il voyait en eux des criminels et les livrait à la justice des États pour être fusillés ou pendus. Le Nord pouvait-il supporter cela ? N'était-ce pas le devoir de son gouvernement de protester de toutes ses forces contre un ennemi

déloyal qui traitait en criminels ou en esclaves des soldats et des citoyens des États-Unis? Qui oserait dire que le président Lincoln pût agir autrement sans forfaire à sa dignité et à l'honneur national?

Le Sud enfin allègue sa détresse. Il prétend que son armée n'est pas mieux nourrie que ses prisonniers. Est-ce une excuse pour tant d'atrocités inutiles, commises gratuitement, par fureur de vengeance ou par plaisir de férocité? — On vous a trop parlé de guerre *fratricide* et d'abominations réciproques. C'est pour la férocité du Sud qu'il faut réserver votre indignation. Je l'avoue, on peut vous citer des faits tour à tour révoltants et lamentables de représailles qui ressemblent à des tortures et à des assassinats. Il est vrai que dans le Missouri on a fusillé récemment dix hommes innocents des crimes dont une prétendue justice faisait retomber sur eux la vengeance; il est vrai que dans cette lutte de guérillas, lutte de bêtes fauves plutôt que d'hommes, les soldats des deux partis ont déployé librement leurs instincts sauvages; il est vrai enfin que le congrès a failli voter des mesures de rétaliation systématique : mais ces rigueurs ne sont qu'une réponse tardive, involontaire, à de longues et intolérables provocations. Au début de la guerre, les cruautés du Sud n'avaient pas altéré le sentiment d'humanité fraternelle que les hommes du Nord nourrissaient encore pour les vaincus et les blessés. Sur le champ de bataille de Gettysburg, on ramassa indifféremment fédéraux et rebelles, on les soigna ensemble; on établit des hôpitaux pour les prisonniers avec la même charité, la même profusion, la même sollicitude que pour les soldats patriotes. Il y a encore auprès de Baltimore un hôpital de prisonniers où les dames sudistes de la ville vont faire de charitables pèlerinages. Aux camps même, où bientôt il fallut les rassem-

bler sous la garde de régiments armés, ils avaient des maisons, des lits, des livres, des jeux, des écoles, une nourriture en tout point semblable à celle de l'armée. Aujourd'hui encore, que fait-il donc en représailles des horreurs commises par l'ennemi, ce gouvernement qu'à son tour on accuse d'affamer les prisonniers? Le congrès lui enjoint de leur donner le nécessaire et de ne les priver que du superflu. On ne prétend pas apparemment qu'il les traite avec tendresse.

Au Sud, la moitié des prisonniers meurt en un an; ceux qui survivent n'y gagnent pour la plupart que d'attendre une mort plus lente. Au Nord, dans les grandes prisons de Fort-Delaware, de Johnson's-Island et de Point-Lookout, les rebelles semblent réparer leurs forces pour les campagnes prochaines. J'ai vu hier, ici même, l'hôpital Lincoln, un vaste et admirable établissement où amis et ennemis sont mêlés dans les mêmes salles et soignés indifféremment. C'est à l'armée, quand se font les échanges, que le contraste est saisissant entre ces hommes vigoureux, bien nourris, équipés de neuf aux frais des Etats-Unis, — et ces cadavres ambulants, rampant sur les genoux, rongés de vermine, couverts de plaies, les pieds gelés, les mains perclues, devenus aveugles, sourds, muets ou idiots, criant tous famine, qu'on renvoie des prisons du Sud. Il faut lire la visite des commissaires dans l'hôpital d'Annapolis! « Rien, disent-ils, ne peut rendre l'effrayant et hideux spectacle de ces squelettes humains, avec la peau tendue sur le crâne, sur les côtes, sur tous les membres, qui pourtant se retournent et se meuvent encore faiblement, comme des êtres vivants... » J'ai moi-même sous les yeux les portraits photographiés de ces ombres humaines. — Vous ai-je dit par quelle horrible dérision, si quelques-uns de

ces malheureux, se cramponnant à la vie, trahissaient leur drapeau et s'engageaient dans l'armée rebelle pour avoir du pain, leurs bourreaux les appelaient *Yankees galvanisés !* Cependant ce gouvernement, qui allègue sa misère pour excuser des barbaries dignes de Tamerlan ou de Soulouque, fête les déserteurs, leur paye des primes et leur fournit un retour gratuit en Europe ou au Canada, partout où il leur plaît d'aller. Voyez maintenant les représailles du congrès, — quelle inexorable nécessité les commande, quelle opposition elles ont rencontrée, absolue chez M. Sumner et quelques autres, plus timide, mais pourtant sérieuse chez ses collègues moins généreux! Voyez la restriction qu'on y a mise en ajoutant à la proposition de M. Lane ces mots qui en adoucissent toute l'âpreté : « Pourvu qu'elles soient conformes aux usages de la guerre chez les peuples civilisés, » — et la carte blanche laissée sur le choix des moyens à ce président honnête homme, dont l'humanité vous est connue. N'est-ce pas là une menace plutôt qu'une vengeance? — Souvenez-vous enfin qu'il y a cent mille familles qui ont eu un père, un frère, un fils tué à petit feu ou estropié pour la vie après la bataille par un ennemi sans honneur et sans pitié. Et si, au lendemain de la guerre, les auteurs premiers de ces crimes échappent à des châtiments trop justes, admirez la clémence du peuple des États-Unis.

CHAPITRE XII

L'ARMÉE DU POTOMAC

Les glaces du Potomac ; le paquebot de City-Point ; Fortress-Monroë, la rivière James, la Péninsule. — Une ville militaire ; position de l'armée fédérale ; un chemin de fer improvisé ; un camp de 100,000 hommes. — Petersburg ; déserteurs de l'armée rebelle ; un quartier-général ; le palais d'un soldat. — Une alerte nocturne ; le général Humphries ; promenade aux avant-postes ; les vedettes de l'ennemi. — La revue du 2e corps ; drapeaux mutilés ; régiments de cinquante hommes. — Une fête sous la tente ; musique et danses de nègres ; somnolence des quartiers d'hiver. — Équipages et ambulances ; organisation de l'armée ; les réguliers et les volontaires. — Le recrutement ; l'embauchage ; mercenaires et déserteurs ; les enrôlements volontaires ; une armée de citoyens. — Les officiers de l'armée ; vétérans imberbes ; les soldats, la discipline, rations abondantes ; punitions sévères. — Lee et Davis ; espérances de paix. — Retour de l'armée ; Annapolis, une ville du Sud. — Un chemin de fer encombré ; les chapelains de l'armée ; un vieux soldat de vingt ans ; deux dames réfugiées ; blessés et malades. — Un négociateur démocrate ; la vie à Richmond ; les blockade-runners ; ressources des confédérés. — Nouvelle mission de M. Blair ; réserve du général Grant ; respect de l'autorité civile ; absence d'esprit militaire ; solidité de la République.

27 janvier 1865.

Je suis depuis trois jours à l'armée du Potomac. La veille de mon départ de New-York, le général de Trobriand, qui, malgré sa longue naturalisation américaine, n'a pas

cessé d'être le plus Français des hommes, revenait dans sa famille passer dix jours en congé. Il m'invita à l'aller voir à son quartier-général, à l'extrême gauche de l'armée de Grant. Je savais que les deux armées étaient dans leurs quartiers d'hiver, et que, sauf une canonnade quotidienne à l'extrême droite, du côté de Dutch-Gap, sur les lignes de cette armée du James dont Butler vient d'être dépossédé, on semblait avoir fait la convention tacite de ne pas brûler une amorce avant que le temps de l'action fût venu. Le seul ennemi qu'on rencontre en ce moment au camp du général Grant est un froid vif et clair, qui enferme le soldat grelottant sous la tente et m'engourdit les doigts sous mes gants fourrés. Depuis quelques mois, les gens les plus pacifiques, des femmes même, y sont venus, et il a fallu un ordre exprès du général en chef pour empêcher les officiers d'y installer leurs familles. J'acceptai de grand cœur la gracieuse hospitalité qui m'était offerte, et dimanche dernier, muni d'une passe autographe du président Lincoln, je partais avec le général par le paquebot de City-Point.

La navigation fut longue et monotone. Au lieu des vingt-quatre heures qui d'ordinaire suffisent au voyage, elle nous en prit au moins quarante. Les glaces qui encombraient le Potomac et parmi lesquelles nous avions à nous frayer un chemin avec nos roues battantes, les brouillards qui survinrent le soir nous obligèrent à passer la nuit à l'ancre vers l'embouchure du fleuve. Sur ces côtes plates et basses, découpées de baies profondes, où la mer expire sur de longs bancs de sable, la marée glisse mollement au fond des estuaires et n'est ni assez violente ni assez rapide pour rompre et disperser les glaces. En hiver, les bateaux fendent leur passage à travers la croûte solide qui les enveloppe et les serre quelquefois

comme dans un étau. Il avait justement fait la veille le plus abominable temps de l'année, un temps particulier au climat américain et qui sort tout à fait des habitudes de notre ciel d'Europe. Avec un vent glacé, il tombait par rafales quelque chose qui n'était ni de la pluie, ni de la grêle, ni de la neige fondante, ni du grésil fin et léger; c'étaient des morceaux de glace solide couvrant la terre d'un sable glissant, qui formait bientôt une croûte épaisse. Rien de plus piteux alors que l'aspect sibérien des choses et des hommes : on les dirait vêtus de haillons neigeux, débris souillés d'une draperie de frimas usée par la pluie et le soleil. Les crinières des chevaux sont enchâssées dans des incrustations de glace; elles forment des cuirasses sur leur dos, des stalactites à leurs queues. Les arbres sont tout entiers revêtus d'une écorce de glace, pris comme les mouches dans l'ambre ou comme les fruits confits dans le sucre liquide. S'il survenait un rayon de soleil, il allumerait un diamant au bout de chaque branche et ferait scintiller la campagne comme un écrin; mais le ciel est gris et terne. Ces rives du Potomac, que j'ai vues l'an dernier brillantes de verdure, sont maintenant d'un blanc triste et sale; cette eau, que je voyais un soir, au coucher du soleil, resplendir de toutes les couleurs de la palette d'un peintre, dort jaune et limoneuse sous sa croûte livide. La glace éclate et craque sous notre poids, ses débris flottent dans notre sillage, mais nous n'avançons que pas à pas. Voici le vieux port commerçant d'Alexandrie, place de guerre en sentinelle sur la rive virginienne, reprise aux rebelles au début de la guerre; voici Mount-Vernon, l'ancienne résidence et à présent le tombeau du *père* de la république américaine, puis la nuit, le repos, le silence, l'impatience et l'ennui. Le public du bord est uniquement composé

d'officiers, de soldats et d'employés de l'armée. J'y vois le jeune visage imberbe du vétéran échappé de collége, presque enfant et qui a fait déjà six campagnes; la forte et solide carrure du grand fermier de l'Indiana à barbe grise, entré à cinquante ans soldat dans l'armée, qui a conquis à la pointe de l'épée son épaulette de colonel; l'aventurier canadien gouailleur, — l'artilleur allemand, flegmatique et lourd, gauche et gourmé sous sa grosse moustache blonde, avec son grand sabre sur les talons, — puis toute une foule de demi-soldats, d'uniformes dépareillés, de fournisseurs et de marchands en habit de ville. Comme partout, on m'observe avec curiosité, en faisant mille suppositions : déjà l'on commence à m'assaillir de questions. — Quel est ce général? de quel corps, quelle division, quelle brigade? Suis-je son aide de camp? attaché à son état-major? qui peut m'avoir mis en relations si familières avec lui? Je satisfais brièvement à ces demandes avec la dignité que fait rejaillir sur moi le rang de mon compagnon de route. Tandis que la foule se groupe autour du poêle, sous une des deux lampes écourtées économiquement par le capitaine, le général et moi nous lâchons la bride à une conversation vagabonde qui nous fait en quelques heures aussi bons amis que nous étions étrangers la veille.

C'est une figure très-agréable que celle de ce soldat lettré et homme du monde, en qui n'a pas menti le sang d'une race militaire, mais qui joint encore les sensations d'un artiste à l'intrépidité de sa profession nouvelle. Quand un vieil homme de guerre raconte ses campagnes, on sent que la longue habitude l'a rendu insensible aux terreurs grandioses de son métier : il nous inspire plus d'étonnement que de sympathie, et il s'en faut de bien peu que nous n'ayons horreur d'un courage aussi déna-

turé. La mitraille est son élément, l'horrible est un jeu pour ses sens endurcis. Il parle de morts, de blessés, de carnage, comme un bourreau parle de tortures ou comme un chirurgien parle d'opérations. Une mine qui éclate et engloutit des centaines d'hommes sous ses débris, un vaisseau criblé de boulets qui sombre, une colonne d'assaut labourée par le canon, fauchée par la mitraille, les brèches sanglantes faites dans cette masse humaine, qui, pour fuir le danger, se précipite en avant, furieuse, hors d'haleine, par-dessus morts et blessés, un combat de deux jours et de deux nuits où amis et ennemis se cherchent et se massacrent dans les ténèbres, un régiment qui va au feu avec 600 hommes et qui revient avec 50, tout cela n'est dans la bouche d'un vieux soldat qu'un bulletin sec et glacé; mais quand un homme est nouveau dans le métier de la guerre, il y éprouve des émotions poignantes qui retentissent dans sa parole; ses récits sont animés, colorés, en même temps qu'effroyables. On aime à voir les émotions de la nature humaine après l'effort héroïque d'une volonté qui se maîtrise.

Le lendemain, nous nous réveillons sur la rivière du Potomac. Nous levons l'ancre, touchons à Point-Lookout, promontoire sablonneux de la baie de Chesapeake, à l'extrémité de la presqu'île du Maryland, où sont gardés 10,000 prisonniers rebelles, puis nous tournons à droite, le cap sur Fortress-Monroë. La côte noire et basse de la Virginie s'aligne à l'horizon; on rencontre çà et là des *gun-boats* en croisière, des flottes de transports, espèces d'îles mouvantes que meut un petit bateau à vapeur placé au centre du bataillon serré. La côte s'éloigne, la mer grossit, nous tournons la pointe Comfort; nous traversons l'embouchure de la rivière York, rendue fameuse par le siége de Yorktown, et nous retrouvons les eaux

calmes dans la rade de Fortress-Monroë, dont les rivages ne se signalent à la nuit noire que par les feux allumés de toutes parts. Encore une nuit de repos, et nous nous mettons en marche au point du jour.

Voici donc la rivière James; à gauche Norfolk, le petit canton de la Virginie orientale rentré sous l'autorité du gouvernement national, et derrière, — les immenses étendues de forêts marécageuses connues sous le nom lugubre de *Dismal Swamp*, terre maudite où maint voyageur égaré s'est effondré sans laisser de traces, et où le poëte Longfellow fait chercher refuge parmi les broussailles et les reptiles des marécages à son vieil esclave fugitif; — à droite, cette péninsule restée célèbre depuis la sanglante campagne de Mac Clellan, première et rude leçon de l'inexpérience américaine. La rivière elle-même est large comme un bras de mer, jaune et troublée, écaillée de glaçons flottants. Plus loin, elle se resserre et se laisse embrasser d'un coup d'œil dans le cadre harmonieux de ses rives. D'immenses forêts de pins, des éboulements rougeâtres, quelques escarpements de roches friables, des chênes défeuillés aux bras robustes mêlés à la verdure sombre des pins, des lignes grises de futaies régulières aux branches déployées en éventail, sans une feuille jaune ou brune pour festonner la grisaille nue des troncs et des branchages, et toujours un épais manteau de verdure déployé sur les collines, — voilà ce que nous montre un soleil d'hiver à la froide lumière, qui rappelle à peine les splendeurs de la saison chaude en ce pays de sauvagerie féconde et somptueuse. Le fleuve serpente dans la vallée, découvrant sur ses bords des terres cultivées jadis, aujourd'hui livrées en friche aux inondations de l'hiver. Sur la plage même et plongeant dans les eaux du James, s'élèvent des arbres étranges dont le tronc mas-

sif et noueux, suspendu sur une pyramide de racines, domine les eaux lors même qu'elles baignent et noient son piédestal bizarre. Ces géants bossus de la vallée semblent les piliers de grandes digues déracinées par le fleuve. L'été, quand ils se couvrent de feuilles, leurs touffes épaisses de verdure, sortant du sein des eaux, doivent former un archipel plein de grâce et de fraîcheur. Quelques maisons blanches couronnent les coteaux sur la gauche; on y voit partout les traces des plantations désertes; mais sur la droite les huttes mêmes sont rares, et l'on reconnaît la forêt hérissée, impénétrable, où l'armée de Mac Clellan se frayait un chemin à coups de hache, traînant ses canons et ses équipages sur les troncs couchés des grands arbres abattus, et dont les *settlers* ruinés, à demi sauvages, fatiguent encore par une guerre d'embuscades les postes clair-semés çà et là sur la côte. — Voilà *Harrison's Landing*, ses jetées de pilotis, son fort, son hameau de tentes et de cabanes, gardé encore par un régiment fédéral, et la vaste trouée de terre grise faite dans la forêt, pour les colons à venir, par les coups de canon. C'est là que l'armée entière, épuisée par ses victoires mêmes, dans cette retraite héroïque et désastreuse dont vous avez gardé le souvenir, vint, régiment par régiment et brigade par brigade, se reformer à portée de la mer et attendre pendant de longs mois une nouvelle campagne qui ne fut jamais faite. Le nom seul d'*Harrison's Landing* rappelle aux rares survivants de cette lutte gigantesque souffrance, anxiété, humiliation, colère, sombre et mortel ennui durant la longue oisiveté où l'indécision des chefs tenait en suspens l'armée impatiente et découragée. — La péninsule, c'est la terre classique de ces temps déjà fabuleux. Hommes, choses, idées, tout a changé depuis ces trois années.

La guerre a balayé plus d'une génération de soldats; plus d'une armée a fondu en une seule campagne comme la neige en une journée de soleil; des corps tout entiers, qui n'ont pas fini leurs trois ans de service, ne remplissent plus un régiment, et les quelques vétérans criblés de blessures qui survivent dans les rangs des recrues nouvelles sont pareils aux témoins de la Révolution ou aux contemporains de l'ancien régime, objets d'étonnement et de respect, comme ces colonnes isolées d'un temple en ruine qui servent à soutenir la muraille où les a enchâssées l'architecte moderne. Quelques-uns, enfants au début de la guerre, ont à peine barbe au menton; mais ils peuvent dire qu'ils ont vécu tout un siècle, et que la mort a fauché autour d'eux plus de têtes que si la leur était blanchie et courbée par les années.

Voici enfin *City-Point*, la ville improvisée, le grand arsenal du général Grant, la capitale de cette province qui s'appelle l'armée combinée du Potomac et du James. Depuis une heure environ, nous entendions vers le nord-ouest de sourdes détonations, tantôt ralenties, tantôt pressées : c'est la canonnade, bruit habituel en ces parages, mais plus violente en ce moment et plus opiniâtre qu'elle n'a coutume de l'être dans ces paresseuses journées d'hiver. A peine se demande-t-on ce qu'elle annonce; la flotte marchande qui encombre la rivière dort sur ses ancres; les *steamers* de toute forme et de toute grandeur s'entre-croisent et soulèvent des vagues. Le port est encombré de ballots et de caisses; une active population d'ouvriers blancs et noirs s'agite sous l'uniforme bleu, et derrière les hangars de planches qui bordent les quais de pilotis, voyez la grosse locomotive qui roule avec sa cloche sonore, poussant devant elle un long train de fourgons pesants. C'est le chemin de fer de l'ar-

mée du Potomac, long de 19 milles, improvisé en cinq jours par le corps des travailleurs du génie. Voilà comment on fait la guerre aujourd'hui; nous sommes loin de la guerre des forteresses, de la guerre des expéditions lointaines, des siéges mesquins et des combats en plein champ, des campagnes décidées par la prise de quelque place forte isolée ou la conquête stratégique de quelque glorieux champ de bataille. Ce n'est plus le temps des Gustave-Adolphe ou même des Napoléon. Les armées elles-mêmes sont les places fortes qu'il faut prendre, et partout où elles se posent, elles transforment une région tout entière en citadelle. Elles ne se déplacent pas d'un jour à l'autre avec armes et bagages, vivres et munitions, tentes et pieux de défense, le tout sur le dos du soldat, à la façon des légions de César : il leur faut leurs équipages, leurs longs trains de chariots attelés de six mules, leurs chemins de fer provisoires; il leur faut des flottes entières occupées à les nourrir et des bases d'opérations maritimes, et pour les héberger des villes tout entières qu'un coup de baguette fait surgir de la solitude. On ne peut faire l'Annibal ou l'Alexandre que dans un pays sans défense, avec un gouverneur Brown à demi complice et une Géorgie aussi riche en vivres qu'épuisée d'hommes. Malheur au général Sherman, s'il eût trouvé devant lui l'armée de Lee ou s'il lui eût fallu subsister sans chemins de fer dans cette Virginie déserte et désolée par la guerre! Les impatients demandent pourquoi l'armée du Potomac n'a pas pris Petersburg quand celle de l'Ouest prenait la Géorgie? Qu'ils y viennent avant d'en juger et qu'ils se rendent compte du sang qu'il en coûte pour chaque pouce de terre gagné sur le cercle étroit et redoutable où s'est massée la rébellion!

City-Point est situé sur un petit promontoire élevé, au

confluent du James et de l'Appomatox; c'est le Balaklava de l'armée américaine et le centre des opérations combinées contre Richmond et Petersburg. C'est là que Grant, généralissime de toutes les armées, a établi son quartier général. Plus loin, sur le James, Butler ou maintenant son successeur Ord occupe le terrain compris entre le fleuve et son affluent l'Appomatox, qui forme un peu plus loin la limite des deux lignes ennemies, jusqu'au point où celle des rebelles le franchit pour environner le sud de Petersburg. Vers le sud-ouest, Meade, avec l'ancienne armée du Potomac, s'allonge en demi-cercle autour de cette ville, sa droite appuyée sur l'Appomatox, sa gauche fortifiée derrière le petit cours d'eau de ***Hatcher's Run***. Sheridan, dans la vallée de la Shenandoah, au nord-ouest de Richmond, obéit, vous le savez, aux ordres de Grant, qui vient, la semaine dernière, de se concerter avec lui à Washington. Enfin Sherman lui-même ne fait qu'exécuter les plans conçus par cette espèce de grand-connétable des armées fédérales. Cependant le général Grant travaille activement à étendre ses lignes vers la gauche, afin de mieux envelopper Johnston et Lee. C'est là que Richmond a sa dernière, son unique communication avec le Sud, par le chemin de fer de Danville, dont les fédéraux s'approchent à pas comptés. C'est maintenant la seule artère qui alimente le gouvernement rebelle; il en possédait deux l'année dernière, le *Weldon rail-road*, deux fois détruit, que le général de Trobriand a saccagé lui-même il y a six semaines jusqu'à une distance de 30 milles; celui de Danville enfin, que ses avant-postes menacent et qu'il sera sans doute bientôt chargé de couper. Une fois ce dernier fil tranché, la capitale confédérée meurt de faim, tandis que, chacun de son côté, tous les morceaux du territoire

s'en vont à la dérive. Tout à l'heure les fédéraux prenaient Fort-Fisher, la clef de Wilmington, le dernier port commerçant des confédérés : la seule voie qui leur reste ouverte est celle si dangereuse et si lointaine de Galveston, dans le Texas. Chaque nouveau mouvement des armées fédérales est comme un coup de hache qui tranche un nouveau tronçon de leur puissance. On prétend que ces tronçons mutilés se remueront encore comme ceux du serpent; mais ils ont beau essayer de se rejoindre, leurs forces s'épuisent dans ces convulsions d'agonie, et quand la tête aura été écrasée à Richmond, le corps aveugle et énervé sera une proie facile au vainqueur.

Mais je suis loin de City-Point. Le village d'ailleurs est peu remarquable, composé de quelques baraques récentes, de quelques vieilles maisons de bois que les généraux habitent, de plusieurs cabarets sous la tente où par défense expresse on ne vend ni vin, ni eau-de-vie, mais où nous déjeunons avec des huîtres bouillies. Au delà sont des faubourgs immenses, à perte de vue, plantés de huttes couvertes pour la plupart de toile ou de branchages, et qui s'étendent mêlés de bouquets de bois et de forteresses jusqu'à l'autre aile de l'armée, à huit ou dix lieues d'ici. On me montre le quartier du général Grant, un petit groupe de maisonnettes rustiques sous un bouquet de pins sauvages. Je n'ai pas vu le grand homme lui-même : mon compagnon lui fit une visite, et comptait annoncer la mienne au général Meade, d'où par ricochet j'aurais passé au général Grant; mais nous apprîmes que Meade était parti soudainement pour Philadelphie, où l'appelait la maladie de son fils. Je regrette de ne pas voir ces deux figures curieuses. J'avais déjà été forcé de refuser une invitation à dîner chez le président,

à la Maison-Blanche. Il faut toujours s'attendre à voir passer quelques grains de sable entre ses doigts.

Le chemin de fer militaire de l'armée du Potomac s'étend sur une longueur de vingt milles, entre *City-Point* et *Patrick-Station*, sur un plateau coupé çà et là de vallons en pente douce. La voie en est rude, inégale, pleine de montées et de descentes; elle traverse les vallées sur des charpentes grossières, à claire-voie, au lieu de remblais. Tout y roule cependant sans encombre, et le seul accident qu'on y compte est l'explosion d'une locomotive qui a tué cinq ou six hommes, égratignure insignifiante dans une guerre où on les sacrifie par milliers. Nous nous hissons, faute de mieux, dans un fourgon de marchandises, et là, tantôt assis sur nos sacs, tantôt arc-boutés sur nos jambes pour résister aux secousses variées et imprévues de la machine, soldats, officiers, généraux, civiliens, dans un pêle-mêle tout démocratique, nous grelottons ensemble sous la bise du nord qui souffle par la baie grande ouverte. Les uns mâchent et crachent du tabac, nous bombardant de leurs fusées liquides à la vitesse accélérée d'un ou deux projectiles par minute; d'autres, et moi-même dans le nombre, fument de gros cigares pour se tenir chaud. Les soldats, grimpés sur l'impériale, battent la semelle avec une énergie désespérée. De temps en temps dégringolade soudaine : nous sommes projetés en avant par une force irrésistible, et nous nous ruons en tas les uns sur les autres, ou bien nous perdons tous à la fois l'équilibre, et dans notre effort pour le reprendre nous nous trouvons tous assis par terre avant d'y songer. Cependant le général et moi nous discourions sur les confins de la philosophie et de la littérature, et nous descendions à loisir des sommets de l'esthétique aux vallons coquets de l'art moderne,

quand un pauvre diable de nègre, endormi sans y songer, fléchit sur ses jarrets et vint rouler entre nous, après quoi il nous montra ses grandes dents blanches avec un de ces larges rires qui dilatent si expressivement les faces noires. Je me mis alors à regarder autour de moi, et à considérer l'étrange, le monotone aspect de ce vaste plateau dénudé où quelques mois auparavant s'étendaient les forêts séculaires, aujourd'hui si aride, si foulé, si déshonoré, qu'on croirait à une longue et ancienne dévastation. Çà et là on traverse encore des bouquets de grands pins éclaircis; mais ceux qui demeurent semblent avoir eux-mêmes subi l'influence de la destruction. De grands troncs abattus gisent à leurs pieds, frappés à coups redoublés par les haches; de longs attelages de mules entraînent leurs tronçons mutilés. Ici des fourgons échoués dans les fondrières, là des chars cahotés péniblement à travers les racines décharnées qui hérissent la terre grise et stérile; là une redoute avec ses fossés, ses murailles de troncs d'arbres et de sable jaune, ses lignes extérieures de chevaux de frise et son drapeau à demi déguenillé flottant au bout d'un mât; partout enfin des fourmilières de huttes alignées, faites de bois et de branchages, avec des cheminées de terre glaise surmontées d'un tonneau percé d'où s'échappe en rampant une fumée grêle, avec une tente de toile pour unique abri; par places un quartier général entouré de palissades, et une population de capotes bleues dispersée à travers tout cela, armée de pioches, de pelles, de haches ou de fusils : — voilà ce que c'est qu'un camp de cent mille hommes. Nul si pauvre village, nul hameau perdu, nulle chaumière vermoulue n'a l'air aussi misérable que cette immense ville de boue disséminée sur tout un pays, avec ses maisonnettes basses, rampantes, terreuses comme des taupi-

nières, et quelquefois à demi noyées dans un marécage où clapotent ses tristes habitants. On se figure toujours un camp sous des couleurs pittoresques et poétiques, avec ses rangées de tentes blanches, ses bannières éclatantes, ses faisceaux d'armes, ses groupes animés auprès des feux de bivouac, et la nature fraîche et sauvage alentour. — Voici la guerre véritable, joignant aux horreurs du champ de bataille la misère, la laideur et l'ennui. « Le bivouac, me disait le général, est gai et pittoresque en été, quand on arrive en un lieu nouveau, et que les pavillons se dressent parmi la verdure, à l'ombre des grands pins de la forêt. » — Mais voilà ce que la guerre en peu de semaines fait d'un pays autrefois beau et fertile. Elle use hommes et choses en quelques heures, et les nations en quelques années. Je comprends qu'on s'accoutume et qu'on se plaise même dans l'ouragan de la bataille ; mais la plus dure épreuve est de vivre ensuite au milieu des ruines.

Nous approchons déjà. Là-bas, cette maison blanche est dans les lignes ennemies ; je vois les huttes des confédérés, leurs tentes, leurs retranchements sur l'autre versant de la vallée. Ces deux clochers lointains sont ceux de Petersburg. Combien l'année dernière la rumeur de la prise de Petersburg était follement prématurée! On l'attaquait alors par le nord ; on s'efforce à présent de l'envelopper par le sud et de balayer les rebelles vers Richmond. — Voici la *Boynton plank-road*, une des rares voies de communication antérieures à la guerre et signalée depuis par bien des combats. — Voici le chemin de fer de Petersburg, détruit déjà depuis l'été dernier. — A droite, à l'horizon, cette silhouette conique qui se dessine sur le ciel est l'observatoire élevé par le général Butler en face de son canal de Dutch-Gap. Plus loin,

nous franchissons le *Weldon rail-road*, détruit au mois de décembre; à gauche s'étend la ligne sombre des forêts virginiennes. — Ce qui est plus curieux encore, ce sont des rebelles en chair et en os. Regardez-les vite tandis qu'ils courent sur la chaussée pour se dégeler en attendant qu'on les embarque. Sont-ce des prisonniers? — Ce sont des déserteurs qui sans doute ont franchi les piquets la nuit dernière, au risque de se faire fusiller au passage par les deux partis. Ventre affamé donne du courage, et mieux vaut courir le risque de la baïonnette ou de la potence que de se laisser geler vivant et à jeun par le froid terrible des nuits d'hiver. Les voilà bien heureux, car ils sont au moins certains d'avoir à manger tout leur soûl. Cependant ces drôles ne sont pas partis les mains vides. Voyez, ils ont chacun une couverture sur les épaules en guise de manteau, pour cacher leurs haillons. Où ont-ils pris ces objets de luxe? Le quartier-maître vient apparemment de les leur fournir aux frais du gouvernement fédéral, car on sait que le gouvernement confédéré ne donne à ses défenseurs qu'une couverture pour quatre hommes. Ils ont bu ce matin du café *yankee*, et ils l'ont trouvé meilleur que la décoction de seigle bouilli qu'y substitue l'ingénieuse pénurie de leurs maîtres. Les pauvres hères, avec leurs pantalons troués aux genoux, leurs vestes trouées aux coudes, et tout cela sans forme, sans couleur, teint d'une boue jaunâtre! Est-ce là leur uniforme? On dirait plutôt les haillons d'un balayeur des rues. C'est la couleur du *butternut*, cette noix dont ils se servent faute d'autres teintures, et dont le nom leur est resté en sobriquet. On les appelle encore du nom de leur monnaie, *graybacks*, et le fait est qu'ils ont la mine déguenillée, la saleté indescriptible d'un billet de banque usé. Plusieurs sont des enfants, d'autres

se courbent et grisonnent. Leurs longs cheveux pendants, leur mine idiote, leur démarche gauche et pesante, contrastent misérablement avec l'air robuste et martial des gardes qui les conduisent. Ce sont pourtant « les chevaleresques guerriers du Sud »; les autres ne sont que de vils *Yankees*, des mercenaires. Parmi ces *soldats-citoyens* il en est bien peu, dit-on, qui sachent lire, tant est grande dans le bienheureux pays de l'esclavage l'ignorance, l'inertie des basses classes : c'est la seconde pierre angulaire de l'aristocratie du Sud. Le paysan en Géorgie et en Caroline n'est qu'une chose, presque un bétail comme le nègre, qu'on fait voter comme une machine, et qu'on mène en troupeau à la boucherie en lui contant pour l'exciter mille folies qu'il prend pour articles de foi : que les *Yankees* veulent le réduire en esclavage, que désormais l'homme noir exploitera l'homme blanc comme sa chose, que les *Yankees* massacrent tous les enfants nouveau-nés, qu'ils violent les femmes pour les tuer ensuite! Voilà jusqu'où va la crédulité du *petit blanc* du Sud, autre esclave que cette révolution va émanciper et instruire; voilà l'état social qu'engendre l'esclavage et qu'admirent sans doute les partisans du Sud.

Nous arrivons enfin : une ambulance traînée par deux chevaux vigoureux et velus comme des ours nous cahotte à travers bourbiers et troncs d'arbres jusqu'au quartier général de la première brigade, 3e division, 2e corps de l'armée du Potomac, une brigade exceptionnelle en nombre et dont le général parle avec fierté, car elle peut mettre environ 3,000 hommes en ligne de bataille. D'autres brigades, déduction faite des malades, des absents et des morts, comptent à peine 1,500 ou 1,600 hommes. Telles sont les armées vues de près, celles surtout qui, comme l'armée américaine, n'ont pas notre heu-

reuse institution du bataillon de dépôt pour combler à mesure les vides de chaque régiment. Une armée est un gouffre où l'on jette les hommes par milliers, et d'où ils ressortent par centaines, si même ils en ressortent jamais.

La première brigade campe en dehors des lignes fortifiées de l'armée du Potomac, — sur un terrain récemment occupé et un peu moins désolé que dans le voisinage de City-Point. Le sol y est sec et solide, ce qui rend le campement plus commode et plus salubre. Les souches mêmes des grands pins décapités n'ont point encore perdu leur écorce et leur séve, tandis que les herbes et les broussailles n'ont pas cessé de croître à l'entour. Le quartier général est entouré d'une barrière de verdure faite des branches entrelacées des pins abattus; un portique arrondi et décoré de guirlandes porte en lettres vertes les initiales du général. A l'intérieur, autour d'une petite place d'armes, sont rangées régulièrement les cabanes des officiers de l'état-major, couvertes de la toile de leurs tentes fixée aux pignons pointus. Un autre rideau de branchages percé de deux portes abrite les appartements particuliers du général : ceux-ci se composent d'un corridor ou plutôt d'un trottoir de planches à ciel ouvert et de deux cabanes aussi coquettement arrangées que possible par la main rude mais ingénieuse de leurs architectes improvisés. La petite maison, à l'intérieur, est tendue de sacs d'avoine décousus et cloués aux murs. On a établi une sorte de parquet avec des planchettes dérobées à des caisses vides et artistement jointes sur un sol bien nivelé. L'âtre, pétri en terre glaise, où petille un feu clair aux senteurs résineuses, a deux poutres vertes pour chambranles et une véritable cheminée, avec manteau raboté et tablette de bois de

piu. La porte se compose de quatre ou cinq traverses et d'une toile tendue, le loquet d'une latte flexible et amincie. Le toit enfin est une tente de cotonnade clouée à la charpente. C'est là le salon, meublé d'une table de bois blanc, de trois chaises pliantes et d'une rangée de patères faisant porte-manteaux. Quant à la chambre à coucher, qui s'ouvre au fond, c'est tout simplement une tente avec un petit poêle de fonte qu'on allume dans les nuits de grande gelée; le lit, large d'un pied et demi, n'a que des sangles et des couvertures. Voilà le petit palais d'un soldat. L'autre cabane, pareille à la première, mais dépourvue de chaises, n'a qu'un lit de lattes, monté sur quatre pieds branlants : c'est le réduit réservé aux hôtes et aux « nobles étrangers ». Chacun de ces petits chalets a sa cloison de verdure et ses dépendances privées, dont l'ingénieuse et simple construction joint le confort à l'économie. Plus loin est la salle à manger, de construction moins heureuse, toujours pleine d'âcres vapeurs, avec une cheminée qui fume et pour toit une vieille tente de rebut dont les blessures laissent voir le ciel. C'est là dedans qu'on vit, en face d'un brasier de bois de chêne qui chasse à peine la gelée pénétrante, se rôtissant d'un côté sans se réchauffer de l'autre, allumant en vain dans ses veines de grands incendies de café bouilli, de *bitter* et de *wiskey*, mais respirant le grand air de la campagne et contractant des appétits d'ogre sans quitter le coin du feu. En arrière, à distance respectueuse du petit enclos réservé, s'élève une écurie de construction primitive, faite, comme les *corrals* du désert Argentin, d'une enceinte serrée de grands pieux fichés en terre et surmontés d'un toit rustique de branches de pins encore vertes.

Des planches et cinq couvertures sous un pareil toit

sont une couchette un peu fraîche quand un verre d'eau se convertit chaque nuit en glace solide, et que mon encre même gèle au fond de mon écritoire. La première nuit du bivouac fut donc assez mauvaise. On dit que le froid engourdit, je dis au contraire qu'il réveille. D'ailleurs tous les bruits inusités d'une armée, les tambours se répondant de place en place, les fifres et les grosses caisses promenés par tout le camp sur une musique étrange, les clairons sonnant de temps en temps l'appel et l'alarme, le galop redoublé des chevaux sur la terre durcie, le cliquetis des fourreaux et des sabres, le pas retentissant et rapide des patrouilles et des vedettes, le bruit des voix, des rires, le commandement des chefs, les tumultueuses clameurs des bataillons qui passent, mais surtout ce concert toujours grandissant des clairons et des tambours qui battaient à l'unisson une sorte de marche guerrière, tandis que le canon lointain roulait sa lourde voix solennelle avec un bruit de tonnerre, tout me fit croire à quelque alerte inattendue et à quelque ordre soudain des chefs. Je me levai, j'ouvris ma porte; la nuit était belle, étoilée, lumineuse, mais rien ne sentait encore les approches du matin : ce ne pouvait pas être le réveil ordinaire du camp. Le froid me ramena dans mes couvertures, mais le vacarme ne s'apaisait point. Le canon grondait de plus en plus fort; les décharges se suivaient et se pressaient sans relâche. Que se passait-il donc? Allais-je être témoin de quelque engagement? J'essayais, durant les intervalles de la canonnade, de démêler un feu de mousqueterie imaginaire dans les roulements lointains du tambour. De guerre lasse enfin je me rendormis; quand je rouvris les yeux, le jour commençait à poindre : tout était tranquille, silencieux, rien ne bougeait encore dans les tentes voisines. Avais-je donc rêvé? — On me dit en

effet qu'il y avait eu pendant la nuit un *heavy firing* du côté du Dutch-Gap, causé sans doute par une attaque des canonnières rebelles sur les batteries fédérales. Les grandes eaux ont enfin débouché le canal encombré d'abord par les débris de la mine, de façon que le grand œuvre du général Butler offre non-seulement une brèche à l'artillerie confédérée, mais encore un passage direct et mal défendu à travers nos lignes. Depuis deux jours, nous attendons les journaux pour savoir les détails de l'affaire : journaux et lettres n'arrivent point. Ce soir, la canonnade se ranime encore ; mais je ne pourrai vous en dire la cause qu'à mon retour à Washington. On se figure que l'armée est le meilleur lieu du monde pour se rendre compte des événements de la guerre. Nulle part en effet les nouvelles ne peuvent être plus promptes et plus complètes qu'aux quartiers du général en chef à City-Point. Quant aux chefs de corps et aux officiers subalternes, ce sont des machines qui commandent à d'autres machines. On leur laisse peut-être un certain libre arbitre dans l'exécution des ordres généraux qu'on leur donne; mais ils ne connaissent rien que leur consigne, et ne se rendent même pas compte des manœuvres auxquelles ils sont employés. — Quant au branle-bas général qui m'avait tant étonné, j'appris que 300 hommes de la brigade avaient, durant la nuit, reçu l'ordre de se rendre aux avant-postes. Voilà ce qui avait ému mon oreille novice et troublé mon sommeil de conscrit.

Nous montâmes à cheval après le déjeuner pour visiter les divers quartiers voisins : d'abord le major-général Mott, commandant la division, un grand homme de belle figure, qui a de belles manières, un regard doux et bienveillant, tout l'air d'un vrai *gentleman*. On le dit immensément riche, et c'est un remarquable exemple de patrio-

tisme que ce sacrifice fait à cinquante ans par un homme à qui la vie a toujours été si facile. Il a débuté, il y a quatre ans, comme colonel du régiment qu'il avait formé lui-même, et ses épaulettes de général, conquises à la pointe de l'épée, ne sont qu'un dédommagement bien faible de tout ce qu'il a abandonné. Notre seconde visite fut pour le général Humphries, commandant le 2e corps : celui-là est un ***West-Pointer***, un homme d'éducation militaire, mais de tournure aussi pacifique que possible, avec ses yeux myopes, ses lunettes, sa tête penchée en avant, son uniforme incomplet, ses gants de tricot et sa casquette ronde, — aimable du reste et instruit, ayant une légère teinture de l'Europe et une manière de causer fort agréable. Cet homme si paisible, avec son demi-sourire et son sang-froid plein de courtoisie, est un des plus rudes combattants de l'armée. Sous le feu, pendant la charge, au milieu des boulets et des balles, il a toujours la même sérénité souriante, fumant des cigarettes et arrangeant son lorgnon sur son nez avec le calme d'un homme qui réfléchit au coin du feu. Son quartier-général, non moins que sa personne, mérite un mot de description : on y retrouve les goûts soigneux et corrects du maître. Au milieu de la plaine déserte s'élève un bouquet de pins de haute venue, entouré d'un enclos de branchages. A l'intérieur, une double rangée de huttes proprettes borde une sorte de parterre à la française, où des touffes de houx et des branches de pins plantées en terre remplacent les fleurs et les gazons. Les intervalles sont couverts de sable blanc; au fond, la tente du général, défendue par une double cloison formant antichambre, tendue de papier, meublée luxueusement de chaises de paille, ornée d'une cheminée en brique. L'aspect de ce réduit est tout à fait gai quand le soleil illumine la tente

qui sert de plafond; les grands arbres, trois fois hauts comme nos pins rabougris de France, balancent leurs larges panaches avec un bruit de forêt dans le ciel bleu vif d'un beau jour d'hiver. C'est une oasis verte au milieu de ce Sahara artificiel, qui plaît par le contraste et récrée les yeux fatigués. Je ne sache pas de grande charmille, de beau parc, de majestueuses prairies ombragées de chênes, pas de Tuileries, de Windsor ni de Versailles qui m'ait fait autant de plaisir que ce petit enclos du général Humphries.

De là nous gagnons les lignes : en face, à quelques centaines de mètres, sont celles de l'ennemi. Dans l'intervalle sont les piquets des deux armées. Nous franchissons le terrain déblayé, préparé aux feux croisés de l'artillerie, et hérissé de place en place d'abatis et de chevaux de frise. Un sentier courant sur l'extrême limite indique la frontière de l'armée, l'espace où il est permis de se mouvoir librement, mais qu'il est interdit, sous peine de fusillade, de dépasser sans l'ordre des chefs. De petites barricades de troncs d'arbres, de branchages et de terre, élevées à mi-hauteur d'homme, protégent de vingt en vingt mètres les petits détachements disséminés. C'est là derrière que les hommes s'abritent, couchés à plat ventre, pour échanger le coup de fusil avec l'ennemi. En face de chacune de ces petites redoutes, à trente mètres en avant, se tient la vedette, relevée à tour de rôle par ses quatre ou cinq compagnons. Quiconque s'aventure sur ce terrain prohibé est un déserteur. Pour le moment, les piquets sont assis paisiblement autour de leur feu. Quelques-uns, roulés dans leurs couvertures, se chauffent au soleil : longue et monotone faction de vingt-quatre heures, qui devient cruelle dans le froid de la nuit. Un peu plus loin, ces points bruns sont les vedettes rebelles.

Tandis que les *Yankees* vont déblayant le terrain devant eux, les rebelles restent volontiers sous le couvert de leurs forêts, tapis dans les herbes et les broussailles. Il est un point où les deux lignes passent à travers bois. C'est là que, malgré les défenses sévères, on a vu souvent les ennemis fraterniser ensemble, causer, faire le commerce, échanger le café fédéral contre le tabac rebelle, ou même jouer aux cartes après un dîner fait en commun. Il y a entre les deux lignes une convention tacite et comme un engagement d'honneur de ne pas faire feu sans en donner d'abord l'avis loyal à l'ennemi : *Eh! Yankees, get into your pits! We are ordered to begin the fire* (1). Alors les vedettes se replient, on s'accroupit dans les *rifle-pits*, un ou deux coups sont tirés en l'air en forme de salut; puis l'œuvre de sang commence; chaque homme est là, en embuscade, le fusil en joue, l'œil au guet, la main prête, et tout ce qui paraît, jambe, bras ou tête, est impitoyablement abattu. Il y a deux minutes, ces hommes s'entretenaient amicalement; maintenant ils s'entre-tuent comme des bêtes fauves, avec une joie féroce. Qu'y a-t-il donc entre eux qui les divise? Ni haine, ni colère, ni même rancune profonde, mais leur consigne et l'indifférence du soldat pour la vie des autres et pour la sienne propre. Ils tuent par métier, avec plus de sang-froid que le chasseur qui abat un lièvre ou le tireur qui vise la poupée.

La guerre a d'autres contrastes lugubrement comiques. Il y a sur la gauche une maison située entre les deux lignes, spacieuse, presque opulente pour ce sauvage pays de Virginie. Un vieillard l'habite, qui a mieux aimé rester

(1) « Hé! *Yankees!* rentrez dans vos trous! Nous avons reçu l'ordre de commencer le feu! »

exposé au feu que de l'abandonner : les soldats le nourrissent comme un mendiant. Nous tournions une redoute, après avoir passé un ruisseau à gué, en brisant la glace sous les pas de nos chevaux, quand nous voyons dans l'angle des remparts deux étranges figures courbées, occupées en apparence à semer grain à grain du blé ou du colza. Elles grattaient le terrain sablonneux avec de petites baguettes et semblaient y ramasser ou y déposer je ne sais quoi d'invisible. On eût dit deux maniaques obstinés à semer des récoltes imaginaires dans ce qui fut autrefois leur champ. C'est le châtelain et la châtelaine de céans, peut-être riches autrefois, qui aujourd'hui n'ont plus d'autre ressource que de recueillir les balles perdues et de les revendre au poids du plomb. Triste et pauvre existence que celle de ces deux vieux solitaires sur les confins sanglants des deux armées, récoltant une moisson de balles meurtrières à la place même où l'an dernier peut-être ils avaient planté le maïs ou les ignames qui devaient les nourrir !

Le lendemain, je cavalcade à la revue de la deuxième division, botté et éperonné, dans l'état-major de mon général. C'est toujours une belle chose que ces longues lignes symétriques, immobiles, devant lesquelles chevauche l'escadron fringant des officiers généraux et des aides de camp. A notre tour, nous prenons position en masse épaisse, les généraux en tête, et les troupes défilent devant nous. Je ne vous parle pas des bannières criblées d'éclats de bombes, déchirées en lambeaux informes, ni même des hampes nues où restent à peine attachées quelques franges d'un haillon flottant. Les soldats vous diront que c'est un emblème souvent trompeur, et qu'il suffit de quelques mois de campagne pour user jusqu'à la dernière miette le plus neuf des drapeaux;

mais les régiments, chose plus terrible, ne sont pas moins usés que leurs enseignes. Pleins de recrues nouvelles, comptant tout au plus 50 pour 100 de vétérans, plusieurs pourtant n'atteignent plus à l'effectif réel d'une compagnie. J'en ai vu un qui n'avait pas cinquante hommes. Ils sont commandés soit par un capitaine, soit par un major, soit même par un second lieutenant, seul officier épargné dans la dernière campagne. On en a vu, après certaines batailles, rester sous le commandement d'un sergent. Dans notre armée, les cadres des régiments réduits seraient remplis en une semaine : ici on laisse leurs rangs s'éclaircir jusqu'à ce qu'on les consolide, c'est-à-dire qu'on en rassemble plusieurs en un seul. C'est une conséquence naturelle de cette organisation volontaire qui a prévalu à l'origine, et dont la trace subsiste encore dans l'individualité obstinée des anciens corps. Telle compagnie de tel régiment renferme tout ce qui reste de telle brigade ou de telle division, et dans la formation même des escouades vous retrouverez encore l'ancienne distinction originelle des régiments et des bataillons.

Mais revenons à la revue. Le général Humphries m'aperçoit, m'appelle auprès de lui, tandis que les régiments passent devant nous, chaque drapeau mutilé s'abaissant devant le général, qui chaque fois se découvre avec respect. Les uniformes sont blanchis, tannés par l'usage; les hommes, de tailles inégales et mal assorties, vétérans pour la plupart endurcis au service, marchent en bel ordre et marquent le pas d'un air martial : quelques traînards relégués aux derniers rangs, sans doute des nouveaux venus, ont les mouvements gauches et comme engourdis par le froid. La forêt mouvante des habits bleus et des baïonnettes se disperse, s'épand dans la plaine au bruit des fanfares. Alors nous mettons pied à terre au

quartier du brigadier-général X..., commandant la division par intérim. Nous nous pressons dans sa tente, et là commencent à couler le *wiskey*, les *grogs*, les *cocktails*, les *milk-punches*, les *mint-juleps*, les *egg-nogs* et autres produits savoureux du génie américain. Nous étions là tous généraux ou colonels commandant des brigades, sauf un autre *civil* et moi. Il faut vous dire qu'en Amérique le *pékin* n'est pas vu avec le même mépris qu'en France dans une réunion de soldats. Tous ces messieurs se rappellent avoir été *pékins* eux-mêmes, commerçants, avocats, ingénieurs, *clergymen*, et gardent sous l'uniforme les mœurs douces et rangées de leur ancienne profession. Je les examinai attentivement, et malgré l'excitation des liqueurs fortes, dont ils prenaient de copieuses rasades, malgré la franchise d'une réunion où régnait la plus grande licence, pas un, — sauf notre hôte, — n'oublia un seul instant le langage et les manières d'un *gentleman*. Celui-ci, petit homme, maigre et commun, qui a perdu une main, intrépide à ce qu'il paraît, mais mal embouché, s'excita, se mit à raconter les exploits de son régiment, à nous imposer silence par son bavardage et à nous fatiguer tous; mais Mott, Humphries, Madill et un certain général Smith, une des belles et héroïques figures de l'armée, se tenaient mieux que beaucoup de leurs compatriotes dans un salon. On dirait presque que l'uniforme, la vie militaire, l'habitude de l'obéissance et celle du commandement leur ont donné quelque chose de plus réservé et de plus digne. Dieu sait qu'on trouve des butors partout et qu'ils abondent autant chez nous qu'en Amérique. Tels que les voilà, les officiers généraux de l'armée américaine ne sont certainement inférieurs à ceux d'aucune autre armée.

La visite s'acheva par une petite scène comique que

nous donna après boire le général X... « Messieurs, nous dit-il, nous combattons pour l'émancipation des noirs. Je vais vous en montrer les premiers fruits. » Sur quoi la porte s'ouvre, et un petit négrillon d'environ treize ans entre dans la tente. L'histoire de ce petit malheureux est assez curieuse et dénote un caractère. Un jour le général X..., faisant son tour des lignes, se voit abordé par un enfant qui gaillardement lui fait le salut militaire. *I've flanked them, general, I've flanked them* (1). C'était un petit déserteur de la ligne ennemie, échappé seul de chez son maître, allant tout seul chercher fortune dans le pays de la liberté. On en fit un domestique, et un officier le mena à Washington. — « Fameuse ville! disait-il à son retour; fameuse ville où un homme blanc me cire mes bottes pour dix sous! » Pourtant il ne passait que d'un servage à l'autre, et ce n'est pas ce qu'était venu chercher ce petit *Gavroche* africain sur la foi des vagues *on-dit* qui pénètrent jusqu'aux oreilles inquiètes et étonnées de la classe servile. On en fit un amusement, un jouet, une sorte de petit chien savant. Le voilà donc introduit parmi nous, un peu ébahi malgré sa hardiesse, qui s'efforce de sourire et de gambader. On le fait chanter, on lui fait pousser des cris d'animaux; le général son maître se fait apporter un fouet, et claque pour l'exciter. Tout à coup l'enfant s'arrête, l'air bouleversé, les yeux gonflés, et de grosses larmes lui roulent sur les joues. La mèche du fouet l'avait touché, effleuré à peine; mais c'était le fouet, cela rappelait l'esclavage et l'humiliation. Quelques-uns des spectateurs le plaignaient à voix basse, mais n'osaient

(1) « Je les ai tournés, général; je les ai tournés. » Littéralement : je les ai pris en flanc.

prendre publiquement sa défense ; les autres partent d'un éclat de rire. Lentement il se console, il essuie ses larmes, et recommence docilement à danser au son d'un *banjo* qu'on apporte. Le *banjo* est un instrument d'origine africaine et d'harmonie aussi singulière que sa forme. C'est une guitare à quatre cordes, dont la caisse est remplacée par un petit tambourin. Le retentissement des cordes frappées dans cette boîte de peau d'âne a quelque chose de sauvage et d'âpre qui participe à la fois de la guitare et du tambour. L'air qu'on jouait était simple, plus que simple, consistant en une mélopée de deux mesures indéfiniment répétée, et pourtant il n'en fallait pas plus à cette race musicale par nature pour se pénétrer d'une sorte d'extase voluptueuse. La porte s'ouvrait, une tête noire s'avançait rapidement, et, encouragée par les éclats de rire, entrait décidément dans la tente. Un soldat pinçait le *banjo*. Un nègre armé de castagnettes s'abandonnait aux torrents de l'harmonie. Les yeux fermés, la tête penchée en arrière, le corps ondoyant, il battait une cadence claire, rapide, variée, entraînante, avec des mouvements agiles et languissants tels que n'en trouvera jamais nulle *gitana* d'Espagne ou nulle danseuse d'opéra. Chose étrange, il y avait je ne sais quoi d'enivrant et d'harmonieux dans les claquements de ces morceaux de bois. Les bras, mobiles, ondoyants, fuyants comme des couleuvres, avaient une grâce morbide et sensuelle que n'enseigneront jamais ni les Taglioni ni les Petitpa. En regardant cette figure noire et difforme, on songeait aux bayadères de l'Inde ou aux almées de l'Orient, ou bien on se figurait le soleil d'Afrique, la chaude et humide contrée de ses pères, et tout un peuple de formes noires nonchalantes s'animant avec frénésie au son d'une musique barbare. C'est le magnétisme de l'ins-

piration musicale, et ce pauvre être dégradé avait sa part d'inspiration et de génie. A chaque instant, l'émotion devenait plus forte, l'enthousiasme plus irrésistible, le roulement des castagnettes plus perçant, plus sonore, plus étincelant de fantaisie; la tête se tordait à demi pâmée, les jambes s'agitaient avec un frémissement de bonheur; enfin les voilà qui partent, et le musicien se met en danse avec les petits singes agiles qui au bruit de la musique avaient surgi de tous côtés. Ils dansèrent ainsi jusqu'à bout de forces, excités et encouragés par nos rires, après quoi on mit les pauvres diables à la porte, et les libations recommencèrent de plus belle. Quand je regagnai mon cheval, si *rationnel* que je fusse d'ailleurs, la terre oscillait sous mes pieds, qui pesaient mille quintaux, et mes doigts engourdis se refusaient obstinément dans l'épaisse obscurité de la nuit à distintinguer les cordons de la bride de ceux du bridon. Grâce à la sûreté merveilleuse de ces chevaux aguerris, j'arrivai pourtant à la maison sans encombre, et me mis gravement à déchiffrer au coin du feu un journal dont les lettres dansaient la sarabande en dépit de mes efforts pour lire posément.

Trois longues journées se sont écoulées sans que j'aie eu le courage d'écrire. C'est que rien n'est moins naturel au camp que d'exercer sa pensée. Le plein air si âpre et si accablant dans cette froide saison de l'année, le feu de souches auprès duquel on s'accroupit et qu'on entretient en grelottant, le continuel chorus des fifres et des tambours, les nuits blanches qu'on passe à se pelotonner sous un monceau de couvertures, les veilles marquées par les tambours, les clairons et le bruyant passage des escouades qui vont aux avant-postes, jusqu'au pas lent et mesuré de la sentinelle qui monte la garde silencieuse-

ment à la porte du quartier général, jusqu'au vent qui frappe les toiles de la tente et chante dans les grands pins, toutes les influences physiques et morales me poussent à l'inaction, au silènce, à l'engourdissement et à l'ennui. Je ne m'étonne pas que les soldats aiment la bataille; ils y goûtent le plaisir de l'action après l'existence routinière et monotone des quartiers d'hiver. Point de nouvelles, point d'idées, point de livres et surtout point l'envie d'en lire; le *wiskey*, le tabac, les longues matinées de sommeil et les longs soirs sous la tente, parfois la revue et la parade; enfin, de semaine en semaine, deux heures à passer aux *pickets* avec une couverture sur l'épaule et une carabine au bras, en observation à cent pas des rebelles : il n'y a pas là, même avec avec la perspective de la gloire et la chance de se faire casser la tête, de quoi enflammer l'imagination d'un homme accoutumé aux douceurs de la vie civile. J'ai vu un major-général crier l'oisiveté et l'ennui, mendier des journaux et des livres, réduit, pour tuer le temps, à monter à cheval pour faire à ses voisins des visites sans objet. Seul mon hôte conserve toute l'activité, tout le brillant de son esprit aimable : il sait dans cet air glacial tenir allumée l'étincelle de l'intelligence et de la bonne humeur.

28 janvier.

Je viens de passer avec le général la revue des ambulances et trains de la division. C'est dans ces détails d'organisation matérielle qu'est la grande et ordinaire faiblesse des armées provisoires. Les Américains s'en sont aperçus au début de la guerre, quand ils lançaient au

hasard leurs bataillons à peine formés dans un pays hostile ou sans ressources. Ils ont profité des leçons de l'expérience, et je ne crois pas qu'à présent il y ait une armée au monde dont les équipages soient mieux entretenus. Ce vaste champ de manœuvres, ces longues lignes noires de caissons et de chariots formées sur trois rangs de profondeur, le bon ordre, la tenue parfaite de ces centaines d'attelages de six mules avec leurs crins coupés en brosse et leurs conducteurs noirs à cheval, immobiles, tenant les rênes dans leurs mains, me donnent l'idée d'une discipline et d'une organisation bien supérieures à ce que les Européens s'imaginent sur le seul mot d'armée volontaire.

C'est que le plus grand ordre règne aujourd'hui dans cette masse autrefois si peu régulière. Les Américains ont plus peut-être qu'aucun autre peuple du monde le génie de l'organisation et de la discipline ; ce que nous faisons par une longue habitude, ils le font par le concert instantané et intelligent de toutes les volontés, et ils improvisent en quelques semaines ce que nous mettons des siècles à former. L'armée dite *volontaire* est maintenant semblable en tout à l'armée *permanente ;* en réalité, elle n'est plus volontaire que de nom, puisqu'elle est levée par décret du président, avec l'appât des primes d'engagement, et sous la menace de la conscription ; elle ne se compose, à vrai dire, que de mercenaires et de conscrits ; ses officiers prennent rang, tant que durera la guerre, à côté de ceux de l'armée régulière. La seule différence sensible est dans la forme du recrutement et dans la durée du service. L'armée volontaire est recrutée par les États particuliers et mobilisée par le gouvernement fédéral ; ses officiers sont nommés par les gouverneurs des États. Les engagements ne doivent durer

qu'une, deux ou trois années au plus; cette armée sera licenciée après la paix, et officiers et soldats redeviendront citoyens. L'armée permanente, au contraire, qui est, à vrai dire, la seule armée des États-Unis, est recrutée directement par le gouvernement fédéral, et elle a droit éternellement au rang et à la paye. Il en résulte des contrastes et des cumuls singuliers. Comme tous les officiers *en titre* de l'armée régulière ne sont pas en activité de service, on en voit qui acceptent des commissions dans l'armée volontaire, de manière qu'on cite des capitaines de réguliers qui sont généraux de volontaires, et par contre des capitaines de volontaires qui ont dans l'autre armée le rang de colonel. Tout cela, du reste, est provisoire, et la fin de la guerre amènera probablement un changement radical dans le système militaire des États-Unis. Il est douteux qu'en présence des États du Sud vaincus et mécontents on puisse congédier tous les volontaires et réduire l'armée permanente à 40,000 hommes de troupes régulières. J'entends dire qu'on retiendra sous les drapeaux au moins 100,000 ou 150,000 hommes, qui seront alors définitivement enrôlés. En même temps il faudrait fixer un mode de recrutement légal, car une organisation permanente ne peut s'établir sans règles. On ne peut employer indéfiniment l'expédient des primes et des mercenaires. Dans un pays comme l'Amérique, où chacun trouve aisément un emploi, les *bounties,* même les plus hautes, ne rempliraient pas en temps de paix une armée de 100,000 hommes. Faudrait-il donc recourir à ces *drafts* irréguliers et discrétionnaires qui frappent le peuple au hasard, et ne produisent jamais ce qu'on en veut obtenir? A supposer même que l'achat des mercenaires pût remplir les rangs de l'armée, continuera-t-on ces pratiques odieuses d'embauchage et de contrainte

qui sans doute sont excusables en temps de nécessité pressante, mais qui déshonoreraient à la longue le gouvernement des États-Unis? Doit-on voir les recruteurs rôder en permanence dans les ports de mer, débauchant les matelots étrangers, les menant au cabaret ou chez les filles publiques, et leur faisant boire des drogues empoisonnées qui les mettent en cinq minutes à leur merci? Doit-on importer d'Irlande, d'Allemagne, du Canada, des troupeaux de bétail militaire, et répéter sur les blancs la traite dont on a racheté les noirs? Je sais que plusieurs États, celui de Massachusetts en tête, ne se sont pas fait scrupule d'un pareil commerce, et qu'il y a sous les côtes de la Nouvelle-Angleterre une petite île où des hommes enrôlés en Europe comme ouvriers sont détenus et menacés jusqu'à ce que, de guerre lasse, ils consentent à se faire soldats; mais ces infamies ne peuvent devenir un système. On ne pourra non plus, après la guerre, escroquer aux soldats la moitié de leur prime sous prétexte de la leur remettre à l'expiration de leur engagement, dépôt que la mort du créancier dispense souvent de rembourser. Les enjôleurs ne pourront plus, sitôt que l'attention du pays et du congrès se portera sur ces matières, empocher les 100 dollars de gratification qu'on leur alloue par tête d'homme engagé, et rejeter sur l'État la responsabilité de leurs guet-apens ou de leurs mensonges. Le jour de la justice doit venir au lendemain de la paix, car le peuple maître de lui-même qui encouragerait ces pratiques honteuses mériterait d'être mis au ban de la civilisation et de l'humanité. Il faudra, si, comme on l'annonce, l'armée est maintenue à plus de 100,000 hommes, que le congrès vote une loi de recrutement régulière et irréprochable, et qu'il ne reste du moins aucune trace d'injustice dans

ce terrible et désormais inévitable impôt du sang (1).

Le système mercenaire ne fait pas d'ailleurs une armée solide : il rassemble momentanément par l'appât du gain des individus épars que l'espérance d'un nouveau gain dissémine. Il n'y a pas une armée mercenaire qui puisse durer trois années sans se renouveler incessamment. A peine est-elle organisée qu'elle commence à fondre. Le feu seul, la rude discipline et les dangers de l'évasion peuvent la tenir en main quelques mois. Les rebelles tirent le canon toutes les nuits pour empêcher la désertion de leurs hommes. Du reste, la désertion ne fait pas moins de vides dans l'armée fédérale que dans l'armée rebelle. Du mois de mai 1863 au mois de septembre 1864, on a compté jusqu'à 60,000 déserteurs. Il y a toute une classe d'aventuriers dont le métier est de s'engager et de se rengager sans cesse en plaçant chaque fois leur prime en lieu sûr, jusqu'à ce qu'on les découvre et qu'on les fusille. On a vu de ces coquins qui avaient volé successivement jusqu'à dix-sept *bounties*. Il ne se passe pas de semaine à l'armée qu'on n'exécute plusieurs de ces *bounty-jumpers*, comme on les appelle; mais il est rare qu'on arrive à découvrir l'homme véritable sous la couche épaisse de faux noms dont il s'est revêtu. Ils font ainsi de régiment en régiment le tour de l'armée.

(1) Les réductions de l'effectif ont été plus grandes et plus faciles encore que n'osaient l'espérer les Américains. Aujourd'hui l'armée volontaire a diminué de 800,000 hommes, et le président Johnson veut prochainement réduire à 50,000 hommes toutes les forces militaires du gouvernement des États-Unis, en disposant les cadres de façon à pouvoir les porter d'un jour à l'autre à 82,600 hommes. Cette réduction pourra s'accomplir le jour où la police des États du Sud sera rendue aux milices locales.

S'ils ont simplement déserté, on les fusille en soldats; s'ils ont passé à l'ennemi, on les pend comme des traîtres. Le gouvernement de Richmond fait tout ce qu'il peut pour encourager leur profession. Il leur offre bon dîner, bon gîte, et passage gratuit sur ses *blockade-runners* pour s'en retourner dans leur pays. La plupart de ces industriels sont Irlandais, Canadiens ou Allemands. D'où qu'ils viennent, le fait seul n'en reste pas moins la condamnation du système qui voudrait remplir l'armée d'étrangers mercenaires au lieu de soldats citoyens.

En somme, tous ces expédients n'ont pas beaucoup servi. Ils n'ont pas empêché qu'au fond l'armée des États-Unis ne fût véritablement américaine. Sauf les 100,000 soldats nègres, qu'on ne peut appeler étrangers et qui, plus que personne, combattent pour leur propre cause, il n'y a guère sous les drapeaux que des citoyens des États-Unis. Quelques États du Nord ont essayé de remplir leurs cadres avec des esclaves fugitifs : ils n'ont pu, malgré tous leurs efforts, en enrôler que 2,000 environ pendant l'année, et le prix moyen de chaque soldat nègre ainsi obtenu est de 3,500 dollars. L'armée du James contient, avec ses dix régiments noirs, quelques régiments étrangers et cosmopolites. Il y a des Indiens dans le contingent des États de l'Ouest, jusqu'à des Chinois dans le contingent de New-York et dans celui de la Californie; mais la grande force de l'armée américaine est dans ces énergiques bataillons de l'Ouest, composés de robustes fils de fermiers aguerris d'avance par les fatigues d'une vie rude et militante, — dans cette jeunesse généreuse des États de l'Est, qui d'un élan de patriotisme unanime a laissé le comptoir, l'usine, les bancs de l'école, le cabinet de l'avocat, le *pulpit* même du ministre, toutes les espérances et toutes les promesses de la vie, pour aller

mourir obscurément sur de lointains champs de bataille. En une seule année, 400 jeunes gens, élèves de l'université de Cambridge et appartenant aux meilleures familles du pays, se sont engagés simples soldats dans l'armée. La seule classe des instituteurs, qui est influente et éclairée, a peut-être fourni 100,000 hommes aux armées fédérales. La conscription n'a pas ralenti ce mouvement patriotique : elle a excité, au contraire, la générosité des citoyens et donné une impulsion nouvelle à ces prodigieuses souscriptions volontaires qui se font dans chaque ville, dans chaque paroisse, à chaque appel nouveau du président, pour engager des hommes, exonérer ou remplacer les citoyens tombés au sort. On calcule qu'en définitive, sur presque 3 millions de soldats qui ont été levés pendant la guerre (1), la conscription n'en a pas fourni 35,000. — Cet immense effort d'une nation libre est dû peut-être au caractère d'une race énergique, intrépide et persévérante : mettez à la place des Américains les Chinois, les Mexicains ou les Russes, et sans doute, à moins d'un pouvoir absolu qui leur imposât à coups de bâton la discipline, ils se seraient fatigués de tant de sacrifices et de revers. Il en faut, pour une grande part, attribuer l'honneur à la puissance de la

(1) Les comptes officiels et authentiques du ministre de la guerre donnent un total de 2 millions 759,049 hommes appelés sous les drapeaux par le président du 15 avril 1861 au 14 avril 1865. Il en a été levé seulement 2 millions 656,553, qui ont servi dans l'armée ou dans la marine. Les premiers engagements n'étaient que de trois mois : ils furent étendus successivement de trois à six et neuf mois, puis à un, deux et trois ans; ce dernier terme fut définitif. Les chiffres que j'ai cités ne comprennent pas les milices mobilisées dans l'été de 1863, qui ne servirent que pendant quelques semaines, et qui s'élevaient à plus de 120,000 hommes.

liberté. Croyez-vous que le peuple américain lui-même eût donné ce grand exemple au monde, s'il eût été déshabitué de l'initiative et de la vertu civique par la tutelle d'une administration centralisée et d'une grande armée permanente? La démocratie une fois de plus a prouvé sa force : elle l'avait déjà prouvée alors qu'au milieu de notre Révolution elle tenait tête à l'Europe et jetait à la frontière quatorze armées de conscrits qui valaient des vétérans; mais au lendemain de ce triomphe elle tombait épuisée dans les bras du pouvoir absolu. Il lui reste à montrer sa sagesse, sa persévérance et sa vertu : c'est l'expérience qu'aujourd'hui les États-Unis font pour elle en restant fidèles, après quatre ans de guerre intérieure, aux traditions de leur liberté; c'est ce qu'ils achèveront de prouver au monde après la guerre, le jour où, comme on l'espère, cette armée d'un million d'hommes s'évanouira, rentrera dans la vie civile et déposera les armes aussi facilement qu'elle les a prises au jour du danger public (1).

(1) On évalue à 1 million 516 hommes l'effectif de l'armée des États-Unis au 1er mai 1865. Elle comptait au 1er mars 965,591 hommes, dont 602,599 pouvaient être mis en ligne de bataille. Le reste était dispersé dans les garnisons, les hôpitaux, les prisons du Sud, ou absent par congé. Le nombre total des hommes enrôlés dans l'armée et dans la marine pendant les seize derniers mois de la guerre est de 675,452. Les pertes de la guerre s'élèvent pour le Nord, en morts et blessés, à plus d'un million. On a compté au moins 326,000 morts. Au 15 novembre dernier, sept mois seulement après la paix, l'armée volontaire était déjà réduite de 800,900 hommes. Cette immense multitude a été licenciée en quelques mois, presque sans désordre, et, sauf dans les États du Sud, où sa protection est nécessaire aux affranchis, toute trace du pouvoir militaire a déjà disparu. Les vétérans qui tiennent au métier des armes prennent du service dans l'armée régulière. Les

Du steamer *Webster*, rivière James, 29 janvier.

Je suis rassasié de la vie militaire. Les deux jours derniers se sont passés d'une façon banale. Quelques promenades à cheval, quelques visites, quelques démonstrations de stratégie où je n'entends pas grand'chose, et de longues flâneries devant l'âtre flambant du général, au bruit mélancolique des grands pins gémissants sous le vent du nord : tel est le programme de la journée. Le soir, pour tout délassement, on joue aux cartes ou aux échecs sur une table branlante, dans l'atmosphère enfumée de la salle à manger, ou bien on fume gravement des pipes entremêlées de verres de liqueurs. Involontairement l'esprit s'endort et le corps même s'engourdit. Parfois je quitte la tente du général pour aller causer

autres, et c'est le plus grand nombre, aiment mieux rentrer dans leurs foyers. M. Stanton, le ministre de la guerre, avait d'abord voulu garder sous les drapeaux, jusqu'à l'ouverture du Congrès, le *veteran reserve corps*, ou corps de vétérans rengagés pendant la guerre, après l'expiration de leur premier terme de service; mais il vit qu'il aurait peine à les retenir, et qu'il valait mieux les licencier au plus vite. Un voyageur anglais, sir Morton Peto, qui a visité les États-Unis à la fin de l'année dernière, raconte qu'à Chicago il vit une imprimerie dirigée par un ancien secrétaire de l'ambassade de Londres. Le propriétaire le conduisit dans ses ateliers et lui montra ses ouvriers au travail. « Ce sont d'anciens soldats, lui dit-il; celui-ci était major, celui-là capitaine, cet autre lieutenant, cet autre encore simple fusilier. Ils m'ont quitté, il y a trois ans, en me faisant promettre seulement de rendre leur emploi à ceux qui reviendraient de la guerre. On les a licenciés il y a quelques jours, et les voilà tous assidus au travail comme s'ils n'avaient jamais quitté l'atelier. »

avec les jeunes gens de l'état-major. — Polis, prévenants, doux, sérieux, quelques-uns de bonne famille et de bonne société, je n'ai rien à leur reprocher que la somnolence inévitable de la saison. Je me fais raconter leurs campagnes. L'un d'eux, l'année dernière, fut blessé et fait prisonnier : on le jeta dans la prison de Libby, si faible qu'il ne pouvait plus se soutenir. Il perdait tout son sang, mais « j'étais résolu, me dit-il, à ne pas mourir ». Par bonheur il appartenait à une secte de la franc-maçonnerie qui a beaucoup d'affiliés dans les États du Sud. Il fit le signe convenu pour appeler du secours; un de ses gardes y répondit, — un officier confédéré, qui le soigna, le nourrit et le fit guérir. — Un autre, naïvement héroïque, me disait du ton le plus simple : « J'aime bien les jours de bataille. » En effet, ce sont de terribles fêtes! Pendant la campagne meurtrière qui mena Grant du Potomac au James, on se battit presque tous les jours. 30,000 hommes restèrent couchés dans les forêts de la *Wilderness*. Pendant cinq jours, on se massacra jour et nuit sans se voir, dans des fourrés impénétrables, sans presque avancer d'une ligne. Le soir, les vivants épuisés dormaient pêle-mêle avec les morts. A Chancellorville, le feu se mit au champ de bataille, et morts et blessés furent brûlés ensemble dans les hautes herbes. — Les Américains, qui font tout grandement et qui s'en vantent, peuvent dire que c'est une guerre de géants.

Voilà l'école qui a formé leurs généraux. Vous vous amusez à railler la science improvisée des officiers de l'armée américaine. Le temps est passé, je vous l'assure, où des scribes, des avocats, des *clergymen*, qui peut-être n'avaient jamais tenu un fusil ou une épée, s'improvisaient du premier coup colonels ou capitaines, et où les

généraux tombaient du ciel tout formés. Les *West-Pointers*, élèves de l'école militaire, qui sont un peu les aristocrates de l'armée et qui se donnaient d'abord le plaisir d'humilier les autres, sont bien forcés aujourd'hui de les accepter pour leurs égaux. A présent, quatre ans de pratique et de rude expérience en ont fait des officiers certainement meilleurs que tel de nos vétérans de garnison qui passe général sans avoir jamais vu le feu. Après tout, nos grands capitaines de la république et de l'empire ont-ils eu d'autre école que celle de l'expérience? — Ces jeunes gens de vingt ans à peine sont à la guerre depuis quatre ans. Celui-ci a été blessé cinq fois en une année, tel autre s'est engagé comme simple soldat: un seul était lieutenant dès le début. La liste des camarades morts dépasse de beaucoup celle des vivants. Ils ne font pas la guerre par plaisir ni par ambition; ils n'ont pas d'avancements, de croix ni de pensions à gagner; mais ils songent à leurs familles, à leurs études, à leur carrière abandonnée, et ils appellent impatiemment l'heure de la délivrance. L'un d'eux me disait qu'il avait sa fiancée qui l'attendait à la maison, et qu'il comptait bien, si Dieu lui prêtait vie, l'épouser un jour. La guerre n'est pas pour eux un métier, c'est un devoir austère auquel ils sacrifient sans récompense la plus belle part de leur jeunesse. Comparez ces soldats patriotes à certains de nos traîneurs de sabre et de nos beaux fils de famille oisifs qui embrassent le métier des armes pour le plaisir de l'uniforme ou de l'épaulette, et vous comprendrez la distance qui sépare une nation militaire d'une nation de citoyens.

Pénétrons à présent dans la tente du soldat. Elle est plus petite et plus basse que celle de l'officier. Quatre hommes couchent ensemble sur une espèce de table

basse, et ils mettent en commun leurs couvertures. Par ce temps froid de l'hiver, ils se blottissent auprès du feu. La discipline leur interdit d'ailleurs de rôder au dehors, et la discipline est à présent fort sévère dans l'armée américaine. Avec l'unité du costume s'est introduite l'habitude de l'obéissance et l'unité du commandement. Les *Yankees* n'ont pourtant pas la gaucherie correcte et la roideur machinale de l'armée anglaise, armée d'automates admirables au feu comme à la parade. Aucun soldat, pas même le nôtre, n'a plus d'initiative et de génie. Donnez-lui une hache, des clous et un rabot : il vous construira des tables, des chaises, tout un ameublement de son invention. Donnez-lui de la terre glaise et des lattes : il se fera des cheminées incombustibles. Il est forgeron, machiniste, armurier, sellier, tailleur et terrassier quand il le faut. Il lit, il passe les journées d'hiver à écrire de longues lettres à sa famille ; il emporte même ses tablettes aux piquets et compose des récits de bataille entre deux coups de fusil. C'est le plus civilisé et le plus savant des soldats. Cependant l'ordre hiérarchique est aussi bien observé que dans les armées passivement dociles de la Russie ou de l'Autriche. On cite, comme d'un mauvais exemple, les officiers qui se laissent traiter trop démocratiquement par leurs hommes. — Pour la vie matérielle, elle est abondante et saine : les soldats font trois repas par jour ; les rations sont prodigues surtout en viande fraîche, en légumes et en café : c'est la boisson qui remplace ici les liqueurs fortes. Eau-de-vie, vin, bière, tous les spiritueux sont interdits sévèrement. On dit, du reste, que le général en chef donne lui-même l'exemple de la sobriété qu'il a prescrite, en ne laissant boire à sa table que de l'eau pure. Quelquefois le commissaire des subsistances distribue aux hom-

mes une ration extraordinaire de *wiskey*, mais seulement les jours de marche ou de bataille. La présence des femmes n'est pas tolérée, et le général a dit que les autres officiers pourraient recevoir leurs femmes le jour où madame Grant viendrait elle-même le visiter. S'il arrive aux soldats d'user un peu trop vivement des droits du vainqueur sur les fermières virginiennes, ils sont pendus sans merci, pour l'exemple, dit-on, et pour faire mentir les calomnies des rebelles. Plusieurs colonels interdisent les cartes dans leurs régiments et veulent faire du soldat un solitaire au milieu du camp. C'est là une rigueur exagérée et une affectation d'autorité puérile. Les sages se dispensent de cette tyrannie et se gardent bien d'étouffer chez leurs hommes cette grande force morale, la bonne humeur...

Le bruit courait hier que le général Lee venait d'être investi chez les rebelles d'une dignité semblable à celle du général Grant, ce qui, dans l'état désespéré de la Virginie, équivaudrait à la dictature et au pouvoir absolu. Johnston aurait pris le commandement particulier de l'armée de Richmond, et le président Davis serait réduit, si Lee le voulait bien, au rôle d'un très-petit garçon. Ceux qui connaissent le caractère des deux hommes pensent que la dictature de Lee ne serait qu'un autre nom pour la toute-puissance de Davis. C'est ce que me disait l'autre jour, chez le général M..., au milieu des libations et des cigares, un certain M. C..., jadis l'intime ami de l'*archi-rebelle*, pour qui il a conservé une grande indulgence et une certaine admiration. C'est assurément une figure originale et fière que ce fils d'un marchand de chevaux taré, ce *Yankee* devenu un homme du Sud, ce parvenu de la démocratie adopté pour chef par l'aristocratie de l'esclavage, cet ambitieux obstiné qui, après

quatre ans d'une lutte inutile et criminelle, quand tout faiblit et s'affaisse, soutient encore à lui seul le poids de la ruine universelle, sans fléchir sous la redoutable responsabilité qui l'écrase. C'est, me dit M. C..., un *noble fellow*, même dans ses crimes : aussi bon, aussi simple, aussi doux dans la vie privée que fougueux et intraitable dans la vie publique, il a ces passions violentes, cette volonté despotique, cette puissance dominatrice irrésistible, qui n'appartiennent qu'aux hommes supérieurs. Ce n'est point, comme son collègue le vice-président Stephens, un de ces hommes qui suivent l'exemple du crime sans oser le donner eux-mêmes et qui ne méritent pas l'honneur d'une éclatante punition : ces têtes-là se courbent trop bas pour qu'on songe à les frapper. Davis est un de ces hommes dont la tête hautaine provoque la vengeance. Plus sa cause est désespérée, plus il outrage ses vainqueurs, comme s'il prenait plaisir à défier leur colère et à irriter leur justice. Si c'est un homme criminel, ce n'est pas un homme méprisable, et la grandeur tragique de son caractère contraste avec l'honnêteté faible et timorée du général Lee. Celui-ci voulait l'union, et il a servi les rebelles; il souhaite la paix, et il fait la guerre; — la dictature est sous sa main, et plutôt que de la prendre, il aime mieux obéir à un despotisme qui ruine son pays : homme intègre, désintéressé, toujours trompé par de généreux sentiments, mais le plus impropre du monde à ce rôle de sauveur qu'on lui attribue, et fait seulement pour servir d'instrument docile à la volonté d'autrui.

Cependant l'air est tout plein de rumeurs pacifiques. On annonce un second voyage de M. Blair à Richmond : il n'est donc pas vrai que ses ouvertures officieuses aient été ignominieusement repoussées. Virginien de naissance,

ancien et intime ami de Davis, il saura, dit-on, mieux que personne exercer quelque influence sur cet esprit opiniâtre et hautain. Enfin n'est-ce pas un signe des temps et un bon augure que de voir l'armée elle-même souhaiter la paix de toutes ses forces? On s'attend encore à une dernière campagne, à une ou deux grandes batailles, à beaucoup de sang versé; mais personne ne doute plus que cette année ne doive clore la grande guerre en menant les fédéraux camper au pied du capitole de Richmond.

Je m'arrête. Nous sommes en mer depuis une heure; le bateau grince, le plancher rebondit, la foule s'agite à côté de moi; un nègre qui chante et joue du *banjo* me donne des distractions; enfin le soir avance et la nuit va tomber. Nous avons passé la Fortress-Monroë, et nous nous dirigeons, non pas vers Washington, — les glaces du Potomac nous barrent le passage, — mais vers Annapolis, le seul port libre sur la côte du Maryland.

Washington, 31 janvier.

J'ai encore à vous conter mon retour de l'armée. Avant-hier matin, au lever du jour, je montais dans le *car* des officiers avec une bande joyeuse d'aides de camp en congé, parcourant de nouveau les étapes connues. Voici la tranchée sur le bord de laquelle on a élevé un parapet de sable pour protéger le chemin de fer contre les bombes, d'ailleurs inoffensives, que l'ennemi a longtemps jetées sur les trains qui passaient. Voilà City-Point, la baraque du *provost-marshal*, la cohue et la poussée autour du guichet où se délivrent les passes, une autre cohue au bas de la colline qui assiége le guichet des billets du bateau à vapeur, deux heures enfin dans la

gelée à piétiner sur place pour obtenir nos papiers respectifs. Un aide de camp du général de Trobriand me présente à un autre général qui retourne à Washington. Tous les officiers présents de la brigade se joignent à nous, et au nombre de huit ou dix, au grand étonnement des badauds, nous nous constituons son état-major. Tout le long du voyage, le général Madill nous couvre de son ombre, nous faisant, avec la meilleure grâce du monde, part des priviléges attachés à son rang. C'est à lui que je dois d'avoir trouvé un lit sur le bateau, une place dans le chemin de fer, un abri contre la gelée à la jonction d'Annapolis.

Nous passons le soir à Fortress-Monroë, endroit peu pittoresque et peu attrayant; les gros bastions de la forteresse s'alignent sur une plage basse, les vaisseaux de guerre se balancent lentement sur les vagues : tout est gris, noir ou jaunâtre, d'une froideur triste et blafarde. Il est amusant de voir mes compagnons, qui depuis deux ans peut-être n'ont pas quitté l'armée, découvrir avec admiration une robe de femme sur le rivage et se la montrer avec convoitise comme un objet rare et merveilleux. Ensuite les braves garçons s'entassent comme des sardines dans la cabine du général pour jouer aux cartes sur leurs genoux. Le lendemain, par une radieuse et froide matinée, nous entrons dans la rade d'Annapolis. Le site est riant et aimable; la petite ville, environnée d'arbres, ne fait pas grande figure sur le rivage, mais elle a un aspect gai et champêtre, même au milieu des glaces de ce rude hiver. C'est ici, vous le savez, la capitale du Maryland, et une des plus anciennes villes d'Amérique. Elle a des colléges, une académie navale des États-Unis et d'illustres souvenirs : c'est à Annapolis que Washington se démit de son commandement après la guerre de l'indépendance. Le

port, ouvert en toute saison, situé dans cette espèce de mer intérieure qu'abrite la péninsule du Delaware, entouré de longs bras de terre qui le protégent, est un des meilleurs de cette côte. Annapolis serait la rivale de Baltimore sans l'espèce de sommeil inerte où l'institution de l'esclavage et une longue habitude d'oisiveté semblent l'avoir engourdie. Les bateaux à vapeur amenés là par les glaces animent la rade et se pressent autour des jetées trop étroites. La ville elle-même, où nous descendons, ressemble à un village : quelques-unes de ses anciennes rues pavées ont l'immobilité et l'ennui de nos villes de province, où l'herbe pousse sous les pieds des passants. Il est visible qu'il y a là, comme chez nous, une petite aristocratie bourgeoise vivant de ses rentes, traînant du café au club une existence improductive. Ce sont peut-être des remarques bien affirmatives pour être faites en quelques minutes et dans l'espace d'un déjeuner. Je vous livre mon impression telle quelle, sans chercher si mes idées ont donné cette physionomie aux choses, ou si les choses ont réellement fait naître en moi ces idées.

Nous trouvons au chemin de fer, assiégeant une salle étroite et grande comme la main, une multitude de soldats en congé, qui se débattent pour obtenir passage sur les trains rares et encombrés. Chaque fois qu'un wagon se présente, il est en un clin d'œil rempli jusqu'à la gorge. Les employés, peu accoutumés à ce mouvement extrême, ne savent comment faire. Il y a là de malheureux soldats qui, sur leurs quinze jours de congé, en ont déjà passé cinq à solliciter en vain le transport gratuit auquel ils ont droit. La condition de ces malheureux est désolante : pas un sou dans leur poche, car leur paye ne doit leur être comptée qu'à Washington, — et le temps passe dans l'attente vaine d'une justice qu'on ne veut pas

leur faire. C'est là le plus grand vice de l'organisation militaire américaine : soldes, transports, feuilles de route, tout reste incertain et irrégulier. Les droits du gouvernement et les devoirs des compagnies de chemins de fer ne sont pas encore bien fixés. Les soldats, blessés ou valides, au lieu d'être conduits à leur destination sous la garde et sous la protection du gouvernement, sont livrés à eux-mêmes et doivent se tirer d'affaire tout seuls. Que de fois, dans les salles d'attente encombrées, où à peine ils trouvaient une chaise pour se reposer, ou bien sous la pluie et la neige durant de longues heures, ou bien dans la foule inattentive qui les bouscule, se frayant péniblement un chemin jusqu'au wagon où ils cherchent à se hisser avec leurs mains débiles, — que de fois n'ai-je pas vu des malades, des blessés, des amputés sur leurs béquilles, avec l'expression de la souffrance sur leurs visages pâles, mais sans plaintes ni murmures contre la négligence du gouvernement qui les jetait ainsi mutilés à la porte de ses hôpitaux! — Aujourd'hui les pauvres gens ne savent à qui s'adresser, où trouver un appui. Ils viennent, faute de mieux, parler au général, qui ne peut rien. C'est là un de ces exemples de laisser-aller qui me font regretter notre administration minutieuse et omnipotente; mais les Américains n'en sentent pas le défaut.

Après un long retard, de vaines impatiences, des pourparlers éternels, nous voilà enfin repartis, bourrés à étouffer dans un *car* où nos officiers recommencent leurs bruyants jeux de cartes. Bientôt les bouteilles de *wiskey* sortent des poches, elles circulent à la ronde, passent et repassent maintes fois, recevant de chacun une vigoureuse accolade : plaisir et gaieté de soldats.

Nous arrivons à *Annapolis-Junction*, lieu désert où s'embranche le chemin de Washington : ici trois heu-

d'attente, la glace, la bise et les deux auberges, seules maisons du hameau, fermées par ordre du ministre de la guerre pendant le passage des troupes. Nous frappons en vain aux portes closes, aux fenêtres vitrées. A la fin, le capitaine H..., moitié diplomatie, moitié menaces, en fait ouvrir une pour le général et son état-major : nous nous y précipitons au nombre de trente environ. Les dames, les blessés sont introduits dans la salle voisine; nous autres, avec notre *wiskey* et nos cigares, nous prenons possession d'une grande chambre humide, dépeuplée de chaises. D'abord nous accomplissons gravement la cérémonie d'usage, les rondes de présentations et de poignées de main à l'américaine, suivies d'une rasade générale à notre santé commune. Tous ces messieurs sont ronds, bons enfants et hospitaliers. Il y a dans le nombre quatre costumes civils : moi-même, un certain général Singleton, *peace-democrat* de l'Illinois, adjoint à la mission officieuse de M. Blair et parti avant-hier de Richmond, — véritable homme de l'Ouest avec ses longs cheveux fauves, sa barbe inculte, sa grosse casquette de peau de loutre et sa dégaine d'ouvrier endimanché, — puis un gros *Yankee* massif avec une barbe de bouc recourbée en avant, une petite tête ronde sur un corps d'éléphant et un petit chapeau microscopique sur l'oreille; ce gracieux personnage fait des passes avec ses bras et ses jambes, des grimaces joyeuses avec sa grande gueule édentée, et ses petits yeux pleurent le *wiskey* dont il s'est rempli. — Le dernier est un *gentleman* bouffonnement grave et solennel, affectant en plaisanterie des airs majestueux, disant de pompeuses bêtises d'une voix pâteuse et indistincte, — l'œil vague et fixe, mais rayonnant de cette joie intime dont un ivrogne ne peut jamais maîtriser tout à fait l'expression. Le petit lieutenant W...,

donné en escorte par le général Ord à Singleton et à des dames qu'il ramène de Richmond, me présente à ces deux messieurs : ce sont des chapelains de son corps. Le plus grave, avec des poignées de main et des salutations tragiques, me dit : « Vous êtes de Paris? J'y ai longtemps été occupé du grand œuvre. — Quelle œuvre? — La société chrétienne! — Ah çà! dis-je au petit lieutenant, vos aumôniers me paraissent de bien bonne humeur, celui-là surtout est tout à fait jovial. — Oh! me répondit-il, *he's tight, that's all;* traduction libre : le révérend père a un peu bu. Voilà les mœurs de messieurs les chapelains de l'armée américaine, et le plus étrange, c'est que personne ne semble s'en étonner. Il est admis que l'homme de Dieu a, lui aussi, des faiblesses humaines, témoin celui que le général T... a mis à la porte de sa brigade pour délassements dignes des galères. Ce peuple le plus religieux du monde n'est pas, vous le voyez, très-agenouillé devant le ministre de l'Évangile. Il le paye, le met à l'engrais, lui demande des sermons, et n'en exige pas plus long. Il ne voit guère en lui qu'un parleur mercenaire qui l'aide à s'édifier le dimanche, et dont le talent, non la moralité, fait la valeur.

Les camps sont d'ailleurs une mauvaise école pour les manières. J'avais déjà remarqué à Annapolis ce jeune lieutenant W..., dont le visage imberbe, presque féminin, le regard doux, la taille jeune et mince contrastaient singulièrement avec l'équipage sordide et grossier d'un soldat en campagne. On ne pouvait s'empêcher de considérer avec intérêt cette figure frêle et encore enfantine jetée dans le milieu brutal où je la voyais. Quand j'appris qu'il était fils d'un membre du cabinet et d'une des meilleures familles du pays, je ne m'étonnai plus de cet air de distinction et de bonne grâce que ne pouvait effa-

cer toute la grossièreté convenue des façons militaires. J'éprouvais un déplaisir extrême à voir cette bouche fine et imberbe mordre à pleines dents dans un morceau de tabac concassé et lancer une salive jaunâtre avec l'aplomb d'un vieux loup de mer, ou bien à entendre déborder de ces lèvres enfantines le déluge des gros mots qui composent le vocabulaire habituel du soldat. Ce blanc-bec est plus homme pourtant que beaucoup de grands nigauds barbus frais émoulus du séminaire ou du collége. Avec ses vingt ans à peine, il a fait le tour du monde sur un vaisseau de la marine américaine, où on l'avait engagé comme mousse à quatorze ans. Depuis la guerre, il a passé à l'armée de terre, dont il est déjà un vétéran. Je le regardais avec sympathie et presque avec pitié, en me disant qu'il était dommage de moissonner une si jeune écorce. Je le retrouvai le soir même chez madame Blair, à qui nous fîmes visite ensemble, — et là, pipe, chique, eau-de-vie, jurons, air martial, avaient disparu. Ce n'était plus qu'un jeune homme doux, souriant, un écolier en vacances, modeste, inoffensif et timide comme une jeune fille. Le lendemain pourtant il devait reprendre le sabre, l'uniforme, les bottes ferrées, la rudesse et la vie aventureuse de son métier cruel.

Il me mena dans la salle voisine pour me présenter aux dames fugitives de Richmond. Bien qu'elles semblassent peu disposées à entrer en conversation suivie, je leur arrachai quelques curieux détails sur la vie de la capitale rebelle. Leurs airs de patriotisme offensé quand on semblait croire Richmond dans la misère et le deuil, leurs récits complaisants de ses fêtes et de ses plaisirs étaient en eux-mêmes des traits de caractère amusants et curieux. Tout en élevant fièrement le drapeau rebelle en paroles, elles l'abaissent en fait quand elles cherchent re-

fuge chez l'ennemi, et leur fuite prudente ne parle pas trop pour la solidité de la maison dont elles me vantent les splendeurs. A les en croire, la vie est aussi calme, aussi facile à Richmond qu'à New-York, les subsistances y sont même à meilleur marché, les articles de toilette sont seuls hors de prix. Jamais, du reste, m'affirment-elles, la capitale de la Virginie n'a été si gaie ni si pleine de luxe. Les voitures, les chevaux, les concerts, les bals, jusqu'à un théâtre, rien n'y manque pour faire l'illusion de la prospérité… « Au bruit du canon, » leur disais-je. — « Le canon ! on l'entend quelquefois quand le ciel est bien pur ; mais Richmond est loin de la guerre. » — C'est ainsi que les sociétés s'accoutument à une existence orageuse et précaire, et qu'elles se croient en sûreté à cinq lieues des armées ennemies, comme le marin sur sa planche fragile, ou le danseur de corde sur son câble au milieu du Niagara.

Mais jetons un coup d'œil sur la foule qui goutte à goutte a suinté du dehors et remplit maintenant la maison. On ne saurait voir plus triste assemblage. Là-bas, couché sur un banc, un malade de la dyssenterie, plus semblable à un mort qu'à un vivant, dont les yeux pourtant tournent encore quand il ne peut plus lever la tête, et qui tout à l'heure va trébucher entre ses deux guides, n'ayant même plus la force de se soutenir sur leurs épaules avec ses bras étendus ; ici des amputés que les passants coudoient et qui se garantissent avec peine des chocs douloureux sur leurs moignons malades. Ils n'ont pas encore appris l'usage de leurs béquilles et s'en vont mal assurés, à petits pas, sans vouloir pourtant recevoir d'assistance. Au dehors, une foule de peuple, quelque cinq ou six cents personnes prennent en patience le froid et la neige. Des officiers font des quêtes pour les malades et les besoi-

gneux. Cependant on a fait silence dans l'autre chambre. Nos hommes, l'un après l'autre, se sont couchés par terre, le long des murailles, et, le *wiskey* aidant, ils dorment de ce profond et facile sommeil du soldat que ne réveille ni le clairon ni le tambour. Quelques-uns rêvent les yeux ouverts, une pipe ou un cigare entre les dents; d'autres ont fait cercle au milieu de la salle, et, accroupis près du poêle, jouent joyeusement aux cartes. Au fond, Singleton et mon patron le général sont assis sur les seules chaises de l'appartement, en conversation intermittente et alanguie. On parle de Richmond, et Singleton donne de curieux détails sur la vie qu'on mène dans la capitale confédérée. Nulle part, dit-il, les subsistances ne sont à plus bas prix contre de l'or. Le bon marché relatif que je remarque aux États-Unis, et qui vient de la crise monétaire causée par le régime du papier-monnaie, est encore plus grand chez les rebelles. En revanche, la cherté porte sur les vêtements, les étoffes, et en général tous les objets manufacturés, toutes les marchandises d'importation étrangère. Cherté et bon marché procèdent de la même cause, qui fait surabonder la matière première inutile, et sont, comme aux États-Unis, le signe de la même gêne, on peut dire ici de la même détresse. Tandis que le coton, la terébenthine, le tabac, s'accumulent sur les plantations ou dans les magasins, et que l'agriculture, frustrée de ses profits ordinaires, ne sème plus que du maïs, des pommes de terre et du blé, les produits des manufactures d'Europe s'encombrent à l'île anglaise de Nassau, sans obtenir passage aux États du Sud. L'or cependant oscille entre quarante et soixante contre un, et le plus haut prix des *graybacks* confédérés est de trois *cents* le dollar (1),

(1) Le *cent* est la centième partie du dollar, de la valeur d'un peu plus d'un sou.

le cours habituel et moyen étant de deux *cents* seulement. Le général Singleton a tiré de sa poche la note d'un dîner fait il y a trois jours à *Spottswood-house*, l'hôtel le plus élégant de Richmond : 80 dollars par tête pour le dîner même, soit pour quatre convives 320 dollars, — plus le vin, les liqueurs, le café, les cigares de la Havane, — total : plus de 800 dollars. En revanche, il rapporte un bloc énorme de tabac à chiquer, lourd comme un quintal et dur comme du bois, où les couteaux de messieurs les officiers du général Ord ont déjà fait plus d'une blessure : tabac de première qualité et d'arome exquis, acheté pour 25 *cents* en *currency* des États-Unis, ce qui ferait un plus de 11 sous de notre monnaie. A la faveur de cette terrible disproportion des marchés, il s'est fait à Richmond, à Wilmington et à Charleston, sans doute aussi à Liverpool et à New-York, d'immenses fortunes parmi les spéculateurs et les négociants. Les *steamers* qu'ils font construire en Angleterre pour courir le blocus (*run the blockade*) ne leur coûtent pas la moitié du profit que leur donne un seul voyage heureux. La valeur du coton varie tellement du marché de Charleston à celui de Nassau, qu'il n'y a pas plus de comparaison possible entre la marchandise avant et la marchandise après le voyage qu'entre l'or anglais et la *currency* confédérée. Je suppose que la double opération réussisse et que le navire, après avoir déposé son tabac, son coton et ses résines à Nassau entre les mains des acheteurs anglais, rapporte à Wilmington une cargaison d'armes, de plomb, d'acier, de souliers, de draps, de toiles, et des cent mille riens dont les dames de Richmond n'ont pas encore appris à se priver. La rareté de ces arrivages fait de l'heureux armateur le maître du marché, et il exige pour ses marchandises n'importe quel

prix extravagant qu'il est sûr de trouver. Voilà sa fortune, faite d'un seul coup. Ou bien, s'il se contente du profit de l'exportation, et qu'il rapporte à Richmond la livre sterling que les Anglais lui ont donnée en payement, il se trouve, grâce à la prime de l'or, encore plus riche qu'à Nassau.

L'or est la seule base stable du commerce chez les confédérés comme aux États-Unis, avec cette différence que la monnaie légale a ici une valeur réelle fondée sur un espoir sérieux de remboursement, tandis que chez les rebelles elle n'en a d'autre que la commodité actuelle et l'utilité d'un moyen d'échange. Ce n'est qu'en Amérique qu'on peut voir se soutenir ainsi un papier sans valeur aucune et sans durée possible. La grande habitude que les Américains ont prise de cette monnaie fictive fait qu'ils l'acceptent volontiers pour s'en débarrasser le lendemain, et sans vue plus lointaine que l'usage immédiat qu'ils en vont faire. Lorsqu'ils reçoivent du papier confédéré, ils reçoivent non pas le vingtième, le quarantième, le centième ou toute autre fraction du dollar d'or, mais simplement l'instrument d'échange légal qui circule sur leurs marchés. Peu importe donc si l'or est à 65 ou à 30 contre un ; ces variations n'indiquent ni catastrophes, ni résurrection des finances rebelles, mais simplement les vicissitudes d'une spéculation passagère et l'abondance ou la rareté momentanée du métal précieux. Passé certaines limites, il n'y a plus entre le crédit et les espèces de rapport ni de proportions possibles. Il y a longtemps que la monnaie confédérée les a dépassées, et qu'elle n'est soutenue au milieu de la banqueroute vingt fois consommée que par le cours forcé et par l'isolement de la guerre.

C'est ainsi que des spéculateurs habiles et audacieux

pêchent dans les eaux troubles et trafiquent honteusement de la misère publique. S'ils craignent beaucoup la prise dont les croisières fédérales menacent toujours leurs vaisseaux, ils trouvent à Nassau et en Angleterre des compagnies d'assurances qui partagent avec eux le risque et le bénéfice. Cependant, à mesure que le blocus se concentre et que les principaux ports de la confédération sont occupés par l'ennemi, ce commerce devient plus difficile et plus dangereux. La prise du fort Fisher, en fermant Wilmington aux *blockade-runners*, leur a porté un coup irréparable. Il y a dans Nassau d'immenses cargaisons destinées aux États du Sud, et qui maintenant, faute d'issue pour y pénétrer, devront être expédiées au marché de New-York. M. Singleton dit que la ruine de Wilmington est une perte insignifiante, amplement compensée par la reprise inattendue du commerce de Charleston en dépit des bombes et des escadres fédérales; mais je me défie un peu des jugements trop favorables d'un *peace-democrat* presque complice des rebelles, et de ses propos encore moins impartiaux que ses jugements. Singleton, comme tous ceux qui veulent la paix à tout prix, essaye de faire croire à l'éternité de la guerre et à la puissance toujours entière de la confédération du Sud. Autant écouter et croire un émissaire de Jefferson Davis que de prendre au mot Singleton sur ce qui touche la grandeur et la force de ses bons amis du Sud. Bien que son voyage même et sa mission semi-officielle de négociateur, ou plutôt d'éclaireur pacifique, envoyé pour reconnaître le terrain de l'ennemi, montrent combien la cause de l'Union a gagné depuis l'an dernier, et quel rapprochement d'espérances patriotiques s'est opéré entre l'administration républicaine et les démocrates, même les plus acharnés, il n'a pas assez dépouillé le vieil

homme pour n'être pas soupçonné d'un certain parti pris. Je le crois pourtant sincère lorsqu'il affirme que le Sud a encore les matériaux d'une dernière et terrible campagne, que le gouvernement de Richmond a dans ses magasins 1,070,000 balles de coton, une quantité incommensurable de tabac, et assez de maïs pour nourrir toutes ses armées. La fertilité du sol est si grande dans la plupart des États du Sud, que les substances grossières y viennent presque sans culture. L'*indian corn*, les patates douces, le seigle, n'y manqueront jamais, à moins que la terre ne reste en friche. Une population de quelques milliers d'esclaves et de quelques millions de porcs, qui pourvoient tout seuls à leur propre vie, peuvent y nourrir matériellement la population oisive et combattante; mais il ne suffit pas d'avoir du pain de maïs à mettre sous la dent du peuple et de satisfaire tant bien que mal la faim des soldats. Un peuple civilisé a bien d'autres et non moins impérieux besoins que le blocus irrite. Si belles que soient les récoltes, si l'on n'a plus ni routes ni chemins de fer pour les répartir, ni bras pour les moissonner, ni marchés pour les vendre, la misère et la faim domptent bientôt les plus opiniâtres résistances et les plus héroïques résolutions.

Je n'ai pas voulu interroger le général Singleton sur la question de la paix. Je ne tardai point d'ailleurs à voir que lui et M. Blair en faisaient un secret d'État. Hier soir, chez madame Blair, je hasardai sous forme timide un vœu de curiosité modeste. Elle répondit aussitôt, sans que j'eusse directement provoqué la réponse, qu'elle-même ne savait rien, et que son beau-père n'avait pas parlé. Malgré les injures des journaux de Richmond et les provocations blessantes de celui même qui publie les opinions présidentielles, malgré l'annonce méprisante

que Francis P. Blair *of Lincolndom* venait les espionner dans leur capitale, Davis, son ancien ami, l'avait à son premier voyage accueilli à bras ouverts, familièrement reçu, invité à prendre le thé en famille. M. Blair, après conférence avec le président Lincoln, vient justement de repartir pour City-Point ; mais rien n'a transpiré jusqu'à moi des négociations d'ailleurs tout officieuses qu'il dit avoir entreprises sous sa responsabilité privée et en son nom personnel.

On murmure que les choses sont au fond bien plus avancées, — que le général Grant a reçu cette semaine des ouvertures pacifiques qu'il a transmises au président Lincoln sans vouloir y répondre lui-même. Le lieutenant général se serait contenté de dire aux envoyés du Sud qu'il n'avait aucuns pouvoirs pour entrer en négociations, ni même conclure un armistice, à moins que le président ne les lui eût confiés. Ce soldat, ce victorieux, ce chef rigoureux d'une armée de 100,000 hommes, ce commandant suprême de toutes les forces militaires des États-Unis, ne croit pas pouvoir s'affranchir de l'autorité civile, ni usurper illégalement des attributions qui lui seraient sans aucun doute confirmées par la voix publique. Maître absolu dans son armée, où la volonté même du président cède à la sienne, il ne se croit pas dispensé d'obéir à la majesté souveraine des lois de son pays. Dans cette modestie noble et fière, il faut assurément faire la part du grand caractère, du patriotisme intègre et désintéressé du général Grant : tous les autres généraux populaires ne seraient peut-être pas si réservés ni si honnêtes (1);

(1) Témoin le général Sherman, qu'on ne peut accuser d'ambition césarienne, et qui pourtant, après la prise de Richmond et la capitulation de Lee, prit sur lui d'accorder au général Johnston, dont il tenait l'armée à sa merci, une espèce

mais il faut surtout y reconnaître l'influence des institutions et des mœurs républicaines. L'Amérique est peut-être le seul pays du monde où l'on voie cet admirable et rare spectacle du pouvoir militaire incliné volontairement devant l'autorité civile, et ne méditant aucune de ces usurpations fatales qui chez nous couronnent la gloire des grands hommes aux dépens de la morale et de la liberté des peuples.

C'est qu'on n'a pas en Amérique le goût de l'obéissance et de la domination militaires. Si le sentiment national a pu soulever des millions d'hommes, faire surgir coup sur coup dix armées en quatre ans, n'allez pas croire que la guerre civile y ait fait naître cet esprit militaire ou plutôt *prétorien* qui fleurit de préférence chez les peuples où règne encore, sous le voile d'une fausse démocratie, une espèce de sentiment aristocratique dégénéré. Je suppose une société démocratique en apparence, où, par une étrange anomalie, l'oisiveté brillante et inutile soit encore l'objet de l'admiration publique, où les rancunes aveugles et les ridicules préjugés des classes aient survécu au nivellement égalitaire, — où l'on attache moins de prix à l'honnêteté commune et bourgeoise qu'à une affectation d'honneur superficiel et frelaté : cette société sera vouée fatalement à la domination militaire, à l'esprit de charlatanisme et d'antichambre, au despotisme et au bon plaisir, jusqu'au jour du moins où elle rougira de ses vices. Quel est ce portrait ? Dieu veuille que ce ne soit pas le nôtre ! ce n'est pas à coup sûr celui du peuple américain. Nul autre peuple ne pratique d'une manière plus complète et plus naturelle les principes de l'égalité

d'amnistie politique générale au moins prématurée, que son gouvernement fut obligé de désavouer avec éclat.

moderne. On peut dire, à la rigueur, qu'il n'y a qu'une seule classe en Amérique, la classe laborieuse, commerçante et industrielle, qui comprend tout le peuple. Ces hommes si positifs par nature et par habitude, ouverts seulement aux aspects utiles et pratiques des choses, ne se plaisent pas dans une vaine ostentation du point d'honneur. Un officier américain battu par l'ennemi ne couvrira pas sa défaite de gasconnades glorieuses comme un mandarin chinois ou un hidalgo mexicain, et personne ne verra dans son aveu dénué d'artifice une preuve de cynisme ou de lâcheté. — Est-il enfin un autre pays du monde où l'on ait plus de mépris pour ces habitudes d'oisiveté aristocratique dont nous tirons encore vanité? Voilà pourquoi l'esprit militaire n'entrera jamais dans ses mœurs. La guerre n'est pas pour les Américains une occasion de déployer des vertus brillantes et de se faire applaudir sur un grand théâtre, une espèce d'art comme celui du musicien ou du bateleur; c'est une nécessité qu'ils subissent avec courage, et dont ils sauront venir à bout.

N'écoutez pas les faux prophètes qui prédisent à l'Amérique un despotisme militaire couronné par l'avénement prochain d'une monarchie. Ce ne peut être que le rêve des esclavagistes réactionnaires et l'humeur noire de quelques ambitieux désappointés. L'armée américaine ne saurait devenir ni un pouvoir politique durable ni l'instrument d'une longue dictature. L'indépendance des uns, le patriotisme des autres ne le permettront jamais. Si un général victorieux voulait retourner ses armes contre la liberté de son pays, ses troupes l'abandonneraient ou se chargeraient de le punir. Si quelques soldats après la guerre tournent au brigandage au lieu de rentrer dans la vie civile, la fusillade et la potence, dont les Améri-

cains savent user comme les autres, en auront vite raison. L'armée permanente, dont l'augmentation demeure certaine, ne sera jamais assez forte pour être un danger. Enfin, quand même un César (et la démocratie américaine ne produit pas de tels hommes) régnerait dans Washington au son du tambour, la république ne serait pas ébranlée. Pour qu'un peuple démocratique passe à la monarchie ou même à la dictature, il faut qu'une longue et lente révolution ait rassemblé tous les pouvoirs en un même lieu. Il n'est pas étonnant que la république romaine soit tombée, quand deux pouvoirs seulement, le peuple de la ville et l'armée, disposaient des destinées du monde. Tout général populaire dans la plèbe romaine était naturellement maître de l'empire. Nous-mêmes, si nous tombons si aisément d'une main dans une autre, c'est que nous avons un centre national et politique dont il suffit de s'emparer pour nous dicter souverainement des lois. L'Amérique a bien raison de ne pas nous l'envier, et de croire que le maintien de ses institutions fédératives est aussi nécessaire que son unité nationale au salut de sa liberté.

CHAPITRE XIII

UNE VILLE DU SUD

Baltimore; une vue à vol d'oiseau; le quartier aristocratique; la basse ville, les rues commerçantes. — Vote de l'amendement constitutionnel abolissant l'esclavage; espérances des radicaux. — Condition vraie de la race noire; les vertus de l'esclavage; ses résultats sociaux, moraux, économiques; l'aristocratie et les *petits blancs* du Sud. — La société de Baltimore; MM. Eaton, Kennedy, Morris; les mœurs *chevaleresques* des gens du Sud. — Division profonde entre les partis; résistance, abstention, trahisons des sécessionistes; préjugés aristocratiques; passions politiques des femmes. — Le général Wallace; légèreté du joug militaire.

Baltimore, 31 janvier 1865.

J'arrive de Washington, et je viens, suivant ma coutume quand je débarque dans une ville nouvelle, de me promener à l'aventure à travers Baltimore pour en observer la physionomie. J'ai achevé mon voyage de découverte par une ascension au monument de Washington, qui s'élève au plus haut sommet des collines sur lesquelles la ville est bâtie, dans le quartier élégant de Mount-Vernon-square et de Charles-street. C'est, au centre d'un square en forme de croix grecque, incliné vers le sud, un massif carré de maçonnerie sur lequel se dresse une

21.

grande colonne toute nue dominée par une statue colossale de Washington. Le socle porte diverses inscriptions où il est parlé du grand homme lui-même et de l'État du Maryland, qui lui dédie cë monument. Le gardien allume une lanterne, et je gravis dans l'obscurité, comme un mineur, l'étroit escalier en spirale qni conduit au sommet de la tour. D'en haut, les maisons avoisinantes s'abaissent, s'effacent presque; les passants paraissent comme des points noirs. C'est vraiment une vue à vol d'oiseau, au-dessus de la région des hirondelles. Suspendu sur le chapiteau renflé de la colonne, avec le vide sous ses pieds, on éprouve involontairement la crainte qu'un coup de vent né renverse cette haute tige isolée, dont l'équilibre paraît si précaire. Le panorama d'ailleurs est admirable. Les maisons rouges de la ville s'étendent au loin vers le sud; elles s'étagent en amphithéâtre le long des molles collines qui bordent la Chesapeake et qui se creusent çà et là d'un vallon rapide où maisons et rues semblent s'effondrer. Cent clochers, flèches, tours, beffrois, avec leurs masses agrandies par le brouillard du soir, dressent leurs aiguilles brunes ou grises sur cette mer ondulée. A gauche, le port avec sa forêt de mâts hérissés, le golfe et sa blanche étendue qu'embrassent de lointains promontoires, en face la rivière Patapsco, où se meuvent de minces lignes noires déroulant après elles de légères colonnes de fumée; — à droite enfin, les collines et les campagnes enveloppées de neige, bordées seulement de silhouettes noires, mais gardant encore sous ce froid vêtement un air de grâce et de gaieté : — voilà la moitié du panorama de Baltimore. Au nord, les maisons s'éclaircissent, les rues s'interrompent ou se continuent en longues lignes droites à travers les faubourgs inachevés. Un petit cours d'eau serpente au fond

d'une vallée arrondie; des usines, des cheminées fumantes, les longs toits couleur de brique des magasins et des manufactures, parlent d'une industrie jadis active, mais étouffée à présent par la concurrence de ces *Yankees* entreprenants qu'on tient à Baltimore en si grand mépris, sans doute parce qu'ils sont des rivaux si dangereux. Divers bruits confus s'élèvent et planent sur la ville : j'y distingue le grondement d'airain et la cloche perçante des locomotives; on les voit courir au fond de la vallée, semblables à de gros insectes luisants et bardés de fer. Il y a un plaisir singulier à voir ainsi s'agiter en miniature, comme une fourmilière, ce monde où vivent deux cent mille âmes.

Descendons maintenant de notre perchoir aérien, et promenons-nous un peu à travers la ville. Voici d'abord le quartier aristocratique avec ses belles *résidences* à l'anglaise, ses squares et ses rues bâties tout entières sur le plan uniforme des maisons américaines de vingt-cinq pieds sur cent. Il y règne un grand silence et comme un grand sommeil. Des femmes bien mises sont assises aux fenêtres du rez-de-chaussée, et regardent défiler à travers leurs vitres les rares passants de la rue. Ceux-ci sont tous élégamment vêtus, de bonne tournure, beaucoup d'entre eux en grand deuil, et tous ont un air d'oisiveté ennuyée. La gaie société de Baltimore a reçu un grand coup dans la guerre civile. Divisée contre elle-même, sombre et irritée, décimée par des pertes innombrables et douloureuses, aigrie par les discordes politiques qui déchirent les familles, vaincue enfin et domptée par les victoires du parti de l'Union, elle a les façons des aristocraties détrônées, et elle attend dans une réserve fière une revanche qui ne viendra jamais. La haute ville, en somme, a l'air d'un tombeau. Un à un, les promeneurs

solitaires sortent de leurs maisons pour prendre l'air. J'ai rencontré, dans Charles-street, deux ou trois fois les mêmes personnes qui arpentaient la rue au hasard. Cette flânerie n'est pas commune en Amérique, et indique un état social tout différent de celui du Nord. Baltimore au fond est une ville du Sud; elle en a l'inertie, le sommeil immobile, — auquel viennent s'ajouter aujourd'hui les deuils privés et publics, et cette résistance hautaine, mêlée de terreur, qu'affectent toujours en temps de révolution les vaincus incorrigibles. Cette aristocratie de l'esclavage ne vivait autrefois que par les amusements et les plaisirs : les malheurs publics, au lieu d'exciter son énergie, la frappent d'impuissance et la paralysent.

A mesure qu'on descend vers la basse ville, les rues se peuplent et s'animent. Charles-street est déjà bordée de boutiques, le commerce s'en empare. Voici enfin le *Broadway* de Baltimore, une large rue pleine de mouvement, qui rappelle les autres grandes villes de l'Est. C'est ici le règne de l'étranger, de l'émigrant, du *Yankee*, qui, bravant la répulsion de ses frères hautains et oisifs des États du Sud, est venu, comme en pays conquis, s'emparer d'un commerce qu'ils négligent. Ceux-ci le traitent un peu comme la féodalité traitait les Juifs et les Lombards, ou la noblesse les procureurs; mais qu'importent les prétentions vieillies d'une caste impuissante? Les Juifs et les Lombards, avec leur or, n'en ont pas moins dominé le monde; les marchands de Venise ou de Hollande n'en ont pas moins dicté des lois à l'Europe. — Et quant à ces avocats, à ces procureurs tant bafoués de l'ancien régime, ils n'en sont pas moins devenus la classe dominante, la seule avec laquelle les gouvernements aient à compter, tandis que les dédaigneux obstinés, aussi impuissants qu'inutiles, sont comme des émigrés

volontaires et des exilés à l'intérieur, exclus de toute participation à la vie matérielle, politique et même intellectuelle du pays. C'est ainsi que les *Yankees*, après la conquête militaire du Sud, en feront la conquête pacifique, — conquête inévitable, prévue d'avance, et que les gens du Sud, en essayant de la repousser par la guerre, ont rendue plus prompte et plus radicale. Qu'on ne parle pas de tyrannie et de spoliation : c'est la force des choses, c'est la justice des événements qui l'a voulu. L'influence ne s'éternise jamais dans les classes oisives et inutiles; le haut du pavé est à qui sait le prendre, à qui seul le mérite : il reste toujours au plus énergique et au plus actif.

Sauf cette rue commerçante, le bas Baltimore est laid et sordide, comme le bas New-York. Des ruelles étroites et boueuses découpent irrégulièrement les vastes massifs que séparent les grandes rues. Le dessin même en est fantasque et tortueux. C'est le quartier des matelots, des nègres, des *castaways*, et en général de toute la population pauvre de la ville. Je tourne au hasard vers la droite, et Liberty-street me ramène droit à mon hôtel.

A demain un coup d'œil rapide à l'intérieur de la société de Baltimore. Avant de vous introduire dans la ville morale, j'ai voulu vous montrer la ville de brique et de plâtre, et nous ne la quitterons pas sans faire un second tour de découverte au delà de la grande rue, vers les lointains quartiers du Sud.

Ils sont bruyants, encombrés, boueux, et plus semblables qu'ailleurs à nos ports de mer européens. Les vaisseaux y mouillent dans des bassins creusés de main d'homme et bordés de quais comme au Havre ou à Marseille. Je ne sais quel air méridional y rappelle cette der-

nière ville. Une nombreuse population noire, toujours originale dans sa laideur, y donne du pittoresque à la saleté même. Plus loin s'étend un quartier aux rues larges, aux maisons basses et misérables, occupées par la partie pauvre et émigrante de la population. La langue allemande y domine, et la platitude de ce faubourg me ramène en hâte vers la haute ville. Il n'y a dans l'architecture des maisons de Baltimore qu'un seul trait remarquable et caractéristique : elles sont souvent ornées du haut en bas de grandes *verandahs* en fer moulé, travaillées à jour, avec des colonnettes, des entablements et des dentelles de fonte, et formant à chaque étage un grand balcon circulaire. Telle est la façade de l'hôtel Barnum et de plusieurs autres édifices qui veulent être élégants. On dit cette ornementation fort commune à Charleston, à Savannah, à Augusta et dans les autres cités du Sud, surtout dans les quartiers aristocratiques, où les habitations entourées de jardins, avec leurs balustrades entrelacées de vigne et de fleurs grimpantes, donnent aux villes mêmes un air de gaieté champêtre.

1er février.

Grand et glorieux événement ! Hier soir, à l'heure même où je me promenais dans Baltimore, l'amendement constitutionnel abolissant l'esclavage était voté triomphalement au congrès, parmi les trépignements et les cris de joie d'une foule immense. Cette victoire toute pacifique vaut bien la prise de Savannah ou celle même de Richmond. Les succès des armées fédérales n'abattent que la

puissance matérielle de la rébellion : l'amendement à la constitution en détruit la cause même et rend à jamais impossible une rébellion nouvelle. La rébellion n'est après tout, comme l'a dit M. Sumner, que l'esclavage en armes, et l'union ne deviendra sûre que le jour où l'esclavage sera bien déraciné. Il n'y a de salut pour le pays que dans la mesure à la fois sage et radicale dont le congrès donne en ce moment l'exemple, et dont la nouvelle soulève d'un bout de l'Amérique à l'autre un bruit d'universelle acclamation.

Pour que l'amendement devienne la loi du pays, il reste encore à le faire sanctionner par les trois quarts des législatures d'États. C'est une affaire de temps, et l'adoption définitive de l'amendement est aussi certaine que la victoire des États du Nord. Depuis cinq ans, le courant des opinions et des choses a poussé constamment de ce côté. Les abolitionistes, dédaignés autrefois, comme une minorité factieuse, ont pénétré d'abord dans le sénat; ils ont envahi la chambre des représentants, rallié les républicains, converti les deux tiers du congrès à leur politique. Ils se sont élevés insensiblement sur le flot de l'opinion publique, si bien qu'à présent ils sont devenus la majorité du pays, et qu'ils poussent à leur gré le vaisseau du gouvernement. Les démocrates mêmes commencent à les suivre. S'il surgit plus tard un nouveau parti conservateur et héritier du nom de démocrate, ce ne sera plus qu'un fils illégitime de celui dont vous voyez aujourd'hui la dissolution et la déroute. Cette démocratie régénérée pourra peut-être un jour relever le drapeau libéral contre un radicalisme trop exigeant et trop unitaire; mais ce ne sera qu'après avoir abdiqué l'esclavage, souscrit sincèrement aux conquêtes de l'abolitionisme et reconnu solennellement le droit qu'a le gouvernement

national de maintenir l'unité du territoire en répondant par la guerre à l'insurrection (1).

(1) On sait que, depuis plusieurs mois, le vote des législatures de la Caroline du Sud, de la Caroline du Nord et de la Géorgie a donné force de loi à l'amendement constitutionnel en complétant le nombre des vingt-sept États qui devaient y adhérer, et que l'esclavage, aboli déjà de fait dans la plupart des États du Sud, a cessé d'y exister légalement. Chose étrange, le vote de l'amendement a rencontré plus de résistance dans certains États du Nord et dans certains *border-states*, où cependant la cause de l'Union comptait de nombreux défenseurs, que dans les États du Sud, courbés par leur défaite et pressés de remplir les conditions mises par le président Johnson au retrait des gouverneurs provisoires. Les États de New-Jersey, de Delaware, du Kentucky même (qui cependant avait failli l'année précédente abolir l'esclavage par mesure locale et dans l'intérieur de l'État, pour sortir de l'anarchie d'une demi-émancipation, aussi funeste aux propriétaires blancs qu'aux travailleurs nègres), se sont obstinés jusqu'au bout à en refuser l'adoption. Désormais l'abolition de l'esclavage est un fait accompli. Les anciens partis se sont réorganisés sur des *plateformes* nouvelles. Il s'agit seulement de savoir si le dernier mot restera aux *démocrates*, qui veulent la réadmission pure et simple, sans condition, des députés du Sud dans le Congrès, et l'abandon des noirs affranchis au bon plaisir de leurs anciens maîtres, — aux *radicaux*, qui veulent obtenir pour les noirs l'égalité absolue dont le suffrage est le symbole, traiter jusque-là les États du Sud en *territoires* et en pays conquis, et payer même la dette contractée pendant la guerre avec le produit d'une confiscation générale de tous les biens des rebelles, — ou enfin aux républicains modérés, qui, avec le président Johnson à leur tête, se contentent d'exiger du Sud les garanties indispensables pour la liberté des noirs, en laissant à l'avenir le soin de développer pacifiquement les principes dont la violente application serait dangereuse. Le retour au passé n'est plus possible, et quelle que soit, des modérés ou des radicaux, l'opinion qui l'emporte cette année, chaque jour sera marqué par un progrès nouveau dans le sens de l'égalité.

L'amendement constitutionnel n'est d'ailleurs qu'un premier pas dans la voie de progrès égalitaire et d'assimilation nationale où la force même des choses entraîne l'Amérique. Les radicaux qui l'ont rédigé y ont introduit à dessein une clause élastique qui leur permet à l'avenir d'en étendre les conséquences et d'en imposer l'application. « Il n'existera plus, dit le paragraphe premier, ni aux États-Unis ni en aucun lieu soumis à leurs lois, d'esclavage ni de servitude involontaire, si ce n'est comme punition d'un crime dont la personne réduite en servitude aura été bien et dûment convaincue. » Et le second paragraphe ajoute : « Le congrès aura le pouvoir de fortifier cet article et de le mettre en vigueur par une législation appropriée. » Voilà donc la porte ouverte aux réformes radicales.

Il ne suffit pas en effet, pour émanciper la race noire, de rebâtir le frontispice des constitutions et de changer pour ainsi dire le costume de l'esclavage. Le jour où les États du Sud, vaincus et pacifiés, auront souscrit à la grande réforme, il faudra encore abolir toute une législation barbare née avec l'esclavage et faite pour le perpétuer. Qu'importerait le mot de liberté, si l'on devait maintenir et renforcer toutes ces lois de détail qui en feraient une autre forme de la servitude ? A quoi bon proclamer l'abolition, si les noirs doivent être ensuite exclus de la société politique et civile, écartés systématiquement des écoles, bannis des cours de justice, pourchassés comme des bêtes sous prétexte de vagabondage et de mendicité, internés de force dans les plantations, asservis à leur ancien labeur sous le nom de travailleurs libres, mais pour des salaires dérisoires et fixés par leurs anciens maîtres, — fouettés, maltraités, exposés sans défense à tous les caprices des blancs ? Il faudra bien qu'on les protége contre

la brutalité d'un maître dépossédé qui sera devenu pour eux un ennemi, et c'est ce que le congrès entend faire, si les États du Sud ne se décident pas d'eux-mêmes à entourer de garanties sérieuses la liberté des affranchis. La seconde partie de l'amendement constitutionnel lui réserve ce droit nécessaire, et prépare même aux radicaux un prétexte sérieux à l'extension du droit de suffrage aux noirs, s'ils prouvent qu'il soit indispensable de leur donner le pouvoir politique pour en faire véritablement des hommes libres (1).

Peut-être bien sera-t-on forcé d'en venir là. Il y a dans les États du Sud tout un système d'institutions politiques et sociales, tout un réseau d'habitudes et de traditions morales qu'il faut détruire avant de se flatter d'avoir affranchi les noirs. L'esclavage y a façonné les lois et les consciences, il s'est enraciné dans la vie privée, et il sert de fondement à toutes les distinctions sociales. La comparaison du Nord et du Sud est un des spectacles qui font le mieux comprendre la souveraine importance et l'influence incalculable des questions sociales sur le jeu des institutions politiques. Voilà deux pays qui jouissent en apparence d'institutions démocratiques et républicaines à peu près semblables, et qui sont peuplés par des hommes de même race et de même famille. Le principe de la démocratie règne d'une manière aussi absolue dans les États du Sud que dans les États du Nord; les libertés y sont les mêmes, les lois inspirées du même

(1) C'est ce que comprennent fort bien les États du Sud, et c'est pour cela que plusieurs d'entre eux ont volontiers aboli l'esclavage par mesure locale, sans pourtant se décider facilement à l'adoption de l'amendement constitutionnel. Quelques-uns même, et entre autres celui du Mississipi, ont ratifié le premier article de l'amendement et repoussé le second.

esprit, les formes du gouvernement surtout sont pareilles, et cependant il y a entre les deux pays des différences si profondes qu'un Américain distingue à première vue s'il est dans un État à esclaves ou dans un État libre. Déjà Tocqueville, il y a trente ans, signalait cette différence, alors que, naviguant sur l'Ohio, il entendait d'un côté le bruit des cités, le murmure de l'industrie et de l'activité humaine, et ne voyait de l'autre que la solitude, la sauvagerie et la mort.

C'est l'esclavage qui condamne le Sud à cette immobilité fatale. Si le Sud n'a jusqu'à présent qu'une richesse agricole, c'est que l'agriculture peut seule y fleurir avec la routine du travail esclave. On n'y connaît que deux genres de valeurs, la terre et le bétail humain qui sert à l'exploiter. Encore les terres, n'étant pas disputées par la concurrence du travail libre, n'ont-elles d'autre valeur que celle des esclaves qu'on y établit. La seule richesse véritable dans les États du Sud, c'est donc l'esclave lui-même, seul instrument de travail et seul agent de production. Les plus opulents planteurs du Sud n'ont pas souvent de capitaux : ils sont obligés d'en emprunter aux financiers et aux négociants du Nord sur le profit des récoltes futures. Ceux-ci ne pouvaient les leur prêter qu'à des conditions onéreuses, car tout commerce est difficile dans un pays perdu, sans voies de communication praticables, où le seul débouché possible est quelquefois une rivière qui n'est point navigable tous les ans. Aussi les terres sont-elles souvent hypothéquées, et les produits vendus d'avance. Ces grandes fortunes territoriales d'apparence si solide sont presque toutes minées par la base et près de tomber comme des châteaux de cartes. On s'en aperçoit à la mort du maître, quand les créanciers s'abattent sur les biens de la famille et vendent

indistinctement les choses, les bêtes et les hommes à une meute de spéculateurs avides accourus comme des loups à la curée. Ces catastrophes sont fréquentes dans les familles des grands planteurs du Sud, et c'est alors que se montre dans toutes ses horreurs la sainte et patriarcale institution de l'esclavage.

Tant que l'esclave vit à côté du maître, sur la plantation même où il est né, sa condition n'est certes pas digne d'envie : elle participe de celle de la bête de somme et de celle du galérien; on le parque, on le mène en troupeau, on le fait travailler à coups de fouet, on l'accouple au gré de ses maîtres, on lui refuse toute éducation religieuse, intellectuelle ou morale, et vous savez qu'il y a dans les États du Sud des lois sévères qui interdisent même d'apprendre à lire à un nègre; si enfin il tente de s'enfuir, on le chasse à coups de carabine, avec des chiens féroces dressés à le poursuivre; on le bat ou bien on le tue sans autre forme de procès. Cette justice patriarcale est la seule en usage et la seule possible dans un pays où sans doute la lettre de la loi prétend défendre la vie de l'homme noir contre les fantaisies homicides de l'homme blanc, mais où l'opprimé n'a pas le droit de se plaindre et d'en appeler aux lois (1). L'esclave, en un mot, n'est plus un membre de la famille humaine, il dépend tout entier de la douceur ou de la dureté du maître; mais il peut jouir quelquefois de la félicité modeste du bœuf bien nourri, qui se dédommage en ru-

(1) On sait que l'ancienne législation des États du Sud refusait aux gens de couleur le droit d'ester et de témoigner en justice contre un homme blanc. Celles même des nouvelles législatures qui ont repoussé cette odieuse exception n'autorisent encore la présence des noirs dans les tribunaux que lorsqu'il s'agit des intérêts d'un homme de couleur.

minant sur sa litière des fatigues de la journée ; il peut même espérer la condition bienheureuse d'un cheval ou d'un chien familier, docile et choyé du maître. Ceux qui ont vécu dans les États du Sud disent que les esclaves des planteurs sont leur famille à plus d'un titre ; les uns par plaisir, les autres par calcul et par avarice, ils travaillent, dit-on, assidûment à augmenter ces familles d'un produit qu'ils vendront plus tard. Plusieurs de ces grands propriétaires aristocrates sont de véritables éleveurs d'hommes qui utilisent même leurs plaisirs ; la plupart ont dans leur maison, à côté de la famille légale, une ou deux familles plus ou moins clandestines où ils recrutent leurs serviteurs intimes, et l'on cite plus d'un *gentleman* de noble race qui a pour *body-servant* (espèce de valet de chambre ou d'écuyer servant qui ne quitte jamais son maître) un frère ou un fils resté son esclave. Au bout de plusieurs générations, cette race de serviteurs héréditaires est devenue presque blanche : alors, si le chef de famille est généreux, il les fait élever, les affranchit, les envoie en Europe pour les soustraire au préjugé de la naissance et de la couleur ; mais il ne prend pas toujours cette peine, et l'on a vu plus d'une fois, à la mort du père, des jeunes gens élevés en maîtres se réveiller esclaves d'un héritier jaloux ou avide, des jeunes filles qui avaient grandi dans toutes les délicatesses de la vie moderne tomber aux mains d'une belle-mère irritée qui les vendait par vengeance aux jeunes ou vieux débauchés des villes.

Ce que l'esclave redoute le plus, c'est d'être ainsi vendu en servitude lointaine ; alors tous les souvenirs, toutes les affections, tous les liens de famille sont brisés sans retour, le mari est séparé de la femme, on arrache les petits enfants des bras de la mère. L'esclave qui

roule ainsi de par le monde sans se fixer jamais perd bientôt toute foi, toute conscience, et se décourage de contracter des unions durables. Son maître d'ailleurs n'est pas moins dénaturé que lui-même : le grand Jefferson, pressé de dettes, avait mis ses esclaves en coupe réglée et vendait ses propres enfants. Je sais un riche planteur qui avouait naïvement et sans embarras qu'il avait fait de même. « J'en ai tant! disait-il; est-ce que je puis les garder tous? » Il faut aller en Chine ou en Turquie pour trouver de pareilles mœurs! Encore les Chinois qu'on accuse de noyer leurs enfants, les Turcs qui les abandonnent et les envoient mendier leur vie, n'ont-ils pas conçu l'horrible pensée de les vendre pour de l'argent. Les défenseurs de l'esclavage croient se tirer d'affaire en disant qu'après tout ces atrocités sont rares; il est heureux que la nature humaine, si pervertie qu'elle soit par les lois et les usages, ne les permette pas souvent! Elles n'en sont pas moins dans l'esprit de l'esclavage et dans les nécessités d'une institution qui permet de faire de la paternité un trafic infâme.

C'est surtout quand la loi met la main sur les fortunes privées qu'il faut venir admirer l'institution patriarcale! La loi ne connaît ni tendresses cachées, ni liens d'affection secrète; elle développe impitoyablement dans toute sa rigueur la logique de l'institution. Il faut assister à ces enchères publiques où hommes, femmes, enfants, vieillards, depuis le nègre grossier qui ne sait que manier la hache jusqu'à la blanche et gracieuse fille élevée sous les yeux du père, viennent s'exposer tour à tour sur la table infâme aux yeux des connaisseurs en même temps que les chevaux ou les meubles de la maison! On voit alors accourir tous les hommes de proie : au premier rang, ce marchand d'esclaves, toujours armé d'un fouet

énorme, de deux pistolets chargés et d'un large coutelas, joyeux et effronté personnage qui plaisante et blasphème à haute voix. Il palpe, il dévisage, il débat les prix, il destine cette vieille femme au champ de coton, ce grand gaillard robuste aux rizières, cet autre au travail meurtrier des *swamps*, cette autre enfin, une enfant de quinze ans, au grand marché central de la Nouvelle-Orléans, où il espère en tirer ses 3,000 dollars. Tout à l'heure, quand son butin sera fait, vous le verrez s'acheminer à cheval, le fouet levé, poussant devant lui son troupeau de prisonniers qui marchent tristement, enchaînés quatre à quatre, vers le lieu inconnu de leur éternel exil.

Voilà pourtant cet esclavage qu'on nous représente comme l'école de tous les sentiments chevaleresques et de toutes les vertus viriles! L'*aristocratie du Sud*, comme elle s'est elle-même appelée, a deux ministres dévoués, le piqueur de nègres et le marchand d'esclaves. Ces deux estimables personnages sont ses favoris, ses commensaux, et se vantent d'avoir leur place marquée dans sa hiérarchie. Ils ont raison, puisque cette aristocratie tout entière n'a d'autre fondement que l'esclavage, dont ils sont les serviteurs nécessaires. Le pouvoir et l'influence de chacun, comme sa richesse, s'évaluent par le nombre de ses esclaves. Quant aux pauvres et aux gens de rien, ils trouvent un titre de noblesse ineffaçable dans la couleur blanche de leur peau. Nul ne se distingue avec plus d'orgueil des hommes noirs ou jaunes que ces *petits blancs* que leur dégradation physique et morale rapproche peut-être encore plus de la brute que les esclaves repoussés avec un si souverain mépris. Leur vanité de race est incroyable et pire même que celle des grands planteurs; chez eux bien plus encore que chez les *Yankees* leurs cousins, toutes les femmes sont des *ladies*

et tous les hommes des *gentlemen*. Au fond de leurs huttes misérables, dans leurs haillons et leur saleté, couchant comme des pourceaux sur la terre nue, vivant comme les loups de chasse et de rapine, ou quêtant les aumônes de leurs voisins plus riches, ce sont pourtant des aristocrates, car ils se donnent le noble privilége de l'ignorance et de l'oisiveté. N'ayant guère pour tout bien au monde que leur carabine et leur couteau, ils vivent, les bras croisés, dans une indolence superbe, et se croient sincèrement bien supérieurs aux vils *Yankees*.

Les grands planteurs, qui appuient sur eux leur influence, les entretiennent soigneusement dans cet état de barbarie et d'abjection. Quoique victimes eux-mêmes de l'institution de l'esclavage et d'un état social qui les condamne à l'oisiveté et à la misère, ils s'en glorifient plus que personne et s'en montrent les plus acharnés défenseurs. On leur avait persuadé au début de la guerre que les *Yankees* ne sauraient pas se battre et que les gens du Sud n'auraient qu'à se montrer pour vaincre. On leur avait dit et ils croyaient naïvement que le président Lincoln était un nègre, ainsi que tous les abolitionistes ses amis. Dans la plupart de leurs hameaux solitaires, ils n'ont ni écoles, ni églises, si ce n'est à dix ou vingt lieues. Les aventuriers *yankees* qui leur apprennent à chanter des psaumes ou à épeler l'alphabet sont tous de vils pensionnés de l'*aristocratie* qui leur prêchent ou leur enseignent ce qu'elle ordonne. Torpeur, ignorance, orgueil dans l'abjection et la misère, tout cela vient de l'esclavage et sert à l'entretenir. Quel progrès et quelle liberté possible avec une institution qui rend le travail infâme et pareil à la servitude?

On dit cependant qu'en apparence les mœurs de la société du Sud sont les plus populaires et les plus démo-

cratiques du monde. Le paysan à demi sauvage qui mendie à la porte du riche planteur lui parle avec la fierté d'un frère et d'un égal : il n'abdique pas son rôle de citoyen du peuple-roi. Parfois les gens de sa classe se réunissent aux *camp-meetings* pour hurler des hymnes, et aux *barbacues* (nom sudiste des *meetings* politiques) pour entendre des *stump-speeches*; en même temps on se grise, on se bat, on fait bombance, on vide en un jour le fond de sa bourse. Quand il y a des élections, le peuple entier y paraît en armes, les partis se font près des *polls* une espèce de guerre civile : on les dirait animés d'un farouche esprit d'indépendance; mais au fond ces saturnales ne sont pas sérieuses, et c'est l'aristocratie qui les soudoie. Les planteurs méprisent du plus profond de leur âme ce bas peuple dont ils se servent en lui laissant l'illusion d'une souveraineté vaine. Ils tiennent aussi sous leur main tous ces petits propriétaires bourgeois, habitants des petites villes, trop pauvres pour vivre de leurs rentes, trop indolents pour les accroître, possesseurs oisifs de quelques esclaves qu'ils louent aux grands propriétaires agriculteurs tout en vivant de leurs libéralités ou de leurs aumônes. Cette classe oisive et turbulente domine dans toutes les villes du Sud, où elle forme une oligarchie des plus oppressives. Elle fait la police des opinions, persécute les unionistes, expulse les ennemis de l'esclavage, supprime, arrête, brûle les journaux et les livres qui viennent du Nord, et exerce au profit de l'esclavage une insupportable tyrannie.

Telles sont les influences qui doivent tomber avec l'esclavage. Il y a, en revanche, dans les États du Sud une classe nouvelle qui depuis vingt ans grandit en silence; c'est celle des *petits blancs* émancipés et enrichis par leur travail, devenus eux-mêmes propriétaires, mais cul-

tivant le sol de leurs mains : ils ont fait longtemps la guerre à l'aristocratie sécessioniste et ne l'ont suivie qu'à regret dans cette révolte. C'est dans cette classe, comme dans celle des fermiers-laboureurs des États du Nord, qu'est l'avenir de la liberté américaine, le salut de l'union fédérale. Laborieuse, indépendante, ne demandant qu'à être éclairée, recrutée sans cesse dans les États du Nord, c'est à elle qu'il est réservé de fonder sur les ruines de l'esclavage la nouvelle société du Sud.

2 février.

Si jamais j'ai regretté de quitter une ville, c'est ce soir en prenant congé de ceux qui m'ont si bien reçu à Baltimore. J'ai surtout à me louer de MM. Eaton et Morris, deux des hommes les plus considérés de la ville, excellents l'un et l'autre et parfaitement distingués. Ils sont tous les deux unionistes, quoique de nuances diverses et vus très-différemment dans la société sudiste du pays. M. Eaton est un républicain, net et franc dans ses opinions, sans *si* et sans *mais*, voyant d'un œil juste et ferme, quoique modéré, les devoirs et les nécessités du moment. Il a soutenu M. Lincoln dans la dernière campagne électorale, il s'applaudit de la destruction radicale de l'esclavage, et, tout en le respectant malgré elle, la coterie sécessioniste de la ville le met à l'index comme un suppôt des *Yankees*. M. Morris est moins décidé, moins ferme dans sa politique. Ancien propriétaire d'esclaves, démocrate et mac-clellanite, gendre du sénateur sécessioniste Reverdy Johnson, beau-frère du député radical Winter Davis, mais tiraillé par d'autres amitiés et parentés sudistes, — c'est un de ces hommes qui regret-

tent plus qu'ils ne condamnent, et ne prennent qu'à contre-cœur le parti inévitable de la guerre, de l'émancipation et de la conquête. Son *credo*, c'est l'Union avant tout, l'intégrité de la nationalité américaine et son rétablissement à tout prix, mais non sans gémissements de sympathie et de tendresse pour les chevaleresques aristocrates du Sud. Il a soutenu la candidature de Mac-Clellan de concert avec les sécessionistes déclarés, mais dans l'espoir et avec la conviction que son candidat aurait à la fois la main plus douce et plus ferme, et qu'il ferait à la fois mieux la guerre et mieux la paix. Il a ainsi un pied dans les deux partis : d'abord chez les républicains, dont il n'est qu'à demi l'adversaire, et parmi lesquels il compte ses meilleurs amis, ensuite chez les rebelles, à qui l'unissent d'anciennes relations de famille et de société et l'alliance passagère de la dernière élection. Les unionistes de la villes ne l'en comptent pas moins comme un des leurs, car ici la question ne s'agite pas, comme dans le Nord, entre des partis politiques qui se proposent ou feignent de se proposer un même but par des moyens divers; elle s'agite ouvertement entre les patriotes et les ennemis déclarés de la nationalité américaine, qui ne déguisent même pas leur trahison. Il y a dans le peuple, dans la classe laborieuse et commerçante, un esprit d'*unionisme* qui pèse souverainement sur la balance électorale ; mais les classes riches et brillantes ont pour mot d'ordre et en quelque sorte pour bon ton la haine aveugle et implacable des républicains et la conspiration permanente contre le gouvernement de leur pays.

M. Eaton m'a invité hier à dîner dans sa jolie maison de Mount-Vernon-square et dans son ménage de garçon, toujours si hospitalier pour les nouveaux venus. Nous

étions six à table. Il y avait là un frère de M. Eaton, homme extrêmement franc, cordial et carré par la base, qui me déclara tout d'abord s'accorder aussi bien avec moi sur la politique française que je m'accorde avec lui sur la politique américaine. Il y avait aussi M. Kennedy, l'Everett ou le Motley de Baltimore, homme politique devenu homme de lettres dans la retraite et dont j'avais mauvaise grâce à ignorer la grande réputation. Ancien ministre de la marine, ancien membre influent du congrès, mêlé à tous les événements du temps passé, contemporain de Calhoun, de Webster et de Jackson, il est en même temps l'auteur d'une série de romans que les Américains mettent au premier rang de leur littérature. C'est déjà un vieillard de santé un peu chancelante, quoique d'extérieur encore robuste, avec sa barbe blanche, ses façons courtoises, sa figure ouverte, intelligente et bonne. Jamais homme ne m'a été à première vue plus sympathique. — Il nous a raconté des anecdotes vives, originales, — tant sur le président Jackson, cette grotesque et grossière figure, à qui les événements ont fait une si grande place dans l'histoire, que sur les mœurs encore sauvages de la *chevalerie du Sud*. Le *free fight* du Kentucky, ce jeu qui consiste à s'entre-tuer de bonne amitié après boire, dans une chambre close et obscure, — les duels publics où les deux combattants se donnent rendez-vous dans une auberge, et là, devant la foule assemblée comme à un spectacle, s'escofient à coups de pistolet et de poignard jusqu'à ce qu'il en reste un sur le carreau, — l'indifférence superbe de ces populations à demi barbares à la vie humaine, le meurtre mis en honneur, — le devoir de verser le sang pour devenir un homme, — mille autre traits de cette société anarchique et violente dépeints avec une saisissante énergie me fai-

saient comprendre la brutalité sanguinaire des hordes du Missouri ou du Texas. Telles sont les mœurs féroces qu'engendre l'humaine institution de la servitude. Ce sont là les hommes qui enferment les prisonniers fédéraux dans des cloaques, sans abri, sans vêtements, sans feu, sans pain, pour les y laisser pourrir comme un troupeau de chiens galeux, leur permettant à peine d'enterrer leurs morts et s'exerçant avec un plaisir sauvage à abattre des *Yankees*. Ce sont les hommes qui, dans l'Ouest, ont fusillé par plaisir des populations entières et emporté les scalpes en trophées, ne laissant plus que des cadavres mutilés au milieu des villages en flammes; les hommes qui, au Kentucky, au Tennessee, dans tous les *border-states*, ont pendu les patriotes pour intimider le parti de l'Union, et aujourd'hui même assassinent sous prétexte de rétaliation tous les anciens soldats qui tombent dans leurs mains. C'est le même esprit enfin qui anime les chefs du gouvernement rebelle lorsqu'ils encouragent, qu'ils ordonnent ces atrocités et qu'ils ont encore l'audace de se plaindre si le gouvernement des États-Unis, en représaille timide, retire à ses prisonniers le sucre et le café ou refuse de leur fournir des couvertures, à moins que l'ennemi lui-même offre de les payer!

La conversation, promenée d'abord en digressions capricieuses, roula ensuite sur le grand, l'unique sujet qui absorbe ici toutes les pensées, sur la question fondamentale et toujours discutée du prétendu droit des rebelles à la sécession. Là encore ce fut la voix de M. Kennedy qui domina les nôtres. Sa parole lucide, passionnée, éloquente, portait l'intérêt et la vie dans cette scolastique étroite et subtile de la science constitutionnelle. Je ne vous répète pas ses conclusions, qui sont aussi les miennes; mais jamais, dans cette question tant rebattue,

je n'ai vu la vérité plus claire, plus lumineuse et plus forte. M. Morris, qui ne se rendait qu'à contre-cœur et reprochait à M. Kennedy sa trop grande vivacité, me disait en sortant de là : « Violent comme vous le voyez, c'est le plus bienveillant et le plus généreux des hommes. Il n'a pas l'ombre de rancune personnelle pour ces coupables qu'il dénonce à la colère publique. » M. Eaton aussi, en me parlant de la mauvaise santé de son ami et des craintes qu'elle lui avait plus d'une fois inspirées, rendait hommage à cette générosité si peu commune chez les hommes convaincus et passionnés. — « Chaque fois, me disait-il, qu'un rebelle a besoin d'un protecteur, soit pour sa liberté menacée, soit pour ses intérêts en souffrance, soit pour obtenir une faveur du gouvernement contre lequel il conspire, il s'adresse à M. Kennedy, qui remue ciel et terre pour lui venir en aide. »

Le soir, M. Morris m'a mené à un bal où était réunie la fleur de la société sécessioniste. Les temps sont bien changés depuis la guerre, et les réceptions privées deviennent de plus en plus rares; mais on se rassemble encore une ou deux fois la semaine dans une grande salle de bal, où l'on se dédommage du deuil public. La société, me dit-on, y est un peu mêlée, et tout le monde en effet n'avait pas les belles manières, la figure parisienne et le français irréprochable de mon compagnon. J'ai remarqué pourtant la bonne tenue et la bonne éducation des femmes. Quant aux hommes, frères, pères, fils, la plupart sont à Richmond ou sur l'Océan, dans quelque vaisseau corsaire au pavillon confédéré. Je ne puis pas d'ailleurs connaître un monde où je n'ai passé que deux heures et où mes plus longues connaissances ont duré dix minutes.

Aujourd'hui, du matin au soir, je n'ai pas quitté M. Eaton, qui s'est donné à moi avec une complaisance

et une bonne grâce bien rares même en ce pays hospitalier d'Amérique. Je ne vous parle pas de ses livres, de ses objets d'art, de ses dessins, des mille souvenirs de ses longs voyages : c'est l'homme lui-même que je veux vous faire connaître et qui est un échantillon remarquable de de cette classe éclairée d'Américains voyageurs et cosmopolites qui sont les vrais grands seigneurs de cette société mercantile. A trente ans, maître d'une belle fortune, il s'est retiré des affaires et s'est mis à voyager. Je ne sais pas quel pays du monde il n'a point vu ni dans quelle capitale de l'Europe il n'a longtemps séjourné. Indépendant de tout parti politique, désintéressé de toute ambition personnelle et n'essayant d'exercer quelque influence qu'au profit de la cause nationale, sa plus grande affaire est aujourd'hui la direction du *Peabody-Institute*, établissement littéraire de fondation privée, qui doit plus tard prendre les proportions d'une grande université. Vous concevez qu'un tel homme ne peut avoir aucun des préjugés anti-européens qui rendent parfois déplaisante la société de ses compatriotes. Il ne ressemble lui-même ni aux vendeurs d'or de New-York, ni aux ignorants, inutiles et vaniteux *cock-fighters* et *negro-whippers* du Sud. S'il réprouve un peu l'esprit trop positif et trop avide du Yankee, il en veut bien plus encore à la futilité et à la nullité dédaigneuse de ces planteurs qui ont l'orgueil des aristocraties sans en avoir la culture et la dignité. Je vous disais que les grands propriétaires du Maryland jouaient dans la révolution américaine le rôle antinational de notre noblesse émigrée et que la même impuissance serait le châtiment de la même obstination. Tandis qu'on s'assemble encore pour danser et faire toilette, on se retire systématiquement de toute entreprise bienfaisante et utile. L'abstention, une absten-

tion sotte, opiniâtre, poussée jusqu'à l'inertie, est devenue parmi eux une règle d'honneur. Plusieurs ne veulent même pas prendre part aux élections; ils dédaignent de se mêler à la vile multitude qui leur fait la loi. Ils craindraient, en participant à la chose publique, même par une opposition légale, de faire acte de citoyens et de reconnaître la honteuse suprématie des Yankees. S'ils sont membres d'une association charitable, ils lui retireront leurs conseils et leurs subsides; s'ils sont administrateurs d'une banque, ils mettront vanité à contrarier leurs collègues républicains; s'il y a dix sécessionistes sur vingt-sept *trustees* du *Peabody-Institute*, ce sont dix membres morts, qui protestent par leur absence. contre quoi? ils n'en savent rien eux-mêmes. Ils essayent de faire le vide autour de leurs adversaires, sans songer que le désert est autour d'eux et que leur dépit ne nuit qu'à eux-mêmes. Libre à eux de faire les morts et de s'endormir d'une feinte léthargie; leurs ennemis cependant leur passent sur le corps, et chaque jour ajoute une pelletée de terre à leur fosse. Quand, fatigués de ce rôle ingrat, ils voudront se relever et revivre, ils se trouveront bel et bien enterrés.

Vous n'avez pas oublié que le Maryland était presque un État rebelle. Les confédérés prétendent n'avoir pas renoncé à le ressaisir. Cette fameuse ligne de Mason et de Dixon, qui n'est autre chose que la frontière de l'esclavage, embrassait le Maryland dans ses limites. Pour le conserver à l'Union, il a fallu que Butler, dans toute l'inexpérience audacieuse d'un soldat improvisé, se jetât avec son régiment au milieu de ces populations ennemies: quand il traversa les rues de Baltimore, on lui tira des coups de fusil des fenêtres. Il a fallu aussi que le général Mac-Clellan (et le Maryland en a gardé le souvenir) prit

au collet la législature rebelle et la mît sous clef avant qu'elle eût suivi l'exemple contagieux des ordonnances de sécession. Cette justice révolutionnaire a laissé des rancunes profondes. Il est au Maryland une classe qui se regarde comme conquise, et qui, livrée à elle-même, ne se contenterait pas, comme certains démocrates, de laisser la confédération « aller en paix », mais embrasserait la cause des rebelles et ajouterait un débris de plus à leur ruine : c'était, il y a quatre ans, la majorité. Depuis, les événements ont fait tourner la roue, et, comme toujours, l'influence de la majorité nationale a fait grandir la minorité locale sur laquelle elle s'appuyait dans l'État. Je doute qu'aujourd'hui, malgré toutes leurs protestations contre la tyrannie de l'Union, aucun des sécessionistes de Baltimore souhaite sincèrement qu'on l'envoie à Richmond. On fait des vœux pour la cause, mais on ne fait rien que des vœux et quelques trahisons gratuites, qui ne servent qu'à prolonger l'épreuve sans la rendre moins désespérée. Pour tout le temps que durera la guerre, le Maryland sera dans un état de sourde agitation civile, étouffée seulement par la force. M. Eaton avoue que, sans le pouvoir militaire, on aurait eu la guerre dans les rues au moment de l'élection; il doute même de la parfaite sincérité du vote, il n'ose affirmer que Lincoln eût été élu sans la présence et sans le vote de l'armée. Quant à la nouvelle constitution, qui abolit l'esclavage dans l'État, il ne doute pas qu'elle n'eût été repoussée sans la pression et l'effort persévérant des troupes fédérales. Telle est la force du fait accompli que la majorité abolitioniste, auparavant de quelques centaines de voix à peine, en compterait aujourd'hui plusieurs milliers ; mais l'irritation n'en est que plus grande chez ceux que cette mesure dépouille, et qui n'ont pas

su consentir d'avance à la nécessité. Aujourd'hui l'Union et l'abolition se donnent la main, et il ne peut plus y avoir d'équivoque entre les partis : il faut ou bien préférer l'Union à l'esclavage et rentrer dans les États rebelles par la brèche de l'émancipation, ou bien se dire l'ennemi de l'unité nationale et avouer le Sud comme sa patrie. C'est ce que fait le monde de Baltimore en y mettant la colère implacable des causes perdues. Les femmes sont les plus furieuses et les plus intrépides : elles bravent le général Wallace, commandant militaire du Maryland, avec un héroïsme digne d'une meilleure cause.

Je me suis toujours demandé comment il se faisait que les femmes du Sud fussent si passionnées pour une institution domestique qui fait de la famille ce que vous savez et remplit la maison sous leurs yeux d'un troupeau de petit bétail illégitime dont elles connaissent très-bien l'origine. Sans doute elles lisent la Bible et trouvent tout naturel qu'Agar partage avec Sarah le patriarche, pourvu qu'Ismaël soit plus tard vendu ou chassé comme un chien. Une dame de Baltimore, une mère de famille grave et respectable, femme d'un *Yankee* de la Nouvelle-Angleterre, me disait un jour sous forme plaisante, mais au fond très-sérieusement, qu'elle ne l'aurait jamais épousé, si elle avait prévu cette guerre civile et connu d'avance les abominables opinions de son mari. — « Comment donc se fait-il, lui demandai-je, que vous aimiez tant les maîtres d'esclaves et que vous soyez si zélées pour l'esclavage, vous autres femmes qui en sentez plus que personne les petits inconvénients? — Oh! reprit-elle en riant, les hommes qu'on aime le mieux ne sont pas les meilleurs. » — Le fait est qu'aux yeux de ces dames on n'est pas *gentleman* si l'on n'est vendeur d'hommes. « Qui avez-vous vu à Washington? me deman-

dait avant-hier une dame rebelle, tenant par son père et par sa mère à deux des plus grandes familles de l'aristocratie de l'esclavage et fière outre mesure de son *pedigree*, bien qu'aujourd'hui la femme d'un simple négociant. — J'ai vu M. Chase (cri de surprise), M. Sherman (cri de dégoût). — Sherman! Sherman! ce n'est pas là du monde. — Pardon, M. Sherman me semble un honnête homme et de bonne compagnie. » Nouvelles exclamations de mépris. « Est-ce donc que pour être républicain on cesse d'être un *gentleman?* — Mon Dieu! oui, à peu près. » Ne croirait-on pas entendre quelque royaliste renforcée de la restauration? Ces dépits viennent aux grandeurs déchues qui se sentent petites et n'ont plus que la mesquine consolation du dédain. La même personne, lorsque je sonnai à la porte de la maison où nous eûmes cette conversation mémorable, apprenant qui allait venir, fit la grimace, « parce qu'elle avait entendu dire que j'étais unioniste ». Ainsi le mot même de l'Union est criminel à prononcer et le nom d'unioniste est un opprobre. « Gardez-vous bien, — me disait une autre dame également rebelle au fond du cœur, mais d'un sécessionisme tolérant, par la bonne raison que toute sa famille est dans l'administration, dans la marine et dans l'armée au service du gouvernement fédéral, — gardez-vous bien de vous dire unioniste à Baltimore, c'est d'un mauvais effet. Je regrette pour vous que cette réputation vous y ait précédé : elle vous fera fermer toutes les portes. »

Il faut dire que quelques-unes de ces héroïnes ont été rudement maniées par le général Wallace. Celle dont je vous parle fut citée un jour devant lui, et sur la question : « Madame, êtes-vous unioniste? répondit audacieusement : — Je ne le suis pas. — Votre famille, ajouta-t-on, est suspecte; vous avez des parents dans le Sud.

— Je ne les renie pas. — Vous êtes surveillée; prenez garde à vous. » La politesse d'un officier *yankee* n'est pas toujours raffinée, même envers les femmes, surtout quand elle est doublée de rudesse patriotique. Je ne prétends pas excuser le général Wallace : il faut avouer pourtant que ces dames se sont montrées tellement supérieures à la faiblesse de leur sexe qu'elles ont droit à tous les honneurs de la virilité. Elles ne se contentent pas de faire des quêtes, des souscriptions, d'abondantes aumônes en faveur des prisonniers rebelles, tandis que les soldats de l'Union n'obtiennent pas d'elles un dollar et que leur opposition a fait échouer la *sanitary fair* à Baltimore; c'est leur droit d'agir ainsi, et personne ne le leur conteste. Ce qui est pire, c'est que la plupart des trahisons viennent des femmes. Comment se fait-il que jusqu'à ce jour aucun dessein militaire n'ait pu rester secret pendant une semaine? Quelle oreille le Sud a-t-il dans ces conseils privés de la guerre où quelques chefs assistent seuls en compagnie du ministre et du président? Où est donc l'espion subtil et insaisissable qui se glisse invisible au milieu d'eux? C'est la femme, souvent sécessioniste, qui cueille encore une fois et leur fait manger la pomme d'Ève pour dérober la science mystérieuse. Pas une famille de Baltimore qui n'ait quelque parent ou quelque intime ami au service des rebelles. « Mon frère qui est dans l'armée du Sud; — mon frère qui est dans la marine, dans celle du Sud, *of course*, » voilà ce que bavardent les petites demoiselles avec qui je dansais hier. On leur apprend le respect de l'esclavage avec l'amour de Dieu et la haine de l'Union avec l'horreur du diable. Quel autre gouvernement ne perdrait pas patience sous ces piqûres d'épingles empoisonnées et n'enverrait de temps en temps quelques-unes de ces brebis enragées

exercer sur un plus grand théâtre leurs vertus patriotiques ? Le serment de fidélité même, cette mesure oppressive et révolutionnaire, est excusable en face de cette guerre civile de détail et de cette trahison quotidienne. Rappelez-vous les procédés de la convention nationale en face d'un ennemi bien plus faible et bien plus innocent, les échafauds dressés pour les suspects, les listes des têtes proscrites envoyées à l'abattoir, enfin l'odieuse brutalité du peuple le plus poli du monde contre des victimes suppliantes, et vous vous prendrez à estimer ce *Yankee* mal élevé, qui ne se pique pas de belles manières, mais sait si bien tempérer sa légitime vengeance et montrer sans ostentation tant d'humanité aux vaincus.

Je voudrais vous parler de la grande nouvelle du jour, la paix, ou du moins les négociations pacifiques, la mission de M. Stephens, envoyé en ambassade au président Lincoln par le président Davis, le départ pour Fortress-Monroë de M. Seward, allant à sa rencontre, le départ enfin du président lui-même par un train spécial, l'empressement des deux gouvernements à se faire visite et la question de savoir s'ils vont se donner le baiser de paix ; mais, tout en bavardant, je me laisse dépasser par l'heure. Je prends donc congé de Baltimore, de M. Eaton, qui déjà me prenait en amitié et qui me dit en me serrant la main : *God bless you!* Je boucle ma malle à la hâte, et je cours au chemin de fer de Philadelphie.

CHAPITRE XIV

PHILADELPHIE, LES NÉGOCIATIONS

Une scène de chemin de fer. — Philadelphie; Fairmount; un patriote; le collége Girard; la prison de Cherry-hill; l'école de réforme.— Associations ouvrières; l'Union-league-Club.— Les écoles; salaires des maîtres; organisation matérielle; discipline morale; nécessités de la démocratie. — Un bal, un incendie. — Négociations pacifiques; l'ambassade de Blair; les conférences de Hampton-Roads. — Concessions de Lincoln; lutte de Stephens et de Davis. — Rupture des conférences; fureur des confédérés; le meeting de Richmond; aveuglement de Davis; chute prochaine de la rébellion.

Philadelphie, 3 février.

Laissez-moi maudire une dernière fois les chemins de fer américains. Je suis arrivé cette nuit de Baltimore; jamais wagon ne m'avait semblé plus nauséabond et plus étouffant. Imaginez une charretée de paysans et de soldats empilés dans une voiture de troisième classe et chauffés à blanc par un poêle de fonte. Tous les miasmes, depuis celui du *wiskey* jusqu'à celui du tabac et de la graisse humaine, y sont combinés avec une atmosphère d'oxyde de carbone qui pèse sur les poumons et sur les yeux comme une demi-asphyxie. Si vous n'avez pas à

votre bras le talisman magique d'un cotillon pour vous faire ouvrir le *car* des dames, il faut bien que vous entriez dans cette caverne et que vous vous y tassiez contre un soldat ivre ou contre un fermier trempé de fumier, car il gèle au dehors et il suffirait d'une heure passée sur la *plateforme* pour vous changer en un bloc de glace. Où vous asseoir? Voici une demi-place vide auprès d'un lourdaud vautré tout de son long sur un banc, où il feint de dormir pour y rester seul. Secouez cet homme, faites-vous faire à contre-cœur un petit espace à côté de lui et ne craignez pas surtout la malpropreté de son voisinage, car il promène ses gros souliers sur vos jambes, vous tamponne dans votre coin comme le fer sous le pilon et vous envoie de temps en temps des coups de coude dans la poitrine. Des soldats en congé, qui depuis trois jours se dédommagent amplement de la sobriété disciplinaire de l'armée, jurent, crient, se collettent et vous tapent sur l'épaule, vous offrant fraternellement un baiser de la dive bouteille. Quelques-uns sont comiques dans leur extravagance, s'injurient eux-mêmes, font de grandes dissertations politiques et militaires, prennent pour ami et pour confident le premier venu et se laissent mener comme des enfants par quiconque s'amuse à les faire parler, rappelant par leur humeur communicative l'éloge que Rousseau fait de la franchise et de la bonhomie des ivrognes. Enfin je débarque à quatre heures du matin dans le grand vestibule de marbre du Continental-hôtel.

6 février.

Je suis encore à Philadelphie, où m'a retenu la cordiale et gracieuse hospitalité que j'y trouve. D'ailleurs

quitter Philadelphie sans avoir vu ni ses écoles, ni ses églises, ni ses prisons et toutes les institutions qui sont ses vrais monuments moraux, ce serait m'être arrêté inutilement sur le chemin de Baltimore à New-York. J'ai donc cédé aux sollicitations aimables de mes nouveaux amis, M. Field et M. Haseltine; mais en acceptant leur offre obligeante de services, il a fallu du moins me livrer à eux tout entier. D'abord M. Field m'a promené à travers la ville. Il est remarquable qu'en Amérique ce qu'on montre en premier lieu à l'étranger, ce ne sont pas les églises, les palais, les monuments de luxe; ce sont les travaux d'utilité publique, à vrai dire, les seules œuvres d'art qu'on y connaisse, les seules du moins qui peignent le génie industriel du pays. M. Field m'a donc montré avant tout les réservoirs des eaux de Philadelphie. Ils sont construits au bord de la Schuylkill, dans un lieu appelé Fairmount, au sommet d'un petit coteau où les eaux de la rivière sont portées par d'énormes pompes adaptées à des roues colossales qui sont mues par le courant. C'est un site aimable et riant, où les Philadelphiens aiment à venir patiner en hiver et prendre en été l'ombre et la fraîcheur des charmilles qu'on y a plantées. La Schuylkill, arrêtée là par un barrage où elle fait cascade, descend avec ses eaux abondantes et limpides d'un beau vallon plein d'arbres de haute venue, de jardins et de maisons de plaisance.

M. R... s'empare ensuite de moi. C'est un jeune homme de vingt-six ans, grave, studieux, instruit, possesseur d'une belle fortune, mais qui depuis un an s'emploie volontairement à la rude et ingrate besogne du recrutement municipal. Il a fait la guerre pendant deux ans comme officier d'état-major, et il me contait qu'il n'avait jamais tant appris que dans ses campagnes, lorsqu'il

passait ses heures d'oisiveté à lire sous la tente des livres qu'on lui envoyait chaque semaine et qu'il semait ensuite sur tous les chemins de la Virginie. — Nous entrâmes d'abord aux cours de justice. J'y vis un vieil avocat de façons paysannes, — un des premiers de Philadelphie, me dit mon guide, — qui en apprenant que j'étais étranger et que j'arrivais de l'armée du Potomac, me dit avec la naïveté inimitable de l'orgueil national américain : « Quelle armée que la nôtre ! Vous n'en avez pas de pareille, il n'y en a pas de pareille au monde. N'est-ce pas, monsieur, ajouta-t-il avec emphase, n'est-ce pas que nous sommes un grand peuple ? » Ma réponse apparemment dut lui paraître assez froide, car rien ne rabat plus sûrement mon enthousiasme que cette manière naïve de quêter la louange. Comment pourtant se fâcher d'une aussi franche et aussi sincère admiration de soi-même ? Le patriotisme est par tout pays le proche parent du *chauvinisme*.

Je ne vous parle que pour mémoire de la bibliothèque Franklin, dirigée encore, suivant la règle des statuts, par un membre de la famille de son illustre fondateur. J'y vois pourtant un plan et une vue d'ensemble de la Philadelphie de William Penn, avec ses maisons clair-semées à pignons pointus et ses quelques barques mouillées dans la rivière. Nous gagnons de là le collége Girard, immense édifice de marbre à frontons doriques, où s'abrite l'école d'enfants orphelins fondée par le riche Français Étienne Girard, nom resté fameux par toute l'Amérique comme l'est chez nous celui de tel grand financier cent fois millionnaire. Vous savez que le fondateur, esprit fort à la façon du dix-huitième siècle, a formellement interdit par son testament l'accès du collége aux ministres d'aucune religion positive. N'en concluez pas toutefois que

les trois cents jeunes gens pauvres qui sont élevés dans ce palais avec tout le luxe de la richesse soient privés absolument d'éducation religieuse. Tous les dimanches, le directeur leur fait un leçon de morale et de religion naturelle où il commente l'Évangile et la Bible. On chante des psaumes, des hymnes, comme dans un temple protestant. Au moment où je visitai la chapelle, la congrégation allait justement s'y réunir pour célébrer les funérailles d'un des jeunes gens de l'école. Ce pur déisme est, en réalité, bien voisin de la foi chrétienne.

C'est qu'il est bien difficile de faire pénétrer aux États-Unis la libre pensée à la française, le dédain philosophique qui traite la religion de chimère. En revanche, le culte laïque et abstrait qu'on professe en dépit du fondateur dans le temple élevé par lui à l'incrédulité, n'a rien que d'assez conforme à l'esprit religieux de l'Amérique et d'assez acceptable pour les instincts libéraux de ses plus fervents sectaires. L'Américain en général est également contraire et à la grande ferveur des sectes intolérantes et à la révolte philosophique qui ne fleurit que dans les pays où la religion s'impose. Il fait dériver la foi des croyances individuelles, et, mettant la source de la religion dans le témoignage de la conscience de chacun, lui laisse le sentiment de l'indépendance avec celui de la vénération. Il y a toute espèce de sectes à Philadelphie : quakers, wesleyens, swedenborgiens, indépendants, anabaptistes et tant d'autres noms plus ou moins barbares, sans compter l'Église catholique et les quatre ou cinq grandes communions protestantes. Je vous ai déjà montré comment cette extrême division conduit à l'abaissement des barrières de doctrine, et comment un christianisme général et philosophique ressort des diversités infinies de la société religieuse aux États-Unis. Je vous ai parlé

de ces églises où, comme à *Girard college*, on ne s'astreint aux formules d'aucune secte, mais où l'on s'assemble pour prier et lire la Bible en commun. C'est le seul culte officiel qu'on connaisse dans les établissements publics. Tandis que les congrégations se multiplient au point que chaque pasteur est, pour ainsi dire, le père de sa propre église, les préoccupations d'orthodoxie s'effacent, et le christianisme tombe dans le domaine public. C'est là le terme naturel, la forme la plus épurée des religions positives et la fin dernière de cette grande révolution protestante qui n'a pu s'accomplir pleinement qu'en Amérique, à la faveur d'une liberté religieuse illimitée. Si l'Américain éprouve une sorte de répulsion pour celui qui s'avoue sans croyance religieuse, c'est l'antipathie naturelle de l'homme qui a fait son lit pour l'incendiaire et le démolisseur; mais, pourvu que vous soyez chrétien, on s'inquiétera peu de la communion où vous êtes né, et l'on s'unira volontiers à vous dans la prière commune, comme des propriétaires qui chacun bâtissent leur maison sur un plan différent de celui des autres, mais qui n'en restent pas moins unis dans la défense et la conservation de leur bien.

Rien de bien remarquable non plus au fameux pénitencier cellulaire de Cherry-hill, modèle de ceux de l'ancien monde et lieu de pèlerinage consacré de tous les voyageurs étrangers. C'est une espèce de Mazas avec des murailles de forteresse, des cellules étroites, des promenoirs longs de douze pieds et de longues galeries voûtées en forme de croix. Arrêtons-nous seulement à la maison pénitentiaire ou *école de réforme* des petits enfants. On nous introduit dans une cour où une vingtaine de négrillons luisants s'ébattent au soleil. Sur un signe du maître, leurs jeux bruyants cessent tout à coup, et les voilà qui,

avec une dernière gambade et une dernière grimace, se rangent en bon ordre pour retourner au travail : on les emploie à faire des baguettes de parapluies. A d'autres heures, ils quittent l'atelier pour l'école, qui occupe au moins la moitié de leur temps. Le maître nous dit qu'en général il les trouve aussi bien doués que les blancs, mais moins attentifs et moins persévérants au travail.

Nous passons ensuite dans le quartier des blancs, car on ne songe pas encore, comme au Massachusetts, à confondre ici les deux races. Je me promène dans des corridors lambrissés, garnis de tapis de laine, dans de beaux dortoirs spacieux et bien chauffés, le long desquels s'alignent deux rangées de jolies chambrettes avec des lits et des rideaux blancs. Le parloir aussi est élégant, orné de dessins et d'estampes; les enfants que j'y rencontre ont un air d'aisance et de propreté que je vois à peine dans nos colléges. Ce ne sont pourtant que des enfants rétifs, de jeunes repris de justice, ou de pauvres petits abandonnés que la ville recueille et élève gratuitement. Comme les noirs, on les fait travailler de leurs mains pour leur apprendre un métier. Je visite plusieurs de leurs ateliers : ici ils fabriquent des bottines d'enfant, de gros souliers ferrés pour l'armée ou pour la *commission sanitaire*, — ailleurs des boîtes d'allumettes chimiques et des brosses de chiendent, — le tout avec une promptitude et une prestesse inimaginables. On les emploie autant que possible à ces petits ouvrages improductifs que l'industrie abandonne, où ils peuvent rendre service au consommateur sans nuire à l'ouvrier par leur concurrence. L'établissement d'ailleurs a pour loi de ne faire aucun profit.

Je traverse, en revenant, d'immenses quartiers mono-

tones bâtis de maisonnettes en brique à deux étages, qui toutes se ressemblent avec leurs perrons de pierre et leurs façades rouges. C'est là, me dit-on, que demeurent les petits bourgeois et les artisans de la ville. Ces quartiers tout modernes sont dus à la puissance de l'association. Des ouvriers se réunissent, se concertent pour acheter un terrain, l'hypothèquent pour en payer le prix; puis, dans la morte saison, ils se cotisent pour acheter les matériaux, et chacun à son tour ils travaillent eux-mêmes à leurs maisons. — Les maçons élèvent les murs, le charpentier établit les poutres, le plombier fait les toits et les gouttières. C'est une entreprise industrielle faite en commun, car l'association vend celles des maisons qui ne lui sont pas nécessaires : le reste se divise entre ses membres suivant la répartition convenue ; puis, la besogne faite, l'association se dissout, et chacun prend possession de son domaine. C'est, vous le voyez, une association de fait plutôt qu'une savante et permanente organisation dirigée par des économistes philanthropes qui aiment à faire le bien du peuple en lui fournissant les bouchées toutes cuites et en lui imposant des règlements de leur façon. Pour qui connaît le mouvement industriel et agricole de l'Amérique, le manque de bras, le haut prix des salaires, il n'est pas probable que beaucoup de familles aient besoin de se mettre ainsi à l'hôpital. L'*alms-house* est ouvert aux infirmes, les enfants sont recueillis dans les écoles, les valides n'ont pas besoin de recevoir la charité ni de subir la tutelle de personne. On ne fait d'ailleurs ni rapports administratifs, ni enquêtes détaillées, ni théories savantes. Cela est bon pour nous autres Français statisticiens et paperassiers, gâcheurs d'encre et de temps précieux, qui mettons les idées à la place des choses et nous étonnons de l'impuissance pra-

tique qui nous paralyse. Nous sommes de vrais Chinois formalistes qui passons une heure en salutations avant de nous mettre à table. Les Américains vont plus vite en besogne; ils se mettent à l'œuvre dans le bloc même, sans perdre de temps à dessiner des plans symétriques et superflus. Ils commencent par le fondement, c'est-à-dire par la mise de fonds. Ce n'est pas eux qui mettront jamais une science creuse et sonore au service d'une caisse vide.

J'ai fini ma journée dans une galerie d'histoire naturelle fondée par souscriptions, où M. H... tenait à me faire admirer, malgré mon ignorance, la plus belle collection d'oiseaux du monde; après quoi il m'a fallu voir de la cave au grenier le nouvel et somptueux bâtiment de l'*Union-league-Club*, un cercle de plus de quinze cents membres, qui est en même temps une institution politique et qui a rendu de grands services, dans l'élection dernière, à la candidature du président Lincoln. — Je vous parlerai demain des écoles.

7 février.

M. Field m'a présenté hier à son ami M. Shippen, un des membres les plus influents du *board of controllers*, nommé par le peuple et chargé, comme à Boston, de diriger l'instruction de la ville. M. Shippen, qui appartient à une des plus anciennes familles de Philadelphie, n'a pas dédaigné de briguer la faveur populaire pour avoir le droit de servir ses concitoyens. Il me disait lui-même que le système de l'élection directe et populaire, qui partout ailleurs qu'en Amérique serait regardé comme

une folie, donne ici les résultats les plus heureux et les choix les plus sages. Dans ce pays où les haines sociales ne rendent pas les classes riches et éclairées suspectes à la démocratie, le peuple sent bien que l'éducation publique est pour lui la grande affaire, le vrai moyen de s'élever en influence et en dignité, et il en confie la direction aux plus capables, sans acception d'opinions ni de personnes.

Le premier district scolaire de Pensylvanie, comprenant la cité de Philadelphie, est divisé en vingt-cinq sections, qui nomment chacune un délégué à l'assemblée générale. Le *board of controllers*, issu de cette élection, nomme à son tour un bureau, composé d'un président, d'un secrétaire, d'un aide-secrétaire et d'un *messager*, qui forment pour ainsi dire le gouvernement de cette petite république. Il organise en outre dix comités exécutifs spéciaux, dont le président du *board* fait toujours partie de droit, et qui partagent avec lui les soins de l'administration. Cependant il y a aussi dans chacune des vingt-cinq sections un *board* de douze membres élus par le peuple, et ces assemblées locales sont en quelque sorte les conseils départementaux de l'instruction publique, siégeant sous la dépendance et sous la direction du conseil central. Celui-ci fixe leurs attributions, limite leurs pouvoirs, contrôle leurs dépenses, exerce sur eux un droit de surveillance et de tutelle, et se réserve même absolument la décision de toutes les affaires d'intérêt purement général. Il ne peut cependant voter aucune dépense, si ce n'est sur l'avis et en confirmation du vote des *boards* particuliers des sections, à moins qu'il ne s'agisse de l'école supérieure, sur laquelle il a plein pouvoir, ou de dépenses extraordinaires votées en dehors des services réguliers. Vous le voyez, c'est un véritable gouvernement

fédératif et parlementaire, taillé sur le modèle du gouvernement des États-Unis.

Toute cette organisation républicaine ressemble beaucoup à celle que nous avons déjà vue à Boston. L'enseignement y est à peu près le même, et les écoles s'y divisent aussi en plusieurs degrés où l'on ne s'élève que par ordre de mérite et après des examens successifs. Seulement, aux trois ordres que déjà nous connaissons, — l'école primaire, l'école de grammaire, l'école supérieure, — la municipalité de Philadelphie ajoute l'école *secondaire*, intermédiaire utile entre les humbles commencements de l'école primaire et les études déjà sérieuses de la *grammar-school*. Les bons élèves peuvent d'ailleurs traverser tous ces degrés en quelques mois. On compte à Philadelphie 2 écoles supérieures, 58 écoles de grammaire, 70 écoles secondaires et 177 écoles primaires, plus 59 écoles non classées, au total 366 écoles fréquentées par 72,000 élèves et dirigées par 1,239 maîtres ou maîtresses. Comme à Boston, les professeurs mâles sont très-rares et n'occupent que les emplois supérieurs. Le personnel de chaque école se compose d'un *principal*, souvent une femme, et d'un ou plusieurs aides ou maîtresses-adjointes, suivant le nombre des élèves et les besoins du service. Le moindre traitement d'une *assistante* de dernier rang dans les écoles primaires est de 300 dollars (environ 1,500 francs de notre monnaie); il est de 320 dollars dans les écoles secondaires, et de 340 dans les écoles de grammaire; les *premières assistantes* gagnent dans celles-ci jusqu'à 450 dollars. Les *principales* reçoivent 400 dollars dans les écoles primaires, 450 dans les écoles secondaires et 750 dans celles de grammaire; dans les écoles de grammaire des garçons, le *principal* est toujours un homme et reçoit 1,500 dol-

lars. Quant aux professeurs de la *high school* des garçons et de la *high and normal school* des filles, leurs traitements sont beaucoup plus élevés : le moindre est de 1,200 dollars pour les professeurs mâles, de 600 pour les femmes; les *principaux* reçoivent même 1,800 et jusqu'à 2,500 dollars. En règle générale, le plus bas salaire des instituteurs mâles doit dépasser au moins 400 dollars.

Dans les écoles primaires et secondaires, les garçons et les filles sont réunis ou séparés suivant leur nombre, les exigences du local et la commodité du service. Ils sont toujours séparés dans les écoles supérieures ou dans celles de grammaire. Il y a aussi çà et là des écoles hors classement, où tous sont admis, jeunes gens et jeunes filles, pour y recevoir l'enseignement sans traverser les épreuves des examens et des avancements réguliers. Dans les rangs inférieurs, ces promotions sont faites par les professeurs eux-mêmes; mais quand il s'agit de passer de l'école de grammaire à l'enseignement supérieur, c'est un des comités du *board of controllers* qui préside aux examens : les filles d'ailleurs n'y sont admises qu'à quatorze ans, et les garçons à treize. C'est à dix-sept ans seulement que celles qui veulent faire du professorat leur carrière peuvent se présenter devant une autre commission du *board*, le *committee on qualifications of teachers*, qui a pour mission spéciale de juger les candidats. Les diplômes qu'il leur délivre sont de première, deuxième ou troisième classe suivant leur mérite, et donnent droit à des rangs divers dans les divers degrés de l'enseignement. Le rang de *principal* ne s'obtient pas avant vingt et un ans dans les écoles secondaires, avant vingt ans dans les écoles primaires. Il faut enfin un an de service dans les grades inférieurs pour obtenir le di-

plôme de seconde classe, deux ans pour celui de première. On voit quelle émulation salutaire cet ensemble de règlements ingénieux éveille dès le début chez l'élève et entretient jusqu'au bout chez le maître : partout on y retrouve l'examen et le concours à tous les degrés.

L'organisation matérielle de ces écoles n'est pas moins admirable que la discipline morale. Sur les 737,000 dollars (un peu plus de 10 dollars par tête d'élève) que la ville dépense annuellement pour l'éducation publique, elle en consacre environ 226,000 à l'entretien même des locaux et des maisons d'école. J'y ai fait avec M. Field et M. Shippen une visite dont je conserverai toujours un agréable et touchant souvenir. On ne peut plus oublier, quand on les a vus une fois, ces vastes édifices, ces longues salles élégamment décorées, ces troupes d'enfants propres, bien vêtus, silencieux et dociles, que l'on pourrait comparer avec avantage à ceux de nos bourgeois de province, et qui sortent pourtant des populations les plus pauvres de la ville, — ces institutrices simples, soigneuses, modestes, quoique fières du résultat de leurs peines, et sorties souvent des rangs de leurs élèves. Je vois une frêle jeune fille de dix-sept ans dicter à de gros garçons de quatorze la composition du concours qui doit les faire passer à la classe supérieure. Quelle saine atmosphère morale on respire ici ! Partout un air studieux et grave, une volonté sérieuse de s'élever par le mérite. La semaine dernière a été justement consacrée à ces concours semestriels, longue et terrible épreuve après laquelle un quart à peine des prétendantes peuvent être admises à l'école normale où se forment les maîtresses. Cent jeunes filles chantaient devant nous des chœurs nationaux, qu'elles venaient à tour de rôle accompagner sur le piano, quand les concurrentes entrèrent en courant

dans la salle, apportant le résultat de l'examen. L'école où nous étions s'était signalée parmi toutes celles de la ville, elle avait gagné tous les premiers rangs. Les petites arrivaient l'une après l'autre, tout essoufflées, tant elles avaient couru dans la neige, et se jetaient dans les bras de la directrice, qui les embrassait comme ses enfants. M. S..., l'inspecteur général, prenait une part toute paternelle à la fête : on se tenait debout respectueusement devant lui, mais personne ne semblait étonné ni effarouché de le voir. Il y avait parmi les élèves tels visages pâles, souffrants, quoique rayonnants d'une joie profonde, qui disaient les efforts que ce triomphe avait coûtés. « La première, nous dit la directrice, passe depuis deux mois la moitié des nuits sur ses livres. » Puis il y eut une scène de chagrin après cette scène de joie : l'inspecteur avertit les jeunes filles qu'étant reçues à l'école normale, elles ne devaient plus revenir à l'école de grammaire, dont elles ne faisaient plus partie. La directrice intercéda pour qu'au moins la porte de son école leur restât ouverte, les enfants baissèrent les yeux d'un air triste. — Comme tout cela ressemble peu à nos écoles, toujours menacées de la férule ou de la verge, et où retentit toujours soit la voix aigre du maître en colère, soit le tumulte des écoliers indisciplinés ! Encore une fois, c'est l'école publique et gratuite qui fait les peuples libres, ou, si elle ne les fait pas, elle est du moins le signe et la mesure de leur liberté.

Jamais cette vérité ne s'est montrée à moi si évidente. Il y a des gens à qui une certaine noirceur d'idées naturelle ou systématique fait envisager le progrès comme un leurre, la science comme une déception, et qui se moquent volontiers de cette panacée universelle. Ils pensent qu'il faut mesurer les connaissances des hommes et les

réduire autant qu'on peut au strict nécessaire. Un ouvrier, disent-ils, ne doit pas savoir tout ce que sait un riche, un laboureur n'a pas besoin de grande science pour retourner son fumier : un peu de lecture, un peu de calcul, et juste assez d'écriture pour signer son nom, en voilà bien assez pour son usage. Plus d'instruction serait dangereux : — dangereux, à la vérité, — pourquoi ne pas le dire? — pour ceux qui veulent l'enchaîner dans son humble et misérable sphère; — dangereux pour la poignée d'hommes qui veulent, au nom de leur droit de parvenus, lui interdire de s'élever au delà du cercle inflexible qu'ils lui tracent; dangereux enfin, puisqu'elle le ferait sortir de sa classe, et que les lisières d'une société paternelle ne pourraient plus l'enchaîner sous prétexte de soutenir sa faiblesse! — Ne comprendrons-nous jamais en France les nécessités de la démocratie? Nous avons inauguré dans le monde un régime qui ne s'est vu nulle part, et que l'Amérique elle-même ignore, — le suffrage universel sans limites, le droit absolu apporté en naissant par toute créature humaine de contribuer par son vote et pour une part souvent chimérique au gouvernement de son pays. Nous avons fait une question de théorie pure de ce qui partout ailleurs est une question d'expérience, d'utilité et de progrès social; nous avons préféré cette abstraction stérile à la liberté de fait, qui seule peut la rendre féconde. Nous demandons enfin au suffrage universel jusqu'à des constitutions et jusqu'à des couronnes, — et nous en sommes encore à nous demander si nous apprendrons à lire à tous les citoyens français!

8 février.

Je rentre du bal, et je pars dans une heure pour New-York. Hier soir, quand je me suis acheminé vers le dîner qui m'attendait chez M. Field, j'avais la ferme intention de partir cette nuit même ; mais un orage de neige s'abattait sur la contrée, et tombait à si gros flocons que je craignis d'être bloqué en route. Mes hôtes aussi me représentèrent les charmes d'une station d'un jour ou deux au fond d'un *car* pris dans la neige, en compagnie de tout un convoi de voyageurs gelés et affamés comme moi : bref, au lieu de me rendre au chemin de fer, je me laissai conduire au bal. J'y fus présenté par une dame qui m'y fit grandement *mousser* par son obstination à m'appeler « le comte », titre auquel je finis par répondre quand je vis qu'il s'adressait bien à moi. Vous savez qu'en Amérique, dans le monde élégant, un Français de bonne compagnie ne peut manquer d'être au moins comte ou marquis ; c'est sans doute par modestie, par respect pour le démocratisme américain, qu'il se ravale momentanément au niveau des simples mortels. De même que les hommes du peuple m'appellent *capitaine* lorsqu'ils veulent me rendre honneur, de même les dames et les demoiselles m'appellent *comte*, parce qu'il est invraisemblable, incompréhensible qu'un homme aussi distingué ne soit rien du tout que Gros-Jean ou Gros-Pierre. Je suis accoutumé à ces usurpations involontaires, et je les supporte sans sourciller avec un sérieux impassible. — Me voilà donc au bal, affublé d'un titre, présenté de droite et de gauche, choyé par les demoiselles, et cela sans intérêt, sans calcul possible, sans autre raison que

le désir d'être agréable à un étranger qui passe et qu'on sait devoir disparaître demain. Cette bienveillance empressée, cette hospitalité gracieuse méritaient bien en retour quelque effort de politesse. Je me plaisais d'ailleurs dans cette société aimable et presque européenne. Toutes ces dames parlaient un français élégant et correct dont elles semblaient très-fières, et qu'elles étaient heureuses de faire apprécier par un bon juge. Leur conversation, peut-être nourrie de peu, comme toutes les causeries du monde, mais roulant au moins sur quelque chose, m'empêchait de regretter les heures et le sommeil perdu. Deux ou trois fois je tentai de m'enfuir, mais on me ramena de force. Bref, je ne sortis du bal qu'à trois heures du matin, emportant un excellent souvenir de cette société plus provinciale, moins à la mode peut-être, mais au fond plus délicate que celle de New-York.

La neige avait fondu. Il ne restait plus dans les rues qu'une espèce de compote pâteuse comme une *granite* fondante, et sur les dalles des trottoirs, aux places où l'eau avait coulé plus abondante, des arabesques en relief de glace mouillée, le plus glissant et le plus dangereux terrain sur lequel puisse marcher un homme. J'étais venu là en voiture, avec des dames, et je ne savais pas où j'étais. Je m'informe de la direction de Chesnut-street; on me l'indique vaguement, et je me mets en route, tantôt clapotant avec mes souliers de bal dans la bouillie neigeuse, tantôt, et malgré des précautions infinies, patinant sur les dalles incrustées de glace fondante. Même de jour, toutes les rues de Philadelphie se ressemblent, et il faut un œil exercé pour les reconnaître : de nuit c'est un immense labyrinthe. Je ne tardai pas à m'y perdre, et je marchai longtemps à petits pas, faisant des efforts surhumains pour conserver mon équilibre. Pas

de gaz allumé, pas d'écriteaux aux coins des rues; çà et là seulement une lanterne pâle et une solitude obscure, sans que de ces profondeurs silencieuses mes exclamations de mauvaise humeur fissent sortir un seul *policeman*. La municipalité de Philadelphie, qui fait tant pour l'instruction publique, fait peu de chose pour la voirie et pour la police. Elle laisse se creuser entre les pavés rompus des trous qui forment le soir des chausse-trappes boueuses; elle laisse l'eau et la neige s'amasser dans cette grande ville sans écoulement, sans égoûts, sans pentes naturelles, sans rien pour l'assainir que l'absorption de la terre et l'évaporation du soleil. — En même temps un immense incendie commençait à embraser l'horizon et à rougir la moitié du ciel; la voix lente et lugubre du tocsin d'alarme planait au loin sur la grande ville endormie; on entendait par intervalles s'élever les cris stridents ou retentir sur le pavé sonore les pas précipités des escouades de *firemen* qui accouraient à la fête. C'est un magasin d'huile de pétrole qui vient de brûler en une heure; mais l'huile enflammée déborde dans les rues et inonde tout le quartier d'une mer de feu. — Enfin un passant attardé me montre ma route, et je rentre à l'hôtel trempé, glacé, après mainte chute et maint faux pas, avec mes habits souillés et mes souliers en lambeaux. A présent vite au chemin de fer, et je serai ce soir même à New-York.

12 février.

Depuis trois jours, je n'ai pas touché une plume ni un livre. Ce grand New-York est un gouffre qui dévore les heures. Cependant les événements se pressent, s'accu-

mulent; l'anxiété de la paix ou de la guerre, les rumeurs contradictoires, les négociations, les ruptures, les coups de théâtre imprévus de Davis, l'approche d'une ou deux grandes batailles, enfin l'évidence d'un dénoûment prochain, d'un radoucissement forcé dans les fureurs démoniaques du gouvernement confédéré, jouent devant moi un drame tragi-comique dont l'intérêt augmente tous les jours. Comme aujourd'hui la bombe mystérieuse a éclaté et que les rapports des deux présidents à leurs peuples nous en montrent à nu l'histoire secrète, je puis vous dire les choses telles que je les ai vues, telles que les a jugées l'opinion publique, telles enfin que le résultat les montre à nos espérances désappointées.

Quand j'étais à l'armée, il n'était bruit que de l'ambassade de M. Blair. Tout le monde en augurait, sinon la paix immédiate, au moins un grand pas vers l'accord amiable et le rétablissement de l'Union. Pour ma part je n'y croyais guère, car j'avais lu dans les journaux de Richmond de telles invectives contre quiconque ne ferait pas de l'indépendance des États confédérés la condition *sine quâ non* de la paix, que je ne pouvais supposer le gouvernement rebelle, qui est l'âme de la presse virginienne, en disposition de se sacrifier pour le bien public. Horace Greeley d'ailleurs était mêlé à l'affaire, et si bien que je respecte ses efforts persévérants, infatigables pour inspirer aux confédérés l'esprit de paix et de soumission, les négociations de Niagara sont encore trop récentes pour que j'aie grande confiance dans la diplomatie chimérique de cet esprit élevé et convaincu, mais rêveur et fantasque. Ce que je me figurais plus volontiers et ce que ma raison pouvait admettre, c'est que l'ambassade de Blair ou toute autre semblable démarche fortifierait au Sud ce parti toujours grandissant de la paix, dont l'in-

subordination menaçait de renverser Davis. Alexandre Stephens, le vice-président malgré lui de la prétendue république, pouvait saisir cette occasion de se mettre à la tête des convertis et faire à l'obstiné dictateur une opposition domestique qui aurait bientôt paralysé tout à fait le corps malade et mutilé de la rébellion; mais je comptais sans la faiblesse de l'un et sans l'énergie dominatrice de l'autre. Ce qui devait être la ruine du président Davis a été pour cet homme extraordinaire l'occasion de ressaisir tout son ancien ascendant sur les timides et de pousser devant lui le troupeau de moutons enragés qu'il a mordus.

M. Blair revint, puis s'en retourna, puis revint encore, et déjà l'on ne semblait plus y songer. New-York seule, comme tous les centres financiers dont l'instabilité s'ébranle aux moindres secousses, se partageait entre l'espoir et la crainte, et, tout en souhaitant la paix, redoutait déjà qu'elle ne fût trop prompte. Les journaux, aux aguets de tous les bruits qui peuvent remplir leurs colonnes, donnaient par métier vingt récits et conjectures opposés à un public incrédule et indifférent. Quelques-uns, prenant le contre-pied de la rumeur courante, s'amusaient à la travestir en manœuvre financière et à nier même que Blair fût parti, — quand tout à coup une dépêche arrive de Fortress-Monroë, annonçant que le vice-président Stephens, le juge Campbell et le sénateur Hunter sont dans les lignes fédérales et sollicitent l'autorisation d'aller jusqu'à Washington porter des propositions de paix. M. Seward est allé à leur rencontre avec les pleins pouvoirs du président. On va même jusqu'à énoncer les conditions qu'il leur porte : il exige tout d'abord que les rebelles mettent bas les armes, qu'ils se soumettent aux lois des États-Unis, telles que la révo-

lution les a faites; il offre en revanche une compensation pour les esclaves émancipés et l'adoption de la dette confédérée par le gouvernement des États-Unis. — Ces concessions sont exorbitantes; mais on explique comment l'indemnité sera minime et proportionnée à la présente valeur de cette propriété des esclaves, plus onéreuse aujourd'hui que profitable, — comment, d'autre part, les États-Unis ne promettront jamais de remplir tous les engagements illusoires qu'a pris un gouvernement désespéré. Ils reconnaîtront le principal de la dette, et ce serait déjà un bienfait immense que de donner ainsi une valeur réelle et la certitude du remboursement à un capital emprunté au taux de l'usure la plus extravagante et considéré depuis longtemps comme perdu. Quant à l'intérêt de 10 p. 100 qu'a promis le gouvernement rebelle, il serait réduit à 3 p. 100 qui, en monnaie fédérale, vaudraient encore vingt fois le revenu actuel. Ainsi les États-Unis achèteraient la soumission des rebelles, ou plutôt, après les avoir désarmés, réduits à merci, ils les recevraient dans l'Union en leur faisant un magnifique cadeau de bienvenue et en les aidant à réparer la ruine que s'est attirée leur folie! Voilà le joug intolérable sous lequel on a voulu faire passer les rebelles, voilà l'insulte, l'humiliation qu'on a voulu leur infliger! C'était presque leur payer les frais de la guerre et les punir de leur obstination criminelle en les admettant, comme l'enfant prodigue, à une plus grosse part des bienfaits publics (1).

(1) Ces détails ont été confirmés depuis par le récit que le vice-président Stephens a fait lui-même des négociations de Hampton-Roads. Il paraît que le président Lincoln lui offrit 400 millions de dollars d'indemnité pour l'abolition de l'esclavage, et promit au Sud six ans pour l'accomplir. M. Stephens,

Cependant les journaux de Richmond, obéissant à un commun mot d'ordre, faisaient les dédaigneux et les sceptiques. *La Sentinelle*, porte-voix accoutumé du président Davis, appelait Stephens et les autres « les soi-disant commissaires du gouvernement confédéré ». — « Nous ne ferons pas, disait-elle, la paix sur une autre base que celle de l'indépendance, et toute autre proposition de l'ennemi sera considérée comme une insulte. Notre gouvernement n'a ni l'intention ni même le droit de traiter avec les *Yankees*. L'ambassade officieuse du vice-président ne servira qu'à montrer que la paix est impossible, et que la guerre à outrance est le seul parti qui puisse nous sauver. » Ces rodomontades, assaisonnées de quelques injures chevaleresques à la façon de l'aristocratie rebelle, paraissaient dans le journal officiel de Jefferson Davis à l'heure même où ses émissaires portaient aux fédéraux des paroles de paix et des espérances de soumission. Quelle politique était donc la sienne? Quel dessein inconnu s'enveloppait de ce double langage, et de quel côté enfin était le mensonge?

Il y avait, nous disions-nous, deux partis en présence à Richmond, dans le peuple, dans l'armée, dans la législature, et jusque dans le pouvoir exécutif : celui de la

qui aurait voulu accepter ces propositions, dut les repousser pour obéir aux ordres de M. Davis. Quant à leur dette, les rebelles n'ont plus le droit de se plaindre qu'on les oblige à la répudier : ils l'ont condamnée eux-mêmes le jour où ils ont repoussé les offres trop généreuses du président Lincoln. Ils ne se sont d'ailleurs jamais fait illusion sur le sort probable de leurs expédients financiers. Le discours prononcé autrefois par M. Stephens dans la législature de la Géorgie pour l'exhorter à prendre sa part de l'emprunt confédéré, prouve très-bien que les États rebelles savaient, en contractant cette dette, qu'elle était perdue si la guerre tournait contre eux.

reddition pure et simple et du retour docile à l'Union, composé des hommes prévoyants et éclairés qui savaient combien peu de temps la corde tendue pouvait résister au poids de la guerre, et celui des *fire-eaters* (mangeurs de feu), composé d'une masse ignorante guidée par des chefs ambitieux et fanatiques, volontairement aveugles dans leurs efforts pour aveugler la foule. Entre ces deux factions extrêmes flottait la multitude indécise qui désirait la paix sans oser la faire et faisait la guerre sans trop la vouloir, cette multitude docile et molle dont le vice-président Stephens, intelligence sans caractère et sans volonté, était à la fois le chef et le représentant. Ces rebelles à contre-cœur sont depuis quatre ans les instruments de la volonté puissante qui les gouverne, et à force d'y obéir ils se sont fait par habitude une espèce de dévouement à la cause qu'ils défendent. On se rappelle l'éloquent discours d'Alexandre Stephens dans la convention de la Géorgie contre la sécession, et la violence inaccoutumée avec laquelle il dénonçait alors comme des ambitieux criminels ceux dont il s'est fait depuis l'humble satellite. Aujourd'hui que les désastres essuyés par la confédération rebelle justifient sa résistance première à la sécession et que le jour de sa revanche est arrivé, M. Stephens et tous les hommes débiles qui ont suivi son exemple n'osent pas encore relever la tête et répudier une foi qui n'est pas sincère. Au lieu de montrer au peuple ce qu'ils voient, ce qu'ils comprennent, la ruine inévitable qui s'approche, et de renier le mensonge insensé de l'indépendance, ils n'osent parler de paix qu'en prononçant ensuite ce mot chimérique qui entretient tant d'illusions funestes. Il savent que la paix sera la soumission, le retour à la nationalité première, l'abolition des dernières traces de l'esclavage et la fin du nom confédéré,

— qu'en revanche la guerre ne peut aboutir qu'à l'extermination, et qu'il ne reste plus aux survivants de cette lutte fatale qu'à se livrer eux-mêmes, en acte de repentir, à la générosité des États-Unis, ou bien à faire parade d'un faux héroïsme et à s'engloutir dans un naufrage théâtral et criminel. Ils le savent, mais ils n'osent pas le dire, et ils encouragent toujours l'espérance chimérique d'une paix à termes égaux, servant ainsi par leur opposition timide l'adversaire même qu'ils veulent renverser. Pourtant le nombre de ces partisans honteux de la paix a tellement grandi depuis les dernières défaites, ils ont élevé si haut la voix dans le congrès et dans la presse, que le gouvernement pouvait craindre qu'ils ne jetassent le masque. Davis, malgré sa dictature et l'appui assuré du général Lee, commençait à chanceler sur ce fauteuil présidentiel qu'on l'accuse d'avoir voulu changer en trône. L'ambassade de Stephens et de Campbell, sincère ou non, était évidemment conçue pour rallier à lui les mécontents et raffermir le pouvoir entre ses mains.

Ici toutefois revenaient les doutes. N'était-ce qu'une feinte, une ruse de guerre, comme le disaient les journaux de Richmond, et fallait-il prendre à la lettre cet article de *la Sentinelle*, qui, pour mieux déguiser la vérité, aurait pris le malin parti de la crier sur les toits? Davis n'avait-il voulu que prendre les *pacifiques* dans leurs propres filets et adopter un instant leur politique, pour les réduire ensuite au silence en leur démontrant l'impossibilité de leurs espérances? Quand les commissaires confédérés ont traversé les lignes, les deux armées les ont acclamés avec enthousiasme, unissant dans un *cheer* pacifique leurs voix accoutumées aux provocations du cri de guerre; mais il ne faut pas croire que l'armée

rebelle, en saluant l'espoir de la paix, entendit applaudir la soumission. On a tant de fois répété aux hommes ignorants du Sud que jamais on ne pourrait les vaincre, que jamais leurs ressources ne seraient épuisées, ni la nation confédérée subjuguée par le conquérant *yankee*, qu'ils ont fini par croire à sa durée et par s'imaginer que la paix leur assurerait cette indépendance qui maintenant serait vaine, mais à laquelle ils tiennent, comme on tient toujours aux hochets inutiles pour lesquels on a combattu. Davis, alors même que tout espoir et toute énergie l'auraient abandonné, ne pourrait pas sans transition avouer sa défaite à son peuple. Le flot populaire, soudainement arrêté, se rejetterait contre lui avec la fureur des réactions inattendues, et les commissaires pacifiques n'iraient à l'ennemi que sur le corps de l'auteur criminel et détesté de la rébellion ; car les changements soudains de politique amènent la ruine de ceux mêmes qui les conseillent, et le peuple détrompé voit dans les anciens instruments de sa folie les auteurs premiers de l'égarement qui l'a perdu : justice brutale, mais rigoureuse, à laquelle Davis ne peut échapper, s'il ne la conjure par les détours, les lenteurs, les mensonges prudents et bien ménagés qui peuvent amener son peuple du fanatisme de l'erreur à la vue calme et sensée de la vérité.

Cependant la première conférence avait eu lieu. On racontait que Stephens n'avait tenu partout qu'un langage de conciliation, qu'il avait pris congé des officiers chargés de le conduire en « espérant les revoir sous de meilleurs auspices », que même il avait dit : « Nous ne sommes qu'un seul et même peuple. » L'anxiété grandit quand on apprit que le président Lincoln, sur une dépêche du secrétaire d'État, était parti subitement pour Fortress-Monroë. La paix était-elle si proche ? Les plus incrédules

se rendaient à demi, et l'on s'étonnait que sur cette grande nouvelle l'or n'eût pas soudainement baissé de 50 p. 100.

L'or, à vrai dire, faisait bien d'attendre. Le *Herald*, l'*Express*, les paradoxaux et les haussiers de la presse, avaient raison d'opposer à l'espérance générale leur moqueuse incrédulité. Le lendemain, négociations rompues; — Lincoln et Seward s'en retournaient à Washington, disant tout haut que la paix n'était pas possible. Stephens et Hunter rentraient dans leurs lignes, et, suivant le lieu commun tant rebattu des journalistes, « Grant, Thomas et Sherman étaient redevenus les vrais commissaires et les vrais négociateurs de la paix. » Que s'était-il passé? Maintes rumeurs avaient couru; mais en attendant le message officiel que le président préparait pour le congrès, il fallait se contenter du fait laconique et des narrations de fantaisie qui couraient la presse. Les premiers détails nous arrivèrent de Richmond : à peine les négociateurs avaient-ils reparu dans la ville que tous les journaux en masse avaient ouvert à pleines bordées un feu préparé d'avance. Je ne puis vous décrire ce délire d'indignation calculée, ce déluge d'invectives et d'injures qu'ils se mirent à vomir, comme des batteries chargées jusqu'à la gueule que le canonnier allume au premier signal. On eût dit que le Nord avait dévoilé au dernier moment des prétentions si inattendues, si odieusement exorbitantes, que l'ambassade avait reculé épouvantée. Lincoln, le tyran *yankee*, leur avait tendu un abominable guet-apens. Il avait refusé de reconnaître l'indépendance des États du Sud, il avait exigé des rebelles un retour absolu et immédiat aux lois des États-Unis, poussant même l'insolence jusqu'à leur promettre, en cas de soumission, l'indulgence qu'on doit à des frères égarés. — L'indulgence

des vils *Yankees !* Les *Yankees* oser se dire les frères de la nation chevaleresque du Sud ! Évidemment ce piége était calculé pour fournir à « l'ignoble Lincoln » et au « sanguinaire Seward » l'occasion de souffleter les nobles citoyens et le sublime peuple des États confédérés : outrage qu'il fallait laver dans le sang et venger par une extermination universelle de toutes les armées qui avaient osé violer la terre sacrée de la rébellion !

La fureur et l'injure ne dispensent pas de la logique. La veille, ces mêmes journaux, ce même Davis qui leur soufflait leur opinion, parlaient avec mépris de ces prétendues négociations qui ne serviraient qu'à montrer l'incorrigible arrogance de l'ennemi et la nécessité d'une guerre impitoyable. Aujourd'hui ils vocifèrent, ils prétendent qu'on les a déçus, que Lincoln, pour attirer leurs négociateurs dans ses lignes, leur faisait croire qu'il allait humblement se soumettre à leurs conditions de paix. S'il est vrai qu'on ait voulu les tromper, ils ne s'y sont pas laissé prendre, et cet air d'innocence leur sied mal après la hautaine condescendance dont ils se sont vantés. Il serait bien étonnant d'ailleurs qu'après les avoir combattus quatre années, dans la bonne et dans la mauvaise fortune, on choisît pour s'avouer vaincu le moment même où on tient le loup par les oreilles et où on le serre à la gorge ; mais c'est peine perdue que de démontrer leur folie et de dénoncer leur mauvaise foi.

Le rapport du président Lincoln au congrès fut enfin publié, avec une lettre écrite par M. Seward à M. Adams, ministre des États-Unis près la cour d'Angleterre, et le monde put voir jusqu'où ce Tibère et ce Séjan avaient poussé le délire de la tyrannie. — Les plénipotentiaires rebelles et le président des États-Unis se rencontrèrent à Hampton-Roads, sur la rivière James, à bord du bateau

à vapeur qui les avait amenés; leur entrevue fut cordiale, franche, bienveillante; ils burent ensemble du vin de Champagne, et quand ils se séparèrent, Seward poussa l'ignominie jusqu'à dire, à la façon américaine, à son ancien ami Hunter, qui lui serrait les mains : *God bless you, Hunter!* — « Mieux vaudrait, s'écrie le *Richmond Dispatch*, la malédiction de l'enfer que la bénédiction de Seward! » — M. Stephens avait commencé la conférence avec un sincère désir que la paix y fût conclue; mais il conservait une grande illusion : il se figurait que le gouvernement des États-Unis pouvait reconnaître temporairement l'existence et la légitimité du gouvernement rebelle, lui accorder une amnistie, retirer ses armées, lui rendre le territoire auquel il prétend toujours, et attendre patiemment, sur la foi d'une promesse verbale, que les choses et les hommes fussent mûrs pour la reconstruction proposée. En attendant, la confédération se serait alliée aux États-Unis pour appliquer sur le continent américain la politique de la doctrine Monroë, c'est-à-dire pour affranchir le Mexique de l'occupation des armées françaises et peut-être même s'emparer du Canada contre les Anglais. Le président Lincoln dit dans son message qu'en général les commissaires confédérés ne se sont point positivement refusés à l'union, mais qu'ils ont demandé seulement d'ajourner et de réserver le différend. M. Seward aussi dit en propres termes que M. Stephens a proposé pour compromis un traité d'alliance politique et d'action commune contre les puissances qui attaquent la doctrine Monroë. De cette façon, la guerre aux puissances européennes eût été employée comme dérivatif pour donner aux haines engendrées par la guerre civile le temps de s'effacer et de s'évanouir. Voilà la bienveillance des rebelles pour leurs bons amis

d'outre-mer, amis timides, j'en conviens, mais qui, pour récompense de leurs secrètes espérances et de leur demi-complicité, méritent mieux que la haine systématique qu'on semble leur avoir vouée à Richmond bien plus encore qu'à Washington. On ne songe plus maintenant à les flatter pour obtenir leur aide, encore moins à se donner à eux pour les forcer à prendre parti. Le président Davis a compris qu'il ne gagnerait rien à ramper devant l'Europe, et voilà les sentiments que cachait le rideau de flatterie officielle qui nous a si longtemps abusés.

Quant aux États-Unis, qui n'ont pour le présent aucun souci de la guerre européenne, le marché qu'on leur offre est aussi improfitable qu'inadmissible et incompatible avec leur dignité. L'assistance des populations décimées et des belles finances du Sud serait d'un prix médiocre dans l'hypothèse même d'une guerre extérieure. Enfin n'est-il pas étrange, après quatre ans de luttes sanglantes pour le maintien de l'Union, de ne leur offrir en prix de la victoire qu'une vague promesse d'alliance, en leur demandant d'abandonner le principe et le nom national même pour lesquels ils ont combattu? Ce n'est pas aux vaincus de faire la loi aux maîtres, et quand à la lettre du président Davis annonçant à M. Blair qu'il était prêt à négocier une paix *entre les deux peuples* le président Lincoln a répondu par la même voie détournée qu'il entendait rendre la paix *au peuple de leur patrie commune*, il était bien clair qu'il ne reviendrait pas sur cette parole. Les commissaires confédérés savaient donc ou devaient savoir ce qui leur serait proposé, et s'il y a insulte et arrogance, c'est plutôt du côté de ces vaincus qui veulent dicter aux vainqueurs les conditions de la paix qu'on leur accorde.

On dit aussi que M. Stephens a essayé d'une autre issue, non moins impraticable et non moins ridicule que la première. Il a fait entendre que les États confédérés reviendraient à l'Union en temps et lieu, si le gouvernement des États-Unis voulait d'abord reconnaître leur souveraineté individuelle absolue et leur droit inaliénable à la sécession ; ce qui revenait à dire : « Vous aurez gain de cause, à la condition d'avouer que vous avez tort. » Admettre la souveraineté absolue des États, c'eût été non-seulement un acte indigne d'une nation qui a affirmé sa propre souveraineté dans cent batailles, mais la plus impolitique et la plus funeste des concessions. Cette clause, purement théorique en apparence, n'aurait pas tardé à ranimer le fléau proscrit des *nullifications* et des sécessions d'États, elle aurait fait une révolution dans le droit constitutionnel des États-Unis et rendu l'autorité nationale impuissante contre les fantaisies d'une rébellion nouvelle. Ces prétendus compromis ne sont que des façons ingénieuses de désarmer le gouvernement de l'Union et de lui arracher un *meâ culpâ* dont on n'aurait pas manqué ensuite de se prévaloir. Je ne crois pas qu'il y ait un homme assez insensé dans le gouvernement rebelle pour s'imaginer que ces termes fussent acceptables, et qu'on pût sans dérision les offrir à un président réélu pour avoir déclaré qu'il ferait triompher l'autorité nationale tout entière. A ces propositions dérisoires M. Lincoln a répondu et devait répondre un *non possumus* irrévocable, et personne ne peut de bonne foi s'étonner qu'il l'ait prononcé.

Il a fait, en revanche, toutes les concessions qu'autorisaient l'honneur national et le mandat qu'il a reçu du peuple, exigeant seulement que la loi des États-Unis fût souveraine dans les États dits confédérés, que le gou-

vernement de la confédération fût dissous, — non ceux des États, — que l'armée mît bas les armes, que l'amendement constitutionnel fût adopté comme le fondement du droit public, et l'esclavage aboli dans les États rebelles, du jour où suivant la constitution, qui est la loi suprême, les trois quarts des États l'auraient ratifié. Il promettait ensuite que dans la pratique et l'exécution des lois, dans l'application surtout du décret de confiscation qui pèse encore sur les rebelles, il userait de toute l'indulgence compatible avec son devoir et ferait grâce des peines trop rigoureuses, pourvu seulement qu'on admît son droit de les infliger. On dit même qu'il a donné sa parole qu'il aiderait de tout son pouvoir le Sud à se relever de ses ruines. Rien ne suffit aux envoyés du Sud. Puisque leur gouvernement veut l'usurpation ou la guerre, qu'on s'en prenne à lui du sang versé!

Voilà les faits tels qu'ils ressortent du rapport succinct du président Lincoln et des récriminations même des rebelles. C'est aux journaux de Richmond que j'emprunte les détails qui témoignent le plus hautement de leur opiniâtreté intraitable. Les récits qu'ils font de l'entrevue de Hampton-Roads sont les actes d'accusation les plus concluants contre eux-mêmes et les plus claires justifications de celui qu'ils appellent le tyran Lincoln; car leurs excès les plus odieux sont à leurs yeux les actes les plus nobles d'héroïsme patriotique. Le gouverneur de la Virginie, William Smith, plus connu sous le sobriquet d'*Extra-Billy Smith*, a convoqué le peuple de Richmond à un immense *meeting* « pour répondre dignement à l'outrage que leur a fait (aux gens du Sud) le président des États-Unis », en ne les suppliant pas humblement de se contenter de l'indépendance et de ne plus vouloir conquérir les États du Nord. Le général Lee et tout son état-major

y sont venus en grand appareil, et 10,000 personnes ont voté par acclamation qu'elles rejetaient « avec l'indignation que mérite une aussi grossière insulte » les conditions que Lincoln a mises à la paix entre les deux peuples, Jefferson Davis a parlé. « Tout, dit-il, doit être sacrifié sur l'autel de la patrie. Nous prouverons bien à Lincoln que nous sommes ses maîtres. On verra bientôt que Sherman a conduit en Géorgie sa dernière armée. Avant l'été, ce sera l'ennemi qui nous mendiera des conférences et des occasions de lui dicter nos lois. » MM. Benjamin, Hunter, Oldham, d'autres encore, ont parlé, tandis que les journaux faisaient feu de toutes leurs batteries. *La Sentinelle*, dans un article éloquent et insensé dû à la plume de Jefferson Davis lui-même, fait appel aux souvenirs de l'histoire romaine, et propose aux rebelles l'exemple des héroïques vaincus de la bataille de Cannes. « Les lâches, dit l'*Examiner*, doivent être pendus à la lanterne. — On ne peut, dit l'*Enquirer*, nous ravir le droit de remplir une tombe glorieuse. » Puis des indignations burlesques : « Sommes-nous des rebelles? sommes-nous des traîtres? » Le dessein du président Davis en jouant cette comédie pacifique apparaît dans son audacieuse et habile impudence : il a voulu clore la bouche aux amis de la paix et mettre encore une fois le feu à l'opinion publique. Il a momentanément réussi. Stephens, résigné à la guerre, va, en docile instrument d'une politique qu'il déteste, révolutionner la Géorgie. Lee fait blanc de son épée; le peuple de Richmond est revenu au fanatisme des premiers jours. Malheureusement ces grands coups de théâtre sont bien connus; on appelle cela *fire the southern heart* (enflammer le cœur du Sud), et chacun de ces beaux incendies a toujours laissé des cendres et des ruines. Tandis que Jefferson Davis pous-

sait à Richmond son cri de guerre, répété par dix mille voix, Sherman coupait à Branchville le chemin de fer d'Augusta à Charleston, et la gauche de l'armée du Potomac faisait autour de Petersburg un de ces mouvements modestes qui, deux ou trois fois répétés, intercepteraient les communications de Lee. Tandis qu'on se préparait à prendre des mesures rigoureuses contre les déserteurs et les réfractaires, ils n'en occupaient pas moins les montagnes de la Caroline du Nord, d'où ils donnent la main à l'ennemi. Enfin, à l'heure même où les négociations officielles étaient rompues en Virginie, la législature de la Caroline du Nord nommait pacifiquement cinq négociateurs tirés de son sein et invitait les autres États à suivre son exemple. A Richmond même, deux jours après les *mass meetings* belliqueux du président, le congrès, qui s'y était associé en grande pompe, repoussait unanimement la proposition renouvelée d'armer les nègres. Les négociations ont échoué avec Davis, mais elles réussiront ailleurs avec d'autres. Ceux mêmes qui jurent de résister jusqu'à l'extermination seront les premiers à faire leur paix quand le jour viendra de faire honneur à leurs serments téméraires.

CHAPITRE XV

APRÈS LA GUERRE

La fin de la campagne; reddition de Lee; assassinat du président Lincoln. — Deuil, représailles, menaces de vengeance. — Le président Johnson; la proclamation d'amnistie; l'exception des 100,000 dollars. — Les radicaux et les conservateurs; la politique des territoires et la politique de reconstruction. — Indulgence du président; il nomme des *gouverneurs provisoires*; son plan de *restauration*; fureur des radicaux. — La question de l'esclavage; anciennes querelles du Nord et du Sud. — La philanthropie américaine; danger d'une fausse émancipation; la question du suffrage des noirs. — Persécution des noirs; le *bureau des affranchis*. — Rétablissement prématuré des milices locales; lois nouvelles contre les noirs; on les exclut des droits civils; danger de la guerre sociale. — Rapprochement du président et des radicaux. — Ouverture du congrès; le test oath; le *reconstruction bill;* exclusion des députés du Sud; déclaration de guerre au président. — Le message présidentiel; M. Sumner et M. Stevens. — L'amendement constitutionnel; le *freedmen's bureau bill;* veto du président. — Enthousiasme populaire; mouvement contre les nègres; un discours du président. — Stupeur universelle, réponse des radicaux; tentatives de conciliation. — Obstination du président; utilité des radicaux; retour de l'ordre légal. — Utilité des partis parlementaires; le *self-government;* la vraie démocratie. — Conclusion.

I

Quand je quittai les États-Unis au mois de février 1865, la guerre n'était pas loin de sa fin. La campagne

victorieuse de Sherman en Géorgie avait mis au jour l'épuisement des États du Sud et la faiblesse incurable du patriotisme confédéré. Vainement Davis s'efforçait de ranimer par des moyens de théâtre une résistance funeste à sa cause et profitable seulement à son orgueil. Dix jours après la rupture des négociations de Hampton-Roads, le foyer même du sécessionisme, la ville d'où était partie la première étincelle de ce grand incendie, Charleston, succombait sous les armes fédérales. Le drapeau de l'Union, qui déjà flottait sur Wilmington et Savannah, était replanté sur les ruines fumantes de la cité rebelle; rudement châtiée par six mois de bombardement et de famine. Sherman arrivait pas à pas, balayant le littoral et menaçant la Virginie. Il ne restait plus aux rebelles que deux armées, celle de Johnston et celle de Lee, assez fortes peut-être pour résister ensemble, mais trop faibles pour tenir tête séparément à l'ennemi. Lee, qui depuis longtemps déjà désespérait de la guerre, comprit que son unique chance de salut était de donner la main à Johnston en se retirant vers Danville. C'est alors que Grant frappa le dernier coup. Jetant le gros de son armée sur la gauche, il rejoignit l'aile droite de Sheridan, coupa le chemin de Danville, et ferma la retraite à Lee. En même temps il faisait à travers les lignes confédérées dégarnies d'hommes une trouée qui le menait jusqu'à Richmond. Lee recula précipitamment, livrant presque sans combat la capitale; mais, se voyant emprisonné de toutes parts, il vint lui-même demander au général Grant une capitulation qui fut généreusement accordée. On sait les événements qui suivirent : la fuite du président Davis, ses efforts pour reconstituer son gouvernement à Augusta, dans la Géorgie, son espoir de le transporter au delà du Mississipi et d'y réorganiser la résistance, — l'usurpation

du général Sherman sur l'autorité civile, son armistice avec Johnston, ses négociations désavouées par le président, — la reddition enfin de l'armée de Johnston aux mêmes conditions que celle de Lee. Le président Lincoln, accouru au premier bruit de la victoire, n'apportait à Richmond ni confiscations, ni proscriptions, ni arrêts de mort : il venait au contraire les mains pleines de grâces et de pardons. On disait même qu'il se proposait d'offrir une amnistie générale à tous les rebelles, quand il tomba victime du plus lâche et du plus féroce assassinat dont l'histoire ait gardé le souvenir.

Tout le monde connaît les détails de cette lamentable tragédie. Le 14 avril au soir, le président devait se rendre au théâtre de Ford en compagnie du général Grant et d'une partie du conseil des ministres. Pour la première fois depuis quatre ans, il avait le cœur léger et l'âme satisfaite. Il touchait à la récompense de ses longs efforts et de ses secrètes angoisses. L'œuvre de sang qui avait toujours tant coûté à son cœur charitable, la guerre civile, était finie. Il allait maintenant se dévouer à une œuvre de paix et de mansuétude, et consacrer sa seconde présidence à guérir les blessures que la première avait faites. Cette joie pourtant ne devait pas lui être donnée : il fallait encore une victime au fanatisme de l'esclavage, un martyr à la cause du patriotisme et de la liberté.

Retenus par des affaires pressantes, le lieutenant général et les ministres ne purent accompagner le président au théâtre de Ford. Seul, M. Lincoln, quoique accablé de travail, ne crut pas pouvoir se dispenser d'y paraître, car sa présence était annoncée, et il voulait tenir parole au public. On l'y attendait bien en effet, et tout était préparé pour la représentation sanglante dont il était l'acteur nécessaire. Des conspirateurs répandus dans la

foule occupaient les couloirs et les abords du théâtre. A dix heures, un homme armé entre dans sa loge, lui brise la tête d'un coup de pistolet à bout portant, puis, s'élance sur la scène un grand coutelas à la main en poussant un cri théâtral : *Sic semper tyrannis!* Puis il disparaît dans les coulisses, et en moins d'une minute, avant même que la foule se fût remise de sa stupéfaction et de son épouvante, on entendait dans la rue le galop d'un cheval emporté. Cependant le président Lincoln allait râler dans une maison voisine ; il ne reprit pas un seul instant connaissance. Ses amis, ses ministres, accourus en pleurant à son lit de mort, passèrent la nuit en silence à veiller son agonie : le lendemain on rapporta tristement à la Maison-Blanche son cadavre défiguré.

Ce n'était là qu'une partie de l'œuvre de cette nuit d'horreur. En même temps que le président Lincoln était frappé lâchement, par derrière, entre sa femme et son enfant, un autre assassin, plus féroce et plus audacieux encore, s'introduisait chez M. Seward, alors malade et alité ; il montait jusqu'à sa chambre, poignardait le domestique qui lui barrait la porte, assommait le fils du ministre accouru à son aide, labourait à coups de couteau la gorge et le visage du vieillard sans défense, et le laissait sans mouvement, évanoui dans une mare de sang. Il paraît d'ailleurs que ces libérateurs de la patrie ne devaient pas borner là leurs exploits. Ils devaient assassiner à la fois le président, le vice-président, les ministres, et faire disparaître en un jour le gouvernement tout entier. Telle était la réponse de la rébellion vaincue aux intentions clémentes et magnanimes du gouvernement fédéral, semblable à la vengeance de l'ennemi mourant qui se relève pour frapper une dernière fois le vainqueur généreux qui vient panser ses blessures.

Le deuil fut immense aux États-Unis. D'abord, quand la fatale nouvelle se répandit de ville en ville, partout on refusa d'y croire; puis, lorsque la vérité devint trop certaine, ce fut une explosion de douleur et de colère telle qu'on n'en vit jamais à la mort des plus grands rois du monde. Pendant huit jours, New-York et toutes les grandes villes restèrent tendues de noir, les affaires furent suspendues, le peuple entier prit des habits de deuil. Malheur alors à ceux qui se donnèrent le méchant et sot plaisir de braver la douleur publique! A New-York, on eut peine à soustraire à la fureur de la foule ameutée un imprudent sécessioniste qui, en recevant la nouvelle, avait osé dire que c'était bien fait. A Poughkeepsie, on voulait pendre une vieille femme qui avait crié tout haut qu'elle était contente de voir enfin « ce gueux en enfer ». Ailleurs il y eut du sang versé. Partout enfin des multitudes furieuses s'assemblèrent autour des maisons des sécessionistes connus qu'on pouvait soupçonner de se réjouir. Tous les partis avaient oublié leurs querelles et unissaient leurs voix dans un même cri de vengeance. On parlait de mettre à feu et à sang tous les États rebelles, de faire au martyr une glorieuse hécatombe de tous les chefs confédérés. N'était-ce pas le Sud qui avait armé les assassins? Il n'en était pas d'ailleurs à son premier crime, et ses chefs vaincus n'avaient plus guère le droit de repousser cette accusation terrible comme une calomnie infâme et indigne de foi (1). Les brigandages et les pira-

(1) Voici une annonce curieuse qu'avait publiée quelques mois auparavant un journal de l'Alabama, le *Selma Dispatch*, et qui doit, ce me semble, jeter quelques lumière sur les vrais sentiments du Sud : « *Un million de dollars pour avoir la paix le 1er mars.* — Si les citoyens de la confédération du Sud veulent me fournir en espèces ou en bonnes *sécurités* la somme

teries de la frontière, les cruautés systématiques des prisons du Sud, les complots incendiaires tramés l'année précédente par le gouvernement confédéré avaient un air de parenté singulière avec cet acte de vengeance aveugle et basse. A tout le moins il était naturel qu'on fît peser sur le Sud la responsabilité d'un crime commis en son nom par un homme qu'on savait avoir entretenu depuis quatre ans des rapports secrets avec les rebelles, leur servant d'espion et d'émissaire, voyageant sans cesse entre les deux capitales, préparant même avec les chefs du gouvernement de Richmond ce singulier projet d'enlèvement auquel on avait enfin substitué l'assassinat. On raconte que le général Lee, en apprenant la fatale nouvelle, s'enferma à Richmond dans sa maison et refusa de voir même ses meilleurs amis; le général Ewell pleura comme un enfant. C'est que le crime du 14 avril ne pouvait être à personne plus funeste qu'aux gens du Sud, et ils comprirent qu'ils n'avaient plus guère à compter sur la modération du vainqueur.

Enfin la mort de M. Lincoln appelait à la présidence un homme énergique et honnête, digne à plus d'un titre du grand rôle qui lui était confié, mais qui s'était toujours signalé, tant au sénat des États-Unis que dans le poste

d'un million de dollars, je ferai en sorte que la vie d'Abr. Lincoln, celle de W. H. Seward et celle d'Andrew Johnson soient prises avant le 1er mars de l'année prochaine. Cela nous rendra la paix et montrera au monde que les tyrans ne peuvent vivre dans un pays de liberté. Si ce but n'est pas atteint, rien ne sera demandé que la somme de 50,000 dollars d'avance, que nous supposons nécessaire pour atteindre et tuer les trois coquins. Je donnerai moi-même 1,000 dollars pour cette entreprise patriotique. Tout souscripteur pourra adresser sa contribution boîte X, poste restante, Cahaba, Alabama. » — L'annonce était datée du 1er décembre 1864.

difficile et dangereux de gouverneur militaire d'un *border-state*, par la violence, la brutalité même de son langage et de ses actes. Parvenu de la démocratie, issu de cette race incivilisée des petits blancs du Sud qu'un état social fondé sur l'esclavage a retenue jusqu'à présent dans l'ignorance et la barbarie, ennemi acharné de cette aristocratie esclavagiste dont il avait d'abord épousé les intérêts et les préjugés, bien plus orateur de combat qu'homme politique de cabinet, M. Johnson semblait devoir être un président de guerre civile plutôt qu'un président pacificateur, habile à renouer les traditions et les souvenirs de l'ancienne union nationale. Bien qu'autrefois démocrate et partisan décidé des *droits des États*, il passait depuis la guerre civile pour un véhément abolitioniste, pour un radical de l'école avancée, et c'est pour complaire à ce parti extrême que la convention républicaine de Baltimore avait mis son nom sur le *ticket* électoral à côté de celui du président Lincoln. On pouvait donc craindre qu'il ne se laissât emporter par sa propre colère et par l'universelle exaspération de l'opinion publique à des actes de rigueur inutile ou a d'injustes représailles qui eussent compromis peut-être le succès de la grande campagne pacifique qui allait s'ouvrir.

Lui-même, il semblait prendre plaisir à justifier ces craintes. Il disait dans un discours en réponse à une députation de l'Illinois : « Il faut apprendre au peuple américain, s'il ne le sait déjà, que la trahison est un crime, le plus grand des crimes, — que le gouvernement ne se montrera pas toujours patient envers ses ennemis, et qu'il est puissant non-seulement pour protéger, mais pour punir. » Une autre fois, en réponse à une députation de la Pensylvanie, il semblait promettre au ressentiment populaire les têtes des chefs et des insti-

gateurs de la rébellion. — « A la foule ignorante, trompée, enrôlée de force, en un mot à la grande masse égarée du peuple, je dirai seulement : Clémence, réconciliation, restauration de l'ancien gouvernement; mais aux trompeurs eux-mêmes, au traître influent, délibéré, qui a attenté à la vie de la nation, je dirai : Qu'à vous soient infligés les plus rigoureux châtiments de votre crime! Je comprends bien comme il est facile de se laisser aller à l'exercice de la merci...., mais la merci sans la justice est un crime (1). » — En même temps il décrétait d'arrestation les principaux chefs rebelles, il les accusait publiquement, avec une véhémence au moins téméraire, d'avoir pris une part secrète à l'assassinat du 14 avril; il mettait enfin à prix leur capture et échangeait avec eux dans les journaux une sorte de correspondance

(1) Je crois devoir citer quelques autres passages de ce discours, remarquable à plus d'un titre, et qui fait bien pénétrer dans la pensée intime du président Johnson en montrant à quel point de vue politique plutôt que moral cet ancien maître d'esclaves converti à l'abolition avait voué à l'esclavage la haine vigoureuse dont il a fait preuve pendant la guerre : « Je ne puis dire qu'une chose : ma vie publique passée doit servir d'indice de ce que sera ma conduite future... Je sais qu'il est aisé de crier *démagogue!*... Si c'est du démagogisme que de plaire au peuple, si c'est du démagogisme que de contribuer à son bien et à son avancement, oui, je suis un démagogue... *Un grand monopole existait, celui de l'esclavage, sur lequel s'appuyait une aristocratie. C'est le devoir des hommes libres que d'abattre les monopoles... C'est pourquoi j'ai combattu toujours l'aristocratie, je l'ai combattue sous toutes ses formes;* mais il y a une sorte d'aristocratie qui a toujours gagné, qui gagnera toujours mon approbation et mon respect : l'aristocratie du talent et celle de la vertu, l'aristocratie du mérite ou celle de l'estime publique, l'aristocratie du travail, qui repose sur une industrie honnête. — Celle-là aura toujours mon respect. »

injurieuse fort peu digne de son rang. Ce fut surtout dans sa proclamation d'amnistie que se montrèrent le plus les penchants du démocrate égalitaire et les vieilles rancunes de l'homme du peuple émancipé.

Le président Lincoln avait fait pendant la guerre une proclamation d'amnistie offrant le pardon plein et entier de leurs crimes à tous les rebelles qui voudraient rentrer sous l'autorité des États-Unis, et prêter serment d'obéissance en garantie de leur fidélité future. Cette offre si généreuse pouvait être faite pendant la guerre, alors qu'elle était encore un moyen de pacification et qu'elle servait à affaiblir les rebelles en ramenant au bercail les brebis égarées; mais l'amnistie du président Lincoln tombait naturellement après la guerre, car elle n'était promise qu'en récompense d'un retour volontaire à l'Union, et il eût été trop commode aux rebelles obstinés qui avaient résisté jusqu'à la dernière heure de se prévaloir après leur défaite d'une grâce qu'ils n'avaient pas méritée. Le nouveau président avait donc tout pouvoir de pardonner ou de punir, et il était bien libre de refuser le bénéfice de son amnistie nouvelle à telle classe ou à tel individu qu'il lui plaisait d'excepter. Il faut convenir pourtant que le principe sur lequel il faisait reposer la distribution de ses grâces était un principe mauvais et dangereux.

Tout le monde connaît les termes de cette amnistie. Le président ne se contentait pas d'en refuser le bénéfice à diverses classes de citoyens compromis dans le service civil ou militaire de la rébellion, suivant leur rang, leur importance, la part plus ou moins active qu'ils avaient prise aux affaires du gouvernement confédéré; faisant de la richesse même un crime, il excluait en masse tous les possesseurs de plus de 100,000 dollars, comme si la

trahison était seulement une offense vénielle pour les pauvres, pour tous ceux qui n'avaient pas 100,000 dollars, mais devenait un crime irrémissible pour quiconque avait atteint le chiffre redoutable au delà duquel on était un ennemi public. M. Johnson eut beau dire à une députation de la Caroline du Sud qui venait le prier de révoquer cette exception funeste que les grands propriétaires du Sud étaient les vrais auteurs de la guerre civile, et qu'il était bien juste de ne pas leur faire grâce comme à la foule du châtiment légal qu'ils avaient encouru : cette distinction arbitraire, établie en dépit de toute justice et de toute raison, accusait évidemment une pensée de spoliation et de nivellement, un vague projet de révolution sociale que M. Johnson lui-même ne déguisait guère. Que de fois n'avait-il pas déclaré que l'inégale répartition des terres était plutôt que l'esclavage la cause véritable de la rébellion des États du Sud, et que l'Union ne serait solidement reconstruite que le jour où les grandes propriétés morcelées seraient données aux paysans et aux travailleurs! L'exception des 100,000 dollars, qui laissait tous les biens des riches planteurs du Sud sous le coup des lois de confiscation votées par le congrès, ne pouvait être dans sa pensée qu'un essai ou un souvenir des rêves de lois agraires qu'il avait longtemps caressés. Il le dit hautement aux délégués de la Caroline du Sud, avec cette âpre énergie dont on ne sait user qu'en Amérique, et qui rend si clairs et si faciles les rapports mutuels des gouvernants et des gouvernés. « De quoi donc vous plaignez-vous? Si vous voulez échapper à l'exception des 100,000 dollars, vous n'avez qu'à renoncer au surplus de votre fortune. — Je vous le dirai franchement, messieurs, je crois qu'il n'y aurait aucun mal à ce qu'au lieu d'étendre jusqu'à vous l'am-

nistie, on vous taxât impitoyablement jusqu'à vous y faire rentrer de force. J'ai usé moi-même plus d'une fois de ce système d'impôt dans mon gouvernement du Tennessee, et jamais à ma connaissance il n'a produit que de bons résultats. » Ici l'incartade sortait des bornes permises, et si l'on peut dire que le président Lincoln n'aurait pas montré plus d'éloquence et de volonté virile, au moins est-il permis de croire qu'il eût gardé plus de mesure, de convenance et de dignité.

Enfin la réputation même du président n'était point parfaite. On le connaissait pour un homme sincère et probe; mais on n'avait pas oublié le spectacle singulier qu'il avait donné le 4 avril au congrès et au peuple assemblés pour l'inauguration de la présidence nouvelle, les *meetings*, les adresses injurieuses que ce scandale avait provoqués, et les conseils, presque les ordres impérieux qu'il avait reçus de sortir d'un gouvernement qu'il déshonorait. Il est vrai que ces incidents s'effaçaient devant l'immense malheur public qui l'avait appelé à la présidence, et que nul Américain désireux de maintenir l'honneur national ne se fût avisé maintenant de réveiller le ridicule dont cette scène scandaleuse avait couvert un président des Etats-Unis. On savait d'ailleurs qu'une fois n'est pas coutume, et que le vice-président, malade, épuisé par les fatigues d'un long voyage, n'avait eu d'autre tort que d'user imprudemment d'un cordial trop puissant pour sa santé débile. Son trouble même en cette occasion ne prouvait-il pas jusqu'à l'évidence ses habitudes de sobriété?

Voilà ce que disaient pour le justifier ses amis personnels et tous les bons citoyens jaloux de le soutenir; mais les démocrates et les sécessionistes ne cessaient de l'injurier et de lui jeter à la tête la séance du 4 avril. Ce

souvenir de la veille; dont l'impression pénible n'avait pu s'effacer aussi vite en Europe qu'aux États-Unis, les souvenirs plus éloignés, mais récents encore, de son administration du Tennessee, la rudesse trop énergique de son langage, enfin les principes démagogiques contenus dans sa proclamation d'amnistie et qu'il se chargeait lui-même d'énoncer sans détour, c'en était assez pour inquiéter les amis de l'Union américaine et leur faire craindre que le grand exemple de mansuétude et de patriotisme qu'avait donné le président Lincoln ne demeurât stérile pour l'homme farouche et opiniâtre qui avait recueilli son héritage.

Ainsi s'annonçait le politique éminent à qui allait être confiée la tâche délicate de la reconstruction des États du Sud. On va voir comment les circonstances, la nécessité, l'expérience, peut-être aussi le sentiment de sa lourde responsabilité devant ses contemporains et devant l'histoire, ont modifié cet esprit intraitable jusqu'à en faire l'idole des démocrates conservateurs et l'ennemi quelquefois aveugle des réformes radicales les plus nécessaires, — comment enfin l'acharné démagogue, l'ancien garçon tailleur du Tennessee a pris son rang d'emblée parmi les plus grands et les plus habiles présidents des États-Unis.

II

Tout n'était pas dit le jour où la bannière fédérale flotta de nouveau sur le capitole de Richmond. Les plus grandes difficultés restaient encore à vaincre. Il fallait achever résolûment la révolution commencée par la guerre civile, et imposer l'abolition de l'esclavage aux

États du Sud. Il fallait non-seulement soumettre les populations vaincues, mais les redresser après les avoir soumises, les ramener dans le sein de l'Union, relever le pays de ses ruines, lui faire accepter sincèrement les grandes réformes qu'on allait accomplir, lui faire sentir le frein d'une autorité sérieuse sans se montrer pourtant ennemi de ses libertés. La politique allait succéder aux armes, et son œuvre, pour être moins bruyante, moins glorieuse peut-être que la guerre, n'en était que plus dangereuse et plus difficile.

Il y avait deux politiques à suivre à l'égard des États rebelles. On pouvait les considérer comme une terre conquise et dire qu'en se retirant de l'Union ils avaient perdu tous les droits qu'ils tenaient de la constitution fédérale, et qu'ils avaient cessé d'être des États souverains. Il fallait alors les traiter comme des étrangers et des vaincus, détruire ou laisser tomber leurs gouvernements locaux et les réorganiser à nouveau comme des *territoires* soumis à la législation du congrès. Un jour, quand tout souvenir de la guerre civile serait effacé, on les réadmettrait sans doute au sein de l'Union. — C'était, disaient les radicaux, l'exécution littérale de la constitution des États-Unis, le seul parti propre à faire dignement respecter l'autorité nationale, et le seul moyen de renouer solidement l'ancienne Union, en étouffant d'abord sur ce terrain nivelé tous les germes de révolte implantés par l'esclavage et par la guerre. Il était bon que les États du Sud passassent d'abord sous la meule de l'autorité militaire et du pouvoir absolu, ou du moins qu'on les tînt nombre d'années sous la tutelle du congrès, c'est-à-dire sous la domination des États du Nord. Leurs délégués viendraient, comme ceux des territoires, exposer leurs plaintes et défendre leurs intérêts; mais ils n'au-

raient dans le congrès qu'une voix consultative, et ne prendraient aucune part au gouvernement. On devait bien se garder de rendre aux États du Sud l'influence souveraine qu'ils avaient si longtemps exercée. La rébellion, disaient les orateurs du parti radical, n'était pas morte encore; elle n'était qu'abattue, et elle pouvait se relever, si l'on n'y prenait garde. Jamais l'Union n'avait couru un aussi grand danger qu'en ce moment suprême où tout semblait pacifié, mais où tout dépendait du parti que le peuple et le gouvernement allaient prendre. Si une fois on laissait se réorganiser le parti de l'esclavage et de la sécession, si les gens du Sud renouvelaient leur ancienne alliance avec les démocrates du Nord, c'en était fait de la grandeur nationale et de la liberté. On verrait se renouveler les mêmes prétentions, les mêmes querelles que par le passé; l'esclavage, aboli dans les mots, serait maintenu dans le fond, et tout cela finirait par une autre guerre civile, qui cette fois serait sans remède.

L'autre politique reposait sur une théorie absolument contraire. Elle posait en principe que les ordonnances de sécession votées par les États rebelles étaient nulles et non avenues, que la constitution des États-Unis n'avait jamais cessé d'être la loi des États du Sud, et qu'ils n'avaient jamais pu sortir légalement de l'Union. Ils se retrouvaient donc au lendemain de la guerre, avec tous leurs droits et tous leurs priviléges, à la même place de l'édifice qu'ils n'avaient pu ébranler. Si les députés des États du Sud avaient laissé dans le congrès leurs siéges vides, ils n'avaient pas cessé légalement d'en faire partie, et les deux assemblées avaient statué aussi souverainement en leur absence que s'ils avaient concouru encore à leurs décisions. Le gouvernement confédéré n'avait pas eu d'existence réelle : ce que l'on appelait ainsi n'était

qu'un conciliabule d'insurgés et d'usurpateurs. — Il suffisait donc d'annuler tous les actes accomplis pendant la guerre sous l'autorité du prétendu gouvernement confédéré, de répudier la dette confédérée et les dettes contractées pendant la guerre par les gouvernements particuliers des États du Sud (1), de remplacer tous les fonctionnaires des gouvernements d'État élus depuis le commencement de la guerre, d'accepter enfin l'abolition de l'esclavage et les lois et décrets du congrès et du président des États-Unis, — et les États du Sud rentraient en possession de leurs prérogatives constitutionnelles et de leurs libertés locales; ils pouvaient nommer des gouverneurs, des législateurs, envoyer des sénateurs et des députés au congrès. La rébellion avait suspendu chez eux la vie nationale, mais elle n'avait pu rien détruire, et c'eût été presque la reconnaître que de les traiter en territoires et en pays conquis.

Cette théorie abstraite n'avait pas, comme on peut le croire, été conçue en pur amour des systèmes : comme l'autre, elle s'appuyait sur des arguments d'une utilité pratique et sensible en même temps que sur les passions d'un parti. Les démocrates, instruits et changés par les événements, aimaient ainsi à se couvrir d'un voile d'unionisme austère pour tendre aux États du Sud une dernière planche de salut. Les plus raisonnables d'entre les gens du Sud saisissaient avec joie cette occasion de recouvrer d'abord dans leur pays l'indépendance de leurs gouvernements particuliers et de regagner peut-être à la longue leur ancienne influence sur les affaires générales. Enfin

(1) On ne pouvait d'ailleurs souffrir que les citoyens *loyaux* des États rebelles fussent taxés pour soutenir le crédit de la rébellion.

bon nombre de républicains modérés, désireux avant tou
d'obtenir la conciliation et l'oubli des discordes civiles
pensaient qu'une politique d'exclusion et de rigueur sys-
tématique n'était bonne qu'à les entretenir. On ne pou-
vait accomplir dans les États du Sud des réformes du-
rables qu'avec le concours et de l'aveu même du pays
Le moyen de les pacifier et de leur faire accepter le jou
de l'Union comme un bienfait n'était pas de les gouver
ner par la force et de les tenir asservis sous une domina
tion quasi étrangère. Et d'ailleurs, dût-on y employe
pendant dix ans trois cent mille hommes, était-il bie
possible de faire respecter les lois du congrès par de
populations clair-semées sur un immense territoire, e
conspiration perpétuelle pour les braver ou les enfreindre
Dans tous les cas, il fallait pour cela une grande armé
permanente, un perpétuel pied de guerre, une augmen
tation plutôt qu'une diminution des dépenses. En s'em
parant du gouvernement des États rebelles, on s'imposa
en même temps la lourde charge de pourvoir à tout
leurs nécessités. Il ne fallait pas s'attendre à voir l'agri
culture et l'industrie refleurir sous le régime d'une dom
nation militaire impatiemment supportée par des popu
lations mal soumises : on aurait donc à nourrir les Éta
du Sud en même temps qu'à les tenir dociles, à continu
indéfiniment ces aumônes, ces distributions de vivres
plusieurs millions d'affamés qui depuis la fin de la guer
ruinaient le gouvernement fédéral encore plus que i
l'avait ruiné pendant la guerre l'entretien de sa mon
trueuse armée. Était-il prudent d'affronter cette redo
table aventure et d'y engager l'honneur national? Falla
il accoutumer les hommes du Sud à se considérer comn
des étrangers, presque comme des ennemis dans
famille américaine? Quant à la reprise de l'ancien

alliance du Sud avec les démocrates, si redoutée des radicaux, dont elle pouvait gêner les desseins, elle était le plus sûr moyen d'effacer entre le Nord et le Sud les souvenirs de la guerre, en accoutumant les deux ennemis à se rappeler qu'ils étaient frères et habitants d'une seule maison. On ne pouvait prétendre à régler en un jour tous les différends des deux partis. Le Nord et le Sud devaient rester longtemps encore des frères jaloux et rivaux. Mieux valait la reprise des anciennes luttes légales, avec une constitution modifiée qui donnait le dernier mot aux États du Nord, que la prolongation indéfinie des sentiments de la guerre civile.

Le président Johnson avait à choisir entre ces deux partis, et l'on ne doutait guère aux États-Unis qu'il ne se déclarât avec sa violence accoutumée en faveur de la politique radicale. Les démocrates d'ailleurs faisaient bien tout leur possible pour s'en faire un ennemi. Ils allèrent, après l'exécution des assassins du président Lincoln, jusqu'à le menacer d'*impeachment* (1) pour ce qu'ils appelaient le meurtre de madame Surrat. Après l'arrestation de Jefferson Davis, il y eut à New-York une réunion publique des amis du président rebelle. Plusieurs orateurs démocrates y déclarèrent que la défaite de la rébellion n'était que temporaire, que l'esprit qui l'avait suscitée vivait encore, et que, grâce à l'assistance de ses amis du Nord, elle pouvait réussir d'une manière nouvelle. Ils ajoutèrent que l'exécution de madame Surrat

(1) L'*impeachment* est une espèce de procès politique que le congrès intente aux grands fonctionnaires du gouvernement. La chambre des représentants décrète l'accusation, et le sénat sert de tribunal. Le condamné est déposé de sa charge, et incapable d'en remplir aucune autre dans le gouvernement des États-Unis.

avait excité l'indignation du monde, que le gouvernement n'oserait pas mettre M. Davis en jugement, et que « quiconque regardaït la cause du Sud comme celle de la trahison n'était qu'un fou ou un imbécile » (1). Ces propos injurieux n'étaient pas de nature à amollir le cœur du président Johnson, ni à lui inspirer des résolutions calmes. Cependant sa politique inclinait de plus en plus à une mansuétude extrême et que déjà l'on commençait à trouver exagérée. Tout en lançant sa redoutable proclamation d'amnistie, tout en refusant obstinément de la modifier, il usait envers les personnes d'une douceur au moins égale à la violence de son langage. Tout pardon sollicité par un rebelle, si grand propriétaire qu'il fût du reste, si notoire qu'eût été la part qu'il avait prise à la sécession, était aussitôt accordé. Quand l'*attorney* de la cour de circuit fédérale de Norfolk, en Virginie, mit en accusation cinquante-sept rebelles, au nombre desquels se trouvaient le général Lee et tous les chefs civils et militaires du gouvernement confédéré, le président eut le courage d'ordonner sommairement qu'on arrêtât l'affaire en dépit de l'obstination du juge Underwood et de la légalité même, qui voulait qu'on y donnât suite. On eût dit qu'il n'avait fait tant de menaces que pour mieux tenir les vaincus en bride et mieux faire valoir à leurs yeux le pardon qu'ils tenaient de sa clémence.

(1) En même temps le président Johnson recevait tous les jours des suppliques de ce genre : « Monsieur le président, cher monsieur, nous vous demandons respectueusement de faire pendre M. le président Davis, parce qu'il doit être pendu. Si vous ne le pendez pas, il ne manquerait pas d'hommes au Kansas pour le faire à votre place. Faites nous savoir, s'il vous plaît, vos intentions. Très-respectueusement,

« Beaucoup de citoyens. »

Il est vrai que l'opinion publique s'était radoucie autant que le président lui-même; les chefs du parti abolitioniste, Gerrit Smith, Horace Greeley, Ward Beecher, et jusqu'à Wendell Phillips, tous, excepté l'impitoyable Thaddeus Stevens, prêchaient au peuple américain la clémence avec d'autant plus d'autorité qu'on ne les avait pas vus, comme certains *copperheads*, racheter la veille par des cris de fureur indécente et sanguinaire une longue complicité avec les ennemis publics. La *Tribune*, journal de M. Greeley, disait, en parlant du procès de Davis et des autres prisonniers politiques de Fortress-Monroë, qu'on ne devait mettre à mort que deux coupables pour complicité dans la rébellion : l'esclavage et les *state-rights*.

M. Johnson montrait plus d'indulgence encore. Sa politique personnelle commençait à se dessiner avec une netteté qui inquiétait les abolitionistes et faisait ouvrir aux conservateurs de grands yeux étonnés. Dès la fin du mois de juin 1865, il avait fait les plus engageants sourires à ceux des hommes du Sud qui venaient lui demander le maintien de leurs libertés locales. La première députation de la Caroline du Sud, l'État le plus compromis et le plus obstiné dans la rébellion, reçut la réponse la plus encourageante; le président dit aux délégués qu'il était un plus ferme partisan des *state-rights* qu'ils ne l'étaient eux-mêmes; il les engagea à bien se pénétrer de l'idée que l'esclavage était mort et qu'il ne fallait plus songer à le faire revivre; à cette condition, il leur promettait tout son concours pour l'œuvre de restauration qui allait commencer. « Je dis restauration, ajouta-t-il, et non pas reconstruction, car on ne reconstruit que ce qui a été détruit, et l'Union n'a jamais cessé d'être. » En même temps il nommait partout des gouverneurs provisoires chargés seulement de remplir l'interrègne entre

la chute des gouvernements rebelles et la reconstitution des gouvernements reconnus par l'autorité fédérale. Sauf en Virginie, où déjà s'était rétabli dans quelques cantons et dans quelques villes reconquises un gouvernement *loyal* qui n'avait eu qu'à se transporter d'Alexandrie à Richmond, — et dans les ***border-states*** disputés encore, où le gouvernement approuvé par l'Union n'avait aussi qu'à prendre la place du gouvernement rebelle, tous ces dépositaires provisoires d'une autorité si dangereuse furent choisis parmi les anciens rebelles, parmi les législateurs mêmes du gouvernement confédéré. C'étaient MM. Holden dans la Caroline du Nord, Sharkey dans le Mississipi, Parsons dans l'Alabama, Johnson dans la Géorgie, Perry dans la Caroline du Sud, Marvin dans la Floride et Hamilton dans le Texas. — M. Perry, dans un discours qu'il prononça peu de temps après son entrée en charge, déclara que personne ne pouvait sentir plus profondément l'humiliation d'une union nouvelle avec les *Yankees*, mais que, le Dieu des batailles ayant décidé contre l'indépendance du Sud, le parti le plus sage était encore de s'y résigner et de travailler avec le gouvernement fédéral à réparer les désastres de la guerre. Voilà tout le dévouement que le président Johnson exigeait à la cause de l'Union de la part des hommes du Sud; il leur demandait seulement de comprendre que le passé était irréparable, et que l'avenir dépendait de leur sagesse.

Son plan d'ailleurs était fort simple. — Nommer partout des gouverneurs provisoires qui pourvussent aux premières nécessités des États, faire élire sous leur surveillance, dans chacun des anciens États rebelles, une *convention constitutionnelle* par tous les citoyens qui étaient électeurs suivant la constitution de l'État, telle

qu'elle était avant la guerre, et qui pourraient prouver leur loyauté (cette dernière clause à peu près illusoire, mais bonne toujours à maintenir en principe); faire réviser la constitution, répudier l'ordonnance de sécession et rétablir les relations régulières du gouvernement de l'État avec celui des États-Unis par cette assemblée extraordinaire, dont les fonctions cesseraient dès que sa tâche serait accomplie; faire nommer alors par le peuple de l'État une législature et deux chambres, leur imposer l'abandon de la dette rebelle, la ratification de l'amendement constitutionnel abolissant l'esclavage, ainsi que l'adoption de lois efficaces pour la protection des affranchis; puis livrer les États à eux-mêmes en leur permettant de nommer un gouverneur de leur choix, et conduire par la main leurs députés et leurs sénateurs aux deux chambres du congrès : — tel est en résumé ce système habile et simple, le meilleur sans doute et le plus indulgent qui se pût imaginer pour la réorganisation du Sud.

M. Johnson était donc devenu inopinément le protecteur déclaré des États du Sud. Sitôt que sa défection fut certaine, les radicaux ouvrirent contre lui leurs bordées. Forts de leurs majorités dans les deux branches du congrès, ils le menacèrent à leur tour de le faire mettre en accusation par la chambre et déposer par le sénat. Ils se dirent trahis et livrés à l'ennemi par ce nouveau Buchanan, ce renégat de l'esclavage qui apostasiait une seconde fois. Ils firent retentir partout leur plus gros tocsin d'alarme; ils s'en allèrent de ville en ville et de *meeting* en *meeting* crier que tout était perdu, et qu'il n'y avait qu'un effort héroïque qui pût sauver le pays de l'abîme. A les en croire, la politique du président Johnson donnait gain de cause à la rébellion; elle la relevait de ses ruines pour la rendre plus forte et plus menaçante que

jamais ; elle allait même, si l'on n'y prenait garde, l'introniser à Washington à la tête du gouvernement et ressusciter l'hydre abattue des majorités démocratiques. « Il n'y a plus maintenant, s'écriait Wendell Phillips avec sa véhémence ordinaire, il ne peut plus y avoir que deux partis, les sycophantes de Davis et les amis de l'Union. Quiconque veut la reconstruction, la *restauration* des États du Sud, n'est plus qu'un sycophante de Davis ! » Ces exagérations monstrueuses ne pouvaient que nuire aux radicaux en offensant le bon sens du peuple. Tandis que leurs orateurs usaient contre le président Johnson leurs foudres impuissantes, la masse des républicains lui restait fidèle et le suivait avec confiance dans la voie nouvelle où il s'était engagé.

III

Tout n'était pourtant pas chimérique dans les terreurs du parti radical. Il était de bonne foi quand il accusait le président Johnson de livrer la victoire aux rebelles et de sacrifier l'honneur national à la commodité de l'heure présente. Si ce parti avait tort de vouloir subordonner tous les intérêts du pays à l'application immédiate de l'égalité des deux races, on ne peut blâmer son obstination clairvoyante à poursuivre dans l'esclavage l'ennemi le plus dangereux de l'Union.

Il y a peu de gens en Europe qui comprennent bien le caractère de la guerre civile américaine et le rôle véritable qu'y joue cette question multiple et obstinée de l'esclavage. Les uns ne veulent voir dans ce conflit compliqué qu'une pure lutte de principes et d'idées morales, et ils ont des hommes du Nord autant de propagateurs géné-

reux et désintéressés de philosophie humaine. Les autres, bravant le bon sens et les faits irrécusables, prétendent que l'esclavage n'était pour rien dans la guerre, que les gens du Sud sont les vrais amis de la race noire, et les partisans de l'abolition ses vrais exterminateurs. Cela est d'une fausseté si révoltante qu'on peut à peine croire à la bonne foi de ceux qui le soutiennent. Ne sait-on pas trop bien que les fondateurs mêmes de l'Union américaine avaient prévu déjà les dangers d'une institution qu'ils essayaient de limiter sans oser la détruire, et que dans ses vieux jours le grand Washington lisait et relisait sans cesse, avec une assiduité qui témoignait de son inquiétude, un traité sur les effets de l'esclavage? Depuis soixante ans, cette question fatale était le seul nuage qui assombrît l'avenir de la république, et combien de fois n'a-t-il pas failli éclater avant le jour marqué par la destinée! Dès l'année 1825, nous voyons la chambre des représentants de la Géorgie menacer les États du Nord de se séparer d'eux s'ils persistent dans la politique d'abolition de l'esclavage (1). Plus tard, quand le mal se

(1) Je crois devoir citer quelques passages de ces résolutions curieuses, pour l'instruction de ceux qui pensent que l'esclavage n'est pas la cause véritable de la guerre civile, et que les États du Sud n'ont pas été les premiers agresseurs : « Le moment approche où les États du Sud devront se confédérer et dire ensemble à l'Union : Nous ne voulons pas soumettre plus longtemps nos droits acquis aux insinuations perfides d'hommes méchants dans l'enceinte du congrès, ni nos droits constitutionnels aux interprétations obscures et forcées d'ambitieux assis sur les bancs judiciaires... Ce que furent Athènes, Sparte, Rome, nous voulons l'être : elles avaient des esclaves, nous en avons... Qu'il soit donc résolu... qu'après avoir épuisé les arguments, nous recourrons aux armes, et qu'à l'appui de cette résolution nous engageons nos vies, nos fortunes et notre honneur. »

fut aggravé, et que les quelques milliers d'esclaves dont l'avenir commençait à inquiéter le patriotisme austère de Washington furent devenus une population de cinq millions d'âmes, que signifièrent toutes ces querelles qui s'élevaient entre le Sud et le Nord? Que signifiaient la question des droits des États, celle des esclaves fugitifs, celle des territoires, et cette question même des tarifs où l'on a voulu voir la cause unique de la guerre, sinon toujours l'esclavage, principe fatal de discorde entre deux sociétés qu'il tenait divisées par les intérêts et par les mœurs? Il y a toujours eu entre elles une rivalité commerciale si intimement unie à la difficulté de l'esclavage, qu'elle a fini par en devenir inséparable. La dispute des tarifs n'était sans doute pas moins importante et n'a pas eu une moindre part que celle de l'esclavage à la guerre civile, pour cette bonne raison qu'elles étaient toutes les deux mêlées. N'est-ce pas l'esclavage qui tuait l'industrie dans les États du Sud et les rendait tributaires des manufactures européennes? N'est-ce pas le travail libre qui faisait des États du Nord un pays industriel autant qu'agricole, et leur faisait un besoin de soutenir leur industrie par des tarifs protecteurs qui leur assuraient le monopole des marchés du Sud? N'est-ce pas enfin l'esclavage qui appauvrissait les États du Sud, qui repoussait d'eux l'inondation fécondante des races européennes, tandis que le travail libre attirait au Nord le trop-plein de tous les peuples? La prétendue oppression du Nord n'était que le développement naturel des conséquences de l'esclavage mis en présence de la liberté : ces deux mots contiennent tout le secret de la guerre civile.

Ceci posé, il faut convenir que souvent les défenseurs et les avocats du nègre ne se soucient guère, au fond, de ses destinées. Sauf quelques lettrés, dont la conscience

dogmatique répugne à la doctrine de l'esclavage, les plus violents abolitionistes n'en sont pas, à vrai dire, très-révoltés. Quand l'homme du Nord s'échauffe au seul mot d'*esclavage*, soyez sûr qu'il songe moins à l'injustice morale faite au noir dégradé qu'à la suprématie de la société à laquelle il appartient sur celle dont l'esclave est la pierre angulaire. Nulle part les préjugés de couleur ne sont aussi tenaces que dans les pays imbus des idées abolitionistes. On a découvert que le nègre était un homme, qu'il avait droit comme un autre à la liberté et à la protection des lois; mais la fraternité chrétienne des philanthropes américains ne va pas beaucoup plus loin. Pendant que j'étais à Boston, la bonne société de la ville fut fort scandalisée par le récit invraisemblable d'un dîner qui avait eu lieu chez un négociant mulâtre de la ville, et auquel avaient, dit-on, assisté le sénateur Sumner, le professeur Longfellow et quelques autres célébrités bostoniennes, sans compter plusieurs Européens exempts de préjugés, gens coutumiers du fait, et dont l'excentricité n'étonna personne. Ces braves *Yankees* ne pouvaient songer sans confusion que des hommes graves et respectables, leurs compatriotes, eussent dérogé jusqu'à s'asseoir à la table, jusqu'à manger le pain d'un homme de couleur. Le lendemain (c'est un témoin oculaire qui me racontait l'histoire), M. Sumner est abordé dans la rue par un *gentleman* inconnu qui, d'un air effaré, le prie de vouloir bien répondre à une question : « Est-il bien vrai, monsieur, que vous ayez dîné hier chez M. S... le mulâtre? Est-il possible qu'on ne m'ait point trompé? » Voilà la mesure de l'égalité sociale dans la ville même des négrophiles et dans un État où les citoyens noirs jouissent de tous les droits politiques. Aussi est-ce avec une admiration profonde que je vis un jour, à Washing-

ton, dans un omnibus, un vieillard à barbe blanche se lever pour faire place à une négresse. Il y avait une sorte d'héroïsme dans cette muette protestation d'une homme contre le préjugé ridicule dont il était seul à braver l'empire.

Je ne crois pas qu'au début de la guerre l'opinion publique fût déjà mûre pour la grande réforme que les événements ont précipitée. Sans l'aveuglement et la violence des États du Sud, il est probable que l'émancipation aurait tardé bien davantage. On n'a, pour s'en convaincre, qu'à se rappeler les premières paroles du président Lincoln sur la question de l'esclavage : « Je voudrais pouvoir sauver l'Union sans affranchir un esclave, » — et sa réponse à une délégation des gens de couleur : « Nous sommes des races différentes; il vaut mieux que nous vivions séparés. » Cependant le même homme, poussé à bout par la guerre, décrétait l'émancipation de tous les esclaves des rebelles, et donnait aux noirs le droit de cité en les enrôlant dans les armées de l'Union. Le Nord n'a frappé l'esclavage que pour sauver l'union nationale, et il s'est donné en revanche le plaisir de maugréer à son aise contre ces pauvres noirs, dont il était le bienfaiteur sans enthousiasme. A vrai dire, le peuple américain est abolitioniste malgré lui : il laisserait assez volontiers les nouveaux hommes libres se démêler comme ils pourraient avec leurs anciens maîtres, dût en définitive leur glorieuse liberté ressembler un peu à leur ancienne servitude. C'est un dicton populaire aux États-Unis que Dieu a fait l'Amérique non pas pour les hommes noirs, mais pour les hommes blancs, ce qui veut dire que l'homme blanc doit s'occuper de lui-même avant de songer à son frère inférieur. Les radicaux ne sont donc pas inutiles pour stimuler cette énergie languissante et rappeler au

peuple américain les engagements d'honneur que le gouvernement a pris en son nom.

C'est quelque chose assurément que d'avoir aboli l'esclavage en principe et déclaré que la servitude involontaire ne pourrait plus exister aux États-Unis. A quoi servirait pourtant d'effacer le nom d'*esclavage*, si la chose au fond devait être maintenue? Il faut que les Américains le comprennent : en frappant de mort l'institution servile, ils sont entrés dans une voie d'émancipation graduelle dont le seul terme possible est l'égalité des races. En affranchissant les noirs, ils s'engagent d'honneur à respecter et à protéger pleinement la liberté qu'ils leur confèrent. Fallait-il les tirer de la servitude pour les livrer pieds et poings liés à leurs anciens maîtres? Les gens du Sud ont un moyen bien facile de ressaisir sur les affranchis tout leur ancien empire : il suffit d'en faire une classe à part, exclue de tous les droits politiques et judiciaires, limitée dans l'exercice des droits civils, une classe de parias ou d'ilotes soumise à une législation spéciale à laquelle elle ne puisse jamais concourir. A cette condition, les planteurs du Sud n'auront rien à regretter ni à perdre, et c'est à peine s'ils s'apercevront de ce passage de la servitude à une liberté platonique et inoffensive qui suffira pour satisfaire aux lois.

Les radicaux veulent conjurer ce péril en conférant sans retard le droit de suffrage aux affranchis. Ils pensent que le meilleur moyen de garantir leur liberté, c'est encore de déplacer le pouvoir politique et de les armer eux-mêmes pour leur défense. Ils ont certainement raison, s'il ne faut interroger que la justice pure et l'esprit des institutions républicaines; mais que d'obstacles et d'inconvénients à leur système! L'efficacité même en est fort douteuse, et l'application immédiate en est impossible.

Peut-être bien aurait-on pu, en y employant toutes les forces de l'opinion républicaine, faire voter au congrès un amendement constitutionnel pour l'admission des noirs au suffrage et arracher même aux États la ratification nécessaire ; mais comment introduire dans les mœurs la pratique de cette loi forcée ? Les droits écrits ne signifient rien qu'autant que la force les protége et que les mœurs les tolèrent. Le Nord lui-même donnerait-il l'exemple aux sudistes récalcitrants ? Accepterait-il de bon cœur ce qu'il songeait à imposer aux États du Sud ? L'échec signalé du suffrage des noirs dans les élections de l'assemblée constituante du Connecticut pouvait faire douter de son zèle. Il y a cependant quelques États où la couleur n'est pas toujours un obstacle aux droits politiques : ainsi, dans l'État de New-York, les nègres peuvent voter à toutes les élections, s'ils ont un revenu de 250 dollars ; dans le Massachusetts, la loi électorale ne fait aucune différence entre les hommes des deux races. On sait pourtant que les noirs n'y votent guère et qu'ils n'osent braver le préjugé public. Combien ce préjugé serait plus tyrannique et plus intraitable dans les États du Sud, où subsiste encore entre le blanc et le nègre toute la haine de l'esclave affranchi et du maître dépossédé ! De tels droits seraient illusoires, à moins que les nouveaux citoyens ne les exerçassent à main armée. Peut-être encore verrait-on les nègres menés en troupeau par leurs anciens maîtres voter docilement pour leurs pires ennemis : en dehors d'une abstention discrète ou d'une obéissance moutonnière, il ne reste que la force ouverte et la guerre sociale entre les races.

Le président Johnson avait donc raison de ne pas céder aux impatiences du parti radical. Il était à la fois plus prudent et plus commode de laisser, comme il le disait,

la question à décider aux États eux-mêmes, et de s'en remettre pour le reste à l'action du temps. Il ne fallait pas pourtant se croire dispensé de protéger les affranchis contre des violences de jour en jour plus scandaleuses et plus hardies. Or le président, qui était en cela le miroir fidèle de l'opinion du peuple, semblait nourrir contre le pauvre noir une sorte de mauvaise humeur et de rancune puérile ; évidemment le noir le gênait dans l'accomplissement de ses desseins politiques, et il s'en fût débarrassé de bon cœur en l'exilant sur une terre lointaine. Il prêtait volontiers l'oreille à tous les plans chimériques de fondation d'un État nègre ou d'émigration en masse vers l'Ouest et le Midi qu'imaginaient les philanthropes désabusés. Il souffrait, en revanche, impatiemment qu'on le sollicitât de pourvoir à la sûreté des noirs : en quelques mois, il avait retiré ses troupes des États du Sud, rendu la police aux milices locales et abandonné les affranchis au bon plaisir de leurs anciens maîtres.

Cette politique porta tous les fruits qu'on en devait attendre. — A l'ancien mépris des hommes du Sud envers les noirs était venue se joindre la haine qu'on éprouve pour un ennemi redouté. Tant qu'il était esclave, le noir avait pu vivre en bonne harmonie avec le blanc : on le traitait avec l'indulgence qu'on a pour une bête dénuée de raison, pour un cheval ou pour un bœuf de labour dont on ne redoute pas la concurrence ; mais, sitôt émancipé, l'esclave devient pour les blancs un ennemi qu'on persécute avec une âpreté farouche. Il n'est pas de mauvais traitements qu'ils ne se crussent permis de lui faire subir pour se venger de sa liberté. Ses fautes les plus légères étaient punies comme des crimes. A chaque désordre sérieux commis par un homme de race noire, les blancs se jetaient sur ses frères pour massacrer indiffé-

remment les innocents et les coupables. Dans le Tennessee, une bande d'anciens soldats confédérés brûlait une école de noirs et menaçait de mort l'instituteur. Dans l'Arkansas, un seul outrage à une femme blanche coûtait la vie à trente personnes. Dans l'Alabama, les nègres prirent la fuite et se réfugièrent dans les bois. C'était le seul moyen d'échapper à leurs anciens maîtres coalisés pour les retenir sur leurs terres et les forcer, comme au temps de l'esclavage, à donner pour rien leur travail. Il y avait même des plantations où l'on avait réussi à leur cacher qu'ils étaient libres.

La seule protection des noirs était le *bureau des affranchis*. Cette institution charitable n'avait été fondée à l'origine que pour secourir les réfugiés du Sud. On avait imaginé de faire travailler ces pauvres gens aux plantations abandonnées par les rebelles et confisquées par le gouvernement des États-Unis, qui restaient improductives entre ses mains; on leur louait des parcelles de quarante acres, qu'ils pouvaient subséquemment acheter à bas prix. Plus tard, après la guerre, quand l'institution du bureau s'étendit à tous les États rebelles, elle changea d'objet et de caractère : de purement charitable, elle devint alors judiciaire et politique. Le *bureau* resta chargé de l'administration des terres confisquées ou tenues sous le séquestre; il eut à faire aux populations affamées du Sud, et particulièrement aux affranchis, de grandes distributions de vivres; enfin et surtout il fut chargé de veiller à la sécurité des affranchis et de leur garantir autant que possible le libre exercice des droits civils. Quand une ligue de planteurs voulait forcer les noirs à travailler pour des gages insuffisants et dérisoires, quand la loi, venant en aide à leurs machinations, fixait à un taux ridicule le tarif des salaires, le *Freedmen's bureau* s'in-

terposait entre l'affranchi et le maître, assurait au premier son indépendance, et fixait lui-même le tarif le plus équitable. Quand un noir avait à se plaindre d'un blanc, quand un blanc demandait justice d'un noir, c'était le *freedmen's bureau* qui connaissait de l'affaire, tour à tour juge et tuteur des intérêts des affranchis.

Cette institution paternelle et bienfaisante est nécessaire dans les États du Sud. Pourtant elle a ses inconvénients et ses défauts. On a reproché aux agents du bureau un zèle trop aveugle et trop exclusif pour leurs administrés. On prétend que dans certaines localités où noirs et blancs faisaient déjà bon ménage, ils sont venus apporter la discorde plutôt que consolider la paix. Ils auraient parfois annulé des contrats équitables et inspiré aux nègres, avec un penchant funeste à l'oisiveté, la folle espérance d'un prochain partage des terres de leurs anciens maîtres. On leur reproche encore d'exercer une autorité arbitraire, de rendre une justice exceptionnelle dans ces cours prévôtales qui jugent sans jury, de troubler enfin l'ordre légal et l'équilibre de tous les pouvoirs. C'est justement par là que le bureau des affranchis a rendu tant de signalés services. Était-il vraiment possible d'abandonner les nègres à la justice des États, quand les lois leur refusaient jusqu'au témoignage, quand les planteurs les retenaient et les fouettaient comme par le passé, leur faisaient accroire qu'ils n'étaient pas encore libres, ou s'arrogeaient fièrement le droit de les faire travailler sans leur payer pour gages plus de 5 à 10 dollars par an? Le vrai défaut de l'institution, c'est qu'elle est souvent impuissante à sauver ceux qu'elle protége. Comment l'esclave affranchi pouvait-il invoquer ces protecteurs inconnus, éloignés souvent de cinquante milles? Au mois de septembre 1865, un homme fut amené à l'un des *prévôts*

de la Virginie et condamné pour avoir maltraité des gens de couleur. « Ah! dit-il en colère, si la guerre n'est pas finie, qu'on nous le dise! Nous pouvons recommencer. » Ailleurs, en Géorgie, en Caroline, il y eut des scènes de violence entre les milices d'États trop tôt rétablies et les officiers fédéraux du *bureau des affranchis;* le capitaine Healy fut tué et mis en morceaux. Dans la Caroline du Nord, la *home guard*, qui n'avait jamais été dissoute, se mit à exercer en face du *bureau* certaines attributions judiciaires et à prêter main-forte à la tyrannie des planteurs. Le gouverneur Perry, de la Caroline du Sud, disait franchement son espérance : il adjurait ses concitoyens d'abolir l'esclavage pour rentrer dans l'Union; mais, sitôt cette formalité remplie, il avertissait le Nord qu'il ne fallait plus rien attendre, « car, disait-il, ce pays est à l'homme blanc, et le gouvernement lui appartient (1) ». Comment s'étonner d'entendre tenir ce langage à un rebelle, quand le président Johnson ne craignait pas de répéter lui-même ce triste lieu commun des partisans de l'esclavage?

Ces désordres et ces crimes ne devaient pas tous être attribués au trouble temporaire qui est toujours inséparable des transitions difficiles : c'étaient la plupart du temps les conséquences naturelles d'une législation que partout on s'efforçait de maintenir ou même d'aggraver. Dans l'Alabama, la convention constitutionnelle, sollicitée pourtant par le gouverneur Parsons, refusa d'admettre le droit des nègres au témoignage, de telle sorte que la seule place du noir en justice restait le banc des

(1) « This is a white man's country, and a white man's government. » C'est aussi le propos tenu par le président au gouverneur abolitioniste Fletcher, du Missouri.

accusés. — Un nègre est poursuivi par un blanc; vingt noirs attestent son innocence : on l'envoie pendre sur le témoignage du blanc. — Dans le Mississipi, le gouverneur Humphreys, élu par le peuple, usurpe l'autorité avant de la faire confirmer par le président, et, entrant en antagonisme avec le gouverneur provisoire Sharkey, il envoie à la législature un message où il lui conseille de faire des lois qui assurent l'infériorité éternelle des noirs. Un journal du même État, le *Jackson News*, réclame une législation qui fasse sentir aux « ex-esclaves leur infériorité naturelle », et menace ouvertement de la loi de Lynch les *northerners* qui pousseront le noir à résister à son ancien maître. Ailleurs, en Virginie, on persécute les unionistes, on brûle leurs récoltes, on pille leurs maisons, on coupe les jarrets de leurs chevaux. Dans la législature de l'Alabama, on a failli voter une loi sur le vagabondage, qui était le chef-d'œuvre de la férocité : le coupable, homme ou femme, devait être suspendu par les pouces deux heures de suite pendant trois jours et recevoir pendant le même temps cinquante coups de fouet par jour; en cas de récidive, la punition était doublée. Cette loi se combinait avec d'autres mesures qui obligeaient le noir à servir sur la plantation de son ancien maître et déclaraient vagabond celui qui s'y refusait. Voilà par quel ensemble de règlements ingénieux les gens du Sud espéraient établir une espèce de servage qui leur tînt lieu de l'ancienne servitude.

Ils allèguent que le nègre est d'un caractère paresseux et indolent, et qu'il faut bien le contraindre, dans son intérêt même, à reprendre son ancien travail. Il s'est fait de la liberté l'idée d'une vie oisive et bienheureuse, où tous les besoins d'un homme sont satisfaits sans peine. Jadis, quand un nègre industrieux avait gagné sa liberté à la

sueur de son front, il s'écriait d'ordinaire : « A présent je suis un homme blanc, je peux vivre les bras croisés! » et il quittait l'atelier ou le champ de coton pour les grands chemins et les cabarets; mais sans compter que le pauvre noir sera vite détrompé par l'expérience de cette enfantine idée de la vie, n'est-ce pas les blancs qui la lui ont donnée en lui montrant partout le travail comme un opprobre, et la liberté inséparable de l'oisiveté et du vice? Ont-ils le droit de lui reprocher l'ignorance et l'imprévoyance où ils l'ont eux-mêmes entretenu? Ils se plaignent que le noir ne soit pas un homme, mais une espèce d'animal, de bête sauvage, qui ne connaît ni religion, ni famille, ni devoirs moraux. Qui donc, si cela est vrai, l'a réduit à cette dégradation? Qui donc a vendu les femmes, séparé les époux, arraché les enfants aux mères, produit des hommes en troupeaux comme du bétail? Est-ce là une bonne école pour les vertus de famille? Ils sont ignorants! Et qui donc leur a fermé l'entrée des écoles, celle des églises, et leur a appris à faire de la religion une parade burlesque? Quels sont les hommes qui murmurent et grondent quand aujourd'hui le gouvernement fédéral ouvre en Virginie quelques écoles pour les noirs affranchis?

On peut dire ce qu'on voudra de leurs vices, qui les rendent impropres à la liberté : ce sont les blancs qui les leur ont donnés et qui doivent en supporter les inconvénients. Vous ne pouvez récolter la sagesse, la prévoyance, la soumission volontaire aux lois, l'esprit d'ordre, les vertus de famille, la fidélité conjugale, là où vous avez semé l'ignorance, l'oppression, la brutalité, l'oubli de tout devoir, sauf l'obéissance abjecte à la force! — Si l'intérêt public exige qu'on force les noirs à travailler, alors, qu'on y contraigne aussi ces petits blancs du Sud

qui n'ont pas la même excuse et qui se croient nés pour vivre dans une oisiveté royale. Ils sont encore plus dégradés et plus incurables que les noirs, ces mendiants orgueilleux qu'on est obligé de nourrir et qui menacent le gouvernement dont ils mangent le pain. — On reproche enfin aux affranchis de s'agiter d'une façon menaçante. Comment veut-on qu'irrités par une oppression quotidienne, excités par les espérances de la guerre civile, par l'appât de la propriété territoriale et du pouvoir politique, par la promesse même de la vraie liberté qu'on leur a montrée sans la leur donner tout entière, comment veut-on qu'ils ne songent pas à se faire justice eux-mêmes et à recourir aux armes? Le colonel Thomas, commissaire des affranchis dans l'État de Missisipi, écrivait l'année dernière au général Howard : « Si la milice locale est organisée, je ne pense pas que les affranchis restent cultivateurs tranquilles du champ de coton. Ils sont enrégimentés et armés. Il est certain qu'il y aura des désordres qui troubleront profondément la société. »

Aussi prédisait-on pour cette année la guerre servile. On se répétait de bouche en bouche que les nègres étaient armés dans le Sud, qu'ils achetaient tous les jours à New-York des masses considérables de revolvers et de fusils, qu'ils avaient enfin une organisation secrète qu'il importait d'étouffer au plus vite. On raisonnait froidement sur la nécessité prochaine de les exterminer jusqu'au dernier homme. Les démocrates disaient qu'il y avait urgence à rendre le pouvoir militaire aux populations du Sud, afin qu'elles pussent se défendre contre l'insurrection des noirs. Les radicaux disaient, au contraire, que le devoir du gouvernement était plus que jamais de s'interposer entre les deux races, de contenir l'une en lui faisant justice, et de dominer l'autre en la forçant de souscrire à la jus-

tice. Autrement, si on les laissait ensemble vider sans témoins leurs démêlés, il fallait craindre un massacre pareil à celui de Saint-Domingue, mais un massacre mutuel, dont les nègres seraient les dernières victimes, et qui ne tuerait l'esclavage qu'en anéantissant la race noire.

IV

Cependant l'influence du président Johnson s'affermissait dans les États du Sud. On s'habituait à le considérer comme un protecteur et une providence. Les radicaux l'avaient aidé par leur opposition même, en lui servant d'épouvantail pour effrayer les gens du Sud. Leur rigueur inflexible avait mieux fait goûter son indulgence et comprendre la nécessité de lui obéir pour conserver sa protection. Lui-même, il commençait à se sentir assez fort pour commander, et il en usa pour donner enfin quelques satisfactions aux radicaux. — La Caroline du Sud et le Mississipi hésitaient à voter l'amendement constitutionnel abolissant l'esclavage. Prenant ce ton d'autorité que peut-être il aurait dû prendre plus tôt, il déclara péremptoirement aux législatures de ces deux États qu'il ne révoquerait pas ses gouverneurs provisoires et ne reconnaîtrait pas les gouverneurs Orr et Humphreys, élus du peuple, tant que l'amendement constitutionnel ne serait pas ratifié : les deux législatures votèrent l'amendement. La Caroline du Nord répugnait à répudier la dette rebelle : il envoya par le télégraphe un message impératif au gouverneur, et la mesure contestée fut votée séance tenante. Cette docilité faisait contraste avec l'orgueil récent de la convention du Mississipi inaugurant ses travaux par la validation de tous les actes faits pendant la rébellion par

la législature, ceux mêmes qu'on lui demandait d'annuler, — ou bien avec l'insolence de la Caroline du Nord annonçant tout haut qu'elle allait user des droits qu'on lui restituait pour empêcher à tout prix le rétablissement de l'Union. — D'autres États refusaient encore la protection due aux affranchis dans les cours de justice, et le sentiment public était si intraitable que le gouverneur Holden pensait encore et disait à ses amis « que le peuple mourrait plutôt que de se soumettre au suffrage et au témoignage des noirs. » A Raleigh, dans la Caroline du Nord, un citoyen *unioniste* déclarait dans un *meeting unioniste*, et aux applaudissements de tous, qu'il se tuerait plutôt lui-même avec sa famille que de voir jamais le nègre devenir son égal dans une cour de justice. Mais le président Johnson venait alors avec sa voix sévère, son geste impérieux, une main pleine de châtiments, une main pleine de bienfaits, et derrière lui, comme des dogues muselés et féroces, les radicaux aboyants qu'il menaçait de lâcher sur le Sud. Il montrait aux récalcitrants tantôt MM. Chase et Sumner avec leur droit de suffrage des noirs, tantôt l'impitoyable Thaddeus Stevens et son projet de confiscation générale et de payement de la dette fédérale avec les terres des rebelles, — et les gens du Sud effrayés passaient en murmurant sous le joug. Ce joug d'ailleurs était bien doux et bien léger : il suffisait à la convention constitutionnelle de la Floride, pour rentrer en grâce auprès du président, de déclarer qu'en général personne ne pourrait être incapable, à cause de sa couleur, de témoigner dans une affaire où un homme de couleur serait intéressé. La chambre des représentants du Missisipi admit aussi, quoiqu'à grand'peine, une loi plus molle et plus indécise encore, accordant aux seuls intéressés, plaignants ou défendeurs, le droit de paraître

en justice, mais refusant toujours aux non intéressés le droit de témoigner pour un de leurs frères. Le président Johnson jugeait apparemment ces concessions suffisantes, car il ne demandait rien de plus pour la protection des affranchis.

Il se rapprochait pourtant des radicaux. Le retour périodique des élections annuelles de novembre avait fait sentir à tous la nécessité d'une alliance contre les démocrates sécessionistes, qui n'auraient pas manqué de profiter de leurs disputes. Après avoir renoué d'un commun accord l'union compromise du grand parti républicain, ils avaient donc reparu devant le peuple en masse compacte et serrée. Le président Johnson semblait à l'apogée de son influence et de sa popularité. Tandis que les républicains extrêmes affichaient dans ses intentions une confiance qui n'était peut-être qu'à demi sincère, les démocrates, à qui il avait donné tant de gages d'une sympathie inattendue, le proclamaient le plus grand président que les États-Unis avaient eu depuis Washington, l'homme choisi par la Providence pour les sauver de l'anarchie révolutionnaire. Le congrès cependant allait s'ouvrir, et les radicaux y avaient gardé une imposante majorité. Ils pouvaient, en fermant la porte aux députés du Sud, bouleverser toute la politique de restauration légale du président, et faire naufrager la barque en vue du port. Les chances d'un conflit constitutionnel avec les chambres étaient toujours dangereuses, surtout sous l'empire de ces institutions républicaines qui ne reconnaissent au président ni un droit de veto durable, ni le droit suprême de la dissolution, mais lui accordent seulement un veto suspensif de dix jours à peine, qui tombe au second vote devant une majorité des deux tiers. Il était donc plus sûr de s'entendre, s'il était possible, avec ces radicaux fa-

rouches qui allaient devenir si dangereux. C'est dans cet espoir sans doute que le président permit à un de ses amis de répandre une espèce de déclaration de principes qu'il avait faite un jour dans une conversation intime sur la question même des droits des affranchis. D'après le récit que publia cet ami, M. Stearns, M. Johnson se disait *en principe* partisan du droit de suffrage égal aux deux races, et, si les circonstances lui permettaient d'agir à sa guise, il commencerait par accorder les droits politiques d'abord aux anciens soldats noirs de l'armée fédérale, puis aux gens de couleur instruits et riches, en leur imposant un cens électoral qui serait abaissé plus tard au niveau commun. Il voulait ensuite que la liberté ne fût pas un vain mot pour les esclaves affranchis, que les droits civils leur fussent sérieusement garantis par la loi, qu'enfin et surtout ils fussent admis dans les cours de justice comme plaignants, défendeurs ou témoins, au même titre que les blancs eux-mêmes. Cette profession de foi faisait sans doute évanouir les principaux griefs théoriques des radicaux contre le président; mais ceux-ci n'étaient pas hommes à se contenter d'une opinion platonique recélée tout au fond du cœur ou divulguée seulement à demi-voix, sous forme de confidence intime et purement spéculative. C'est pour cela qu'ils résolurent de tenter un coup décisif à l'ouverture du congrès en refusant brutalement la porte aux députés des anciens États rebelles qui allaient venir frapper au Capitole sous le patronage du président.

Il y avait dans le congrès trois partis en présence : les radicaux, guidés dans le sénat par M. Sumner et dans la chambre par M. Thaddeus Stevens, et formant à eux seuls la majorité; — les républicains modérés, classe moins nombreuse, un peu flottante et plus voisine des

radicaux que de leurs adversaires; ils semblaient se grouper dans la chambre des représentants autour de M. Raymond, l'ami de M. Seward et le confident de sa politique, dans le sénat, autour de MM. Dixon et Doolittle, qui ne prétendaient pas d'ailleurs au rang de chefs de parti. — Enfin vis-à-vis des républicains de toutes les nuances se tenait toujours la petite armée des démocrates, timide, amoindrie et découragée, mais attendant l'avenir et prête à s'enrôler sous la bannière du président Johnson. Les radicaux arrivaient en séance avec une confiance sans limites dans le succès de la campagne, et tenaient à remporter, dès le premier jour, une victoire éclatante qui humiliât d'une façon signalée la Maison-Blanche. Ils avaient déjà, pour les protéger contre l'invasion des députés du Sud, le serment ou *test oath* voté en 1862 par le congrès, et qui obligeait tous les fonctionnaires civils ou militaires, tous les juges, administrateurs, législateurs des États-Unis, à jurer solennellement qu'ils n'avaient jamais porté les armes contre le gouvernement national, servi en aucune qualité le gouvernement rebelle, ni donné volontairement aucune assistance, aide, conseil ou encouragement à la rébellion. Or les députés du Sud pouvaient jurer en bonne conscience qu'ils soutiendraient dorénavant de tout leur pouvoir la constitution et le gouvernement fédéral; mais ils ne pouvaient sans scandale jurer qu'ils y avaient toujours été fidèles, quand ils avaient pris une part active et publique à la rébellion. Le parjure même le plus impudent ne les aurait pas tirés d'affaire, car l'acte du 2 juillet 1862 déclarait indigne de tout emploi dans le gouvernement des États-Unis la personne convaincue de s'être parjurée. Ce serment rétrospectif était donc un obstacle péremptoire à l'admission des députés du Sud, et le premier soin des

démocrates à l'ouverture des chambres fut d'en demander la suppression ou l'amendement; mais les républicains étaient si peu disposés à les écouter qu'ils se hâtèrent d'élever une barrière plus haute encore et plus apparente contre cette nouvelle « invasion des rebelles. »

Le 2 décembre 1865, veille de l'ouverture, ils se rassemblèrent en un grand *caucus* (tel est le nom bizarre de ces assemblées semi-officielles où les partis s'isolent pour répéter leurs rôles) dans la salle même des séances de la chambre des représentants. Ils y votèrent une résolution que M. Thaddeus Stevens fut chargé de présenter et de faire voter le lendemain dans la chambre. Elle portait qu'une commission mixte serait nommée par les deux chambres pour examiner l'affaire des députés du Sud, que cette commission se composerait de quinze membres, neuf députés et six sénateurs, qu'elle s'informerait de la condition véritable des anciens États confédérés, et jugerait s'il y en avait qui fussent dignes d'être admis à une représentation dans le congrès, qu'en attendant son rapport et la décision finale des chambres, aucun député des États rebelles ne pourrait entrer dans le congrès, et que tous les titres et documents seraient renvoyés directement à la commission. — Les radicaux formulaient enfin leur programme et déclaraient la guerre au président.

Les acteurs étaient préparés, et la représentation publique eut lieu le lendemain avec un plein succès. Le *clerk* de la chambre, M. Mac-Pherson, en faisant l'appel des membres, omit à dessein les noms des représentants du Sud. Quand M. Maynard et les députés du Tennessee, élus pourtant sous l'empire d'une constitution votée par les unionistes, réclamèrent contre l'omission, on leur répondit en leur imposant silence, parce qu'ils n'étaient pas

membres du congrès. M. Stevens s'écria même : « Il n'y a pas d'État du Tennessee ! » puis, sitôt la chambre organisée et prête à l'entendre, il donna lecture des résolutions préparées la veille, et sans discussion ni forme de procès, sans daigner répliquer même aux timides réclamations des démocrates, il les fit voter d'emblée à une énorme majorité. Les démocrates revinrent à la charge et essayèrent au moins d'obtenir pour leurs protégés des États du Sud la libre entrée de la salle des séances. On leur refusa jusqu'à cette innocente consolation, et les radicaux s'en allèrent en chantant victoire.

Dans le sénat comme dans la chambre, ils n'avaient eu qu'à se montrer pour vaincre; mais dans le sénat leur stratégie n'était pas la même. Au lieu de cette attaque vive, impétueuse, hardie, de cette charge irrésistible à la baïonnette que M. Stevens lançait à la même heure contre les démocrates éperdus, MM. Wade, Sumner, Wilson et les autres *leaders* du sénat ouvraient méthodiquement la bataille par un feu formidable de leur plus grosse artillerie parlementaire, et écrasaient l'ennemi sous une montagne de résolutions, de lois et de propositions de tout genre. Il y avait d'abord la proposition de M. Wade pour conférer le droit de suffrage aux citoyens noirs du district de Colombie et donner ainsi le bon exemple aux États du Sud, puis le *bill* de M. Wilson « pour maintenir la liberté des habitants des États déclarés en insurrection et rébellion, » puis une série de résolutions de M. Sumner pour fixer les conditions du retour des États rebelles au sein de l'Union fédérale, pour leur garantir une forme républicaine de gouvernement, pour leur imposer un nouveau serment de fidélité, pour assurer l'exécution de l'amendement constitutionnel, pour modifier la base de la représentation des États du Sud, pour fixer les devoirs du

congrès envers les citoyens loyaux des États rebelles. Les radicaux arrivaient armés de toutes pièces, avec un arsenal de lois préparées : ils allaient les voter, il faudrait bien y obéir, et qu'adviendrait-il alors de la politique du président?

Sa réponse ne se fit pas attendre. Son message au congrès parut le lendemain même de la séance d'ouverture. Il y développait pour la première fois l'ensemble de sa politique avec une modération, une sincérité, une simplicité mâle et fière qui faisaient mieux ressortir la violence des attaques *radicales*. Il exposait modestement les difficultés qu'il n'avait pu vaincre, celles dont il croyait avoir triomphé, condamnait en termes sérieux et sévères la politique qui voulait imposer un gouvernement militaire aux États du Sud, et déclarait encore une fois qu'il fallait réserver aux États la question du suffrage des noirs, mais que le gouvernement national devait aux affranchis une protection efficace et une sérieuse sollicitude. Quant à l'admission des députés du Sud, il disait en passant aux deux chambres qu'à chacune d'elles appartenait le jugement de l'élection de ses membres.

Cette impassible froideur commençait à inquiéter les radicaux. Ils auraient voulu trouver dans le message du président une provocation qui donnât prise à leur éloquence. Le sénat avait voté à son tour le *bill* de reconstruction de M. Stevens en l'amendant quelque peu, et la commission mixte siégeait déjà sous la présidence de son créateur, quand le président dépêcha au sénat un nouveau message pour le rassurer sur la condition du Sud et lui conseiller enfin la restitution des droits politiques aux habitants des anciens États rebelles. Ce fut l'étincelle que les radicaux attendaient pour enflammer la poudre. M. Sumner, dans le sénat, déclara à plusieurs reprises

avec une grande indignation que le président était le complice des rebelles, et que son message était fait pour les blanchir. L'orage se déchaîna aussi dans la chambre, et alors commença entre le Capitole et la Maison-Blanche cette espèce d'assaut parlementaire qui vient de s'achever par la rupture ouverte du président et du congrès.

De toutes les questions soulevées devant les chambres, il en était trois surtout qui absorbaient l'attention publique et auxquelles l'antagonisme chaque jour plus marqué du président et du congrès donnait une importance nouvelle : c'étaient le suffrage des noirs dans le district de Colombie, l'amendement constitutionnel modifiant la base de la représentation nationale, enfin l'extension des pouvoirs du bureau des affranchis. Le suffrage des noirs passa sans difficulté dans la chambre, malgré l'intention formelle annoncée par le président d'y opposer son veto et la protestation d'un vote populaire par lequel on essaya vainement d'arrêter le congrès. On avait pourtant présenté un amendement plein de sagesse, digne en tout point de servir de modèle à la législation des États du Sud. Il consistait à restreindre les droits politiques à trois classes d'hommes de couleur : ceux qui sauraient lire à haute voix la constitution des États-Unis, ceux qui payeraient une taxe personnelle ou immobilière, ceux enfin qui avaient servi dans l'armée des États-Unis; mais une fausse manœuvre des démocrates avait fait rejeter l'amendement sans empêcher la loi d'être adoptée.

La question de l'amendement constitutionnel était plus grave et fut plus longuement débattue. On sait qu'aux États-Unis la représentation nationale est fondée non pas sur le nombre des électeurs, mais sur l'ensemble de la population des États. Néanmoins dans les États du Sud, où la moitié de la population vivait en esclavage, la

constitution avait décidé que les noirs ne compteraient que pour trois cinquièmes de leur nombre véritable. C'était déjà faire la part assez belle à leurs maîtres et investir l'esclavage d'une puissance politique privilégiée. Ainsi la Caroline du Sud, avec une petite population blanche de 291,000 âmes et une énorme population noire de 402,000 âmes, exerçait dans le gouvernement de l'Union une part d'influence beaucoup plus grande que l'État du Connecticut, dont la population s'élève à 460,000 âmes. Cette inégalité faisait partie du système de l'esclavage et elle ne peut durer aujourd'hui que l'esclavage est supprimé. Si les États du Sud veulent garder leur représentation et même l'accroître, ils n'ont qu'à conférer le droit de suffrage aux noirs; mais il serait absurde aujourd'hui de leur conserver le pouvoir d'une aristocratie privilégiée et de les faire entrer en conquérants dans cette chambre où ils doivent revenir en vaincus. C'est pour cela qu'on a songé à modifier la base de la représentation nationale, de façon tout à la fois à l'établir sur des proportions équitables et à pousser les États du Sud dans la voie des réformes radicales, en les intéressant eux-mêmes à les accomplir. Divers systèmes se trouvaient en présence et sollicitaient l'adoption du congrès. Le plus simple et le plus commode consistait à établir la représentation des États sur leur population électorale au lieu de leur population réelle; mais il avait l'inconvénient grave d'exciter les États à étendre outre mesure la franchise électorale, à effacer toutes les conditions d'âge, de fortune, de capacité, de domicile, qui limitent encore les droits politiques, à abaisser enfin l'intelligence et la dignité du corps électoral au profit de leur influence dans le congrès. Déjà les femmes s'agitaient pour faire enfin valoir leurs droits si obstinément méconnus, et les sénateurs étaient assaillis

de pétitions séduisantes qu'ils envoyaient dormir sur la table de la commission des quinze, côte à côte avec celles des noirs affranchis. Aussi M. Thaddeus Stevens proposa-t-il de garder la population réelle pour base de la représentation nationale, mais avec cette restriction qu'on ne compterait pas les classes exclues des droits politiques pour raison de race ou de couleur. Cette rédaction était la plus sage, et ce fut celle qui en définitive fut votée par la chambre. On va voir par quel coup de théâtre les radicaux surent donner à ce vote le caractère d'une manifestation éclatante et d'une levée de boucliers contre le président.

M. Johnson n'approuvait pas la mesure. Il pensait, non sans raison peut-être, qu'il ne fallait pas jouer avec la constitution, et que cette grande abondance d'amendements proposés et discutés dans le congrès (c'était le quatrième depuis l'ouverture de la session) n'était bonne qu'à discréditer la loi fondamentale et à ruiner son autorité dans l'esprit du peuple. Sur la question même, il croyait qu'en fait d'amendements le plus simple était le meilleur, et que, si l'on touchait à la constitution, il valait mieux fonder tout de suite la représentation sur le nombre des électeurs. Il eut le malheur de le dire à un sénateur de ses amis dans une conversation publique qui fut racontée par les journaux. Le lendemain, Thaddeus Stevens se lève pour le dénoncer. « Cette proclamation, dit-il, cet ordre que nous donne l'homme de la Maison-Blanche à l'heure même où le congrès légifère, est une violation des priviléges de la chambre. Il y a quelques siècles, adressée par un roi d'Angleterre à son parlement, elle lui aurait coûté la tête..... Mais, messieurs, nous n'aurons pas à tourmenter le président de notre amendement; si le congrès l'adopte, nous n'avons

pas besoin de le lui soumettre et de solliciter son approbation. » La chambre tout émue se cabra sous ce coup de cravache asséné d'une main vigoureuse; l'amendement fut voté séance tenante; et le président dévora l'outrage.

Restait la question du bureau des affranchis. Le sénat et la chambre avaient voté, sous l'influence des radicaux, une loi qui donnait à cette institution temporaire un caractère nouveau de permanence et de durée. Les États du Sud étaient divisés en douze districts, occupés chacun par un commissaire dont la nomination, comme celle de tous les autres fonctionnaires administratifs ou militaires, devait être régulièrement soumise à l'approbation du sénat. Sous les ordres de ces officiers devait se mouvoir tout un peuple de surveillants et de sous-commissaires, trois ou quatre mille fonctionnaires occupés uniquement à pourvoir au bien-être des affranchis et des réfugiés. En même temps le gouvernement s'engageait à leur louer, à leur vendre, à leur distribuer des terres, à leur assurer pour trois ans la jouissance de certaines propriétés confisquées qu'ils avaient occupées depuis la guerre. C'était un immense et permanent hôpital qu'on établissait dans tous les États rebelles au profit de la propagande radicale et aux dépens du trésor public.

De toutes les mesures que le congrès avait prises, celle-ci était pourtant la plus douce et la plus utile. L'institution du bureau des affranchis ne s'appuyait pas sur des principes ni sur des raisons idéales; elle était la seule protection efficace qu'on eût donnée aux populations noires contre l'animosité des maîtres d'esclaves, et le président Johnson en avait reconnu l'intérêt pratique quand il avait concouru lui-même à la fonder. Peut-être, en des temps plus calmes, se serait-il contenté de refuser sa sanction à quelques clauses imprudentes et exagérées de

la loi nouvelle, et d'en demander la révision au congrès ; mais, blessé de l'hostilité personnelle de la faction radicale, irrité de tant de projets et de résolutions visiblement dirigés contre sa politique, il se décida cette fois à prendre une revanche et à mettre son veto sur la loi. Il assembla ses ministres en conseil, et sauf MM. Harlan et Stanton, tous furent d'avis qu'il avait raison. Son message fut porté le lendemain au congrès. Quand le président refuse sa signature à une loi déjà votée, la constitution ordonne qu'elle soit remise en délibération dans les chambres, et admise en dépit de sa résistance, si elle réunit les deux tiers des suffrages. Or le président jouait gros jeu. La majorité des radicaux n'était guère douteuse, et s'ils faisaient encore passer la loi, il n'allait avoir d'autre alternative que l'abdication de la présidence ou l'humiliation d'obéir après avoir résisté.

Il fut sauvé par l'opinion publique. Le congrès, nommé il y a deux ans sous l'influence des passions guerrières, ne représente plus aussi fidèlement qu'autrefois les sentiments vrais du pays. Le président Johnson savait bien qu'il s'appuyait sur une puissance plus grande, et que, s'il succombait pour un jour, sa défaite ne serait pas de longue durée. Eux-mêmes, les radicaux, tout en votant des mesures extrêmes, sentaient le sol se dérober sous leurs pieds, et commençaient à se demander avec inquiétude si les élections du mois de novembre ne leur seraient pas contraires. Le veto du président, soutenu par de bruyantes manifestations populaires, put donc intimider les républicains modérés du sénat qui hésitaient encore à s'en faire un ennemi. Le cœur leur manqua à la dernière heure, et sept voix républicaines abandonnèrent la loi qu'elles avaient votée. Il ne s'en fallait pourtant que de deux voix pour qu'elle fût admise, et l'on savait la ma-

jorité républicaine de la chambre prête à répondre au veto par un insultant défi. Ce revers inattendu des radicaux n'en suffit pas moins pour retourner la fortune. Leur *leader* éloquent et intrépide, M. Thaddeus Stevens, s'en vengea par des paroles amères et par la menace d'une exclusion plus rigoureuse des représentants du Sud. Le sénateur Wade proposa dans le sénat un amendement constitutionnel interdisant la réélection du président des États-Unis, sans cacher qu'il voulait en faire une mesure de représailles contre l'auteur du veto. Le sénat se donna même l'inutile plaisir de repousser en masse toutes les nominations administratives soumises à son contrôle.

La victoire du président Johnson n'en fut que plus éclatante et plus humiliante pour le congrès. Il avait soutenu sans fléchir l'assaut terrible que les radicaux lui avaient préparé. Ils avaient jeté tout leur feu, usé toutes leurs munitions, et le président Johnson était encore debout, aussi ferme que par le passé. La cour suprême, malgré les efforts de son président, M. Chase, pour y faire triompher les doctrines radicales, venait de donner raison à la théorie constitutionnelle de M. Johnson en déclarant que les États du Sud étaient non pas des territoires, mais des membres de l'Union fédérale, et qu'ils pouvaient renouer leurs anciennes relations judiciaires avec les cours des États-Unis. — Enfin le veto semblait accueilli par le peuple avec d'unanimes transports de joie. Partout on faisait des *meetings*, des discours, des illuminations, des réjouissances. On envoyait au président des députations et des adresses pour le féliciter de son courage, on tirait des salves d'artillerie pour célébrer son triomphe. La législature du Missouri avait d'abord infligé un blâme au président : le peuple de Jefferson-

ville, assemblé tumultueusement devant le Capitole, la força de voter séance tenante une salve de vingt et un coups de canon et une adresse en son honneur. On ne savait pas encore ce que pensait le peuple des campagnes, attaché de longue date à la politique républicaine et généralement fidèle aux radicaux; mais la populace des grandes villes saluait le veto du président comme une déclaration de guerre contre les noirs. L'animosité des races se réveilla soudain avec une force inattendue : on recommença à maltraiter les gens de couleur, à les outrager, à les chasser des lieux publics, à piller et à brûler leurs maisons. On put se croire un instant à la veille d'une guerre sociale, et Frederick Douglass, l'orateur du parti nègre, déclara, dans un *meeting* où il vint parler sous la protection de M. Chase, que la politique du président conduisait à l'extermination de la race noire. En même temps la nouvelle du veto avait excité l'enthousiasme et relevé l'espérance des esclavagistes rebelles. Ils célébraient avec bonheur la conversion du président Johnson à leur cause, et se disaient à présent les défenseurs dévoués de l'Union fédérale contre la *rébellion* des abolitionistes. On eût dit que par un soudain miracle tous les États loyaux étaient changés en États rebelles, et qu'au contraire les États insurgés du Sud étaient devenus les membres les plus loyaux et les plus zélés de l'Union.

Le président fut enivré de son triomphe. Le jour de la fête de Washington, des *meetings* devaient avaient avoir lieu dans toutes les villes des États-Unis pour chanter ses louanges. Le soir, une foule immense se rassembla dans le jardin de la Maison-Blanche. Lui-même, défiant à son tour ses adversaires, il prononça un discours où reparut toute l'éloquence furibonde de l'ancien sénateur du Tennessee. Il ne se contenta pas de glorifier sa vie passée

avec une arrogance et une inconvenance inouïes, mais, désignant un à un tous les chefs des radicaux comme des désunionistes et des rebelles, il livra grossièrement aux huées de la populace les trois noms respectés de Thaddeus Stevens, de Charles Sumner et de Wendell Phillips; puis, relevant le gant jeté dans le congrès par Thaddeus Stevens, il les accusa tous d'en vouloir à sa tête et d'exciter contre lui l'assassinat; il poussa même l'extravagance jusqu'à offrir sa tête aux assassins pour le salut de la patrie. « Si je suis décapité, s'écria-t-il, je veux que le peuple américain tout entier soit présent à mon supplice! — Le sang des martyrs ne coule jamais en vain! » Si exagérées et si injustes qu'on les suppose, les provocations des radicaux n'avaient jamais approché de ces violences: le président leur payait avec usure sa dette d'injures et de calomnies.

Il ne tarda pas à s'en repentir. Le *meeting* de la Maison-Blanche avait applaudi avec fureur à ces imprécations sanguinaires. Emporté par le torrent de son éloquence démagogique, le président Johnson avait oublié sans doute qu'il n'était plus seulement un orateur populaire parlant pour une grossière multitude: il était le chef, le magistrat suprême d'un grand peuple, et sa parole allait retentir d'un bout du monde à l'autre. Prévoyant le déplorable effet qu'un tel discours allait produire sur l'opinion du pays, le ministre de la guerre, M. Stanton, interdit au télégraphe de le répandre. On en référa au président lui-même, qui, tout échauffé encore de son succès oratoire, donna l'ordre de passer outre et d'expédier les dépêches. Le lendemain, tous les journaux des États-Unis publiaient sa harangue scandaleuse, et le peuple américain, étonné, cherchait encore une fois une cause naturelle à l'accès de folie du président. Les démo-

crates surtout, qui étaient triomphants la veille, n'avaient plus rien à répondre à l'indignation des radicaux. L'*Evening-Post*, le journal du poëte Bryant, qui avait jusque-là soutenu fidèlement la politique présidentielle, déclara que le discours de M. Johnson était un déshonneur pour lui-même et pour son pays, et qu'il devait à l'opinion publique une réparation solennelle. Les radicaux regagnaient ainsi en un jour tout le terrain qu'ils avaient perdu.

Telle est la situation des partis. Leurs combats d'aménités américaines vont aboutir sans doute à un compromis. Si mal qu'ils soient ensemble, le président et le congrès ont besoin l'un de l'autre et ils sont obligés de s'accorder tant bien que mal. Dès le lendemain du discours, dans un *caucus* républicain tenu au capitole, il fut résolu qu'on profiterait de l'avantage pour offrir au président l'admission des membres du Tennessee en gage de réconciliation et de concorde, à condition qu'il accepterait lui-même le principe de la politique radicale. Un rapport du comité de reconstruction a donné ce conseil aux deux chambres, tout en maintenant sans réserve les droits absolus du congrès et l'exclusion systématique des autres députés du Sud. Dans le sénat, M. Wilson a proposé sur la question du bureau des affranchis un bill radouci qui en allonge les pouvoirs pour deux ans seulement, et sans y rien ajouter de nouveau : on assure qu'une loi de ce genre pourrait être ratifiée par le président. Quant à l'amendement électoral voté il y a un mois dans la chambre, le sénat écarte cette cause de discorde par un vote où les radicaux avancés donnent la main aux démocrates extrêmes. C'est M. Sumner lui-même qui a combattu et fait échouer la mesure en proposant une loi fondée sur l'amendement constitutionnel abolissant l'es-

clavage, pour interdire « toute oligarchie, caste ou monopole, » et ordonner qu'en conséquence « personne ne fût privé des droits civils et politiques pour cause de race ou de couleur. » C'était proposer l'égalité immédiate et absolue des deux races. M. Sumner a prouvé victorieusement que cette loi radicale était seule d'accord avec les principes de la déclaration de l'indépendance et du préambule de la constitution des États-Unis, — qu'en outre elle résultait naturellement de l'obligation imposée au congrès de garantir à tous les États de l'Union une forme de gouvernement vraiment républicaine, et du droit qu'il avait de pourvoir par des lois nouvelles à l'application sincère de l'amendement constitutionnel abolissant l'esclavage; mais le sénat s'est décidé à ajourner encore une fois l'égalité que réclame une justice rigoureuse. Il veut rester d'accord avec l'opinion du pays.

C'est dans la même pensée de modération et de sagesse que la chambre des représentants a modifié et adouci la loi destinée à garantir aux affranchis le plein exercice des droits civils. Cette mesure, proposée d'abord sous la forme d'un amendement à la constitution, et soustraite ainsi au contrôle du président, n'a été votée que sous la forme d'une loi. Elle conférait aux affranchis cette égalité civile et judiciaire que M. Johnson lui-même avait désirée, et elle établissait des peines spéciales pour les juges ou les magistrats récalcitrants des États du Sud. Cette fois, on ne pouvait accuser le congrès de sortir de ses attributions légales, ni de blesser les principes de la constitution. Si la loi pouvait encore être condamnée par les démocrates extrêmes, au nom de cette absurde et incorrigible doctrine des *state-rights* qui refuse à l'Union tout pouvoir sur les États qui la composent, elle ne s'en appuyait pas moins solidement sur l'amendement consti-

tutionnel de l'année dernière, qui n'abolit pas seulement le mot d'esclavage, mais assure au congrès le droit de veiller et de pourvoir à la liberté des affranchis. Les radicaux ont pour eux l'évidence, et nul ne croyait que le président Johnson pût refuser son approbation à la loi nouvelle. Il y a pourtant mis encore une fois son veto; mais aujourd'hui l'opinion du pays l'abandonne, et il faut espérer que le congrès ne reculera plus devant sa résistance aveugle (1).

Telle a été jusqu'à présent la réponse des républicains radicaux au discours de la Maison-Blanche. Ils n'ont pas pris la peine de se disculper d'une accusation aussi odieuse et aussi extravagante. Le sénateur Sherman a dit seulement avec un dédain suprême que les imputations du président étaient ridicules et qu'il ne voulait pas en parler. M. Thaddeus Stevens a même poussé l'ironie jusqu'à dire que ce discours n'existait pas, et que ce n'était qu'une invention des *copperheads* pour déshonorer le président. Ils cherchent à faire un compromis honorable, sans s'avilir par des récriminations superflues. Le seul droit qu'ils maintiennent et qu'ils ne veulent pas abandonner, c'est celui de refuser aux députés du Sud l'accès du Capitole et de leur imposer par là telles conditions qui leur plaisent. Ils sont inexpugnables dans cette enceinte, et le président ne songe pas à les y poursuivre. Aussi le sénateur Wilson, qui avait montré tant de modération et de sagesse en ouvrant lui-même au président la voie des

(1) On sait qu'en effet le sénat et la chambre viennent d'annuler le *veto* du président et annoncent la volonté de rester en session jusqu'au mois de novembre, si leur présence est nécessaire pour assurer l'exécution de la loi. On espère que M. Johnson s'y soumettra de bonne grâce et ne mettra pas le congrès dans la grave nécessité d'user contre lui de l'*impeachment*.

concessions réciproques, en est-il venu à proposer des résolutions pour obliger les États du Sud, s'ils veulent rentrer dans le congrès, à accorder aux gens de couleur tous les droits civils et judiciaires, et même les droits politiques à ceux qui savent lire, qui ont servi dans l'armée fédérale ou qui sont inscrits sur les rôles de l'impôt. Voilà par quelle résistance le congrès pourra vaincre l'obstination du Sud. Déjà ses efforts n'ont pas été stériles : c'est aux radicaux non moins qu'au président lui-même qu'on doit de voir aujourd'hui l'autorité nationale triomphante, les députés du Sud agenouillés en prière à la porte du Capitole et les révoltés d'hier devenus d'humbles solliciteurs. Il serait fâcheux assurément que les radicaux s'emparassent du gouvernement et qu'ils tentassent d'appliquer sans ménagement aux États du Sud leurs principes rigoureux et inflexibles ; mais on ne peut regretter qu'ils leur fassent expier par une plus longue attente un crime que le président Johnson a pardonné trop vite. Il faut qu'il y ait toujours, à côté de ceux qui gouvernent, des hommes exigeants et impitoyables qui les rappellent durement à leurs devoirs. Sans l'opposition continuelle des abolitionistes, on devine facilement à quoi aurait abouti l'indifférence bien connue du président Johnson pour l'avenir et l'existence même de la race noire. Il aurait dit : « Périssent plutôt tous les nègres de la terre que de toucher au moindre privilége ou au moindre droit des États ! » Il aurait, comme il l'a déclaré lui-même, « constitué un gouvernement d'hommes blancs, » où la race opprimée n'aurait trouvé aucune protection pour ses droits les plus élémentaires, et l'abolition de l'esclavage, célébrée comme un acte d'humanité et de justice, n'aurait été alors qu'une immense extermination.

Cependant la *reconstruction* s'achève à la faveur

même des luttes parlementaires qui ont semblé l'entraver. Tout en livrant bataille au congrès, le président continue à dénouer l'un après l'autre les liens temporaires qu'il avait mis aux libertés des États rebelles. Il révoque un à un les gouverneurs provisoires de la Géorgie, du Mississipi, des deux Carolines; il rend au Texas ses assemblées représentatives. Il eût mieux fait peut-être de suivre une autre politique et de prêter plus souvent l'oreille aux avis des radicaux; le coup de tête qu'il vient de faire est un acte de rancune étroite et de colère aveugle. Toujours est-il que sa politique, bonne ou mauvaise, a réussi jusqu'à ce jour, que ses fautes même n'en peuvent plus guère compromettre le succès, qu'enfin l'Union est sauve, et qu'il serait imprudent de revenir en arrière pour courir les dangers d'une expérience nouvelle.

V

Dans tout le cours de cette longue et difficile campagne, on a vu les partis se mouvoir et s'attaquer sans relâche, et concourir cependant tous ensemble à l'œuvre de la reconstruction. Le président Johnson a paru incliner tantôt vers les radicaux, tantôt vers les démocrates, et tenir en définitive la balance égale entre les partis. D'abord on l'a entendu prononcer des paroles sévères, pleines de menaces de vengeance qu'il n'a pas accomplies; on l'a vu ensuite se tourner vers les gens du Sud, leur offrir des conditions inespérées, et se constituer leur défenseur pour mieux devenir leur maître. Enfin, quand il les a vus engagés, il leur a fait sentir le fouet et la bride, tan-

dis que les radicaux derrière lui jetaient feu et flamme et empêchaient sa sévérité de s'endormir. Dans cette mêlée régulière, tous les partis ont joué leur rôle et servi l'œuvre commune. Il n'y a pas jusqu'aux démocrates vaincus et désorganisés qui n'aient contribué à la pacification des rebelles en leur tendant une main fraternelle comme par le passé. L'honneur doit sans doute en revenir, pour une grande part, à l'homme remarquable qui a su guider, par des chemins différents, toutes ces armées hostiles et les faire combattre côte à côte contre l'ennemi commun. Mais le mérite en est surtout à ces institutions libres qui permettent à toutes les opinions de se produire et à la volonté nationale de chercher sa voie au milieu de la mêlée des partis. Ces luttes politiques bruyantes, dont le tumulte peut quelquefois assourdir les oreilles et troubler les méditations des hommes d'État, sont pourtant la balance où s'équilibrent les puissances cachées de l'opinion, l'école où la pensée publique se forme et apprend à se connaître avant d'agir. A vrai dire, dans les occasions dangereuses et solennelles, elles facilitent plutôt qu'elles ne gênent l'œuvre de celui qui gouverne ; elles lui montrent au moins la voie où il s'engage et le sol où il s'appuie, elles lui découvrent les obstacles de la route et les forces dont il dispose pour les surmonter ; elles lui font entendre enfin la voix du pays lui-même, au lieu de celle des histrions et des adulateurs. Rien n'est plus dangereux pour ceux qui gouvernent que d'agir dans le silence et la solitude de leur pensée. Aussi, malgré les embarras et les agitations quotidiennes de ses démêlés avec les partis, le président Johnson doit-il s'applaudir d'avoir rencontré à chaque pas des avertissements et des résistances qui lui ont été salutaires.

Je ne sais pourquoi l'on s'imagine que les hommes per-

dent en prudence tout ce qu'ils gagnent en liberté, et que le meilleur moyen de les conduire est de leur boucher les yeux et les oreilles comme à des chevaux vicieux. Si cela était, le président Johnson aurait eu tort d'appeler les hommes du Sud, au lendemain de la guerre, à reprendre l'exercice de leurs anciens droits politiques et de les inviter à voter eux-mêmes dans des assemblées délibérantes les réformes qu'il pouvait leur imposer par la force. Il a eu confiance dans l'autorité de la raison et dans la puissance conservatrice de la liberté. Le bruit du canon s'éteignait à peine, les fermes et les villages brûlés par les armées fédérales flambaient encore dans les campagnes, que déjà les citoyens commençaient à s'assembler, à discourir, à voter des résolutions, à nommer des magistrats municipaux. L'habitude du *self-government* survivait à tous les désastres. Ni la chute du gouvernement sécessioniste, ni l'humiliation de la défaite, ni l'invasion, ni la conquête, ni la famine même et la misère qui menaçaient les Etats du Sud, — rien ne pouvait étouffer ce germe indestructible d'indépendance et d'ordre légal. Sous les ruines de la grande société détruite, la petite restait debout et reprenait vie toute seule. En quelques jours, tout était rétabli : le peuple nommait des conventions, des chambres législatives, et l'homme qui la veille encore portait la carabine et l'uniforme confédéré venait paisiblement s'asseoir dans une assemblée pour changer les lois de son pays. Il y arrivait souvent rebelle au fond de l'âme, décidé d'avance à une résistance aveugle, et il s'en retournait prêchant la concorde et la soumission : c'est que dans l'intervalle il avait vu les nécessités, compris les dangers, manié les intérêts et les passions du jour. En moins d'un an, tout le Sud était rentré sous l'autorité légale et dans l'exercice tranquille de ses libertés.

Voilà le spectacle unique et admirable que la démocratie américaine vient de donner au monde. Quel despotisme militaire aurait pu en faire autant?

C'est une erreur malheureusement trop commune que de se figurer la démocratie comme l'état social le plus propre aux révolutions et aux guerres civiles. Il y a des hommes qui aiment assez la liberté pour admirer jusqu'aux excès les plus graves du gouvernement populaire; j'avoue que je ne suis pas de ce nombre, et que nulle part je ne pourrais me résigner à voir la liberté tourner en un sanglant carnaval. Ces meurtres publics, ces maisons démolies, ces insurrections des rues, qui semblent à quelques hommes autant de passe-temps du peuple souverain, me paraîtraient au contraire un argument grave contre la liberté politique, s'il était démontré qu'elle en fût coupable.

Il y a bien des manières différentes d'admirer la démocratie américaine. Chacun reconnaît sa puissance, l'essor qu'elle donne à toutes les énergies, la hardiesse des entreprises qu'elle encourage, et consent à voir dans cet ensemble hétérogène le signe d'une certaine grandeur; mais on se hâte alors d'ajouter : « Vous n'êtes pas assez sévère; vous ne tenez compte ni des détails négligés, ni des individus écrasés dans la masse; vous faites tout simplement entrer chaque injustice en balance, au compte des profits et pertes, pour ne vous arrêter qu'aux résultats généraux. Votre politique ressemble à la morale de l'entrepreneur de chemins de fer qui ne répare pas ses machines avant qu'elles n'aient causé mort d'homme, et qui croit avoir fort bien agi, s'il réalise une économie. Vous ne croyez pas plus à la valeur absolue de la justice qu'au prix infini de la vie humaine; vous les évaluez l'une et l'autre en dollars, et vous les pesez dans le même

plateau que le coton et le porc salé. Votre gouvernement est moins encore celui de la liberté que celui de la concurrence. Il est comme le vent qui souffle sur le feu et lui donne une plus violente activité; mais il fait de la société un champ de bataille toujours couvert de morts ou de mourants. » — Telle est, chez nous, si je ne me trompe, l'opinion commune des honnêtes gens.

Cette opinion a fait son temps. Il ne suffit plus aujourd'hui de regarder les Américains comme de puissants instruments de travail, comme un peuple d'animaux énergiques et industrieux, et de leur accorder cette espèce d'admiration méprisante qu'on a pour un fort de la halle ou pour un boxeur vigoureux. Ils viennent de prouver, par quatre années de la plus terrible épreuve à laquelle aient jamais été mises la constance et la liberté d'un peuple, qu'ils ont d'autres vertus que le courage animal ou l'avidité hardie. Il faudrait être aveugle pour ne pas voir la persévérance, la sagesse, le dévouement, le patriotisme, la modération même et l'amour de l'ordre qu'ils ont montrés à l'étonnement du monde et à la confusion de ceux qui prédisaient leur ruine. Je ne connais pas de plus grand spectacle que celui de cette élection du président Lincoln faite pour ainsi dire sous le feu de la guerre civile avec tout le calme, tout le sang-froid, toute la sérénité des volontés inébranlables. Avons-nous beaucoup de pareils exemples à leur offrir?

Les Américains ont leurs défauts dont je ne veux pas nier l'importance. Il est permis à un Français nourri à l'école de nos mœurs bourgeoises de trouver parfois choquante la brutalité des mœurs populaires et de se fatiguer à la longue de la grosse nourriture intellectuelle qui plaît à la démocratie. Il faut cependant prendre garde d'avoir trop de délicatesses, de confondre de simples répugnances

avec des jugements sérieux. Le premier soin d'une armée qui campe est de faire du bois et des vivres. Plus tard, quand la soupe sera cuite, et que chacun aura solidement dressé sa tente, alors on pourra songer aux jouissances de l'art et aux raffinements de la pensée. En attendant, il faut prendre la carabine, manier la cognée, défricher les forêts, bâtir des villes, fonder des États, fabriquer des lois, veiller au gouvernement et à la grandeur nationale. Les Américains sont un peuple jeune, qui grandit et se développe encore; attendons pour les juger la perfection de leur âge mûr.

Le grand mérite enfin de la démocratie américaine, c'est qu'elle excelle à former des hommes et des citoyens. La liberté des peuples n'est pas tout entière dans la forme apparente de leurs institutions; elle est aussi et surtout dans le caractère de ceux qui les pratiquent. On a dit que les Américains étaient grossiers et avides; on n'a jamais pu nier ni la prodigieuse activité que l'instabilité même du caractère démocratique imprime à tout ce peuple en travail, ni cette confiance en lui-même qui est à la fois une force et une vertu. Ne les avons-nous pas vus dans cette guerre entasser millions sur millions, armées sur armées, décupler leurs efforts avec leurs sacrifices, et tourmenter si obstinément la fortune qu'ils ont fini par en venir à bout? La résistance des gens du Sud, insensée, criminelle, mais héroïque, ne montre-t-elle pas elle-même de quelle discipline les Américains sont capables? Tout cela tient à la pratique journalière et continuelle de la liberté. Sous le règne de la démocratie véritable, le peuple ne voit pas dans l'autorité qui le gouverne une puissance étrangère ou ennemie. Le gouvernement est sorti de son sein, il s'y renouvelle et s'y retrempe sans cesse, et comme tout le monde a con-

tribué à l'établir, tout le monde accourt à son aide le jour où le gouvernement est menacé. Il suffit d'un coup d'œil pour sentir l'espace immense qui sépare cette société de la nôtre. Quand les portes de la Maison-Blanche s'ouvrent à la multitude et que le peuple américain tout entier vient librement serrer la main du président qu'il a élu, ce n'est pas une formalité ridicule et vaine; c'est le signe et le symbole de l'union démocratique du gouvernement et des gouvernés. On y honore le pouvoir non pas sous l'image d'un soldat en uniforme ou d'un prince en manteau royal, mais sous la forme d'un simple homme du peuple, d'un fils de ses œuvres, d'un ancien laboureur comme André Jackson, d'un bûcheron comme Abraham Lincoln, d'un garçon tailleur comme André Johnson. Ces grands hommes de la démocratie se sont formés modestement dans l'exercice quotidien de leurs droits politiques; ils ne doivent leur fortune qu'au libre choix de leurs concitoyens. Ils se sont élevés peu à peu de la commune au comté, du comté au gouvernement de l'État, de l'État au gouvernement fédéral; c'est par la pratique seule que s'est achevée cette admirable éducation politique qui fait l'étonnement des nations novices dans l'art de la liberté. Personne jamais ne leur reprochera leur humble origine ni l'insuffisance d'une science théorique inutile pour faire de bons citoyens. Personne non plus n'enviera jamais leur fortune, car elle n'est pas le privilége de la richesse ou de la naissance, ni même le monopole naturel d'une éducation raffinée. Nul préjugé ne leur en interdit la conquête, et chacun peut s'élever librement jusqu'au faîte de la société sans rencontrer ces barrières morales, ces jalouses divisions des classes qui subsistent chez nous comme l'ombre obstinée de l'ancien régime.

La démocratie américaine ne connaît pas ce vice fondamental de la société française, cette déplorable passion de l'envie qui rend si difficile chez nous la liberté. Les riches et les pauvres n'y sont pas armés les uns contre les autres comme des hommes de races différentes et nés pour être ennemis. Les mots d'aristocrate et de prolétaire y sont également inconnus. Tout le monde sort de la masse du peuple et y rentre également sans peine. L'égalité n'y est pas une vaine apparence imposée par la crainte d'une démocratie menaçante et sourdement agitée par les haines sociales. On n'y voit point de distinctions dans les mœurs, mais il n'y en a pas non plus dans les âmes. Aussi les Américains n'éprouvent-ils jamais ce funeste sentiment d'égoïsme qui désunit les classes et affaiblit la société. Ils sont unis dans une mutuelle indépendance au lieu d'être divisés dans une sujétion commune.

Combien nous leur ressemblons peu ! Il y a chez nous une idole devant laquelle notre démocratie se prosterne, et dont il est sacrilége de discuter seulement la tyrannie : c'est la centralisation moderne, qu'on dit être l'héritage de notre glorieuse révolution. C'est un système dont tout l'art consiste à remplacer la vie naturelle d'un peuple par une savante machine qui en imite tous les mouvements. Un pays centralisé est comme un homme qui, ayant ses deux jambes, trouverait plus commode de les lier ensemble et de les remplacer par des béquilles. A ce régime, il faut s'y attendre, la vie se retire des membres et le corps s'atrophie. Le repos et le silence deviennent alors l'unique désir, l'unique besoin des peuples. Le moindre bruit de liberté qui s'élève bouleverse le monde épouvanté.

Cependant les inimitiés sociales continuent à travailler

sourdement. On entend parfois gronder le murmure des révolutions. Le pauvre veut dépouiller le riche, le riche ne songe plus qu'à se défendre, à se barricader contre le pauvre et à le tenir éloigné du pouvoir. Toute la politique du pays roule sur les plus basses des passions humaines : la cupidité, l'égoïsme et l'envie. Les conservateurs, effrayés de l'invasion prématurée du torrent démocratique, se jettent volontiers dans les bras d'un pouvoir fort qu'ils supplient de les protéger. Les classes inférieures prennent l'habitude de l'obéissance passive ou de la licence anarchique, le mépris des droits légaux et de la liberté régulière, et elles ne voient leur salut que dans quelque heureux coup de fortune qui leur permette de satisfaire en un jour toutes leurs passions mauvaises. De quel nom faut-il appeler une société pareille? Un grand écrivain moderne, qu'a préoccupé toute sa vie l'avenir de la démocratie et qu'on ne s'étonnera pas d'entendre citer à propos de l'Amérique, Tocqueville, nous l'a dit en termes ineffaçables : « Une pareille société n'est pas démocratique, mais révolutionnaire. » Faut-il donc désespérer de ces sociétés malades et voir dans l'enfantement de la démocratie un obstacle éternel à la liberté? Si tel était l'enseignement véritable du spectacle que nous avons sous les yeux dans notre pays, il serait bon d'en détourner souvent notre pensée et de songer avec espoir à la grande et encourageante expérience que vient de faire pour le monde moderne la libre démocratie d'Amérique.

FIN DU TOME SECOND

TABLE

DES CHAPITRES DU TOME SECOND

CHAPITRE PREMIER

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

CHAPITRE II

UNE VISITE AU PAYS DE L'HUILE

CHAPITRE III

BOSTON, LES ÉCOLES, LE MONDE LETTRÉ

CHAPITRE IV

BOSTON, LA JUSTICE, LE MONDE POLITIQUE

CHAPITRE V

BOSTON, LA RELIGION, L'ESPRIT PUBLIC

CHAPITRE VI

UN MONASTÈRE PROTESTANT

CHAPITRE VII

LA CAMPAGNE DE GÉORGIE

CHAPITRE VIII

LE JOUR DE L'AN A NEW-YORK

CHAPITRE IX

WASHINGTON ET LE CONGRÈS

CHAPITRE X

LE MONDE OFFICIEL

CHAPITRE XI

LES PRISONS DU SUD

CHAPITRE XII

L'ARMÉE DU POTOMAC

CHAPITRE XIII

UNE VILLE DU SUD

CHAPITRE XIV.

PHILADELPHIE, LES NÉGOCIATIONS

CHAPITRE XV

APRÈS LA GUERRE

FIN

Paris, — Imp. Poupart-Davyl et Ce, rue du Bac, 30.

EXTRAIT DU CATALOGUE

LIBRAIRIE INTERNATIONALE

Boulevard Montmartre, 15, au coin de la rue Vivienne

A. LACROIX, VERBOECKHOVEN ET C[ie]

ÉDITEURS

à Bruxelles, à Leipzig et à Livourne

MAISON DE COMMISSION

MAI 1866

Les Ouvrages annoncés sur ce Catalogue sont expédiés *franco* contre envoi du prix en un mandat sur la poste ou en timbres-poste.

PARIS

15, BOULEVARD MONTMARTRE, 15

AU COIN DE LA RUE VIVIENNE

Ce Catalogue annule les précédents

HISTOIRE

COLLECTION DES GRANDS HISTORIENS CONTEMPORAINS ÉTRANGERS.

FORMAT IN-8 A 5 FR. LE VOLUME.

Bancroft (G.). — Histoire des États-Unis d'Amérique. 9 vol. in-8. . . . . 45 »
Buckle. — Histoire de la Civilisation en Angleterre. 4 vol. in-8. . . . . 20 »
Duncker (M.). — Histoire de l'Antiquité. 8 vol. in-8 (en préparation). . 40 »
Gervinus. — Introduction à l'Histoire du XIX[e] siècle. 1 vol. in-8. 5
— Histoire du XIX[e] siècle depuis les traités de Vienne. 8 vol. in-8. . 40 »
Grote (G.). — Histoire de la Grèce. 15 vol. in-8, avec cartes. . . . . 75 »
Herder. — Philosophie de l'histoire de l'humanité. 3 vol. in-8. . . . . . 15 »
Irving (W.). — Histoire et légende de la Conquête de Grenade. 2 vol. in-8. . . . . 10 »
— Vie, voyages et mort de Christophe Colomb. 3 vol. in-8. . . . . . 15 »
Merivale. — Histoire des Romains sous l'Empire. 8 à 9 volumes. . . . . » »
Motley (J.-L.). — La révolution des Pays-Bas au XVI[e] siècle, histoire de la fondation de la république des Provinces-Unies. 4 vol. in-8. 20 »
— Histoire de la République Batave, depuis la mort de Guillaume le Taciturne. 4 vol. in-8 (en préparation). . . . . 20 »
Prescott (W.-H.). — Œuvres complètes. 17 volumes, comprenant les ouvrages suivants :
— Histoire du règne de Philippe II. 5 vol. in-8. . . . . 25 »
— Histoire du règne de Ferdinand et d'Isabelle. 4 vol. in-8. . . . . . 20 »
— Histoire de la conquête du Pérou, 3 vol. in-8. . . . . 15 »
— Histoire de la conquête du Mexique. 3 vol. in-8. . . . . 15 »
— Essais et Mélanges historiques et littéraires. 2 vol. in-8. . . . . . 10 »

Adair (Sir R.). — Mémoires historiques relatifs à une mission à la cour de Vienne en 1806. 1 vol. in-8. 3 »
Altmeyer (J.-J.). — Précis de l'histoire du Brabant. 1 vol. in-8. . . . . 3 »
— Résumé de l'histoire moderne. 1 vol. in-18. . . . . 1 »
— Les Gueux de mer et la prise de la Brille (1568-1572). 1 vol. in-18. 2 »
Apologie de Guillaume de Nassau, prince d'Orange, précédée d'une introduction par A. Lacroix, 1 vol- in-12 cartonne. . . . . 5 »
Arrivabene (Comte Jean). — D'une époque de ma vie (1820-1822). Mes Mémoires, documents sur la Révolution en Italie, suivis de six lettres inédites de Silvio Pellico; traduction sur le manuscrit original par Salvador Morhange. 1 vol. format Charpentier. . . . . 3 »
Bianchi Giovini (A.). — Biographie de fra Paolo Sarpi, théologien et consulteur d'État de la république de Venise; traduit sur la seconde édition par M. L. van Nieuwkerke. 2 vol. in-12. . . . . 7 »
Borgnet (Adolphe). — Histoire des Belges à la fin du XVIII[e] siècle. 2 vol. in-8, 2[e] édit., revue et augmentée. . . . . 10 »
Bougeart (Alfred). — Danton, documents authentiques pour servir à l'histoire de la Révolution française. 1 fort vol. in-8. . . . . 7 50
— Marat, ou l'Ami du peuple. 2 vol. in-8. . . . . 10 »
Belliard (le général). — Mémoires, écrits par lui-même. 3 vol. in-18. . . 3 »
Bourrienne. — Mémoires sur Napoléon, le Directoire, le Consulat, l'Empire et la Restauration. 10 vol. in-18. . . . . 10 »
Brissot de Warville.—Mémoires sur la Révolution française. 3 vol. in-18. 3 »
Chassin (C.-L.)—Le Génie de la Révolution. 1[re] partie, les Cahiers de 1789. En vente : le tome I, les Élections de 1789; le tome II, la Liberté individuelle, la Liberté religieuse. Édition in-8, le volume. 3 50
Édition in-18, le volume . . . . 3 »
Chateaubriand (De). — Congrès de Vérone.— Guerre d'Espagne. 2 vol. in-18. . . . . 2 »

Chateaubriand (De). — Études ou Discours historiques sur la chute de l'Empire romain, la naissance et les progrès du christianisme, et l'invasion des barbares, suivis d'une analyse raisonnée de l'Histoire de France. 4 vol. in-18 . . . . 4 »
— De la Liberté de la presse. 1 vol. in-18. . . . . 1 »
— Le même ouvrage, 1 vol. in-32. . . . . 1 »
— Vie de Rancé. 1 vol. in-18. 1 »
— Essai sur les révolutions. 2 vol. in-32. . . . . 1 »
— Mélanges politiques. 2 vol. in-32. . . . . 1 »
— Opinions et Discours. 1 vol. in-32. . . . . 1 »
— Polémique. 1 vol. . . . . 1 »

Chauffour-Kestner (Victor). — M. Thiers historien. Notes sur l'Histoire du Consulat et de l'Empire. Brochure in-8°. 1 50

Delepierre.—La Belgique illustrée par les sciences, les arts et les lettres. 1 vol. in-8. . . . . 4 »
— Coup d'œil sur l'histoire de la législation des céréales en Angleterre. 1 vol. in-18. . . . . 1 »

Delepierre (J.-O.) et **Perneel** (J.). — Histoire du règne de Charles le Bon. 1 vol. in-8. . . . . 5 »

Dumouriez (le général). — Mémoires et correspondance inédits. 2 v. in-18. 2 »

Eyma (Xavier). — La république américaine. Ses institutions; ses hommes. 2 vol. in-8. . . . . 12 »
— Les trente-quatre étoiles de l'Union américaine. Histoire des États et des Territoires. 2 vol. in-8. 12 »
— Légendes du nouveau monde. 2 vol. Charpentier. . . . . 7 »

Gachard. — Documents concernant les troubles de la Belgique sous l'empereur Charles VI. 2 vol. in-8. 10 »
— Notice sur les archives de la ville de Malines. In-8. . . . . » 50

Garrido (F.). — L'Espagne contemporaine. 1 vol. in-8. . . . . 7 50

Goblet d'Alviella (lieutenant général, comte). — Des cinq grandes puissances de l'Europe dans leurs rapports politiques et militaires avec la Belgique. 1 vol. in-8. . . . . 5 »
— Mémoires historiques. Dix-huit mois de politique et de négociations se rattachant à la première atteinte portée aux traités de 1815. 2 vol. in-8. . . . . 12 »

Goldsmith (docteur). — Abrégé de l'histoire romaine; traduit de l'anglais. 8e édit. 1 vol. gr. in-18. 1 »

Histoire de la Néerlande. 1 vol. in-32 illustré. . . . . 1 »

Juste (Théodore). — Les Pays-Bas au XVIe siècle; le comte d'Egmont et le comte de Horne. 1 beau vol. in-8. . . . . 7 50
Les Pays-Bas au XVIe siècle. Vie de Marnix de Sainte-Aldegonde, tirée des papiers d'État et de documents inédits. 1 vol. in-8. . . 4 »
Histoire du Congrès national de Belgique ou de la fondation de la monarchie belge. 2 beaux et forts vol. Charpentier. Nouvelle édition soigneusement revue. 7 »
Les Pays-Bas sous Charles-Quint. La vie de Marie de Hongrie, tirée des papiers d'État. 2e édit. 1 vol. Charpentier. 3 50
Christine de Lalaing, princesse d'Épinoy. 1 vol. in-12. . . . . . 1 »
Souvenirs diplomatiques du XVIIIe siècle. Le comte de Mercy-Argenteau. 1 vol. Charpentier.. 3 50
— Histoire du règne de l'empereur Joseph II et de la révolution belge de 1790. 3 vol. in-12. . . . . 9 »
— Histoire populaire de la Révolution française. 1 vol. in-18. . . . . 1 »
— Histoire populaire du Consulat, de l'Empire et de la Restauration. 1 vol. in-18. . . . . 1 »

Klencke. — Le Panthéon du XIXe siècle. Vie d'Alexandre de Humboldt. Traduit de l'allemand par Burgkly. 1 vol. Charpentier. 3 50

Koch (De).—Histoire abrégée des traités de paix entre les puissances de l'Europe, depuis la paix de Westphalie; augmentée et continuée jusqu'au congrès de Viennne et aux traités de Paris de 1815, par F. Schœll. 4 vol. gr. in-8 à 2 col. . . . . 48 »
Labarre (L.). — Éphémérides nationales. 1 vol. in-18. . . . . 2 »
Lacroix (A.) et **Van Meenen** (Fr.). — Notices historique et bibliographique sur Philippe de Marnix, avec portrait. 1 vol. in-8. . . . . . . 1 60
Lamarque (le général). — Mémoires et souvenirs. 2 vol. in-18. . . . . . 2 »
La Fayette. — Mémoires. 2 vol. gr. in-8 à deux col. . . . . 10 »
Lanfrey (P.). — Histoire politique des papes. 1 vol. gr. in-18. . . . . . . 4 »
Laurent (Fr.), professeur à l'Université de Gand. — Études sur l'histoire de l'humanité. — Histoire du droit des gens et des relations internationales.

La seconde édition des premiers volumes de cet important ouvrage a paru. Chaque volume format in-8 est du prix de 7 fr. 50.

Tome 1er, l'Orient, 2e édition.—Tome II, la Grèce, 2e édition. — Tome III, Rome, 2e édition. — Tome IV, le Christianisme, 2e édition. — Tome V les Barbares et le catholicisme, 2e édition. — Tome VI, l'Empire et la papauté. — Tome VII, l'Eglise et la féodalité.—Tome VIII, la Réforme. — Tome IX, les Guerres de religion. — Tome X, les Nationalités.
— L'Église et l'État en Europe pendant la Révolution française. — 1 fort volume grand in-8. . . . . 7 50
Laurent (F.) — *Van Espen*. Étude historique sur l'Église et l'État en Belgique. 1 vol. in-18. . . . . 3 50
— L'Église et l'État. — 1re partie. Le moyen âge. — 2e partie. La Réforme. — 3e partie. La Révolution. — Seconde édition, revue et augmentée. — 2 vol. in-8. — (Ces derniers ouvrages sont sous presse.) — Le volume 7 fr. 50. . . . . » »
Lenfant (le père), confesseur de Louis XVI. — Mémoires. 2 vol. in-18. . 2 »
Louis XVIII. — Sa correspondance privée et inédite, pendant son séjour en Angleterre. 1 vol. in-8. . . . . 2 »
— Mémoires, publiés et recueillis par le duc D***. 12 vol. in-18. . . . 18 »
Loeb (le docteur Henri). — Catéchisme israélite, à l'usage des écoles du culte israélite. 1 vol. in-12. . . . . 2 »
— Histoire sainte, ou Histoire des Israélites depuis la création jusqu'à la destruction de Jérusalem. 1 vol. in-8. . . . . 5 »
— Le même ouvrage. 1 vol. in-12. . . . . 2 »
Marnix (Philippe de).—Le tableau des différends de la religion. 4 vol. in-8. 16 »
— De Bijenkorf (La ruche à miel de l'Église romaine). 2 vol. in-8. . 7 »
— Les Écrits politiques et historiques. 1 vol. in-8. . . . . 4 »
— La Correspondance et les mélanges. 1 vol. in-8. . . . . 5 »
Maurel (Jules). — Essai sur l'histoire et sur la biographie du duc de Wellington. Nouvelle édition. 1 vol. in-12. . . . . 2 50
Ney (maréchal). — Mémoires, publiés par sa famille . 2 vol. in-18 . . . 2 »
Pasquini (J.-N.). — Histoire de la ville d'Ostende et du port, précédée d'une Notice des révolutions physiques de la côte de Flandre, tirée de M. Belpaire. 1 vol. in-8. Bruxelles. 7 50
Peel (Mémoires de sir Robert), traduction par Emile de Laveleye. 2 vol. in-8. 10 »
Petruccelli della Gattina (Fr.). — Histoire diplomatique des conclaves, depuis Martin V jusqu'à Pie IX. 4 vol. in-18. Le volume . . . . . . 6 »
Potter (De). — Vie de Scipion de Ricci, évêque de Pistoie et Prato, réformateur du catholicisme en Toscane, composée sur le manuscrit autographe de ce prélat. 3 vol. in-18 . . . . 6 »
Potvin (Ch.). — Albert et Isabelle. Fragments sur leur règne. 1 vol. in-8. 3 50
Quinet (Edgar). — La Révolution. 2 vol. in-8. . . . . 15 »
Reumont (A. de). — La Jeunesse de Catherine de Médicis. Trad. de l'allemand. 1 vol. in-18, avec portrait. 2 50
Roland (Mme).—Lettres autographes adressées à Bancal des Issarts. 1 v. in-18 1 »

Rodenbach (C.). — Épisodes de la révolution dans les Flandres. 1 vol. in-18 . . . . 1 »
Schayes (A.-G.-B.). — Les Pays-Bas avant et durant la domination romaine. 2 vol. in-8 . . . . 10 »
Sosset (J.). — Biographies à l'usage des écoles moyennes. Première partie destinée à la première année d'études. 2e édition. 1 vol. in-12 . 1 »
— Deuxième partie, 2e édition, destinée à la deuxième année d'études 1 »
Van Bruyssel (E.). — Histoire politique de l'Escaut. 1 vol. Charpentier. 2 50
— Histoire du Commerce et de la marine en Belgique. 3 vol. in-8. 6 fr. le volume.
Vandervynot. — Histoire des troubles des Pays-Bas sous Philipppe II. 4 vol. in-8 . . . . 10 »
Van Halen (Don Juan). — Mémoires. 2 vol. in-8 . . . . 6 »
— Pour faire suite à ces Mémoires : Les quatre Journées de Bruxelles. 1 vol. in-8 . . . . 1 »
Villiaumé (N.) — Histoire de la Révolution française (1789), nouvelle édition revue et augmentée de documents inédits et inconnus. 3 vol. in-8. 15 »
— Histoire de Jeanne Darc et réfutation des diverses erreurs publiées jusqu'aujourd'hui. 3e édition. 1 vol. in-8. . . . . 7 50
Weber (Georges). — Histoire universelle. Traduit de l'allemand sur la 9e édition, par Jules Guilliaume. 10 vol. in-12.
— Peuples orientaux. 1 vol. in-12. 2 »
— Histoire grecque. 1 vol. 3 50
— Histoire romaine. 1 vol. 3 50
— Histoire du moyen âge 2 vol. 7 »
White (Charles). — Révolution belge de 1830. 3 vol. in-18 . . . . 3 »
Wouters. — Histoire chronologique de la République et de l'Empire (1789 à 1815), suivie des Annales napoléoniennes depuis 1815. 1 vol. in-8, cartes et plans. . . . . 10 »

PHILOSOPHIE & RELIGION

Brigham (Amariah). — Remarques sur l'influence de la culture de l'esprit et de l'excitation mentale sur la santé. 1 vol. in-18. . . . . . 1 »
Brougham (lord Henri). — Discours sur la théologie naturelle, indiquant la nature de son évidence et les avantages de son étude; traduit de l'anglais. 1 vol. in 18. . . . . 1 »
Crets (M.). — Un Visionnaire humanitaire, ou Essai de la position du problème humain. 1 vol. in-18 . . . . 3 »
Feuerbach. — La Religion. Traduction de Joseph Roy. . . . . 5 »
— Essence du Christianisme. Traduction de Joseph Roy . . . . . . 5 »
D'Héricourt (Mme Jenny-P.)—La femme affranchie, réponse à MM. Michelet, Proudhon, E. de Girardin, A. Comte et autres novateurs modernes. 2 vol. Charpentier . . . . 7 »
Gioberti (Vincent). — Essai sur le beau, ou Éléments de philosophie esthétique; traduit de l'italien par Joseph Bertinatti, docteur en droit. 1 vol. in-8 . . . . 7 »
— Lettres sur les doctrines philosophiques et politiques de M. de Lamennais. 1 vol. in-18. . . . . 1 50
Gruyer (L.-A.). — De la liberté physique et morale. In-8. . . . . 2 »
— Tablettes philosophiques. 1 vol. in-18 . . . . 1 »
Larroque (Patrice). — Examen critique des doctrines de la religion chrétienne. 2e édition. 2 vol. in-8 . . . . 15 »
— 3e édition. 2 vol. in-8 (sans annotations) 10
— Rénovation religieuse. 2e édition augmentée. 1 vol. in-8 7
— 3e édit. in-8 (sans annotations). 5 »
— De l'esclavage chez les nations chrétiennes. 2e édit. 1 vol. in-18 . 2 50

Poulin (P.)—Qu'est-ce que l'homme ? Qu'est-ce que Dieu ? Solution scientifique du problème religieux. 1 vol. gr. in-18 . . . . 3 50

Renand (P.) — Christianisme et Paganisme. Identité de leurs origines, ou nouvelle symbolique. 1 vol. in-8. 6 »

Saint-Simon (C.-H. de). — Œuvres choisies, précédées d'un Essai sur sa doctrine, avec portrait et lithographie. 3 vol. Charpentier 10 50

Simon (Jules). — L'École. 1 vol. in-8. . . . . 6 »

Strauss (Docteur David-Frédéric). — Nouvelle Vie de Jésus, traduction de l'allemand par A. Nefftzer et Ch. Dollfus. 2 vol. in-8. . . . . 12 »

Stap (A.).— Études historiques et critiques sur les origines du christianisme. 1 vol. format Charp. 3 50

G. Tiberghien, professeur à l'université de Bruxelles. — La Logique : Science de la connaissance. 2 vol. in-8 à 7 fr. 50 le volume.

Voituron (Paul). — Recherches philosophiques sur les principes de la science du Beau. Ouvrage couronné. 2 forts vol. in-8. . . . . . 12 »

— Études philosophiques et littéraires sur les Misérables. 1 vol. in-12 2 »

VOYAGES

Bædeker.—Paris. Guide pratique du voyageur, accompagné d'un plan général de Paris et de 6 cartes. 1 vol. élégamment cartonné de 240 pages in-18 . . . . 4 »

Barth (Docteur H.). — Voyages et découvertes dans l'Afrique septentrionale et centrale ; traduit de l'allemand par Paul Ithier. 4 beaux et forts vol. in-8, avec carte et grav. . . . . 24 »

Du Bosch (A.-J.). — La Chine contemporaine, d'après les travaux les plus récents ; traduction de l'allemand. 2 vol. Charpentier . . . . . . 7 »

Considérant (N.). — Un couronnement à Kœnigsberg ; Stuttgard et Weymar, souvenirs de voyage. 1 vol. in-12. . . . . 1 50

Frœbel (Julius). — A travers l'Amérique ; traduction de l'allemand par Émile Tandel. 3 beaux vol. Charpentier. 10 50

Passmore. — Guide à Londres. — A trip to London. — Guide du voyageur à Londres. — Sous forme de manuel de conversation anglaise et française, servant en même temps à apprendre la langue anglaise. 1 vol. in-32 avec plan de Londres . . . . 5 »

Roelan (Edouard). — Guide de poche. Voyage circulaire. Excursions en Belgique, en France et en Allemagne. De Bruxelles à Bruxelles, par Paris, Nancy, Strasbourg, Baden-Baden, Carlsruhe, Heidelberg, la Bergstrasse, Francfort (Wiesbaden), les bords du Rhin, Mayence, Coblence, Bonn et Cologne, Aix-la-Chapelle et Liége. Excursions à Hombourg, à Wiesbaden, à Ems, à Spa et dans les vallées de la Murg, de l'Ahr, etc., etc. 1 vol. in-32. . . . . 1 .

Siret (Ad.). Manuels du Touriste et du curieux. I. La ville de Gand. 1 vol. in-12, avec plan 2 50

Verhaeghe (L.). — Autour de la Sicile. 1861-1863. 1 vol. in-18. . . . . 2 »

POLITIQUE, DROIT, ÉCONOMIE POLITIQUE ET SCIENCES

Addison. — Episodes des cours d'assises. 1 vol. in-18 . . . . 1 »

Ancillon. — Du juste-milieu, ou des rapprochements des extrêmes dans les opinions. 2 vol. in-18. . . . . 2 »

Animaux domestiques. — Trad. de l'anglais. 1 vol. in-18, orné de gravures 1 »

Animaux sauvages. — Traduit de l'anglais. 1 vol. in-18, orné de gravures. 1 »

Belgique (La) jugée par l'Angleterre, extrait de la « Quarterly Review. » Traduction autorisée. 1 vol. in-12 . . . . » 75

Bibliothèque du peuple et des écoles. Notions élémentaires d'astronomie, broch. in-18 . . . . » 30

— Notions préliminaires à l'étude des sciences. . . . . » 30

Boétie (De la). — De la servitude volontaire (1548), préface de **F. de Lamennais**, 1 vol. in-32 . . . . 1 »

Boichot. — Petit traité de connaissances à l'usage de tous. 1 vol. in-12, avec de nombreuses gravures sur bois. . . . . 3 »

— Instruction populaire. Notions sur l'astronomie. 1 vol. in-12, avec figures 1 25

Brasseur (H.). — Manuel d'économie politique. 2 vol. gr. in-18. . . . . 15 »

Burggraeve (Ad.). — Etudes sur André Vésale. 1 vol. in-8. . . . . . . 6 »

Burggraeve (D^r^). — A la mer, ou conseils pour la santé. 1 vol. in-8, avec quatre vues photographiées . . . . 6 »

Carey (C.-K.). — Lettres critiques à M. Michel Chevalier. Traduites de l'anglais, précédées d'une Etude sur l'économie politique et sur son introduction dans l'enseignement secondaire, par H. Humbert. In-8. 1 50

Cauchy (P.-F.). — Principes généraux de chimie inorganique. 1 vol. in-8. 3 »

Clark (James). — Traité de la consomption pulmonaire, comprenant des recherches sur les causes, la nature et le traitement des maladies tuberculeuses et scrofuleuses en général. 1 vol. in-8. . . . . 2 »

Combe (George). — Traité complet de phrénologie, traduit de l'anglais par le docteur Lebeau, médecin du roi. 2 vol. in-8, avec gravures sur bois et lithographies. . . . . 8 »

— Nouveau manuel de phrénologie. 1 vol. in-18 avec planches. . . 1 »

Collection d'autographes et de fac-simile de personnages de la Révolution française, suivis d'autographes de quelques célébrités de la révolution brabançonne. 1 vol. in-8 contenant 100 autographes environ. . 6 »

Considerant (N.). — Du travail des enfants dans les manufactures et dans les ateliers de la petite industrie. 1 vol. in-8. . . . . 1 »

Cruysmans (Fl.). — Des droits et des obligations des armateurs vis-à-vis des assureurs sur corps. 1 vol. in-8. . . . . 2 50

— Des risques de guerre au point de vue de la police d'assurance maritime et des usages d'Anvers. 1 vol. in-8. . . . . 2 »

Cuvier (Le baron Georges). — Histoire des progrès des sciences naturelles depuis 1789 jusqu'à ce jour. 2 vol. in-8. . . . . 8 »

— Leçons d'anatomie comparée, recueillies et publiées par Duméril. 1 vol. gr. in-8. . . . . 8 »

— Le règne animal distribué d'après son organisation, pour servir de base à l'histoire naturelle des animaux et introduction à l'anatomie comparée. 3 vol. gr. in-8, avec fig. . . . . 10 »

Deroyer (F.-J.). — Economie à l'usage de tout le monde. 1 vol. in-12. . 2 50

Ducpétiaux (Ed.). — De la condition physique et morale des jeunes ouvriers et des moyens de l'améliorer. 2 vol. in-8. . . . . 6 »

— De l'état de l'instruction primaire et populaire en Belgique, comparé avec celui de l'instruction en Allemagne, en Prusse, en Suisse, en France, en Hollande et aux États-Unis. 2 vol. in-18. . 2 »

— Des progrès et de l'état actuel de la réforme pénitentiaire et des institutions préventives aux États-Unis, en France, en Suisse, en Angleterre et en Belgique. 3 vol. in-18 avec planches. . . . 6 »

Findel (J.-G.). — Histoire de la Franc-Maçonnerie, depuis son origine jusqu'à nos jours. 2 vol. in-8. 6 fr. le volume. . . . . » »

Fisco (E.) et **Van der Straeten** (J.). — Institutions et taxes locales du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande. 2e édition, revue, augmentée et mise au courant jusqu'au 1er octobre 1862. 1 vol. in-8. 7 50

Gachard. — Précis du régime municipal en Belgique avant 1794. 1 vol. in-8. 2 »

Giron (A.). — Essai sur le droit communal de la Belgique. 1 vol. in-8. 4 »

Honsebrouck (Van). — Traitement des maladies par l'eau froide. 1 vol. in-18. 1 »

Hubner (Otto). — Petit manuel populaire d'économie politique. Traduit de l'allemand avec l'autorisation de l'auteur, par Ch. Le Hardy de Beaulieu, économiste. 1 vol. in-18 (2e édition). . . . . 1 »

Humboldt (A.). — Résumé du Cosmos. 1 vol. in.18. . . . . » 75

Ignotus (Dr). — Petit traité de la machine humaine. 1 vol. Charpentier, avec figures. . . . . 3 »
Jacobus (Dom). — Le livre de la nationalité belge. 1 vol. in-18 . . . . . 2 »
— L'Europe et la nationalité belge. 1 vol. in-18. . . . . 2 »
Lalande (Jérôme de). — Tables de Logarithmes, étendues à 7 décimales par F.-C. Marie, précédées de plusieurs tables contenant les bases des calculs les plus usuels, par Ch.-E. Guillery. 1 vol. in-18. . . . . 3 »
Lamartine (Alphonse de). — La France parlementaire pendant vingt ans (1834-1851). 6 vol. in-8. Les quatre premiers sont en vente, le vol. 6 fr.. . . . . » »
Larroque (Patrice).—De la guerre et des armées permanentes. 1 vol. in-8. 5 »
— 2e édition in-18. . . . . 3 50
Laveleye (Emile de). — Questions contemporaines. 1 vol. gr. in-18. . 3 50
— Essai sur l'économie rurale de la Belgique. 2e éd. 1 vol. in-18. . . 3 50
— Economie rurale de la Hollande. 1 vol. format Charpentier . . . 3 50
— L'enseignement obligatoire. In-12 . . . . » 75
Le Hardy de Beaulieu (Ch.). — Traité élémentaire d'économie politique. 1 vol. Charpentier de 384 pages. . . . . 4 »
— Considérations sur les relations commerciales entre la Belgique et l'Espagne dans le présent et dans l'avenir. 1 vol. in-8 de 108 pages. 1 50
— Du salaire. Exposé des lois économiques qui régissent la rémunération du travail et des causes qui modifient l'action de ces lois. 1 vol. in-12. . . . . 2 50
— Le Catéchisme de la mère. 1 vol. in-12 avec de nombreuses fig. 2 50
— Causeries agricoles. Applications de l'économie politique, de la géologie et de la chimie à l'agriculture. 1 vol. in-12 . . . . . . 3 50
Le Hon. — Périodicité des grands déluges, résultant du mouvement graduel de la ligne des apsides de la terre, théorie prouvée par les faits géologiques. 1 vol. in-8. 2e édition, revue, augmentée et enrichie de deux cartes . . . . 3 »
Lestgarens (J.). — La situation économique et industrielle de l'Espagne en 1860. 1 vol. in-8. . . . . 1 25
Lindley (John). — Esquisses des premiers principes d'horticulture. Ouvrage traduit de l'anglais et augmenté par Ch. Morren. 1 vol. in-18. . 2 »
Ludwigh (Jean).—La Hongrie politique et religieuse. 1 vol. Charpentier. 3 50
— Nouvelle page de l'histoire des Habsbourg. In-18. . . . . » 75
— La Hongrie et la germanisation autrichienne. In-18. . . . . 1 »
— La liberté religieuse et le protestantisme en Hongrie. In-18. . . . 1 25
— La Hongrie devant l'Europe : les institutions nationales et constitutionnelles de la Hongrie et leur violation. In-18. . . . . 2 »
— La Hongrie et les Slaves. 1 25
— François-Joseph, empereur d'Autriche, peut-il être couronné roi de Hongrie ? In-18. . . . . 1 »
— Qui payera les dettes de l'Autriche ? In-18. . . . . 1 50
— La diète de Hongrie et l'empire d'Autriche, contenant l'adresse de M. Deak. In-18. . . . . 2 »
— L'Autriche despotique et la Hongrie constitutionnelle, avec l'ultimatum de la diète de Hongrie. . . . . 2 »
Macnish (Robert). — Introduction à l'étude de la phrénologie, par demandes et par réponses. 1 vol. in-18. . . . . 1 »
Malaise (L.). — Clinique homœopathique. 1 vol. in-8. . . . . 2 »
Maynz (Ch.). — Éléments de droit romain. 2 vol. in-8. . . . . 16 »
— Traité des obligations en droit romain. 1 vol. in-8. . . . . 9 »
Mitscherlich. — Éléments de chimie ; traduit de l'allemand par Valérius. 3 vol. in-8. . . . . 9 »
Molinari (G. de). — Questions d'économie politique et de droit public. 2 beaux vol. in-8. . . . . 10 »

Paris. — Imp. Poupart-D[illegible]

HUIT MOIS

EN

AMÉRIQUE

LETTRES ET NOTES DE VOYAGE

1864-1865

PAR

ERNEST DUVERGIER DE HAURANNE

TOME SECOND

PARIS
LIBRAIRIE INTERNATIONALE
15, BOULEVARD MONTMARTRE
A. LACROIX, VERBOECKHOVEN & Cᵉ, ÉDITEURS
à Bruxelles, à Leipzig et à Livourne

1866

CHEZ LES MÊMES ÉDITEURS

DERNIÈRES NOUVEAUTÉS

VICTOR HUGO. CHANSONS DES RUES ET DES BOIS. 1 vol. in-8. . . 7

LOUIS BLANC. LETTRES SUR L'ANGLETERRE. 2 vol. in-8. 12

EDGAR QUINET. LA RÉVOLUTION. 2 forts vol. in-8 15

LOUIS FIGUIER. VIES DES SAVANTS ILLUSTRES DEPUIS L'ANTIQUITÉ JUSQU'A NOS JOURS. *Savants de l'antiquité.* 1 très-beau vol. in-8, illustré de 38 gravures hors texte sur papier de couleur 10

JULES SIMON. L'ÉCOLE. 1 volume in-8. . . . .

PROUDHON. *Œuvres posthumes.*

— THÉORIE DE LA PROPRIÉTÉ, suivie d'un Projet d'Exposition perpétuelle. 1 vol. in-18 jésus . . . . .

— LA BIBLE ANNOTÉE.

— I. LES QUATRE ÉVANGILES ANNOTÉS. 1 vol. in-18 jésus. . . . .

— II. LES ACTES DES APOTRES, LES ÉPITRES, L'APOCALYPSE ANNOTÉS. 1 vol. in-18 jésus. . . .

— *Œuvres complètes.* (Nouvelle édition)

— I. LES CONTRADICTIONS ÉCONOMIQUES. 2 vol. in-18 jésus. . . . .

— II. DE LA CRÉATION DE L'ORDRE DANS L'HUMANITÉ. 1 volume in-18 jésus. . . . . . .

J.-M. DARGAUD. HISTOIRE D'ÉLISABETH D'ANGLETERRE. 1 beau vol. in-18 jésus. . . . .

EUGÈNE PELLETAN. LA FAMILLE. — LA MÈRE. 1 vol. in-8 . . .

ALFRED MICHIELS. HISTOIRE DE LA PEINTURE FLAMANDE ET HOLLANDAISE. 6 volumes in-8. (Nouvelle édition) — Le tome 1er a paru. . . . .

ALPHONSE DE LAMARTINE. LA FRANCE PARLEMENTAIRE. *Écrits politiques et discours.* 6 forts vol. in-8. 36

— — CIVILISATEURS ET CONQUÉRANTS. 2 v. in-8. 10

— — LES HOMMES DE LA RÉVOLUTION. 1 v. in-8. . . . .

— — SHAKSPEARE ET SON ŒUVRE. 1 v. in-8.

— — PORTRAITS ET BIOGRAPHIES. 1 v. in-8.

— — LES GRANDS HOMMES DE L'ORIENT. 1 volume in-8 . . . .

— PARIS. — IMP. POUPART-DAVYL ET COMP., RUE DU BAC, 30.

